



**Université Panthéon-Assas (Paris 2)
Nouvelle Université Bulgare**

Les populismes en Bulgarie

Thèse de doctorat en science politique

Présentée et soutenue publiquement

à

L'Université Panthéon-Assas (Paris 2)

par

Maria MATEEVA

le

17 novembre 2015

Directeurs de thèse :

Monsieur le Professeur Jacques CHEVALLIER (Université Paris 2)

Monsieur le Professeur Antony TODOROV (Nouvelle Université Bulgare)

Jury :

Madame Tatyana BURUDJIEVA, Maître de Conférences, HDR, à l'Université de Sofia, Rapporteur

Monsieur Jacques CHEVALLIER, Professeur émérite de l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)

Monsieur François FRISON-ROCHE, chargé de recherche au CNRS (CERSA – Paris 2)

Madame Anna KRASTEVA, Maître de Conférences, HDR, à la Nouvelle Université Bulgare

Monsieur Slobodan MILACIC, Professeur émérite de l'Université de Bordeaux, Rapporteur

Monsieur Antony TODOROV, Professeur à la Nouvelle Université Bulgare

Avertissement

L'Université Panthéon-Assas (Paris 2) et la Nouvelle Université Bulgare (NUB) n'entendent donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Remerciements

Je tiens à remercier mes deux directeurs de thèse Monsieur le Professeur Jacques Chevallier et Monsieur le Professeur Antony Todorov, ainsi que Monsieur François Frison-Roche pour leurs conseils et leur patience. Le soutien de Victor, Elena et Georgi Georgievi, Venera et Matey Mateevi, Matey et Venera a aussi été indispensable.

Cette thèse n'aurait pas vu le jour sans les bourses qui m'ont été attribuées par l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) et le Gouvernement Français.

Résumé

Cette thèse analyse les causes de l'apparition, la nature des discours, les modes d'institutionnalisation et les effets sociaux produits par les populismes bulgares pendant une période de plus de vingt ans : de 1992 à 2013.

On soutient notamment l'hypothèse que les populismes bulgares catalysent une « révolution rampante » qui remet en cause les hiérarchies sociales et les canaux de représentation politique émanant de la « révolution du palais » de 1989. Elle résulte de la dialectique entre l'institutionnalisation de l'idéologie populiste en tant que grille d'analyse de la réalité et de l'impossibilité de sa réalisation par les partis formés autour des leaders qui la mobilisent.

Descripteurs : Bulgarie - populisme - discours politique - partis politiques - postcommunisme - élites - minorités.

Резюме

Дисертацията анализира причините за появата, природата на дискурса, типове институционализация и социалните ефекти, породени от популизмите в България през период от повече от двадесет години: от 1992 г. до 2013 г.

Защитава се хипотезата, че популизмите в България катализират “пълзяща революция”. Тя поставя под съмнение социалните йерархии и каналите за политическо представителство, произтичащи от “дворцовия преврат” от 1989 г. Причина за това е диалектиката между институционализацията на популистката идеология като аналитична рамка за разбиране на политическите и икономически процеси и невъзможността за нейната реализация от партиите, формирани около лидерите, които я изповядват.

Ключови думи - България - популизъм - политически дискурс - политически партии - посткомунизъм - елити - малцинства.

Abstract

This thesis analyses the reasons of the appearance, the type of discourse, the modes of institutionalization and the social effects generated by the Bulgarian populisms over a period of more than twenty years: from 1992 to 2013.

We argue that Bulgarian populism catalyses a "creeping revolution": it questions the social hierarchies and the channels of political representation that results from the "palace revolution" of 1989; it is a consequence of the dialectic between the institutionalization of the populist ideology as an analytical framework and the impossibility of its implementation by the parties formed around the leaders who mobilize it.

Keywords: Bulgaria – populism - political discourse - political parties - post - communism - elites - minorities.

**Centre d'Etudes et de Recherches de Sciences Administratives et Politiques (CERSA)
UMR 7106
10, rue Thénard 75005 PARIS**

Principales abréviations

BBB Block Bulgare de Business

BSP Parti Socialiste Bulgare

DPS Mouvement des Droits et des Libertés

DSB Démocrates pour une Bulgarie Forte

FIDESZ Union civique hongroise

FN Front National

FPÖ Parti de la liberté d'Autriche

GERB Les citoyens pour le développement européen de la Bulgarie

GORD Union des Citoyens pour une Démocratie Réelle

NDSV Mouvement National Siméon II, puis Mouvement National pour la Stabilité et le Progrès

NFSB Front National pour le Sauvetage de la Bulgarie

PRM Parti de la Grande Roumanie

PVV Parti de la Liberté

RZS Ordre Loi et Justice

SDS Union des Forces Démocratiques

SYRIZA Coalition de la gauche radicale

UDC Union démocratique du centre

Sommaire

INTRODUCTION	9
PREMIERE PARTIE : LES RACINES DES POPULISMES.....	71
CHAPITRE 1 : UNE SOCIETE ANOMIQUE	72
CHAPITRE 2 : UNE SOCIETE EN CRISE IDENTITAIRE	119
CHAPITRE 3 : LA FASCINATION ENVERS DES LEADERS PROVIDENTIELS	147
DEUXIEME PARTIE : LES DISCOURS POPULISTES	217
CHAPITRE 1 : LA PERCEE DES POPULISMES.....	223
CHAPITRE 2: LA MONTEE DES POPULISMES	271
TROISIEME PARTIE: L'INSTITUTIONNALISATION DES POPULISMES	353
CHAPITRE 1 : LES PARTIS POPULISTES COMME ORGANISATIONS EPHEMERES.....	355
CHAPITRE 2: L'IMPACT DES POPULISMES	441
CONCLUSION GENERALE.....	488
BIBLIOGRAPHIE	494
ANNEXES	526
INDEX.....	550
LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX.....	552
TABLE DES MATIERES.....	556

Introduction

« *Je suis rentré pour briser la coalition bleu-rouge* », répétait, au début des années 1990, l'ancien comédien et leader du parti Bloc Bulgare de Business (le BBB) George Ganchev : avec cette métaphore il visait la fusion effective des deux pôles de la vie politique bulgare de l'époque - le parti issu de l'ancien front anti-communiste (le SDS) et l'ancien parti communiste reconverti en social-démocratie (le BSP). « *Dans huit-cent jours la célèbre assiduité et l'esprit d'entreprise bulgares changeront votre vie* », déclarait l'ex-roi et futur Premier Ministre bulgare Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha, dans son appel au peuple à l'occasion du lancement du Mouvement national Siméon II (NDSV), le 6 avril 2001. « *On les attrape (les criminels), mais ils (les représentants du système judiciaire) les relâchent* », avait coutume de répéter Boyko Borissov, futur leader du parti GERB et Premier Ministre, lorsqu'il occupait, entre 2001 et 2005, le poste de Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur : à travers cette formule, il insistait sur ses efforts pour redonner sa dignité à la police bulgare et restaurer l'ordre dans un pays envahi par une corruption massive. « *Rendons la Bulgarie aux bulgares !* », « *Il faut envahir la citadelle du pouvoir !* » déclarait en 2005 l'ancien journaliste Volen Siderov et leader du parti extrémiste ATAKA. Il ne s'agit là que de quelques extraits des discours des leaders politiques bulgares ayant obtenu un succès électoral important après le retour de la démocratie pluraliste en Bulgarie. Ils inscrivent ce pays anciennement communiste, membre de l'Union Européenne depuis 2007 et terrain de bouleversements profonds de nature politique, économique et culturelle, dans une tendance commune à un grand nombre de pays : la large diffusion du populisme.

Ce travail sera consacré notamment aux manifestations de ce phénomène en Bulgarie. Pourtant, avant de l'aborder en profondeur, il convient de l'inscrire dans

la logique de l'époque : contrastant avec le discrédit qui affecte le terme « populiste » on assiste à une progression électorale des partis désignés comme tels à l'échelle mondiale. En dépit de l'usage intensif de « *l'anathème antipopuliste* »¹, le poids des acteurs étiquetés comme tels progresse dans un nombre significatif de pays d'Europe Occidentale depuis la fin des années 1980 et le début des années 1990. Cette tendance a gagné l'Europe de l'Est après la chute du communisme en 1989. Des acteurs susceptibles d'être classés dans cette même catégorie sont également largement présents en dehors du continent européen.

Le nombre des travaux universitaires qui étudient ce phénomène est significatif. Le populisme est même identifié comme une tendance structurelle de l'époque. D'après Cas Mudde, depuis le début des années 1990, on assiste à l'instauration d'un « *esprit du temps populiste* » (« *The Populist Zeitgeist* »²) dans la majorité des pays d'Europe de l'Ouest. Ce diagnostic s'appuie sur le constat d'implantation du populisme dans les démocraties occidentales à la fois chez des acteurs situés aux deux extrémités de l'échiquier politique et au sein des partis politiques de type *mainstream*. Les populismes d'Europe Centrale et Orientale, qui nous intéresseront dans le cadre de cette thèse consacrée aux manifestations populistes en Bulgarie, ne font pas exception : Ils « *ont comme on sait resurgi de plus belle avec la chute du rideau de fer* »³.

Les manifestations de ce phénomène s'inscrivent dans la catégorie des « néo-populismes » introduite dans la littérature afin de désigner la résurgence d'un populisme de nouvelle « génération », à cheval entre le XXème et le XXIème siècle. Guy Hermet émet même l'hypothèse que le populisme représentera une composante de « *longue durée* »⁴ de la scène politique en Europe, à la différence de ses formes historiques épisodiques. Le problème du caractère central du populisme aujourd'hui a également été souligné par Pierre Rosanvallon dans une

¹ Gaubert, J., Malaise populiste dans la démocratie contemporaine, *Cités* vol. n° 49, 2012, pp. 27-36, p. 30.

² Mudde, C., The populist Zeitgeist, *Government and Opposition* vol. vol.39: n°4, 2004, pp. 541-563.

³ Hermet, G., *Les populismes dans le monde : une histoire sociologique, XIXe-XXe siècle*, Fayard, Paris, 2001, p. 284.

⁴ Hermet, G., Permanences et mutations du populisme, *Critique* vol. 776-777, 2012, pp. 62-74.

intervention à l'occasion des Rencontres de Pétrarque de Montpellier en 2011. Il soulève deux questions cruciales concernant le phénomène. La première concerne son ampleur : « *Est-ce que le XXIème siècle n'est pas en train d'être l'âge des populismes comme le XXème siècle avait été celui des totalitarismes ?* »⁵. La deuxième question est relative à son impact sur la démocratie libérale : « *Est-ce que ça n'est pas la nouvelle pathologie historique de la démocratie qui est en train de se mettre en place ?* »⁶. Les réflexions de Christian Godin sur ce sujet vont dans le même sens – pour lui le populisme pourrait devenir le principal danger pour la démocratie au cours du XXIème siècle. Comme il l'explique : « *Il n'est pas impossible que le populisme soit, au XXIème siècle ce que le totalitarisme aura été au XXème siècle : pour la démocratie le principal danger* »⁷. Le populisme est également abordé en tant que l'un des phénomènes phares de notre temps par Tzvetan Todorov dans son ouvrage intitulé *Les ennemis intimes de la démocratie*. Le chercheur français d'origine bulgare insiste notamment sur le fait que les grands ennemis de la démocratie ne se situent pas à l'extérieur d'elle-même : il ne s'agit plus du fascisme, du communisme ou du terrorisme ; ils émanent d'elle-même : « *Le peuple est souverain, tel est le premier principe de la démocratie. Pourtant, comme le progrès, comme la liberté, il peut devenir source de menace pour elle* »⁸. D'autres auteurs se montrent encore plus catégoriques. Dans l'éditorial du numéro spécial de la revue *Critique* consacré aux populismes, le phénomène est qualifié de « peste » de notre temps : « *Car le diagnostic semble faire l'unanimité : le populisme est un mal contagieux, une épidémie. C'est la peste politique dont nous sommes désormais tous malades.* »⁹.

⁵ **Rosanvallon, P.**, Penser le populisme, discours prononcé dans le cadre des XXVIèmes Rencontres de Pétrarque à Montpellier, paru dans le journal *Le Monde* le 22.07.11.

⁶ *Ibid.*

⁷ **Godin, C.**, Qu'est-ce que le populisme ?, *Cités* vol. n° 49, 2012, pp. 11-25.

⁸ **Todorov, T.**, *Les ennemis intimes de la démocratie*, Robert Laffont, Paris, 2012, p. 183.

⁹ L'éditorial du numéro spécial de la revue *Critique* sur les populismes : voir « Populismes », *Critique* 1/2012 (n° 776-777), p. 3-4.

I. Contexte et état des lieux

A. Le Contexte

Les manifestations du populisme contemporain se produisent dans un contexte de transformations de tous ordres : économiques, politiques et culturelles. On assiste à l'intensification des processus de mondialisation, à l'amplification des flux migratoires, à des tensions culturelles et religieuses qui remettent en cause les logiques multiculturelles, au développement d'une « islamophobie » largement répandue. De même la conjoncture internationale a été profondément transformée depuis la fin de la Guerre froide ; le développement de l'UE soulève toujours davantage d'interrogations concernant aussi bien sa construction interne que l'inscription des différentes nations en son sein ; la logique du marché prédomine ; les fonctions des Etats s'infléchissent; on assiste au passage vers une société de type post-industrielle. A cela s'ajoutent des facteurs de nature conjoncturelle tels que la crise économique et financière qui génère des conséquences en chaîne sur les systèmes financiers, l'économie réelle, les budgets étatiques. Dans les pays d'Europe de l'Est ces bouleversements coïncident avec les changements profonds suscités par la transition vers la démocratie et l'économie de marché : aux caractéristiques générales citées ci-dessus, s'ajoutent des traits spécifiques au postcommunisme liés aux mutations institutionnelles, économiques, sociologiques et culturelles.

Aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, le rapprochement des grandes idéologies politiques tend à abolir les frontières entre la droite et la gauche : « *le clivage nous/eux constitutif de la politique démocratique ne peut plus trouver sa place au sein des partis politiques démocratiques traditionnels.* »¹⁰. Tout en conservant des spécificités, la gauche et la droite évoluent vers une diminution de la distance idéologique qui les sépare, un consensus sur des points nodaux, ainsi qu'une diminution des lignes de conflit. La fin de la Guerre froide qui a mis un terme à la

¹⁰ Mouffe, C., La « fin du politique » et le défi du populisme de droite, *Revue du MAUSS* vol. 20, 2002, pp. 178-194.

confrontation entre le capitalisme et le communisme, a joué un rôle important dans ce sens – en mettant fin à l’alternative que représentait le socialisme d’Etat par rapport au système capitaliste. La fin des grandes idéologies du XXème siècle laisse vacante la place d’un « *adversaire repoussoir* »¹¹ pour les régimes démocratiques. Dans un monde où se croisent en permanence les cultures, c’est la xénophobie qui parvient à jouer le rôle de l’Autre, nécessaire à la légitimation de la mobilisation politique : « *L’immigré, personnage multiforme, est venu occuper la place de la menace idéologique antérieure* »¹².

Le populisme apparaît dans un temps de technicisation du pouvoir. Aujourd’hui le marché endosse un rôle central et la valorisation des droits de l’homme fait l’objet d’un consensus large. D’après Chantal Mouffe, il s’agit d’une évolution du cadre idéologique dominant qui a « *deux composantes : la valorisation du marché libre d’une part, celle des droits de l’homme de l’autre. Ce qui est frappant, c’est que toute référence à la souveraineté populaire – qui constitue la colonne vertébrale de l’idéal démocratique – a à peu près disparu dans les définitions actuelles de la démocratie libérale.* »¹³. La souveraineté populaire commence à se perdre dans la machinerie institutionnelle, devient « *une idée obsolète* »¹⁴ difficile à suivre dans les niveaux de représentations construites sur une base à la fois nationale et supranationale.

Le développement des populismes coïncide avec l’intensification du rôle des médias. L’ère de la « *vidéopolitique* »¹⁵ selon l’expression de Giovanni Sartori, produit un effet non négligeable aussi bien sur l’interaction entre les gouvernants et les gouvernés que sur la production des messages politiques. Ces derniers deviennent de plus en plus dominés par une nécessité de simplification, de schématisation et de personnalisation des visages du pouvoir dans un monde

¹¹ **Todorov, T.**, *op.cit.*, p. 183.

¹² *Ibid.*

¹³ **Mouffe, C.**, *op.cit.*, 2002, pp. 178-194.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ **Sartori, G.**, « Video-Power », *Government and Opposition*, 24 (1), hiver 1989, p. 39-53, *Revue internationale des sciences sociales*, XLIII (3), 129, août 1991, p. 476-477, cité par **Taguieff, P.-A.**, Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes. In: *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*. N°56, octobre-décembre 1997. pp. 4-33, p. 22.

médiatique dominé par l'image. Comme le souligne Erik Neveu, « *les médias se substituent aux partis tant comme mécanismes de sélection de la classe politique que comme instruments de mobilisation de l'opinion, ou encore de définition de l'agenda politique* »¹⁶. La construction d'un pouvoir de plus en plus personnalisé fait évoluer la compétition électorale du terrain des idées vers celui de la compétition entre des personnalités.

A cela s'ajoutent des modifications majeures des groupes et des statuts sociaux qui génèrent d'importantes tensions. A l'Est, s'opère une mutation profonde liée à la nouvelle stratification sociale née du postcommunisme qui suscite une « *transformation des groupes sociaux et leur hiérarchie symbolique* »¹⁷. A l'Ouest, ce processus s'avère moins marqué ; toutefois on relève également une transformation de la structure sociale liée à l'ère post-industrielle et à la mondialisation qui suscite également un sentiment de déclassement et de perte de statut.

La mutation des identités collectives est un problème encore plus complexe. D'un côté, il existe une pression externe sur les identités nationales générée de l'extérieur par des facteurs tels que la mondialisation et l'eupéanisation qui entraînent la transformation du rôle et des compétences des Etats nationaux. D'un autre côté, on observe une érosion interne des identités collectives découlant du renforcement du poids des minorités – soit historiques surtout dans l'est-européen soit issues de l'immigration, surtout en Europe de l'Ouest.

B. Diversité des acteurs rangés sous l'étiquette « populiste »

Une prise de vue globale démontre la large diffusion du populisme aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest du continent européen, et en dehors de ses limites. Il convient de se demander ce que recouvre l'étiquette « populiste » dans ces différents contextes, si tant est que le phénomène ne se manifeste pas uniquement

¹⁶ Neveu, E., *Une société de communication ?*, Paris, Montchrestien, 1997, cité par Meny, Y., Surel, Y., *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Fayard, Paris, 2000, p. 117.

¹⁷ Heurtaux, J., Zalewski, F., *Introduction à l'Europe Postcommuniste*, De Boeck, Bruxelles, 2012, p. 73.

au sein de certains partis dits « populistes », mais est diffusé dans tout l'échiquier politique.

L'étiquette « populiste » ne renvoie pas au clivage gauche/droite : on relève sous cette étiquette des acteurs de droite et d'extrême droite, de gauche et d'extrême gauche; aussi bien que des partis inclassables sur l'axe droite-gauche. A gauche et à l'extrême gauche, citons le SMER en Slovaquie, le Front de gauche en France, l'Autodéfense en Pologne, le Parti Socialiste unifié du Venezuela, le parti Syriza qui a même formé un gouvernement en Grèce en 2015, Podemos qui a rapidement gagné du terrain en Espagne dès sa formation en 2014. A droite et au centre-droit peuvent être cités le NDSV en Bulgarie, le BBB en Bulgarie, le GERB en Bulgarie, le HSDS en Slovaquie, le Peuple de la liberté en Italie. A l'extrême-droite figurent le PRM en Roumanie, le SNS en Slovaquie, le FN en France, le FPÖ en Autriche, l'UDC en Suisse, le Parti de la liberté (PVV) aux Pays-Bas.

Concernant le positionnement de ces partis par rapport à l'Etat, on retrouve des partis favorables à une limitation du rôle de l'Etat (par exemple, les Partis anti-fiscaux dans les pays Scandinaves) et des partis revendiquant davantage d'étatisme (par exemple l'ATAKA en Bulgarie, le PRM en Roumanie, l'Autodéfense en Pologne), certains de ces partis évoluant entre ces deux pôles au fil du temps (par exemple le FN en France).

Cette même étiquette « populiste » recouvre aussi bien des partis dont l'orientation est clairement pro-européenne que des partis anti-européens ou eurosceptiques. En ce qui concerne les partis pro-européens, on peut citer le NDSV en Bulgare ; le BBB Bulgare ; le GERB Bulgare ; le SMER Slovaque. Parmi les partis anti-européens ou eurosceptiques on peut citer le SNS en Slovaquie, l'ATAKA en Bulgarie, le HZDS en Slovaquie, le FN en France, le FPÖ en Autriche, l'UDC en Suisse, le Parti de la liberté (PVV) aux Pays-Bas.

La diversité idéologique des partis étiquetés comme populistes peut être illustrée également à travers la variété des groupes minoritaires stigmatisés : le positionnement des partis populistes par rapport aux minorités ethniques,

religieuses ou sexuelles telles que les juifs, les musulmans et les homosexuels varie selon les contextes. On trouve aussi bien des acteurs qui revendiquent un antisémitisme féroce (par exemple le PRM en Roumanie, le LPR en Pologne, le JOBBIK en Hongrie) que des partis pro-israéliens (par exemple le Parti de la liberté (PVV) (Pays-Bas). Sous la même étiquette « populiste » sont classés aussi bien des acteurs opposés aux droits des homosexuels (par exemple l'ATAKA en Bulgarie, le Fidesz en Hongrie) que des partis qui se réclament ouverts à la défense de leurs droits (par exemple la Liste de Pim Fortuyn). Certains partis parlent d'un choc des civilisations et placent la mobilisation anti-islamique au cœur de leurs programmes comme l'ATAKA en Bulgarie, le FN en France, le Parti de la liberté (PVV) aux Pays-Bas, le FPÖ en Autriche, le UDC en Suisse alors que d'autres ne font pas explicitement référence à ce sujet.

L'absence de cohérence dans les revendications populistes et le poids des contextes historiques et culturels se traduisent également par le fait que certains expriment clairement des revendications irrédentistes, comme le JOBBIK en Hongrie, le Fidesz en Hongrie, et le PRM en Roumanie tandis que d'autres ne font pas référence à ce type de revendications. Les partis s'appuyant sur des revendications antifiscales et antiétatiques, démontrent aussi la diversité des acteurs couverts sous cette étiquette : tel est le cas de la Ligue du Nord en Italie, présidée par Umberto Bossi, ou celui de Vlaams Blok en Belgique, qui a ultérieurement modifié son nom en faveur de Vlaams Belang (« Intérêt flamand »).

II. Cadre théorique

La construction d'un cadre théorique opérationnel est une tâche difficile : D'un côté, le populisme n'est pas une identité souhaitée pourvue d'un sens clair : il est un « mot-valise » utilisé surtout comme label discréditant ; D'un autre côté, des questions sont posées par la diversité des formes sous lesquelles il se manifeste : il peut être un type de discours politique, un type spécifique de parti politique et même un régime politique dans certains contextes. Comme conséquence, on retrouve des définitions multiples et divergentes.

Les hésitations autour du terme trouvent des repères sémantiques au sein des variations autour de la figure du peuple, soit à travers ses formes historiques et les mythologies qui l'entourent, soit dans les représentations des couches populaires construites dans la littérature. Le mot est issu du latin *populus*, qui vise la partie inférieure de la société, la masse ignorante, le groupe marginalisé et dépourvu de pouvoir réel. Concernant l'origine du terme populisme en tant que tel, on considère qu'il a été importé de la langue russe et trouve ses origines dans les manifestations populistes « narodniki » de Russie au XIX^{ème} siècle. Par la suite, au début du XX^{ème} siècle, le terme « populisme » désigne un courant littéraire qui cherche à présenter la vie des plus pauvres : répertorié en tant que mot d'usage dans la langue française depuis 1929¹⁸, il désigne un mouvement littéraire fondé par Léon Lemonnier et André Thérive ; à cette époque des phénomènes politiques aujourd'hui classés dans la catégorie du populisme sont désignés par les termes de « bonapartisme » ou « boulangisme ». Le moment de sa réintroduction récente pour désigner des phénomènes qui relèvent du politique fait l'objet d'interprétations divergentes. Selon Henri Deleersnijder ce terme a été réintroduit à partir des années 1980 par les médias et par l'intermédiaire des commentateurs politiques. Pour Pierre André-Taguieff, ce terme a commencé à être réutilisé à partir des années 1980-1990 pour des mouvements situés à droite ou à l'extrême droite.

A. Le populisme, un « mot-valise » utilisé comme label

Aujourd'hui, le populisme est devenu un « mot-valise » attribué comme label à un groupe de phénomènes large. La construction d'un concept dépassant la variété de cas si différents situés dans des contextes si divers, est une tâche lourde. La majorité des travaux portant sur le sujet témoignent de cette complexité.

1). Le populisme, un mot-valise

Guy Hermet parle de la « *la difficulté de lui trouver une définition capable de couvrir ce que peuvent avoir de commun ses manifestations si diverses dans le*

¹⁸ **Rey, A.**, *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Dictionnaires Le Robert, 1993, vol.2, p. 1580, cité par **Hermet, G.**, *op.cit.*, 2001, p.20.

temps et dans l'espace. »¹⁹. Le même problème est soulevé par Henri Deleersnijder, qui parle également d'une difficulté d'enfermer le populisme dans un « moule théorique »²⁰ en raison de la diversité des phénomènes qu'il recouvre et de la complexité des causes qui les génèrent. Le contenu conceptuel du vocable est même remis en question par Jean-Pierre Rioux, qui le qualifie de « pseudo-concept »²¹ élastique qui sert plutôt aux chercheurs qu'aux acteurs concernés. Les mêmes éléments sont aussi évoqués par Pierre-André Taguieff, qui parle de son « indétermination conceptuelle » en insistant sur l'idée de son « ambiguïté, son ambivalence, voire son caractère équivoque »²² : l'on pourrait dire du populisme ce que Irving Howe formulait à propos du mot ethnicity, à savoir : « il est très utile précisément parce que personne ne sait précisément ce qu'il signifie réellement »²³. « Un concept trop évasif et équivoque »²⁴, telles est l'appréciation formulée par Alexandre Dorna. Le défi représenté par la formulation d'une définition est synthétisé par Isaiah Berlin à travers la métaphore du « complexe de Cendrillon » largement citée dans la littérature. Comme il l'explique : « il existe une chaussure – le mot « populisme » - pour laquelle, quelque part, il existe un pied. Il y a tous les genres de pieds qui s'y adaptent à peu près, mais nous ne devons pas être piégés par ces pieds approximatifs. Le principe se balade toujours avec la chaussure ; et quelque part, nous le sentons avec certitude, nous attend quelque chose qui s'appelle populisme pur. C'est le noyau du populisme, son essence »²⁵.

En raison de cette variabilité du sens, les tentatives de définition du populisme suivent, selon la jolie formule proposée également par Isiah Berlin²⁶, soit la « méthode du hérisson » soit la « méthode du renard » : la première voie adopte une approche déductive qui cherche à cerner ce qui unit les diverses variétés

¹⁹ Hermet, G., *op.cit*, 2001, p.19.

²⁰ Deleersnijder, H., *Le Populisme : essai de définition*, in Marc, L., *Populaire et populisme*, CNRS, Paris, 2009. pp.111-121, p.111.

²¹ Rioux, J-P., *Le peuple à l'inconditionnel*, in Rioux, J-P., *Les Populismes*, Perrin, 2007, p. 7-16, p.7/8.

²² Taguieff, P.-A., *Le populisme et la science politique*, in Rioux, J-P., *op.cit*, p.19.

²³ *Ibid.* p.21.

²⁴ Dorna, A., *Le populisme*, PUF, 1999, p. 1.

²⁵ Cité par : Canovan, M., *Populism*, Harcourt Brace Jovanovich, New York and London, 1981, p.7.

²⁶ Berli, I., *Les penseurs russes*, Paris, Albin Michel, 1995, p. 57-58, cité par Godin, C., Qu'est-ce que le populisme ? in *Le populisme, contre les peuples, Cités*, 49/2012, pp.11-27, p. 11.

de populismes ; la deuxième a recours à une méthode inductive qui s'attache plutôt à isoler les différences.

Nous allons tenter de nuancer notre approche en distinguant le phénomène et le terme qui le désigne à cause du lien assez atypique qui existe entre les deux : D'un côté, le populisme cherche à appliquer des formules telles que l'idée de « sagesse ancestrale » : Ainsi que le soulignent Yves Meny et Yves Surel, à la différence des idéologies à prétention scientifique : « *Les discours, les structures de pensée et les acteurs populistes semblent au contraire se fonder plus volontiers sur des argumentaires et des prises de position ascientifiques, sinon antiscientifiques ou anti-intellectuels, l'appel constant au bon sens populaire présumé constituant* »²⁷. D'un autre côté, le concept qui le décrit ne renvoie pas à une réalité objective car il n'existe pas de critères permettant d'identifier le phénomène.

Certes, les difficultés de définition ne sont pas propres au populisme et ne remettent pas entièrement en cause l'utilité du vocable : ces mêmes problèmes sont souvent exprimés au sujet de termes tels que totalitarisme ou socialisme, qui renvoient aussi à des phénomènes différents, voire contradictoires ; cette variabilité du populisme, qualifié de « *mot voyageur* » par Marie-Anne Paveau, peut être considérée plutôt comme la norme que comme une exception. La même auteure parle notamment d'une « *socialité des termes* » et appuie son approche sur le fait que : « *les mots changent de sens selon les positions tenues par ceux qui les emploient [...] en passant d'une formation discursive à une autre* »²⁸.

2). Le populisme comme label

Le populisme est un qualificatif, négatif et donné par l'autrui. Pour cette raison il convient de prendre en considération les motivations des acteurs qui distribuent cette étiquette pour caractériser ou disqualifier. Comme le souligne Guy Hermet : « *Le populisme a cet inconvénient déjà relevé de s'être transformé en un*

²⁷ Meny, Y., Surel, Y., *op.cit.*, 2000, p. 176.

²⁸ Haroche, C. Henry P. et Pêcheux, M. La sémantique et la coupure saussurienne, *Langages*, n° 24, 1971, p. 93-106, cité par Paveau, M-A., Populisme : itinéraires discursifs d'un mot voyageur, *Critique* vol. n° 776-777, 2012, pp. 75-84.

anathème »²⁹ ; Christian Godin conclue même que « *Qualifier de « populiste » n'est pas décrire, mais disqualifier* »³⁰. Cette distance entre le phénomène et le concept renvoie à la conclusion d'Ernesto Lacalu qui parle d'un usage « intuitif » du terme « *qui a souvent conduit à une sorte de pratique ad hoc : le terme continue d'être employé d'une façon purement abusive et toute tentative de vérifier sa teneur est abandonnée* »³¹.

Afin d'identifier les types d'acteurs qui distribuent le label « populiste », nous avons mené une étude systémique de l'utilisation de l'étiquette dans le cadre de deux campagnes électorales bulgares : les élections européennes et législatives de 7 juin et 5 juillet 2009. Nous avons travaillé sur six journaux (*Troud, 24 chassa, Telegraph, Novinar, Dnevnik, Kapital*) et trois chaînes de télévision nationales (la télévision nationale bulgare (BNT), La Nouvelle Télévision, le BTV). Nous les avons abordées à travers une recherche sur la base de données « Registre présence médiatique ». Nous avons effectué une recherche à partir du mot clé «populisme/populiste»³² sur la période 07/05/ 2009 – 05/07/2009 dans les archives des médias cités. Ce mot a été cité 78 fois dans les médias étudiés au cours des deux mois de campagnes électorales. Afin d'éviter d'appliquer une étude récurrente d'un seul usage du mot cité par deux (ou plusieurs) médias sur la base de l'intervention d'un seul acteur, nous avons réalisé un traitement préalable du corpus en identifiant les citations issues d'un seul usage du mot repris ultérieurement par plusieurs médias. Nous avons uniquement pris en compte comme unité d'analyse les occurrences originales.

Après ce traitement, nous avons obtenu 48 usages uniques du mot pendant la période des deux campagnes. Les usages uniques ont été analysés selon une logique d'identification, de séparation et de comptage des sujets qui désignent un acteur comme populiste et des objets qu'ils visent avec ce label. Après le classement des données collectées, nous avons isolé deux principales catégories du

²⁹ Hermet, G., *op.cit.*, 2001, p. 18.

³⁰ Godin, C., *op. cit.*, 2012, p.12.

³¹ Lacalu, E., *Politics and Ideology in Marxist Theory, Capitalism – Fascism - Populism*, Londres, Verso, 1979, p. 143 cité par Taguieff, P-A., *Le populisme et la science politique*, in Rioux, J-P., *op.cit.* p.20.

³² Les deux formes du mot ont été prises en considération lors du traitement du corpus.

point de vue des acteurs qui distribuent cette étiquette. Dans un premier groupe ont été classés les représentants du personnel politique. Dans un deuxième groupe ont été répertoriés les observateurs de la vie politique – c'est-à-dire les journalistes et les chercheurs qui s'expriment dans les médias. Le comptage des données a démontré que ces deux catégories ne distribuent pas l'étiquette avec une activité égale.

Dans le cadre de ces deux campagnes, l'attitude consistant à qualifier un acteur de « populiste » est essentiellement adoptée par les adversaires politiques : 54% (26 des occurrences) sont utilisées par des acteurs qui représentent un parti politique pour désigner le représentant, l'action, ou les idées d'un autre parti. Ce rôle des acteurs qui distribuent l'étiquette s'avère essentiel : Il s'agit en effet d'une désignation réciproque ; Ils renvoient à la fois à un sujet désignant et à un objet désigné ou potentiellement désignable comme tel.

Le rôle des observateurs de la vie politique dans le processus de distribution de l'étiquette s'avère minoritaire par rapport à celui des candidats des partis : ils sont à l'origine de 40% des désignations dans le cadre des campagnes de 2009. Un acteur politique sera désigné à 19 reprises en tant que populiste par un journaliste ou bien par un chercheur qui s'exprime devant la presse. Le rôle respectif des deux sous-catégories est le même – 9 fois pour des journalistes et 10 pour des chercheurs.

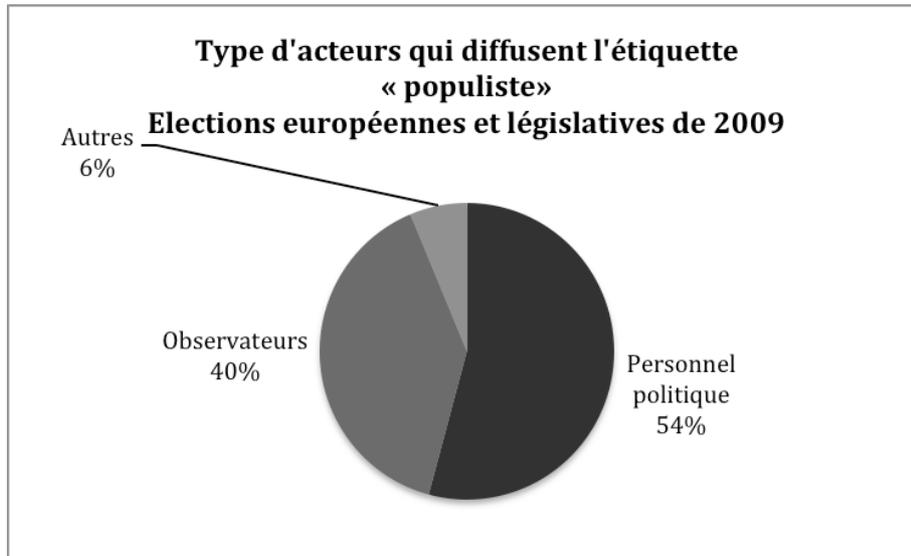


Figure 1 Types d'acteurs qui diffusent l'étiquette « populiste », élections européennes et législatives de 2009.

En peu de mots, le populisme est surtout un qualificatif échangé entre des adversaires politiques. Il est aussi un « label » distribué par les observateurs de la vie politique. Il est rarement une identité recherchée par les acteurs politiques eux-mêmes.

B. La diversité des formes

Les manifestations du populisme sont aussi hétérogènes : il est difficile de le catégoriser en tant que phénomène politique. Les différentes expressions du populisme peuvent adopter des formes variées. Comme l'explique Pierre-André Taguieff : « *Le «populisme» ne s'incarne ni dans un type défini de régime politique (une démocratie ou une dictature peuvent présenter une dimension ou une orientation populiste, avoir un style populiste), ni dans des contenus idéologiques déterminés (le «populisme» ne saurait être considéré comme une grande idéologie parmi d'autres).* »³³. Taguieff propose son traitement en tant qu'un « *style politique susceptible de mettre en forme divers matériaux symboliques et de se fixer en de multiples lieux idéologiques, prenant la coloration politique du lieu d'accueil.* »³⁴. Il distingue six formes de populismes : 1) Le populisme-mouvement ; 2) le

³³ Taguieff, P.-A., Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes. In: *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. N°56, octobre-décembre 1997. pp. 4-33, p. 8.

³⁴ *Ibid.*

populisme-régime ; 3) le populisme-idéologie ; 4) le populisme-attitude ; 5) le populisme-rhétorique ; 6) le populisme-type de légitimation.

D'autres classifications qui cherchent à mettre en ordre les multiples manifestations du phénomène sont proposées par Margaret Canovan qui établit une distinction entre le populisme agraire et le populisme politique. A l'intérieur de ces deux groupes, elle distingue des sous-catégories. La catégorie du populisme agraire se divise en deux types : le radicalisme des fermiers aux Etats-Unis de la fin du XIXème siècle et les mouvements paysans d'Europe de l'Est (les narodniki de Russie de la fin du XIXème siècle, le mouvement d'Alexandre Stamboliiski de Bulgarie du début du XXème siècle). La catégorie du populisme politique se subdivise en quatre types : 1) la dictature populiste (ex. le péronisme) ; 2) la démocratie populiste (le modèle suisse par exemple) ; 3) le populisme réactionnaire de type national-raciste (ex. George C. Wallace aux États-Unis et Enoch Powell en Grande-Bretagne dans les années 1960) ; 4) le populisme des politiciens (notamment l'appel au peuple au-delà des clivages socio-politiques, tel est le cas de certaines manifestations du populisme aujourd'hui).

Il existent aussi des définitions qualifiant le populisme en tant que « *cluster d'idées* », « ensemble discursif »³⁵, type d'attitude politique, « *schème idéologique récurrent* »³⁶, ayant des effets sur la structuration des mouvements, gouvernements ou des régimes; ce phénomène est aussi décrit comme « *syndrome qui ne possède pas une doctrine unificatrice* »³⁷, ou bien idéologie spécifique dont découle un type de discours.

Pour cette raison, avant de présenter une définition synthétique, nous allons aborder les différentes dimensions du phénomène afin de justifier nos critères de traitement : 1). Le populisme en tant que système de pensée (idéologie et discours) ; 2). L'institutionnalisation du populisme (partis et régimes).

³⁵ **Miscoiu, S.**, Au pouvoir par le « Peuple ». Le populisme saisi par la théorie du discours, vol. Mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches (HDR), 2011, p. 45.

³⁶ **Meny, Y., Surel, Y.**, *op.cit.*, p. 38.

³⁷ **Wiles, P.**, « A syndrome, not a Doctrine », in **Ionescu, G., Gellner, E.**, Populism, New York, Harcourt-Brace Jovanovich, 1981, p. 167, cité par **Hermet, G.**, *op.cit.*, 2001, 41.

1). Le populisme en tant que système de pensée

Une question cruciale est celle de la catégorisation du populisme en tant que système de pensée. Elle réside dans la réponse à la question suivante : peut-il être considéré comme une idéologie politique ? A cette fin, il convient d'opérer une distinction entre idéologie, théorie et doctrine. Les théories sont des « savoirs savants », elles sont une « *forme de discours qui est centrée autour d'un noyau de certitudes constitué par un ensemble de propositions ayant valeur de postulats de principes ou d'axiomes* »³⁸. A la différence de la théorie, la doctrine est « *un savoir d'opinion masqué en savoir de connaissance* »³⁹ : les doctrines sont transmises par des médiateurs qui revêtent un caractère sacré, tels que des prophètes ou des gourous. Enfin, les idéologies consistent en « *un ensemble de représentations sociales conjointes effectivement dans un système d'idées génériques. Elles seraient à la base de prises de position, plus au moins antagonistes, fondées sur des valeurs irréductibles et des schémas de connaissance tenus pour universels et évidents* »⁴⁰. Elle sont construites « *autour des valeurs d'un groupe social* »⁴¹. A cela s'ajoute une distinction à la base des producteurs des savoirs qui composent les trois types de systèmes de pensée : dans les cas des théories il s'agit de systèmes de type fermé, mais susceptibles d'être révisés et critiqués ; dans les cas des doctrines, il s'agit de systèmes de pensée fermés ; dans le cas des idéologies, il s'agit de systèmes du type « *plus au moins fermé sur lui-même* »⁴².

Du point de vue de la nature des connaissances mobilisées par le populisme, celui-ci peut être classé en tant qu'idéologie dans la mesure où il est issu d'un système partagé de représentations du réel et non d'un savoir d'origine scientifique (comme la théorie), ni d'un savoir d'opinion et de connaissance (comme la doctrine). Si l'on considère son caractère ouvert ou fermé et les types d'acteurs qui le produisent, on pourrait le décrire également comme une idéologie ou un cluster d'idées qui ne trouvent pas sa source dans des théories à prétention scientifique

³⁸ Charaudeau, P., *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Vuibert, Paris, 2005, p. 154.

³⁹ *Ibid.* p. 155.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ *Ibid.*, p. 156.

⁴² *Ibid.*

(comme le socialisme ou le libéralisme) : Il résulte d'un bricolage imaginaire au sein de la communauté en question. Comme nous l'avons déjà dit, le populisme est fondé sur « *des argumentaires et des prises de position ascientifiques, sinon antiscientifiques ou anti-intellectuelles* »⁴³. Le populisme a davantage recours, en guise de source primaire de ses idées, aux traits essentiels de la culture politique de la société concrète, qu'à des travaux d'origine scientifique.

Plus concrètement le populisme pourrait être traité comme un type particulier d'idéologie basée sur l'instrumentalisation d'un ensemble de représentations collectives. Bernard Lamizet propose la synthèse suivante à propos de cela : « *Qu'il s'agisse des grands exploits des chefs et des dirigeants, de la peur que peuvent inspirer les institutions, des fantasmes de toute nature que la communication peut susciter auprès de ceux auxquels elle s'adresse, les régimes populistes et autoritaires fondent leurs stratégies sur l'imaginaire des peuples* »⁴⁴. Pour Pierre-André Taguieff aussi : « *Le populisme-idéologie désigne une tradition politico-culturelle* »⁴⁵ : d'après lui il ne s'agit pas d'une doctrine cohérente, rattachée ou non à un nom d'auteur et chaque nation a son « *populisme-tradition* » qui reconnaît et idéalise le peuple tout en dénonçant en même temps « ceux d'en haut » (intellectuels, financiers, bureaucrates, etc.).

Pourtant, il ne s'agit pas d'une mobilisation de l'ensemble des imaginaires partagés par une société : il s'agit d'un complexe plus au moins identifiable de représentations imaginaires qui présentent une similitude au niveau de leur structure, mais dont le contenu concret varie en fonction du contexte. Si l'on tente d'analyser la syntaxe de ce type spécifique d'idéologie, on relève une forte densité de « *constellations mythologiques* », qui permet même d'y retrouver quelques grands mythes politiques modernes. La structure caractéristique du populisme dont le contenu dépend du milieu d'accueil est abordée également par Daniel Smilov,

⁴³ Meny, Y., Surel, Y., *op.cit.*, p.177.

⁴⁴ Lamizet, B., *Le langage politique. Discours, Images, Pratiques*, Ellipses Editions, Paris, 2011, p. 74.

⁴⁵ Taguieff, P-A., *op.cit.*, p. 14.

qui qualifie le populisme d'idéologie éclectique typique avec son « *formalisme pur* »⁴⁶.

Cette structure mythologique pourrait être décrite de la manière suivante : le mythe du peuple est mis au centre de la narration et se trouve en interaction permanente avec différentes théories de complot. On retrouve toujours une structure de type sujet (l'acteur/groupe visé dans la théorie du complot) versus objet (le peuple dans ses différentes variétés). Ici peuvent s'inscrire les mythes de l'Age d'Or et celui de la décadence qui servent d'axes de comparaison dans la démonstration et jouent un rôle crucial dans le rapport spécifique du populisme au temps politique. Les personnifications des mythes en tant que mythes fondateurs et de refondation nationale, le mythe de l'unité et de l'égalité, le mythe du retour vers l'ordre immédiat occupent également une place dans la constitution de la pensée populiste.

Le discours populiste représente la matérialisation du populisme: « *le populisme se confond avec un discours qui le résume, ou le définit même au bout du compte* »⁴⁷. En effet, il n'existe pas d'idéologues du populisme : le populisme en tant que structure cognitive n'existe pas en dehors du processus de production du discours. Si mouvements, gouvernements ou régimes populistes s'appuient sur un discours populiste, celui-ci peut exister, en dehors de leur médiation : le discours est la condition d'existence de toute autre forme de populisme, mais il peut exister sans ces formes institutionnalisées. On le retrouve d'abord « *comme ressource discursive attachée à certaines positions occupées par un leader ou un parti politique dans un système donné* »⁴⁸, ensuite comme : « *schème idéologique récurrent* »⁴⁹ qui n'est pas explicitement rattaché à un acteur politique et peut être mobilisé par des acteurs politiques variés.

⁴⁶ Smilov, D., Le populisme comme idéologie, « Populizmat kato ideologia », *Etudes politiques*, vol. 1, 2008, pp. 21-45, p. 28.

⁴⁷ Hermet, G., *op.cit.*, 2001, p. 82.

⁴⁸ Surel, Y., L'union européenne face aux populismes, *Les brefs de Notre Europe* no. 27, 2011, pp. 8, disponible sur: <http://www.notre-europe.eu/011-2702-L-Union-europeenne-face-aux-populismes.html> consulté le 19/11/12.

⁴⁹ *Ibid.*

L'originalité du discours populiste, tient à ce qu'il joue sur la force mobilisatrice de l'émotion, du ressentiment, de la vision manichéenne du monde basée sur l'exclusionisme et le négationnisme. Pour Patrick Charaudeau, même si le populisme présente les mêmes caractéristiques que tout discours politique, « *il les manie dans l'excès, un excès qui joue sur l'émotion au détriment de la raison politique et porte la dramatisation du scénario à son extrême : exacerbation de la crise, dénonciation de coupables, exaltation de valeurs et apparition d'un Sauveur.* »⁵⁰. Les caractéristiques de ce discours populiste sont synthétisées également par Guy Hermet qui distingue cinq points essentiels du discours populiste : « *1) Le type de rapport que l'émetteur du discours populiste prétend entretenir avec le peuple ; 2) le registre affectif sur lequel il se situe ; 3) la nature de son diagnostic sur les maux infligés à ce peuple ; 4) Celle de son offre politique ; 5) enfin sa position vis-à-vis de la démocratie.* »⁵¹.

Le discours populiste s'appuie sur une logique manichéenne qui relie des faits d'origine variée en leur donnant une structure apparemment cohérente. Il séduit par une réduction de la complexité qui le conduit à établir des parallèles entre des logiques qui fonctionnent sur de petites échelles et les modes du fonctionnement de la société. Pierre-André Taguieff analyse la rhétorique populiste notamment à la base des structures manichéennes de lecture de la réalité qu'elle mobilise : « *Elles appliquent systématiquement aux événements une grille de décodage d'inspiration manichéenne, qui constitue le cœur de la rhétorique populiste: l'opposition entre les puissants (prédateurs et coupables) et le peuple (innocent et vertueux, mais victime).* »⁵². Il propose également un autre élément de grande importance concernant la syntaxe argumentative de ce type de discours : d'après lui, il parvient à construire une « *façade logique* » en mélangeant les arguments de différents registres selon des logiques spécifiques : « *il fonctionne par réduction des incertitudes, accumulation d'affirmations simples, empilement de*

⁵⁰ Charaudeau, P., Réflexions pour l'analyse du discours populiste, *Mots. Les langages du politique* vol. 97, 2011, pp. 101-116.

⁵¹ Hermet, G., *op.cit*, 2001, p. 82.

⁵² Taguieff, P-A., *op.cit*, 2012, p. 25.

pseudo-évidences, construction d'une façade logique et d'une image acceptable. »⁵³.

Sur la base de cette logique manichéenne, le discours populiste définit les limites du groupe politique en excluant une partie de la communauté, ce qui favorise le ressentiment et la xénophobie. Il cherche à construire une frontière qui divise la société et survalorise les intérêts d'un groupe social comme il s'agissait de la communauté entière. C'est notamment sur cette opposition qui repose le populisme, non la réalisation d'un projet concret pour la société : « *Transformé en passion politique dominante, et par là en motivation forte de l'engagement politique, le ressentiment risque de chasser l'espoir, et les peurs irrationnelles de remplacer les projets* »⁵⁴. La mobilisation du ressentiment se traduit également par l'aspect négationniste du populisme, qui recouvre un ensemble de facteurs rejetés : « *Le populisme apparaît dès lors comme un «anti-isme», un «négalivisme» idéologique : anticapitaliste, anti-impérialiste, antiurbain, antisémite, xénophobe, etc.* »⁵⁵.

2). L'institutionnalisation du populisme

Les modes d'institutionnalisation des populismes constituent une question aussi importante que sa définition en tant que type de système de pensée et type de discours politique. En premier lieu, on présentera le lien entre le populisme et la légitimité charismatique du pouvoir. Puis on évoquera les caractéristiques des partis et des régimes dits populistes.

Le discours populiste doit-il être formulé par un leader charismatique ? Le parti ou le régime populiste doit-il être présidé par un leader charismatique ? Il semble que le leader charismatique ne soit pas une composante obligatoire pour toutes les manifestations de populisme, quoiqu'un bon nombre d'entre elles se

⁵³ Amossy, R., Koren, R., Argumentation et discours politique, *Mots Les langages du politique* vol. 94, 2010, pp. 13-21.

⁵⁴ Taguieff, P.-A., *op.cit.*, 2012, p. 105.

⁵⁵ Ionescu, G., Gellner, E., Populism. Its Meanings and National Characteristics, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1969, 263 p., p.4, cité par Taguieff P.-A., Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes. In: *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. N°56, octobre-décembre 1997, pp. 4-33., p. 18.

trouvent adossées à un héros populaire. Certains populismes existent sans figure notable : tel est le cas des populismes historiques - les narodniki en Russie de la fin du XIX siècle, le People's party aux Etats-Unis, qui datent de la même période, ainsi que certains exemples contemporains (c'est par exemple le cas du Tea Party aux Etats-Unis). Pour cette raison l'existence d'un leader charismatique ne semble pas être un critère de définition du populisme, mais seulement l'un des éléments possibles : même si l'existence d'un leader charismatique n'est pas un élément obligatoire, il est présent dans la plupart des cas qui se manifestent aujourd'hui qui prennent « *le visage (et souvent le patronyme) d'un personnage public dont la popularité se constitue dans tel ou tel cadre national* »⁵⁶.

Etant donné que le populisme se manifeste souvent dans le discours d'un leader charismatique, il convient de se poser la question de la façon dont s'opère cette adéquation. Trois aspects au moins doivent être évoqués: le type de lien politique que le leader charismatique parvient à construire avec le groupe lorsque la confiance envers les institutions s'est épuisée ; la forte dépendance culturelle des charismes qui, tout comme le populisme sont dépendants des différents contextes ; la soumission volontaire du groupe qui s'effectue sous son influence.

Le pouvoir charismatique s'avère particulièrement fort dans des moments de crise, de rupture avec l'ordre établi, lorsqu'un homme se révèle capable d'articuler et d'incarner le désir de refondation ; ces moments coïncident également avec la montée des populismes. Le lien de confiance directe qu'ils établissent est basé sur la domination charismatique (comme elle est décrite par Max Weber) qui s'effectue sur la base des « *qualités personnelles supposées d'un chef politique (éloquence, courage, capacité à séduire et fasciner son entourage et ses électeurs...) permettant d'expliquer son autorité et ses soutiens qu'il parvient à mobiliser dans l'espace public* »⁵⁷.

Le leader charismatique joue un rôle particulier dans les mobilisations populistes en raison de ses caractéristiques personnelles qui divergent de celles de

⁵⁶ **Taguieff, P.-A.**, *L'illusion populiste*, Berg international, Paris, 2002, p. 27.

⁵⁷ *Lexique de Science Politique*, Paris, Dalloz, 2008, p.56.

la « *classe politique* » de l'époque. Il est en général considéré comme une personne qui « *incarne le peuple* » plutôt qu'elle ne le « *représente* », à la différence des hommes politiques dits « *normaux* » : « *Le populisme a son chef; ce chef ne représente pas le peuple, il l'incarne* »⁵⁸ ; à travers cet instrument d'incarnation du peuple, au lieu de se mettre en quête de sa représentation, le populisme « *cherche à réaliser d'une manière immédiate l'analogie entre les gouvernants et les gouvernés* »⁵⁹. Pour cette raison les leaders populistes sont souvent des personnages situés en dehors de la classe politique et du système des partis. La légitimité des leaders populistes s'avère aussi spécifique à cause de la « *légitimité de fait* » qui les caractérise. Elle ne se résume pas à une simple élection : « *Celle-ci procède d'un mouvement de soutien ou d'adhésion populaire, indépendamment de l'acte électif* »⁶⁰.

Leur charisme est également lié à la construction d'un lien politique basé sur l'émotionnel ou sur « *l'usage du sensible* », tout comme le discours populiste. Il se réfère à la notion de *virtù* introduite par Machiavel ou bien à ce qui est « *singulièrement propre à un acteur politique* »⁶¹. Selon M. Lamizet, le populisme est typique de ce type d'interaction entre le leader et la communauté politique : il se caractérise par « *la confusion entre la figure paternelle et la figure du pouvoir* » ; ce même type de lien politique de nature sentimentale conduirait au culte de la personnalité en fondant « *l'adhésion sur les sentiments personnels que l'on peut éprouver envers un acteur singulier de pouvoir* »⁶². D'après Patrick Charaudeau, les dérives populistes sont marquées de façon particulièrement nette par la construction des *ethos* des leaders basé sur la « *virilité* » : ils peuvent se manifester à travers la figure de la « *grande gueule* » qui n'a peur de rien, ou celle du « *séducteur* » qui utilise des références sexuelles.

Ce type d'interaction entre le leader et le groupe est dépendant de la culture de la communauté : le leader charismatique « *construit son leadership sur des*

⁵⁸ Reynié, D., *L'avenir du populisme*, Institut Diderot, Paris, 2011, p.10.

⁵⁹ Abts, K., Rummens, S., Populism versus Democracy, *Political Studies* vol. vol. 55 Issue 2, 2007, pp. 405-424.

⁶⁰ Charaudeau, P., *op.cit.*, 2005, p. 58.

⁶¹ Lamizet, B., *op.cit.*, p. 73.

⁶² *Ibid.*

images différentes selon les cultures. Il n'a pas à proprement parler de programme politique, mais promet de rompre avec les pratiques du passé, d'en finir avec la corruption et de rendre son pouvoir au peuple. »⁶³. L'éthos de chaque leader populiste diffère selon le contexte social : « On constate en effet que la même stratégie d'image de soi peut connaître un certain succès dans certaines circonstances, à une certaine époque, avec un certain public, et n'avoir aucun impact dans d'autres circonstances avec un autre public. Il en est de même du charisme d'une personne qui n'agit pas sur n'importe qui, ni dans n'importe quelle situation »⁶⁴. C'est la raison pour laquelle, en interaction avec les spécificités de la culture politique en question, les spécificités de la conjoncture particulière et les stratégies personnelles des leaders se co-construisent des « images symboliques fortes »⁶⁵ qui caractérisent les leaders politiques d'envergure. Pour être efficace, « l'éthos politique doit donc plonger dans les imaginaires populaires les plus largement partagés, puisqu'il doit atteindre le plus grand nombre, au nom d'une sorte de contrat de reconnaissance implicite »⁶⁶.

Un lien politique d'une telle nature favorise la soumission au pouvoir du leader : le pouvoir de celui-ci « s'appuie sur la communauté émotionnelle des fidèles »⁶⁷. Comme l'explique Bernard Lamizet : « Le charisme est cette forme de surdétermination de la relation de pouvoir par une relation de désir – d'autant plus forte, d'ailleurs, que c'est en reconnaissant ainsi, par son désir, le pouvoir qui lui est imposé que celui qui s'y soumet accomplit, en quelque sorte, l'engagement et la réalisation de sa propre subjectivité »⁶⁸.

Les leaders charismatiques que nous venons d'évoquer seront à l'origine des formes institutionnalisées du populisme tels que les partis et les régimes dits « populistes ».

⁶³ Charaudeau, P., Réflexions pour l'analyse du discours populiste, *Mots. Les langages de la politique* vol. 97, 2011, pp. 101-116.

⁶⁴ Charaudeau, P., *op.cit.*, 2005, p. 66.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ *Ibid.*, p. 67.

⁶⁷ *Lexique de Science Politique*, Paris, Dalloz, 2008, p.56.

⁶⁸ Lamizet, B., *op.cit.*, p. 71.

La question de l'existence d'un type spécifique de parti de type populiste est importante : celui-ci est en effet supposé être un instrument nécessaire pour la mise en pratique de l'idéologie populiste. Dans cette optique, la question essentielle peut être formulée en ces termes : le mode d'organisation des partis populistes parvient-il à assurer cette intervention prétendant directe du « peuple » revendiquée au niveau idéologique ?

L'une de ses spécificités c'est qu'il s'agit d'un parti anti-parti, qui se réclame hostile à la forme parti en tant que telle. L'impossibilité d'isoler les caractéristiques structurelles stables des partis populistes est exprimée par Yves Meny et Yves Surel, pour qui il serait impossible « *d'établir l'existence d'un type unique de formation auquel on pourrait affubler l'étiquette populiste, au moins pour ce qui concerne les caractéristiques structurelles* »⁶⁹ : les partis populistes représenteraient « *l'exploitation sur la scène électorale de ce qui aurait pu demeurer seulement un mouvement social protestataire* »⁷⁰ : D'après ces mêmes auteurs, lorsqu'ils rentrent dans la compétition électorale certains de ces partis tentent se situer entre les mouvements sociaux et les partis ; par la suite, les exigences de la compétition électorale leur imposent de se transformer en structures qui ressemblent aux partis : pourtant, en même temps, ils conservent leur hostilité envers les structures partisans et préfèrent adopter des noms tels que « front », « mouvement », « ligue », « bloc ». Guy Hermet parle également d'un « *mode d'organisation introuvable* » à propos des partis qualifiables de populistes. Deux types d'organisation seraient adoptées par les différents mobilisations populistes : d'une part, des organisations populistes spontanées, qui se caractérisent par une structuration qui n'est pas très solide (comme dans le cas du Maccarthysme aux Etats-Unis pendant les années 1950 ou bien de la « Marche Blanche » en Belgique) ; d'autre part, des partis qui se caractérisent par un « *type d'organisation très hiérarchisé et quelque peu militaire* »⁷¹ caractéristique des organisations de type antisystème. Dans son article intitulé « *The populist Zeitgeist* »⁷², Cas Mudde

⁶⁹ Meny, Y, Surel, Y., *op.cit.*, 2000, p.282.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 100.

⁷¹ Hermet, G., *op.cit.*, 2001, p. 65.

⁷² Voir : Mudde, C., *op.cit.*, 2004, p. 545.

insiste pour sa part sur l'inscription de l'évolution des partis populistes dans un mouvement d'ordre plus général : si le leadership charismatique et la communication directe entre le leader et le peuple sont répandus chez ces partis, ils ne peuvent être considérés comme des traits spécifiques. Selon lui, ils renvoient à une tendance générale d'apparition d'un leadership partisan de plus en plus fort et à la construction d'une communication de plus en plus directe entre les leaders des partis et leurs électeurs.

Au-delà des difficultés de construction d'un idéal-type du parti populiste il semble que certains éléments caractéristiques puissent être mis en avant :

Premièrement, une distinction importante entre les partis de type populiste et les partis classiques réside dans le fait qu'au sein de la plupart d'entre eux l'affirmation du leader précède la fondation du parti, tandis que dans les partis de type classique celui-ci est issu d'une compétition interne. Dans les partis classiques, le leadership découle « *d'une longue marche* » dans l'organisation du parti »⁷³, tandis que « *le leadership populiste au contraire s'auto-institue, pliant les règles et les structures aux exigences et aux besoins du chef du mouvement.* »⁷⁴. Comme l'explique Paul Taggart, « *chez les nouveaux populistes, le leadership n'est pas seulement un ingrédient : c'est l'essence de son message et de son parti (...)* La base charismatique du leadership constitue un élément essentiel parce qu'il représente un défi symbolique au modèle dominant d'organisation partisane »⁷⁵. Une dimension essentielle du leadership populiste est qu'il se substitue à la délégation du pouvoir à des organes collectifs, avec l'incarnation symbolique du peuple dans un leader envisagé comme doté de caractéristiques exceptionnelles. La représentation prétendant directe du peuple à travers le parti populiste ne se traduit pas dans une forme institutionnelle originale correspondante à cette vocation.

Une autre spécificité du parti populiste réside dans sa durée d'existence

⁷³ Meny, Y., Surel, Y., *op.cit.*, 2000, p.105.

⁷⁴ *Ibid.*, p.105.

⁷⁵ Taggart P., *The New Populism and the Politics : New Protest Parties in Sweden in a Comparative Perspective*, Basingstoke, MacMillan, 1996, pp. 37-38 cité par Meny, Y., Surel, Y., *op.cit.*, 2000, p.107.

relativement courte : « *un parti populiste est généralement voué à disparaître, à moins que, grâce à un changement de doctrine, d'organisation, il ne se banalise et ne devienne un parti comme les autres* »⁷⁶. Le cycle de l'évolution des partis populistes se caractérise par une évolution qui s'arrête à la phase « embryonnaire ». Au regard de la logique générale de l'évolution des partis politiques qui passe par des phases d'identification, d'organisation et de stabilisation, les partis populistes parviennent rarement à franchir le cycle entier : « *Les partis populistes absorbent bien la première phase, avec l'identification par le « leader ». Mais l'organisation, la seconde phase, est souvent difficile, car tout repose sur le chef.* »⁷⁷ ; ils arrivent rarement à franchir la phase de stabilisation.

Enfin, une caractéristique des partis populistes réside dans le type de personnel politique qu'ils mobilisent : en dépit de l'anti-élitisme qu'ils affichent c'est en effet surtout au sein des élites qu'ils se constituent; Ernesto Lacalu⁷⁸ qualifie même le populisme d'« *idéologie des élites* », qui apparaît lorsqu'une fraction de la classe dominante n'est pas en mesure de s'assurer un rôle hégémonique et pour cette raison fait directement appel aux masses.

Des régimes qualifiables de populistes sont également observables : leur terre d'élection est l'Amérique latine. Le rôle du leader providentiel est aussi important pour eux que pour la plupart des partis de type populiste. Il s'agit d'une démocratie plébiscitaire qui s'institutionnalise en tant que régime autoritaire dominé par des présidents tout puissants assistés par une mouvance syndicaliste-corporatiste proche du pouvoir qui, selon les propos de Guy Hermet, représente l'exemple d'un « *populisme consolidé* »⁷⁹. Ce même auteur décrit le type de représentation qui se produit sous le régime populiste comme le « *modèle alternatif d'une démocratie plébiscitaire, reposant non plus sur une délégation de pouvoir à des mandataires élus sans conviction, mais sur l'incarnation de leur volonté par*

⁷⁶ Meny, Y., Surel, Y., *op.cit.*, 2000, p.105.

⁷⁷ Peiser, G., « 2. Un face-à-face avec les institutions », in *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, La Découverte, 2003, p. 40-50.

⁷⁸ Voir : Lacalu, E., 1977:173 cité par Taggart, P., *Populism*, Open University Press, Buckingham, 2000, p.17

⁷⁹ Hermet, G., Les populismes latino-américains, *Cités* 1/2012 (n° 49), p. 37-48, p. 37.

des figures providentielles. »⁸⁰. Les régimes de Getulio Vargas au Brésil et de Juan Péron en Argentine en ont été des exemples. Le régime qui s'est construit au Brésil sous la présidence de Vargas peut être qualifié de « gétulisme » : sa structure est composée d'un réseau de syndicats corporatistes qui sont soumis à l'Etat. Le régime instauré par Juan Péron en Argentine a une structure similaire à celle du régime de Vargas, dictatorial et syndicaliste-corporatiste justifié par une idéologie « justicialiste ».

En résumé, il semble que la caractéristique « phare » des formes institutionnalisées du populisme soit l'incarnation symbolique du pouvoir qui se substitue à sa délégation dans des organes représentatifs. Cet aspect central doit être pris en considération dans l'étude du rapport entre la démocratie et le populisme.

C. Le défi d'une définition

Les définitions synthétiques du terme s'avèrent nombreuses. Nous essaierons d'en présenter un panorama. Par la suite, nous présenterons et justifierons les critères de traitement du populisme dans ce travail. Les grilles d'analyse du phénomène peuvent être ordonnées en deux groupes : l'un contextuel (centré sur un contexte concret) ; l'autre à vocation universelle (qui cherche à construire une abstraction unificatrice).

1). Les définitions contextuelles

D'un premier groupe relèvent les définitions données à partir des contextes particuliers. Une définition de ce phénomène issue d'une analyse des phénomènes qualifiés de « populistes » sur le terrain de l'Amérique Latine est proposée par Ruth et David Collier : « *Un type de gouvernement et de mouvement politique qui combine un appui massif de la classe ouvrière urbaine et/ou de la paysannerie ; un élément fort de mobilisation d'en haut ; un rôle central de direction joué par les couches moyennes ou leurs élites ; un programme et une idéologie nationaliste*

⁸⁰ Hermet, G., Permanences et mutations du populisme, *Critique* 1/2012 (n° 776-777), p. 62-74.

*anti- statu quo »*⁸¹. Andrzej Walicki élabore une autre définition découlant d'un contexte particulier, le populisme qualifiant un type de socialisme : « *Un socialisme qui (apparaît) dans des pays agricoles mal développés face au problème de la modernisation »*⁸². Peter Worsley propose quant à lui une synthèse théorique à la base d'un type de populisme généré par des conditions de changement : Il le décrit comme : « *une idéologie du petit peuple rural menacé par l'envahissement du capital industriel et financier »*⁸³. La définition formulée par Peter Calvert est du même type : Elle se limite à des manifestations populistes qui résultent du clivage entre l'ordre traditionnel et la modernisation ; il s'agit d' : « *un mouvement rural qui cherche à mettre en pratique des valeurs traditionnelles dans une société qui change »*⁸⁴.

Toutes ces définitions comportent des éléments importants. Pourtant elles ne permettent pas de saisir le phénomène de manière suffisamment générale : elles renvoient à un certain type de société durant une période concrète (ex. sociétés agricoles mal développées) ou bien décrivent un seul type de mobilisation populiste (par exemple, issue de la classe ouvrière). Une telle détermination contextuelle ne saurait constituer une approche opérationnelle car elle ne tient pas compte de la grande variété des manifestations au-delà des exemples qui sont à l'origine de leur élaboration. Notre approche partira de définitions à vocation universelle.

2). Définitions à vocation universelle

Dans un deuxième groupe on trouve les définitions visant à dépasser les contextes historiques et nationaux. Dans ce groupe, qui rassemble les définitions de type « universel », on rangera celles-ci selon la « porte d'entrée » retenue, l'accent

⁸¹ *Shaping the political Arena*, Princeton, Princeton University Press, 1991, p. 778 cité par **Hermet, G.**, *op.cit.*, 2001, p. 43.

⁸² **Walicki, A.**, cité dans le rapport de la conférence « To Define Populism », qui a eu lieu à London School of Economics, Mai 1967 : *Government and Opposition*, 3, Part 2 (Spring 1968), 158 cité par **Canovan, M.**, *Populism*, Harcourt Brace Jovanovich, New York and London, 1981, p.4.

⁸³ **Worsley, P.**, *The Third World*, 2nd ed. (London Weidenfeld and Nicholson, 1967) p. 167, cité par **Canovan, M.**, *Populism*, *op.cit.*, 1981, p. 4.

⁸⁴ **Calvert, P.**, cité dans le rapport de la conférence « To Define Populism », qui a eu lieu à London School of Economics, May 1967 : *Government and Opposition*, 3, Part 2 (Spring 1968), p. 163, cité par **Canovan, M.**, *Populism*, *op.cit.*, 1981, p. 4.

mis sur une dimension ou une autre du phénomène populiste. Ce critère permet de circonscrire trois sous-groupes selon la dimension sur laquelle les auteurs en question se focalisent : 1) les définitions qui insistent sur le rôle du leader charismatique ; 2) les définitions centrées sur le corps abstrait du peuple ; 3) les synthèses opérées selon d'autres critères.

Le premier sous-groupe - les définitions centrées sur le rôle des leaders sont élaborées par des auteurs tels que Hêlio Jaguaribe, Yannis Papadopoulos et Silvia Kobi. Hêlio Jaguaribe définit le populisme de la manière suivante : « *Le populisme représente une relation non traditionnelle directe entre les masses et un leader, qui apporte à ce dernier l'allégeance des premières ainsi que leur soutien actif dans sa recherche du pouvoir, en fonction de sa capacité charismatique à mobiliser l'espoir et la confiance des masses pour la réalisation rapide de leurs attentes sociales dans le cas où il acquiert un pouvoir suffisant.* »⁸⁵. Plus synthétiquement, « *Ce qui est typique du populisme est donc le caractère direct de la relation entre les masses et le leader, l'absence de médiation des échelons intermédiaires, et aussi le fait qu'il repose sur l'attente d'une réalisation rapide des objectifs promis* »⁸⁶. Yannis Papadopoulos et Silvia Kobi le définissent pour leur part en s'appuyant sur l'accent spécifique qu'il met sur l'anti-élitisme et le rôle du leader : Ils décrivent le populisme comme « *un anti-élitisme couplé à un culte du chef* »⁸⁷.

Dans le deuxième sous-groupe figurent les définitions basées sur le rôle central du peuple. Cette approche est adoptée par un nombre important d'auteurs. Edward Shils en 1956 propose une synthèse centrée sur l'idée de la volonté populaire : le populisme « *proclame que la volonté du peuple est supérieure à n'importe quel autre standard* »⁸⁸. Il met en avant l'idée de la suprématie de la volonté populaire en l'opposant aux deux autres sources potentielles d'autorité, à

⁸⁵ **Jaguaribe, H.**, *Problemas do desenvolvimento latinoamericano*, Rio de Janeiro, 1967, p. 168 cité par **Hermet, G.**, *op.cit.*, 2001, p. 40.

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ **Papadopoulos, Y., Kobi, S.**, « L'ambiguïté du populisme », in **Galissot, R.** dir. *Les populismes du tiers-monde*, Paris, L'Harmattan, 1997, pp. 13-44 cité par **Hermet, G.**, *op.cit.*, 2001, p. 41.

⁸⁸ **Shils, E.**, *The Torment of Secrecy*, William Heinemann London, 1956, p. 98, cité par **Canovan, M.**, *op.cit.*, 1981, p. 4.

savoir les « *institutions traditionnelles* » et d'autres « *strates sociales* » et accentue sur le fait que « *le populisme identifie la volonté du peuple à la justice et à la moralité* »⁸⁹. Une approche similaire est retenue par Lloyd Fallers qui caractérise le populisme d'idéologie selon laquelle « *la légitimité réside dans la volonté du peuple* »⁹⁰.

Peter Wiles donne lui aussi une définition du populisme centrée sur l'idée du peuple : le populisme est « *un credo ou mouvement basé sur l'acceptation majeure suivante : la vertu réside dans le petit peuple qui est une majorité insurmontable, et dans ses traditions collectives* »⁹¹. Une formule basée sur l'idée de la supériorité des populations habituellement traitées comme soumises à travers une personnalisation de l'unité de base du peuple - l'homme ordinaire - est proposée également par Hans-Georg Betz en ces termes : « *Un appel à l'homme ordinaire et à son bon sens supposé supérieur* »⁹².

Le populisme est également défini en 1967 par Harry Lazer à travers l'opposition entre l'opinion du peuple et celui des élites. Selon lui l'essence du populisme est « *l'idée que l'opinion majoritaire du peuple est bloquée par une minorité élitiste* »⁹³. La même opposition entre peuple et élites est évoquée par Ernesto Laclau, pour qui « *le populisme commence là où les demandes populaires-démocratiques sont présentées comme des options antagonistes de l'idéologie du bloc dominant* »⁹⁴.

Après avoir expliqué combien il s'avérait difficile d'emboîter l'ensemble des phénomènes classables en tant que populistes dans les contours d'un concept universel, Margaret Canovan, l'une des chercheuses les plus citées dans la vaste

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ **Fallers, L.**, « Populism and Nationalism », *Comparative Studies in Society and History* (4), July 1964, p. 447, cité par **Hermet, G.**, *op.cit.*, 2001, p. 37.

⁹¹ **Wiles, P.**, *A syndrome, not a Doctrine*, in **Ionescu, G., Gellner, E.**, *Populism*, New York, Harcourt-Brace Jovanovich, 1981, p.166 cité par **Canovan, M.**, *op.cit.*, 1981, p.4.

⁹² **Betz H.-G.**, *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, New York, St. Martin's Press, 1994, p. 4, cité par **Meny, Y., Surel, Y.**, *op.cit.*, 2000, p.12.

⁹³ **Lazer, H.**, *British Populism : The Labour Party and the Common Market Parliamentary Debate*, *Political Science Quarterly*, 91, No 2 (1967), p. 259 cité par **Canovan, M.**, *op.cit.*, 1981, p. 4.

⁹⁴ **Laclau, E.**, *Politics and Ideology in Marxist Theory*, London, Humanities Press, 1977, pp. 172-173 cité par **Hermet, G.**, *op.cit.*, p. 42 (note en bas de page).

littérature sur le sujet, propose la synthèse suivante à propos du populisme en ces termes : « *forme d'action politique polémique aux contours vagues visant, à travers une rhétorique centrée sur le peuple, à déclencher une réaction émotionnelle dans le public auquel elle s'adresse* »⁹⁵.

Pour Michel Wieviorka : « *le populisme implique d'abord le sentiment, qui peut ou non reposer sur la réalité, d'une distance considérable entre le peuple et le pouvoir politique et économique, auquel sont éventuellement associées les élites intellectuelles* »⁹⁶. Yves Meny et Yves Surel parlent d'une « structure fondamentale » du populisme qui le différencie des autres traditions de pensée qui est centrée sur le corps du peuple et composée de trois éléments essentiels – un principe, un constant et une solution : « *a) le peuple est le fondement des logiques politiques, socioéconomiques et culturelles. b) cette légitimité est bafouée. c) il faut retrouver la « pureté » des origines par le moyen d'une régénération.* »⁹⁷. Koen Abts et Stefan Rummens, formulent eux aussi une définition centrée sur le peuple : « *Nous proposons une définition plus modeste du populisme comme une idéologie faiblement centrée qui défend le droit du peuple souverain en tant qu'un corps homogène* »⁹⁸.

Pour Alain Touraine aussi, « *Le populisme est l'appel d'un leader à un peuple contre les politiques et les intellectuels qui le trahissent. Appel au peuple profond contre de mauvais représentants* »⁹⁹. Le peuple constitue également l'élément essentiel de la définition proposée par Cas Mudde du populisme envisagé comme « *une idéologie qui considère que la société est divisée en deux groupes homogènes séparés, le « peuple pur » contre les « élites corrompues », et qui*

⁹⁵ **Canovan M.**, *Populism*, Harcourt Brace Jovanovich, New York and London. Cité par: Guy Hermet « Permanences et mutations du populisme », *Critique* 1/2012 (n° 776-777), p. 62-74.

URL : www.cairn.info/revue-critique-2012-1-page-62.htm.

⁹⁶ **Wieviorka, M.**, *La démocratie à l'épreuve*, Paris, La Découverte, 1993, pp. 74-75 cité par **Hermet, G.**, *op.cit.* 2001, p. 44.

⁹⁷ **Meny, Y., Surel, Y.**, *op.cit.*, 2000, p. 222.

⁹⁸ **Abts, K., Rummens, S.**, *Populism versus Democracy*, *Political Studies* vol. 55 Issue 2, 2007, pp. 405-424, p. 409.

⁹⁹ **Touraine, A.**, *Le brun, le rouge et le Français, Le populisme ?* In: *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. N°56, octobre-décembre 1997. pp. 239-242.

considère que la politique doit être une expression de la volonté générale du peuple”¹⁰⁰. ». Dominique Reynié lui aussi décrit le phénomène de la manière suivante : « Une vision politique sommaire et brutale opposant, d’un côté, un peuple abandonné, voire spolié, et, de l’autre côté, des élites incompetentes, voire corrompues. Le populisme apparaît par temps de crise. »¹⁰¹ Danielle Albertrazzi et Duncan McDonnell formulent pour leur part une approche centrée sur le peuple, mais déjà plus polymorphe concernant les ennemis avec lesquels le peuple entretient des relations d’opposition : « Nous définissons le populisme comme : une idéologie qui pousse un peuple vertueux et homogène contre une série d’élites et d’”Autres” dangereux qui sont présentés comme des forces qui dépossèdent ou tentent de déposséder le peuple souverain de ses droits, de ses valeurs, de son identité ou de sa voix »¹⁰². La définition de Christian Godin réunit des éléments similaires. Pour lui : « Le populisme a une structure de quadrilatère. Il croise l’opposition ceux d’en haut/ceux d’en bas avec l’opposition ceux d’ici, ceux d’en face. Sur le plan du contenu, plusieurs traits caractérisent le populisme actuel, qu’il soit de gauche ou de droite : a) la condamnation sans appel des élites ; b) la défense d’une identité nationale menacée ; c) le rejet des forces étrangères menaçant cette identité. »¹⁰³.

Parmi les définitions à vocation universelle, qui se différencient des deux premiers types - on peut citer celle de Guy Hermet qui définit le populisme par rapport au temps politique : « Que l’on considère aussi bien ses agents et émetteurs, que son public, le populisme se définit de la sorte au premier chef par la temporalité antipolitique de sa réponse prétendue instantanée à des problèmes et des aspirations que nulle action gouvernementale n’a en réalité la faculté de résoudre ou de combler de cette manière soudaine. »¹⁰⁴.

¹⁰⁰ **Mudde, C.**, *op.cit.*, 2004, p. 543.

¹⁰¹ **Reynié, D.**, Le Pen peut atteindre 30 % , entretien réalisé par Bruno Jeudy, *Le Journal du Dimanche*, 9 avril 2011.

¹⁰² « Introduction » in **Albertazzi, D., et McDonnell, D. (eds)**, *Twenty-first century populism. The spectre of Western European democracy*, New York, Palgrave Macmillan, 2008, p. 3.

¹⁰³ **Godin, C.**, *op. cit.*, 2012, p. 16.

¹⁰⁴ **Hermet, G.**, *op.cit.*, 2001, p. 50.

Une définition centrée sur des critères qui divergent des deux premiers types est proposée également par Paul Taggart. Il le définit de cette façon : « *Le populisme est une célébration du heartland face à la crise de type épisodique, antipolitique, idéologiquement vide, comparable à un caméléon du heartland face à la crise* »¹⁰⁵.

3). La définition retenue

Dans le cadre de ce travail, nous retiendrons une définition qui s'appuie sur le deuxième et le troisième sous - groupes de définitions de type universel : à savoir ceux qui mettent l'accent sur le rôle central de l'abstraction du peuple en combinaison avec des éléments de définition liés à l'interprétation du populisme par rapport à l'inscription de l'action politique dans le temps.

Les raisons de ce choix sont motivées par la recherche des indicateurs de définition qui présentent un caractère déterminant et non auxiliaire par rapport au phénomène étudié. Pour cette raison, les définitions contextuelles qui présentent le populisme sur la base d'un seul contexte sont considérées comme trop restreintes pour un usage en dehors de leur terrain de construction. Le premier type de définitions à vocation universelle (centrées sur le rôle du leader providentiel) n'ont qu'un caractère auxiliaire : cet élément peut être présent ou non dans un phénomène sans changer son caractère populiste ou non-populiste.

Le populisme sera traité en tant que type spécifique d'idéologie ascientifique construite à partir de mythes politiques sous-jacents. Cette idéologie ascientifique est transversale à tous les courants de pensée : elle n'est explicitement ni de gauche, ni de droite. Elle se régénère en permanence à travers un type spécifique de discours politique qui peut être explicitement rattaché à un acteur ou une structure politique (leader et/ou parti et/ou régime) dans un système politique ou bien être mobilisé d'une manière non permanente par des acteurs variés. Au niveau idéologique, aussi bien qu'au niveau institutionnel, il adopte une posture spécifique par rapport à la démocratie qui ressemble à une approche

¹⁰⁵ Taggart, P., *Populism*, Open University press, Buckingham, 2000, p. 5.

« révolutionnaire » alors que pourtant elle fonctionne dans le cadre du régime en place.

Dans notre définition du populisme nous nous appuyerons sur la théorisation multidimensionnelle concernant les limites, les mécanismes et les effets de la construction de l'abstraction du peuple proposée par Danielle Albertrazzi et Duncan McDonnell, mais en l'enrichissant de la dimension temporelle proposée par Guy Hermet. Nous considérons que peuvent être traités comme « populistes » des appels au peuple « vertueux » et « homogène » contre les élites et « autres » dangereux qui sont présentés comme des forces qui dépossèdent, ou tentent de déposséder, le peuple souverain de ses droits, de ses valeurs, de son identité ou de sa voix et laissent entendre qu'une réponse pourrait être donnée dans une temporalité antipolitique que l'action gouvernementale n'a pas réellement la capacité de résoudre d'une manière instantanée.

La structure des mythes politiques qui est identifiable à l'intérieur de cette logique générale du populisme construit « *une grille de décodage d'inspiration manichéenne* »¹⁰⁶ fonctionnant dans des combinaisons originales dont le contenu varie selon le contexte. La syntaxe interne du populisme est basée sur une interaction entre des constellations mythologiques qui sont organisées selon la logique suivante :

1. *Mécanisme de construction du groupe politique* : le mythe du peuple se combine avec différentes sortes de théories du complot, selon une logique de construction d'un rapport du sujet (ennemi concret) vers l'objet (peuple), en vue de la construction d'un groupe sur la base de l'exclusion d'un ennemi identifié : le peuple présenté sous la forme d'une majorité désignée comme vertueuse et homogène est opposé à une minorité sur la base de critères qui peuvent être aussi bien politiques, qu'économiques, ethniques, culturels, biologiques. La frontière entre la majorité et la minorité établit des identités négatives sur la base d'un seul critère ou bien de plusieurs types de critères à

¹⁰⁶ **Taguieff, P-A.**, *Le nouveau national-populisme*, CNRS Editions, 2012, p. 25.

la fois (ex. politique et/ou économique et/ou ethnique et/ou culturel et/ou biologique).

2. *Diagnostic de la situation* : Le mythe de la décadence se combine avec le mythe de l'égalité et de l'unité perdue et des fragments des théories du complot : La (les) minorité(s) hétérogène(s) par rapport à la majorité cherche (nt) à déposséder ou a/ont déjà dépossédé le peuple de ses droits, de ses valeurs, de son identité ou de sa voix.
3. *Proposition d'action* : Le mythe de la restauration de l'ordre immédiat et l'utopie futuriste : la proposition d'action s'effectue dans une temporalité qui ne correspond pas à la réalité objective d'inscription de l'action dans le temps.

De cette structure générale du populisme dérivent des types essentiels qui vont structurer notre analyse. Ils sont basés sur les typologies des populismes élaborées par Pierre-André Taguieff qui distingue deux types de populismes selon le type de peuple auquel il fait appel : le peuple défini en tant que *dèmos* et classe qui détermine le populisme protestataire ; le peuple défini en tant que *ethnos* ou nation qui détermine le populisme identitaire.

D. Le populisme contre la démocratie ?

Basé sur le mythe du peuple, le populisme entretient un rapport spécifique à la démocratie libérale. Paul Taggart qualifie le populisme de « *pathologie des démocraties représentatives* »¹⁰⁷ en mettant l'accent sur le fait qu'il s'agit d'une pathologie de la médiation du pouvoir dans les régimes représentatifs. Christian Godin fait un pronostic beaucoup plus pessimiste à propos de l'évolution du rapport entre la démocratie et le populisme : « *Alain Touraine a qualifié le populisme de « maladie infantile de la démocratie », mais le populisme sous sa forme dominante actuelle en est plutôt la maladie sénile.* »¹⁰⁸. Yves Meny et Yves Surel adoptent une approche plus nuancée et posent la question suivante : « *le populisme est-il la*

¹⁰⁷ Taggart, P., « Populism and the pathology of representative politics », Workshop on Populism, European University Institute, 14-15 janvier 2000, non publié, cité par Meny, Y., Surel, Y., *op.cit.*, 2000, p. 18.

¹⁰⁸ Godin, C., *op.cit.*, p. 24

pathologie ou ne serait-il pas la manifestation d'une pathologie installée au cœur de la démocratie elle-même ? Ou, pour le dire autrement, en poursuivant le recours à la métaphore médicale – le populisme ne serait-il pas – « la fièvre » – de la maladie qui affecte la démocratie, c'est-à-dire la carence de la présence populaire dans ce qui devrait ou est censé être son habitat naturel ? »¹⁰⁹. Ces auteurs parlent même d'un type de régénération démocratique qui est revendiquée par les populistes : « Loin de prôner une autre forme de régime, les populistes s'engagent le plus souvent dans une sorte de surenchère démocratique en utilisant les ambiguïtés et la polysémie qui caractérisent le terme de démocratie. Ils proposent donc de la « régénérer » en la nettoyant de toutes ses scories et en revenant aux « vrais » principes et valeurs »¹¹⁰.

Au vu de ces analyses divergentes, il semble que la relation du populisme avec la démocratie soit complexe. Plusieurs situations sont concevables. Il peut se manifester en tant que forme transitoire précédant les dérives autoritaires qui ruinent les *check - and - balances* démocratiques. Le populisme peut aussi être une négation de la démocratie, se manifester comme une « *maladie infantile de la démocratie* » selon l'expression d'Alain Touraine ou bien agir « au nom » de la démocratie. « *Historiquement, le populisme a pu précéder la démocratie, lui succéder ou l'accompagner. Il pourrait bien aussi en signaler la fin.* »¹¹¹; « *Le populisme se présente à la fois comme une critique de la démocratie, comme un rejet de la démocratie (sous sa forme représentative) et comme une exigence de démocratie.* »¹¹².

Guy Hermet propose la catégorisation suivante, en distinguant plusieurs types de populismes au regard de la démocratie: 1) « le populisme électoraliste » qui ne remet pas en cause l'ordre politique existant, mais s'inscrit dans le fonctionnement général des démocraties ; 2) « le populisme refondateur » qui entretient un rapport différent à l'égard de la démocratie et « *vise à jeter les bases*

¹⁰⁹ Meny, Y., Surel, Y., *op.cit.*, 2000, p. 21.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 32.

¹¹¹ Godin, C., *op.cit.*, p. 24.

¹¹² *Ibid.*, p. 21.

d'une démocratie d'unanimité dans un pays sorti de l'autoritarisme, soit à reformuler dans cette perspective une démocratie déjà établie »¹¹³ 3) le populisme de rupture, qui vise à détruire ou déstabiliser les démocraties.

Ce rapport contradictoire entre la démocratie et le populisme réside dans un fait essentiel. Alors que la démocratie libérale s'appuie sur deux piliers : la volonté générale et l'Etat de droit, le populisme privilégie la volonté générale. Pour cette raison, il se déclare favorable à une certaine « démocratie directe », soit à travers des procédures tels que le référendum, soit à travers l'incarnation du peuple dans un leader providentiel en tant qu'alternative de la « technicisation » du pouvoir. C'est dans cette amputation du pilier libéral que réside le côté menaçant du populisme. Comme le souligne Cas Mudde : *« Le populisme est hostile à l'idée et aux institutions de la démocratie libérale ou de la démocratie constitutionnelle. Le populisme est une forme de ce que Fareed Zakaria a récemment qualifié de « démocratie illibérale », mais qui peut être nommé aussi extrémisme démocratique. »¹¹⁴* Le populisme remet en cause les limites envers l'expression de la volonté populaire qui en même temps sont les garants des libertés du peuple il : *« rejette tous les limitations de l'expression de la volonté générale, et surtout la protection constitutionnelle des minorités et l'indépendance (de l'influence politique et en conséquence du contrôle démocratique) des institutions clés (ex. le pouvoir judiciaire, la Banque Centrale) »¹¹⁵.*

Le rejet de la médiation des institutions est directement lié au rapport que le populisme entretient avec les élites qui sont d'habitude chargées de cette médiation. Dans le discours populiste, la « représentation » devient synonyme de « trahison »¹¹⁶. Pour le populisme « les moyens institutionnels d'expression sont des écrans ou des rideaux de fumée. »¹¹⁷. Un point central du populisme réside dans l'idée de distance des représentants par rapport aux représentés qui est illustrée par nombre de critères: il propose de refonder et de simplifier la démocratie et d'éviter

¹¹³ Hermet, G., *op.cit.*, 2001, p. 93.

¹¹⁴ Mudde, C., *op. cit.*, p.561.

¹¹⁵ *Ibid.*, p.561.

¹¹⁶ Voir Meny, Y., Surel, Y., *op.cit.*, 2000, p. 69.

¹¹⁷ Godin, C., *op.cit.*, 2012, p. 22.

la transmission de la volonté populaire par la machinerie institutionnelle. Sa vision peut être qualifiée d' « inégalitarisme inversé » par rapport aux élites selon l'expression proposée par Jack Hayward : il est basé sur « l'estime de soi de la masse (...) encouragée par un « *inégalitarisme inversé* » au sein duquel le peuple n'est pas seulement l'égal des dirigeants ; il est en fait meilleur que ses dirigeants »¹¹⁸. Dans la même logique, le populisme néglige tout « réalisme démocratique », ou le rôle naturel des élites et la nécessité de la médiation dans un régime représentatif.

En résumé, il semble que le populisme est un phénomène de nature particulière, car il prétend refonder ou réanimer le régime politique, tandis que les autres forces politiques s'inscrivent dans le cadre d'un jeu aux règles déterminées. Il peut être qualifié de « révolution symbolique », d'une prétention de rupture sans changement réel du régime. Comme le souligne Christian Godin, « *L'opposition droite/gauche est concurrentielle, elle rend possible l'alternance politique. L'opposition peuple/élites, gouvernés/gouvernants est beaucoup plus conflictuelle, dotée d'une forte charge de violence symbolique.* »¹¹⁹.

En nous appuyant sur les propos de Francisco Panizza, il convient de souligner que le populisme n'est pas uniquement lié à une crise de la représentation - il marque le début d'un processus de représentation à travers la construction de nouvelles identités. Comme il l'explique, « *Les leaders populistes adressent un appel à la fois à ceux qui n'ont pas jamais été représentés, et à ceux qui viennent de perdre leurs canaux de représentation, mais il n'y a pas un leadership populiste, s'il n'y a pas une construction avec succès des nouvelles identités, et d'un lien représentatif de ces identités. Dans les deux cas on a affaire aux relations de représentation qui sont possibles grâce à la transformation de l'ordre politique existant.* »¹²⁰.

¹¹⁸ **Hayward, J.**, « Populist Challenge to Elitist Democracy in Europe », in Hayward J. (ed.), *Elitism, Populism and European Politics*, Oxford, Oxford University Press, 1996, pp. 10-32 cité par **Mény, Y., Surel, Y.**, *op.cit.*, 2000, p. 74.

¹¹⁹ **Godin, C.**, *op.cit.*, 2012, p. 25.

¹²⁰ **Panizza, F.**, Introduction: Populism and the Mirror of democracy in **Panizza, F. (Ed.)** (2005). *Populism and the Mirror of Democracy* (pp.1-32). London: Verso, p. 11.

Le populisme ne revendique pas un changement de régime mais il ne se limite pas à un changement de gouvernement : il pose la question de la représentation et des règles de fonctionnement du régime politique.

III. Etat de l'art et présentation de la thèse

A. Etat de l'art

Nous procéderons à une présentation des recherches consacrées aux populismes en Europe de l'Est (qu'elles s'intéressent ou non au cas bulgare) en privilégiant les études comparatistes qui traitent cet objet d'une manière générale; puis les travaux consacrés aux manifestations des populismes en Bulgarie.

Les études qui traitent de ce phénomène ont rapidement émergé après la chute du communisme. Elles ont été dominées par trois thématiques générales : le poids de la période communiste et pré-communiste ; le rapport à la démocratie qui vient de s'instaurer dans la région ; certains éléments de comparaison entre les manifestations populistes à l'Est et à l'Ouest de l'Europe.

L'un des premiers articles portant sur ce sujet est paru en 1991. Dans son travail intitulé « Les populismes d'Europe de l'Est »¹²¹, Joseph Krulic élabore un classement des PECO à la base de « l'imprégnation populiste » des différents pays. Il établit des liens entre certains facteurs, tels que les spécificités de la construction stato-nationale et les différences confessionnelles de chaque pays, qui facilitent les manifestations populistes dans les différents contextes. Au cours de son étude des spécificités des pays des Balkans, il traite du cas bulgare. D'après lui, dans ce pays l'on observe la présence d'un mélange spécifique entre « néo-communisme et populisme », visible aussi bien à travers le poids spécifique du culte de la personnalité qu'à travers l'usage qui est fait du nationalisme.

¹²¹ Voir : **Krulic, J.**, Les populismes d'Europe de l'Est, *Le Débat* vol. 1991/5 n° 67, 1991, pp. 75-82.

Ce même problème est également étudié par Michael Minkenberg¹²² dans son article « The Radical Right in Postsocialist Central and Eastern Europe : Comparative Observations and Interpretations ». Il soutient l'hypothèse d'une relative faiblesse des partis populistes en Europe de l'Est dont les causes résideraient aussi bien dans l'intégration du discours de type nationaliste par plusieurs acteurs politiques que dans le fait que le fascisme a été historiquement discrédité.

Cas Mudde fait partie de ces auteurs qui travaillent systématiquement sur les manifestations populistes et extrémistes dans une perspective comparatiste à l'échelle mondiale. Il propose une analyse approfondie du phénomène en Europe de l'Ouest, en Europe de l'Est et sur le terrain américain.

Concernant ses recherches touchant au terrain est-européen, il convient de mentionner son travail publié en 2000 sous le titre « Extreme Right Parties in Eastern Europe »¹²³ : dans cette étude, il propose une catégorisation des partis d'extrême droite populiste en Europe de l'Est selon le critère des racines idéologiques durant la période pré-communiste, communiste ou post-communiste. En 2000, il publie également une recherche consacrée aux différents types de populismes en Europe de l'Est intitulée « In the Name of the Peasantry, the Proletariat, and the People : Populisms in Eastern Europe »¹²⁴. Dans ce travail, Mudde analyse la région en ayant recours aux catégories de populisme agrarien, populisme économique et populisme politique : il parvient à la conclusion que le populisme agrarien est caractéristique de la région dans une optique historique (pour la période ayant précédé le communisme). A la différence de ce premier type, les populismes économique et politique trouvent un terrain favorable pendant

¹²² Voir: **Minkenberg, M.**, The Radical Right in Postsocialist Central and Eastern Europe: Comparative Observations and Interpretations, *East European Politics and Societies* vol. 16:2, 2002, pp. 335-362.

¹²³ Voir : **Mudde, C.**, Extreme Right Parties in Eastern Europe, *Patterns of Prejudice* vol. 34.1, 2000, pp. 5-27.

¹²⁴ **Mudde, C.**, In the Name of the Peasantry, the Proletariat, and the People: Populisms in Eastern Europe, *East European Politics and Societies* vol. 15: 33, 2000, pp. 33-53.

l'époque post-communiste ; pourtant ils se manifestent d'une manière que l'on peut qualifier de modérée.

Cas Mudde a par ailleurs dirigé l'ouvrage collectif intitulé *Racist Extremism in Central and Eastern Europe*¹²⁵, publié en 2005, dans lequel un chapitre est consacré à la Bulgarie (rédigé par Christo Ivanov et Margarita Ilieva). Ce texte traite des petits partis nationalistes qui s'inscrivent dans le système des partis en Bulgarie avant l'apparition d'ATAKA en 2005 (tels que le VMRO, BNS, Le cercle politique « Zora » etc.). A la base de cette étude comparative Cas Mudde a publié également un article intitulé : « Racist Extremism in Central and Eastern Europe »¹²⁶, qui soutient l'hypothèse selon laquelle les différences entre l'extrême droite populiste en Europe de l'Est et en Europe de l'Ouest ne sont pas aussi structurelles que certaines études ont tendance à conclure.

Notons également l'existence d'une étude portant sur les raisons du succès de l'extrême-droite dans les pays post-communistes, publiée par Lenka Bustikova et Herbert Kitschelt sous le titre suivant : « The radical right in post-communist Europe. Comparative Perspectives on legacies and party competition. »¹²⁷. Ce travail consiste en une étude des liens entre l'héritage de l'ère communisme et de l'époque d'entre-deux-guerres du point de vue des traditions nationalistes et autoritaires et l'impact des inégalités sociales sur le développement du populisme dans les différents pays.

En 2005, Henri Deleersnijder tire la sonnette d'alarme à propos de la montée des populismes en Europe de l'Est : dans « La dérive populiste en Europe centrale et orientale »¹²⁸, il passe en revue les manifestations populistes en Europe

¹²⁵ **Mudde, C.**, *Racist extremism in Central and Eastern Europe*, Routledge, London New York, 2005.

¹²⁶ Voir : **Mudde, C.**, Racist Extremism in Central and Eastern Europe, *East European Politics and Societies* vol. 19, 2005, pp. 161-184.

¹²⁷ Voir : **Bustikova, L., Kitschelt, H.**, The radical right in post-communist Europe. Comparative Perspectives on legacies and party competition, *Communist and post-communist studies* vol. v. 42, 2009, pp. 459-483.

¹²⁸ Voir : **Deleersnijder, H.**, La dérive populiste en Europe centrale et orientale. *Hermès*, 42., 2005.

Centrale et dans les pays Baltes et souligne la nécessité d'un suivi attentif de ce phénomène, même si pour l'instant il n'attire pas un nombre d'électeurs inquiétant.

Un numéro spécial portant sur les populismes d'Europe de l'Est a été également publié par la revue « Problems of Post-Communism » en 2008¹²⁹. Dans ce numéro figure une analyse des origines et de l'impact des partis populistes dans cette zone dans une perspective comparatiste avec un exemple ne relevant pas de l'espace postcommuniste, mais se situant géographiquement en Europe Centrale – l'Autriche. Dans l'article consacré à la Bulgarie portant le titre « Left Wing, Right Wing, Everything : Xenophobia, Neo-totalitarianism, and Populist Politics in Bulgaria », Kristen Ghodsee analyse notamment l'évolution du discours d'ATAKA et son évolution de parti mobilisant essentiellement un discours d'extrême droite, xénophobe, antisémite et antiturc vers un discours d'extrême gauche, pro-russe et nostalgique par rapport aux bénéfices sociaux du communisme.

Petia Georgieva propose elle aussi une comparaison des partis de l'extrême droite populiste dans les PECO : dans son travail intitulé « La nation, la citoyenneté et l'Etat à travers l'interprétation des partis de la droite radicale populiste des pays d'Europe Centrale et Orientale »¹³⁰, elle propose une comparaison entre les manifestations du phénomène en Slovaquie, en Lituanie, en Pologne, en Hongrie et en Bulgarie, en insistant sur les mobilisations ethno-nationalistes qui se manifestent dans les pays étudiés aussi bien que sur la radicalisation de l'exclusion des minorités historiques. Céline Bayou¹³¹ compare les manifestations populistes en Pologne, en Hongrie, en République Tchèque, Slovaquie, Slovénie et Lettonie : d'après elle la présence des partis en question mérite d'être analysée, mais leur poids électoral peut être qualifié de relativement faible. Ivan Krastev est l'auteur d'articles tels que « The populist moment »¹³² et « Two cheers for populism »¹³³

¹²⁹ Voir: Problems of Post-Communism, vol. 55, no. 3, May/June 2008.

¹³⁰ Voir: **Gueorguieva, P.**, « La nation, la citoyenneté et l'Etat à travers les interprétations des partis de la droite radicale populiste des pays d'Europe centrale et orientale », 2011, in **Rouet G., (dir.)** Nation, culture et entreprises en Europe, Paris, l' Harmattan, pp. 49-66.

¹³¹ Voir : **Bayou, C.**, Populisme et extrémisme en Europe centrale et balte, *Le Courrier des pays de l'Est* vol. n° 1054, 2006, pp. 27-43.

¹³² **Krastev, I.**, *The Populist Moment*, *Critique and Humanism Journal* vol. 23, 2007, pp. 107-113.

dans lesquels il avance l'hypothèse selon laquelle les manifestations populistes d'aujourd'hui doivent être analysées en tant que menace anti-libérale plutôt qu'anti-démocratique.

D'autres études traitent conjointement les pays de cette zone et les pays ouest-européens, comme celle d'Erik Jones¹³⁴ qui traite conjointement des exemples italien, hongrois, bulgare, roumain, autrichien afin de dégager les tendances communes pour l'ensemble du continent.

Après avoir présenté les travaux consacrés aux manifestations des populismes dans les PECO, nous présenterons les travaux consacrés aux populismes en Bulgarie. Le populisme fait partie des sujets les moins traités par la science politique bulgare. Cette conclusion découle de la recherche effectuée par Anna Krasteva consacrée à l'évolution de la science politique en Bulgarie après la chute du communisme et intitulée « La politologie dans le miroir politologique »¹³⁵. D'après les résultats de sa recherche, le phénomène est traité par 3% des articles publiés dans la principale revue de science politique en Bulgarie, *Politicheski izsledvania (Etudes politiques)*, entre 1991 et 2007. Le faible nombre d'articles consacrés à ce sujet s'explique par le fait que ces phénomènes populistes s'intensifient pendant la période 1998-2007, période qui coïncide avec une interruption de la parution de la revue pour presque une décennie.

Les articles qui datent des années 1990 ont plutôt un caractère de pronostic. L'un des premiers articles portant sur ce sujet paraît en 1994 : Il s'agit de la contribution d'Evelina Ivanova intitulée « Populisme et légitimité », qui traite des aspects théoriques du populisme tout en proposant un diagnostic que le contexte bulgare favorise le développement des manifestations de ce phénomène. Dans son article « Le populisme économique en Bulgarie », qui date de la même année, Kr. Stanchev croise les variables de la transition économique, des spécificités de la

¹³³ Krastev, I., Two cheers for populism, *PROSPECT – LONDON - PROSPECT PUBLISHING LIMITED*, vol. 142, 2008, pp. 42-47.

¹³⁴ Jones, E., Populism in Europe, *SAIS Review* vol. 27:1, 2007, pp. 37-47.

¹³⁵ Voir : Krasteva, A., *La politologie dans le miroir politologique*, in Krasteva, A., Todorov, A., (dir) *Les sciences politiques en Bulgarie*. Sofia: Presses de la NUB, 2010, p. 273.

culture politique égalitariste ainsi que les hésitations de l'opinion publique bulgare sur un nombre de sujets sensibles, afin de proposer aussi un diagnostic concernant le risque de succès de la rhétorique populiste sur le terrain bulgare.

Une nouvelle génération d'études date du milieu des années 2000 ; elles traitent notamment des manifestations du phénomène populiste qui datent de la même période. Dans son article intitulé « Types de partis populistes et l'avenir de la démocratie en Bulgarie »¹³⁶ Svetlozar Andreev propose une grille d'analyse qui distingue procédures (type de leaders, type d'organisation des partis, idéologie) et processus (style de comportements politiques des acteurs, dynamique d'évolution). Andreev propose également une catégorisation des populismes bulgares en croisant deux axes de classification : le populisme en tant qu'« idéologie et style de comportement » ; le populisme comme « tactique », superposés à l'axe du populisme « comme protestation » et du populisme « comme démocratie ». Son étude a par ailleurs pour mérite de cerner les facteurs qui déterminent les manifestations populistes en Bulgarie dans une optique comparatiste avec les PECO.

Après avoir remis en question la valeur scientifique de ce concept Georgi Karasiméonov distingue dans son article « La notion du populisme a-t-elle une valeur scientifique ? »¹³⁷ deux grandes étapes de l'évolution des populismes en Bulgarie. La première « vague » populiste en Bulgarie de type « populisme anti-communiste » avait été incarnée par le principal front « anti-communiste » en Bulgarie, à savoir l'Union des forces démocratiques (le SDS). La deuxième « vague » qualifiée de populisme « post - transitionnel » se divise en deux phases : la première est catégorisée par l'auteur comme un populisme « économique et moral » qui est incarné par le Mouvement présidé par Siméon de Saxe Cobourg-Gotha – le NDSV ; la deuxième phase correspond au populisme qui se focalise sur

¹³⁶ **Andreev, S.**, Types de partis populistes et l'avenir de la démocratie en Bulgarie ; « Vidove populistki partii i badeshteto na demokratiata v Bulgaria », *Etudes Politiques* vol. 4, 2007, pp. 3-31.

¹³⁷ **Karasiméonov, G.**, La notion du populisme a-t-elle une valeur scientifique ? ; « Ima li poniatieto populizam nauchna stoinist? », *Etudes politiques* vol. 1, 2008, pp. 3-13.

les sujets de la corruption, du nationalisme et de la justice. Les exemples classés par Karasiméonov sous cette catégorie sont les cas du GERB et d'ATAKA.

Antony Todorov focalise ses recherches sur le rapport central existant entre le populisme et la démocratie. Dans son article « Le national-populisme contre la démocratie »¹³⁸, qui date de 2007, il propose une analyse théorique du rapport entre populisme et démocratie. Dans « Le populisme pour et contre la démocratie »¹³⁹, publié en 2008, il insiste sur l'importance de la distinction entre différents types de populisme en Bulgarie au vu de leur rapport à la démocratie. Il propose également une analyse des différents populismes de refondation dans l'histoire bulgare depuis le début du 20^{ème} siècle : d'après lui l'utilisation de la rhétorique populiste est récurrente dans l'histoire politique bulgare et constitue même une stratégie d'inclusion des masses dans le processus politique à des périodes de changement du système politique. Il distingue également les différentes manifestations contemporaines du phénomène populiste en Bulgarie en soulignant le rapport particulièrement conflictuel entre le national-populisme et la démocratie.

Daniel Smilov, dans son article « Le populisme comme idéologie »¹⁴⁰, propose deux éléments importants pour la compréhension du populisme bulgare sur la base d'une étude des populismes en Bulgarie dans une optique comparatiste. Premièrement, il définit le populisme comme une idéologie formaliste qui ne s'intéresse pas au contenu concret de son message du moment ou il coïncide avec les demandes du peuple. Deuxièmement, d'après lui, au sein des pays d'Europe Centrale et Orientale, ce contenu est dominé par la vision spécifique du libéralisme partagé par un grand nombre de citoyens : le libéralisme est envisagé comme un instrument pour la production d'un résultat égalitariste sur la société.

Milen Liubenov offre une étude qui traite des bases sociologiques des populismes en Bulgarie. Dans « Le système des partis en Bulgarie : l'apparition du

¹³⁸ Voir : **Todorov, A.**, Le national-populisme contre la démocratie « Nacional-populizmat sreshtu demokratiata », *Chritique et Humanisme* vol. 23, 2007, pp. 85-101.

¹³⁹ Voir : **Todorov, A.**, Le populisme pour et contre la démocratie ; « Populizmat za i sreshtu demokratziata », *Etudes Politiques*, vol. 1, 2008, pp. 13-21.

¹⁴⁰ Voir : **Smilov, D.**, Le populisme comme idéologie ; « Populizmat kato ideologia », *Etudes politiques*, vol. 1, 2008, pp. 21-45.

clivage socio-politique de centre-périphérie »¹⁴¹, réflexion basée sur des racines empiriques solides, il soutient l'hypothèse de l'apparition d'un nouveau clivage de type centre-périphérie en raison de la distance entre le centre et la périphérie du pays qui s'accroît du fait de la migration interne et de l'émigration : d'après lui, ce nouveau clivage est à l'origine des partis qui articulent un discours basé sur un « populisme social » se substituant à l'ancien parti communiste, le BSP, qui jouait ce rôle à l'époque.

L'une des contributions les plus complètes qui ont paru en Bulgarie a été publiée sous la direction de Boyan Znepolski dans le numéro spécial de la revue *Critique et Humanisme* en 2007. Ce numéro spécial, intitulé « Les fantômes du peuple. Les nouvelles formes du populisme »¹⁴², est essentiellement issu d'un cycle de conférences portant sur le même sujet et qui ont eu lieu dans le cadre de débats « La maison rouge » à Sofia en 2006 et 2007, ainsi que la table ronde « Les défis du nouveau populisme » organisée à Sofia en mai 2006.

La structure générale de ce numéro correspond tout autant à la nécessité de présenter des contours théoriques du terme en langue bulgare qu'à celle de réaliser une étude des manifestations historiques et contemporaines du populisme en Bulgarie et dans le cadre plus large de l'Europe Centrale et Orientale. Dans une première partie de la revue sont présentés les articles de Stephan Dechev, Ivan Elenkov et Boyko Penchev, traitant des formes historiques des populismes en Bulgarie à la fin du XIX siècle et sous le communisme. La deuxième partie est consacrée à l'étude des formes générales du populisme dans les articles de Svetoslav Malinov et d'Antony Todorov. Une troisième partie traite aussi bien des modes de manifestation des populismes que des rapports entre populisme et démocratie libérale : les auteurs qui contribuent à la construction de ce volet du numéro sont Ivan Krastev, Cas Mudde et François Heisbourg. Quatre articles sont également consacrés à une comparaison des populismes Est-européens, ceux de

¹⁴¹ Voir : **Liubenov, M.**, Le système des partis en Bulgarie: l'apparition du nouveau clivage socio-politique de centre-périphérie ; « Bulgarskata partiina sistema: vaznikvane na nov socialno-politicheski clividj Centar-Periferia », *Etudes Politiques*, vol. 1/2008, 2008, pp. 45-71.

¹⁴² Voir : « Les fantômes du peuple. Les nouvelles formes du populisme », *Critique et Humanisme*, n° 23, 1/2007.

Jacques Rupnik, Thomas Cardigans, Nadège Ragaru, Antonella Capelle-Pogacean et Jacek Kochanowicz ; les risques encourus face à la démocratie sont eux-aussi traités. Dans une cinquième partie figurent les contributions de Daniel Smilov et d'Alexandre Andreev portant sur la banalité des extrémismes. Une place importante est également réservée à Michel Wieviorka, qui a accordé un entretien pour la préparation de ce numéro intitulé « Le populisme, le post-populisme et les mythes contemporains ».

Christina Christova a réalisé elle aussi une étude générale des populismes en Bulgarie. Dans son article « Populism : The Bulgarian Case »¹⁴³, publié au Brésil, elle traite de la transformation du populisme bulgare d'un phénomène éphémère vers une partie intégrante du système des partis en Bulgarie. Christova émet l'hypothèse selon laquelle la plupart des acteurs que l'on peut qualifier de populistes en Bulgarie, à l'exception de l'ATAKA, respectent l'Etat de droit.

Dans son article intitulé « Du populisme après le libéralisme »¹⁴⁴ Asparuh Panov étudie également les manifestations populistes en Bulgarie dans une optique européenne plus large en émettant l'hypothèse selon laquelle le populisme sera une composante de la vie politique bulgare pour une période importante à cause de la permanence des causes structurelles qui le déterminent.

Les travaux consacrés explicitement à l'un des partis qui nous intéressent dans le cadre de cette thèse ne sont pas nombreux. Deux partis ont attiré l'intérêt des chercheurs : le NDSV et l'ATAKA. L'important tournant suscité par la victoire électorale du NDSV en 2001 a suscité l'intérêt des chercheurs. Une analyse approfondie des raisons du succès du NDSV en 2001 qui recoupe les facteurs qui relèvent de la situation politique, économique et sociale est publiée par Nadège Ragaru¹⁴⁵ sous le titre « Entre roi premier-ministre et président socialiste ». Une

¹⁴³ **Christova, C.**, Populism: The Bulgarian Case, *Sociedade e cultura* vol. 13, núm. 2, 2010, pp. 221-232.

¹⁴⁴ **Panov, A.**, Du populisme après le libéralisme ; « Populizam sled liberalizma », *Cultura*, vol. 25, no. 2687, 2012, disponible sur : <http://www.kultura.bg/bg/article/view/19914>; consulté le 11/02/2013.

¹⁴⁵ Voir : **Ragaru, N.**, Entre roi premier-ministre et président socialiste, *Transitions* vol. 1, 2001, pp. 57-71.

étude portant sur le contexte et les effets de la victoire du NDSV aux élections législatives de 2001 est proposée par Zoltán Dennis Bárány dans son article « Bulgaria's royal elections »¹⁴⁶. Daniel Smilov dans son article « Le libéralisme politique en Bulgarie : réalisations et perspectives »¹⁴⁷, étudie les caractéristiques idéologiques et organisationnelles du NDSV en insistant sur sa transformation d'un mouvement populiste en un parti libéral, ainsi que sur son rôle crucial pour la transformation du système des partis en Bulgarie.

Le succès électoral d'ATAKA en 2005 a suscité un vif intérêt. Kristina Jecheva, dans un texte « L'ATAKA entre le nationalisme et le populisme »¹⁴⁸, traite de l'identification idéologique d'ATAKA ainsi que de sa base électorale et de son positionnement dans le système des partis en Bulgarie. Dans l'article « Le discours populiste d'ATAKA »¹⁴⁹, elle analyse également le discours du parti en isolant les six grands blocs thématiques qui le composent : le nationalisme, l'anti-mondialisme, l'opposition entre l'élite et le peuple, le discours contre les minorités, la rhétorique contre la corruption, la ligne d'opposition anti-américaine.

Nikolai Genov a quant à lui publié un article consacré aux manifestations du national-populisme. Dans son étude intitulée « Radical Nationalism in Contemporary Bulgaria »¹⁵⁰, il traite des causes du succès électoral d'ATAKA : il émet l'hypothèse selon laquelle la cristallisation d'un parti mobilisant un nationalisme radical est une conséquence logique du postcommunisme ; toutefois l'institutionnalisation et le monopole du parti sur ce registre discursif lui paraissent peu probables. Pour lui la rhétorique nationaliste radicale tend à se diffuser chez

¹⁴⁶ Voir : **Bárány, Z.**, Bulgaria's royal elections, *Journal of Democracy* vol. <P 8° 5641>vol.13: n°2, 2002, pp. 141-155.

¹⁴⁷ Voir : **Smilov, D.**, Le libéralisme politique en Bulgarie: réalisations et perspectives. « Politicheskiat liberalizam v Bulgaria: postijenia i perspektivi », *Fondation Fridrich Ebert* 2011, disponible sur: <http://www.fes.bg/?cid=78&NewsId=929>, consulté le 11 mai 2011.

¹⁴⁸ Voir : **Jecheva, C.**, L'Ataka – entre le nationalisme et le populisme « Ataka mejdu nacionalizma i populizma », *Etudes Politiques*, vol. 3, 2007, pp. 49-69.

¹⁴⁹ Voir: **Jecheva, C.**, Le discours populiste d'ATAKA « Populistkiat diskurs na Ataka », *Etudes Politiques*, vol. 1, 2008, pp. 71-81.

¹⁵⁰ **Genov, N.**, Radical Nationalism in Contemporary Bulgaria, *Review of European Studies* Vol. 2, No 2., 2010, 35-53.

d'autres acteurs politiques. Sous le titre « Le triomphe du style « Volen Siderov », Liliyana Deyanova a publié dans le journal « Cultura »¹⁵¹ une analyse portant sur les raisons du succès d'ATAKA aux élections législatives de 2005, ainsi que sur les spécificités du traitement du sujet dans les milieux médiatiques et académiques. Le discours, l'organisation interne, ainsi que les raisons culturelles et sociales du succès du pari de Volen Siderov sont étudiés d'une manière approfondie par Nadège Ragaru dans son article « L'émergence d'un parti nationaliste radical en Bulgarie : Ataka ou le mal-être du post-communisme »¹⁵². ATAKA fait également l'objet d'un article de François Frison-Roche publié en 2005 sous le titre « Bulgarie : sociologie électorale d'Ataka, nouveau parti dans l'arène politique bulgare »¹⁵³ : consacré à une analyse de la base électorale du parti ce texte souligne les traits importants de cet électorat, à savoir son caractère prioritairement masculin, son appartenance aux groupes sociaux des « perdants » de la transition, son origine régionale (résidant prioritairement dans les villes bulgares de taille moyenne), ainsi que le fait que le choix électoral initial, pour une grande partie d'entre eux, ait été le parti de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha le NDSV (aux élections législatives antérieures à 2001). Le même auteur consacre un article, intitulé « Ataka : décryptage d'un radicalisme à la bulgare »¹⁵⁴, au discours et aux raisons économiques et culturelles du succès du parti en analysant les caractéristiques latentes du nationalisme bulgare qui sont catalysées par l'ATAKA.

B. Objet de recherche

Les raisons qui ont motivé la préparation d'une thèse sur les populismes en Bulgarie sont multiples. Au moins cinq peuvent être mises en avant : Premièrement, l'état des travaux sur les populismes en Bulgarie démontre que les études qui ont déjà été réalisés ont donné des indications analytiques initiales afin de combler

¹⁵¹ **Deyanova, L.**, Le triomphe du style « Volen Siderov » ; « Triumphant na Volenshtinata », *Cultura* vol. 26, juillet, 2005, disponible sur : http://www.kultura.bg/media/my_html/2376/volen.htm, consulté le 11/02/2013.

¹⁵² Voir : **Ragaru, N.**, L'émergence d'un parti nationaliste radical en Bulgarie : Ataka ou le mal-être du post-communisme, *Critique internationale* 2006, pp. 42-56.

¹⁵³ **Frison-Roche, F.**, Bulgarie : sociologie électorale d'Ataka, nouveau parti dans l'arène politique bulgare, 2005, pp. http://www.colisee.org/article.php?id_article=1935, consulté le 11/02/2013.

¹⁵⁴ **Frison-Roche, F.**, Ataka : décryptage d'un radicalisme à la bulgare, *Le Courrier des Balkans* 2005, pp. <http://balkans.courriers.info/article5761.html>, consulté le 11 janvier 2013.

L'insuffisance des recherches portant sur un phénomène qui se manifeste de plus en plus significativement sur la scène politique bulgare ; toutefois ces travaux ne proposent pas d'études détaillées rendant compte de l'évolution de ce phénomène sur le long terme. Deuxièmement, la revue des travaux déjà réalisée a également démontré l'insuffisance des études reposant sur une assise empirique significative : à quelques exceptions près, il s'agit plutôt de travaux théoriques qui donnent des exemples à travers l'observation générale du terrain bulgare sans pour autant recourir à une méthodologie précise et sans avoir eu la possibilité de traiter des corpus de données significatives, ce qui constituera notre objectif principal. Troisièmement, les travaux déjà réalisés se limitent à des articles de revues, forme qui ne permet pas de réaliser une étude aussi détaillée que celle qui pourrait être proposée dans le cadre d'une thèse. Quatrièmement, cette thèse reposera également sur la mobilisation des travaux théoriques publiés en langue française, anglaise et bulgare pour l'élaboration d'une analyse des manifestations populistes en Bulgarie. Cinquièmement, ce travail sera basé sur l'exploitation des sources disponibles uniquement en langue bulgare qui sera mise à disposition des lecteurs français.

En vue de construire notre objet de recherche il s'avère important de préciser cinq de ses dimensions principales : 1) Les formes de populismes que nous retenons ; 2) La période retenue ; 3) Les phénomènes concrets abordés ; 4) Les phénomènes proches et/ ou similaires écartés ; 5) Les questions centrales de recherche.

1) Les formes de populismes retenues :

Nous nous intéresserons à deux variantes du populisme : Au centre de la recherche sera placé « *le populisme comme ressource discursive attachée à certaines positions occupées par un leader ou un parti politique dans un système donné* »¹⁵⁵. La recherche s'intéressera également, mais d'une manière plus périphérique, au populisme en tant que « *schème idéologique récurrent* »¹⁵⁶ qui

¹⁵⁵ Surel, Y., L'union européenne face aux populismes, *Les brefs de Notre Europe* no. 27, 2011, pp. 8, disponible sur: <http://www.notre-europe.eu/011-2702-L-Union-europeenne-face-aux-populismes.html> consulté le 19/11/12.

¹⁵⁶ *Ibid.*

n'est pas explicitement rattaché à un acteur politique et peut être mobilisé par des acteurs politiques variés.

2) *La période retenue :*

La recherche portera sur la période postérieure à la chute du communisme, plus précisément depuis le premier succès électoral important d'un acteur que l'on peut qualifier de populiste : il s'agit de la période s'étalant sur vingt ans entre 1992 et 2013 ; c'est une période longue que nous allons aborder à travers un échantillonnage précis des sources.

Le début de cette période est marqué par le premier succès électoral important d'un acteur que l'on peut qualifier de populiste. Il s'agit de George Ganchev (leader du parti BBB) et son succès significatif aux premières élections présidentielles de Bulgarie en 1992 (16,78%). La fin de la période sera marquée par la fin du mandat du gouvernement de Boyko Borissov (leader du parti GERB et Premier-ministre bulgare 2009-2013). D'un point de vue chronologique, « au milieu » de ces deux figures se positionnent également l'apparition et l'évolution du parti présidé par l'ex roi bulgare Siméon de Saxe Cobourg-Gotha le NDSV, qui fait partie du Parlement bulgare entre 2001 et 2009 et le parti présidé par le journaliste Volen Sidérov, qui opère sa percée au sein du Parlement bulgare en 2005.

3) *Les phénomènes concrets abordés :*

Quatre acteurs peuvent être rangés dans la catégorie du « *populisme en tant que ressource discursive attachée à certaines positions occupées par un leader ou un parti politique dans un système donné* »¹⁵⁷ : le BBB, le NDSV, l'ATAKA et le GERB. Ces quatre acteurs forment deux types de partis : deux petits partis avec des scores qui oscillent entre 5 et 10% et dont les leaders arrivent à dépasser les 20 % aux élections présidentielles de 1996 et 2006 (le BBB, et l'ATAKA) ; deux partis dont les meilleurs scores oscillent autour des 40 % qui parviennent à accéder à la tête des gouvernements dès leur première participation

¹⁵⁷ *Ibid.*

aux élections législatives (le NDSV et le GERB qui sont au pouvoir seuls ou en coalition entre 2001 et 2009 (le NDSV) et entre 2009 et 2013 (le GERB)).

Les quatre cas retenus sont typiques d'évolutions électorales significatives. Le BBB et le NDSV sont présents au Parlement pendant deux législatures avant de perdre leur appui populaire et de disparaître de la scène politique nationale. Le BBB fait partie du Parlement entre 1994 et 2001 en raison de ses résultats de 4,73% (1994), 5,27% (1997) et 0,38 % (2001)¹⁵⁸; le NDSV est présent au Parlement entre 2001 et 2009 et subit une chute de son support électoral de 42,7% en 2001 à 3,2% en 2009. L'ATAKA a pu assurer son élection au Parlement à quatre reprises avec 8,14% des suffrages en 2005, 9,36 % en 2009, 7,4% en 2013 et 4,52% en 2014 ; le GERB à trois reprises : en 2009 avec 39,7%, en 2013 avec 30,54%, et en 2014 avec 32,67%.

Concernant l'étude du populisme en tant que « schème idéologique récurrent »¹⁵⁹, qui n'est pas rattaché à un acteur politique concret, nous allons proposer également certaines observations concernant l'ensemble des acteurs politiques tels que l'ex parti communiste reconverti en Parti socialiste bulgare (le BSP), ainsi que l'ancien front anti-communiste L'Union des forces démocratiques (le SDS) et les partis qui dérivent de sa scission tels que les Démocrates pour une Bulgarie forte (le DSB).

4) *Les phénomènes proches et/ou similaires écartés :*

La recherche sera focalisée sur des acteurs ayant dépassé seuls (et pas en coalition) la barre des 4% des suffrages pour obtenir une représentation au Parlement et ayant pu construire et stabiliser dans le temps un groupe parlementaire au sein du Parlement : pour cette raison des partis tels que le VMRO, le BNS et le RZS, n'occupent une place centrale dans notre recherche.

¹⁵⁸ En 2001 le parti se présente sous le nom Le bloc de George Ganchev en résultat d'une scission

¹⁵⁹ Surel, Y., *op.cit.*, 2011, pp. 8, disponible sur: <http://www.notre-europe.eu/011-2702-L-Union-europeenne-face-aux-populismes.html> consulté le 19/11/12.

5) *Questions centrales de recherche :*

L'angle précis de notre étude sera guidé par les trois questions centrales de recherche suivantes : quelles sont les causes d'apparition du phénomène populiste sur le sol bulgare ? Comment se diffuse le discours populiste dans le champ partisan ? Quelles structures partisans se forment autour des acteurs populistes et quels effets sociaux produisent-elles ?

C. Méthode de la recherche

Nous avons eu recours à deux types de sources pour la préparation de cette thèse : des entretiens semi-directifs et des sources documentaires. Leur collecte a commencé par la préparation d'un mémoire de Master 2 de Recherche sur ce même sujet soutenu en septembre 2009, et a été essentiellement réalisée lors de la recherche doctorale qui a débuté la même année.

Au total 37 entretiens semi-directifs ont été effectués :¹⁶⁰ dans un premier groupe sont classés les entretiens réalisés en vue d'une familiarisation avec le contexte ; dans un deuxième groupe les entretiens avec les acteurs politiques concernés.

Le premier groupe se divise en deux sous-groupes : Dans un premier sous-groupe peuvent être classés les entretiens réalisés avec les observateurs de la vie politique bulgare : des chercheurs en sciences sociales et des journalistes. Les opinions personnelles recueillies seront citées pour compléter les informations que nous avons obtenues suite aux lectures de la littérature académique. Dans un deuxième sous-groupe peuvent être classés les acteurs politiques interviewés qui se situent en dehors des partis étudiés.

Dans un deuxième groupe, plus central dans le travail de recherche, peuvent être classés les entretiens menés avec les représentants des partis étudiés. Il est également divisé en deux sous-groupes. Dans un premier sous-groupe sont répertoriés les entretiens réalisés avec les leaders des partis politiques étudiés :

¹⁶⁰ La liste complète des personnes interviewées sera présentée en annexe.

Nous avons interviewé les quatre leaders politiques qui vont nous intéresser plus particulièrement : George Ganchev, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, Volen Sidérov et Boyko Borissov. Dans un deuxième sous-groupe figurent les entretiens approfondis effectués avec des représentants du personnel politique des partis étudiés.

Au total 828 documents ont été collectés. Les sources documentaires utilisées sont également deux types : relatives à l'étude du discours populiste ; relatives à l'étude de l'institutionnalisation des partis populistes.

1) Sources relatives à l'étude du discours populiste :

Une partie de la recherche a consisté en la construction d'un corpus de discours des quatre leaders politiques qui nous intéressent particulièrement : George Ganchev, Siméon de Saxe Cobourg - Gotha, Volen Siderov, Boyko Borissov. L'échantillon de leurs discours a été construit à la base d'une recherche documentaire dans les bases de données de l'Agence télégraphique bulgare (BTA) et la base de données « Apis Gallup Media Presence »¹⁶¹. Les archives papier de la presse bulgare de l'Agence télégraphique bulgare (BTA) ont été utilisées pour la période 1992 - 2003. La base de données « Apis Gallup Media Presence », qui assure un accès aux archives des interventions médiatiquement transmises postérieurement à 2003, a été utilisée pour la période 2003 - 2013. Le corpus a aussi été complété par la recherche des documents disponibles sur l'internet.

Pour l'étude de cette période relativement longue qui s'étend sur vingt ans nous avons procédé à la construction d'un échantillon de discours basé sur une matrice de référence ; elle a été préparée sur la base de découpages croisés que l'on peut qualifier de découpages *horizontaux* et de découpages *verticaux*.

Les découpages *horizontaux*, sont structurés par les campagnes électorales pour les élections présidentielles de 1992, 1996 et 2006, et législatives de 2001, 2005 et 2009 et 2013. Pour les préparer nous avons étudié les interventions réalisées au cours des trente jours précédant les scrutins étudiés sous forme d'appel

¹⁶¹ Apis Gallup Media Presence, accessible sur: <http://euro.apis.bg/>.

direct au peuple, d'entretien ou d'article de presse présentant l'intervention d'un leader au cours d'un jour précis (dans ce cas nous avons pris en considération la version la plus complète possible que nous avons retrouvée dans la presse bulgare datant de la journée en question).

Les découpages *verticaux* ont été construits selon la logique des parcours personnels des quatre leaders sur la base de « coups de sonde » portant sur les discours généraux des quatre leaders : ils marquent l'évolution des leaders durant des étapes qui ne coïncident pas avec les campagnes électorales.

Cette méthodologie de collecte des discours a permis d'obtenir un corpus segmenté dont les différents segments peuvent être soumis à une comparaison interne. La comparaison des différentes campagnes électorales a permis de cerner les évolutions des types de populismes qui se manifestent pendant les différentes phases d'évolution du système de partis en Bulgarie (découpages horizontaux). Leur croisement avec l'évolution de chaque leader inscrit dans ce contexte (découpages verticaux) a permis d'isoler les variables relatives aux changements du contexte et au poids des stratégies personnelles des leaders.

Les archives de l'Agence télégraphique bulgare (BTA) et la base de données « Apis Gallup Media Presence » ont été mobilisées aussi pour une étude de la diffusion du discours populiste en dehors des quatre leaders étudiés essentiellement selon la logique des découpages horizontaux qui étudient les campagnes électorales pour les élections législatives de 2001, 2005 et 2009, 2013.

Des documents iconographiques, notamment des photos des leaders et des brochures des partis étudiés, ont été recueillis également. L'objectif visé était une étude des supports du discours politique par les gestes et le regard, le décor privilégié et la mise en scène choisie par les différents leaders.

2) *Sources relatives à l'étude de l'institutionnalisation des partis populistes :*

Les ressources documentaires de l'Agence télégraphique bulgare (BTA), de même que la base de données « Apis Gallup Media Presence », ont été utilisées pour la recherche relative à des informations liées à l'organisation interne des partis politiques étudiés : à savoir le BBB, le NDSV, l'ATAKA et le GERB.

Les documents officiels des partis ont également été recueillis. Nous avons collecté des règlements officiels ainsi que les décisions issues des Congrès des partis qui relèvent des modifications de l'organisation, des scissions, des changements de noms des partis sur lesquels porte notre recherche.

La collecte des données pour la préparation d'une analyse biographique des acteurs a été élaborée sur la base d'une distinction des acteurs selon le critère de priorité. Une attention particulière a été portée aux parcours biographiques des leaders des partis. Nous avons étudié ces derniers d'une manière approfondie sur la base de documents qui peuvent être classés en deux types : 1) produits par eux-mêmes ou leurs équipes respectives (représentatives des manières d'auto-construction de leurs images publiques) ; 2) produits par des tierces personnes (représentatives des éléments du parcours des acteurs qui ne sont publiquement annoncés ou bien ne sont pas mis en avant par les leaders). L'analyse biographique des élus des partis a été basée sur une étude systémique des données biographiques des membres des groupes parlementaires du BBB, NDSV, ATAKA et GERB : elle a pris pour point de départ une référence officielle mise à notre disposition par le Centre d'information et d'administration auprès du secrétariat de L'Assemblée nationale. L'information qui nous a été communiquée est d'un grand intérêt en raison de sa fiabilité, mais a un caractère limité. Pour cette raison nous avons utilisé des plate-formes de recherche qui proposent des biographies du type « Who is Who » comme <http://personi.dir.bg/person.php?id=237> et une rubrique consacrée aux biographies des acteurs politiques bulgares sur le site politique www.omda.bg. Nous avons également réalisé des recherches dans les archives de la Commission

d'ouverture des dossiers des anciens collaborateurs de la Sûreté d'Etat¹⁶², qui ont permis de compléter nos informations à propos des parcours biographiques du personnel politique étudié.

Les archives de l'Assemblée nationale ont été également consultées pour une étude des propositions des groupes parlementaires des quatre partis étudiés, c'est-à-dire le BBB, le NDSV, l'ATAKA et le GERB.

Méthodes d'analyse

La méthode d'analyse se compose de deux volets relatifs à l'étude du discours populiste et à l'institutionnalisation des partis populistes.

Nous appliquerons une analyse du contenu du discours politique inspiré par la méthode Morin-Chartier¹⁶³. Notre unité d'analyse de base seront les énoncés populistes qu'on retrouve dans le discours des leaders. Plus précisément, nous allons traiter en tant qu'énoncé populiste une unité de sens allant d'une phrase à un paragraphe classable dans l'une des trois sous-catégorie populistes : l'image du peuple, l'image des ennemis populaires, la présentation d'une vision d'avenir inscrite dans le présent.

A titre d'exemple, en tant qu'un énoncé populiste construisant l'image du peuple a été compté un énoncé comme celui-ci :

« J'ai vécu dans d'autres pays et je peux dire qu'il n'y a pas d'autre peuple qui ait autant de talents – des médecins, des ingénieurs - dans tous les domaines »¹⁶⁴

Concernant les énoncés consacrés à la constitution de l'image de l'ennemi, nous avons pris en considération des énoncés comme celui-ci :

« Quand nous disons « à bas le DPS ! », nous disons « à bas ce parti anticonstitutionnel ! » puisque c'est un parti anti-bulgare. Quand nous disons

¹⁶² Commission d'ouverture des dossiers des anciens collaborateurs de la Sûreté d'Etat, accessible sur: <http://www.comdos.bg/>.

¹⁶³ Voir : **Leray, C.**, *L'analyse de contenu. De la théorie à la pratique. La méthode Morin-Chartier*, Presses de l'Université de Québec, 2008.

¹⁶⁴ Obshtestvo (1991, 14 mars). Le rôle du leader est fatal ; « Roliata na lidera e fatalna ».

« à bas le DPS ! », nous disons « à bas les vols commis par ce parti ! ». Quand nous disons « à bas le DPS ! », nous disons « à bas l'abattage des forêts bulgares ! ». Quand nous disons « à bas le DPS ! », nous disons « à bas l'humiliation du peuple bulgare par Ahmed Dogan qui se moque de nous avec ses yachts et nous dit comment il nous gouvernera encore une fois ! ». Non, on ne le laissera pas faire cela cette fois. Quand nous disons « à bas le DPS ! », nous disons « à bas tout le chagrin accumulé par le peuple bulgare ! » et en même temps nous disons « vive la Bulgarie ! » puisque « à bas le DPS ! » signifie « vive l'intérêt national bulgare ! », et puisque « non à la Turquie dans l'Union Européenne ! » signifie prospérité et longue vie au peuple bulgare. »¹⁶⁵

En tant qu'un énoncé décrivant la vision d'avenir, nous avons classé des extraits comme celui-ci :

« Un changement rapide et réel de notre niveau de vie est possible à travers une transformation de l'économie qui nous permettra d'accéder à notre propre économie de marché selon les critères d'adhésion à l'Union Européenne et grâce à l'augmentation des investissements en Bulgarie.

Je suis prêt à proposer une liste de mesures économiques et un partenariat socio-économique à travers lequel dans huit-cent jours la célèbre assiduité et l'esprit d'entreprise bulgares changeront votre vie. »¹⁶⁶

Le décompte de la présence cumulative des trois types d'énoncés qui composent l'idéologie populiste permettra d'identifier le degré auquel les différents leaders présentant des caractéristiques populistes. À cette fin, nous allons calculer la proportion des énoncés populistes par rapport à la totalité des discours étudiés pour chacun des leaders pour chaque campagne étudiée à la base de la relativisation du nombre des signes que les énoncés populistes représentent au sein des discours retranscrits.

La prédominance de l'un des ces trois types d'énoncés dans le discours d'un leader permettra d'identifier aussi trois types de discours populiste : le discours complaisant (en raison de la prédominance des énoncés consacrés à l'image du

¹⁶⁵ Volen Siderov : « À bas le DPS ! » signifie « vive l'intérêt national bulgare ! » ; « Volen Siderov : « *Dolu DPS* » oznachava da jivee bulgarskiat nacionalen interes » », 22 mai 2009, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=3940&Itemid=91, consulté le 11 septembre 2014.

¹⁶⁶ Appel de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha au peuple bulgare, 6 avril 2001, disponible sur <http://www.kingsimeon.bg/archive/viewcategory/id/75>, visité le 3 septembre 2014.

peuple) ; le discours de rejet (en raison de la prédominance des énoncés consacrés à l'image de l'ennemi) ; le discours futuriste (en raison de la prédominance des énoncés consacrés à l'image de l'avenir).

Le contenu des discours des leaders sera étudié aussi pour classer ces mêmes énoncés populistes dans les catégories des populismes protestataire et identitaire. Nous distinguerons ainsi les discours de prédominance protestataire (à cause du nombre prédominant des énoncés consacrés à l'opposition élites/peuple), et ceux de prédominance identitaire (à cause de la prédominance des énoncés consacrés à l'opposition majorité/minorité et national/étranger).

Le contenu des discours des leaders sera aussi soumis à une analyse qualitative. Elle permettra d'identifier les variétés du sens des différents énoncés au-delà du comptage basé sur leur modélisation en tant que unités classables dans l'une des trois sous-catégories qui composent ce type de discours et les typologies formelles des énoncés protestataires et identitaires.

L'étude de l'institutionnalisation des partis populistes sera basée sur les entretiens réalisés avec le personnel des partis, ainsi que sur le deuxième bloc de sources imprimées citées. Elle consistera en une restitution du processus d'institutionnalisation des partis à la base de deux types d'analyse : une analyse organisationnelle qui se penchera sur l'organisation interne des partis ; une analyse fonctionnelle qui identifiera leur positionnement dans le système des partis et la dynamique de leur support électoral.

Une place importante sera accordée à l'analyse biographique des députés des partis en vue d'une étude du taux de renouvellement du personnel politique à travers les partis populistes et d'une identification des groupes sociaux qui retrouvent une représentation à travers eux. Les données seront classées selon deux indicateurs : occupation antérieure de l'acteur d'un poste électif ; identification du réseau de provenance qui a assuré son inscription dans les partis en question.

D. Hypothèse et plan de la thèse

Dans le cadre de cette thèse on mettra à l'épreuve l'hypothèse suivante :

Les populismes bulgares catalysent une « révolution rampante » : celle-ci remet en cause les hiérarchies sociales et les canaux de représentation politique issues de la « révolution du palais » de 1989 ; elle résulte de la dialectique entre l'institutionnalisation de l'idéologie populiste comme grille d'analyse de la réalité et de l'impossibilité de sa réalisation par les partis formés autour des leaders qui la mobilisent.

L'institutionnalisation de l'idéologie populiste comme grille d'analyse de la réalité conduit à l'explosion de l'opposition centrale élites/peuple. À cela s'ajoute l'activation des clivages majorité/minorités et national/étranger comme thématique secondaire cherchant à désigner un « bouc émissaire » et une causalité externe des conflits de nature politico-économique.

En dépit de l'institutionnalisation de l'idéologie populiste, les partis formés autour des leaders mobilisant ce discours n'arrivent pas à asseoir leur pouvoir durablement, ni à réaliser le renouvellement permanent des élites et la refondation sociale à travers leur action politique.

Comme résultat de cette dialectique entre institutionnalisation de l'idéologie et incapacité des partis à la réaliser, la manifestation massive de ce phénomène conduit à un approfondissement des causes qui étaient à l'origine de son apparition : désagrégation des canaux de représentation politique et désintégration identitaire de la nation.

Plan de la thèse

La thèse est structurée en trois parties qui développent la problématique graduellement et fonctionnent en interférence : il s'agit d'analyser le contexte dans lequel s'inscrivent les populismes, leurs manifestations en tant que discours et les

particularités de leur institutionnalisation ; objet central de la recherche, le discours populiste apparaît à la fois comme le produit de son contexte macro-sociologique et comme un facteur qui possède une force performatrice dans la mesure où il suscite des effets sociaux. Le plan a été conçu en vue d'étudier les différentes manifestations populistes pour proposer une étude guidée par la problématique.

La Première partie intitulée : « Les racines des populismes » sera consacrée à une étude des facteurs qui facilitent les manifestations populistes, les représentations collectives qu'ils génèrent et les acteurs qui en font l'usage.

La Deuxième partie portant le titre : « Les discours populistes » reposera sur la typologie des imaginaires sociaux identifiés dans la Première partie et sera consacrée à une étude de leur inscription et mutation dans le discours populiste.

La Troisième partie intitulée : « L'institutionnalisation des populismes » sera consacrée aux modes d'institutionnalisation des partis populistes et aux effets sociaux produits par l'action de ces partis, ainsi qu'à l'imprégnation idéologique des idées populistes dans la société.

Première partie : Les racines des populismes

Les populismes bulgares se manifestent dans un contexte de profondes transformations au niveau politique, économique, social et identitaire, suscitées par la transition postcommuniste et les processus de mondialisation et d'adhésion du pays à l'UE. La transition postcommuniste produit de nouvelles élites et discrédite les institutions. Sur le plan identitaire se jouent aussi des transformations importantes suscitées par la libéralisation de l'expression des identités collectives des minorités historiques. Elles interagissent avec de processus complexes liés à la crise démographique qui progresse, à l'émigration et à l'inscription de la Bulgarie dans un nouveau monde culturellement ouvert et en cours d'intégration accélérée à l'échelle européenne et mondiale. Par conséquent, on observe des processus de remise en cause des limites imaginaires de la nation, des canaux de représentation politique; ainsi que le succès de leaders providentiels se prévalant d'une légitimité charismatique qui mobilisent un discours de type populiste.

Pour présenter ces processus nous aborderons successivement : l'anomie sociale caractéristique de la société bulgare qui constitue le terreau du populisme protestataire (**Chapitre 1**) ; la crise identitaire qui nourrit le populisme ethnique et le national-populisme (**Chapitre 2**); la fascination populaire envers des leaders providentiels (**Chapitre 3**).

Chapitre 1 : Une société anomique

Le contexte dans lequel se manifestent les populismes bulgares est marqué par l'incapacité du système politique à agréger les intérêts sociaux : cette situation anomique nourrit les populismes protestataires de nature politique et sociale. Nous allons présenter les tendances ploutocratiques dans le cadre desquelles se manifestent les figures populistes (**Section 1**), puis la désagrégation sociale et le rejet de la médiation du pouvoir (**Section 2**), enfin les racines de l'idéologie populiste au sein de la culture politique bulgare (**Section 3**).

Section 1: Un système ploutocratique

L'une des dimensions essentielles de la transition postcommuniste est la redistribution des ressources politiques et économiques. Alors que la Bulgarie était auparavant caractérisée pour l'essentiel par la propriété étatique sur les moyens de production et une grande homogénéité sociale, on assiste à la concentration des ressources aux mains d'un groupe social restreint; une transformation du rapport entre le politique et l'économique se produit : le passage à l'économie de marché est assorti du processus parallèle de captation de l'Etat par des milieux politico-économiques qui fonctionnent en symbiose. Un tel bouleversement génère des tendances ploutocratiques, qui seront abordées à travers l'étude de la conversion des élites (§1) et de la stratification sociale qui suscite polarisation des groupes sociaux et paupérisation (§2).

§1 Conversion des élites

L'apparition de nouvelles élites débute avec une révolution du palais (I), passe par des trajectoires originales (II) et produit comme effet une captation des ressources étatiques par des groupes d'intérêt (III).

I Une révolution de palais

A la différence de pays d'Europe Centrale tels que la Pologne et la Hongrie, la chute du communisme en Bulgarie a été pilotée par une évolution interne au sein du parti communiste. La chute du communisme a résulté de la démission du Secrétaire General du Parti communiste bulgare Todor Jivkov, le 10 novembre 1989 : Il s'agit d'une « révolution de palais » effectuée par un cercle de dirigeants communistes proches de Moscou qui renverse l'ancien N° 1 à travers une pression interne au sein du parti. Comme le soulignent Evgenia Kalinova et Iskra Baeva « *le facteur soviétique est décisif même cette fois* »¹⁶⁷. Le modèle soviétique est abandonné par le biais de l'adoption d'une réforme orientée vers le pluralisme et des élections législatives libres, notamment lors du XIV^{ème} Congrès du Parti communiste bulgare qui a lieu du 30 janvier au 2 février 1990.

Cette sortie de l'ancien régime assure un statut privilégié aux dirigeants en place dans le processus de transition. La sortie du communisme « par le haut » permet de parler, dès l'origine, de l'instauration d'une « *démocratie encadrée* »¹⁶⁸ par l'ancienne classe dirigeante. En Bulgarie, les dirigeants du parti communiste participent à la naissance du nouveau régime dans le cadre de la Table ronde (organisée du 3 janvier au 15 mai 1990) : ils négocient les règles de la transition en collaboration avec le front anticommuniste, tardivement formé et influencé par les anciennes élites communistes. Comme le souligne Tzviatko Tzetkov la formule de la transition était une stratégie de persistance des modes de fonctionnement de l'ancien régime sous la couverture démocratique ; synthétisée par la formule largement utilisée par les anciennes élites : « *Sans Tato*¹⁶⁹ *à la tatovienne* »¹⁷⁰.

Cette sortie du communisme s'avérera essentielle pour l'évolution postérieure des populismes en Bulgarie. Les deux forces qui ont négocié la transition se transforment en partis politiques qui domineront le paysage politique

¹⁶⁷ Kalinova, E., Baeva, I., *Les transitions en Bulgarie (1939-2005) « Balgarskite prehodi (1939-2005) »*, Paradigma, Sofia, 2006, p. 248.

¹⁶⁸ Bafoil, F., *Europe centrale et orientale, Mondialisation, européanisation et changement social*, Paris, Presse de la fondation nationale de science politique, 2006, p. 141.

¹⁶⁹ Ce qui signifie « petit père », surnom de l'ancien dictateur Todor Jivkov sous le communisme.

¹⁷⁰ Entretien avec Tzviatko Tzvetkov, expert de Sécurité nationale, ancien Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur (1994-1997), effectué le 8/3/2011 à Sofia.

pendant la première décennie postcommuniste : le BSP (l'ancien parti communiste) et le SDS (l'ancien front anticommuniste). Cette nature de la transition par le haut explique l'efficacité des messages populistes en Bulgarie, la révolution ayant été initiée par les anciennes élites et pilotée par leurs représentants au détriment des aspirations populaires.

II Les trajectoires élitistes

Cette « révolution de palais » qui a donné naissance à la démocratie en Bulgarie explique les trajectoires des élites communistes sous le postcommunisme ; elles renforcent la perception d'une reproduction partielle de l'ancien ordre social en dépit du renversement du régime communiste. Pourtant celle-ci ne correspond que partiellement à la réalité. Comme le déclare François Bafuil, « *En Bulgarie et en Roumanie il y a « une stratégie manipulatrice » de la réforme du communisme* », à cause des transformations internes des partis communistes dans les deux pays qui ont encadré la transition. L'hypothèse de Jean-Charles Szurek et Georges Mink sur l'Europe Centrale est valable pour la Bulgarie : « *Si l'on examine deux hypothèses concurrentes, celle de « reproduction » des élites et celle de leur « circulation », on observe avec le temps une relativisation de la reproduction des anciennes élites* »¹⁷¹. L'idée d'une reproduction intégrale des anciennes élites s'avère simplificatrice : comme il le soulignent Andrey Raichev et Kancho Stoichev dans leur étude de la transition en Bulgarie, il ne s'agit pas d'une sortie du communisme « dirigée », mais plutôt d'une scission interne et d'une concurrence à l'intérieur des anciennes élites¹⁷².

D'une part, les anciennes élites communistes gardent un poids dans la dynamique d'évolution de la vie politique et économique. Leur perte de légitimité initiale a été récompensée par la reconversion d'une partie d'entre elles dans la nouvelle structure sociale : le « capital politique » a été transformé en « capital

¹⁷¹ Mink, G., Szurek, J-Ch., « L'ancienne élite communiste en Europe centrale : stratégies, ressources et reconstructions identitaires », *Revue française de science politique* vol. n°1, 1998, pp. 3-41, p. 3/4.

¹⁷² Voir : Raichev, A., Stoichev K., *Qu'est-ce qui s'est passé? Récit pour la transition en Bulgarie (1989-2004)*; « *Kakvo se sluchi ? Razkaz za prehoda v Bulgaria (1989-2004)* », Iztok-Zapad, Sofia, 2004.

économique » à travers des ressources telles que le niveau de formation, l'accès aux sources d'information, les réseaux de contacts, les clientèles construites sous le communisme, le savoir-faire, l'expérience organisationnelle ; les anciens membres de la nomenklatura ont également été privilégiés dans leur parcours économique. Pourtant, « *tant qu'il s'agit de différents types de champs et de capitaux, la conversion ne peut pas être traitée en tant qu'un processus homogène* »¹⁷³. La Bulgarie ne connaîtra pas non plus une politique de lustration : les anciennes élites communistes n'ont été ni épurées, ni éliminées. Les attaques contre elles stigmatisées par l'opinion, sont restées partielles et issues des rangs des représentants du front anti-communiste et de leurs adeptes. Il s'agit d'une « *violence symbolique tournée vers un groupe ou une personne concrète* »¹⁷⁴, de nature cyclique, suivant la logique des cycles électoraux.

D'autre part, cette tendance coïncide avec l'émergence de nouveaux acteurs, la mobilité descendante des anciennes élites communistes et la restauration des statuts de certaines des couches élitaires de l'époque pré-communiste. Cette dernière résulte de la restitution des biens nationalisés après 1944. Elle débute rapidement après la chute du communisme (la première Loi de restitution des terres agricoles est adoptée en 1991) ; processus non linéaire, elle provoque des tensions sociales significatives, le changement du régime de la propriété étant à l'origine d'une nouvelle différenciation sociale dans la société anciennement homogène. Selon les estimations de la valeur des biens restitués à la fin des cinq premières années après 1989, à la fin de 1994, elle s'élève à 10,3 milliards de leva, soit 2 % du PIB¹⁷⁵.

Des trajectoires variées sont observées également au sein des anciennes élites communistes. A l'intérieur de la nomenklatura sont identifiables plusieurs sous-groupes qui entrent en relations d'interaction ou de concurrence et jouent des

¹⁷³ **Boundjalov, A.**, La conversion : « Les ressources de réseau de la délégation politique » « Konversijata : Mrejovi resursi na politicheskoto delegirane » in **Chalakov, I. (dir)**, *Les réseaux de la transition, qu'est-ce qui s'est passé en Bulgarie après 1989 ? « Mrejite na prehoda, kakvo vsashnost se sluchi v Bulgaria sled 1989 »*, Iztok - Zapad, Sofia, 2008, p. 216.

¹⁷⁴ *Ibid* p. 217.

¹⁷⁵ Voir : **Popov, M. et Todorova, E.**, « Privatisation, démocratisation ou oligarchisation de la Bulgarie postcommuniste », *Balkanologie*, Vol. I, n° 2 | décembre 1997, [En ligne], mis en ligne le 02 juin 2008. URL : <http://balkanologie.revues.org/219>. Consulté le 6 janvier 2014.

rôles différents sous le postcommunisme. Andrei Boundjalov¹⁷⁶ identifie cinq sous-groupes à l'intérieur des élites postcommunistes : la nomenklatura partisane-organisationnelle ; la nomenklatura économique-technocrate; la nomenklatura issue des structures du commerce international ; les cadres des différents niveaux des structures de sécurité tels que l'ex Sûreté d'Etat. Ces diverses fractions ont une importance différente dans le processus de transition et entrent dans des structures d'interaction originales : les branches de la nomenklatura économique-technocrate et partisane-organisationnelle ont une position privilégiée tandis que les élites intellectuelles demeurent à la périphérie.

Des interactions complexes se produisent avec les acteurs nouveaux. La logique de ces interactions peuvent être décrite à travers l'idéaltype de « *molécule de la conversion* »¹⁷⁷ constituée par six types d'acteurs : 1) l'homme politique ; 2) l'acteur du monde du business ; 3) le représentant des banques qui assure des crédits ; 4) le fonctionnaire d'Etat qui joue un rôle de transmission ; 5) le représentant du pouvoir judiciaire et/ou du « droit informel » qui fonctionne au sein des groupements du crime organisé qui surveillent le respect des « règles du jeu » ; 6) les représentants des think-tanks ou des médias qui assurent la légitimité de la conversion. Ces groupes d'acteurs ne sont pas constants. Comme le note Tzviatko Tzvetkov : « *Il y a trois cercles du pouvoir : le cercle politique; le cercle économique et le cercle du pouvoir parallèle, criminel. Pourtant ces trois cercles ne sont pas constants : il y des individus qui circulent, d'autres qui sortent.* »¹⁷⁸.

Coexistent ainsi trois types d'élites sous le postcommunisme : les anciennes élites communistes ; les élites de l'époque pré-communiste à travers les restitutions des biens ; enfin, celles formées « ex-nihilo » ou bien par le biais d'une ascension sociale.

En dépit de cela, la légitimité des élites est remise en question dans le cadre d'une vision holistique et complotiste des processus. Il s'agit d'un des piliers

¹⁷⁶ Boundjalov, A., *op.cit.* 2008, p. 207.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 266/267.

¹⁷⁸ Entretien avec Tzviatko Tzvetkov, expert de Sécurité nationale, ancien Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur (1994-1997), 8/3/2011 à Sofia.

structurels des populismes bulgares à l'origine de l'anti-élitisme profond sur laquelle s'appuie l'argumentation populiste.

III La captation des ressources étatiques

Les sentiments anti-élitistes sont nourris par les modes d'interaction spécifiques qui s'instaurent entre public et privé. Ces processus sont liés au type de capitalisme qui s'instaure : l'Etat joue un rôle central dans l'allocation des ressources; or on observe des interférences politico-économiques qui conduisent à une captation de l'Etat par des groupes d'intérêt. Ainsi Andrey Raichev et Kancho Stoichev voient dans ce processus une « *colonisation de l'Etat* »¹⁷⁹, ou même une « *tumeur de cancer qui grossit en changeant son poids et son importance* »¹⁸⁰. Une telle « colonisation » s'opère à travers des pratiques telles que la constitution de clientèles et de réseaux de patronage qui, à travers des échanges de services en chaîne, parviennent à capter les ressources politico-économiques; si les groupes en cause varient, ce type de structures joue un rôle clé dans l'interaction entre le public et le privé. Comme le souligne Tzviatko Tzetkov : « *Il y a une mythologie en Bulgarie qu'au début de la transition il y avait un processus de distribution de l'argent dans des valises par les anciennes élites communistes au profit des personnes qu'elles avaient choisies. En effet, il s'agissait d'une distribution des fonctions, des positions sociales dans les domaines desquels l'Etat était en train de se retirer. Ceux qui effectuaient une fonction au nom de l'Etat ont commencé à effectuer la même fonction pour leurs propres structures privées* »¹⁸¹.

Les racines de la construction de ce type d'échanges politico-économiques ont été identifiées avant même la chute du communisme par le sociologue bulgare Petar-Emil Mitev qui, pendant les années 1980, a qualifié ce type d'échanges de « deuxième réseau ». Il visait par cette formule le système d'adaptation de la société contre l'égalitarisme imposé ; il se traduisait par des échanges de services,

¹⁷⁹ Raichev, A., Stoichev K., *Qu'est-ce qui s'est passé? Récit pour la transition en Bulgarie (1989-2004)*. « *Kakvo se sluchi? Razkaz za prehoda v Bulgaria (1989-2004)* », Iztok-Zapad, Sofia, 2004, p. 46.

¹⁸⁰ *Ibid.*

¹⁸¹ Entretien avec Tzviatko Tzvetkov, expert de Sécurité nationale, ancien Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur (1994-1997), 8/3/2011 à Sofia.

impliquant aussi bien les gouvernants que les gouvernés. Les liens établis sous le communisme ne sont pas entièrement détruits sous le postcommunisme, même si certains des acteurs, en particulier les plus mal placés dans la hiérarchie, perdent les ressources qu'ils échangeaient à l'époque : « *Le sommet de ce deuxième réseau prend les fonctions politiques et commence à piller, tandis que les acteurs de rang plus mineur, les gens ordinaires, n'ont qu'à « désosser » le reste* »¹⁸². Ce « deuxième réseau » se transforme sous le postcommunisme « d'une structure de redistribution des biens et des statuts en structure de conversion et d'accumulation des capitaux »¹⁸³. Suite aux mutations structurelles qui s'opèrent après 1990, ce « deuxième réseau » évolue également autour de quatre grandes transformations décrites par Andrey Raichev et Kancho Stoichev : 1) Une dissolution de l'organisme Etatique ; 2) Des désignations d'une nouvelle avant-garde bulgare ; 3) Une décapitalisation de l'économie; 4) La constitution d'une nouvelle strate de propriétaires¹⁸⁴.

Cette logique est mise en place lors du processus de privatisations ; elle perdure à travers différentes formes de captation de l'Etat après son retrait de la sphère économique : « *Il est devenu évident que le principal motif politique des représentants de l'élite politique n'était pas seulement de « posséder la machine étatique ». Leur principal objectif était de capturer le pouvoir étatique, essentiellement comme un moyen d'accéder au pouvoir économique* »¹⁸⁵. Cette symbiose politico-économique de plusieurs groupes en interaction ou en concurrence mutuelle « *produit des effets perturbateurs dans le processus de l'institutionnalisation* »¹⁸⁶ qui fonctionne en utilisant les « *vacuums du pouvoir* »¹⁸⁷ laissés vides par l'Etat-parti ; elle évite habilement le cadre législatif ou adapte la législation en fonction de ses besoins en utilisant les partis politiques au profit de ses intérêts économiques. Par conséquent, « *Le système politique (le Parlement, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire, les partis, les médias)*

¹⁸² Raichev, A., Stoichev K., *op.cit.*, p. 52.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 93.

¹⁸⁴ *Ibid.* p. 41.

¹⁸⁵ Popov, M, Todorova, E, Privatisation, démocratisation ou oligarchisation de la Bulgarie postcommuniste, *Balkanologie* vol. vol.1: n°2, 1997, pp. 71-84.

¹⁸⁶ Boundjalov, A., *op. cit.*, 2008, p. 219.

¹⁸⁷ *Ibid.*

demeure envahi par des restes des réseaux structurés ou bien d'autres récemment construits qui les supportent en les rendant impuissants à la fois »¹⁸⁸. L'Etat connaît une érosion : « L'un des éléments essentiels de l'effondrement de l'ancien système politique c'est l'érosion des structures étatiques en général : les citoyens bulgares sont des témoins d'un Etat faible, rejeté, inefficace, impuissant, incapable de s'imposer sur le crime organisé et les « groupements » privés »¹⁸⁹.

Le processus d'oligarchisation qui en résulte se caractérise par quatre éléments : « D'une part, les élites ont intégré les hautes sphères de l'administration et de l'État. D'autre part, les élites maintiennent des liens étroits et synchronisent leurs mouvements avec les cercles bancaires. Troisièmement, les élites ont subi une différenciation sociale, politique et culturelle (particularisation). Enfin, elles tendent à perpétuer la pyramide sociale établie entre 1990 et 1996. »¹⁹⁰. Par conséquent, on peut parler de « latino-américanisation » du pays : « une différenciation sociale aiguë, une corruption généralisée, l'imitation d'un système bancaire, des formes illégales de transformation de la propriété étatique, la création de cercles restreints cumulant pouvoirs politique et économique, contrôlant aussi bien les flux financiers que l'opinion publique. »¹⁹¹. Ces processus aboutissent à la stratification extrême de la société bulgare.

§ 2 La stratification sociale: polarisation des groupes sociaux et paupérisation

La stratification sociale suscitée par la transition s'avère cruciale pour la compréhension des populismes : la société, qui était dominée par les privilèges de la nomenklatura communiste, se caractérise toujours par la concentration des ressources bien que la transition a été perçue comme une tentative d'égalitarisation démocratique. La société bulgare se caractérisait par une stratification poussée à l'extrême (I) et une fluidité des statuts sociaux (II).

I Stratification poussée à l'extrême

¹⁸⁸ *Ibid.*

¹⁸⁹ Todorov, A., La culture politique bulgare et la participation civique ; « Bulgarskata politicheska kultura i grajdanskoto uchastie », 2011, 28 pp. p. 22.

¹⁹⁰ Popov, M., Todorova, E., *op.cit.*, 1997, pp. 71-84.

¹⁹¹ *Ibid.*

La transition postcommuniste entraîne une stratification de la société qui résulte de la concentration des biens aux mains d'une couche sociale restreinte et de la production d'une distance sociale significative.

L'économie bulgare connaît un choc important après la chute du communisme. Le pouvoir d'achat chute de 40% et ne parviendra à atteindre les niveaux antérieurs à 1989 qu'en 2004. Le pays est également secoué par une crise bancaire et une hyper inflation à la fin de l'année 1996 et au début de l'année 1997 avec des taux d'inflation de plus de 300%, ce qui génère un appauvrissement brutal de la population. Le PIB tombe de 5549 USD par an par habitant, en 1989, à 239 USD en 1991. Il atteint des niveaux aussi modestes que 1647 USD, en 1999, à la fin de la première décennie postcommuniste. En raison de la reprise économique de la deuxième décennie postcommuniste, le PIB parvient à des scores de 6432 USD en 2008 et 7591 USD en 2013¹⁹².

En dépit de la hausse importante du PIB, son niveau reste très bas par rapport à la moyenne de l'UE et le pouvoir d'achat est lui aussi très faible; de plus, on constate une concentration extrême des ressources : en 1999, « 8% de la population consomme autant que 75% »¹⁹³; les ressources des plus aisés étant plus de 20 fois supérieures à celles des plus pauvres. Pour mesurer le « choc » produit par la nouvelle hiérarchie sociale sous le postcommunisme, une comparaison avec la structure de la société bulgare sous le communisme s'avère nécessaire. A l'époque, les différences sociales résidaient pour l'essentiel dans les privilèges des membres de la nomenklatura : il n'y avait que trois groupes essentiels : la nomenklatura (entre 0,1% et 0,5% de la population¹⁹⁴) ; la totalité de la population doté d'un niveau de vie relativement homogène coïncidant avec les caractéristiques d'une classe moyenne ; un nombre non significatif de personnes marginalisées.

¹⁹² Source pour l'ensemble des données sur le PIB : Fond monétaire international, cité par la base de données de Bloomberg.

¹⁹³ Raichev, A., (dir. de), *La stratification sociale en Bulgarie « Sotsialnata stratifikatzija v Bulgaria »*, LIK, Sofia, 2000, p. 26.

¹⁹⁴ Voir : Todorov, A., *Citoyens, partis, élections : La Bulgarie 1879-2009 ; « Grajdani, partii, izbori : Bulgaria 1879 – 2009 »*, Iztok-Zapad, Sofia, 2010, p. 207.

A la fin de la première décennie postcommuniste (en 1999), la structure sociale connaît déjà des changements significatifs : 8,1% de la population concentre un pourcentage significatif de ressources en réalisant 33% de la consommation, tandis que 60% de la population ne réalisent que 25 % des dépenses de consommation¹⁹⁵. Concernant l'auto-identification des individus, cette même année 1999 seulement 1,6 % de la population se considère comme « aisée » ; un total de 18,9% se déclare « bien » ou « sans grandes difficultés matérielles », tandis que 79% se considèrent comme en proie à des « difficultés matérielles », « pauvres » ou vivant « dans la misère »¹⁹⁶.

Dix ans plus tard, après la reprise de la croissance économique du début des années 2000, la répartition des différents groupes sociaux selon ce critère économique est légèrement moins polarisée. Pourtant, de grandes disparités sociales subsistent : en 2007, 8,8% des Bulgares se considèrent comme « aisés », 44,9% se déclarent « bien » ou « sans grandes difficultés matérielles », mais 46,3% se déclarent toujours en proie à des « difficultés matérielles », « pauvres » ou vivant « dans la misère »¹⁹⁷.

Cette nouvelle structure sociale est liée à un déclassement de groupes sociaux engendré par la désindustrialisation du pays et la transformation d'une économie planifiée qui assurait du travail à la majorité de la main d'œuvre en une économie dominée par les acteurs privés et soumise aux règles de la concurrence ; de plus, la structure de l'économie bulgare est marquée par l'exploitation des biens acquis à travers les privatisations.

La transition produit des taux de chômage importants essentiellement pendant la première décennie postcommunisme et un niveau élevé de pauvreté, même parmi les groupes sociaux qui exercent une activité professionnelle. Le taux du chômage constitue un indicateur inquiétant dès la chute du communisme. Il

¹⁹⁵ Raichev, A. (dir. de), *op.cit.*, 2000, p. 25.

¹⁹⁶ Mizov, M. (dir. de), *Stratification sociale et conflits sociaux dans la Bulgarie contemporaine ; « Socialna stratifikacia i socialni konflikti v suvremenna Bulgaria »*, Fondation « Friedrich Ebert », Sofia, 2008, p. 38.

¹⁹⁷ *Ibid.*

atteint des niveaux très élevés pendant la période caractérisée par la percée populiste du NDSV aux élections législatives de juin 2001 : il concerne 20% de la population avec 19% en 2000 et 18,8% en 2001. Grâce à la reprise économique du début de la deuxième décennie postcommuniste, le chômage oscille entre 13, 11% en 2005 et tombe à 5, 85% en 2008. La crise économique et financière, en particulier, ralentit la reprise économique au début de la deuxième décennie postcommuniste ; le taux de chômage reprend alors une courbe ascendante et atteint le niveau de 12,10% en 2013¹⁹⁸.

II Fluidité des statuts sociaux

Les grandes difficultés matérielles ne sont pas le seul facteur qui explique des conflits sociaux significatifs ; la stratification sociale suscite des tensions importantes notamment en raison des bouleversements des statuts et du fait que les modes d'ascension sociale demeurent illégitimes aux yeux des citoyens en mobilité sociale descendante.

La perte des statuts, subie par la majorité de la population et suscitée entre autres par la chute des revenus, n'est pas le seul indicateur significatif. L'accès aux biens, sous le communisme, n'était pas uniquement lié au niveau des revenus : 80 % de la population présentaient les caractéristiques d'une classe moyenne à cette époque, notamment en raison de la propriété d'un logement, de l'accès aux services médicaux gratuits, de la consommation élevée des biens culturels. Or, après la fin du communisme l'Etat se retire de secteurs tels que les transports publics, la santé, l'éducation.

La stratification sociale accélérée devient conflictuelle notamment en raison de l'asymétrie entre le niveau de formation, les efforts personnels et les chances de promotion sociale. Cette tendance est typique surtout en ce qui concerne la première décennie postcommuniste. Elle suscite une grande conflictualité sociale, y compris pendant la période postérieure lorsqu'une certaine relation entre la

¹⁹⁸ Source pour l'ensemble des données sur le taux du chômage : Institut national statistique de Bulgarie/cité par la base de données de Bloomberg.

formation et la promotion sociale semble établie ; malgré tout, la perception d'une « gangrène » des canaux d'ascension sociale persiste.

La mutation de la société bulgare engendre une incohérence entre le rang statutaire des individus et leur position en matière de rémunération et de consommation. La nouvelle structure sociale s'avère conflictuelle en raison de facteurs interconnectés, de nature politique, économique, mais aussi culturelle : l'apparition d'une nouvelle strate sociale supérieure pose problème. La raison en est que la démocratie était envisagée comme un espoir d'égalitarisation par l'abolition des privilèges de la nomenklatura, car « *en réalité, la société communiste était un labyrinthe de canaux à travers lesquels s'effectuait une redistribution des biens matériels et sociaux (qu'on peut appeler capital social)* »¹⁹⁹. En conséquence, sous le postcommunisme ce n'est pas uniquement l'appauvrissement qui suscite un mécontentement, ce sont les modes de distinction sociale qui posent problème : « *bien que la structure pyramidale de la société communiste ait été remplacée par une diversité de hiérarchies sociales, l'image du sommet de la hiérarchie est devenue de plus en plus visible. Ce qui distingue le sommet, c'est l'argent, et, pour l'instant, l'argent gagné facilement.* »²⁰⁰. En raison de cela le sentiment d'insuffisance de justice sociale domine. Comme le souligne le politologue bulgare Ognian Minchev : « *la Bulgarie fait partie des pays d'Europe Centrale et Orientale où on observe un mécontentement significatif contre les effets de la transition. Ce sont notamment le sentiment de justice et de satisfaction qui ne sont pas présents* »²⁰¹.

De plus, la violence symbolique des « nouveaux riches » est particulièrement douloureuse pour la population paupérisée en raison de la consommation ostentatoire des citoyens ayant obtenu une promotion sociale ; cette distinction sociale poussée à l'extrême est source de tensions dans le contexte de transformation de la Bulgarie en une société de consommation après de longues années d'une économie fermée autosuffisante. Les inégalités provoquent des

¹⁹⁹ Raichev, A., (dir. de), *op.cit.*, p.79.

²⁰⁰ Popov, M., Todorova, E., *op.cit.*, 1997, pp. 71-84.

²⁰¹ Entretien avec Ognian Minchev, politologue, le 22/09/10 à Sofia.

troubles d'identification collective et d'appartenance sociale particulièrement frustrants pour les « perdants » de la transition postcommuniste qui demeurent déclassés et sans perspectives d'ascension sociale ; un groupe large et facile à attirer par des messages de type populiste. Le nombre des citoyens qui se déclarent « gagnants » de la transition postcommuniste est mineur ; pourtant « *quoique le nombre des « gagnants » soit très bas, leur existence en tant que telle est à l'origine d'un mécontentement aux yeux des autres qui s'auto-caractérisent en tant que « perdants », « défavorisés » et « pauvres »* »²⁰² . De plus, les tendances de reproduction générationnelle commencent déjà à se cristalliser au bout de deux décennies postcommunistes. Cette concentration des ressources et les modes de leur accumulation expliquent le succès des populismes de type politique et social.

Section 2 : Désagrégation sociale et blocage de la représentation politique

Les profondes transformations de la société bulgare génèrent une instabilité du système politique : on observe une désintégration sociale et un désengagement des citoyens (§1), ainsi qu'un rejet de la médiation du pouvoir par les institutions politiques (§2). Cette conjonction ne permet pas l'agrégation des intérêts à travers la construction de canaux de représentation légitimes; elle constitue un terrain propice à l'instrumentalisation de la mythologie du peuple opprimé par les acteurs mobilisant un discours populiste.

§ 1 Désintégration sociale et désengagement des citoyens

La société civile de la Bulgarie postcommuniste est faiblement structurée. On constate le faible poids des ONG et des syndicats (I) le contrôle politique sur les médias (II) le désengagement des citoyens (III).

²⁰² Popov, M., Todorova, E., *op.cit*, 1997, pp. 71-84.

I Les ONG et les syndicats

La faible structuration de la société civile en Bulgarie s'explique par la désintégration des groupes sociaux sous le communisme. L'inexistence des acteurs locaux donne aux acteurs étrangers un rôle essentiel dans la structuration des ONG en Bulgarie. La constitution de ces organismes essentiels de la société civile résulte d'initiatives étrangères; les ONG sont prioritairement financées par des sources externes et représentent en majorité des annexes d'organisations internationales, non des structures locales autonomes; il s'agit essentiellement d'une « importation » de modèles développés dans les pays « exportateurs ».

Le secteur se caractérise également par une forte instabilité. Le nombre des ONG atteignait 5000 avant l'adhésion de la Bulgarie à l'UE en 2007 et a diminué à 1500 après l'adhésion à l'UE²⁰³. Cette diminution du nombre des organisations pendant ces dernières années s'explique par la diminution des sources de financement qui dépendent essentiellement des programmes issus de l'UE, tandis qu'au début des années 1990 les financements provenaient de sources diversifiées et plus abondantes²⁰⁴. Il existe également un contraste entre les organisations enregistrées et des unités réellement actives: de nouvelles organisations engendrées par certaines situations de conflictualité sociale émergent mais très peu d'entre elles parviennent à s'institutionnaliser. Le secteur des ONG demeure « *mal structuré, fragmenté, manquant des relations informelles, des connections internes et des échanges mutuelles* »²⁰⁵.

Le fonctionnement des ONG est également troublé par leur développement embryonnaire et les difficultés des relations avec l'Etat. D'un côté, l'on observe une efficacité faible dans la canalisation des revendications sociales. Comme le

²⁰³ Todorov, A., *op.cit.*, 2011, pp. 28, p 21.

²⁰⁴ Tomova, T., L'effectivité de la participation citoyenne: le cas bulgare, in Krasteva, A., Todorov, A., (dir.de), *Engagement citoyen*, FABER, Veliko Tarnovo, 2009, pp. 79-88, p. 86.

²⁰⁵ Bulgarian NGO Sector in the Context of Development, December 2003, p. 9 disponible sur : <http://www.ngobg.info/bg/documents/49/745ngoreviewinthecontextofdevelopment.pdf>, consulté le 4 janvier 2014.

souligne l'étude approfondie du secteur des ONG en Bulgarie publiée en 2003 : « *le secteur n'a pas encore conceptualisé et articulé un agenda de développement alternatif. Il y a des valeurs et des concepts d'un développement « orienté vers le peuple », mais ce sont plutôt des sentiments et des attitudes que des stratégies clairement développées* »²⁰⁶. D'un autre côté, le partenariat avec l'Etat est difficile pendant la première décennie postcommuniste : depuis le début des années 2000 sont observées des réformes visant à une meilleure inclusion des ONG dans des processus décisionnels ; l'Etat a « *surmonté son « négativisme » par rapport aux organisations des citoyens* »²⁰⁷ ; en dépit de cela, au niveau des ONG persiste le sentiment que l'Etat représente plutôt « *une forteresse à prendre* »²⁰⁸ qu'un partenaire.

L'activité des syndicats est également limitée : ils ont perdu l'assise sociale qui était la leur en raison de la désindustrialisation du pays après la chute du communisme. Il existe deux syndicats principaux : la Confédération des syndicats indépendants de Bulgarie le KNSB (héritière des unions syndicales qui existaient sous le communisme) et la Confédération du travail le KT Podkrepa (issue du mouvement d'opposition anti-communiste). Pourtant leur rôle est en déclin en raison du recul du taux de syndicalisation : d'un taux de presque 100% sous le communisme, il diminue à 39% en 1998, 27% en 2003²⁰⁹, pour atteindre des niveaux relativement stables de 20% en 2009²¹⁰. Le rôle des deux syndicats n'est pas non plus égal - héritier des anciennes unions syndicales de l'époque communiste le KNSB totalise 275 762 adhérents en 2012, par rapport aux 88 329 personnes qui adhèrent au KT Podkrepa²¹¹ en 2012.

²⁰⁶ *Ibid.* p 7.

²⁰⁷ **Tomova, T.**, L'effectivité de la participation citoyenne : le cas bulgare, in **Krasteva, A., Todorov, A., (dir.de)**, *op.cit.*, 2009, pp. 79-88, p. 85.

²⁰⁸ *Ibid.*

²⁰⁹ Voir : The Bulgarian Labour Market in 2003, publié par l'Institute for Social and Trade Union Research (institut de recherche de la KNSB), 2004.

²¹⁰ ICTWSS Database: Database on Institutional Characteristics of Trade Unions, Wage Setting, State Intervention and Social Pacts, in 34 countries between 1960 and 2012, consulté le 3 janvier 2014, disponible sur <http://www.uva-aias.net/207>

²¹¹ **Mihaylova, T.**, Industrial relations landscape to change after review, ISTUR, EIRO, disponible sur : <http://www.eurofound.europa.eu/eiro/2012/09/articles/bg1209011i.htm>, consulté le 1er janvier 2014.

L'effondrement du taux de syndicalisation n'est pas le seul facteur qui affaiblit l'action syndicale. Celle-ci est également limitée en raison de l'instrumentalisation des instances par les partis politiques et les acteurs économiques, lors de la période de la privatisations des grandes entreprises étatiques aussi bien que durant les périodes de mobilisations anti-gouvernementales. Comme le souligne Ivo Hristov : « *Il n'est pas nécessaire de connaître des théories de conspiration pour identifier le rôle des syndicats, surtout de « Podkrepa » pas uniquement au début de la transition, lorsque les puissances économiques étaient en cours d'usurpation. Les soi-disant syndicats étaient un anneau d'action de qui ? A qui servaient-ils ?* »²¹².

II Les médias – contrôle politique et l'adoption d'un style « people »

Les médias en Bulgarie se caractérisent par une instrumentalisation et une monopolisation par des groupes d'intérêt; on constate également la transformation du style médiatique vers un style « people » dominé par la « presse à scandale ».

Une part essentielle des médias bulgares sont conçus comme un instrument d'influence politique plutôt que comme des entreprises cherchant un profit économique : ils deviennent un intermédiaire essentiel de l'interaction des partis avec l'électorat en raison de la faible assise sociale des partis politiques. D'organes d'information de la société et de critique du pouvoir, ils se transforment en organes financièrement dépendants des partis et des groupes d'intérêts. Des réseaux informels formés d'hommes politiques, de propriétaires des médias et d'acteurs économiques influencent significativement le contenu des messages. En dépit de la levée de la censure étatique ils tendent à s'autocensurer.

De nombreuses recherches ont mis en évidence ces tendances. Dans le rapport portant sur l'état de la liberté médiatique de la Fondation « Démocratie

²¹² Entretien avec **Hristov, I., Chalakov, I.**, Les syndicats en Bulgarie étaient utilisés comme un instrument du vol de l'Etat « *Sindikatite v Bulgaria biala izpolzvani kato instrument za krajba na darjavata* », Hebdomadaire « Glasove », 18/02/2011, disponible sur : <http://glasove.com/interviuta/12130-ivo-hristov-ivan-chalukov-sindikatite-v-bulgariya-byaha-izpolzvani-kato-instrument-za-krazhbata-na-durzhavata>, consulté le 2 janvier 2014.

médiatique » « *Mediina demokracija* » de 2012²¹³ est évoquée la dépendance politique et économique des médias en Bulgarie. Ce document établit un état des lieux des nombreuses études qui ont été publiées en 2011 et 2012. L'ensemble des rapports relèvent le renforcement de la monopolisation et du déclin du pluralisme médiatique, tendances qui existaient déjà auparavant et qui pourtant - aussi bien comme pour la diminution du nombre des ONG - se renforcent après l'adhésion de la Bulgarie à l'UE en 2007. Une « *dépendance forte par la conjoncture politique* » est constatée par l'International Research and Exchange Board (IREX) ; « *une pression politique croissante* » est mise en avant par Freedom House ; une « *politisation totale du milieu médiatique* » est également notée par le Département d'Etat des Etats-Unis ; les Reporters sans frontières relève le « *manque de volonté politique pour une résolution du problème avec la liberté de la presse* ». La dépendance des médias vis-à-vis des institutions officielles fait également l'objet d'analyses : la « *distribution de l'argent public et des fonds européens de la part du gouvernement et des différentes communautés locales au profit des médias d'un comportement positif envers le pouvoir (à travers des contrats de publicité et de couverture médiatique)* » est signalée par le South East Europe Media Organization (SEEMO); « *une dépendance forte de la presse et des sites internet régionaux des communautés locales* » fait partie des conclusions faites par Transparency International²¹⁴.

L'autocensure et l'influence politique sur les médias sont aussi présentes. Freedom House constate un « *conformisme médiatique et rejet bénévole de la critique contre le statu quo* ». Les mécanismes d'influence à travers les médias sont aussi décrits à travers l'accent mis sur le rôle des rédactions dans ce processus par la Fondation « Démocratie médiatique » qui tire la sonnette d'alarme sur « *une proposition/vente active du contenu médiatique de la part des rédactions aux agents politiques* »; ces mêmes relations informelles sont signalées par l'OSCE qui dévoile l'« *existence de listes non officielles des hommes politiques, des partis et*

²¹³ Voir : Les médias en Bulgarie : carte des problèmes, Rapport de la Fondation « Démocratie Médiatique », 2012 « *Mediite v Bulgaria : karta na problemite* », Doklad na Fondacija « *Mediina Demokracija*, 2012 », disponible sur : <http://www.fmd.bg/wp-content/uploads/2012/07/fmd-media-critics-report-july-2012.pdf>, consulté le 1 janvier 2014.

²¹⁴ *Ibid.*, p.9.

*des sujets qui peuvent être abordés uniquement positivement chez certaines des rédactions ».*²¹⁵

La dépendance directe des médias vis-à-vis des acteurs économiques pose également problème: « *Une pression corporative sur les medias* » fait partie des constats faits par IREX ; le « *Développement d'un journalisme corporatif qui ruine l'objectivité de la presse* » est également identifié par la Fondation « Démocratie Médiatique » ; le fait que les sources de financement des médias ne sont pas claires, et qu'ils sont utilisés pour une « *légitimation des capitaux illégitimes* » est observé par le SEEMO ; des tendances négatives à propos de la liberté de la presse sont observées aussi bien en raison d'une centralisation du marché publicitaire. Transparency International met en avant le problème posé par la « *Centralisation et l'instabilité du marché de publicité ; retrait des sociétés qui commandent des publicités des médias régionaux* ». ²¹⁶

Cette dépendance médiatique conduit à une perte de légitimité des médias dans l'opinion, conjointement à la délégitimation des élites et des institutions étatiques ; les informations diffusées tendent à être mises en question ; parallèlement se développent des canaux d'information alternatifs – notamment des médias régionaux qui proposent une vision « alternative » des actualités comme la télévision SKAT qui sert de tremplin de la diffusion des idées de Volen Siderov et joue un rôle crucial pour la formation d'ATAKA.

La transformation du style médiatique d'une partie importante des médias en Bulgarie est également une caractéristique essentielle des années de la transition post-communiste : le style « people » tend à devenir le style dominant. Initialement, cette transformation s'est produite en réaction au monopole étatique et idéologique qui dominait sous le communisme; Elle a été également nourrie par la commercialisation des médias et l'importation des produits culturels étrangers : le style « tabloïd » est adopté par la presse de plus grand tirage, notamment le journal quotidien qui suit le style du journal britannique « Sun » - « Telegraph », mais aussi

²¹⁵ *Ibid.*

²¹⁶ *Ibid.*, p.11.

la presse généraliste comme les deux quotidiens « Troud » et « 24 heures », aussi bien que les hebdomadaires « Weekend », « 168 heures », « Galleria ». Cette tendance s'accroît avec l'apparition de nouveaux titres (à partir de l'année 2011) « La Bulgarie aujourd'hui » et « Chaque jour ».

Le style « people » qui implique une simplification du discours médiatique et l'accent mis sur la vie privée, le goût du scandale et l'émotionnel influencent les modes de présentation du politique et les comportements des acteurs politiques. L'actualité est présentée par une partie importante de la presse, selon cette logique simplificatrice ; parallèlement, les acteurs politiques cherchent à s'adapter eux-mêmes à ce style pour attirer l'attention journalistique. Ce style médiatique impose également une personnification de la vie politique qui facilite la mise en avant de leaders charismatiques. Ces éléments contextuels liés aux exigences du milieu médiatique ont un impact direct sur le succès des populismes.

III Le désengagement politique

Le citoyen bulgare est caractérisé par un désengagement accentué : faible activité civique de même qu'abstentionnisme caractérisent le rapport des Bulgares au politique.

La réactivité sociale concernant les questions sociales, politiques, économiques et écologiques ne présente pas une intensité significative. Des vagues de protestation ont été observées essentiellement sur des enjeux politiques, en tant que mobilisations anti-communistes, ou après la chute du régime communiste (1989-1991). Une vague de protestation importante a été observée de nouveau en 1997 : elle a eu pour motivation le renversement du gouvernement socialiste issu de la « vague rouge » post-communiste.

L'abstentionnisme apparaît également comme une caractéristique structurelle. L'évolution de la participation électorale a connu deux étapes : une hyper-politisation durant la première décennie post-communiste ; un abstentionnisme accéléré pendant la deuxième décennie post-communiste. Au cours de la première décennie post-communiste, alors que l'on observe un seul courant

populiste d'un poids électoral mineur (celui de George Ganchev), il existe une « *hyper-politisation dans la conscience collective en tant que réaction à l'encontre de l'activité politique dirigée sous le communisme* »²¹⁷. Pourtant ce processus sera vite remplacé par un processus de « désenchantement démocratique » et un désengagement rapide.

Les taux d'abstention sont significatifs : aux premières élections législatives de 1990 le taux de participation était de 90,3% ; en 1991, il a atteint 83,9 % ; aux élections de 1994, 75,3% ; aux élections anticipées de 1997, ce taux de participation est de 62,4% ; aux élections de 2001 il est de 66,1% ; tandis qu'à l'occasion du vote de 2005 il s'élevait à 55,76%, en 2009 ce taux de participation était de 60,2% ; enfin, aux élections législatives de 2013, il atteint 51,3%. La moyenne de la participation aux élections législatives de 1990 à 2009 atteint 66,77%, ce qui classe la Bulgarie parmi les pays ayant le taux d'abstention le plus élevé au sein des PECO. Des taux comparables pour la même période sont enregistrés en Estonie (65,40%), Roumanie (63,9%) ; en revanche la situation en Bulgarie est plus positive par rapport aux scores moyens enregistrés en Pologne et au Kosovo qui sont inférieurs à 50%. Le taux de participation aux élections présidentielles est encore plus révélateur : le taux de participation aux deux tours des élections présidentielles de 1992 était d'un peu plus de 75% ; aux élections présidentielles de 1996 elle atteint déjà des scores de 63,14% (premier tour) et 61,67% (second tour) ; aux élections de 2001 le niveau d'abstentionnisme est plus élevé et la participation s'élève à 41,62 % (premier tour) et 54,92 % (second tour). En 2006, le niveau de participation diminue d'une manière significative; il s'élève à 44,28% (premier tour) et 42,77% (second tour). Des niveaux de participation comparables sont aussi enregistrés en 2011, la participation étant de 51,83% (premier tour) et 48,04% (second tour).

²¹⁷ Taneva, B., *La culture politique bulgare ; « Balgarskata politicheska kultura »*, Zahari Stoyanov, Sofia, 2002, p. 97.

§2 Le rejet de la médiation du pouvoir

On constate une crise de légitimité du pouvoir : l'ensemble des institutions sont atteintes (I) ; le caractère représentatif du régime se heurte à l'idée utopique d'une démocratie supposée « directe » qui est construite au niveau des représentations populaires (II), renforcée par le discrédit des partis. Le pouvoir tend à être considéré comme un tout qui fonctionne en interaction plutôt qu'une forme d'unités concurrentielles proposant des alternatives et représentant des groupes sociaux spécifiques. On observe un discrédit des partis politiques (III) et un rapprochement idéologique qui interdit toute alternative réelle (IV) ;

I La perte de confiance dans les institutions

L'ensemble des institutions politiques et administratives subissent une perte de légitimité. Le Parlement n'apparaît plus comme une instance réellement représentative compte tenu du contrôle exercé par les structures économiques sur la nomination du personnel politique et de la divergence entre le discours et l'action : Il est perçu comme dominé par les intérêts privés au détriment du bien commun. Le manque de confiance dans le Parlement est une caractéristique stable enregistrée par les sondages d'opinion: entre 2004 et 2013 le taux des personnes déclarant ne pas avoir confiance dans le Parlement oscille entre 60 et 85%²¹⁸.

La légitimité des gouvernements issus des majorités parlementaires subit également la même érosion. Le nombre de personnes qui n'ont pas confiance dans le gouvernement dépasse en moyenne 50%, le pourcentage oscillant entre 43 et 77% pour la période 2004-2010²¹⁹. La Justice figure parmi les institutions créditées des taux de confiance les plus bas : entre 2004 et 2010 le pourcentage des personnes qui ne font pas confiance au système judiciaire varie entre 65 et 80%²²⁰. La Police fait également partie des institutions discréditées aux yeux des citoyens :

²¹⁸ Voir : Eurobaromètre, confiance dans le Parlement en Bulgarie disponible sur : http://ec.europa.eu/public_opinion/cf/showchart_column.cfm?keyID=2192&nationID=27,&startdate=2004.10&enddate=2013.05, consulté le 10 Septembre 2013.

²¹⁹ *Ibid.*

²²⁰ *Ibid.*

le nombre de Bulgares qui ne lui font pas confiance oscille entre 45 et 65% entre 2004 et 2010²²¹. Les études réalisées par l'Eurobaromètre montrent que la confiance dans les institutions régionales et locales est également très basse : le taux des personnes qui ne leur font pas confiance varie entre 48 et 57% pour la période comprise entre 2008 et 2013²²². Bref, la confiance dans les principales institutions en Bulgarie est constamment au-dessous des 50% et, comme nous venons de le voir, atteint des niveaux de moins de 20 et même 15 % de confiance pour les institutions telles que la justice ou le Parlement.

II L'utopie de la démocratie directe

L'une des sources du populisme politique réside dans l'idée de démocratie telle qu'elle prévaut dans l'opinion: après les 45 ans de régime totalitaire, le régime représentatif instauré par la Constitution de 1991 se heurte à une représentation utopique de la démocratie, celle d'une démocratie directe ; l'exercice indirect du pouvoir est perçu comme une nouvelle tentative de privation du peuple de l'exercice de sa souveraineté. Le peuple en tant que *dèmos* est envisagé comme indivisible : les représentants sont considérés comme illégitimes pour exercer le pouvoir au nom de tous.

Cette conception de la démocratie utopique nourrit la méfiance envers le Parlement en tant qu'organe représentatif. La confusion opérée entre délégation et confiscation du pouvoir se retrouvera dans les discours de type populiste. Le pouvoir exécutif en tant qu'expression de la majorité parlementaire est également exposé à cette défiance; il est considéré comme plus émancipé encore d'un contrôle populaire, compte tenu aussi des modes de sélection au sein des partis politiques qui sont à l'origine de sa désignation ; cette représentation est associée à l'idée de « coulisses du pouvoir » qui ne sont pas soumises à un contrôle populaire direct.

Ce rejet de la médiation au niveau de instances de représentation est également lié à une représentation négative des partis; il est nourri par la forme

²²¹ *Ibid.*

²²² *Ibid.*

organisationnelle et l'évolution idéologique que subissent les partis politiques pendant les années postérieures à 1989.

III Le discrédit des partis politiques

La distance entre l'électorat et les partis politiques s'est accrue de manière significative, entretenant l'idée qu'au régime représentatif s'est substituée une partitocratie. Le blocage de la représentation partisane trouve ses racines dans la structure des partis: le champ politique bulgare se caractérise par la vie courte des organisations partisans, une fragmentation élevée, un faible niveau d'enracinement des partis dans la société, la fluidité des électors.

Les partis politiques bulgares sont représentatifs des processus d'oligarchisation. La sortie du communisme par le haut a permis de parler d'un « *partage du gâteau* » entre les clans de l'élite »²²³. Le système des partis qui s'est instauré en Bulgarie est en relation directe avec ce processus : il est formé de partis de type « cartel », qui encadrent une démocratie électorale, dans laquelle les « *gouvernants contrôlent les gouvernés* » ; selon le modèle de Peter Mair et Richard Katz, le rôle des électeurs consiste seulement à légitimer leurs pratiques à travers des consultations électorales, sans pouvoir les influencer réellement.

Le discrédit des partis s'explique également par la délégitimation de la classe politique en raison du clientélisme et de la corruption : l'entreprise partisane est considérée en tant que stratégie de captation des ressources politiques et économiques aussi bien que de conquête des dépouilles administratives. De ce fait, les partis tendent à être jugés comme des instruments de défense d'intérêts privés (au profit d'acteurs individuels et/ou de groupes d'intérêt) au détriment de l'intérêt général.

Le champ partisan demeure fragmenté et instable : la vie des partis politiques bulgares est courte et l'apparition des nouveaux acteurs élevée : en tout 130 partis politiques se sont présentés aux élections législatives de 1990 jusqu'en

²²³ **Fedorovich, M., Minev, D.**, Trajectoires européennes de la transformation économique. Bilan des succès et des échecs ; « *Evropeiski traektorii na ikonomicheski transformatsii. Ravnosmetki na uspehi i provali* », *Sociologicheski problemi*, Sofia N 3-4, 2000, p. 12.

2010 ; mais 85 d'entre eux n'ont participé aux élections qu'une seule fois ; et le nombre réel des partis qui disposent d'élus dans chaque législature varie entre 4 et 7²²⁴. Cette fragmentation du champ partisan a été favorisée par l'adoption d'un mode de scrutin proportionnel avec une barre d'entrée au Parlement fixée à 4% ; font figure d'exception les élections fondatrices pour l'assemblée constituante de 1990 et les élections législatives de 2009, la règle électorale imposant alors un système de type mixte et des éléments proportionnels sont alors introduits. Le scrutin proportionnel crée un contexte favorable à la structuration rapide de nouveaux partis y compris des partis populistes.

Une autre caractéristique des partis politiques bulgares est le faible niveau de démocratie interne s'expliquant par la tradition de personnification qui caractérise la vie politique bulgare. Celle-ci est antérieure à l'époque communiste et trouve son prolongement sous le communisme et le postcommunisme : la « *personnification politique* »²²⁵ est à l'origine de l'imposition de ce type d'organisation pour la structuration de la vie politique bulgare y compris pour les partis de type populiste.

L'assise sociale des partis politiques bulgares est elle aussi très faible : ce sont surtout des partis d'électeurs ; seul l'ancien parti communiste, devenu le Parti socialiste bulgare, conserve certaines des caractéristiques d'un parti de masse. C'est la raison pour laquelle le taux du militantisme est lui aussi très bas : environ 7% des citoyens sont membres de partis politiques ; cela débouche sur un niveau de militantisme en Bulgarie proche de celui des pays d'Europe du Sud et des autres pays balkaniques. Ce chiffre demeuré inchangé depuis le début des années 1990²²⁶.

En Bulgarie le niveau d'identification partisane est très faible ; les Bulgares ne s'identifient pas au parti pour lequel ils votent et adoptant notamment un comportement éclectique. La comparaison entre la Bulgarie et les pays disposant

²²⁴ Voir : **Todorov, A.**, *op.cit.*, 2010, p. 368.

²²⁵ Selon le terme proposé par **Daskalov, R.**, dans « La Société bulgare. 1878-1939 », « *Bulgarskoto obshtestvo. 1878-1939* » cité par **Todorov, A.**, *op.cit.*, 2011, 28 p., p. 4.

²²⁶ Voir : **Todorov, A.**, *op.cit.*, 2011, pp. 28, p. 14.

d'une culture méditerranéenne tels que la Grèce, l'Italie, l'Espagne et le Portugal²²⁷ montre que les Bulgares manifestent une distance plus forte envers le parti pour lequel ils votent : les partis sont considérés en tant qu'objets de vote plutôt que comme des institutions de socialisation et d'action collective, ce qui explique la prédominance des partis d'électeurs.

Ces facteurs expliquent que le jugement des Bulgares sur les partis politiques est généralement négatif : 80% des bulgares considèrent que « *les partis divisent les citoyens* » et qu'« *il n'y a pas une différence entre les différents partis* »²²⁸. L'étude effectuée par BBSS Gallup dix ans après le début de la transition postcommuniste en 1999, montre qu'un tiers (31,9%) des Bulgares considèrent que les partis politiques sont similaires et presque la moitié (49,4%) des interrogés déclarent que les partis n'existent qu'au profit de leurs leaders²²⁹. A propos de la confiance dans les partis politiques en 2004, 78% des Bulgares avouaient ne pas se confier aux partis politiques 11% déclaraient qu'ils font confiance aux partis politiques et 11% laissaient la question sans réponse²³⁰.

Ce comportement envers les partis s'accompagne d'une grande instabilité des électorats en raison de la volatilité électorale. Comme il est observé dans d'autres pays post-communistes, « *les électorats semblent se faire et se refaire selon des cycles bien plus rapides que dans les démocraties dites consolidées* »²³¹. Cette caractéristique s'est accentuée au fil de l'évolution de la transition : « *Les électorats flottants qui au début, n'étaient qu'une partie mineure des électorats deviennent le type essentiel de comportement politique* »²³².

Pendant la première décennie post-communiste se constitue un modèle bipolaire autour de l'ancien parti communiste le BSP et de l'ancien front anti-

²²⁷ Voir : **Todorova, E.**, Le comportement ambivalent des bulgares, « *Ambivalentnoto povedenie na bulgarina* », *Sociologicheski pregled* vol. 1, 1991, cité par **Taneva, B.**, *La culture politique bulgare « Bulgarskata politicheska kultura »*, Zahari Stoyanov, Sofia, 2002, p. 118.

²²⁸ Voir : Institut de sociologie, décembre 1991 cité par **Taneva, B.**, *op.cit.*, 2002, p. 118.

²²⁹ Voir : Consolidation of democracy survey, cité par **Todorov, A.**, *op.cit.*, 2010, p. 361.

²³⁰ Source : Eurobaromètre, Confiance dans les partis politiques en Bulgarie, disponible sur : http://ec.europa.eu/public_opinion/cf/showchart_column.cfm?keyID=2189&nationID=27,&startdate=2004.10&enddate=2012.11, consulté le 10 Septembre 2013.

²³¹ **Heurtaux, J., Zalewski, F.**, *op.cit.*, 2012, p. 181.

²³² **Todorov, A.**, *op.cit.*, 2010, p. 454.

communiste le SDS; il est basé sur une identification négative des électorats à partir du clivage communisme/anticommunisme. Un troisième parti qui parvient à constituer un électorat stable représente la minorité musulmane en Bulgarie : le Parti des droits et des libertés (le DPS) ; il s'agit d'un électorat ethniquement et religieusement fermé et pour cette raison le parti n'entre pas dans la compétition directe pour les suffrages de la « majorité ». Andrey Raichev et Kancho Stoichev montrent que les quatre premières élections libres se caractérisent par la constitution de deux électorats antagonistes d'environ 2,9 millions d'électeurs (BSP) et 2,2 millions (SDS) ; environ 10% des électeurs sont des électeurs flottants dont le vote s'avère décisif pour l'accès au pouvoir. Pourtant la stabilité des deux électorats s'avère éphémère et les périphéries des deux groupes antagonistes demeurent faciles à conquérir par des acteurs de type populiste.

L'instabilité des électorats est aussi le sous-produit du pluralisme politique : l'approche « consommatrice » pour le choix des gouvernants introduit la logique du marché dans le choix entre les différentes offres politiques ; le pluralisme politique est créé simultanément à l'économie de marché et demeure conçu d'une manière comparable. « *La conviction que la politique démocratique est soumise à la même autorégulation que le marché, aux mêmes valeurs de la consommation, imprègne les sociétés postcommunistes beaucoup plus que les sociétés occidentales* »²³³. Le citoyen se transforme en consommateur passif de l'offre politique marquée par la concurrence entre les différents acteurs politiques.

L'instabilité des électorats des partis, le vote de type « sanction » et le comportement consumériste des électeurs ouvrent la voie à de nouvelles structures protestataires et même extrémistes : « *dépourvus de moyens d'identification, les électeurs seraient plus enclins à accorder leurs voix à des entreprises politiques hasardeuses, à des hommes politiques encore inconnus quelques semaines avant les élections* »²³⁴. Ainsi l'équilibre de la démocratie est menacé et le terrain devient propice à des mobilisations populistes en raison de l'instabilité du système :

²³³ Todorov, A., Y-a-t-il démocratie sans participation ?, in Krasteva, A., Todorov, A., (dir.de), *op.cit.*, 2009, pp.16-28, p. 26.

²³⁴ Heurtaux, J., Zalewski, F., *op.cit.*, 2012, p. 184.

« même si des électors instables ne sont pas une menace pour la survie du régime, ils affectent la qualité de la démocratie parce qu'en l'absence de système de partis stable et renforcé, les chances que les électeurs soient attirés par des partis populistes et des démagogues sont très sensiblement supérieures »²³⁵.

Comme le souligne le politologue bulgare Ognian Minchev *« la culture politique d'une partie essentielle des citoyens bulgares n'est pas de type moderne. Le choix politique n'est pas perçu en tant qu'une représentation rationnelle, mais en tant qu'une chose exotique. Vous allez entendre très souvent en Bulgarie la phrase: j'ai vu ce parti, pour cette raison je vais essayer l'autre, comme s'il s'agissait de marques de lessive. »²³⁶.*

Une vue d'ensemble des résultats électoraux en Bulgarie démontre que, depuis la chute du communisme en Bulgarie, il n'existe pas de continuité à la tête du gouvernement : pendant la première décennie post-communiste, on assiste à un jeu de « ping-pong » entre l'ancien parti communiste devenu la social-démocratie (le BSP) et l'ancien front anti-communiste (le SDS). Pendant la deuxième décennie post-communiste, après l'apparition de plusieurs acteurs que l'on peut classer dans la catégorie « populiste », des partis différents arrivent en tête de chaque consultation électorale, c'est-à-dire en 2001 (NDSV), 2005 (BSP), 2009 (GERB), à deux exceptions près, en 1991 et 2013 lorsque les majorités du SDS et du GERB arrivent en tête, sans pourtant parvenir à constituer un gouvernement. De même que l'on peut constater la volatilité électorale, la même instabilité existe dans l'opinion en ce qui concerne le soutien au gouvernement en place : l'instabilité de l'opinion évoque un « cardiogramme »²³⁷, atteignant des pics à la veille du vote et effectuant très vite ensuite une chute significative.

Les partis apparaissent comme discrédités en tant que forme d'entreprise politique. En conséquence les mobilisations préfèrent se définir comme « non-politiques », « non-partisanes » comme des « projets des citoyens ». Cette perte de

²³⁵ Tavis, M., The Development of Stable Party Support: Electoral dynamics in Post-communist Europe, *American Journal of Political Science* vol. 2, 2005, pp. 283, cité par Heurtaux, J., Zaleski, F., *op.cit.*, 2012, p. 184.

²³⁶ Entretien avec Ognian Minchev, politologue, effectué le 22/09/10 à Sofia.

²³⁷ Voir : Raichev, A., Stoichev K., *op.cit.*, 2004.

légitimité des partis crée un contexte favorable aux mobilisations populaires de type bonapartiste ou à l'incarnation directe du peuple dans un chef : « *Le postcommunisme découvre sa propre vision du bonapartisme : l'alliance du leader et du petit peuple contre le pouvoir* »²³⁸.

IV Le rapprochement idéologique des principaux partis

Le rapprochement idéologique des principaux partis politiques favorise aussi la constitution d'un terreau favorable aux populismes. Les partis politiques bulgares, de même que ceux de plusieurs pays post-communistes peuvent être classés en quatre catégories : 1) le parti héritier de l'ancien Etat-parti transformé en social-démocratie et devenu un parti compétitif (le Parti socialiste bulgare) ; 2) les partis issus de l'ancien front anti-communiste qui se sont constitués en tant que parti-parapluie (initialement l'Union des forces démocratiques qui a subi plusieurs scissions ultérieurement) ; 3) les partis « historiques » de l'époque pré-communiste qui se sont reconstruits après la chute du régime (comme par exemple le BZNS) ; 4) des partis créés ex-nihilo, datant de la période post-communiste, tels les partis qualifiables de « populistes » qui font partie de notre recherche.

Pourtant, le système des partis pendant la première décennie post-communiste est dominé par le clivage communisme/anti-communisme à l'origine de l'opposition entre le BSP et le SDS qui composent les partis étiquetés en tant que « gauche » et « droite ». La transformation du Parti communiste bulgare (BCP) en Parti socialiste bulgare (BSP) s'effectue très vite après la chute du Secrétaire général Todor Jivkov (10 novembre 1989). Au XIV^{ème} congrès du parti qui a eu lieu le 31 janvier 1990 le BCP renonce à l'idéologie communiste et se réclame d'un socialisme démocratique et d'un système politique pluraliste. Suite à cette transformation le parti constitue le premier gouvernement socialiste le 8 février 1990 avec Andrej Loukanov en tant que Premier Ministre. Le 3 avril 1990 ce parti change de nom pour devenir le Parti socialiste bulgare. Le front anti-communiste est pour sa part issu d'une union des formations anti-communistes qui prend forme

²³⁸ Krasteva, A., « De l'individu post-communiste au citoyen » in Krasteva, A., Todorov, A., (dir.de), *op.cit.*, 2009, pp.28-42, p. 32/33.

le 7 décembre 1989 sous la présidence du philosophe Jeliou Jelev en adoptant le nom d'Union des forces démocratiques. Cette formation réunit des forces d'origine différente, unies par un élément essentiel : une commune hostilité au régime communiste. Cette union basée sur l'hostilité au passé constitue un groupe idéologiquement très hétérogène : des partis sociaux-démocrates, des libéraux et des nationalistes adaptent la même structure. Elle est constituée de groupes d'intellectuels dissidents anti-communistes, de représentants des formations écologistes et des partis antérieurs à 1944 ainsi que des représentants des mouvements étudiants.

Ces deux partis sont légitimés en tant que protagonistes du premier système des partis après le retour du pluralisme politique au cours de la Table Ronde qui s'est tenue du 3 janvier au 15 mai 1990. Celui-ci est le « *lieu de naissance du système politique* »²³⁹ : elle légitime le SDS en tant qu'opposition légitime du BSP; le BSP pour sa part confirme sa transformation d'un Etat - parti en un parti compétitif; grâce à cette transformation il parvient à éviter sa marginalisation et à conserver son rôle central dans la nouvelle conjoncture partisane. Cette identité initiale est marquée par les signes et les couleurs adoptés : le BSP conserve la couleur rouge qui symbolise son lien avec le passé communiste ; le SDS adopte la couleur bleue symbole du tournant majeur qu'il revendique : vers l'UE.

Certes, cette opposition binaire s'achève à la fin de la deuxième décennie post-communiste en raison d'un certain nombre de facteurs : l'inefficacité des majorités à la tête du pays ; l'absence du clivage structurel possédants/travailleurs qui dans le cas bulgare est basé sur l'attitude vis-à-vis de l'ancien régime ; le parcours idéologique des partis qui aboutit à leur fusion effective et à la victoire d'une vision néo-libérale. Le pas décisif vers le rapprochement des deux pôles a été fait notamment par le BSP; il a cherché à combiner son profil social-démocrate avec une vision économique de plus en plus proche du profil néo-libéral de son adversaire principal ; il a également évolué dans son orientation géostratégique en

²³⁹ **Madelaine-Draganova, E.,** *La Bulgarie face à l'Europe: de la transition à l'intégration*, L'Harmattan, Paris, 2004, p. 31.

adoptant une vision euro-atlantique sur le plan international. Au début du processus de la transition, le BSP incarnait la nostalgie du communisme, le parti était traité comme l'héritier de l'ancien régime, qui assurait l'industrialisation, l'augmentation du niveau de vie, l'urbanisation, la sécurité sociale en matière de travail, santé, éducation. Pour une grande partie de la population, le BSP représentait l'idée d'une transition davantage « sociale », voire le désir d'un retour au communisme : c'était le parti des « perdants » de la chute du communisme : la population des villes de taille moyenne, les milieux laborieux. Pendant la première décennie postcommuniste, le BSP se distinguait également du SDS sur son orientation extérieure en raison de son hostilité à l'adhésion de la Bulgarie à OTAN et à l'UE. Cependant au début des années 2000, le BSP a connu une métamorphose significative : en 2000, lors de son 44-ème congrès, il se déclare favorable à l'adhésion de la Bulgarie à l'OTAN ; en 2003, le parti change également de position à propos de l'Union européenne, après son adhésion au Parti socialiste européen (PES).

Section 3 : Les racines de l'idéologie populiste dans la culture politique bulgare

Les dysfonctionnements sont liés aussi aux particularités de la culture politique bulgare comme valeurs intériorisées, transmissibles partagées par la majorité des individus. Bien qu'il existe des sous-cultures, des caractéristiques évolutives, un apprentissage permanent de modes de comportements collectifs et une certaine autonomie de l'individu dans son rapport au politique, certaines valeurs peuvent être considérées comme formant la culture politique dominante. Il existe également des divergences entre les générations sur la base de leur socialisation primaire sous le communisme ou postérieurement à sa dissolution ; la transmission des modèles culturels construits dans un contexte totalitaire aux générations suivantes a également un rôle non négligeable.

Si l'on inscrit la culture politique bulgare dans la typologie proposée par Gabriel Almond et Sidney Verba (1980), on constate son caractère mixte, illustré par des éléments relevant des trois types de culture isolés par les auteurs :

paroissiale, de sujétion et de participation. Comme le souligne Plamen Georgiev, l'un des spécialistes de la culture politique bulgare « *la culture politique bulgare doit être considérée en tant que non-systémique, mais pourtant une synthèse de longue date de plusieurs traits culturels et idéologies politiques* »²⁴⁰. Pourtant, les éléments de type paroissial et de sujétion, apparaissent dominants bien que mélangés à certains éléments de la culture participative. La culture politique bulgare est décrite par Plamen Georgiev comme « *une culture participative et de sujétion, marquée par la soumission et le respect envers le leader charismatique* »²⁴¹. Pour Blaga Teneva, la culture politique bulgare de l'époque post-totalitaire peut aussi être caractérisée comme une culture « *en cours d'évolution* » : « *d'un côté les traditions démocratiques sont adoptées de nouveau, ses valeurs et idéaux s'imposent de nouveau ; d'un autre côté, dans la conscience collective continuent à se manifester des récurrences d'autoritarisme et des postures anti-démocratiques* »²⁴². Ce type de culture produit un terreau propice aux populismes à la fois dans sa dimension active (de participation) et passive (de sujétion).

En Bulgarie, on assiste à une dynamique d'« *implantation des institutions* »²⁴³ démocratiques dans un milieu culturel hétérogène. Le « *complexe culture-institutions* »²⁴⁴ doit être étudié à travers une « *approche politico-culturelle* »²⁴⁵ afin d'aborder le fonctionnement des institutions démocratiques. Le fait que la démocratie, résultat d'une dynamique extérieure, soit un régime politique essentiellement « importé » doit être pris en considération; mais ces évolutions dépendent également de variables d'origine locale. Les deux événements que constituent la création d'un Etat national bulgare en tant que monarchie

²⁴⁰ Georgiev, P., *The Bulgarian political culture*, Göttingen : V&R Unipress, 2007, p. 34.

²⁴¹ Voir : Georgiev, P., *La culture politique bulgare* « *Bulgarskata politicheska kultura* », « K&M », Sofia, 2000, p. 96-103, 125 cité par Todorov, A., *op.cit.*, 2011, 28 p., p. 5.

²⁴² Taneva, B., *op.cit.*, p. 93.

²⁴³ Genov, I., *Pourquoi est-ce que l'on réussit si peu? « Zashto tolkova malko uspiavame? »*, Abagar, 2004, p. 26.

²⁴⁴ Todorov, A., Le complexe culture-institutions, ou bien la liaison entre les institutions politiques et le milieu culturel « *Institucionalnoalno-kulturen kompleks ili za vrazkata mejdu politicheski institucii i kulturna sreda.* », *Etudes politiques* vol. n° 1-2 2009, pp. 17-37.

²⁴⁵ Tanev, T., *La culture politique* « *Politicheskata kultura* », St Kliment Ohridski, 2001, p. 325, cite par Taneva, B., *op.cit.*, 2002, p. 8.

constitutionnelle (1878) et le retour de la démocratie en Bulgarie (1989) résultent d'une dynamique internationale : la victoire de la Russie sur la Turquie et l'effondrement de l'ancien bloc de l'Est ; ils sont doublés de mobilisations internes telles que les mouvements de libéralisation anti-ottomane interne du XIX^{ème} siècle et les mobilisations populaires de 1990 ; pourtant celles-ci ne jouent pas un rôle déterminant. Quoique largement approuvée, la démocratie n'est pas le fruit d'une évolution interne : elle demeure en interaction permanente avec des imaginaires, des valeurs et des comportements politiques intériorisés et transmissibles construits au cours de trois périodes structurellement importantes : la domination ottomane, la période monarchique du début du XX^{ème} siècle et le régime communisme. Il faut tenir compte du fait que la démocratie représentative qui s'instaure en Bulgarie après la chute du communisme succède à une monarchie autoritaire et à une démocratie totalitaire. Cette trajectoire a un impact sur la conscience collective.

Les traits essentiels des cultures politiques dans lesquelles s'inscrivent les populismes bulgares résident dans : l'habitus politique (§1), la représentation du pouvoir (§2), le comportement envers les hiérarchies sociales, l'antiélitisme et l'égalitarisme (§3), la personnification du pouvoir et le paternalisme (§4).

§1 L'habitus politique

Marco Semov ²⁴⁶ distingue trois caractéristiques importantes du comportement des Bulgares vis-à-vis du pouvoir : une soumission volontaire ; un opportunisme par rapport au pouvoir ; un esprit critique actif qui pourtant demeure dans les limites de l'espace privé et ne trouve pas d'expression dans l'espace public. Ces trois caractéristiques sont décrites par Semov à travers la métaphore du Bulgare présenté comme un « caméléon » à l'égard du pouvoir. Nous allons aborder les facettes de la culture politique Bulgare ; l'interaction entre l'individu et le groupe (I), l'inscription de la vision de l'action collective dans un temps court (II), et le poids de l'émotionnel dans le politique (III). Ils nourrissent les

²⁴⁶ Semov, M., *La psychologie nationale des bulgares « Bulgarska narodopsihologia »*, Université de Sofia St. Clément d'Ohrid, Sofia, 1999, p. 289.

manifestations populistes, notamment à travers le caractère instable du lien social et le poids de l'émotion en politique.

L'individu entre collectivisme et individualisme

La dissolution de l'individu dans la figure mythique du peuple est en partie la conséquence des périodes de violence qui ont laissé d'importantes traces dans la mémoire collective ; ils ont également influencé les modèles de comportement. L'événement historique désigné en tant que pierre angulaire pour cet aspect de la culture politique bulgare par Plamen Georgiev²⁴⁷, est l'insurrection d'avril 1876 (qui constitue la révolte la plus significative pendant les luttes d'abolition de la domination ottomane): sa répression violente a laissé des traces dans la mémoire collective transmise par les victimes ; cet événement fait partie des faits historiques le plus souvent mythifiés dans le récit historique et la littérature. D'autres périodes historiques ont aussi revêtu une grande importance pour le comportement politique en raison de l'usage de la violence physique : la période du gouvernement de Stephan Stambolov à la fin du XIX^{ème} siècle; la période entre 1923 et 1925 de compétition sanglante entre les forces agrariennes, communistes et monarchiques; la répression communiste avec une intensité accentuée lors de la phase de son imposition en 1944-1950, et aussi jusqu'à son effondrement.

L'opportunisme est également une caractéristique structurelle de la culture politique bulgare. Il se manifeste tant au niveau de l'individu par rapport au système qu'à celui de l'Etat sur la scène internationale. Il s'agit d'une soumission volontaire en tant que stratégie pour éviter la confrontation avec le pouvoir. Selon un proverbe bulgare « *Tête courbée n'est pas coupée* », ce qui sous-entend notamment cette idée. Cette stratégie de survie remonte à l'époque ottomane : elle trouve un prolongement sous le communisme : le succès sous un pouvoir impérial ou dictatorial passait par une adaptation aux règles du système en place. L'historien bulgare Nikolai Genchev qualifie les « esnaphes » (Formes d'union collectives des producteurs qui existaient sous l'empire Ottoman) de Bulgarie d' « incubateurs d'opportunisme ». Ce trait structurel est également

²⁴⁷ Voir : **Georgiev, P.**, *op.cit.*, p. 182.

conservé sous le communisme, régime dans lequel l'échange des services et des statuts devient un vecteur de hiérarchisation de la société fonctionnant sous un l'égalitarisme de façade. Ivan Hadjiiski de sa part distingue trois phases de développement de cet aspect de la culture politique bulgare qui correspondent à trois périodes historiques : le collectivisme (typique pour les communautés bulgares agrariennes), l'individualisme (caractéristique des phases du développement des petits marchands, les « esnaphs ») et l'égoïsme (le capitaliste et le marchand de l'époque antérieure et postérieure à la fin de la domination ottomane).

Ces caractéristiques sont à l'origine de l'instabilité des différents regroupements politiques due au manque de confiance mutuelle des individus. L'on note un « *manque de confiance profond des Bulgares envers leur milieu social* »²⁴⁸ qui génère un enfermement de l'individu dans son milieu familial et professionnel le plus proche. Cette érosion des liens sociaux provoque un type spécifique d'individualisme caractérisé par l'égoïsme et l'isolement mutuel des individus. Il détermine notamment le comportement envers la loi et les institutions: les Bulgares préfèrent une interaction directe et une autodéfense à une délégation aux institutions.

Cette double caractéristique est à l'origine d'une oscillation entre l'individualisme et le collectivisme; elle détermine un comportement spécifique qui implique une vision collectiviste des devoirs des membres de la nation et une vision individualiste des droits de l'individu concret. Il s'agit d'un comportement dominant qui s'inscrit dans une stratégie de captation maximale des biens au détriment de l'intérêt collectif, conjuguée avec une vision de l'existence de devoirs collectifs en dehors de la personne concernée.

Cette caractéristique culturelle est construite en réaction à l'asymétrie entre l'effort personnel et les mérites reconnus par le système en place. Les périodes structurelles pour la construction des modes de comportement collectifs produisent des cercles vicieux qui empêchent la construction de chaînes de solidarité entre les individus à cause de l'inexistence d'une confiance minimale dans l'ajustement

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 16.

réci-proque des comportements en vue de la construction de regroupements collectifs stables. Ces éléments qui sont à l'origine des aspects cyniques de la culture politique bulgare entraînant un comportement doublement irresponsable valable aussi bien pour les acteurs sociaux en bas de l'échelle sociale que de ceux d'en haut.

Un conservatisme profond caractérise par ailleurs la société bulgare. Il s'agit d'une « peur de changement »²⁴⁹ profondément installée dans la conscience bulgare. Une stratégie de survie domine sur la stratégie de progrès. On parle même d'une spécifique « philosophie de survie » qui domine la mentalité bulgare : elle est une conséquence des nombreux troubles historiques. On retrouve cette formule de comportement collectif par exemple dans des proverbes tels que : « Tout miracle dure trois jours ».

II Une vision politique inscrite dans un temps court

Une caractéristique importante de la vision du politique qui influence les manifestations populistes est l'inscription de la vision du politique dans un temps court : il existe une tendance à la réalisation des projets politiques dans l'immédiat, à ce que l'action ne soit pas projetée dans une vision stratégique longue. Youlian Genov²⁵⁰ explique cette facette de la culture bulgare par l'influence orientale et notamment par la recherche d'un plaisir immédiat et court. La preuve de cette influence culturelle peut être retrouvée dans la langue bulgare. Les mots bulgares qui désignent ce phénomène « rahatlak » et « keff » (qui signifie un plaisir immédiat) sont d'origine turque.

Elle est liée aussi bien aux stratégies personnelles du personnel politique qu'à la constitution des objectifs collectifs. Des caractéristiques importantes sont isolées par Marco Semov en tant que traits stables de la culture politique des Bulgares qui se manifestent lorsqu'ils accèdent au pouvoir : l'inexistence d'une

²⁴⁹ **Badgakov, M.**, Dans quelle société est-ce qu'on vit ? Approches méthodologiques et modèles théoriques de la société en transition ; « V kakvo obshtestvo jiveem ? Metodologicheski podhodi i teoretichni modeli na prehodnoto obshtestvo », Sofia, 1993, cité par **Taneva, B.**, *op.cit.*, 2002, p. 66.

²⁵⁰ **Genov, Y.**, *op. cit.*, p. 28.

confiance et d'un respect envers les autres représentants politiques, un discrédit mutuel permanent et l'accent mis sur l'utilisation du poste en tant que promotion personnelle et temporaire offrant la possibilité d'un profit au détriment de ses fonctions publiques. Ce type de comportement est l'une des causes de la méfiance envers le pouvoir ; il génère des stéréotypes très puissants qui fonctionnent pour bloquer toute la confiance envers les institutions politiques et administratives.

III Une culture politique portée aux extrêmes

La culture politique bulgare oscille entre passivité et héroïsme. Ce modèle de comportement comporte deux phases : un comportement passif qui dure dans le temps ; des réactions d'extrême violence qui peuvent se manifester en cas de situations extrêmes qui pouvant aller jusqu'à la manifestation d'un héroïsme démesuré. Certains proverbes suggèrent cette caractéristique : « *On n'agit pas avant que le couteau aille jusqu'à l'os* » ; « *La patience n'a pas de prix* », qui s'appuie notamment sur l'imaginaire de la « sagesse » présumé de l'inactivité ; « *Le Dieu est trop haut, le roi est trop loin* » qui représente notamment l'incapacité d'une influence sur le pouvoir.

Ces deux extrêmes de la culture s'observent aussi bien au niveau de l'auto-évaluation nationale : l'éloge des traits historiques, culturelles et de la nature bulgare coexiste avec une auto-humiliation et un nihilisme national qui tente à placer la Bulgarie en bas de l'échelle mondiale. D'après Blaga Teneva²⁵¹, il s'agit notamment d'un élément structurel de la culture politique bulgare qui résulte des processus de construction d'une identité nationale bulgare lors de la renaissance nationale aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles. Au moment où elle aspire à l'indépendance politique, la Bulgarie est confrontée au niveau de développement supérieur des autres nations européennes, essentiellement celles d'Europe Occidentale. Cette frustration est à l'origine de la construction de ce complexe d'infériorité structurel. Ce dernier est notamment évoqué par Marco Semov qui évoque un lien entre le niveau de développement économique et l'autoévaluation des nations : plus une nation est pauvre, plus elle a tendance à considérer sa culture

²⁵¹ Voir : Taneva, B., *op.cit.*, p. 53.

comme supérieure aux autres. Pourtant, d'après lui, il s'agit d'un complexe culturel qui provoque une réaction compensatoire répandue davantage chez des peuples sous-développés que des peuples de petites dimensions. Comme le souligne Youlian Genov, « *Plus le pouvoir d'achat d'une nation est bas, plus on a besoin de rechercher un refuge dans le passé glorieux de son pays* »²⁵².

§ 2 La représentation du pouvoir

Le pouvoir en Bulgarie est perçu comme extérieur au corps social (I), ce qui produit un effet sur la conception de l'Etat (II) et donne une apparence de crédibilité aux schémas complotistes dans les représentations collectives (III).

I Le pouvoir vu comme extérieure au corps social

L'assise historique du pouvoir en Bulgarie explique les représentations ancrées dans la conscience collective. Le vécu de la soumission au pouvoir impérial, le passé monarchique et dictatorial ont construit une vision du pouvoir en tant que force extérieure au corps social. Cette idée est à l'origine de l'un des piliers des populismes : l'idée que le peuple est soumis et privé de possibilités d'expression. La société bulgare croit dans la « causalité externe »²⁵³ des processus, censés être guidés par des forces extérieures du corps social ; tout effort de changement apparaît dès lors comme une tentative inutile.

L'extériorité du pouvoir trouve ses racines dans la période ottomane. Elle est due à la centralisation de l'Empire et au caractère ethniquement et religieusement divergent entre des dominants (les Turcs) et les dominés (les Bulgares). La perpétuation de cet imaginaire se produit sous la période monarchique du début du XX^{ème} siècle au cours duquel s'opère une division au sein de la nation bulgare entre gouvernants et gouvernés ; elle entre en conflit avec l'égalitarisme utopique qui demeure une caractéristique de la société bulgare de la période de la « renaissance nationale ». La représentation du caractère « externe » du pouvoir persiste également sous le communisme à travers la constitution d'une «

²⁵² Genov, Y., *op.cit.*, 2004, p. 255.

²⁵³ *Ibid.*, p. 28.

nouvelle classe » dominante, selon l'expression de Milovan Djilas, en dépit de l'intention affirmée d'une homogénéisation de la société et de construction d'une société sans classes.

Ces trois périodes ont laissé des traces importantes dans la culture politique bulgare qui persistent pendant la période postérieure à 1989 : les gouvernants et les gouvernés font partie de deux groupes distincts, considérés comme imperméables : « nous » (*le peuple*) et « eux » (*ceux en position de pouvoir*) ; cette distance et distinction produit une idée de « ceux » qui gouvernent et prennent les décisions et de « nous », les autres qui dans la plupart des cas adoptons une posture d'observateurs »²⁵⁴. Un proverbe bulgare très usité évoque cette vision collective : « Dieu est trop haut, le roi est trop loin ». Il représente une expression condensée de cet imaginaire de la distance au pouvoir et de l'incapacité d'une influence sur le pouvoir : « le caractère « étranger » est associé à l'Etat, aux lois et au pouvoir en tant que tel »²⁵⁵.

Une conséquence de cette notion est l'idée « d'une causalité externe des processus, l'idée que rien ne dépend de moi »²⁵⁶. Cette caractéristique de la culture politique bulgare entraîne l'idée d'une asymétrie entre le pouvoir du leader et la force de la volonté populaire ; le poids de l'individu est considéré comme inexistant compte tenu de l'impossibilité d'agrégation des opinions. Si on se réfère à l'indicateur isolé par Geert Hofstede à propos de la distance à l'égard du pouvoir, la Bulgarie doit être classée en tant que pays maintenant une grande distance à l'égard du pouvoir en raison du faible contrôle sur les gouvernants et de la forte soumission volontaire.

II Le comportement envers l'Etat

L'attitude à l'égard de l'Etat interagit avec la conception du pouvoir : il est perçu en tant qu'une structure étrangère et hostile à la société. Cette notion dérive de

²⁵⁴ Genov, Y., *op.cit.*, 2004, p. 218.

²⁵⁵ Taneva, B., *op.cit.*, 2002, p. 53.

²⁵⁶ Semov, M., *La psychologie nationale des bulgares « Bulgarska narodopsihologia »*, Sofia, 1982, cité par Genov, Y., *op.cit.*, p. 120.

la conception générale du pouvoir et en particulier de l'impact sur la société du fonctionnement de l'Etat-parti sous le communisme. L'Etat est considéré comme un corps qui ne provient pas de la société, mais s'impose à elle. Il y a une inversion du rapport Etat / société basée sur l'idée que « *ce n'est pas l'Etat qui existe au nom de la société, mais inversement* »²⁵⁷. Comme le souligne Blaga Taneva, « *l'Etat est un lieu d'autorité obscurément construit et sa personnification dans des institutions ou personnalités séparées au niveau de la conscience collective prédispose un négativisme croissant envers lui* »²⁵⁸.

Parallèlement, il existe des attentes significatives à propos de ses fonctions en matière sociale et économique : de même que dans plusieurs pays post-communistes, l'Etat est considéré « *comme une vache à lait ou un pourvoyeur de bénéfiques personnels* »²⁵⁹. Ces tendances vont évoluer au fil des années de transition; pourtant elles sont de grande importance pour la période étudiée. D'après les sondages d'opinion effectués par l'Institut de sociologie auprès de l'Académie bulgare des sciences²⁶⁰ durant la première moitié des années 1990, 80,8% estiment qu'il incombe à l'Etat de fournir un emploi à tous ceux qui souhaitent travailler; 87,2% considérant que chaque citoyen bulgare doit recevoir des revenus minimaux garantis. Les attentes envers l'Etat sont fortes également au sujet des inégalités sociales : conformément à la nouvelle stratification sociale en Bulgarie, « *deux tiers des Bulgares insistent sur le fait que le gouvernement doit contrôler les revenus avec une loi spécifique* »²⁶¹.

²⁵⁷ Taneva, B., *op.cit.*, 2002, p. 113.

²⁵⁸ *Ibid.* p.112.

²⁵⁹ Hermet, G., *Exporter la démocratie?*, Presses de Sciences po, Paris, 2008, p. 121.

²⁶⁰ Voir : Conflits sociaux dans le contexte de la transition « Sotzialni konflikti v kontekst na prehod », Institut de Sociologie de L'académie bulgare des Sciences, 1994, cité par Taneva, B., *op.cit.*, p.110.

²⁶¹ Raichev, A., (dir. de), *op.cit.*, 2000, p. 84.

III Le complotisme

Une des conséquences de cet imaginaire concernant le pouvoir réside dans l'écho rencontré par les théories complotistes qui constituent un élément essentiel des populismes. Cette présence du complotisme dans les représentations sociales résulte surtout de la période totalitaire en raison du monopole du parti communiste dans la prise de décision politique et les canaux d'information.

En dépit du fait qu'il n'y a pas reproduction à l'identique de l'ancienne nomenklatura en nouvelle classe capitaliste sous le postcommunisme, les anciennes élites politiques on l'a vu occupent une place importante parmi les nouvelles élites. Cela contribue à concevoir la transition postcommuniste comme reproduction de la domination de la nomenklatura communiste. Est aussi forgé le mythe d'un complot élitiste qui présuppose un haut degré d'organisation ainsi qu'une préméditation de la part des membres des anciennes élites. L'absence d'un récit officiel à propos de l'évolution de la transition post-communiste favorise la personnification de ce mythe notamment à travers l'image de l'ancienne Sûreté d'Etat, dont les membres sont perçus comme des tentacules contrôlant l'ensemble des processus politico-économiques en Bulgarie : L'ancienne Sûreté d'Etat constitue le symbole même du caractère « caché » du pouvoir, aussi bien avant qu'après la chute du communisme, en raison du nombre significatif des anciens collaborateurs dans la hiérarchie sociale postcommuniste, du dévoilement tardif de leurs noms après la chute du communisme et aussi en l'absence de loi de lustration.

Un autre mythe qui relève de ce registre est celui de la position de victime qui serait celle de la majorité des Bulgares par rapport à une minorité. L'idéologie communiste a eu un rôle essentiel dans la construction de cet imaginaire: dans l'optique communiste, le prolétariat était censé imposer sa « dictature » aux couches sociales étiquetées comme « bourgeoises » ; sous le post-communiste la même logique selon laquelle la majorité est écartée par une minorité reste inscrite dans la conscience collective.

§3 Le rejet des hiérarchies sociales

La notion de pouvoir en Bulgarie est indissociable de la représentation des hiérarchies sociales : la société bulgare se caractérise traditionnellement par l'antiélitisme (I) et l'égalitarisme (II) ; tous deux fonctionnent en interaction selon une logique manichéenne (III).

I L'antiélitisme

La méfiance à l'égard des élites est une caractéristique de la culture politique bulgare. Elle trouve ses racines dans le fait que la hiérarchie sociale a été abolie durant les années de la domination ottomane; à la différence d'autres pays balkaniques comme l'Albanie et la Bosnie où l'aristocratie avait conservé certaines de ses fonctions, en Bulgarie et en Serbie les membres des familles nobles ont été décimés par l'invasion ottomane. En est résultée la constitution d'un peuple égalitaire, prioritairement rural qui ne représentait pas une composante essentielle des grandes villes de l'empire, dominés par les Turcs; les activités à l'origine de promotion ou de distinction sociale telles que l'armée et le commerce étaient exercées prioritairement par des non-slaves.

L'abolition des élites locales a été suivie de l'établissement d'élites étrangères séparées de la population bulgare par une double ligne de distinction : d'un côté, la violence, constituant une structure de dominant/esclave ; d'un autre, le caractère ethniquement et surtout religieusement fermé des élites turques par rapport à la population bulgare.

L'abolition des élites locales et la domination des élites d'origine étrangère qui s'imposant par la violence ont conduit à l'idée d'un égalitarisme interne à l'intérieur de la nation bulgare qui s'est manifesté essentiellement pendant les premières années ayant suivi le retour de l'indépendance bulgare en 1878. La constitution d'une couche élitaires essentiellement issue de la période de la Renaissance nationale des XVIII^{ème}-XIX^{ème} siècle ne trouvera pas de légitimité aux yeux de la jeune nation bulgare, notamment en raison des représentations

antiélitistes qui demeurent dominantes dans la mythologie révolutionnaire, les mythes fondateurs de la nation bulgare étant de nature profondément égalitaristes.

L'antiélitisme sera également alimenté par le communisme : l'idéologie marxiste entre en résonance avec les représentations antiélitistes traditionnelles. Des mesures réelles de nivellement social résultent de la suppression des couches élitaires de l'époque pré-communiste. Parallèlement, le régime communiste construira à son tour une nouvelle classe dominante, la nomenklatura communiste, recrutée selon des critères spécifiques d'appartenance sociale et de conformité idéologique et en même temps dotée de privilèges qui nourrissent l'antiélitisme.

L'imaginaire antiélitiste profondément enraciné dans la culture politique bulgare va émerger à nouveau dans la période post-communiste, notamment en raison du changement du régime « par le haut » qui ne provoque pas le renversement des couches les plus favorisées sous le communisme : ces conditions de la transition postcommuniste génèrent l'idée d'illégitimité des élites postcommunistes qui a déjà été abordée. Par conséquent, la période sur laquelle porte notre recherche se situe au croisement de deux processus contradictoires : persistance d'une culture antiélitiste et nouvelle stratification sociale.

II L'égalitarisme

L'égalitarisme est l'autre versant du rejet des hiérarchies sociales. Il s'agit d'un égalitarisme à la fois politique et économique. Les représentations des hiérarchies sociales (économiques ou politiques) sont marquées par une connotation négative. Les sources de l'égalitarisme sont multiples : la Bulgarie est historiquement un pays agraire avec une culture paternaliste typique associée à une forte solidarité horizontale entre les membres des grandes familles ; la stratification sociale issue du développement économique entre la fin de la domination turque (1878) et le début du communisme (1944) a été supprimée sous l'époque communiste.

En raison de cela, sont identifiables des attentes d'un égalitarisme économique qui trouve des traductions dans différentes revendications telles que

l'idée de limiter les revenus les plus élevés à trois fois le montant des revenus les plus bas, approuvée par 79% de la population en 1998²⁶². Le conservatisme bulgare pourrait être assimilé à un égalitarisme plutôt qu'à l'expression des revendications des couches élitaires : « *En Bulgarie... un parti « élitiste-conservateur » n'a jamais été fort, mais un parti « populiste – conservateur » a toujours eu des racines* »²⁶³.

L'égalité est envisagée comme l'état naturel de la société. Elle a plusieurs traductions qui se sont manifestées au fil des différentes époques. Les grandes transformations de l'histoire bulgare ont été effectuées au nom de l'égalitarisme. D'une part, cette dernière fait partie des valeurs essentielles de la société traditionnelle de type agraire du début du XX^{ème} siècle. D'autre part, elle est également à l'origine de l'égalitarisme revendiqué par l'idéologie communiste. Pendant cette période des inégalités même non significatives sont remises en question : « *l'homme socialiste a du mal à accepter les inégalités qui existent sous le socialisme réel surtout quand il s'agit des privilèges des gens au pouvoir* »²⁶⁴. On peut même parler d'une hyper-sensibilité de la société bulgare sur le sujet de l'égalité. La transition post-communiste a été initialement justifiée également par les revendications d'égalité : après le 10 novembre 1989 on « *cherche à instaurer une économie de marché au nom de la « justice » et de « l'égalité* »²⁶⁵.

III Le manichéisme et le ressentiment

L'antiélitisme et l'égalitarisme constituent un ensemble non-divisible dans la conscience collective bulgare, à travers une structure manichéenne qui établit une interaction conflictuelle entre les deux groupes sociaux que constituent le « peuple » et les « élites » ; construits selon une logique « noir et blanc ». Il s'agit d'un « *mode de compréhension du monde, de la société et du politique en tant que fondamentalement divisés en une moitié bonne et une moitié mauvaise* »²⁶⁶.

²⁶² Voir : Taneva, B., *op.cit.*, 2002, p. 134.

²⁶³ Todorov, A., *op.cit.*, 2011, 28 p., p. 5.

²⁶⁴ Raichev, A., Stoichev K., *op.cit.*, 2004, p. 63.

²⁶⁵ *Ibid.*

²⁶⁶ Todorov, A., *op.cit.*, 2011, pp. 28, p. 23.

A l'origine de cette vision manichéenne réside l'image stéréotypée de comportements non valorisés dans la culture bulgare. La promotion sociale est considérée comme impliquant des compromis et une succession de démarches opportunistes. Les personnalités sont enviées et non respectées : il n'existe pas de tradition de respect envers les personnes ayant bénéficié d'une ascension sociale ; de plus, il existe un héritage communiste de stigmatisation des riches et de la richesse. Comme le souligne Youlian Genov, sous le communisme on constate la « *stigmatisation de la richesse, tandis que la modestie devient un idéal* »²⁶⁷. La religion orthodoxe a joué un rôle dans la constitution de cette vision positive de la pauvreté : à la différence de la culture anglo-saxonne, imprégnée par les valeurs du protestantisme qui valorise le profit et l'ascension sociale, dans la religion orthodoxe la vision de la richesse est connotée négativement.

Inversement, la pauvreté est associée à des caractéristiques positives valorisées par la culture bulgare. Le syntagme « pauvres, mais laborieux » est identifié dans l'étude des mythes et préjugés en Bulgarie effectuée par Alexey Pamparov²⁶⁸ en tant que faisant partie des imaginaires auto-construits des Bulgares. L'idée que les dominés sont en réalité meilleurs, plus justes et dignes que les dominants est largement répandue : « *Il y a une sélection négative dans le processus de sélection des élites. Les gens doués et capables sont rejetés parce qu'ils sont considérés en tant qu'une menace pour le statu quo* »²⁶⁹.

Les deux visions binaires entrent en interaction : d'un côté, à travers l'idée que les riches sont responsables de la pauvreté des pauvres ; d'un autre par le biais du ressentiment envers les riches très enraciné dans la culture. Comme le souligne Youlian Genov, le ressentiment envers les élites est une caractéristique essentielle de la culture bulgare : « *la société bulgare a traditionnellement un degré de tolérance bas par rapport aux élites, il s'agit même d'une haine envers les gens*

²⁶⁷ Genov, Y., *op.cit.*, p. 371.

²⁶⁸ Voir : Pamparov, A., *op.cit.*, 2009, pp. <http://old.bghelsinki.org/index.php?module=pages&lg=bg&page=obektiv16609>.

²⁶⁹ Genov, Y., *op.cit.*, p. 279.

ayant réussi »²⁷⁰. La connexion entre ces deux visions débouche sur l'idée que les riches sont riches au détriment des pauvres et responsables de leur pauvreté.

§4 Paternalisme et personnification du pouvoir

Une caractéristique essentielle de la culture politique bulgare relative aux racines culturelles des populismes est la personnification du pouvoir (I) et la valorisation de sa dimension paternaliste (II). Cette caractéristique de la culture politique bulgare est l'un des facteurs qui favorisent la personnification du pouvoir dans des leaders charismatiques qui s'observe dans les populismes bulgares.

I La personnification du pouvoir

En Bulgarie la distinction entre les institutions et les personnes est faible : les institutions sont considérées comme se résumant à leurs gouvernants. La primauté du personnel sur l'institutionnel est mise en avant par Blaga Taneva : la société bulgare aurait toujours les caractéristiques dominantes d'une société traditionnelle qui privilégie la communication directe et informelle sur la communication formalisée et effectuée par l'intermédiaire des institutions²⁷¹. Les mêmes caractéristiques culturelles liées au rejet de la médiation du pouvoir sont à l'origine d'une valorisation d'un pouvoir qui favorise la soumission directe à l'autorité et à la volonté du chef au détriment de règne de la loi.

II Paternalisme et « machisme »

La culture politique bulgare est également paternaliste et « machiste ». Elle se caractérise par un comportement de nature paternaliste et le respect envers l'homme fort. Le paternalisme est lié à l'égalitarisme typique de la culture bulgare. Le chef incarne la masse sans renvoyer à un groupe social privilégié. Il trouve ses racines dans la culture traditionnelle aussi bien que dans le mode de modernisation qu'a connu la Bulgarie. Blaga Taneva qualifie la société bulgare de société de « *paternalisme modéré* »²⁷² ; l'égalitarisme combiné avec le complexe d'infériorité nationale produit un comportement « *sacralisé envers l'autorité – obligatoirement*

²⁷⁰ *Ibid.*

²⁷¹ Voir : Taneva, B., *op.cit.*, 2002, p.119.

²⁷² *Ibid.*, p. 135.

personnifié dans une personne, un parti ou bien un autre pays »²⁷³.

Les types de héros qui sont valorisés dans la culture bulgare sont des images condensées des qualités respectées par la culture. Des héros issus du folklore bulgare tels qu'Hitar Petar (« Petar le Malin », traduction directe du bulgare, qui est associé à son caractère astucieux et à sa capacité à échapper à tout sorte d'obstacles) et Krali Marko (symbole de force physique et au caractère insoumis) témoignent des éléments typiques du modèle culturel bulgare relatif aux caractéristiques basiques des leaders – notamment l'astuce, la force physique et la fermeté.

La valorisation de la masculinité et de la fermeté peut s'orienter vers un autoritarisme, un désir de centralisme et de concentration des devoirs et de la responsabilité dans une seule personne bénéficiant de la confiance des masses. Comme le souligne Yolian Genov, « *la plupart des bulgares préfèrent la soumission à la main forte devant la démocratie et la liberté* »²⁷⁴. Cette conception du pouvoir qui demeure un héritage de la culture traditionnelle n'a pas été bouleversée par le communisme : le communisme « *reproduit la culture paternaliste de la dépendance et de la soumission* »²⁷⁵ ; cette spécificité culturelle a été mise au service du régime à travers le pouvoir distancé, mais paternaliste de l'Etat-parti, hautement personnalisé dans la figure du leader (Premier-secrétaire) du Parti communiste bulgare (BKP).

Conclusion du Chapitre 1

A l'issue de ce Premier chapitre peuvent être mis en avant les facteurs qui influencent significativement le populisme : la constitution d'une représentation holiste des élites, le rôle structurel de celles-ci dans la captation des ressources économiques, le contrôle sur les institutions, le blocage de l'égalité des citoyens devant la loi ; les mêmes tendances oligarchiques s'observent aussi au sein des partis politiques. En conséquence, ceci produit une société désintégrée facile à

²⁷³ *Ibid.*, p. 68.

²⁷⁴ Genov, Y., *op.cit.*, p. 178.

²⁷⁵ *Ibid.*, p. 122.

attirer par des messages populistes en raison du déclassement des groupes sociaux et d'une culture politique privilégiant l'idée d'une nature du pouvoir extérieure par rapport au corps social, un désir de personnification du pouvoir, un égalitarisme historique, une vision de l'action politique inscrite dans l'immédiat et le poids de l'émotion en politique.

Chapitre 2 : Une société en crise identitaire

Dans le Chapitre 2 on évoquera les crispations identitaires qui alimentent les populismes bulgares: l'influence des imaginaires historiques concernant la relation entre la Bulgarie et l'étranger et l'impact des processus de mondialisation et d'europanisation (**Section 1**); le rapport majorité/ minorité(s) en termes de tensions interethniques au sein de la nation bulgare (**Section 2**). Ces deux facteurs favorisent la perception de menaces sur l'identité nationale, qui est notamment à l'origine des populismes ethniques et du national-populisme.

Section 1 : Le rapport national/étranger

La Bulgarie est une nation charnière dont l'appartenance géopolitique et culturelle a connu plusieurs évolutions qui laissent des traces significatives dans la conscience collective (§1). Parallèlement, l'identité nationale subit une pression résultant du processus complexe de délimitation et d'identification de la nation bulgare par rapport à l'étranger à l'issue de la Guerre froide, puis de l'europanisation et de la mondialisation (§2). L'important taux d'émigration et la crise démographique sont aussi à l'origine de la perception d'un effondrement de la communauté nationale (§ 3).

§1 La Bulgarie, un pays charnière

La Bulgarie se caractérise par une culture « flottante » entre divers pôles politico-culturels. Trois types de civilisations ont influencé la culture bulgare : la civilisation d'Europe Orientale (byzantine et orthodoxe), la civilisation ottomane et la civilisation d'Europe Occidentale. Ces trois types de civilisations ont un statut différent dans l'imaginaire national: les civilisations byzantine et occidentale sont positivement connotées, en faisant l'objet d'une intégration historique (la civilisation d'Europe Orientale) et d'une aspiration d'appartenance inachevée

(l'Europe Occidentale); à la différence de celles-ci, la civilisation ottomane est négativement connotée, ayant été imposée par la force et faisant l'objet d'une anti-identification.

De ce mélange culturel résulte une identification « médiane » : l'identité balkanique. Pourtant, celle-ci est associée à une identification externe et non à une auto-identification positive et souhaitée. Comme le souligne Maria Todorova : « *Le mot balkanisation est synonyme d'un retour vers le sous-développé, le primitif, le barbare. Le mot est sorti du contexte et sert de paradigme dans le débat sur les différents problèmes. Les dimensions du discours négatif sur les Balkans ont largement dépassé le simple discours des Balkans en tant qu'Autre Europe, pour leur attribuer des traits et des stéréotypes les opposant au monde « civilisé »* »²⁷⁶. Portant une étiquette négative, les Balkans sont considérés comme une identification régionale disqualifiante ; la Bulgarie cherche à y échapper en recherchant un parcours identitaire original.

Du fait qu'il s'agit d'une nation de petite taille, à constitution stato-nationale relativement tardive, le poids des facteurs externes dans l'évolution interne de la Bulgarie s'est toujours avéré crucial au cours de l'évolution historique. Il a créé des imaginaires stables dans la conscience collective : un nihilisme à propos des capacités propres de la Bulgarie, une hyperbolisation du poids de l'étranger sur la politique interne, une perception de dépendance permanente de la Bulgarie par rapport aux forces étrangères. Cette construction procure des arguments aux leaders articulant un discours populiste qui instrumentalisent la menace constante de l'étranger.

On évoquera les imaginaires construits à propos des deux pôles extérieures ayant eu une influence sur l'évolution nationale : la Russie, le grand frère qui « surveille » la Bulgarie (I) et l'Europe en tant que modèle et identité à laquelle elle aspire (II).

²⁷⁶ Todorova, M., *Imagining the Balkans*, Oxford University Press, 1997, p. 293.

I La Russie, le grand frère qui « surveille » la Bulgarie

La Russie a joué un rôle essentiel dans la constitution d'un Etat-nation et elle demeure culturellement proche de la Bulgarie : elle a joué un rôle fondateur pour la nation bulgare en raison de son rôle dans la libération de la domination ottomane en 1878 ; et la religion orthodoxe et la langue slave jouent un rôle crucial dans la légitimation et l'acceptation de l'influence de la Russie en Bulgarie. A la différence des pays Baltes et des pays d'Europe Centrale, la Russie n'a pas une image négative en Bulgarie. Cela s'explique par le parcours historique différent de la Bulgarie notamment pendant l'époque impériale. Au cours de cette période, la Bulgarie est demeurée englobée dans l'Empire Ottoman et non pas directement menacée par l'Empire Russe. De ce fait la Russie dispose d'une image de libérateur de la Bulgarie, qui contraste avec celle de la Turquie. Au fil des années, s'est même développée l'image d'une Russie force bienveillante et tutélaire.

L'image de la Russie fait partie intégrante de la conscience nationale. Elle occupe une place à part dans les programmes scolaires en tant que partie du récit national et de la littérature. L'imaginaire pro-russe repose sur un mélange entre rationnel et émotionnel : *« Le rationnel, l'émotionnel, le réel et le mythique sont mélangés d'une manière très complexe dans le comportement envers la Russie et le peuple russe dans la conscience collective bulgare, de cette manière le comportement envers la Russie devient un élément traditionnel de la culture politique bulgare »*²⁷⁷. Les représentations positives de la Russie sont tellement puissantes que, comme le souligne Antony Todorov²⁷⁸, lors de la Seconde Guerre Mondiale, la Bulgarie refusera d'envoyer des troupes sur le front de l'Est en dépit du fait qu'elle était l'alliée du Troisième Reich.

La période communiste est également importante pour expliquer l'image de la Russie. Au cours de cette dernière les représentations positives de la Russie ont été instrumentalisés par Moscou. Le modèle soviétique devient le vecteur du développement bulgare; la Russie est qualifiée de « grand frère », « grand ami », le

²⁷⁷ Taneva, B., *op.cit.*, p. 57.

²⁷⁸ Todorov, A., *op.cit.*, 2011, 28 p., p. 8.

« sauveur » de la Bulgarie du joug fasciste. L'URSS cherche à la fois un rapprochement sur la base de l'idéologie communiste partagée, mais aussi de l'identité slave à travers l'instrumentalisation du mythe de la fraternité slave²⁷⁹.

Pourtant, cette proximité entre la Bulgarie et la Russie pendant un demi-siècle fera place à un comportement plus nuancé sous le postcommunisme. La Russie devient le symbole du régime totalitaire. Des clivages significatifs apparaissent au sein de la nation bulgare : les opprimés du régime communiste se positionnent en tant qu'anti-Russes sous le postcommunisme, tandis que les représentants de l'ancienne nomenklatura, conservent des sentiments pro-Russes. Le premier groupe développe la conception d'une Russie associée à la violence politique et à la limitation de la souveraineté bulgare ; le deuxième la rattache à la grandeur nationale, aux victoires militaires, à la défense fraternelle, aux acquis sociaux, aux ressources économiques.

II L'Europe comme modèle et identité aspirée

Les représentations de l'Europe dans la conscience collective bulgare sont également stables. A la différence des pays d'Europe Centrale dont le passé historique demeure lié au passé impérial et source de représentations ambivalentes, le rapprochement avec l'Europe Occidentale qui s'opère sous le postcommunisme, demeure un rêve historiquement inachevé pour la nation bulgare.

L'Europe est un modèle idéalisé depuis la constitution de l'Etat national bulgare à la fin du XIXe siècle : elle constitue un modèle difficile à atteindre qui est à l'origine des aspirations à un rapprochement profondément enracinées dans la conscience collective. L'europanisation est synonyme de « modernisation » ; d'ordinaire utilisée dans des expressions telles qu' « Europe éclairée », l'Europe est aussi le symbole de la « civilisation » dans la langue courante bulgare.

L'Europe envisagée comme notion totalisante est inséparable d'une dichotomie Occident/Orient : alors que l'Occident fonctionne en tant qu'identité valorisée, l'Orient est une notion dévalorisée à laquelle la Bulgarie cherche à

²⁷⁹ Voir : Pamparov, A., *op.cit.*, 2013.

échapper. L'attractivité de l'Europe Occidentale remonte aux années du Réveil national qui précède l'abolition de la domination turque. Elle est particulièrement attirante en périodes de crise et de transition en apparaissant comme un modèle à suivre. L'importation de modèles européens émerge notamment à la fin du XIXe siècle en tant qu'alternative au modèle ottoman, perçu comme dépassé et imposé par la force : « *La séparation de l'Empire était vue dans l'optique de la modernisation – l'Empire ottoman était synonyme d'archaïque, l'Europe – synonyme de progrès et des Lumières.* »²⁸⁰. Cette aspiration nationale à l'« européanisation » a des implications de tous ordres : culturelles, sociales, économiques, institutionnelles.

L'Europe est envisagée comme un vecteur de modernisation et d'inscription de la Bulgarie parmi les pays développés. Le comportement à l'égard de l'Europe et de l'Occident est basé sur la perception d'une supériorité, d'une hiérarchie, d'un décalage et même d'une subordination. L'Europe est tout à la fois considérée comme un modèle et une instance de contrôle : la culture bulgare est dévalorisée au profit de l'idéalisation de la culture européenne ; la Bulgarie se reconnaît elle-même en tant que périphérie par rapport à l'Europe.

L'image de l'Europe est demeurée positive en dépit de son statut d'ennemi, durant les années de la Guerre froide. L'Europe est alors « emboîtée » dans une entité qui englobe l'Amérique du Nord en tant qu'« Occident ». Au cours de cette période, elle est impliquée dans une vision du monde manichéenne, à travers l'opposition Est/Ouest : cette fois elle est placée sur le versant négatif dans l'opposition Est/Ouest à la différence de la dichotomie Orient/Occident de l'époque pré-communiste. Certes, il s'agit d'une vision imposée par l'idéologie officielle, rejetée par une partie de la population car construite par le haut. L'image positive de l'Europe n'est cependant pas complètement détruite. Pendant les premières phases du régime communiste, l'Europe demeure synonyme de progrès économique et culturel. De plus, l'Occident est également le berceau de l'idéologie communiste développée plus tard en tant que marxisme-léninisme ; le régime

²⁸⁰ Todorov, A., *op.cit.*, 2001, pp. 41-56, p. 49.

communiste instrumentalise l'Occident en tant qu'instance de légitimation. L'image de l'Europe est véhiculée par des sources d'information telles que les produits (alimentations ; vêtements, voitures) achetés à l'Ouest, qui donnent d'elle une image positive en raison de la situation économique de la Bulgarie communiste. Par conséquent, on observe dans les représentations sociales une distinction entre l'Europe en tant que modèle politique et économique (négativement connoté sous le communisme) et l'Europe comme modèle culturel, en tant qu'expression du « monde cultivé ».

§2 La Bulgarie, entre l'adhésion à l'UE et la mondialisation

La transition post-communiste est également liée à une situation géopolitique complètement nouvelle : la réorientation du pays implique la sortie de l'orbite de l'ex URSS, l'intégration à l'OTAN et à l'UE, l'ouverture des frontières politiques, économiques et culturelles, tous processus interconnectés et indivisibles. Tout cela crée un contexte favorable aux manifestations populistes : l'inscription de la Bulgarie dans la nouvelle situation géopolitique (I) ; la Bulgarie et les processus multidimensionnels de la mondialisation (II).

I L'inscription de la Bulgarie dans la nouvelle situation géopolitique

L'inscription de la Bulgarie dans la nouvelle donne géopolitique postérieure à la fin de la Guerre froide est à l'origine de processus ayant un impact direct sur la perception du rapport à l'étranger et l'appartenance à des structures supranationales à un impact sur la souveraineté nationale.

Le changement des partenaires stratégiques de la Bulgarie s'est effectué très rapidement après la chute du régime totalitaire (le 10 novembre 1989). En décembre 1989, le premier Président bulgare Petar Mladenov dépose la candidature de l'adhésion de la Bulgarie au Conseil de l'Europe et l'adhésion effective a lieu le 7 mai 1992. Dès 1990 la Bulgarie établit également des contacts avec la CEE ; parallèlement, elle met un terme à son lien avec le Pacte de Varsovie (1 juillet 1991) et le Conseil d'aide économique mutuelle CAEM (28 juin 1991) à cause de leur autodissolution. Le Parlement bulgare prend, en 1992, la décision de déposer la

candidature de la Bulgarie à l'UE et à l'OTAN : la candidature à l'UE est déposée en décembre 1995, devient une priorité nationale stratégique en 1997 ; l'adhésion à l'OTAN est réalisée en 2004, l'adhésion à l'UE en 2007. Il en résulte que les institutions euro-atlantiques sont devenues le principal repère de la politique étrangère bulgare. La démocratie libérale, l'Etat de droit et l'économie de marché qui figurent dans les critères d'adhésion à l'UE deviennent le modèle de référence.

Cette réorientation géopolitique s'appuie sur l'image de l'Europe que nous venons d'évoquer. L'Europe se transforme en pôle positif dans la dichotomie Occident/Russie qui structure les représentations en Bulgarie; elle devient le vecteur de la transition en endossant le rôle auparavant joué par l'URSS. L'Europe devient le cadre de référence pour l'ensemble des acteurs politiques bulgares en dépit des divergences à propos de la lecture du passé communiste opposant l'héritier de l'ancien bloc du parti communiste (le BSP) et le parti issu de l'ancien front anti-communiste (le SDS) ; elle devient le vecteur de la modernisation à laquelle aspire la Bulgarie depuis le début de la restauration de l'Indépendance nationale à la fin du XIX siècle. Cette réorientation stratégique de la Bulgarie commence à être qualifiée de « retour » de la Bulgarie en Europe après les années d'alignement avec la Russie. Comme le souligne Antony Todorov, « *la transition post-communiste une fois de plus met en avant le choix d'un modèle de modernisation – le modèle occidental. Mais puisque ce choix fut déjà fait après l'indépendance, le discours politique le formule comme un « retour » – retour en Europe, retour dans le monde civilisé. Une fois encore, il s'agit d'échapper du communisme (l'Orient) pour arriver à la terre promise de l'Europe (l'Occident) »*²⁸¹.

Le processus d'eupéanisation implique des processus à plusieurs niveaux tels que l'importation des modèles politiques, économiques et culturels. Elle fait l'objet d'une aspiration de mutation identitaire. La Bulgarie cherche à ajouter un deuxième niveau d'identification en devenant une nation européenne ; ce qui est un rêve historique de la nation bulgare.

²⁸¹ Todorov, A., *op.cit.*, 2001, pp. 41-56, p. 50.

L'adhésion à l'UE devient l'une des priorités nationales bénéficiant d'un large consensus. La Bulgarie fait partie des PECO dans lesquels l'adhésion à l'UE est la plus approuvée par l'opinion : en 2004, 59% des Bulgares considèrent qu'il s'agit d'« une bonne chose », 26% déclarent que ce n'est « ni bon, ni mauvais » et 6% déclarent que c'est « une mauvaise chose ». A la veille de l'adhésion effective, en 2006, 53% s'y déclarent « favorables », 28% pensent qu'elle n'est « ni bonne, ni mauvaise », et 9% considèrent que c'est une « mauvaise chose ». Une fois la frontière « magique » de l'adhésion franchie, les opinions ne changent pas significativement : en 2011, 48% déclarent que l'adhésion à l'UE est « une bonne chose », 38% une chose « ni bonne, ni mauvaise » et 10% pensent que c'est une « mauvaise chose »²⁸². L'inscription de la Bulgarie en Europe est considérée comme un acte magique susceptible d'être réalisé instantanément, à travers l'acte d'adhésion, et non dans le cadre d'un processus complexe, non linéaire qui dure dans le temps. L'adhésion à l'UE est assimilée à l'idée d'inscription de la Bulgarie dans la civilisation d'Europe Occidentale.

Certes, cette présentation mérite d'être nuancée pour une meilleure compréhension des manifestations populistes. L'identification européenne de la Bulgarie est liée à des rapports de type centre/périphérie ou supériorité/infériorité. L'identification de la nation bulgare fait l'objet d'une construction politique au fil de cette période qui n'est pas univoque. Le processus d'adhésion à l'UE produit également des réactions de réticence malgré l'approbation générale. L'un des sujets qui ont provoqué une réaction négative dans l'opinion est la fermeture de quatre réacteurs (sur un nombre total de 6) de la seule Centrale nucléaire de Kozloduy, demandée par la Commission européenne lors des négociations d'adhésion par souci de sécurité. Elle provoque des réactions dans l'opinion publique car la centrale est l'un des éléments de fierté nationale bulgare : elle symbolise le niveau de développement technologique de la Bulgarie son rôle de fournisseur d'énergie pour ses voisins. Les limites imposées aux agriculteurs bulgares sont également

²⁸² Source : Eurobaromètre : Sondage d'opinion sur les comportements envers l'adhésion à l'UE disponibles sur : http://ec.europa.eu/public_opinion/cf/showchart_column.cfm?keyID=5&nationID=27,22,24,29.&startdate=2004.10&enddate=2011.05, consulté le 1/09/2013

considérées comme de nature à limiter la capacité économique du pays et son profil traditionnellement agricole envisagé comme l'une des caractéristiques de son identité. Le niveau de développement économique et le poids des variables culturelles s'avèrent aussi des facteurs qui complexifient le rapport des bulgares par rapport à l'Europe : en 2006 (à la veille de l'adhésion de 2007), le PIB par habitant de la Bulgarie était de 37 % de la moyenne de l'UE²⁸³.

En résumé, les populismes bulgares se manifestent dans un contexte culturel dans lequel l'Europe est devenue le principal modèle d'évolution du pays. Certes des nuances liées au caractère périphérique du pays par rapport à l'Europe Occidentale et à une certaine limitation de la souveraineté nationale existent ; mais elles ne remettent pas en cause l'Europe en tant que modèle culturel, presque toujours positivement évalué.

Concernant l'adhésion de la Bulgarie à l'OTAN, le jugement est davantage nuancé. Les pays de l'OTAN étaient le principal adversaire de la Bulgarie en tant que membre du Pacte de Varsovie dans le monde anciennement bipolaire, ce qui provoque la réaction négative d'une partie de la population. D'un côté, cette adhésion apparaît comme le vecteur d'une nouvelle aliénation de la Bulgarie vis-à-vis d'une structure supranationale peu après la fin de sa sortie de l'orbite de l'ex URSS. D'un autre côté, la participation des troupes bulgares aux actions menées en Irak entre 2003 et 2008, en Afghanistan sous des formes différentes depuis l'année 2002, explique aussi les réserves. A la différence des taux élevés d'approbation concernant l'adhésion de la Bulgarie à l'UE, les opinions sur l'adhésion de la Bulgarie à l'OTAN sont davantage polarisées. En 2007 seulement 18 % des bulgares se déclaraient « très favorables » à l'adhésion de la Bulgarie à l'OTAN, 36% « assez favorables », 18% sont « assez défavorables » et 9 % « très défavorables »²⁸⁴.

²⁸³ Voir : **Duboz, M.-L.**, « Bulgarie, Roumanie », *Le Courrier des pays de l'Est* 5/2007 (n° 1063), p. 34-42.

²⁸⁴ Source : Pew Research Global Attitudes projet, comportement envers l'OTAN en Bulgarie, disponible sur : <http://www.pewglobal.org/question-search/?qid=837&cntIDs=@7-&stdIDs=>, consulté le 1/09/2013.

II La Bulgarie et la mondialisation

La mondialisation dans ses dimensions économique, politique et culturelle a créé un contexte favorable à l'expression des différents types de populismes. Si la Bulgarie a bénéficié des Investissements directs étrangers qui ont joué un rôle important dans la constitution d'une économie de marché, la mondialisation est source de pressions sur la production locale et favorise l'exportation de la main d'œuvre à l'étranger à cause de l'attractivité des marchés du travail par rapport aux opportunités proposées en Bulgarie. La perception des Bulgares envers la mondialisation économique n'est dès lors pas unanime : dans l'Eurobaromètre de 2012, 40 % des Bulgares considèrent que la mondialisation constitue une opportunité pour les Bulgares, tandis que 32% des interrogés déclarent qu'elle représente une menace pour l'économie bulgare²⁸⁵.

Les échanges culturels se sont également intensifiés, au moins sous deux formes : la domination de la consommation de produits culturels « importés » dans un contexte de diminution significative de la production des produits culturels bulgares en raison de la chute des crédits de l'Etat; la modification significative des produits culturels locaux en raison de la concurrence à laquelle ils doivent faire face. De plus, le processus d'importation des biens culturels n'est pas diversifié mais dominé par les Etats-Unis; le marché du cinéma, par exemple, est monopolisé par les films américains : en 2012, la proportion du marché des films des productions américaines s'élève à 82,56%²⁸⁶. L'ouverture culturelle est perçue plutôt en tant qu' « américanisation » que mondialisation. Cette influence du « *soft power* » américain en Bulgarie suscite des réactions nuancées dans l'opinion. Selon l'étude effectuée par Pew Research Center en 2007, 36% des Bulgares adoptent un comportement négatif envers les films, la télévision et la musique américaine, 52%

²⁸⁵ Voir: Eurobaromètre : Parmi les deux propositions suivantes, quelle est celle qui se rapproche le plus de votre opinion à l'égard de la mondialisation ? , disponible sur http://ec.europa.eu/public_opinion/cf/showchart_column.cfm?keyID=3806&nationID=27,&startdate=2012.05&enddate=2012.05&lang=fr

²⁸⁶ Voir: Déclaration des cinéastes en Bulgarie, revue Cultura, publié le 26 avril 2013, disponible sur : http://www.kultura.bg/bg/print_article/view/20885, consulté le 2 janvier 2014.

des Bulgares n'approuvent pas les idées et les coutumes américaines et 31% déclarent avoir une perception défavorable des Américains en général²⁸⁷.

La perception de la pression étrangère exercée sur les structures politiques, économiques et culturelles locales est conditionnée par une sur-réaction de la population après presque cinq décennies de fermeture des frontières politiques, économiques et culturelles ; pendant les premiers stades de la transition postcommuniste on constate une « soif » d'ouverture et de contact avec le monde. Puis, des clivages entre pro et anti-mondialistes aussi bien que pro et anti-américains se produisent au sein de la société bulgare, favorisant développement de différents types de populismes.

§3 Emigration et crise démographique : le sentiment d'effondrement de la nation

L'apparition des populismes s'observe aussi à un moment où un sentiment d'effondrement de la nation bulgare et même de menace pour l'existence de la nation elle-même, est de plus en plus partagé par la population. La population bulgare a diminué de façon importante depuis la chute du communisme. Il s'agit d'un processus de dépeuplement du territoire qui passe par deux processus parallèles et interconnectés: un taux important d'émigration (I) une crise démographique (II).

I Une nation qui s'effondre

La transition post-communiste est une période d'effondrement démographique de la Bulgarie. Si l'on observe la courbe d'évolution depuis la fin de XIXe siècle, entre 1887 et 1985, on constate que la population bulgare a presque triplé, passant de 3,1 millions à 8,9 millions de personnes ; une hausse importante a été atteinte sous le communisme : en 1946 la population bulgare était de 7 millions tandis qu'à la fin de la période elle avait déjà augmenté de près de 2 millions de personnes; cette hausse était l'une des fiertés de la propagande communiste et symbolisait le progrès et la puissance nationale. En contraste avec cette dynamique

²⁸⁷ Voir : Pew Research Global Attitudes Project
<http://www.pewglobal.org/database/indicator/2/country/34/response/Unfavorable/>

ascendante, depuis le début de la transition postcommuniste la population bulgare a chuté de presque 20%, passant de 8,9 millions de personnes en 1985 à 7,3 millions en 2011²⁸⁸.

Ces tendances sont liées à un vieillissement important de la population et au dépeuplement de vastes territoires du pays ; les deux processus, ont un fort impact sur les capacités économiques et provoquent des effets négatifs sur la société. Le pourcentage des personnes de plus de 65 ans en Bulgarie s'élève à 18,5 %; la population de moins de 20 ans à 18,4%. La structure actuelle diverge nettement par rapport à la structure de la population au début du XXe siècle qui avait marqué le début du processus de croissance démographique : en 1900, la population de moins de 20 ans s'élevait à 51% de la population, tandis que la population de plus de 65 ans était de 5,1%²⁸⁹. L'ensemble des grandes villes bulgares ont perdu des habitants au cours des dix dernières années, les seules exceptions étant la capitale Sofia et Varna (Nord-Est au bord de la mer Noire). La migration de la population vers la capitale à cause des difficultés économiques a engendré une hausse de la population de Sofia de 10 % en dix ans : elle a atteint 1 291 000 personnes, soit une concentration de 17% de la population du pays ; de plus c'est essentiellement une migration de la population jeune qui accentue les processus de perte de force humaine dans les régions périphériques. Le processus de dépeuplement progressif s'accroît surtout dans les parties Nord-Ouest de la Bulgarie : dans certaines villes telles que Vidin et Vratsa (Nord-Ouest) la population a chuté de 20% en 10 ans (entre 2001 et 2011).

²⁸⁸ Source : L'Institut National des statistiques, disponible sur <http://www.nsi.bg/census2011/index.php>, consulté le 7 mars 2013.

²⁸⁹ Source : Recensement de la population et des logements de 2011, Volume 1 Population, Livre 2 Caractéristiques sociales et démographiques, Sofia, 2012, p. 21, disponible sur : http://statlib.nsi.bg:8181/isisbgstat/ssp/fulltext.asp?content=/FullT/FulltOpen/P_22_2011_T1_KN_2.pdf, consulté le 7 mars 2013.

II Une émigration massive

Ce processus coïncide avec une émigration massive. Des données précises à propos des taux d'émigration depuis la chute du communisme ne sont pas disponibles, faute de statistiques systématiques de la mobilité de la population pour l'ensemble de la période. Selon les différentes estimations, le pays aurait perdu autour de 20% de sa population : le nombre des Bulgares ayant quitté le pays entre 1989 et 2009 seront compris entre 1,2 million et 1,5 million de personnes, ce qui constitue entre 16 et 20% de la population totale et entre 25 et 31% de la population active²⁹⁰.

Pendant les différentes phases de la transition, l'intensité des départs a varié. Au fil des cinq premières années ayant suivi la chute du communisme ou immédiatement après la levée des visas de départ, on a observé une vague significative d'émigration : entre 320 et 340 000 Bulgares musulmans ont quitté le pays dès 1989; un certain nombre de cadres supérieurs et des enseignants-chercheurs se sont également expatriés à cause de la chute des subventions étatiques ; un nombre important de travailleurs se sont mis en quête d'un emploi temporaire ou permanent ailleurs. Au milieu des années 1990, l'effondrement du système bancaire et la crise sociale de 1997 ont débouché sur une nouvelle vague d'émigration ; une vague migratoire s'est également produite lorsque les Bulgares ont été autorisés à séjourner dans les pays de l'espace Schengen, possibilité qui a été mise à profit par un certain nombre de migrants bulgares durant cette période transitoire d'orientation et de recherche de travail non déclaré. L'impact de l'adhésion à l'UE en 2007 sur la vague migratoire s'est également avéré significatif, même s'il n'a pas été à l'origine d'un pic de départs : l'ouverture totale ou sectorielle du marché du travail par un nombre de pays (tels par exemple l'Espagne, la Grèce, la Finlande, le Portugal, la Belgique, le Danemark, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas etc.), la prolifération des programmes de

²⁹⁰ **Mirchev, M.**, *op.cit.*, 2009, pp. 111-150, p. 111.

mobilité destinés aux jeunes, la diminution des droits d'accès aux Universités des pays de l'UE ont elles-aussi stimulé et facilité les départs.

La diversité des types de départs est également à signaler : il ne s'agit pas de départs définitifs dans l'ensemble des cas. Petya Kabakchieva²⁹¹ distingue notamment trois types de migrants : définitifs (*settlers*), migrants temporaires (*Gastarbeiter*) et migrants saisonniers qui partagent l'année entre la Bulgarie et le/les pays d'accueil. Pourtant le taux des départs a largement dépassé le taux des retours : selon l'étude de Mihail Mirchev sur les dynamiques démographiques en Bulgarie le taux des retours n'a pas dépassé 1/10 des départs, 90% des migrations étant plutôt classables en tant que départs définitifs²⁹².

Les effets des migrations n'ont pas été uniquement négatifs du point de vue économique: les migrants ont joué un rôle significatif dans les transferts financiers vers la Bulgarie, ce qui a amélioré la situation économique de la population. Les transferts privés des crédits ont été de 781 millions d'euros en 2012 ce qui fait 2% du PIB²⁹³ ; ils sont en croissance nette pendant la dernière décennie : en 1999 par exemple ils étaient de 232 millions d'euros ce qui fait 1,9% du PIB²⁹⁴.

En dépit de cela, l'émigration suscite des troubles significatifs au niveau macro et microsociologique : diminution du potentiel économique ; diminution de la fertilité de la nation, métissage culturel avec les cultures des terres d'accueil, souvent souhaité par les migrants dans un souci d'intégration. Elle a provoqué des troubles importants au niveau microsociologique à cause des déchirures du tissu

²⁹¹ **Kabakchieva, P.**, « Temporary Migrants : Beyond Roles, Across Identities », in : **Kiossev, A., Kabakchieva, P.**, eds., *Rules and Roles : Fluid Institutions, Hybrid Roles and Identities in East European Transformation Processes (1989 – 2005)*, Freiburg : LitVerlag (à paraître). Une tripartition proche (*settlers*, migrants de moyen terme/plus d'un an, migrants de courte durée/moins d'un an) est retenue dans **Mintchev, V., Boshnakov, V., Kaltchev, J., , Goev, V.**, « Who is leaving? Potential emigration from Bulgaria in the beginning of the XXI century », 2003, à l'adresse : http://www.cerge-ei.cz/pdf/gdn/RRCIII_28_paper_01.pdf, cité par **Ragaru, N.**, « Imaginaires et itinéraires migratoires bulgares en Europe. Une introduction », *Balkanologie*, Vol. XI, n° 1-2 | décembre 2008, [En ligne], mis en ligne le 31 décembre 2008. URL : <http://balkanologie.revues.org/873>. Consulté le 30 août 2013.

²⁹² **Mirchev, M.**, *op.cit.*, pp. 111-150, p. 112.

²⁹³ Source : Banque Nationale de Bulgarie, cité par le quotidien « Standart », 13/05/2013, disponible sur : <http://paper.standartnews.com/bg/article.php?article=450907>

²⁹⁴ Voir : **Ragaru, N.**, *op.cit.*, 2013.

social: la migration des jeunes tend à détruire la structure patriarcale de la société bulgare en provoquant au moins deux processus essentiels : une discontinuité de la mémoire générationnelle, un empêchement de la reproduction des modèles et des statuts traditionnels dans les familles, une isolation et une perte des statuts des personnes âgées en raison de la perte de leur rôle par rapport aux générations suivantes ; un métissage culturel des enfants nés dans les terres d'accueil des migrants. Tous ces processus ont été ressentis comme une déconstruction du tissu social aussi bien au niveau micro que macro, susceptible de conduire à un effondrement de l'ordre naturel et à « *une lente érosion de la « bulgarité » même* »²⁹⁵.

Section 2 : Les tensions majorité /minorité(s)

Les populismes se manifestent aussi dans un contexte de tensions identitaires à l'intérieur de la nation. La nation bulgare est construite selon un principe ethnique ; cette nature de la communauté nationale s'avère importante pour la construction des identités secondaires à l'intérieur de la nation ; elle est structurelle au niveau des représentations, car « *dans la conscience de masse la nation bulgare est conçue en tant que nous - les Bulgares ethniques* »²⁹⁶. Cette vision à propos des limites de la communauté nationale soulève plusieurs questions à propos des interférences majorité/minorité (s) avec les minorités ethniques historiques, notamment les minorités turque, rom et juive (peu nombreuse).

L'introduction du libéralisme politique sous le postcommunisme a permis l'expression d'identités collectives qui étaient étouffées sous le communisme ; coïncidant avec une politisation des identités (surtout la minorité turque/musulmane), ces phénomènes sont à l'origine de tensions intercommunautaires significatives. Les trois minorités principales alimentent différemment les aspects xénophobes des populismes, en fonction des types de divergence(s) qui les séparent de la majorité: ethnique, raciale, religieuse, socio-économique, sexuelle, leur statut de minorité dominante ou dominée par rapport à

²⁹⁵ *Ibid.*

²⁹⁶ Entretien avec Mihail Ivanov, spécialiste des questions des minorités en Bulgarie, effectué le 04/04/12 à Sofia.

la majorité et la puissance relative des représentations concernant la minorité en question au sein de la majorité.

Ces tensions à la fois historiques et dynamiques constituent une banque d'imaginaires pour les leaders politiques, utilisées notamment pour la constitution des différentes facettes de la constitution du peuple en tant que peuple-ethnos qui est à l'origine des populismes ethniques.

On présentera d'abord le comportement envers les Turcs (§1), avant d'aborder les tensions entre la majorité bulgare et la minorité des Roms (§2), et des Juifs (§3).

§1 Les Turcs – ennemi historique perçu comme minorité dominante

Les musulmans constituent la minorité la plus nombreuse : d'après le recensement de 2011, le nombre des Turcs s'élève à 588 318²⁹⁷, c'est-à-dire à 8,8% de la population ; quant au nombre de musulmans, il est de 577 139²⁹⁸. Cette minorité est distincte de la majorité selon des critères aussi bien religieux qu'ethniques et/ ou linguistiques pour un certain nombre de ses membres; de plus il s'agit d'une minorité autrefois dominante, faisant l'objet de représentations négatives partagées par la majorité de la population (I). Cette minorité a fait également l'objet d'une politisation après la chute du communisme à travers la constitution d'un parti politique de type « ethnique », le Mouvement des droits et des libertés (le DPS) (II). L'hostilité vis-à-vis des musulmans va jusqu'à une solidarité avec l'islamophobie internationale (III).

I Les Turcs – un ennemi historique

La minorité turque représente une minorité à part dans la conscience collective en raison de sa domination historique sur la nation bulgare et la constitution de l'identité nationale bulgare contre islam/Turcs : à la différence des autres minorités présentes sur le territoire bulgare elle est perçue comme une

²⁹⁷ Source : Recensement de la population et des logements de 2011, disponible sur : <http://censusresults.nsi.bg/Census/Reports/2/2/R7.aspx>, consulté le 20 octobre 2013

²⁹⁸ *Ibid.*

menace potentielle pour l'intégralité territoriale et l'identité bulgare. Historiquement, l'émancipation de la Bulgarie en tant qu'Etat-National résulte de la conquête de son Indépendance à l'égard de l'Empire Ottoman; actuellement, les membres de cette minorité occupent des territoires plus au moins compacts au Sud de la Bulgarie (Kardzhali et Haskovo) et à Nord-Est (Silistra, Shoumen, Razgrad, Targovishte) sur le territoire national bulgare et leur « mère-patrie » avoisine la Bulgarie; de plus, la perception d'une menace est renforcée par la constitution d'enclaves dans lesquelles ils sont majoritaires (notamment dans la ville de Kardzali); en dépit de cela, il n'y a pas de revendications séparatistes officiellement formulées de la part de cette minorité, car le DPS ne revendique pas ouvertement une indépendance culturelle ou politique.

La communauté musulmane en Bulgarie n'est pas homogène; les marqueurs de divergence tels que la langue et l'ethnicité sont à l'origine de la constitution de sous-identités: les musulmans, ethniquement turcs et turcophones, ne représentent pas la totalité de la population musulmane; sont également présents des musulmans d'ethnicité bulgare (les pomaks) aussi bien que des musulmans d'ethnicité turque qui pourtant sont bulgarophones; il y a également des représentants de la communauté religieuse musulmane au sein des Bulgares d'ethnicité rom. En dépit de cela, islam, langue et ethnicité turque continuent à être dans une large mesure confondus.

II Le poids politique de la minorité turque

La minorité musulmane est la seule minorité faisant l'objet d'une politisation de son identité à travers un parti politique, le Mouvement des droits et des libertés (le DPS) qui défend principalement ses intérêts; l'image de ce parti s'est discréditée au fil de la transition post-communiste en raison de son caractère ethnique ainsi que de ses pratiques corrompues et opportunistes.

Le parti politique DPS s'est constitué en tant qu'héritier des organisations primaires des Bulgares musulmans apparues à la veille de la chute du communisme, en réaction contre les tentatives d'homogénéisation identitaire initiées par le Régime communiste depuis le milieu des années 1970: le « Processus de

régénération nationale » avait pour objectif une bulgarisation forcée à travers une abolition des marqueurs identitaires (essentiellement les noms) et une évolution du sentiment d'appartenance nationale de cette population.

Au lieu d'abolir les clivages, ce processus a suscité un durcissement des identités et le renforcement du sentiment de menace collective en contribuant à renforcer les spécificités de cette minorité. Il a provoqué un rejet massif de la part des membres de la minorité et une réaction défensive: l'organisation d'attentats terroristes en 1984 et 1985 par des groupements clandestins. En essayant de trouver une solution à la situation difficile à gérer, l'Etat-parti a eu recours à l'ouverture de la frontière avec la Turquie en 1989 et l'émigration forcée de 350 000 personnes vers la Turquie connue sous le nom emblématique de la « grande excursion ».

La pression ainsi exercée par l'Etat a été à l'origine d'une structuration interne de la minorité convaincue qu'une forme institutionnelle était nécessaire pour défendre ses droits après la chute du régime communiste. En janvier 1990, le parti Mouvement des droits et des libertés (DPS) se constitue notamment en réaction à la violation des libertés personnelles et collectives de la minorité musulmane : Il a assuré la représentation politique de la communauté tout en étant à l'origine d'un processus de politisation des identités en Bulgarie qui a eu un impact sur les manifestations populistes.

Pourtant, le DPS n'est pas un parti ethnique : l'existence des partis sur une base ethnique, raciale et religieuse est interdite par la Constitution de 1991 (art. 11, al. 4) et la Cour Constitutionnelle a confirmé la constitutionnalité du DPS par sa décision n° 4 du 21 avril 1992. Toutefois, le DPS est parvenu à s'imposer au fil de la transition postcommuniste en tant que « voix » unique et légitime de la minorité musulmane avec un électorat presque fermé. Ce caractère unanime de la représentation des musulmans contraste avec la représentation politique de la majorité caractérisée par une concurrence interne entre différents partis; ce qui fait qu'elle est envisagée comme une force destructrice en raison de son « étrangeté » présumée au sein du système des partis.

Idéologiquement le DPS ne s'inscrit ni à gauche ni à droite. Il utilise deux registres de discours distincts : l'un destiné à l'espace public ; l'autre utilisé dans son interaction avec les représentants de la minorité musulmane. D'un côté, le parti cherche à construire une identité libérale en se présentant comme un parti du centre : cette identité l'aide à étouffer les effets négatifs de son étiquetage en tant que parti turc /ethnique ; au début des années 1990, cette identification a trouvé sa source dans la défense des droits fondamentaux des minorités violés sous le communisme. Parallèlement, ce parti construit un discours à usage interne qui sert à sa communication avec les membres de la minorité musulmane : il est basé sur une réactivation et instrumentalisation permanente du souvenir de la « campagne de bulgarisation forcée » que les membres de cette communauté avaient subie sous le communisme et qui reste dans la mémoire collective de la communauté.

Le DPS est perçu en tant que menace pour la majorité bulgare. La raison de cela réside dans le haut degré d'organisation de son électorat. Le parti mobilise aussi bien la communauté musulmane bulgare qu'un nombre significatif des Turcs d'origine bulgare vivant en Turquie (majoritairement issus de la vague d'émigration à la veille de la chute du communisme). Ce parti connaît une évolution ascendante de son audience électorale depuis sa fondation en 1990 : il obtient 368 928 voix aux élections législatives en 1990, 418 168 en 1991 ; 283 094 en 1994, 323 429 en 1997 ; entre 2001 et 2009, lorsqu'il fait notamment partie des coalitions gouvernementales, le DPS parvient même à doubler son score, alors qu'il oscille d'habitude autour de 300 000 voix, et atteint un résultat de 610 521 voix en 2009. Les « voix turques » font l'objet d'une stigmatisation régulière de la part des analystes de la vie politique bulgare et sont considérées comme le « cheval de Troie » de la Turquie en Bulgarie. L'opinion est particulièrement sensibilisée au sujet des votes des Turcs d'origine bulgare qui vivent en Turquie, mais participent aux consultations électorales en Bulgarie : possédant la double nationalité, ceux-ci utilisent leur droit de vote en venant en Bulgarie spécialement pour le jour du vote ou bien dans des sections de vote ouverts en Turquie ; ce sujet fait l'objet de discussions aussi bien en raison des infractions de la loi électorale à travers un double vote en Bulgarie et en Turquie constaté à plusieurs reprises. Cette pratique

fait l'objet de débats depuis le début de la transition postcommuniste dans l'espace public bulgare : tout en faisant partie effective de la société turque, ils influencent significativement la vie politique bulgare.

Le DPS est également associé à des affaires de corruption et à la construction de clientèles essentiellement ethniques : au niveau local, où il demeure bien implanté dans les communes peuplées par des représentants de la minorité musulmane ; au niveau national surtout après son accès au pouvoir central après 2001. Dans les communes musulmanes le parti est associé à la constitution de clientèles selon un critère ethnique servant à la distribution de ressources telles que des postes, contrats, appels d'offre, concessions; la majorité orthodoxe vivant dans les régions prioritairement peuplées de représentants de la majorité musulmane se trouve aussi discriminée. Parallèlement, au niveau national, le DPS a participé au processus de conversion du pouvoir politique en pouvoir économique qui s'est opéré au fil de la transition. Cette conversion s'est effectuée à travers l'implantation du parti dans les réseaux de l'ancienne Sûreté d'Etat dont son leader faisait lui-même partie. Comme l'indique Mihail Ivanov dans l'entretien effectué : « *La direction du DPS a recherché des positions stratégiques dans la vie politique du pays dès le stade initial de la transition. Le DPS était l'un des acteurs principaux dans la conversion des positions politiques en positions économiques. A l'époque, on considérait que l'acteur central dans ce processus serait le Parti socialiste bulgare. En effet, c'était le DPS. On ne se donnait pas compte du lien entre le DPS et l'implantation massive du Multigroup, dont les liens avec Ahmed Dogan étaient publiquement connus* »²⁹⁹. Par conséquent, autour du DPS existent des cercles de type oligarchique qui assurent la conversion et la reconversion de biens publics et privés à travers la distribution des postes clés, des concessions, des appels d'offre : « *Il y a un cercle de personnes aisées qui s'est construit autour du DPS, comme par exemple Kamen Kostadinov, Yordan Tzonev etc. Le leader du parti s'est même*

²⁹⁹ Entretien avec Mihail Ivanov, spécialiste des questions des minorités en Bulgarie, effectué le 04/04/12 à Sofia.

exprimé publiquement de la part des sujets économiques redoutables tels par exemple Michael Chorni »³⁰⁰.

Le DPS s'impose également en tant que parti opportuniste qui forme des coalitions avec des acteurs politiques de tous bords, ce qui accentue son image négative dans l'opinion. Assuré d'une présence permanente au sein du Parlement bulgare, il a appuyé à plusieurs reprises le gouvernement en fonction au fil de la transition : sa présence durant la deuxième décennie post-communiste s'est renforcée par l'obtention des portefeuilles au gouvernement ; le DPS a soutenu le Parti socialiste bulgare (BSP) (1994-1996), l'Union des forces démocratiques (SDS) (1996-2001) et entre 2001 et 2009 il faisait partie de la coalition gouvernementale avec le NDSV (2001-2005), le NDSV et le BSP (2005-2009), le BSP (2013-2014).

C'est notamment au cours de cette période, lorsqu'il a commencé à disposer de ses propres ministres au sein du gouvernement et que son leader Ahmed Dogan est devenu une figure incontournable dans la prise des décisions au sein des coalitions au pouvoir (DPS-NDSV 2001-2005 et BSP-DPS-NDSV 2005-2009) que le DPS est apparu à la fois comme le symbole d'un pouvoir qui échappe à un contrôle populaire réel et de la pénétration des Turcs au sein du pouvoir central. Le sentiment d'une « domination » du DPS au sein des deux coalitions est provoqué par son rôle d'acteur charnière, qui en dépit d'un poids électoral relativement mineur, est apparu comme l'unique partenaire possible pour la constitution d'une majorité en raison des clivages idéologiques entre le reste des acteurs constituant le système de partis. La perception de domination « turque » est renforcée par le poids du parti dans la prise de décision politique et son implantation dans la vie économique. Elle entre en résonance avec les tensions anti-élitistes et anti-turques présentes : il est perçu comme exerçant une domination à la fois ethnique, politique et économique sur la majorité de la population orthodoxe.

Ce parti a été dirigé sans interruption jusqu'en 2013 par Ahmed Dogan qui est devenu lui-même un symbole, condensant plusieurs caractéristiques facilitant la diffusion du message populiste : d'origine turque, ancien collaborateur de

³⁰⁰ *Ibid.*

l'ancienne Sûreté d'Etat, c'est un homme politique habile qui sait agir dans les coulisses du pouvoir et un acteur bien implanté dans les milieux économiques ; il symbolise à la fois la menace « étrangère » et l'éloignement des élites politiques et économiques qui tirent les ficelles des processus en dehors de la portée populaire. En dépit du statut socio-économique modeste d'une grande partie de la communauté musulmane, on constate la confusion de l'image de leurs élites, de l'image de la communauté entière et des représentations historiques des Turcs sous l'Empire Ottoman.

En résumé, la construction de son propre parti politique et son rôle charnière dans le système des partis en Bulgarie a joué un rôle important dans la construction de l'image de la minorité musulmane après l'année 1989. Son statut de communauté dominée, privée de la liberté d'exprimer ses revendications identitaires sous la période communiste a évolué, ce qui a accru les tensions avec la majorité orthodoxe. La mutation essentielle a consisté dans le retour du sentiment que la minorité en question disposait d'un rôle dominant.

III L'islamophobie mondiale et la Bulgarie

Du fait des contacts historiques avec le monde islamique, l'opinion publique en Bulgarie est particulièrement sensible à un autre sujet largement utilisé par les acteurs populistes bien que ses effets ne sont pas observés directement en Bulgarie : la menace mondiale venant de l'immigration et du terrorisme islamique.

En dépit du faible niveau d'immigration sur le territoire bulgare, l'obsession mondiale de la menace islamique trouve également un terrain propice en Bulgarie. Pour Alexey Pamparov³⁰¹, le mythe du fanatisme islamique est directement associé aux populations albanaises et arabes qui arrivent sur le territoire bulgare. Ces tensions sont renforcées par l'arrivée d'un nombre significatif de réfugiés syriens sur le territoire bulgare qui s'observe depuis l'année 2013 et alimente trois groupes de stéréotypes fanatiques/ personnes agressives/

³⁰¹ Pamparov, A., *op.cit.*, 2009.

³⁰¹ Marushiakova, E., Popov, V., *Muslim Minorities in Bulgaria, Berlin : Europäisches Migrationszentrum* 2004, p. 43.

terroristes : d'après Pamparov, il s'agit d'un processus de stéréotypisation des images collectives de ces communautés sur la base de l'idée généralisante de l'islam ; une chaîne d'équivalence est établie entre islam, fanatisme et terrorisme.

La peur du monde islamique en Bulgarie explique l'opposition à la construction de mosquées et à l'action des fondations islamiques sur le territoire national. Selon la chercheuse bulgare spécialiste des minorités Elena Murishiakova en Bulgarie il existe au total 1044 mosquées ; la construction de nouvelles mosquées est annoncée par la presse généraliste avec une connotation négative et toujours associée à la montée de l'influence dangereuse de l'islam dans le pays. Le même ton alarmiste est utilisé à propos de l'action de fondations islamiques telles que La ligue islamique mondiale ou Les Frères Musulmans, présentée comme une menace pour l'identité nationale.

§2 Les Roms – d'une minorité dominée vers une minorité perçue comme dominante

Les Roms sont le deuxième groupe minoritaire en Bulgarie après les Turcs. Leur nombre s'élève à 325 343 personnes conformément au recensement de 2011, soit 4,9 % de la population³⁰². Ce groupe minoritaire diverge de la majorité selon plusieurs critères : c'est la seule minorité séparée par une divergence présumée biologique vis-à-vis de la majorité ; une distance sociale, économique et culturelle est aussi présente.

Les Roms sont une minorité historiquement dominée par la majorité bulgare. Pourtant ce rapport est perçu comme en cours de renversement au fil de la période étudiée sur la base d'un certain nombre de critères : au sujet des droits et des devoirs politiques et sociaux; sur le plan démographique en raison d'un taux de croissance important qui nourrit des angoisses vis-à-vis d'une potentielle menace identitaire (I). Il s'agit également d'une minorité marginalisée et stigmatisée : les stéréotypes négatifs qui la concernent forment un terrain propice pour la

³⁰² Source : Recensement de la population et des logements de 2011, disponible sur : <http://censusresults.nsi.bg/Census/Reports/2/2/R7.aspx>

constitution des narrations explicatives variées de victimisation de la majorité bulgare par la minorité rom (II).

I Le renversement des droits et des devoirs

La divergence entre les droits et les devoirs de cette minorité est perçue comme menaçante au niveau social et politique. Au niveau social, prévaut la perception d'une séparation des rôles de contributeur (la majorité bulgare) et de bénéficiaire (la minorité rom) ; elle produit un ressentiment basé sur l'idée d'un « parasitisme » de cette minorité. Elle se traduit par des tensions au sein de l'opinion nourries par une médiatisation intense des abus dans l'utilisation de fonds publics, tels que les allocations familiales, de la prise en charge collective par des fonds publics des factures d'électricité et d'eau potable générées par les ghettos des Roms. Au niveau politique, il s'agit du sentiment d'un poids démesuré des Roms dans le corps électoral, résultant des pratiques largement répandues d'achat des votes des membres de la minorité. Elles provoquent une double réaction : contre le rôle démesuré de la minorité rom sur l'exercice de la souveraineté de la majorité bulgare; contre la domination des élites économiques sur la majorité bulgare à travers l'instrumentalisation de la minorité rom.

Certes, à la différence de la minorité turque, cette minorité est très faiblement représentée. Elle n'a pas constitué un parti politique stable : au début des années 1990 le parti Union démocratique « Roma » a vainement tenté d'unifier et de représenter politiquement cette minorité; d'autres partis roms sont parvenus à obtenir une visibilité comme « Euroroma », « Roma drum », « Roma-Pirin », « Drom ». Pourtant, les acteurs qui représentent les Roms sont instables et participent aux élections surtout comme membres de coalitions.

D'autres partis politiques représentent épisodiquement les Roms au sein du pouvoir central. Certains des membres de cette minorité sont partiellement représentés par le DPS qui assure une représentation directe mais très limitée des Roms à travers la présence de leurs représentants dans ses listes. Un nombre limité de représentants de la minorité rom est élu au Parlement également à travers

d'autres partis politiques (le BSP, le SDS, le BBB, le NDSV)³⁰³. Selon le rapport « *Les roms en Bulgarie* » publié par l'institut Open Society à Sofia, le nombre total des députés roms pour la période 1989 - 2009 s'élevait à dix personnes³⁰⁴.

Les Roms soulèvent surtout la peur d'une menace démographique. Elle est associée avec la perception d'une croissance envahissante qui vient en remplacement de la population bulgare en crise démographique compte tenu du vieillissement de la population, du faible taux de naissance et de l'émigration. Le taux de fertilité chez la population rom est nettement plus fort que celui de la majorité bulgare : elle s'élève à 19,4 %³⁰⁵, ce qui fait de la minorité rom le groupe au plus grand taux de croissance en Bulgarie. Ces tendances sont accentuées au niveau des perceptions individuelles en raison du dépeuplement des petites villes où les Roms commencent à avoir un poids de plus en plus significatif et de la médiatisation intensive du problème des abus des allocations familiales et de la criminalité rom. Comme le souligne Mihail Ivanov dans l'entretien effectué: « *le racisme anti-Roms fait vendre en Bulgarie. Plus le racisme anti-Roms est extrême, plus l'intérêt vers le media qui le transmet s'accroît* »³⁰⁶.

II Une minorité stigmatisée

La minorité rom fait également l'objet d'une stigmatisation historique. Parmi les stéréotypes négatifs à propos des Roms figurent ceux de leur désignation comme « voleurs », « ignorants », « malpropres »³⁰⁷. Tout comme les représentations négatives à l'égard des Turcs, celles relatives aux Roms font l'objet d'une diffusion large au sein de la population. Pourtant, elles ne sont pas reproduites par les programmes scolaires comme c'est le cas en ce qui concerne les représentations anti-Turcs. Dans le cas des Roms, il s'agit d'une circulation dans

³⁰³ Voir: *Les roms en Bulgarie « Romite v Bulgaria »*, Open society, Sofia, 2008, p. 50.

³⁰⁴ *Ibid.*

³⁰⁵ **Pamparov, A.**, *Les minorités qui disparaissent, « Izchevashite maltzinstva »*, disponible sur : <http://www.bghelsinki.org/bg/publikacii/obektiv/aleksei-pamporov/2011-07/deja-vu-izchevashite-malcinstva>, consulté le 11 mai 2013.

³⁰⁶ Entretien avec Mihail Ivanov, spécialiste des questions des minorités en Bulgarie, effectué le 04/04/12 à Sofia.

³⁰⁷ **Pamparov, A.**, *op.cit.* 2009, p. 120.

des échanges interpersonnels et des médias qui mobilisent largement les imaginaires socio-discursifs répandus dans la conscience collective.

§ 3 Les Juifs – minorité peu nombreuse et anti-sémitisme modéré

Les Juifs sont la minorité le mieux placée dans les représentations collectives, en comparaison des Roms et des Turcs. En raison de cela, la victimisation de la majorité bulgare par rapport à la minorité juive apparaît relativement peu efficace. La communauté juive en Bulgarie est peu nombreuse (I). Il existe un anti-sémitisme modéré (II).

I Une minorité peu nombreuse

La minorité juive en Bulgarie n'est pas nombreuse. Sur la base du dernier recensement de la population en Bulgarie qui date de 2011, le nombre des Juifs en Bulgarie est 1 162 personnes, soit moins de 1% de la population³⁰⁸. Leur nombre est en diminution depuis la chute du communisme - au recensement de 1992 en tant que Juifs se sont déclarées 3461 personnes. La diaspora juive de Bulgarie n'a pas été importante même avant la Seconde Guerre Mondiale : à l'époque le nombre de Juifs en Bulgarie s'élevait à 50 000 personnes. Le cas bulgare contraste notamment avec celui de la Roumanie, où cette minorité s'élevait à 800 000 personnes avant la Seconde Guerre Mondiale et constituait une partie importante de la bourgeoisie du pays.

II Un anti-sémitisme modéré

Les stéréotypes antisémites n'ont jamais été largement répandus en Bulgarie. Il n'existe pas de représentations négatives basées sur une négation ethnique, raciale, religieuse, socio-économique, d'une population dominante ou dominée dans la société bulgare ; le sauvetage des Juifs lors de la Seconde Guerre Mondiale, qui fait partie d'une des fiertés nationales bulgares, en est la preuve. Les stéréotypes négatifs à propos des Juifs font plutôt « écho » à l'antisémitisme mondial : Il s'agit d'idées reçues à propos de leur caractère « cruel » et

³⁰⁸ Source : Recensement de la population et des logements de 2011, disponible sur : <http://censusresults.nsi.bg/Census/Reports/2/2/R7.aspx>

« corrompu », de leurs chaînes de solidarité, leur implication dans des organisations conspiratives mondiales ; elles sont importées en Bulgarie par mimétisme et visent plutôt la communauté juive mondiale que la minorité juive de Bulgarie.

Les résultats de la recherche empirique sur les représentations des Juifs en Bulgarie effectuée en 2003 démontrent notamment que « *La judéophobie en tant qu'une idée fixe, d'autant qu'une telle existerait, se limite dans des groupes sociaux relativement restreints. L'antisémitisme en tant qu'idéologie, au moins jusqu'à présent est un phénomène plus restreint encore* »³⁰⁹. La perception de représentations plutôt positives concernant les Juifs en Bulgarie est partagée par la minorité juive elle-même : 54% des Juifs bulgares considèrent qu'en Bulgarie il existe un comportement positif envers les Juifs³¹⁰.

Plusieurs considérations historiques expliquent cette spécificité : le poids des Juifs dans l'Empire Ottoman n'était pas élevé; la religion orthodoxe n'ayant pas une influence significative en Bulgarie, il n'y a pas de judéo-phobie sur une base religieuse. De plus, le statut social des Juifs bulgares n'était pas privilégié. Il n'y a non plus de périodes de tensions entre la minorité juive et la majorité bulgare qui auraient produit des représentations antisémites durables; les Juifs ont toujours vécu dans les villes et au moment de l'urbanisation massive de la Bulgarie, pendant les années 1950, la plupart d'entre eux avaient déjà quitté la Bulgarie pour partir vers l'Israël.

Conclusion du Chapitre 2

A l'issue de ce deuxième chapitre peuvent être mis en avant certains des facteurs qui ont une influence sur les dimensions national-populiste et ethnique des populismes. D'une part, il existe des représentations stables du poids de l'étranger sur l'histoire bulgare nationale; ainsi que des représentations relativement positives envers l'Europe et la Russie qui encadrent le contenu des messages populistes ; il

³⁰⁹ **Krispin, A., (dir.),** *L'antisémitisme en Bulgarie aujourd'hui. Y-a-t-il? « Antisemitizma v Balgaria dnes. Ima li?»*, Sofia, Colibri, 2004, p. 27.

³¹⁰ **Baruh, E.,** *Les Juifs en Bulgarie*, p. 173, cité par **Deyanova, L.,** Vers la construction du Juif en tant que l'ennemi, in **Krispin, A., (dir.),** *op.cit.*, 2004, p. 51.

existe également un sentiment d'effondrement de la « bulgarité » en raison de la pression de facteurs tels que la mondialisation, la crise démographique et l'émigration. D'autre part, certaines minorités telles que les minorités turque et rom sont perçues comme exerçant une pression politique, économique, démographique et identitaire sur la majorité bulgare ; seule la minorité juive n'est pas associée avec des imaginaires négatifs forts.

Chapitre 3 : La fascination envers des leaders providentiels

La crise politique, économique, sociale et identitaire déstabilisant le pouvoir favorise l'avancement d'une « *situation charismatique* »³¹¹. Elle s'observe lorsque l'ordre social est remis en question, les leaders providentiels s'imposant comme une alternative à l'inefficacité institutionnelle. Ces acteurs obtiennent une confiance personnelle et presque irrationnelle envers leur personne sur la base de la constitution d'une légitimité charismatique : celle-ci s'appuie sur les qualités extraordinaires qu'ils parviennent à associer à leur image publique. Ces qualités correspondent aux attentes de la société envers le pouvoir : elles varient d'un leader à l'autre, mais sont caractérisées par le courage, la simplicité, la fiabilité, l'accessibilité et le savoir-faire que les électeurs ne parviennent pas à retrouver dans la classe politique discréditée.

Des acteurs comme George Ganchev, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, Volen Siderov et Boyko Borissov parviennent à s'inscrire au sein de la vie politique sur la base d'un lien charismatique, d'abord en obtenant une confiance personnelle envers leur personne par l'intermédiaire des médias, puis en devenant des leaders au sein des partis formés autour d'eux.

L'analyse biographique des parcours des leaders permettra de reconstruire les cycles de fonctionnement et de banalisation de leur charisme. Nous allons les aborder selon une approche identique : leur parcours biographique antérieur à leur entrée dans la vie politique et les ressources culturelles, politiques et sociales dont ils disposent; la « porte d'entrée » qu'ils utilisent pour accéder à une carrière politique ; la dynamique postérieure à leur accès à un poste politique.

³¹¹ **Dorna, A.**, *Le leader charismatique*, Desclée de Brouwer, Paris, 1998, p. 48.

On abordera aussi les modes de construction de leurs éthos sur la base d'une analyse systémique d'un corpus d'énoncés consacrés à la construction de leur image dans leur discours. A l'issue de cette analyse on proposera une catégorisation des types d'éthos qu'ils construisent afin de mettre en évidence les distinctions qui existent entre les différents leaders.

Nous présenterons les biographies et les mode de construction de l'éthos de George Ganchev : le comédien caractérisé par un charisme de prestige (**Section 1**) ; de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha : l'ex roi doté d'un charisme de « Sauveur » (**Section 2**) ; de Volen Siderov : le journaliste caractérisé par un charisme de « rupture » (**Section 3**) ; et enfin de Boyko Borissov : un personnage hyper - médiatique pourvu d'un charisme de « héros » (**Section 4**).

Section 1 : George Ganchev : un charisme de prestige

George Ganchev fait sa percée dans la vie politique après avoir fait une carrière artistique (§1) ; il parvient à s'imposer dans la vie politique par un charisme de « prestige » (§2).

§1 Parcours biographique : un comédien qui s'inscrit dans la vie politique

George Ganchev a un double profil d'artiste et de politicien : c'est un comédien, metteur en scène, sportif qui a passé une partie importante de sa vie en Angleterre et aux Etats-Unis en tant que collaborateur de l'ancienne Sûreté d'Etat (I). Il fait son entrée dans la vie politique bulgare et développe une carrière politique active entre 1992 et 2001 ; par la suite il fait son retour dans le milieu artistique. Malgré ses différentes tentatives de retour à la vie politique après 2001, il ne joue pas un rôle de premier plan dans la vie politique bulgare pendant la deuxième décennie post-communiste (II).

I Les années à l'étranger

George Ganchev, dont le nom de naissance est Georgi Petroushev, est né en 1939 à Plovdiv (ville de 300 000 habitants, la deuxième ville bulgare après Sofia). Il a surtout construit sa carrière en dehors de la Bulgarie. N'ayant pas un niveau d'études élevé il a fait ses études à l'Académie Nationale des sports à Sofia. Par la suite il passera plus de vingt ans de sa vie à l'étranger : marié avec une Anglaise il quitte la Bulgarie à la fin des années 1960 et ne fait son retour définitif qu'en 1990. Pendant cette période il partage sa vie entre Londres et les Etats-Unis et obtient la citoyenneté américaine.

En Angleterre et aux Etats-Unis il s'est occupé d'escrime, de théâtre et de cinéma. Dans sa biographie officielle, il met en avant ses activités de metteur en scène et de scénariste. Il indique également avoir travaillé en tant qu'entraîneur du Club d'Escrime de Londres (1968-1973) et avoir été champion mondial d'Escrime en 1970 et en 1974. Il a complété ses études à l'étranger en suivant des formations à l'Académie britannique d'escrime, au sein de l'institut théâtral Lee Strasberg et Sherwood Oaks Experimental College à Hollywood.

Pendant ses années d'exil, il avait été engagé par l'ancienne Sécurité d'Etat du régime communiste. Le dossier qui a été mis à notre disposition par la Commission de dévoilement de l'appartenance des citoyens bulgares aux structures de la Sûreté d'Etat, dévoile qu'il a été enregistré comme collaborateur de l'ancienne Sûreté d'Etat pendant vingt ans (depuis 1970 jusqu'à 1990). Affilié au Deuxième directoire qui est en charge de la sécurité extérieure de la Bulgarie, il donne des renseignements sous le pseudonyme de George ; par la suite il commencera à utiliser ce nom à la place de son nom de naissance ; il possède ainsi une identité distincte de l'ensemble de la classe politique en raison du respect envers la culture anglo-saxonne surtout pendant la première décennie post-communiste.

George Ganchev insiste souvent sur sa production artistique. Pourtant il ne s'agit pas d'œuvres à grand succès connues au public bulgare, qui auraient fait de lui une figure populaire. Il n'est pas une vedette de cinéma ayant décidé de faire une carrière politique mais plutôt un acteur qui met en exergue ses succès à l'étranger pour se légitimer.

Dans sa biographie, il mentionne qu'il a écrit les scénarios d'un nombre important de films réalisés aux Etats-Unis, dont *The Interpol Quartet*, *N.Y. Locals & Russian Strangers*, *East or West?*, *Murder in the Balkans*, *Citizen Bellow*. Il cite également un certain nombre de pièces de théâtre dont il a été le metteur en scène aux Etats-Unis, dont : *A View from the Bridge*, *Lovers & Other Strangers*, *The Reluctant Tragedian*, *Drums in the Night*, *Zoya's apartment*, *The Inspector General*, *Sasha & the Greystones*, *Citizen Bellow Hamlet*. Ganchev inclut également dans sa biographie des émissions de télévision qu'il a mises en scène aux Etats-Unis: Parmi elles : *The Reluctant Tragedian*, *The Boor*, *Triangle in L.A.*, *In the Morning*, *My Balkan Connection*. Il cite également les écoles théâtrales dans lesquelles il a donné des cours de théâtre : The American Academy of Dramatic Arts - Pasadena, California Lee Strasberg Theatre Institute.

Il insiste également sur l'idée qu'il a acquis de l'expérience et de la reconnaissance dans le domaine de l'escrime, ce qui met en valeur sa nature cultivée et les activités nobles qui ont été les siennes : il a donné des cours d'escrime au sein du The British Fencing Squad pour les Jeux Olympiques de « Mexico City 1968 » et ceux de « Munich 1972 » au sein de l'Académie britannique d'escrime.

Le type de pièces artistiques et les activités sportives qu'il présente ne sont pas directement liés à la construction d'un discours politique. Pourtant ils le dotent de certaines

qualités pour se comporter face au public, s'adresser à lui, théâtraliser et jouer sur l'émotionnel, ce qui trouvera ultérieurement une traduction dans sa carrière politique.

II La trajectoire politique

Après son retour en Bulgarie en 1990, il joue un rôle actif dans la vie politique bulgare de 1992 à 2001. Sa carrière a débuté grâce à ses contacts avec les réseaux de l'ancienne Sûreté d'Etat qui lui ont permis d'obtenir un capital social qui lui a assuré un accès aux médias. Après avoir obtenu l'opportunité de parler en public, il parvient à conquérir le public par le style artistique de ses interventions : Ganchev se présente à la télévision une guitare à la main en adoptant une approche humoristique de la politique, ce qui contraste avec la grande réserve de la classe politique après 45 ans de communisme.

Son parti politique le Bloc Bulgare du Business est créé en 1990 et il demeure à sa tête jusqu'en 1997, lorsqu'il sera exclu du parti à la suite d'un conflit entre des fractions partisans. Ses plus grands succès politiques consistent en sa position de leader de son parti politique BBB et celles de député et de candidat aux élections présidentielles : ayant obtenu un succès significatif aux élections présidentielles de 1992 et 1996, il sera député sous deux législatures : au cours de la 37ème Législature (1995-1997) et la 38ème Législature bulgares (1997-2001). En tant que candidat aux élections présidentielles de 1992 et 1996 il obtient des scores significatifs de 854 108 voix (16,7%) en 1992 et de 937 686 21 (21,9%), en 1996.

En résumé, il s'agit d'un acteur politique qui a fait son entrée dans la vie politique relativement tardivement, dont le parcours est lié aux réseaux artistiques, mais qui pourtant est intégré dans les structures de pouvoir de l'ancien Etat-Parti en raison de ses longues années de collaboration avec elles ; ce qui lui a assuré une position privilégiée pour accéder aux médias, ce qui était nécessaire pour la constitution d'une image publique. Il ne dispose pas d'une expérience politique antérieure liée à une idéologie spécifique. Pour lui la formulation d'un discours de type populiste n'est qu'un instrument qui lui servira à s'inscrire au sein de la vie politique bulgare. Par la suite il se positionnera en tant que leader d'opposition, ce

qui est également un facteur à prendre en considération dans l'analyse de son discours.

Sa carrière politique est en déclin depuis le début des années 2000. Après avoir été exclu de son propre parti, le Bloc Bulgare du Business, il est à l'origine de la création de deux autres partis politiques qui, pourtant, n'auront pas de succès. En 2001 il a créé un nouveau parti portant un nom similaire : le Bloc Politique de George Ganchev; pourtant, aux élections présidentielles de 2001 il n'obtient que 95 759 voix, soit 3,38% des votes. En 2005 il crée un nouveau parti politique : l'Union patriotique nationale qui se présente aux élections législatives de 2005 dans le cadre d'une coalition avec trois petits partis de centre-gauche (la Social-démocratie Bulgare présidée par Alexandre Tomov; le Bloc Unifié du Travail présidé par Krastio Petkov et le Mouvement national des droits et des libertés présidé par Guner Tahir), sous le nom de La coalition de la Rose, mais qui ne parviendra pas à passer la barre des 4% pour obtenir une représentation au Parlement. L'Union patriotique nationale présidée par George Ganchev s'est également présentée aux élections législatives anticipées de 2013 qui ont eu lieu dans le contexte d'une crise politique grave provoquée par les mouvements de contestation mettant en avant des revendications anti-système. Pourtant treize ans après avoir quitté la vie politique active il n'obtient que 3239 voix, soit 0,9%.

§ 2 L'éthos de prestige

George Ganchev cherche à se distinguer de la classe politique « par le haut » par un éthos dominant de prestige. Nous avons identifié et classé 22 énoncés à travers lesquels Il cherche à constituer son image devant l'électorat ; ils datent de la période de 1991 à 2001 durant laquelle il développe sa carrière politique. Parmi ces énoncés nous avons identifié quatre catégories essentielles : une partie est consacrée à la recherche de légitimité en tant que figure imprégnée de culture étrangère et reconnue par les élites étrangères (8 des énoncés répétitives ce qui a un poids relatif de 36% des unités recensées); un second pilier est consacré à sa légitimation en tant qu'acteur aisé, ayant réussi et n'étant nullement attiré par le profit (4 énoncés retrouvés, soit 18%) (I). L'on retrouve aussi des propos qui le

légitiment en tant qu'acteur qui est « au - dessus » de la classe politique (7 des énoncés identifiés, soit 32% des unités recensées) ; et qui se « sacrifie au nom du peuple » (3 énoncés, soit un poids relatif de 14%) (II).

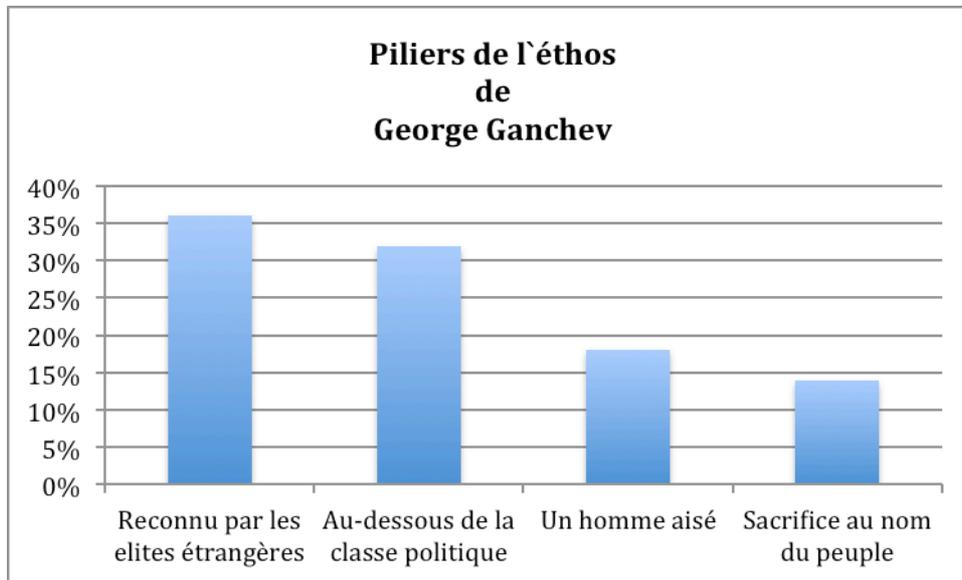


Figure 2 Piliers de l'éthos de George Ganchev

I George Ganchev, un homme qui a réussi et est reconnu à l'étranger

George Ganchev cherche à se légitimer en mettant l'accent sur sa proximité de la culture anglo-saxonne et ses contacts personnels prestigieux ; il construit également l'image d'un homme aisé qui a réussi à faire fortune ; il apparaît ainsi comme un acteur qui ne recherche pas un quelconque intérêt matériel à travers la politique.

Les exemples qui démontrent l'utilisation de références étrangères prestigieuses sont multiples. L'une des références régulières sur lesquelles il s'appuie est l'attractivité de la culture anglo-saxonne pour une partie importante de la société bulgare au début des années 1990. Il s'identifie à cette culture et se présente comme son représentant.

Il cherche à construire sa crédibilité sur la base d'un transfert de confiance dans les institutions de la démocratie représentative des pays anglo-saxons vers sa personne. Comme il le souligne dans son entretien accordé au journal *Société* le 14

mars 1991 : «*Je suis influencé par la culture anglo-américaine et j'ai une très bonne connaissance de la démocratie parlementaire* »³¹². Il établit des comparaisons entre lui-même et des présidents américains : il dit le 14 novembre 1991, les propos suivants : «*Si quelqu'un veut négliger ma personnalité je veux rappeler que Ronald Reagan a tourné dans des publicités de chemises et de café bon marché*»³¹³.

Il cherche également de la légitimité à travers l'adoption du style des élites anglo-saxonnes; c'est sur cette base qu'il se distingue de la classe politique bulgare. Comme il l'explique pour le journal *Vie économique*, le 11 décembre 1991: «*Il y a des accusations selon lesquelles mon sourire est stupide. Il ne peuvent même pas imaginer que le gentleman moderne anglais ou américain a un visage nettement différent de leurs visages renfrognés, affamés et méchants* »³¹⁴.

Il présente également son expérience à l'étranger comme une garantie de compétence, après 45 ans de communisme durant lesquels les voyages à l'étranger n'étaient pas accessibles à la majorité des Bulgares. Comme il le dit pour le journal *Sport*, le 6 novembre 1991 : «*J'ai visité 52 pays* »³¹⁵. C'est un chiffre impressionnant si l'on garde à l'esprit le prestige social associé aux voyages à l'étranger deux ans après l'ouverture des frontières.

L'autre facette importante de l'utilisation de son implantation à l'étranger en tant que source de légitimité est constituée par les noms de personnalités qu'il cite régulièrement. Il se présente notamment comme proche de l'ex-vice-président des Etats-Unis Al Gore ainsi que de la famille royale anglaise³¹⁶. Ainsi, le journal

³¹² Obshtestvo (1991, 14 mars). Le rôle du leader est fatal ; «*Roliata na lidera e fatalna* ».

³¹³ Agence Fax (1991, 14 novembre). La Bulgarie a besoin de personnalités non pas de couleurs ; «*Na Bulgaria i triabvat lichnosti, a ne cvetove* ».

³¹⁴ Vie économique (1991, 11 décembre). Je suis bulgare, je ne suis pas, rouge, bleue ou orange ; «*Az sam bulgarin ne sam cherven, sin, oranjev* ».

³¹⁵ Sport (1991, 6 novembre). Il faut savoir que t'as un seul peuple ; «*Triabva da znaesh che imash samo edin narod* ».

³¹⁶ Cash (1993, 2 juin). George Ganchev n'est pas tellement fou comme il le paraît ; «*George Ganchev ne e tolkova lud kolkoto izglejda* ».

Cash du 2 juin 1993 cite ses propos à ce sujet : « *Quelqu'un pourrait ne pas croire que je connais les noms les plus célèbres au monde, mais c'est son problème* »³¹⁷.

Il présente également ses contacts avec les élites étrangères en tant qu'école de style et de morale ; ce sont toujours des qualités qui le font apparaître comme un homme cultivé : « *J'ai enseigné l'escrime chez le grand Maître Ferenc Magyar qui m'a appris non seulement l'escrime, mais l'esthétique, l'estime de soi, un style parfait, d'esprit.* »³¹⁸. Ganchev utilise aussi ses succès à l'étranger en tant qu'un certificat de réussite qui démontre ses qualités exceptionnelles : « *A 28 ans je suis devenu l'entraîneur de l'équipe nationale d'escrime de Bretagne - créée en 1540 - pour les Jeux Olympiques de Mexico et de Munich* »³¹⁹.

George Ganchev cherche également à construire l'image d'un homme aisé ; cela démontre sa capacité à obtenir un succès matériel à l'étranger et de montrer que tirer un profit matériel de son activité politique ne l'intéresse pas. Ainsi le journal *Cash* du 2 Juillet 1993 signale qu'il a possédé une maison aux Etats-Unis qu'il a laissée à sa femme, et aussi une maison à Chypre d'une valeur d'un quart de million de dollars³²⁰.

Il met également en avant son indépendance économique en affirmant qu'il allait couvrir ses frais personnels et ses projets politiques grâce à son propre argent. Comme il l'a dit à la radio nationale bulgare *Horizont*, le 3 juillet 1994 : « *Je suis rentré afin de servir 8 millions de Bulgares, je ne prends rien à l'Etat, je vends ma propriété à l'étranger.* »³²¹. Comme il le précise aussi dans le cadre du débat présidentiel de 1996 à propos du financement de sa campagne électorale, « *Je suis parti avec mon propre argent* »³²².

³¹⁷ *Ibid.*

³¹⁸ Troud (1996, 12 octobre). La loi est un bâton qui est identique pour le Président et pour le cordonnier ; « *Zakonat e toiaga - ednakav za prezidenta i za vaksadjiata* ».

³¹⁹ *Ibid.*

³²⁰ *Cash* (1993, 2 juin). *Op.cit.*

³²¹ Intervention devant la radio *Horizont* du 3 juillet 1994, émission « *Dimanche 150* », 11h 50, disponible dans les archives de l'Agence Télégraphique Bulgare (BTA).

³²² Débat présidentiel du 10 octobre 1996, Débat présidentiel « *Le président comme garant de la sécurité nationale* », disponible dans les archives de l'Agence Télégraphique Bulgare (BTA).

Il souligne également son indépendance vis-à-vis de l'ensemble de la classe politique et économique perçue en tant qu'un groupe distinct du peuple au fur et à mesure de l'avancement de la transition. Il se décrit lui-même de la manière suivante dans le journal *Troud* du 14 Juillet 1996 : « *Un homme de Bulgarie comme moi, qui a tout appris par des martyres nationaux du XIXème siècle, qui n'est jamais entré dans des jeux politiques ni de gauche, ni de droite, n'a pas de firmes, n'est membre d'aucun bord* »³²³.

Une garantie de sa distinction et de son indépendance par rapport à la classe politique est également le fait qu'à son avis il constitue une menace pour elle ; il se présente comme un ennemi reconnu et potentiellement dangereux : « *Les gens financièrement indépendants comme moi sont un diable aux yeux des gens qui servaient de tapis dans les régimes de Goebbels et de Todor Jivkov* »³²⁴.

II Un homme au-dessus de la classe politique qui sert le peuple

George Ganchev construit également l'image d'un homme qui se positionne au-dessus des clivages politiques et qui est au service du peuple.

Il entend se distinguer des partis politiques de tous bords. Comme il le souligne à l'agence « Fax », le 14 novembre 1991 : « *La Bulgarie a besoin de personnalités, non de couleurs* »³²⁵ en visant les clivages et la confrontation entre la gauche et la droite au début des années 1990. Ce même type d'arguments est repris dans le journal *Vie économique*, le 11 décembre 1991 : « *Je pense que j'ai déjà prouvé que je suis un homme qui n'est ni rouge, ni bleu, ni orange. Je ne prends pas de couleur. Je suis Bulgare et uniquement Bulgare* »³²⁶.

Il met également en avant sa distinction vis-à-vis de la classe politique en comparant ses caractéristiques d'homme cultivé avec celles du reste de la classe

³²³ Troud (1996, 14 juillet). Je sers à mon peuple et je suis prêt à mourir pour lui tout de suite ; « Sluja na narida si i sam gotov da umra na parvia agal za nego ».

³²⁴ *Ibid.*

³²⁵ Agence Fax (1991, 14 novembre). La Bulgarie a besoin de personnalités non pas de couleurs ; « Na Bulgaria i triabvat lichnosti, a ne cvetove ».

³²⁶ *Vie économique* (1991, 11 décembre). Je suis bulgare, je ne suis pas, rouge, bleue ou orange ; « Az sam bulgarin ne sam cherven, sin, oranjev ».

politique qui à son avis ne possède pas ses compétences linguistiques ni un parcours professionnel semblable au sien : « *De plus, un Président, quand il rentre dans la salle, il doit être mieux habillé que les autres, il doit parler mieux l'anglais qu'eux, il doit aussi avoir une biographie professionnelle plus forte que les autres* »³²⁷.

George Ganchev se présente en tant que leader placé au service du peuple. Il parle de son retour de l'étranger comme un sacrifice consacré au nom de la Bulgarie. Comme il le dit aussi dans le journal *Sport* du 6 novembre 1991 : « *Je suis arrivé pour partager ma connaissance et mon argent* »³²⁸. Il affirme également dans le journal *Troud*, le 14 juillet 1997 : « *Je sers mon peuple et je suis prêt à mourir à chaque pas pour lui* »³²⁹. Ganchev présente aussi ses années à l'étranger comme un « *exil bénévole* » afin d'aider son pays. Comme il le souligne dans l'émission *Dimanche 150* de la radio nationale bulgare *Horizont*, le 28 janvier 1996, en parlant de lui à la 3ème personne du singulier : « *George Ganchev a passé 25 ans en exil bénévole et a démontré qu'il peut être dans une opposition constructive* »³³⁰.

Le leader du BBB construit ainsi une légitimité charismatique à partir de son expérience et de sa popularité dans le domaine sportif et artistique ; il n'a pas suivi une carrière partisane au sein d'un parti politique; il s'est inséré dans la vie politique en tant que personnage situé à l'extérieur du système de partis ; il utilise ses contacts parmi les anciennes élites communistes afin de faire son entrée dans la vie politique. Ganchev tire sa légitimité de quatre types d'arguments « en phase » avec les tensions de l'opinion du début de la transition post-communiste et relevant de deux groupes thématiques : l'image d'un homme ayant réussi à l'étranger ; celle de quelqu'un placé au-dessus des clivages politiques et au service du peuple. A la

³²⁷ *Ibid*

³²⁸ *Sport* (1991, 6 novembre). Il faut savoir que t'as un seul peuple ; « *Triabva da znesht che imash samo edin narod* ».

³²⁹ *Troud* (1996, 14 juillet). Je sers à mon peuple et je suis prêt à mourir pour lui tout de suite ; « *Sluja na narida si i sam gotov da umra na parvia agal za nego* ».

³³⁰ Intervention dans le cadre de l'émission « *Dimanche* » 150, 28 janvier 1996, 11 h 40 ; disponible dans les archives de BTA.

base de cela il aspire à construire un éthos de prestige qui le différencie de l'ensemble de la classe politique.

Section 2 : Siméon de Saxe Cobourg-Gotha : l'ex roi doté d'un charisme de « Sauveur »

Comme George Ganchev, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha fait sa percée dans la vie politique après son retour de l'étranger. Il fait son entrée sur la scène politique de la Bulgarie post-communiste dans sa qualité d'héritier du trône bulgare exilé pendant les années du communisme. Il fait son retour au sein de la vie politique au début de la deuxième décennie post-communiste (en 2001) en fondant sa légitimité sur un charisme de « Sauveur ». On abordera d'abord son parcours biographique (§1), puis les modes de construction de son ethos publique (§2).

§1 Parcours biographique

Siméon de Saxe Cobourg-Gotha parvient à construire un lien direct avec l'électorat avant de rechercher une forme institutionnelle qui lui permettra de canaliser la fascination envers sa figure. Afin de présenter son parcours biographique, il convient d'aborder son enfance et ses années passées en exil de Bulgarie (I) ; par la suite nous allons étudier la période de son retour dans la vie politique bulgare dans le cadre d'un régime démocratique et l'évolution de sa carrière politique ultérieure (II).

I Enfance et années en exil

Siméon de Saxe Cobourg-Gotha (Siméon Sakskobourggotski en bulgare) est né le 16 juin 1937 à Sofia. Il est le fils de Boris III de Bulgarie (sur le trône du 3 Octobre 1918 au 28 août 1943) et de Ioana, fille du roi Victor-Emmanuel III d'Italie. Il monte sur le trône bulgare à l'âge de six ans, le 28 août 1943, suite à la disparition de son père d'une crise cardiaque. En raison de son âge, il gouverne à travers trois régents – son oncle le Prince Kiril, le professeur Bogdan Filov et le Lieutenant- Général Nikola Mihov. Le 8 septembre 1946 il est mis un terme à ses fonctions du roi de Bulgarie suite à l'abolition de la Monarchie par référendum après l'arrivée au pouvoir du Parti communiste bulgare. En dépit de cela, il n'a jamais abdiqué et prétend toujours à son titre royal ; Pourtant il ne revendique pas ouvertement un retour de la monarchie.

Le 15 Septembre 1946, Siméon est expulsé avec sa mère et sa sœur. La famille royale exilée s'installe tout d'abord à Alexandrie en Egypte où la famille rejoint le père de sa

mère Ioana, le roi Victor-Emmanuel III d'Italie. En 1950, la mère de Siméon fait une demande d'asile auprès de l'Italie, qui est rejetée. En 1951, la famille obtient un droit d'asile grâce au roi d'Espagne et s'installe à Madrid. Siméon de Saxe Cobourg-Gotha suit une formation au Lycée français de Madrid, puis il fait des études de droit et de science politique. Entre 1958 et 1959 il suit également une année d'études à l'Académie militaire Valley Forge aux Etats-Unis.

En 1962 à Vevey, (Suisse) il épouse Margarita Gómez-Acebo. Le couple a quatre fils et une fille qui portent tous des prénoms bulgares : Kardam, Kiril, Kubrat, Konstantin et Kalina. Les noms de Kardam et Kubrat ont même été empruntés à ceux des premières dynasties bulgares de l'époque païenne : du nom du khan Kardam (au pouvoir en 777-803) et du khan Kubrat (au pouvoir en 632-665). Ils ont tous des titres royaux en dépit du fait que la Monarchie bulgare était déjà abolie au moment de leur naissance : Prince Kardam Saksobourggotski de Tarnovo (officiellement qualifié d'héritier du trône bulgare après son père Siméon II), Prince Kiril Saksobourggotski de Preslav, Prince Kubrat Saksobourggotski de Panagyurichté, Prince Konstantin Saksobourggotski de Vidin et Princesse Kalina Saksobourggotski.

Il développe une carrière d'homme d'affaires. D'après sa biographie officielle il a obtenu une expérience en tant que conseiller et directeur d'entreprise – au sein de la branche espagnole de « Thomson Grand Public », la compagnie de production des produits laitiers « Leche Pascual », l'hôtel Eurobuilding à Madrid. Pendant les années 1970, le roi Hassan II du Maroc a nommé Siméon de Saxe Cobourg-Gotha conseiller au sein des sociétés « Compagne Sucrière du Maroc » et « Omnium Nord Africain » qui s'occupent de la production de sucre, des mines, des assurances et des crédits.

II Dynamique de la carrière politique

Après les longues années d'exil, il fait son retour en Bulgarie pour la première fois en 1996. Il annonce son retour sous la forme d'une réponse à la lettre publiée par 101 intellectuels bulgares le 25 novembre 1995 qui sollicitent son arrivée. Par la suite il commence se rendre régulièrement en Bulgarie. Certains de ses séjours coïncident avec des dates historiques liées à l'histoire monarchique de la Bulgarie – notamment son retour du 16 avril 1997 : Il assiste à l'anniversaire de l'adoption de la Constitution de Tarnovo qui avait été à l'origine d'un régime de monarchie constitutionnelle (adopté le 16 avril 1879 dans l'ancienne capitale bulgare de l'époque médiévale Veliko Tarnovo).

Pourtant, il commence à préparer son retour dans la vie politique en respectant les règles républicaines. Siméon prépare sa candidature au poste de Président de la République pour les élections présidentielles de novembre 2001; mais sa candidature est bloquée par la décision de la Cour Constitutionnelle du 8 février 2001, saisie par un groupe de 75 députés de droite qui cherchent à bloquer

la candidature de l'ex-roi bulgare à ce poste. Il en résulte de la décision qu'un : *« citoyen bulgare, candidat à la présidence « a vécu sur le territoire du pays pendant les cinq dernières années » conformément à l'article 93 alinéa 2 s'il a résidé d'une manière permanente sur le territoire bulgare pendant plus de la moitié des cinq ans précédant l'année des élections présidentielles »*³³¹. La décision visait sa candidature. Cet obstacle est confirmé par Siméon de Saxe Cobourg-Gotha lui-même : Dans sa biographie officielle, il est noté à propos de cette décision que *« De cette manière la droite gouvernementale arrive à isoler le roi des élections présidentielles. Les événements qui se succèdent démontrent que cette décision n'était pas perspicace »*³³².

Suite au blocage de sa candidature aux élections présidentielles Siméon de Saxe Cobourg-Gotha se focalise sur les élections législatives de juin 2001. Cinq ans après son premier retour, le 28 avril 2001, il fonde le Mouvement national Siméon II. Pourtant il n'obtient pas un enregistrement avant les élections et forment une coalition avec deux petits partis: Le Mouvement de renaissance nationale « Oborishte » et le Parti de femmes bulgares. Le 17 juin 2001, ce mouvement remporte les élections législatives avec 43% des suffrages. Le 24 juillet 2001, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha est élu Premier Ministre par le Parlement. Il assume ce poste de 2001 à 2005 à la tête d'un gouvernement de coalition entre le NDSV et le DPS (le parti qui représente principalement la minorité musulmane) ; certains représentants du BSP (Parti Socialiste Bulgare) font également partie du gouvernement mais sans le soutien direct du parti.

Le NDSV fait de nouveau partie de la coalition gouvernementale de 2005 à 2009. Avec un score de 19,9 % de suffrages obtenu aux élections législatives de juin 2005 le NDSV n'est pas la force dominante de cette coalition, constituée de BSP, NDSV et DPS et présidé par le leader du Parti Socialiste Sergey Stanishev qui est désigné Premier Ministre. Dans le cadre de cette coalition Siméon de Saxe

³³¹ Voir : Décision № 3 de la Cour Constitutionnelle du 8 février 2001, Disponible sur : <http://constcourt.bg/acts>, consulté le 1 avril 2014.

³³² Voir : Le retour dans la patrie, site officiel de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha <http://www.kingsimeon.bg/pages/show/id/160>, visité le 1 avril 2014.

Cobourg-Gotha fait partie du « Conseil de coalition tripartite » où siègent les leaders des trois partis Sergey Stanishev (BSP), Siméon de Saxe Cobourg-Gotha lui-même et Ahmed Dogan (DPS).

Aux élections législatives de juillet 2009 le NDSV n'obtient que 3,02% des suffrages et ne dépasse pas la barre des 4% pour entrer au Parlement. A l'issue de ces résultats, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha démissionne de son poste de leader. Par décision du Cinquième congrès du NDSV de novembre 2009 Hristina Hristova (en poste jusqu'en 2013) lui succède. Depuis 2008 son nom ne figure pas non plus dans l'acronyme du parti (Mouvement National Siméon II). Suite à la décision du Quatrième Congrès du parti d'octobre 2008 il devient le Mouvement National pour la Stabilité et le Progrès tout en gardant le même acronyme NDSV. A partir de 2009 Siméon de Saxe Cobourg-Gotha reste présent dans la vie publique, mais n'est plus activement impliqué dans la vie politique bulgare.

§ 2 L'éthos de Sauveur

Siméon de Saxe Cobourg-Gotha cherche à se placer au-dessus de la classe politique en constituant un ethos de Sauveur. A la base de l'étude systémique du corpus de discours de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha datant de 2001 à 2009 nous avons identifié 27 exemples d'énoncés par lesquels il constitue son ethos, qui peuvent être classés en quatre catégories qui constituent les quatre piliers essentiels de son ethos. Il souligne le plus souvent le fait que son action est guidée par une obligation, un sacrifice et que son comportement n'est pas motivé par des bénéfices potentiels (14 énoncés, 52 % des unités recensées). Le deuxième pilier de l'image de soi est celle d'un homme rationnel, pragmatique et bien éduqué (6 énoncés, ce qui correspond à 22% des énoncés recensés). D'autres piliers concernent la distance qui le sépare de la classe politique, son origine royale qui le positionne en tant que figure placée hors de la concurrence pour l'exercice du pouvoir (5 énoncés, ce qui correspond à 19% des énoncés recensés) ; aussi bien que ses liens personnels et familiaux à l'étranger (2 énoncés, 7 % des unités retrouvées).

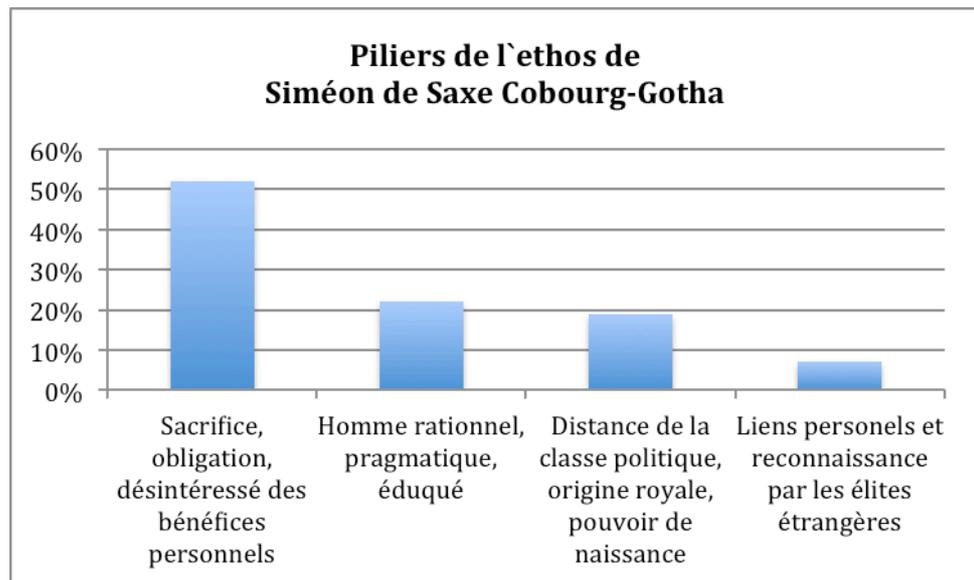


Figure 3 Piliers de l'ethos de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha

Nous allons présenter les modes de construction de son image d'acteur qui se sacrifie au nom du peuple et se positionne au-dessus de la classe politique (I), puis de son image d'acteur rationnel, sage et bien éduqué, de même que les références qu'il fait à ses contacts étrangers (II).

I Un homme politique placé au-dessus de la classe politique qui se sacrifie au nom du peuple

On abordera ici les énoncés consacrés à la construction de l'image d'un acteur qui se sacrifie au nom du peuple et d'un leader qui se positionne au-dessus de la classe politique.

L'un des piliers de l'ethos de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha est l'image d'un homme politique désintéressé dont l'action est motivée par le sacrifice et l'obligation. Dans le cadre de son intervention à l'occasion du nouvel an, en 2001, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha avance l'idée que la prospérité de la Bulgarie est une mission qui lui a été explicitement confiée en se référant à la Constitution de Tarnovo:

« Je suis conscient de l'obligation que la providence et la Constitution la plus démocratique de son temps, créée par notre peuple, m'ont confiée et je voulais vous assurer que je vais lui rester fidèle. Pendant toute ma vie mon

rêve suprême était la prospérité de la Patrie. A l'avenir je vais continuer à la servir sans hésiter par tous les moyens possibles, car je crois dans le peuple bulgare »³³³.

Il insiste sur cet élément le jour même de son intervention historique du 6 avril 2001 lorsqu'il annonce son entrée dans la vie politique de la Bulgarie post-communiste à travers le Mouvement National Siméon II :

« C'est une journée qui fait date dans ma vie. Je vis depuis des années avec l'obligation de vous servir. J'étais en train de souffrir ensemble avec vous pendant des décennies pour notre destin malheureux. Pourtant je n'ai jamais cessé de croire en une Bulgarie libre et indépendante »³³⁴.

Quatre ans plus tard, dans le cadre de la campagne pour les élections législatives de 2005, il qualifie la totalité de sa vie de service au nom de la Bulgarie : *« J'en souris et je me dis à moi-même que je dois probablement être un dinosaure en considérant à quel âge j'ai commencé à servir la société – pratiquement à l'âge de 6 ans »³³⁵*. Dans le cadre de la même campagne électorale de 2005 il s'appuie sur cette argumentation à d'autres reprises : *« Vous savez que pendant toute ma vie je travaillais autant que les conditions me le permettaient pour l'image positive de mon pays. Je suis resté fidèle à moi-même pendant que j'occupais le poste de Premier Ministre. »³³⁶*. Il répète ce constat à plusieurs reprises en présentant ses années en exil comme une longue souffrance pour la Bulgarie. Ainsi, le journal *24 heures* du 31 mai 2005 cite ses propos : *« J'ai attendu mon retour en Bulgarie pendant 50 ans et je ne vais pas partir maintenant »³³⁷*. Le même motif est utilisé dans le cadre de son intervention du 24 juin 2005, à la veille des élections législatives de 2005, alors qu'il vient d'achever son mandat de quatre ans de Premier Ministre :

³³³ Appel de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha au peuple bulgare à l'occasion de Nouvel an (2001), diffusé le 28 décembre 2000.

³³⁴ Appel de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha au peuple bulgare, 6 avril 2001, disponible sur <http://www.kingsimeon.bg/archive/viewcategory/id/75>, visité le 3 septembre 2014.

³³⁵ Novinar (2005, 27 mai). L'éducation familiale de Siméon exige une coalition après le vote ; *« Vazpitanieto na Siméon iziskva koalicia sled vota »*.

³³⁶ Appel de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha au peuple bulgare, 22 juin 2005, disponible sur, http://m.dnevnik.bg/bulgaria/2005/02/09/87755_, consulté le 2 septembre 2014, consulté le 2 septembre 2014.

³³⁷ *24 heures* (2005, 31 mai). J'ai attendu 50 ans de faire mon retour en Bulgarie, je ne vais pas repartir ; *« Chakam 50 godini da se varna v Bulgaria, niama da si hodia »*.

*« Je l'ai dit à plusieurs reprises et je vais le répéter maintenant – mon retour dans la patrie n'est pas le résultat d'un élan émotionnel. J'ai mobilisé mon expérience, la confiance en ma personne et les contacts que j'avais développés autour du monde pendant 50 ans avec le seul espoir d'être utile à mon peuple et de le servir ».*³³⁸

L'un des piliers structurels de l'image de soi construite par Siméon de Saxe Cobourg-Gotha est également l'idée de son positionnement au-dessus de la classe politique. Il utilise plusieurs types d'arguments afin de construire cette facette de son image publique. Même après son accès au pouvoir, il continue à essayer de faire en sorte qu'on le différencie d'elle: comme il le souligne dans sa lettre ouverte publiée le 16 juillet 2004 : *« Les gens qui me connaissent savent très bien que je ne suis pas un homme politique standard, pour qui la présence au sein du pouvoir est une ambition dominante et une culmination de son trajectoire professionnel »*³³⁹.

Pour asseoir l'idée de sa nature différente des politiciens, il met notamment en avant la restitution des biens de la couronne royale qui a constitué un sujet controversé et a soulevé beaucoup de critiques. Comme il le dit au cours de la campagne pour les élections législatives de 2005, à l'issue de son mandat de quatre ans en tant que Premier Ministre : *« La restitution des biens est une garantie que la personne ne va pas voler »*³⁴⁰. La distinction qu'il veut faire entre lui-même et la classe politique est soulignée au cours des élections européennes de 2009 : *« Vous devez être tout à fait conscients que vous allez d'abord représenter la Bulgarie et puis le NDSV au sein du Parlement Européen. Je ne suis probablement pas l'homme politique typique mais c'est très important. »*³⁴¹.

³³⁸ Appel au peuple de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, 24 juin 2005

³³⁹ Lettre ouverte du Premier Ministre Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, 16 juillet 2004, publié par le journal « Troud » dans son numéro du 17 juillet 2004.

³⁴⁰ Novinar (2005, 27 mai). L'éducation familiale de Siméon exige une coalition après le vote ; *« Vazpitanieto na Siméon iziskva koalicia sled vota »*.

³⁴¹ Discours de Siméon de Saxe Cobourg-Gptha à l'occasion de la présentation des listes du NDSV, 25 avril 2009, disponible sur : <http://www.kingsimeon.bg/archive/viewcategory/id/98>., consulté le 1 septembre 2014

II Un homme rationnel et éduqué qui possède des contacts à l'étranger

Siméon de Saxe Cobourg-Gotha construit également l'éthos d'un homme rationnel, pragmatique et éduqué, aussi bien que d'un homme reconnu par les élites européennes. Il cherche à construire une légitimité politique basée sur des exemples variés. Il insiste sur son travail d'intellectuel afin de montrer qu'à la différence d'autres acteurs politiques, il est un homme cultivé doté de sagesse. Comme il le souligne le 21 juin 2005 : « *Je me suis consacré à un travail silencieux et continu, j'ai du mal à faire des tours dans toute la Bulgarie, mais je ne vous ai pas oubliés* »³⁴².

Il se présente également en tant que quelqu'un qui choisit bien ses mots, évite toute sorte de radicalisme et cherche à échapper la pression médiatique. Dans son entretien publié par le quotidien « Standard » le 1 juillet 2009 il met en avant notamment une phrase qui est devenue symbolique pour lui : « *l'homme est maître du silence* » ; ce qui établit une distinction phare entre lui et les autres acteurs adoptant un discours populiste pour qui le contact avec les médias est essentiel:

*« Il y a beaucoup de travail, beaucoup de pression. Certains discours qui sont peut-être plus radicaux m'inquiètent. C'est un sentiment personnel. Probablement notre public a-t-il déjà regardé ce genre de discours pendant trop longtemps et aspire-t-il à davantage de raison, un comportement plus modéré et prévisible. Après les élections l'on ne sait pas avec qui est-ce qu'il faudra mener des négociations, et cela pourrait lui imposer de retirer ses mots. Je pense que le vieux proverbe – l'homme est maître du silence est utile dans plusieurs cas. »*³⁴³

Il oppose même l'étiquette populiste à la rationalité. Dans son appel au peuple à l'occasion des élections législatives de 2009, lorsque nombre d'acteurs mobilisent un discours de type populiste, il affirme : « *Allez voir les gens, discutez avec eux. Il faut les convaincre que les problèmes ne peuvent pas être résolus avec du populisme, mais avec de la compétence, avec un comportement responsable.*

³⁴² Standard (2005, 21 juillet). Je me suis consacré à un travail silencieux ; « Otdal sam se na tiha rabota ».

³⁴³ Standard (2009, 1 juillet). Mon atout est que je n'ai pas d'ennemis ; « Moiat koz e che niamam vragove ».

L'on supporte une vie selon les règles – dans la politique, dans le business, dans la préservation de l'environnement »³⁴⁴.

L'un des piliers essentiels de la construction de l'image de soi dans le discours de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha réside dans ses liens personnels et familiaux avec les élites européennes ; ce qui est perçu en tant qu'une reconnaissance par l'Europe; qualité qui demeure appréciée par l'opinion. Il évoque, dès son retour en Bulgarie en 2001, un transfert de prestige de sa figure vers la Bulgarie : *«Pendant les deux derniers mois la Bulgarie était et continue d'être au cœur de l'attention de la presse écrite et des médias électroniques mondiaux. S'il fallait qu'on paie pour cette publicité elle allait nous coûter des millions de dollars. La Bulgarie est à la mode maintenant et on doit profiter de cela. »³⁴⁵.*

En guise de conclusion, l'on peut mettre en avant que Siméon de Saxe Cobourg-Gotha a lui aussi construit sa légitimité sur une base charismatique : son ascension politique n'est pas le fruit d'une promotion au sein d'un parti politique : il obtient un accès à la vie politique bulgare à travers son statut supra partisan d'ex-roi qui se positionne au-dessus du système des partis aussi bien que grâce à son image d'homme d'affaires qui a réussi à l'étranger, ce qui demeure valorisé au début des années 2000.

L'étude des modes de construction de l'image de soi dans son discours montre qu'il cherche à construire une image publique centrée sur une stratégie d'auto-légitimation qui permet de le qualifier en tant qu'un acteur qui construit un éthos dominant de Sauveur. Cette image trouve un écho dans l'opinion et les Bulgares aspirant à l'apparition d'un tel acteur dans le contexte de crise politique, sociale et morale.

³⁴⁴ Siméon de Saxe Cobourg-Gotha ; chaque voix renforce l'Etat « Siméon de Saxe Cobourg-Gotha : Vseki glas ukrepva darjavnosta », le 3 juillet 2009, <http://www.kingsimeon.bg/archive/viewvideo/id/135>, consulté le 1 septembre 2014.

³⁴⁵ Appel au peuple de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, 19 août, 2001.

La formulation d'un discours de type populiste représente également pour lui un moyen d'insertion au sein de l'ordre politique démocratique en tant que candidat au sein d'une compétition électorale ; pourtant, à la différence de George Ganchev, pendant l'ensemble de son activité politique - à l'exception de la première campagne électorale de 2001 - il occupe un poste de pouvoir : en tant que Premier Ministre de 2001 à 2005 et membre de la coalition gouvernementale tripartite entre le NDSV, le BSP et le DPS de 2005 à 2009.

Son charisme opère aussi bien que dans le cas de George Ganchev durant environ une décennie : entre 2001 et 2009. A partir de cette période le support électoral de son parti construit autour de la confiance personnelle en sa personne est brisé ; et Siméon de Saxe Cobourg-Gotha ne participe plus à la vie politique bulgare.

Section 3 : Volen Siderov : le journaliste qui constitue un charisme de « rupture »

Volen Siderov fait son entrée dans la vie politique après avoir fait une carrière journalistique (§ 1) en constituant un charisme de « rupture » (§ 2).

§ 1 Parcours biographique

A la différence de George Ganchev et Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, qui abordent une carrière politique sur la base de leur « aura » d'un artiste et d'un ex-roi, Volen Siderov transforme sa popularité journalistique en popularité politique. Nous allons d'abord aborder la biographie générale de Volen Siderov (I) ; par la suite nous allons aborder sa période d'un journaliste (II) qui lui serve de pont vers sa carrière d'homme politique (III)

I Biographie générale

Volen Siderov est né le 19 avril 1956 à Yambol, ville de 73 000 habitants située au Sud-Est de la Bulgarie. Il a fait une partie de ses études secondaires au lycée de Yambol et ses deux dernières années d'études secondaires à Sofia, où il a obtenu son diplôme du Collège technique de photographie. Son père est décédé lorsqu'il était au lycée. Siderov et son frère Plamen Siderov (actuellement maître de conférence en mathématiques à l'Université de Sofia), ont été élevés par leur mère Stella Siderova qui était institutrice. Il n'a

pas fait de service militaire car il a été réformé en raison de problèmes ophtalmologiques graves : un document prouve qu'il souffrait d'une myopie élevée aux deux yeux³⁴⁶. Il a commencé des études supérieures en philologie bulgare à l'Université de Sofia en 1987, mais n'a pas obtenu de diplôme. Avant la chute du communisme il a travaillé comme photographe au Musée de la littérature à Sofia. Il a repris ses études universitaires à 46 ans. Il s'est inscrit en tant qu'étudiant en Théologie à l'Université de Shoumen (Nord-Est de la Bulgarie) en 2002 mais a interrompu ses études en 2003. Il n'a obtenu un diplôme supérieur qu'à 53 ans lorsqu'il avait déjà connu un succès politique significatif. En 2009, lorsqu'il était déjà leader d'ATAKA, il a obtenu le diplôme de Théologie de la même université en suivant un programme individuel accéléré.

Siderov a vécu pendant des années en concubinage avec la journaliste Kapka Georgieva (depuis le début des années 1990). Il s'est marié officiellement avec elle en 2006, mais le couple est séparé depuis 2011. Kapka Georgieva a joué un rôle d'importance pour la formation d'ATAKA. Elle est également rédactrice en chef du journal du parti portant le non « ATAKA » publié à partir d'octobre 2005. Siderov n'a pas d'enfants à lui mais a élevé le fils de Kapka Siderova Dimitar Stoyanov. Il a été élu en tant que député au sein de l'Assemblée nationale bulgare et ultérieurement député européen.

La séparation du couple qui a eu lieu en 2011 a provoqué aussi une scission du parti. Des transformations se sont produites aussi dans le journal partisan qui jouait un rôle de premier plan dans la diffusion des idées de Sidorov. A partir de cette année il s'est transformé de quotidien en hebdomadaire, tout en gardant sa structure de la période 2005 – 2011.

II Carrière journalistique

Dans l'évolution de Volen Siderov en tant que journaliste avant son entrée dans la vie politique sont identifiables deux périodes caractérisées par des traits antagonistes : une période libérale du début de la transition post-communiste ; une période anti-libérale débutant à la veille des années 2000.

Après la chute du communisme Siderov fait partie du SDS, le front anti-communiste, et entre 1990 et 1992 il est rédacteur en chef du journal officiel de l'union qui porte le nom de « Démocratie ». En sa qualité de rédacteur en chef, il fait des interventions en appui d'une orientation pro-américaine de la Bulgarie. Un exemple qui peut être mis en avant est son propos dans le cadre de l'entretien mené avec Jeliou Jeleu, le Premier Président bulgare élu au suffrage universel direct, que Siderov réalise en sa qualité de journaliste, qui parut le 1 octobre 1990 dans le journal *Démocratie* :

³⁴⁶ Source : Justificatif de dispensions de Service Militaire de Volen Siderov, Directoire générale des archives du Conseil des Ministres, Archive Militaire de Veliko Tarnovo, disponible sur : <http://atakavtcom.snimka.bg/culture/ataka.159891.3621143.big>, consulté le 1 septembre 2014.

*« Personne ne remet en question le fait qu'il est aussi anormal qu'après la guerre, nous n'ayons pas eu de contacts officiels avec le plus grand pays occidental - les Etats-Unis. »*³⁴⁷

Il soutient aussi les actions armées des Etats-Unis de l'époque et publie notamment des commentaires critiques contre le fait que la Bulgarie n'ait pas envoyé ses troupes au Koweït. Comme il l'écrit dans son commentaire «Il faut libérer Aliosha de corvée » publié dans le journal *Démocratie* en 1991:

*« J'ai honte qu'aucun politicien bulgare ne soit parti pour le Koweït. J'ai honte de ceux qui ont attaqué le Président Jelev, quand il a soulevé la question de la présence militaire bulgare dans le Golfe, quoique symbolique».*³⁴⁸

Durant cette période, il dénonce activement l'orientation pro-russe de la Bulgarie. Dans le cadre de l'entretien avec le Président Jelev paru le 1er octobre 1990 dans le journal *Démocratie*, que nous avons déjà cité, il continue à développer son propos sur le positionnement stratégique de la Bulgarie sur l'axe Est/Ouest :

*« ...la Bulgarie jusqu'à présent surtout connue comme un annexe de l'Empire de Moscou, comme une oasis de terroristes internationaux et un poste de contrôle des trafiquants de drogue a décidé de devenir un Etat de droit qui assurera la sécurité et des garanties pour les investissements occidentaux ... »*³⁴⁹

Au début des années 1990 il professe aussi des idées en contradiction avec le populisme ethnique basé sur une construction du peuple bulgare en opposition avec les minorités ethniques et religieuses qu'il développera ultérieurement. Il partage une vision libérale de la défense des droits politiques et culturels des minorités ethniques et religieuses, parle d'une politique discriminatoire vis-à-vis de la minorité turque de Bulgarie et critique la politique de l'époque qu'il qualifie de

³⁴⁷ Partie du propos de Volen Siderov dans le cadre de l'entretien avec le Président Jeliou Jelev, paru le 1er octobre 1990, dans le quotidien « Démocratie », disponible sur : <http://atakavtcom.snimka.bg/culture/ataka.159891.3621216.big>, consulté le 1 Septembre 2014.

³⁴⁸ Il faut libérer Aliosha de la corvée, disponible sur : <http://atakavtcom.snimka.bg/culture/ataka.159891.3621218.big>, consulté le 1 septembre 2014.

³⁴⁹ Partie du propos tenu par Volen Siderov dans le cadre de son entretien avec le Président Jeliou Jelev, paru le 1 octobre 1990, *op.cit.*

« nazie ». Il tire la sonnette d'alarme car selon lui une politique discriminatoire reposant sur des critères biologiques pourrait se produire; attitude qu'il adoptera lui-même ultérieurement. Comme il le souligne dans son article de 1991 intitulé « Il n'y a pas un meilleur fascisme que le communisme » :

*« Nous n'allons jamais devenir un pays respectable, si la politique qu'on applique est discriminatoire, si l'application de la pratique nazie se poursuit. Aujourd'hui, ce sont les Turcs qui sont visés, demain les Juifs, après-demain les gens aux yeux verts. Il est important d'avoir un ennemi, il est important de désorienter les gens ».*³⁵⁰

Dans le cadre de la même publication, il qualifie également le processus de régénération nationale des années 1980 de « génocide fasciste », consistant en une tentative de suppression des identités collectives par l'abolissant des marqueurs d'appartenance ethnique et religieuse de la minorité musulmane. Siderov fait l'analyse suivante à propos de ce processus :

*« En 1984-1985, la Bulgarie a mené un génocide fasciste classique, selon un modèle national-socialiste. Le monde entier a été choqué d'apprendre qu'à la fin du XXème siècle un pays européen peut dépeupler avec des chars et des armes lourdes des villages entiers, peut exproprier des centaines de milliers de personnes, peut exporter et envoyer des gens dans des camps de concentration, parce qu'ils ne veulent pas changer leur nom, qu'il est possible de faire tout cela non pas contre les envahisseurs d'un pays étranger, mais contre les citoyens de leur propre pays »*³⁵¹.

Il publie des articles en faveur des Turcs de Bulgarie ; le parti qui représente principalement cette minorité – le DPS est également soutenu par lui :

*« Je me souviens que mes amis - des gens intelligents - m'assuraient il y a six ans que les Turcs allaient faire leur République ayant la ville de Varna comme capitale. Aujourd'hui, il n'y a pas besoin de convaincre ces mêmes personnes que le Mouvement pour les droits et les libertés n'a pas un impact fatal sur la «paix sociale». Bien que ce mouvement ait déjà été au Parlement pendant une année et n'ait pas fait quelque chose de dangereux. »*³⁵²

³⁵⁰ Démocratie (1991, numéro 224). Il n'y a pas un meilleur fascisme que le communisme ; « Niama po-dobar fashizam ot komunizma ».

³⁵¹ *Ibid.*

³⁵² *Ibid.*

La phase libérale de l'évolution professionnelle de Volen Siderov continue jusqu'aux années 1997-1998. Pendant la période 1997-1998, il travaille comme attaché de presse chez Overgaz : il s'agit de la compagnie de distribution du gaz naturel russe en Bulgarie³⁵³ dirigée par l'un des oligarques bulgares Sasho Donchev. Il obtient également une expérience en tant qu'attaché de presse des structures « Topenergie » et « Moulgroup »³⁵⁴. A l'issue de sa période d'attaché de presse, il reprend de nouveau une carrière journalistique. De 1998 à 2003 il est vice-rédacteur en chef du journal « le Moniteur ». Il construit également une partie importante de sa popularité entre 2003 et 2005 lorsqu'il anime l'émission « ATAKA » (son nom est emprunté au journal nazi qui avait été publié en Bulgarie pendant les années 1930 – ATAKA³⁵⁵). Certes, le positionnement stratégique de Siderov fera l'objet d'une inflexion significative à son retour vers le journalisme : dans ses publications journalistiques postérieures, aussi bien que dans la constitution de son idéologie en tant que leader politique, l'anti-américanisme est devenu l'un de ses thèmes phares. Le positionnement pro-russe devient également l'un des piliers de son discours. Il commence à s'inscrire aussi dans des cercles de réflexion antimondialistes et antisémites internationaux³⁵⁶.

Au cours de cette période il construit notamment la future idéologie d'ATAKA. A la base de l'étude des ses écrits journalistiques, depuis l'année 1998 jusqu'à son entrée dans la vie politique en 2005, peuvent être identifiés quatre types de sources qui peuvent être considérées pour lui comme des références et sources de son idéologie politique: 1) les différentes théories générales de communication,

³⁵³ Voir : Les Oligarques: Sasho Donchev - l'étudiant et l'académicien « Oligarsite: Sasho Donchev – Studenta i Akademika », disponible sur : <http://www.19min.bg/news/4/2074.html>, consulté le 1 septembre 2014

³⁵⁴ Voir : Photos sur lesquelles Volen Siderov apparaît comme attaché de presse de « Multigroup » sont disponibles sur : <http://www.podlupa.bg/Print.aspx?id=851>, visité le 1 septembre 2014.

³⁵⁵ Un fac-similé du journal ATAKA de 1930 est disponible sur : <http://atakavtcom.snimka.bg/culture/ataka.159891.3635101.big>, visité le 1 septembre 2014.

³⁵⁶ Les 26 et 27 janvier 2002 il participe à la Conférence internationale des problèmes globaux de l'histoire mondiale organisée à Moscou. Dans le cadre de cette dernière il commence à développer ses idées antimondialistes et présente son rapport : « La mondialisation, dernière tentative de colonisation de l'Est Orthodoxe » centré sur l'idée d'un complot historique de l'Europe Occidentale, des Etats-Unis et des élites juives contre la Russie en raison de sa puissance présumée menaçante pour l'Occident (Voir : L'axe rouge-brun-vert disponible sur : <http://web.archive.org/web/20090228113050/http://www.sedembg.com/150/page11.htm>, visité le 1 septembre 2014.)

de propagande et d'influence sur les masses ; 2) des études théoriques concernant le mythe du peuple et l'interaction élites/peuple ; 3) les idéologies des partis d'extrême-droite en Europe ; 4) les diverses théories du complot à la circulation mondiale qu'il adapte et présente sous un nouvel angle.

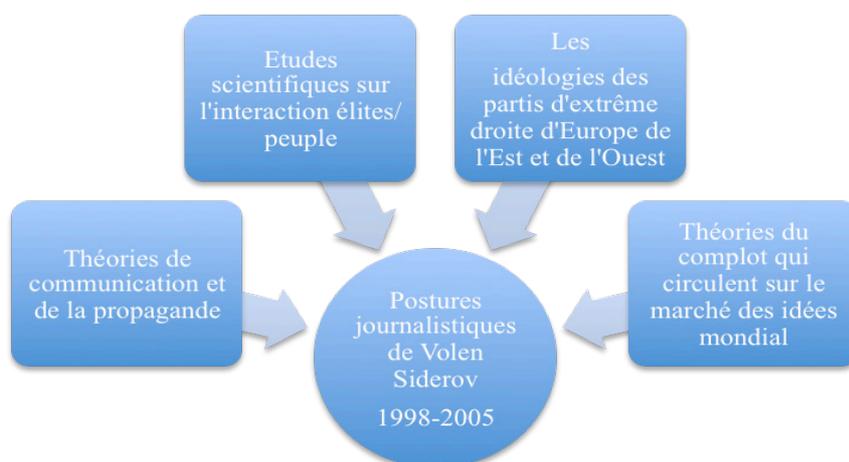


Figure 4 Sources de l'idéologie de Volen Siderov

Il démontre dans ses écrits de journaliste une connaissance des théories de la propagande et des études de communication. Il cite notamment les travaux de Harold D. Lasswell dans son article, publié dans le journal *Le Moniteur* le 16 Novembre 1998, consacré aux problèmes de la gouvernance de l'Eglise bulgare. Il est intéressant de noter que la citation semble collée dans la narration de Siderov sans avoir un lien direct avec le sujet traité :

«Harold Lasswell, l'auteur de la théorie de la communication avait créé un état-majeur qui en quelques mois est arrivé à transformer l'opinion publique. Avant cela les Américains ne voulaient même pas entendre parler d'une participation dans une guerre qui était menée quelque part en Europe. L'influence sur l'opinion publique de l'état-major de Lasswell a transformé les Yankees, autrefois pacifiques en une population belliciste. C'est ce qu'on appelle la « technique de fabrication d'un consensus national » »³⁵⁷.

³⁵⁷ Moniteur (1998, 16 novembre). Est-ce qu'on va accepter une réformation orthodoxe ?; « Shte priemem li pravoslavna reformacia ? ».

Un deuxième type de lecture dont l'on trouve des traces dans les écrits de Siderov est consacré au mythe du peuple, à la structure manichéenne élites/peuple, ce qui montre une maturation idéologique et témoigne que chez lui l'idéologie populiste s'appuiera sur des recherches scientifiques sur des phénomènes populistes afin de les reproduire. Il s'appuie sur des textes de science politique consacrés aux imaginaires du peuple. Dans son article « L'électorat entrave déjà les élections » publié le 19 novembre 2001 dans le journal *Le Moniteur* il cite plus concrètement les travaux de Giovanni Sartori :

*« Est-ce que la démocratie d'aujourd'hui est un vrai pouvoir du peuple? Le terme «peuple» selon l'éminent politiste italien Giovanni Sartori, auteur de «La théorie de la démocratie» a au moins six interprétations: littéralement tous, une multitude indéfinie, les classes inférieures, une communauté indivisible, une partie de la majorité absolue (ethnique), une majorité relativement (ethniquement également). Nous voyons que le professionnel académique ne parvient pas à composer une formule assez stable ».*³⁵⁸

La vision binaire d'opposition entre les élites et le peuple est également développée par Siderov dans le même article datant de 2001 :

*« Lippmann, et l'autre titan de la théorie de la communication, Harold Lasswell de l'école de Chicago de science politique, avaient formulé l'idéologie élitiste, qui est maintenant mise en œuvre dans les nouvelles démocraties d'Europe de l'Est. Selon l'exemple de Lasswell et son travail de 1936 « La politique - qui comment et quoi reçoit » tout est déterminé par la façon dont les ressources sont distribuées : «L'Étude de la politique est une étude de l'influence et des gens puissants», a déclaré Lasswell. Et il a précisé que les gens: « influents sont ceux qui obtiennent le plus de ce qu'il y a à recevoir ». Ceux qui reçoivent la plus grande partie sont les élites, les autres sont les masses. ». Même Uncle Scrooge de la série pour enfants « Donald Duck » ne pourrait pas le dire plus clairement Est-ce que la masse accepte de recevoir moins ? Ayant en vue qu'ils sont beaucoup plus nombreux que l'élite? Ce qui fait fondre le peu qu'ils ont à encore moins? »*³⁵⁹

Une source d'inspiration pour la constitution de l'idéologie de Volen Siderov se situe également dans les partis d'extrême droite d'Europe de l'Est et de l'Ouest. Il défend leurs idées depuis la veille des années 2000, alors qu'un parti national-

³⁵⁸ Moniteur (2001, 19 novembre). L'électorat entrave déjà les élections ; « Electoratat veche prechi na izborite ».

³⁵⁹ *Ibid.*

populiste n'existait pas encore au Parlement bulgare. Cela témoigne notamment de l'existence d'un mimétisme idéologique entre les différents courants nationaux-populistes : Siderov a étudié leurs idées avant de les adapter et de les appliquer dans le contexte bulgare. Se référant aux idées des partis de l'extrême-droite européenne, il oppose le protectionnisme et le contrôle étatique au libéralisme et à la mondialisation. Dans son article paru le 28 août 1999 il écrit notamment :

« Quelle est l'alternative? Les partis et les mouvements nationalistes en Europe opposent à la mondialisation totale une économie dite physique, utilisation uniquement de l'argent avec une couverture réelle. De plus ils lui opposent le protectionnisme et la promotion de la production locale. Tout ce qui peut être fait à travers des outils tels que les droits de douane, les impôts, les appels d'offres publics et les subventions à l'agriculture, ce que font les pays de l'UE, mais pas les anciens pays socialistes, qui en ont le plus grand besoin »³⁶⁰

En 2000, il se déclare également satisfait des succès électoraux de Jörg Haider et de Jean-Marie le Pen. Alors qu'en France et en Autriche ces personnalités font l'objet de fortes critiques, se distinguent des analyses dominantes, il soulève la question de l'étiquetage négatif de FPÖ en Autriche et du Front National en France et du cordon sanitaire autour de ces partis imposé par les autres acteurs politiques. Il oppose le poids électoral des partis à l'étiquetage stigmatisant de la part des autres acteurs politiques : *« Les critiques d'Haider devraient expliquer s'ils vont expulser les 27% des Autrichiens et 15% de Français, qui ont voté incorrectement ou vont les exécuter directement »³⁶¹*. Dans le même article il établit un parallèle entre les partis d'extrême-droite populiste d'Europe Occidentale et la Bulgarie. En établissant des liens entre une perte de souveraineté de l'Autriche, de la Hongrie, de l'Allemagne, de la France et de la Bulgarie, il l'explique par l'influence israélienne sur leur politique interne à travers le rôle des ambassadeurs d'Israël :

« Pourquoi Haider est-il mauvais? Ceci ne peut pas être vu dans les médias internationaux et bulgares parce qu'ils ne présentent pas son programme. Ils

³⁶⁰ Moniteur (1999, 28 août). Est-ce que le monde deviendra une corporation ; « Shte stane li svetat edna korporacia ».

³⁶¹ Moniteur (2000, 4 février). Est-ce que l'UE va publier une liste noire des partis ; « Shte pishe li EU cheren spisak s partii ».

fonctionnent sur le principe de la discrimination indirecte –l'application de l'opinion de quelqu'un pour quelque chose sans montrer ni écrire la chose elle-même. »³⁶². A l'expérience d'Israël tend à opposer cette réaction anti-Haider : « La question suivante se pose : faut-il que les Autrichiens, Allemands, Français, Hongrois et Bulgares coordonnent leur vote avec l'ambassade israélienne locale ? »³⁶³.

Siderov juge également positif le succès de Jean-Marie Le Pen aux élections présidentielles en France de 2002, lorsqu'il est parvenu à se présenter au deuxième tour du scrutin face à Jacques Chirac. En tant que journaliste il proteste notamment contre la stigmatisation de Le Pen, ce qui prouve son appui et son intérêt pour les idées lepénistes avant la constitution de la plateforme idéologique d'ATAKA. Soutenant Jean-Marie Le Pen il critique la réaction de l'ancien ambassadeur de Bulgarie en France, Stefan Tafrov, qui a adopté une posture critique par rapport au vote lepéniste. Dans son article du 24 avril 2002 Siderov déclare notamment :

« J'ai honte de la France », gémit l'ancien ambassadeur de Bulgarie à Paris, Stefan Tafrov, dans un quotidien bulgare de gauche. Qu'est-ce qui a fait que les joues de cet homme sont devenues rouges ? Les élections en France, imaginez-le. Le fait que 18 % des Français ont joué la carte Le Pen. Pour cette raison le diplomate Tafrov a jeté ce propos non diplomatique dans l'espace public. L'ex ambassadeur n'avait pas honte du Premier Ministre Lionel Jospin, ancien lecteur de Trotski, ce qui signifie disciple d'un terroriste et meurtrier de masse au niveau du gouvernement le plus élevé. Tafrov a honte des millions de Français qui ont donné leur vote pour Le Pen »³⁶⁴.

Il défend également les idées de Jorg Haider et de Jean-Marie Le Pen en adoptant la technique de la stigmatisation réciproque : il répond à leur étiquetage négatif en tant qu'acteurs d'extrême droite en associant le même label à leurs ennemis. Il les qualifie notamment de « vrais fascistes » et de « stalinistes ».

« L'UE qui prétend être le maître du monde en termes de progrès, a commenté d'une manière infantile la nouvelle selon laquelle le parti de Haider était entré dans la coalition gouvernementale. Le conseiller sur les questions étrangères du chancelier allemand - Steiner - a tranché d'une manière décisive: « Je ne vais pas laisser les gens du nouveau gouvernement autrichien visiter les

³⁶² *Ibid.*

³⁶³ *Ibid.*

³⁶⁴ *Moniteur*, (24 avril 2002). Pourquoi est-ce qu'il nous font intimider par Le Pen sans montrer son programme ; « Zashto ni plashat s Le Pen bez da pokazvat programata mu ».

capitales européennes ». C'est un exemple classique du fascisme ou du stalinisme en action. »³⁶⁵

Il se réfère également régulièrement aux partis de type populiste des PECO. En 1999, six ans avant la formation d'ATAKA en 2005, il défend ses thèses sur les effets négatifs de la mondialisation en citant le leader du parti polonais Samoobrana (Autodéfense) Andrej Lepper :

« Peu à peu, les hommes d'affaires qui devraient être les plus actifs défenseurs de la mondialisation, voient que leur pays tombe sous la dépendance étrangère. « En touchant avec des gants de velours, le gouvernement allemand d'aujourd'hui prend ce que Bismarck et Hitler n'ont pas réussi à prendre par la force », a déclaré Andrzej Lepper, leader de l'union des fermiers ». ³⁶⁶

En 2001, en tant que journaliste il commence à préparer le terrain dans l'opinion pour la création d'un parti national-populiste : dans son article du 3 août 2001 intitulé « Le nouveau temps appelle le nationalisme » il déclare notamment qu' : « Au lieu du BSP et du SDS on a besoin d'une force nationale »³⁶⁷. Il développe également ses idées à propos du caractère clientéliste des deux protagonistes de la vie politique bulgare. D'après ses analyses les processus « intéressants doivent se développer chez des partis comme le VMRO et les autres partis patriotiques qui sont restés en-dehors du « bord » parlementaire »³⁶⁸.

III Activité politique

Volen Siderov s'engage politiquement à la veille de la chute du communisme. Il participe à la fondation du front anti-communiste – l'Union des forces démocratiques (le SDS). Il fait partie de comités de lutte anti-communiste tels que « Ecoglasnost », fondé le 11 avril 1989 en tant qu'organisation clandestine centrée sur des enjeux écologiques et présidée par l'acteur Peter Slabakov; après la chute du communisme et comme résultat de plusieurs scissions celle-ci évolue en

³⁶⁵ Moniteur (2000, 4 février). Est-ce que l'UE va publier une liste noire des partis ; « Shte pishe li EU cheren spisak s partii ».

³⁶⁶ Moniteur (1999, 28 août). Est-ce que le monde deviendra une corporation ; « Shte stane li svetat edna korporacia ».

³⁶⁷ *Ibid.*

³⁶⁸ *Ibid.*

organisation politique ; la « Société indépendante de défense des droits de l'homme » fondée le 16 février 1988 et présidée par le dissident bulgare Ilia Minev. Volen Siderov fait également partie du « Comité 273 » présidé par Liubomir Sobadjiev (1944-2002) ; qui vise à la défense des citoyens bulgares poursuivis par l'ancienne Sûreté d'Etat pour leur activité politique à la veille du communisme ; et accusés d'activité criminelle selon l'article 273 du Code pénal³⁶⁹ ; ce qui justifie le nom de cette organisation - Comité 273. Pendant cette période Siderov prépare aussi des reportages sur la chaîne de radio financée par les Etats-Unis et faisant office d'instrument idéologique pendant les années de la Guerre Froide : « Europe Libre ».

Après la chute du communisme et la restauration d'un régime pluraliste, Volen Siderov fait des tentatives pour intégrer une carrière politique qui coïncident avec les grandes transformations du système des partis en Bulgarie ; ce sont des périodes qui présupposent un renouveau du personnel politique. Au moins trois tentatives ayant échoué peuvent être mises en avant. En 1990 il est candidat aux élections législatives et nommé par le Front anti-communiste – le SDS. En 2001 ses tentatives pour s'inscrire au sein des listes du NDSV échouent; pour une courte période il est à la tête de la liste provisoire des candidats députés à Yambol ; pourtant son nom est remplacé à la veille du vote. Il publie également des articles en soutien de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha. Le 7 avril 2001 (le lendemain du premier discours de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha), il publie un article très positif intitulé : « Les attaques contre le roi n'auront pas de succès »³⁷⁰ dans lequel il soutient la thèse que plusieurs groupes d'intérêts en Bulgarie vont essayer de discréditer l'image de Saxe Cobourg-Gotha; en dépit de cela leurs tentatives demeureront vaines. Il publie également des articles en soutien de l'ex roi au sujet du rejet de la demande d'enregistrement de son mouvement à la veille des élections de 2001 par la Cour constitutionnelle. Il défend ses positions notamment dans les

³⁶⁹ Pour plus d'information sur le Comité 273 voir : http://www.omda.bg/page.php?tittle=%D0%9A%D0%BE%D0%BC%D0%B8%D1%82%D0%B5%D1%82_273&IDMenu=395&IDArticle=3829, consulté le 2 Septembre 2014.

³⁷⁰ Voir : fac-similé de l'article disponible sur : <http://atakavtcom.snimka.bg/culture/ataka.159891.3624771.big>, consulté le 1 septembre 2014.

articles « Une cour constitutionnelle ou communiste », publié le 9 février 2001 dans le journal *Le Moniteur*, ainsi que dans l'article : « Qui dirige la campagne contre le roi », publié le 19 février 2001³⁷¹. Sa tentative d'accéder à une carrière politique en 2003 échoue aussi, lorsqu'il est nommé candidat aux élections municipales pour le poste de maire de Sofia par le parti agrarien le BZNS, mais obtient moins de 2000 voix.

Volen Siderov fait une percée politique en tant que leader d'ATAKA à l'issue des élections législatives du 25 juin 2005 lorsque son parti obtient un score de 296 848 suffrages ou 8,2% des votes et Siderov est élu député. L'ATAKA porte le nom de l'émission animée par Siderov sur la chaîne de télévision SKAT. A ces élections il se présente en tant que coalition de l'« Union nationale ATAKA » car son parti n'obtient pas d'enregistrement avant le jour de vote. Cette coalition est constituée par quatre petits partis : Mouvement national de sauvetage de la patrie ; le Parti national-patriotique de Bulgarie ; « Nova Zora/Nouvelle aube » et L'union des forces patriotiques «Défense ». Par la suite, en tant que parti politique autonome et non plus en coalition l'ATAKA, parvient à s'assurer une représentation politique aux élections législatives de 2009, 2013 et 2014.

Si son parti est représenté au Parlement, il n'a jamais fait partie de la coalition gouvernementale. Pourtant à deux reprises son parti a appuyé les coalitions gouvernementales en étant un allié-clé du gouvernement lui assurant une majorité parlementaire: de 2009 à 2011 (le gouvernement minoritaire du GERB) ; et en 2013- 2014, le gouvernement du BSP et du DPS.

Il en résulte que le parcours de son parti pourrait être divisé en 4 périodes concernant son positionnement pouvoir/opposition : leader d'un parti d'opposition (2005-2009) ; parti supportant un gouvernement de centre-droite (2009-2011) ; parti d'opposition (2011-2013) ; parti qui appuie un gouvernement dominé par le parti socialiste le BSP et soutenu par le parti représentant la minorité musulmane le DPS (mai 2013- juillet 2014). Ainsi, tout au long de son évolution il a de fait soutenu deux des partis dont il a fait systématiquement la critique (le BSP et le

³⁷¹ *Ibid.*

GERB) ; ce sont également des partis qui se positionnent sur les pôles opposés de l'axe droite-gauche ; de plus il a collaboré dans une coalition informelle avec le parti le plus stigmatisé dans son discours : le DPS.

Il se présente également aux élections présidentielles de 2006 et 2013. Les élections de 2006 sont pour lui un succès significatif : au premier tour du vote il obtient 597 175 voix soit 21,49% des suffrages ; son score au deuxième tour face au président sortant Georgi Parvanov est supérieur à celui au premier tour du vote 649 387 voix, pourtant il lui assure 24%. Toutefois, aux élections de 2011 son score chute significativement et il n'obtient que 122 466 voix soit 3,64% des suffrages.

L'ATAKA sera également représenté au sein du parlement européen pendant les périodes 2007-2009 et 2009-2014. En 2007, l'ATAKA obtient 14,20% des suffrages. En 2009, son résultat s'élève à 14,14% des votes. Pourtant, aux élections européennes de 2014 le résultat d'ATAKA s'effondre à 2,9% des suffrages et il n'obtient pas de représentation au sein du Parlement européen.

IV Un acteur qui aime le goût du scandale

Volen Siderov s'impose également dans l'espace public à travers son goût du scandale et des histoires choquantes qui attirent l'attention du grand public. En tant que leader d'ATAKA il se présente en tant que victime de l'establishment politique en raison de la menace que son parti et ses idées représentent pour le *statu quo*.

L'une des histoires qui ont fait couler beaucoup d'encre s'est déroulée le 7 avril 2006. Il s'agit d'un accident de voiture qui a eu lieu à 23h lorsque Volen Siderov était de retour d'une réunion électorale dans la ville de Stara Zagora, ce que Siderov lui-même a appelé « L'attentat à l'autoroute de Trakia ». La voiture de Siderov conduite par son chauffeur Dimitar Bakardjiev et la voiture conduite par Yavor Dokov (étudiant de 20 ans) qui transportait son grand-père âgé de 84 ans vers l'hôpital sont entrés en collision. Cet accident a fait l'objet d'investigations par la police en raison du manque de clarté des circonstances réelles de celui-ci. Pavel Chernev, ancien député d'ATAKA, avait initialement déclaré avoir conduit la voiture après avoir découvert qu'il s'agissait d'un attentat contre Volen Siderov. Ultérieurement il renonce à son témoignage ; Siderov lui-même ayant produit plusieurs autres versions devant la Police. En dépit de cela, Siderov annoncera au public qu'il s'agissait d'un attentat contre lui en raison des idées « révolutionnaires » véhiculées par l'ATAKA, idées dangereuses pour l'establishment politique. Le jour suivant (le 8 avril 2006) il avait même accusé le gouvernement en place et le Ministre des affaires intérieures d'avoir commandité l'attentat pour des raisons politiques. Par conséquent il a pu attirer

l'attention médiatique vers sa figure et mettre l'accent sur le fait qu'il était considéré comme une menace pour *l'establishment* politique.

Volen Siderov est également à l'origine de scandales basés sur son comportement agressif dans des lieux publics à l'occasion desquels il aurait agressé physiquement ou verbalement des personnes sur une base xénophobe. Certains des cas qui peuvent être mis en avant sont des scandales de nature xénophobe contre des citoyens allemands et français, qu'il avait provoqués à bord d'avions des lignes Sofia-Frankfort-sur-le-Main en avril 2010 et Sofia-Varna en janvier 2014 ; un autre exemple d'attaque basée sur des motivations ethniques et religieuses est également l'agression dirigée, en mai 2011, par les députés d'ATAKA avec Volen Siderov en tête contre une communauté musulmane, à l'heure de la prière dans la mosquée de Sofia. Lors du scandale à bord du vol Sofia-Frankfort-sur-le-Main de la compagnie aérienne « Lufthansa » en avril 2010, Volen Siderov a attaqué l'équipage en qualifiant ses membres de « nazis » et d' « antisémites » tout en ayant un comportement agressif pendant toute la durée du vol. En dépit du signalement de l'équipage donné à la Police allemande, Siderov n'a pas été arrêté à l'atterrissage de l'avion en raison du fait qu'il était en possession d'un passeport diplomatique.

Lors du vol Sofia-Varna de janvier 2014 un scénario similaire a eu lieu. Cette fois la victime des attaques verbales de Siderov sera la responsable de la coopération linguistique auprès de l'Ambassade française de Sofia, Stéphanie Dumortier : découvrant son origine étrangère il lui a adressé des insultes, lui a montré son pin's de membre d'Ataka et a mis en avant son statut de député pour mener une sorte d'interrogatoire policier. L'ambassadeur de France à Sofia déclarera devant la presse bulgare que Stéphanie Dumortier avait été « menacée et insultée parce qu'elle était française et employée par l'Ambassade de France ». Un communiqué officiel a également été publié par l'Ambassade française : « *une employée diplomatique française a été victime d'insultes et de menaces de la part d'un citoyen bulgare, manifestement en état d'ébriété, lors d'un vol « Bulgaria Air » de Sofia à Varna dans la soirée du 6 janvier. Le citoyen bulgare s'en est pris à cette employée en raison de sa nationalité et, en citant ses droits de législateur, a exigé d'elle qu'elle lui présente ses papiers d'identité pour un contrôle, évidemment sans faire la distinction entre ses fonctions législatives et exécutives* »³⁷².

L'incident devant la mosquée de Sofia « Banya Bashi » qui a eu lieu le 20 mai 2011 fait également partie des exemples d'agressions verbales et physiques perpétrées par cet acteur. Cette fois l'agression visait non pas une personne d'origine étrangère, mais un groupe religieux; à la différence des deux autres cas, elle avait un caractère planifié. Il s'agit d'une agression initiée par Volen Siderov, un groupe de députés d'ATAKA et des sympathisants du parti, à l'heure de la prière. Officiellement la protestation avait été autorisée par la Mairie de Sofia, son motif principal étant le niveau sonore des haut-parleurs de la mosquée. Pourtant, l'effet final sera un affrontement direct verbal et physique, débutant par des insultes de la part des représentants d'ATAKA comme « enichari »³⁷³, « mekereta »³⁷⁴. Par la suite, les députés d'ATAKA ont été impliqués dans des affrontements à la fois avec les représentants de la communauté musulmane et avec la Police; ce qui s'avère symbolique notamment si l'on prend en compte l'idéologie partisane tournée contre les minorités et toutes sortes de structures de pouvoir. Volen Siderov a essayé de tirer un profit politique de cet incident en formulant des critiques envers la Police basées sur un fondement argumentaire xénophobe

³⁷² L'extrait du communiqué de presse de l'Ambassade de France est disponible sur : <http://balkans.courriers.info/article23999.html>, consulté le 1 septembre 2014.

³⁷³ Mot d'origine turque d'une grande violence symbolique dans le contexte linguistique bulgare, qui signifie le groupe de personnes recrutées par la force dans les rangs des peuples soumis de l'époque ottomane et qui avait pour objectif de servir l'Empire y compris à travers une agression tournée vers leurs peuples d'origine.

³⁷⁴ « Mekereta » est aussi un mot d'origine turque de grande violence symbolique.

qui ne tenait compte ni de la défense de l'ordre public ni de l'égalité des citoyens devant la loi dont la Police est en charge. Il avait notamment critiqué la Police d'avoir défendu « les musulmans » (qui étaient présents à l'heure de la prière) au lieu des Bulgares (les députés d'ATAKA) ce qui, selon sa vision, était en désaccord avec les fonctions d'une Police nationale.

Cet incident a été condamné par une déclaration adoptée par le Parlement bulgare le 25 mai 2011. Dans ce texte l'ATAKA est qualifiée entre autres de « dangereuse pour le gouvernement du pays ». Plus concrètement, dans la déclaration de l'Assemblée nationale : « *Nous exprimons notre profonde préoccupation concernant les tentatives de déstabilisation de la paix ethnique et l'incitation des tensions entre les citoyens bulgares sur une base ethnique. Après cette tentative d'agression contre la paix ethnique qui a été à l'origine d'une menace pour la sécurité nationale de la Bulgarie, le parti politique ATAKA est dangereux pour le gouvernement du pays* »³⁷⁵. Un procès judiciaire contre la Bulgarie a également été initié à la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg par l'un des musulmans qui avaient été agressés lors de la prière du 20 mai 2011 : Veli Karaahmed.

Des procès contre le discours de haine produit par Volen Siderov ont eu lieu également en Bulgarie. En 2006, Volen Siderov a été jugé coupable sur la plainte de l'organisation « Citoyens contre la haine » pour incitation à la discrimination et à la haine. La demande a été fondée sur la Loi sur la protection contre la discrimination, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Constitution de la République de Bulgarie. Les exemples donnés dans la demande sont notamment des citations du discours de Siderov comme « ... Enfin, les Bulgares auront leur représentation au Parlement. Il n'y aura plus *que* des homosexuels, des Tsiganes, *des Turcs*, étrangers, *des juifs* et tous les autres, *il y aura* seulement les Bulgares! »³⁷⁶.

§ 2 L'ethos de rupture

Volen Siderov cherche à se distinguer de la classe politique en l'attaquant « en face » : il utilise sa posture d'ancien journaliste qui s'oppose aux politiciens et constitue un « éthos de rupture ». Son discours est caractérisé par une présence faible d'éléments d'autolégitimation. Son éthos est très peu présent dans son flux discursif général : sa figure s'efface devant celle de leader d'ATAKA. Les rares références à l'image de soi dans son discours s'appuient sur deux types d'éléments : sa fusion avec le parti, ou le mariage entre le personnel et l'institutionnel (I); sa légitimation en tant que journaliste, ce qui l'oppose à la classe politique ; ainsi que l'image d'une personne qui se considère elle-même comme ayant une mission spécifique envers la société (II).

³⁷⁵ La déclaration adoptée par le Parlement est disponible sur : <http://www.parliament.bg/bg/news/ID/2247>, consulté le 1 septembre 2014.

³⁷⁶ Pour plus d'information sur le procès judiciaires contre Volen Siderov de 2005 : <http://www.segabg.com/article.php?issueid=2036§ionid=16&id=0000101>, consulté le 1 Septembre 2014.

I La recherche d'une institutionnalisation de sa figure à travers le parti

Dans son discours d'homme politique Siderov s'identifie au parti. Il utilise son nom et celui d'ATAKA en tant qu'interchangeables en mettant plus souvent l'accent sur l'institution (ATAKA) que sur sa personne. C'est le cas par exemple dans son commentaire publié dans le journal ATAKA, le 29 Novembre 2005, dans lequel il traite l'impact de la percée d'ATAKA au sein du Parlement sur le système politique bulgare :

« La cause de cela est l'ATAKA. Ce choc pour la mafia politique a fait mélanger les cartes de certains propriétaires des médias, qui sont aussi liés à la mafia. Ils ont reçu « un choc sur le front » le 25 juin. Leur première réaction était de commencer à dire que Siderov est un fasciste. Après cela quelqu'un leur a dit de commencer à enfoncer des coins au sein d'ATAKA et de diffuser des calomnies à propos d'ATAKA. »³⁷⁷.

D'autres exemples d'identification entre Siderov et le parti datent de la période de la campagne électorale de 2009 lorsqu'il confère au parti des qualités personnelles telles que la persévérance, l'inflexibilité :

« Ma persévérance et la persévérance du parti dans la protection de l'intérêt bulgare qui construisent des obstacles devant la turquisation de la Bulgarie ont déjà été prouvées. Elles n'ont pas été brisées en dépit des tentatives qui ont eu lieu au cours des années de me faire écraser. Bref, les preuves sont présentes. Si je voulais me vendre moi-même ou me soumettre, j'aurais fait cela en 2005, lorsque l'on me proposait de devenir une partie de la coalition gouvernementale. Je n'ai pas seulement renoncé à le faire, j'ai aussi subi des coups violents. Voilà la preuve que je suis quelqu'un d'inflexible et de fiable qui ne renonce pas à ses principes »³⁷⁸

Dans la majorité de ses discours il insiste le plus souvent uniquement sur le parti sans mettre en avant sa personnalité. Citons à titre d'exemple son commentaire publié dans le journal *Ataka* le 25 novembre 2005 :

³⁷⁷ Le débat du nationalisme a été lancé « Otpushihme temata za natzionalizma », 29 novembre 2005, disponible sur : http://www.vestnikataka.com/?module=displaystory&story_id=3065&edition_id=41&format=html, consulté le 1 septembre 2014

³⁷⁸ Entretien de Volen Siderov, Nova TV, émission « Na chetiri ochi », 23 juin 2009, disponible sur : http://www.vestnikataka.com/?module=displaystory&story_id=64950&format=print&edition_id=1125, consulté le 1 septembre 2014.

« La vérité c'est que tous les partis au sein du Parlement à l'exception d'ATAKA cherchent à imposer le même modèle de gouvernement. Ce modèle inclut une obéissance absolue et incontestable au directeur de la FMI. Une politique financière restrictive, aucune possibilité de développement du business bulgare, une législation tournée vers les corporations étrangères supranationales, un manque absolu de protection des Bulgares – c'est ça en effet le schéma selon lequel ils vont épuiser la Bulgarie. »³⁷⁹

II Légitimité de journaliste et personne ayant une mission envers la société

Dans les références rares à sa personne il met également en avant sa légitimité de journaliste en faisant référence aux longues années pendant lesquelles il a développé ses idées dans des centaines d'articles et des émissions de télévision ; ce qui est une distinction naturelle vis-à-vis de la classe politique en raison de l'esprit critique associé aux journalistes et du rôle d'organe de contrôle du pouvoir d'habitude joué par les médias. Il le souligne par exemple dans l'entretien publié par le journal *Ataka* le 25 novembre 2005 :

« La vérité est que 300 000 Bulgares ont voté pour une idée que j'avais développée à travers des centaines d'articles et de livres et presque 700 émissions à la télévision SKAT depuis des années. Je ne suis pas venu hier de la forêt, et je n'ai pas atterri avec un OVNI. Depuis dix ans, je n'ai pas cessé d'écrire et de parler de la nécessité de nationalisme dans le pays, la nécessité d'éveiller la réaction de protection des Bulgares. Eh bien, au bout de dix ans le fruit est né »³⁸⁰

Il présente également son activité politique comme une mission de type messianique exercée au profit de la société. Siderov parle de la période pré-électorale de 2005, lorsque la coalition d'ATAKA a fait sa percée au sein du Parlement, en tant que période pendant laquelle il se sentait « pris par un élément ». C'est ce qu'il explique dans son discours de présentation des listes d'ATAKA pour les élections législatives anticipées du 12 mai 2013, prononcé le 17 avril 2013 :

³⁷⁹ Cent jours trahison du vote ; « Sto dni podmyana na vota », 25 novembre 2005, http://www.vestnikataka.com/?module=displaystory&story_id=1780&format=print&edition_id=38, consulté le 23 août 2014.

³⁸⁰ Est-ce qu'on veut un méchéré au lieu de la Constitution ; « Iskame li Meshere vmesto Konstitutzija », 17 octobre 2005, http://www.vestnikataka.com/?module=displaystory&story_id=635&edition_id=1&format=html, consulté le 23 août 2014.

« Pendant le tour du pays de 2005, j'ai oublié de manger et de boire, j'étais pris par un élément interne. Je ne m'intéressais même pas, s'il y avait des sondages sociologiques, à ce qu'ils étaient ni à ce qu'ils démontraient. Et tout cela a eu lieu parce que j'avais prononcé certains mots - un tabou - disant qu'un parti ethno-religieux ne peut pas gouverner la Bulgarie - le DPS ; que l'on ne peut islamiser notre pays de manière brutale ; qu'on ne peut pas coloniser la Bulgarie, et qu'il faut examiner toutes les privatisations qui ont eu lieu qui sont la cause de la situation actuelle. »³⁸¹

Plus tard, dans le cadre du même discours, il présente également l'effet de son action sur la population; il parle notamment de l'aspect prophétique de son propos qui fait partie de son obligation envers le peuple; il se présente comme éveilleur du peuple bulgare. Voilà ce qu'il dit à propos des protestations avec des revendications anti-systémiques de 2013 : *« Tous mes avertissements ont frappé le peuple bulgare sur la tête et l'on voit maintenant que les gens qui sont sortis pour protester ont déjà accepté l'idée que moi et mes associés nous sommes partis pour les convaincre »³⁸².*

Il se présente également comme quelqu'un d'une grande moralité et qui n'agit jamais au détriment des intérêts du peuple. Comme il le dit sur la chaîne de télévision BTV, le 8 mai 2013 : *« Je n'ai jamais dépensé ne serait-ce qu'un lev bulgare pour des besoins personnels »³⁸³.*

A l'issue de cette Section, l'on peut mettre en avant que Volen Siderov fait son entrée dans la vie politique bulgare à travers la popularité et les contacts qu'il est parvenu à développer pendant sa carrière de journaliste. Pourtant, il n'expose pas beaucoup sa personnalité devant le public. Les références qui servent à sa légitimation personnelle ne sont pas nombreuses. C'est une distinction avec les autres acteurs : chez eux la personne domine le parti.

³⁸¹ Présentation du programme d'ATAKA à l'occasion des élections de mai 2013, 17 avril 2013, TV Alfa, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=6559&Itemid=61, consulté le 1 septembre 2013.

³⁸² *Ibid.*

³⁸³ Intervention de Volen Siderov dans le plateau de la chaîne de télévision BTV : La surprise du vote pourrait être l'ATAKA ; « Volen Siderov : Iznenadata na izborite moje da se kazva ATAKA », 8 mai 2013.

Les énoncés rares consacrés à sa personne construisent un éthos de rupture : sa légitimité de journaliste lui permet de se positionner en tant qu'acteur situé en dehors de la classe politique, ce qui produit un effet de distinction (par rapport à cette dernière) identique à celui réalisé par exemple par Siméon de Saxe Cobourg-Gotha ; pourtant si pour l'ex roi il s'agit d'un positionnement au-dessus de la classe politique, Volen Siderov s'oppose à elle en recherchant de l'attaquer directement. Les éléments de construction de son image de soi sont aussi liés à l'aspect messianique qu'il cherche à associer avec sa figure, la mission qu'il se donne étant présenté comme en cours de réalisation à travers sa lutte antiélitiste.

Son charisme a été efficace également de l'ordre d'une décennie si l'on considère la date de la percée de son parti (2005) et les résultats électoraux d'ATAKA de 2,9% des suffrages aux élections européennes de 2014, et 4,52% aux élections législatives de 2014 (qui ont assuré à peine son entrée au Parlement). Son parcours pourrait être divisé en quatre périodes sur l'axe pouvoir/opposition : leader d'un parti d'opposition (2005-2009) ; parti qui appuie un gouvernement de centre-droite (2009-2011) ; parti d'opposition (2011-2013) ; parti qui supporte un gouvernement dominé par le parti socialiste le BSP et soutenu par le parti représentant la minorité musulmane le DPS (2013-2014).

Section 4 : Boyko Borissov : un personnage hyper - médiatique pourvu d'un charisme de « héros »

Boyko Borissov s'impose comme un leader établissant un lien charismatique avec le peuple essentiellement à travers les médias. Il l'effectue en utilisant comme point de départ sa désignation au poste de Secrétaire Général du Ministère de l'intérieur (§1) en constituant un charisme du héros (§2).

§1 Parcours biographique

Après avoir abordé le parcours de Boyko Borissov avant son entrée dans la politique active (I) ; on présentera son entrée dans la politique et l'évolution de sa carrière politique (II).

I Années avant l'entrée dans la vie politique

Boyko Borissov est né le 13 juin 1959 à Bankya – petite ville située à 17 km de Sofia. Il a fait ses études secondaires à Sofia. Son père travaillait au sein de la Préfecture de Sofia du Ministère de l'Intérieur et sa mère était institutrice dans sa ville natale – Bankya. Il a été élevé avec sa sœur par sa mère car leurs parents ont divorcé.

En 1977, il a déposé sa demande d'inscription au sein de l'Ecole supérieure du ministère de l'Intérieur, l'« Ecole supérieure « Georgi Dimitrov » à Siméonovo avec la spécialité Sécurité nationale : Cette demande sera rejetée en raison du passé de son grand-père, anti-communiste exécuté pendant les années 1950. En raison de cela, il est admis dans la spécialité « Prévention et lutte contre les incendies » dont il sort diplômé en 1982. De même que tous les diplômés de l'Ecole supérieure du ministère de l'Intérieur il est admis au sein du Parti Communiste Bulgare (le BKP).

En 1982, Borisov est embauché au sein de la Préfecture de Sofia du Ministère de l'Intérieur avant d'être transféré au sein de la Direction Générale des Pompiers. De 1985 à 1990 il donne des cours et fait des recherches sur le sujet de « l'entraînement psychologique et physique au sein du commandement opérationnel » à l'Ecole supérieure du ministère de l'Intérieur. Son travail s'inscrit dans le cadre de la discipline « Psychologie du travail et psychologie des ingénieurs ». Sur la base de ce travail il obtient en 1990 le titre de « candidat des sciences » qui équivaut au titre de docteur. En 1990 il quitte le Ministère de l'Intérieur avec le grade de Major (Commandant).

Après avoir quitté le Ministère de l'Intérieur, Borisov a créé une société de sécurité privée – Ipon 1 ; puis Ipon – 2 ; devenue ultérieurement Ipon – société de sécurité et de gardiennage. En tant que propriétaire il est chargé de la sécurité de personnalités telles que l'ancien Secrétaire général du Parti Communiste Bulgare Todor Jivkov et Siméon de Saxe Cobourg – Gotha. Tous deux ont eu un impact sur son développement ultérieur. Concernant l'ancien leader du Parti Communiste Bulgare, Borisov lui témoignera son respect à plusieurs reprises en dépit de sa posture anti-communiste il se présentera aux cérémonies de commémoration dédiées à l'ancien leader du Parti Communiste Bulgare (comme par exemple la cérémonie d'inauguration de son monument dans sa ville natale Pravetz en 2001 à laquelle Borisov participe entouré de la famille de Jivkov et des représentants de la direction de l'ex parti communiste, le Parti Socialiste Bulgare reconverti en social-démocratie³⁸⁴) ; plus d'une décennie plus tard, en tant que Premier Ministre, il déclare même que Jivkov est un leader qui « restera dans l'histoire »³⁸⁵. Borisov est également chargé de la sécurité de Siméon de

³⁸⁴ Voir : Photos de la commémoration, disponibles sur : <http://e-vestnik.bg/10759>, visité le 25 mars 2014.

³⁸⁵ «Borisov : Jivkov a une place importante dans notre histoire ; « Borisov: Zhivkov ima trayno myasto v istoriyata ni »», <http://www.livenews.bg/borisov-jivkov-ima-trayno-myasto-v-istoriyata-ni-33409.html>, visité le 1 septembre 2014.

Saxe Cobourg – Gotha après son retour en Bulgarie : grâce à lui Borissov fait son retour au sein du Ministère de l'Intérieur en 2001 en tant que Secrétaire général nommé par le gouvernement du NDSV ; le poste lui assure un accès à l'espace public et permet la constitution de son image publique sur laquelle il a basé son succès politique.

L'efficacité de son charisme démontre qu'une confiance populaire presque « aveugle » peut se produire envers un leader dont les liens avec la mafia sont rendus publics par plusieurs sources et à plusieurs reprises. Même en n'étant en mesure de confirmer ou d'infirmer ses liens avec les milieux criminels, force est de constater que la seule existence de ce type d'informations aurait bloqué l'évolution de la plupart des acteurs politiques ; pourtant dans le cas de Borissov son charisme reste intact en dépit des informations à propos de ses liens avec la mafia et ne bloque pas son évolution d'un acteur qui articule un message centrale de lutte contre la criminalité organisée.³⁸⁶

³⁸⁶ Selon certaines sources au cours des années 1990 il fait partie de nombreuses sociétés dont l'activité est souvent associée à la criminalité organisée. Il collabore avec des personnes connues pour être des acteurs clés de la criminalité organisée en Bulgarie comme par exemple Alexey Petrov (connu sous le pseudonyme « Le Tracteur »), Roumen Nikolov (appelé « le Pacha »), Mladen Myhalev (surnommé « Madjo »), Ivo Kamenov qui arrivera ultérieurement à la tête d'une autre structure de type mafieux- TIM. L'une des preuves de ses liens avec la mafia est le document d'embauche de Borissov par les services centraux de lutte contre la criminalité organisée en tant qu'informateur du Service central de lutte contre le crime organisé sous le pseudonyme « Agent Buddha ». Son embauche a été motivée par les contacts qu'il avait avec des individus intéressants pour les investigations du Service central de lutte contre le crime organisé. Ce document témoignant que Borisov a été employé en 1996 a été publié en 2013 par le site internet « Bivola »³⁸⁶ qui fait partie de la plate-forme Balkanleaks qui fonctionne selon les principes de la collecte d'informations de Wikileaks. Sa participation à des réseaux de contrebande de méthamphétamines a été également révélé par l'ambassadeur américain en Bulgarie John Barley en 2006 selon les dévoilements publics faites sur le site Wikileaks. Son partenariat avec Roumen Nikolov – « le Pacha » pourrait être donné comme exemple. Nikolov est l'un des fondateurs de l'une des sociétés de sécurité et de gardiennage qui fait partie des premiers regroupements qui s'occupent de racket et de contrebande au début de la transition SIC « Security Insurence Company ». Borissov est son partenaire dans les sociétés « Interboulpred », « Cebra » et « Teo International ». La société « Teo International » est par exemple impliquée dans des affaires de contrebande si l'on en croit l'information publiée dans la presse en 1995 (voir le quotidien Standard du 31 mars 1995, une « Fabrique de fausses cigarettes a été démantelée à côté de

Le parcours de Borissov avant son entrée dans la vie politique bulgare donne aussi des indications concernant ses qualités personnelles ainsi que sur les réseaux de contacts qu'il a construits afin de s'imposer en tant que leader politique. Il parvient à s'imposer en tant que leader du groupe « dans la rue », dans les interactions directes par la force, par la posture physique et verbale. Par la suite il réussit à transférer les qualités acquises dans son milieu initial dans la vie politique notamment car le contexte et la culture politique bulgare sont favorables au succès d'un tel acteur. Il a aussi bien pratiqué un transfert de capital social acquis en tant que garde de corps vers la période pendant laquelle il a commencé une carrière publique.

II Dynamique de sa carrière politique

Après avoir quitté le Ministère de l'Intérieur et travaillé dans le secteur privé de la sécurité pendant une décennie (1991-2001), et à ce titre avoir servi en tant que garde du corps de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha après son retour en Bulgarie, Borissov fait son retour au sein du Ministère de l'Intérieur. Il est nommé Secrétaire général par le gouvernement du NDSV qui arrive en tête des élections de 2001.

Il assume ces fonctions entre 2001 et 2005, en acquérant une grande popularité en raison de son hyper activité et de sa forte présence médiatique. Il obtient également le grade de Lieutenant-Général (2002) et Major-Général (2004) par décret du Président Georgi Parvanov (en fonction de 2002 à 2012). Par la suite il commence à être publiquement qualifié par la presse de Général Borissov - ce

Bourgas »)³⁸⁶. Il est également partenaire d'Alexey Petrov (connu sous le pseudonyme « Le Tracteur ») dans les sociétés « Budoinvest » et la « Fédération nationale bulgare de karaté ». Borissov entretient également des liens personnels et d'affaires avec Valentin Zlatev, de la compagnie de distribution du pétrole « Loukoil ». La biographie professionnelle de Borissov est également liée à celle de la femme dont il a partagé la vie commune entre 1992 et 2010. Elle est partenaire de Borissov dans plusieurs sociétés : « Teo International », « Intreprime Tobacco », « Ipon », Tzvetelina Borisslavova – propriétaire de la banque SIBanque (qu'elle a vendue au groupe belge KBC) accusée de blanchiment d'argent.

qui lui confère de l'autorité et augmente le respect à l'égard de sa personne. En tant que Secrétaire général, Borissov parvient à imposer un nouveau style de fonctionnement de l'institution en ajoutant une forte personnification, associée à l'image de l'action, de l'engagement personnel et au manque de compromis envers la criminalité organisée. Borissov parvient également à construire une image d'acteur désintéressé des retombées directes de l'exercice de fonctions de responsabilité : après son entrée en fonction en tant que Secrétaire général du Ministère de l'intérieur il a ainsi déclaré publiquement qu'il allait donner son salaire mensuel au profit des familles des policiers qui avaient perdu la vie dans l'exercice de leurs obligations professionnelles.

En tant que Secrétaire général il est couvert par un nombre significatif d'honneurs d'Etat qu'il apprécie et met en avant régulièrement en construisant son image publique. Parmi ces distinctions citons : la « Médaille d'honneur II degré » pour son professionnalisme dans l'organisation de la visite du Président Vladimir Poutine à Sofia en 2002 ; la « Croix du mérite policier avec une étoile rouge » du Ministre des Affaires Intérieures du Royaume d'Espagne en 2003 ; la « Médaille d'argent » de la part du Président du comité national d'organisation du 100^{ème} anniversaire de l'établissement des relations internationales entre la Bulgarie et les Etats-Unis - Solomon Passy ; le Sceptre d'honneur de la part du Directeur Général de la Police d'Espagne ; le Certificat délivré par Europol pour la lutte contre le faux monnayage des billets d'Euro ; la médaille d'honneur de la part du Président de la République Française et de la part du Ministre des Affaires Intérieures ; le Certificat de reconnaissance de son apport extraordinaire dans la lutte contre la drogue des Etats-Unis (Drug Enforcement Administration (DEA) etc.

Borissov insiste régulièrement sur cette reconnaissance internationale à la fois institutionnelle et personnelle. Ces honneurs impliquant un transfert régulier de prestige et de légitimité envers sa personne. Il l'effectue à travers une médiatisation intensive de la reconnaissance de la part des instances internationales de renom.

Après être resté quatre ans Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, Borissov bénéficie déjà d'une confiance significative dans l'opinion. Aux élections législatives de 2005, en tant que candidat du NDSV, il est désigné comme tête de liste dans deux circonscriptions – les circonscriptions de Plovdiv et de Blagoevgrad. Même s'il ne mène pas de campagne active au nom du NDSV, son aura d'homme d'action lui apporte du succès : à l'issue du vote, il figure parmi les 63 députés que le NDSV a fait élire au sein du Parlement. En dépit de cela il renonce au poste de député et est de nouveau nommé Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur par

le gouvernement de coalition entre le BSP, le NDSV et le DPS. Pourtant suite à un conflit avec le Ministre des Affaires Intérieures Roumen Petkov (nommé par le BSP) il a démissionné de ce poste.

Après avoir quitté son poste de Secrétaire général, il se présente en tant que candidat indépendant aux élections locales partielles pour le poste de maire de Sofia pour un demi mandat (durant la période 2005-2007 à cause de la démission de l'ancien maire de Sofia Stephan Sofianski). Un premier tour a eu lieu le 29 octobre 2005 : il est classé au premier rang avec 136 840 voix, ou 38% des votes ; ce qui lui assure une participation au deuxième tour du vote suivi par la candidate socialiste Tatyana Doncheva (83 250 voix, soit 23% des suffrages exprimés). A l'issue du deuxième tour du vote qui a lieu le 5 Novembre 2005, Borisov est élu maire de Sofia en obtenant 223 577 voix, soit 68,5% des suffrages. Dans le cadre de cette campagne il a capitalisé la popularité accumulée en tant que Secrétaire général.

La période 2005-2007 coïncide avec le début de la structuration d'un parti politique autour de sa personne. En 2006, l'association des Citoyens pour le Développement Européen de la Bulgarie « Grajdani za Evropejsko Razvitiya na Bulgaria » (GERB) est fondé autour de lui : le nom choisi signifie « blason » en bulgare et devient ultérieurement le nom du parti politique GERB. Cette association adopte une forme originale : Borisov ne participe pas directement à la direction de l'association, même si son nom est utilisé pour sa promotion dans l'espace public. En tête de l'association est élue Dushana Zdravkova, juriste et ancien Président du Tribunal régional de Varna. Le 3 décembre 2006, est également fondé le parti portant le même nom : à la tête du parti est élu Tzvetan Tzvetanov, proche collaborateur de Borisov, qui également travaillé avec lui au sein du Ministère de l'intérieur et à la Mairie de Sofia en tant que vice-maire de la capitale.

En 2007, Borisov est réélu à ce poste avec 203 366 voix, soit 53,58% des suffrages. En tant que candidat du GERB, dont il est le leader informel. Il occupe ce poste de 2007 à 2009 lorsqu'il devient Premier Ministre.

Boyko Borissov occupe le poste de Premier Ministre de juillet 2009 à février 2013, et puis de nouveau depuis novembre 2014. A l'issue des élections législatives du 5 juillet 2009, le GERB obtient 39,7% des suffrages issus d'un vote proportionnel et 26 des 31 députés élus majoritairement. Il n'obtient pas de majorité absolue au sein du Parlement (avec 116 députés sur 240) et constitue un gouvernement minoritaire supporté par les groupes parlementaires des petits partis de droite « Coalition bleue » (le SDS et le DSB qui se présentent ensemble) ; le RZS et aussi l'ATAKA. Il démissionne à quelques mois des élections législatives régulières de 2013 sous la pression de revendications anti-élitistes et anti-systémiques déclenchées par l'augmentation des prix de l'électricité. Pourtant, il fait son retour au poste de Premier Ministre en novembre 2014, à l'issue des élections législatives anticipées d'octobre 2014.

En tant que chef du gouvernement, Borissov parvient à conserver son style d'homme politique ferme. Le taux d'approbation dont il bénéficie est relativement élevé, quoique marqué par une chute importante en fin du mandat 2009 - 2013. En 2009, lorsqu'il est élu Premier Ministre, 60% des bulgares déclarent avoir une image positive de lui ; à la fin de son mandat, en février 2013, le taux d'approbation est de 25 %³⁸⁷ ; il ne passe pas au-dessous de ce niveau. A titre de comparaison, son prédécesseur au poste de Premier Ministre, le leader du Parti Socialiste Bulgare (le BSP) Sergey Stanishev, bénéficiait d'un taux d'approbation de 45 %³⁸⁸ des bulgares au début de son mandat (2005) et avait fini son mandat avec un taux d'approbation de 18% en juillet 2009³⁸⁹, ce qui démontre que l'approbation pour Borissov est marquée par des hésitations plus importantes : elle atteint des niveaux minimal et maximal relativement plus élevés que ceux du leader du Parti socialiste

³⁸⁷ Source : Institut de sondage « Alfa Research », Taux d'approbation des principaux leaders politiques en Bulgarie, disponible sur http://alpharesearch.bg/bg/socialni_izsledvania/political_and_economic_monitoring/Polititsi.html, consulté le 1 septembre 2014.

³⁸⁸ Voir : Sega (2009, 27 Janvier). Le taux d'approbation de Stanishev est en train de s'effondrer, son électorat diminue ; « Stanishev topi reyting, elektoratat mu se sviva ». p. <http://www.segabg.com/article.php?sid=2005012700010020005>, consulté le 1 septembre 2014.

³⁸⁹ Source : Institut de sondage « Alfa Research », *op.cit.*

bulgare (le parti le plus stable dans le système de partis bulgare; il date de la période précédant la chute du communisme et perdure sous le postcommunisme).

Figure marquée par un hyper activisme médiatique, Borissov démontre un réel talent de communication. La couverture médiatique dont il bénéficie n'est pas fonction des postes qu'il occupe: elle dépasse ses fonctions concrètes et se transforme en un intérêt à l'égard de la personnalité de Borissov lui-même. Il utilise plusieurs pratiques d'une manière intuitive. Il communique directement sans déléguer cette fonction à un service de presse ; à chaque occasion, il communique verbalement ou non-verbalement avec eux afin d'attirer leur attention même s'il ne s'agit pas d'un événement consacré explicitement à sa personne. Il établit aussi des contacts personnels avec les journalistes : son talent de communication s'avère tout aussi efficace par rapport aux hommes que par rapport aux femmes travaillant pour la presse; les hommes occupant d'ordinaire des postes de responsabilité dans les médias se sentent respectés par Borissov et les femmes se sentent flattées d'obtenir l'attention d'une personnalité de style « macho » dotée d'un grand prestige social. Comme le témoigne le journaliste Ivan Bakalov :

« Il n'y a presque pas d'exception parmi les animateurs de télévision, les journalistes politiques, les rédacteurs en chef qui n'ont pas été contactés personnellement par Borissov par téléphone. Miraculeusement ce sont 90% des femmes. La raison pour laquelle le journalisme bulgare est typique du fait de cette spécificité est une question à part »³⁹⁰.

Son discours est d'habitude tenu dans un lieu informel, dans lequel il est interrogé par les journalistes. La rue ou les couloirs de l'institution constituent son cadre de communication préféré avec la presse. Il préfère dialoguer avec eux au lieu de présenter des discours préparés à l'avance. Cette approche adoptée envers les médias est d'une importance majeure concernant des messages qu'il diffuse en direction de la société à travers les médias. Il sait improviser en mobilisant les représentations sociales et en abordant directement les problèmes posés. Il a une approche communicationnelle permettant tout à la fois de flatter les personnalités ayant plus d'autorité que lui et d'accorder une attention particulière aux gens ayant

³⁹⁰ **Bakalov, I.**, *Dans l'ombre de Borissov* ; « *V syankata na Borisov* », 2011, pp. 215, p. 29.

moins d'autorité que lui, ce qui assure à Borissov une entrée en contact instantanée et l'établissement des relations de confiance.

On relève plusieurs indices de son origine sociale au niveau linguistique, mais aussi vestimentaire, en termes de gestes et de styles de communication. Boyko Borissov adopte un style direct de comportement qui porte plusieurs marqueurs des modes de vie du Bulgare moyen. Il s'habille d'une manière informelle, préfère la communication simple entre des personnes plutôt qu'entre des institutions qui abolit la distance et les formalités ; il garde également une distance physique minimale en cherchant d'ordinaire un contact presque physique avec ses interlocuteurs – en les embrassant ou en leur serrant la main chaleureusement.

Il est souvent qualifié par les médias sous des pseudonymes évocateurs issus des métaphores populaires qui commencent à circuler dans la société bulgare comme par exemple : Le Grand frère Boyko (Bate Boyko) ; « Superman » ; « Batman » ; Rambo et le héros historique balkanique Krali Marko. Bref, il s'impose en tant que médiateur social : il diminue le sentiment de violence symbolique du pouvoir; ainsi il assure la liaison entre le monde des élites et les masses populaires.

Boyko Borissov est aussi attiré par les sports. Il aime l'affrontement direct et l'entrée dans les conflits même dans le domaine sportif où réside également son leadership. Il pratique régulièrement plusieurs sports et aime beaucoup exposer ses victoires. Il a fait du karaté dans sa jeunesse et est titulaire du 7ème dan de karaté. Il joue également régulièrement au football dans des équipes non professionnelles et aime beaucoup poser devant les médias dans des équipes de football, et même construire son argumentation sur la base de métaphores issues des règles du football : il est par exemple enregistré comme joueur dans le club « Vitosha », une équipe de football du groupe B de la compétition nationale bulgare. Il pratique d'autres sports et aime la compétition avec les joueurs renommés pour faire exposer sa personne : en août 2010 il a joué contre l'ancien champion de tennis de Wimbledon Boris Becker au cours de sa visite à Sofia; ce qui démontre sa volonté d'affronter les personnalités de premier plan dans plusieurs domaines pour confirmer ses qualités prétendues hors-norme.

§ 2 L'éthos du héros

A la différence des autres acteurs étudiés qui cherchent à se distinguer de la classe politique d'en haut (Ganchev et Siméon de Saxe Cobourg-Gotha) ou d'en face (Volen Siderov), Boyko Borissov cherche à imposer sa figure en tant qu'une alternative des politiciens allant « d'en bas » en constituant l'image d'un vrai héros

populaire. Dans le discours de Boyko Borissov au fil de la période 2005-2014 sont identifiables de nombreuses références à travers lesquelles il cherche à construire sa légitimité politique. Nous avons collecté 106 énoncés à travers lesquels il construit son image qui peuvent être classés en cinq groupes.

Le pilier principal est l'idée de son comportement héroïque et de son indépendance : c'est presque la moitié des références recensées - 47 énoncés (44 %). (I). Le deuxième pilier est l'idée de sa fiabilité - l'image d'une personne qui tient à sa parole, qui est fidèle aux gens qui le méritent, qui sait prendre des responsabilités. Ces types d'énoncés représentent 23 des énoncés retrouvés (22%). (II). Le troisième type d'arguments est son image d'homme issu du peuple, qui partage les valeurs populaires. Il représente 13 des énoncés décomptés (12 %). (III). Le quatrième argument est celui d'un homme d'action d'une extrême efficacité. Il représente 12 énoncés (11 %). Le cinquième pilier de son image est basé sur la distinction directe de la classe politique. Il représente 7 des formulations répétitives (7%). (IV).

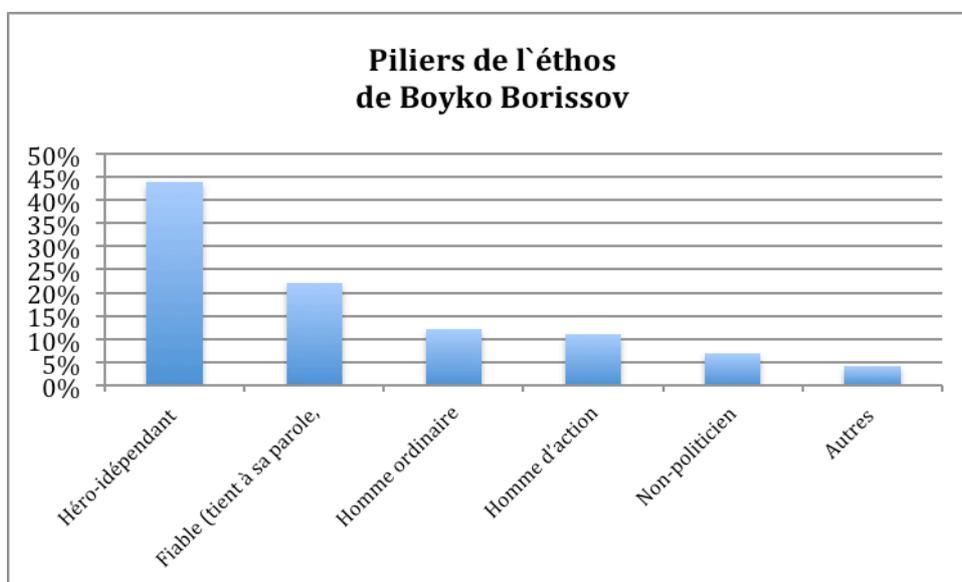


Figure 5 Piliers de l'éthos de Boyko Borissov

I Borissov, le héros indépendant

Le pilier essentiel de l'éthos de Boyko Borissov, son image d'héroïsme et d'indépendance, est construit à travers la mise en avant de nombreuses situations,

de courts épisodes de sa vie privée et professionnelle. Il s'agit d'un mode spécifique de constitution de l'image de soi dans son discours : il s'appuie sur des histoires et non sur des caractéristiques synthétiques décrivant les qualités qu'il s'auto-associe : elles démontrent des situations-types comme par exemple ses victoires dans des circonstances extraordinaires, différentes de celles qu'affrontent d'autres acteurs politiques; des situations lorsqu'il prend des risques démesurés.

Il insiste sur les conditions difficiles dans lesquelles il travaille, les risques associés à son activité et la distinction qui existe entre lui et la classe politique : comme il le souligne dans l'entretien accordé au journal *24 heures*, au début de la campagne électorale des élections législatives de 2005, alors qu'il était candidat du NDSV, intitulé : « Général Boyko Borisov lors de son premier jour d'homme politique : Je ne vais pas brandir un ballon sur la scène, les gens savent qui je suis! » : « *Vous me retrouvez chez moi, où je vais travailler d'abord, parce que, contrairement aux ministres et aux politiciens je n'ai pas le droit à la sécurité au cours de la campagne électorale. Il s'est avéré que personne n'avait pensé à ce problème.* »³⁹¹. Dans le cadre du même entretien il continue à brandir cette image héroïque en revenant sur ses années de Secrétaire général du Ministère de l'intérieur au cours desquelles il a notamment construit son image et gagné la confiance personnelle d'une partie importante de la société :

*«Ma force réside dans le fait que pendant des années, j'ai toujours été dans les rues, parmi les gens. J'étais en train de résoudre les problèmes quand on pillait leurs maisons, lorsque leur voiture a été volée, quand leurs parents ont été tués, quand il y avait une inondation ou une catastrophe, ou lorsque Sofia a été envahie d'ordures.... C'est comme ça – il n'y a personne devant moi ».*³⁹²

Il met en avant toutes les menaces qu'il a dépassées, afin de démontrer son héroïsme: « *Chaque fois nos opérations ont causé des dommages à des centaines de milliards de dollars à des organismes impliqués dans la contrebande, le trafic de*

³⁹¹ 24 heures (2005, 27 mai). Général Boyko Borisov lors de son premier jour d'homme politique : Je ne vais pas brandir un ballon sur la scène, les gens savent qui je suis!; « Gen. Boyko Borissov v purvia si den na politik : Niama da maham s balon ot scenata, horata znaiat koi sam ! ».

³⁹² *Ibid.*

drogue, moi et mes collègues nous étions conscients des risques que nous prenions. Cependant, c'est la seule façon de protéger l'État. »³⁹³.

Ce même héroïsme et l'image d'un acteur qui est seul contre tous et agit dans les situations difficiles sont également développés au cours de la campagne électorale pour les élections municipales de 2005 lorsqu'il se présente en tant que candidat au poste de maire de Sofia; il souligne le contraste entre sa figure et l'action « des partis politiques » qu'il présente comme un « tout » discrédité et indivisible à la différence de sa figure :

« Vers le poste de maire de Sofia au début il n'y avait pas d'intérêt - il n'y avait que des bordels abandonnés par les partis. Avec mon apparence, cependant, tous ont envoyé leur artillerie lourde. Le roi est venu personnellement pour présenter Velchev. Sergueï Stanichev, Premier Ministre, a présenté Tatyana Doncheva. Ivan Kostov est venu avec tout son bureau politique pour présenter Gavriiski. Petar Stoyanov et Nadezhda Mihailova ont présenté leur soutien à Gerdjikov. Du coup, ces élections sont devenues intéressantes pour eux. »³⁹⁴

L'idée des conditions difficiles auxquelles il doit faire face est également présente dans son discours à travers la description de la conjoncture partisane. Il utilise un schéma explicatif des conditions qu'il doit surmonter pour décrire les modes de choix du candidat du NDSV pour le poste de maire de Sofia aux élections législatives de 2005 ; ce sont notamment les premières élections au cours desquelles il cherche à s'émanciper du NDSV et à démarrer une carrière politique indépendante:

« Enfin ils sont allés et ont fait un gouvernement avec le mandat du DPS, n'oubliez pas que ce gouvernement a été fait avec le mandat du DPS et le Premier Ministre a été proposé par le NDSV. Ils ont fait un cirque, une foire au Parlement, ce qui a détruit l'image de la classe politique. Dernier point mais non moins juste - ceux qui étaient contre la coalition, ceux qui ont participé aux négociations, ceux qui avaient trahi Velchev, car il n'est pas contesté que Velchev soit un bon Ministre des finances, maintenant ils l'ont

³⁹³ 24 heures. (2005). Le Général: J'ai eu des menaces même au paravent en provenance de Madrid et de Vienne ; « Generalat : Zaplasgvali sa me predi i ot Madrid i Viena. ».

³⁹⁴ Novinar (2005, 8 octobre). Le pouvoir ne m'intéresse pas à tout prix ; « Vlast na vsiaka tzena ne me interesuva ».

*lancé dans un combat contre moi lorsqu'ils savaient que je n'avais aucune chance. »*³⁹⁵

Il se présente également comme quelqu'un qui n'a pas peur de toute sorte de contrôles en dépit des informations à propos de son appartenance par le passé à des milieux criminels. Répondant à la question : « Vous dites que vous êtes quelqu'un qui n'a jamais attaqué le premier. S'il y a des faits qui vous discréditent, avez vous préparé vos représailles? » Il déclare :

*« Il y a autant de lavure qui est jetée en ce moment contre moi, mais je ne m'inquiète pas. Je peux être fier des tonnes de drogues confisquées, des milliers de personnes que nous avons arrêtées ou emprisonnées. Je ne fais pas attention à de telles attaques. Pendant des années, lorsque j'étais Secrétaire du Ministère de l'Intérieur, les services de renseignements et de contre – renseignements ont reçu quantité d'informations sur moi et les ont contrôlées. S'il y avait quelque chose de mal sur moi, ils ne m'auraient pas supporté même pendant une minute »*³⁹⁶

Borissov recourt aussi à des analogies entre ses victoires dans le domaine sportif et l'image publique de sa personne qu'il cherche à construire. Comme il le souligne dans le cadre de son intervention au fil de l'émission « Ce matin » diffusée par la chaîne de télévision « BTV » le 26 octobre 2005 : « *Je vais d'abord retourner vers votre propos ... la fin de vos mots qui disent qu'il s'agit d'un uppercut. Je suis célèbre dans les sports car on sait que mes coups gauche et droit sont également forts* »³⁹⁷. Dans le cadre du même entretien il répète cette métaphore : « *Dans le football je joue aussi bien avec les deux pieds* »³⁹⁸.

En répondant à la question « Qu'est-ce que vous avez appris du karaté ? » dans le cadre de la même campagne électorale de 2005, il continue à ajouter des éléments à propos de la dimension héroïque de son image à travers des parallèles avec les sports:

³⁹⁵ Débat électoral entre Boyko Borissov et Milen Veltchev, BTV, émission « Ce matin », 26 octobre 2005 de 8h 07 à 8 h 14.

³⁹⁶ Moniteur (2005, 27 octobre). Si je deviens maire ce sera une catastrophe pour les partis ; « Ako stana kmet, tova shte e katastrofa za partiite ».

³⁹⁷ Débat électoral entre Boyko Borissov et Milen Veltchev, *op.cit*

³⁹⁸ *Ibid.*

« - Les choses qui m'aident beaucoup - l'ordre, la discipline, le courage, le caractère et la capacité à regarder l'adversaire dans les yeux. Comme ça vous voyez s'il a peur, s'il est agressif, s'il va gagner. Et aussi la douleur – les Japonais disent que la douleur est le meilleur professeur. Ce sont des choses qui m'ont toujours guidé. »³⁹⁹

Les mêmes schémas décrivant son héroïsme dans des circonstances difficiles sont également utilisés pendant la campagne pour les élections européennes et législatives de juin et juillet 2009 (lorsque le GERB fait son entrée au sein du Parlement bulgare). Comme il l'explique, au moment de la présentation des listes du GERB pour les élections européennes, à propos d'une publicité politique lancée par leurs adversaires qui présentaient le GERB comme un parti qui allait faire une coalition avec le DSB, le parti présidé par l'ancien Premier Ministre Ivan Kostov (1997-2001) :

« Les médias devraient nous remercier. Ils vous ont donné autant d'argent. Quand je mets n'importe quelle radio dans ma voiture cela tourne toujours autour de la même chose « Votez pour Borisov pour que Kostov se retourne ? ». Nous n'avons pas de coalition avec Kostov. Auparavant, ils m'accusaient d'avoir Jivkov derrière moi. En avant – peu importe s'ils essaient de se coller à nous »⁴⁰⁰

L'idée de résister physiquement à la douleur, afin de prouver son caractère têtu et insoumis est aussi présente. Ainsi le journal *Le Moniteur* du 16 mai 2009 cite les propos suivants: *«Je vais faire le tour des villes même avec une jambe boiteuse »⁴⁰¹*. Sa capacité naturelle à surmonter des conditions difficiles sans une aide extérieure à la différence des autres acteurs est également mise en avant à travers les comparaisons qu'il fait entre lui-même et son principal adversaire, le leader du parti socialiste bulgare (BSP) de l'époque, Segei Stanishev; Borissov cherche à démontrer notamment sa masculinité, son indépendance et sa suprématie naturelle en contraste avec les qualités de son adversaire :

³⁹⁹ Novinar (2005, 8 octobre). Le pouvoir ne m'intéresse pas à tout prix ; « Vlast na vsiaka tzena ne me interesuva ».

⁴⁰⁰ Moniteur (2009, 13 mai). Borissov a renoncé de son amitié avec Kostov ; « Boyko dade zaden, otreche se ot drujbata si s Kostov ».

⁴⁰¹ Moniteur (2009, 16 mai). La jambe de Borissov attelle pour 30 jours ; « Boyko shiniran za 30 dni ».

« Je vois que même Stanishev cherche à m'imiter. Il prend son chien avec lui, et se comporte comme un vrai homme ... Il a juste de bons conseillers. Tout le monde les connaît déjà - est-ce que c'étaient des Juifs ou des Américains? Mais combien d'argent leur ont-ils versé? On est un petit pays, et tout le monde sait tout. L'autre jour, des amis sont venus ici pour me dire que Stanishev avait loué un studio pour répéter avec PR sur la façon de boire de l'eau devant les caméras. J'aurais honte de moi-même d'aller m'y former. Il ne faut même pas dire que je n'accepterais jamais quelque chose de pareil. Quoi dire si les gens ici à Bankia commencent à soutenir que Boyko a demandé à quelqu'un de lui apprendre à boire de l'eau, comment tenir la coupe et la façon de déguster. »⁴⁰².

Boyko Borissov souligne également systématiquement dans ses discours son indépendance par rapport aux partis politiques, aux structures politico-économiques et à toute autre sorte de personnes susceptibles d'influencer son action; c'est une manière de démontrer qu'il n'est pas opportuniste, prêt à toute sorte de compromis afin d'accéder au pouvoir.

L'idée de son indépendance apparaît à travers les descriptions de son esprit « rebelle » et de son non-alignement par rapport à la hiérarchie interne des partis. Il émet cette idée dès les élections législatives de 2005, alors qu'il est candidat du NDSV. Comme il le souligne sur la chaîne de télévision BTV, le 25 mai 2005 : « *Mon comportement dans le cadre de la campagne dépend de si les engagements sur ce que je veux seront respectés* »⁴⁰³. Son non-alignement avec les règles internes du parti est également souligné dans le journal *Le Moniteur* du 31 mai 2005 : « *Je ne suis pas qu'une petite partie d'un tout qui a son leader et des conseils de partisans, mais en principe je n'écoute jamais ce qu'ils disent* »⁴⁰⁴. Invité à faire un commentaire à propos des coalitions potentielles que le NDSV pourrait faire, il déclare dans le journal *Novinar*, le 9 juin 2005 : « *Je ne*

⁴⁰² Boyko Borissov, j'ai besoin d'une majorité pour qu'ils ne me mettent pas des conditions ; « Boyko Borissov: Tryabva mi mnozinstvo, za da ne mi izvivat ratzete », disponible sur : <http://www.temanews.com/index.php?p=tema&iid=553&aid=13440>, consulté le 1 Septembre 2014.

⁴⁰³ Intervention dans le cadre de journal télévisé du BTV, 25 mai 2005, 19:40:45 - 19:43:39

⁴⁰⁴ *Moniteur* (2005, 31 mai). Boyko Borissov: Je suis un homme fataliste ; « Boyko Borissov : Az sam chovek fatalist ».

communiqué avec aucun des représentants de la direction du NDSV pour être au courant de leur opinion »⁴⁰⁵.

Il veut aussi prouver l'indépendance politique de son action de Secrétaire général, ce qu'il souligne notamment dans le cadre de la campagne pour les élections législatives de 2005 :

« Pour le poste de Secrétaire général il est très important de savoir qui sera Ministre, qui sera Premier Ministre. J'y retournerais bien, et je travaillerais avec la même énergie, mais si les conditions sont les mêmes. Si les Services ont 100% d'autonomie par rapport à une orientation euro-atlantique et s'ils ne s'écartent pas des priorités. Au-delà de cela, je ne suis pas intéressé par le poste. »⁴⁰⁶.

Borissov insiste également sur son indépendance par rapport au monde économique et aux modes de financement de la vie politique, ce qu'il souligne dès sa première participation à une campagne électorale – les élections législatives de 2005, lorsqu'il est candidat du NDSV :

« Je ne pense pas que quelqu'un aime organiser des élections ou la campagne qui est menée en ce moment. Mais comme l'a dit Churchill, rien de mieux n'a encore été inventé. Le reste, c'est le régime. Il vaudrait donc mieux se mobiliser pendant 20 jours, passer les élections et continuer à faire autre chose après. Et ce que les enfants admirent tant chez nous signifie que le Ministère de l'Intérieur a vraiment bien travaillé. Personne ne peut diriger les enfants par la force, les chemises et chapeaux je les ai payés moi-même par mon entreprise. C'est de là qu'émane directement la question de savoir comment les partis financent leurs campagnes. La corruption est aussi liée à cela. Qu'est-ce qu'ils font de l'argent, qui le leur donne, qui fait la comptabilité? Comment ça se fait qu'il n'y ait pas de loi sur le financement des partis ? »⁴⁰⁷.

Il renonce également à une couverture médiatique au cours de la même campagne de 2005 afin de souligner son indépendance par rapport aux forces

⁴⁰⁵ Novinar (2005, 9 juin). Général Boyko Borissov : Je ne vais jamais dire un mot négatif pour mes adversaires ; « General Boyko Borissov : « Ne ochakvaite ot men da kaja losha дума за oponentite si » ».

⁴⁰⁶ Standard (2005, 2 juin). Je suis prêt à retourner dans le MVR après le vote ; « Gotov sam da se varna v MVR sled vota ».

⁴⁰⁷ *Ibid.*

économiques:

« J'ai donc décidé ici de manifester la morale que je respectais pendant 4 ans – il faut qu'il soit absolument clair d'où j'ai pris de l'argent et pour quoi est-ce qu'il a été dépensé exactement. Donc, j'ai interdit des affiches, des panneaux d'affichage, des publicités, des concerts auxquels je participerais ou qui seraient en mon honneur. J'ai renoncé à toutes les émissions payées à la télévision et à la radio. Ceux qui ont été mes amis, doivent être mes amis. »⁴⁰⁸.

L'indépendance économique est un élément qu'il répète régulièrement au cours de cette première campagne électorale de sa carrière d'homme politique, ce qu'il met en valeur dans le journal *Novinar*, le 9 juin 2005: *« J'ai demandé aux médias de ne pas s'occuper de moi, car j'ai réalisé qu'il faut payer beaucoup pour avoir une couverture médiatique. En fait, quand vous comprenez combien d'argent est donné aux médias, il est clair que la campagne devient plus chère encore »⁴⁰⁹.*

L'indépendance vis-à-vis des influences politico-économiques est une dimension de l'éthos de Borissov qui trouve son prolongement lors des élections municipales anticipées d'octobre 2005. Il répond par exemple de la manière suivante à la question : « Est-ce que vous avez dû faire face à beaucoup de gens qui vous enviaient? : *« Oui, j'ai l'impression que beaucoup de gens m'envient même maintenant parce que mon action a toujours été guidée par des principes. Quand je n'ai pas aimé ce que faisait le NDSV j'ai refusé ce dont tout le monde rêve – de devenir député. De plus il faut avoir en vue que moi j'avais deux places. »⁴¹⁰.*

Il démontre également son indépendance en s'opposant aux partis politiques sans distinguer des pôles opposés dans le système partisan bulgare. Comme il le dit dans le journal *Le Moniteur*, le 27 octobre 2005, au cours de la campagne pour les élections municipales anticipées de 2005 :

⁴⁰⁸ *Novinar* (2005, 9 juin). Général Boyko Borissov : Je ne vais jamais dire un mot négatif pour mes adversaires ; « General Boyko Borissov : Ne ochakvaite ot men da kaja losha дума за oponentite si » ».

⁴⁰⁹ *Ibid.*

⁴¹⁰ *Novinar* (2005, 8 octobre). Le pouvoir ne m'intéresse pas à tout prix ; « Vlast na vsiaka tzena ne me interesuva ».

*« Si j'arrive à devenir maire, ce sera une catastrophe pour les partis politiques, car ayant en vue l'énorme ressource financière qu'ils mobilisent, prenant aussi en considération que le Premier Ministre Stanishev et tous ses ministres supportent Dontcheva, de même que Kostov supporte Gavriiski, et le fait que le roi a inauguré la campagne de Milen Velchev, avec des ballons jaunes partout autour de lui, j'apparais comme un candidat indépendant, avec un groupe de bénévoles, avec en réalité une seule personne – Tzvetan Tzvetanov ».*⁴¹¹

La prise de responsabilité individuelle ainsi que l'indépendance par rapport aux arrangements entre les partis politiques sont également mises en avant au cours des élections de 2009. Borissov s'identifie au parti GERB qui se structure autour de lui, mais il déclare rejeter les coalitions en opposant le gouvernement monocole du GERB au gouvernement de coalition : *« Le mot coalition est un mot sale en Bulgarie, il signifie l'absence de responsabilité. Si on m'impose d'entrer dans une coalition ce sera préjudiciable pour nous, pour vous et pour tout le monde, en raison de cela on a besoin d'une victoire de plus de 50% »*⁴¹²

Borissov fait la preuve de son indépendance en soulignant le fait qu'il se désintéresse d'une carrière politique à tout prix. Il présente sa carrière comme une réaction aux démarches faites par d'autres leaders politiques tels que, par exemple, le leader du BSP Sergei Stanishev (Premier Ministre de 2005 à 2009) et Roumen Petkov (Ministre de l'Intérieur dans le même gouvernement). Comme Borisov le formule dans le cadre de la campagne électorale de 2009 : *« Je suis devenu un leader de parti à cause de Petkov, et je vais devenir Premier Ministre à cause de Stanishev »*⁴¹³.

L'indépendance par rapport au parti qui représente la minorité turque – le DPS - est également mise en avant dans cette tentative de rejet de toutes sortes de

⁴¹¹ Moniteur (2005, 27 octobre). Si je deviens maire, ce sera une catastrophe pour les partis ; « Ako stana kmet, tova shte e katastrofa za partiite ».

⁴¹² Dnevnik (2009, 30 juin) Boyko Borissov : « Si l'on ne gagne pas une majorité absolue, l'on reste en opposition » ; « Boyko Borissov : « Ako ne spechelim palno mnozinstvo shte sme v opozitzia » ».

⁴¹³ Boyko Borissov : « Petkov m'a fait leader de parti, Stanishev me fera Premier Ministre » ; « Boyko Borissov : « Petkov me napravi partien lider, Stanishev shte me napravi premier » », 12 mai 2009, disponible sur : <http://www.bulgaria-news.bg/category/bulgaria/politics/article/post262.html>, consulté le 1 septembre 2009

compromis qui peuvent être nécessaires afin d'accéder au pouvoir. Lorsqu'on lui demande : « Qu'est-ce que vous allez faire si vous avez besoin des voix du DPS pour constituer un gouvernement ? », il tranche la question de la manière suivante : « *On reste en opposition. Jusqu'au moment où le peuple ne se rend pas compte que c'est fatal pour l'Etat.* »⁴¹⁴.

Cette même démonstration d'indépendance et du fait qu'il est prêt à renoncer au pouvoir, à la différence de la majorité des acteurs politiques, est également manifestée au cours de la campagne électorale pour les élections de 2013, au moment où il vient de démissionner en tant que Premier Ministre suite aux importantes mobilisations anti-gouvernementales du début de l'année 2013. « *En fin de compte, nous ne sommes ni des monarques ni des rois pour la vie. Le pouvoir nous a été donné pour quatre ans. Si on ne réussit pas, on s'en retourne* »⁴¹⁵.

Cette facette stable de l'image publique de Borissov se manifeste aussi au cours des élections législatives de 2013, à l'issue de son mandat de quatre ans en tant que Premier Ministre. Il synthétise son caractère insoumis dans l'hebdomadaire *Tema* du 8 juin 2013 de la manière suivante : « *Ceux qui me connaissent savent que la façon la plus rapide pour quelqu'un d'entrer en conflit avec moi c'est de commencer à me mettre des conditions. Parce que je ne mets jamais de conditions à personne* »⁴¹⁶.

Son indépendance et le fait qu'il ne soit pas prêt à tout pour accéder au pouvoir sont également soulignés dans son commentaire à propos de sa démission du poste de Premier Ministre en mars 2013 suite à des mobilisations populaires

⁴¹⁴ Standard (2009, 2 juillet). Boyko Borissov: « Aucun compromis avec Dogan »; « Boyko Borissov : « Nikakav kompromis s Dogan » ».

⁴¹⁵ Boyko Borissov : « La simple dignité humaine exige d'avoir le courage de l'avouer lorsqu'on fait des erreurs »; « Boyko Borissov : « Elementarnoto dostoinstvo na chovek iziskva, kogato sgreshi da go kaje » », 6 mai 2013, http://www.dnevnik.bg/izbori2013/2013/05/06/2054612_boiko_borisov_elementarnoto_dostoinstvo_na_chovek/, consulté le 1 septembre 2014.

⁴¹⁶ Boyko Borissov, j'ai besoin d'une majorité pour qu'ils ne me mettent pas des conditions ; « Boyko Borissov : Tryabva mi mnozinstvo, za da ne mi izvivat racete », <http://www.temanews.com/index.php?p=tema&iid=553&aid=13440>.

significatives : « *Quelques scélérats m'ont accusé d'être un dictateur. Quel dictateur démissionne, quel dictateur renonce au pouvoir ?* »⁴¹⁷.

II Borissov, un homme fiable, responsable, qui tient à sa parole

Le deuxième pilier sur lequel Boyko Borissov adosse son image publique est l'idée de sa fiabilité qu'il construit par contraste avec la classe politique moralement ruinée aux yeux des citoyens: il se présente comme un homme fiable, fidèle à ceux qui l'ont aidé, qui tient sa parole. Les exemples qui illustrent cette facette de l'image publique de Boyko Borissov sont multiples. Comme il le souligne au cours de la campagne des élections législatives de 2005, lorsqu'il est nommé candidat par le NDSV, dans le journal *24 heures*, le 27 mai 2005 : « *Je suis une personne responsable et avant de faire une promesse, je vais rencontrer le Premier Ministre, pour qu'il me dise ce qui va se produire si le NDSV arrive à gagner les élections. Quels sont les problèmes avec lesquels on va s'engager* »⁴¹⁸. Il explique aussi dans le cadre du même entretien : « *Je ne veux pas que quelqu'un pense que je mène une bataille pour Blagoevgrad et Plovdiv. Quand je me suis engagé devant le Premier Ministre et devant les gens, je me suis engagé devant tout le monde* »⁴¹⁹.

Au cours de la campagne pour les élections municipales anticipées de 2005, il présente de nouveau cette facette de l'image de soi qu'il cherche à construire en opposant la responsabilité associée à sa personne et le « manque de principes » de la part des partis politiques vus comme un tout discrédité. Commentant le retour des biens de l'ancien roi Siméon de Saxe Cobourg-Gotha dans le journal *Novinar*, le 8 octobre 2005, Borissov déclare notamment : « *Ils ne font que spéculer et donner de fausses informations aux gens...En raison de cela je ne veux pas m'occuper des*

⁴¹⁷ Boyko Borissov : « L'on va gouverner si les gens nous veulent » ; « Boyko Borissov : « Shte upravliyavame, ako horata ni iskat » », 7 avril 2013 <http://novinite.bg/articles/34192/Bojko-Borisov-Shte-upravlyavame-ako-horata-ni-iskat-Obobshtenie>, consulté le 1 septembre 2014.

⁴¹⁸ *24 heures* (2005, 27 mai). Général Boyko Borisov lors de son premier jour d'homme politique : « Je ne vais pas brandir un ballon sur la scène, les gens savent qui je suis! » ; « Gen. Boyko Borissov v parvia si den na politik : « Niama da maham s balon na stzenata, horata znayut koi sam » ».

⁴¹⁹ *Ibid.*

partis et de leur manque de principes. Jusqu'à présent j'ai fait tout ce que j'ai dit »⁴²⁰.

Borissov parle également de sa responsabilité personnelle et met l'accent sur son lien direct avec le peuple dans la campagne des élections législatives de 2013. Au cours de sa visite dans la ville de Kardzhali, le 24 avril 2013, il développe cet aspect de l'image qu'il cherche à construire devant le public de la manière suivante :

« Il y a le mot responsabilité qui existe dans la vie. Dans les partis c'est la responsabilité politique. Parce que Stanishev avait demandé qui avait donné des garanties pour moi, je vais lui dire que c'est le peuple qui a donné des garanties pour moi. Vous tous qui sortez pour manifester, vous avez donné des garanties pour moi. La paix dans l'Etat, c'est le plus important. C'est uniquement comme ça qu'on pourrait continuer à faire de la construction »⁴²¹.

L'un des aspects de l'image de quelqu'un de responsable est celui de la responsabilité personnelle et du pouvoir incontestable, glissant vers l'autoritarisme au sein du son parti politique le GERB. Alors qu'il est interrogé sur son soutien à Tzvetan Tzvetanov⁴²², Borissov continue à construire l'idée de la responsabilité personnelle qu'il porte. Il dit notamment : *« Le problème du pouvoir n'existe pas chez le GERB. Le GERB est un parti fondé par moi »⁴²³.*

Le leader du GERB présente également une autre dimension d'un homme fiable et honnête – celle d'une personne fidèle aux gens qu'il respecte; qui sait faire montre de réciprocité dans la communication; il témoigne de cette fidélité envers

⁴²⁰ Novinar (2005, 8 octobre). Le pouvoir ne m'intéresse pas à tout prix ; « Vlast na vsyaka tzena ne me interesuva ».

⁴²¹ A Kardzhali Boyko Borissov a comparé le BSP et le DPS à l'ancienne Sûreté d'Etat ; « V Kardzhali Boyko Borissov sravni BSP i DPS s Darjavna sigurnist », 24/04/2013, disponible sur : http://www.dnevnik.bg/izbori2013/2013/04/24/2048591_v_kurdjali_borisov_sravni_bsp_i_dps_s_durjavna/, consulté le 1 septembre 2014.

⁴²² Tzvetan Tzvetanov était le Numéro 2 du GERB, officiellement leader du parti du 3 décembre 2006 au 10 janvier 2010, lorsque Borissov était son leader informel.

⁴²³ Boyko Borissov : « La simple dignité humaine exige d'avoir le courage de l'avouer lorsqu'on fait des erreurs » ; « Boyko Borissov : « Elementarnoto dostoinstvo na chovek iziskva, kogato sgreshi da go kaje » », 6 mai 2013, disponible sur : http://www.dnevnik.bg/izbori2013/2013/05/06/2054612_boiko_borisov_elementarnoto_dostoinstvo_na_chovek/, consulté le 1 septembre 2014.

les personnes qu'il respecte en dépit des fluctuations de l'opinion. Il insiste notamment sur sa position de principe et le courage qu'il a eu de soutenir l'ancien Premier Secrétaire du Parti Communiste Bulgare Todor Jivkov, même après la chute du communisme. Lorsqu'on l'interroge en ces termes sur la chaîne de télévision BTV : « Pourquoi est-ce que votre opinion à propos du communisme diverge de votre comportement envers Jivkov? » il répond qu'il a notamment été son garde du corps lorsque « *Tous les shushumigi⁴²⁴ s'étaient cachés et qu'il n'y avait même pas quelqu'un pour le déposer devant la prison* »⁴²⁵. Borissov témoigne également du même respect guidé par des principes qui ne varient pas en fonction de la conjoncture concrète par rapport à Siméon de Saxe Cobourg-Gotha dans le cadre de la même intervention médiatique :

*« J'ai eu l'opportunité d'observer comment il (le roi) travaille et aussi Todor Jivkov. J'ai beaucoup appris d'eux. Ils sont différents en tant qu'hommes politiques mais ont beaucoup de choses en commun. Moi je veux me distinguer clairement des personnes qui siègent dans le bureau politique du NDSV, mais je ne vais jamais me permettre de dire ne serait-ce qu'un mot contre le roi »*⁴²⁶.

Cette facette de son respect envers Siméon de Saxe Cobourg-Gotha en dépit du changement des circonstances apparaît aussi à d'autres reprises comme par exemple le 23 juin 2009 :

*« ... j'ai un comportement hostile par rapport au NDSV parce que ce parti a subi une scission, une dissolution. Il serait trop long de commenter cela, mais par rapport au roi je garde du respect et surtout en raison de ce que j'ai appris de lui »*⁴²⁷.

Borissov introduit même l'idée qu'il a souffert pour ne pas trahir ses principes et garder sa conscience propre. Quand on lui demande quelle est la plus grande leçon qu'il a apprise pendant ses années au pouvoir, il répond en se référant

⁴²⁴ Le mot utilisé par Borissov est « shushumiga » – personne qui ne prend pas le risque d'avoir une position.

⁴²⁵ Intervention dans le cadre du journal télévisé du BTV, 25 mai 2005, 19:40:45 - 19:43:39.

⁴²⁶ Novinar (2005, 8 octobre). Le pouvoir ne m'intéresse pas à tout prix ; « Vlast na vsyaka tzena ne me interesuva ».

⁴²⁷ Agence Focus, Boyko Borissov : « Le sujet de la coalition n'existe pas pour nous » ; « Boyko Borissov : « Temata koalitzia za nas ne sushtestvuva » », 23 juin 2009.

directement à sa personne : « *Que si tu es quelqu'un qui a ses principes et de la loyauté et si tu es même parfois idéaliste, cela peut s'avérer très mauvais pour toi. Pourtant ma conscience est propre* »⁴²⁸. Il témoigne également de ce respect à propos de ses adversaires. Comme il le dit au cours de la campagne des élections locales de 2005 à propos de sa principale adversaire la candidate du parti socialiste Tatyana Dontcheva :

*« J'ai toujours eu un sentiment positif pour Mme Dontcheva et... C'est ça que je n'aime pas dans la politique, qu'en période électorale les gens changent et commencent à parler de choses si terribles que l'on ne les croit même pas. Je pense que lorsque j'ai une activité publique je ne vais jamais aller vers les attaques personnelles... elle a été invitée à mon dernier anniversaire, on se comportait comme des amis, on s'amusait ensemble »*⁴²⁹.

III Un homme ordinaire dont la source de pouvoir réside dans le peuple

Boyko Borissov construit également son image en se référant à des valeurs proches de celles des hommes ordinaires. Comme il le souligne en répondant à la question : « Est-ce qu'il y a une légende Boyko Borissov et si oui, qui est-ce qui l'a créée ? », le 8 octobre 2005, dans le journal *Novinar* :

*« Les gens inventent seuls la légende, le charisme etc. A mon avis la société apprécie ma sincérité. Les gens ordinaires reconnaissent ceux qui sont mauvais, soi-disant. Les gens voient que je fais tout ce qu'il est possible pour que les mauvais soient emprisonnés. J'ai mis en lumière leur business, une partie importante d'entre eux a été emprisonnée, il y a des procès contre d'autres. Les gens peuvent s'en rendre compte. Si j'avais été au sommet pendant quatre jours – oui ils pouvaient se tromper. Certes, à partir de mon deuxième mois en tant que Secrétaire général je bénéficiais du plus haut taux de confiance. En même temps tout ce qu'il y a de mal qui pourrait être dit contre moi a été répété à l'infini. »*⁴³⁰.

Il montre qu'il est proche des milieux populaires en soulignant qu'il partage les mêmes croyances qu'eux : à la question qui lui est posée dans le journal *Novinar*, le 8 octobre 2005 : « Les gens vous envoient de l'énergie négative parce

⁴²⁸ *Novinar* (2005, 8 octobre). Le pouvoir ne m'intéresse pas à tout prix ; « *Vlast na vsyaka tzena ne me interesuva* ».

⁴²⁹ Intervention dans le cadre de l'émission « *Denjat zapochva* », TV Kanal 1, 08:04:00 - 08:16:00, 02 novembre 2005.

⁴³⁰ *Novinar* (2005, 8 octobre). Le pouvoir ne m'intéresse pas à tout prix ; « *Vlast na vsyaka tzena ne me interesuva* ».

qu'ils vous envient – vous l'avez ressenti ? », il répond : « *Ma mère, que Dieu ait son âme, disait : Fils, quand tu vois l'église, arrête-toi, allume trois bougies, embrasse la Vierge Marie, puis le Seigneur connaît son affaire ...* »⁴³¹

Afin de se rapprocher des modes de vie populaires il insiste également sur le fait qu'il fréquente l'église régulièrement :

*« Si vous entrez dans l'Eglise à côté du Ministère de l'Intérieur et vous vous approchez des femmes qui vendent des bougies elles vont vous dire. J'étais très heureux quand j'entrais pour allumer une bougie les gens commençaient à me parler. Ils me disaient : « Garde-toi ! » C'est ce que tout le monde me conseille. S'ils le disent, ils sentent d'une manière instinctive que j'ai menacé les intérêts de beaucoup de gens »*⁴³².

Borissov se présente également comme un homme ordinaire partageant les mêmes préoccupations dans sa vie de tous les jours que la classe moyenne ; il se montre aussi comme quelqu'un qui respecte certaines des règles issues de la tradition populaire :

*« La vérité c'est que vous manquez de temps pour vos proches – comment est-ce que vous allez compenser cela ? J'ai dit aux enfants que je vais compenser avec les petits-enfants. Je n'ai jamais participé à des choses comme par exemple donner le bain au bébé, des rendez-vous avec les parents à l'école. Mais je vais m'en occuper avec les petits-enfants et s'ils donnent le prénom Boyko à quelqu'un... »*⁴³³.

Le leader du GERB se rapproche également des gens en évoquant des sujets liés à sa vie privée ; ce sont par exemple ses sensations physiques ou des éléments de sa vie chez lui ; c'est une approche qui n'est pas caractéristique du discours du reste de la classe politique et qui crée l'image d'un homme ouvert, proche de la majorité des gens par son mode de vie et ses représentations sociales ; il s'agit d'une facette de son image publique qui donne au public le sentiment d'une sorte de connaissance personnelle plus qu'elle ne constitue un leadership distancé. Il fait entrer dans le débat public des sujets liés à son état de santé, comme par exemple lorsqu'il évoque sa jambe cassée : il utilise une formulation naturelle qui traite le

⁴³¹ *Ibid.*

⁴³² *Ibid.*

⁴³³ *Ibid.*

problème en adoptant une approche typique plutôt pour une communication d'ordre privé que pour une communication publique :

« Je ne pense pas que nos sympathisants seront influencés par les problèmes liés à ma jambe. Il ne faut pas qu'on sous-estime les gens. C'est vrai que cela s'est passé au mauvais moment, mais comme ça je suis resté chez moi et j'ai eu l'occasion de voir l'ensemble du parti passer devant mes yeux. Auparavant j'étais entièrement pris à la Mairie »⁴³⁴

Il fait en sorte que les gens ordinaires le sentent proche de lui en donnant des exemples du monde du football; il cherche à simplifier les interactions dans la vie politique en les rapprochant des interactions dans le domaine du football ; de cette manière son discours paraît compréhensible pour les gens ; ceux-ci le considèrent proche d'eux du fait que ses intérêts divergent de la complexité des préoccupations des couches sociales élitaires :

« Vous avez vu combien de fois j'ai été attaqué parce que je suis ami du Président, parce qu'on a un bon contact. Est-ce que cela m'empêche ? Non, du tout. Maintenant Stanishev a rangé aussi le Président sur le chemin du penalty. Si Parvanov impose un veto sur la loi des déchets il va gêner ses relations avec moi et la droite pour toujours. »⁴³⁵

Il compare également les clivages politiques et les coalitions potentielles aux rivalités dans le monde du football pour se montrer proche des schèmes de pensée des gens ordinaires. Afin d'illustrer la rivalité avec la gauche il établit des parallèles entre les clubs de football ayant une rivalité historique : *« Je ne vois pas le « Real » et « Barcelone » ou « Levski » et le CSKA faire une équipe en général, mais ils sont forts quand ils sont le premier et le deuxième, les gens les aiment et sont heureux »⁴³⁶*.

⁴³⁴ Boyko Borissov : « j'ai besoin d'une majorité pour qu'ils ne me mettent pas des conditions » ; « Boyko Borissov : « tryabva mi mnozinstvo, za da ne mi izvivat ratzete » », disponible sur : <http://www.temanews.com/index.php?p=tema&iid=553&aid=13440>, consulté le Septembre 2014.

⁴³⁵ *Ibid.*

⁴³⁶ Boyko Borissov : « Je n'ai pas eu d'information de la part de Kokinov » ; « Boyko Borissov : « Ne sam poluchaval nikakva informatzija ot Kokinov », 10 mai 2013,

Dans son discours d'homme politique Borissov met en avant son origine modeste, ce qui contraste avec l'image de soi construite par d'autres acteurs, comme par exemple George Ganchev et Siméon de Saxe Cobourg-Gotha qui soulignent leurs origines, niveau d'éducation et culture. Répondant à un commentaire fait par le leader du BSP Sergei Stanishev, dans le cadre de la campagne pour les élections législatives de 2013, qui l'avait comparé à Staline, Borissov fait notamment référence à son origine modeste pour se distinguer du leader du parti socialiste qui provient d'une famille particulièrement bien placée au sein du Parti Communiste Bulgare : « *Ce jeune homme, lorsqu'il est cultivé dans les jardins d' Evksinograd⁴³⁷ nous avons mangé des tranches dans les rues et nous avons travaillé, peut-être que les films qu'il regardait étaient staliniens, communistes* »⁴³⁸.

IV Homme d'action et de succès qui est différent de la classe politique

Borissov base aussi sa légitimité sur son image d'homme d'action et de succès. Comme il le souligne à propos de son action dans la circonscription de Plovdiv (l'une des deux villes où il a été nommé candidat député de la liste du NDSV aux élections législatives de 2005) :

« Pendant quatre ans nous avons travaillé surtout à Plovdiv. Dans cette région, j'ai fait au moins 50-60 opérations, du trafic de drogue dans « Moonlight » aux opérations dans les imprimeries. Comme l'a dit le procureur d'appel de la ville de Plovdiv, il n'y a même pas une figure de premier plan qui n'a pas été arrêtée ici pendant ces 4 ans. Sur toutes les autres questions il y a des députés et des ministres qui sont responsables des finances, de la santé, etc. Je ne veux pas être omniscient »⁴³⁹.

http://m.dnevnik.bg/izbori2013/2013/05/10/2057358_boiko_borisov_ne_sum_poluchaval_nikakva_informaciia_ot/, consulté le 2 septembre 2014.

⁴³⁷ Evksinograd est un palais construit pour la couronne Bulgare qui est devenu l'une des principales stations balnéaires fréquentées par les hauts dignitaires du pouvoir.

⁴³⁸ Boyko Borissov : « La simple dignité humaine exige d'avoir le courage de l'avouer lorsqu'on fait des erreurs » ; « Boyko Borissov : « Elementarnoto dostoyinstvo na chovek iziskva, kogato sgreshi da go kaje » », 6 mai 2013, http://www.dnevnik.bg/izbori2013/2013/05/06/2054612_boiko_borisov_elementarnoto_dostoyinstvo_na_chovek/, consulté le 1 septembre 2014.

⁴³⁹ Standard (2005, 2 juin). Je suis prêt à retourner dans le MVR après le vote ; « Gotov sam da se varna v MVR sled vota ».

Il le souligne aussi au cours de la campagne pour les élections municipales anticipées de 2005 : « *Moi j'aime travailler au maximum là où je suis, me prouver, donner toutes mes forces. J'ai pris moi-même la décision de déposer ma candidature pour le poste de maire de Sofia et je vais tout faire pour gagner et devenir un très bon maire* »⁴⁴⁰. Il répond également de la même manière à la question : « Quel sera votre message principal dans la campagne électorale pour le poste de maire de Sofia? : « *Je vais travailler de la même manière que pendant les quatre dernières années, si vous me choisissez, je vais continuer à travailler pour vous si vous m'élisez maire de Sofia* »⁴⁴¹. Il utilise le même type d'argument à propos des critiques envers l'hyper estime de soi qui lui sont faites par son adversaire principal aux élections municipales de 2005, Tatyana Dontcheva nommée par le Parti Socialiste Bulgare ; elle le compare à quelqu'un qui se prend pour « Dieu et Mohammed » : « *Si je suis Dieu et Mohammed, ce n'est pas le travail de Mme Dontcheva. J'ai fait ce qu'il faut faire et les gens l'ont estimé pendant quatre ans* ».⁴⁴² Borissov présente ses succès en tant que Secrétaire général comme une garantie de compétence supérieure. Comme il le dit le 3 novembre 2005 : « *Il est incontestable que je fais partie du gouvernement étatique comme Secrétaire général et chef des services pour une cinquième année. J'ai conquis mon autorité publique grâce à mon travail* »⁴⁴³. Borissov cherche à apparaître également comme un homme politique qui ne fait pas de promesses non tenues et sait accomplir ses tâches. Tant comme il le souligne le 25 mai 2005 : « *Je n'ai pas fait d'affiches électorales, je ne vais pas agiter des drapeaux. Je ne pense pas promettre non plus de choses qui ne vont pas se réaliser* »⁴⁴⁴

⁴⁴⁰ Banker (2005, 14 août). Je ne pense pas à décapiter les gens au sein de la mairie ; « *Niamam namerenie da reja glavi v obshtinata* ».

⁴⁴¹ *Ibid.*

⁴⁴² Débat entre Boyko Borissov et Tatyana Dontcheva, Troud, le 8 octobre 2005.

⁴⁴³ Intervention dans le plateau du BTV « Ce matin » 08:10:00 - 08:20:00, le 3 novembre 2005.

⁴⁴⁴ 24 heures (2005, 27 mai). Général Boyko Borisov lors de son premier jour d'homme politique : « *Je ne vais pas brandir un ballon sur la scène, les gens savent qui je suis!* » ; « *Gén. Boyko Borissov v purvia si den na politik : « Niamam da maham s balon ot scenata, horata znaiat kui sam ! » ».*

Même au cours de la période où il a mené une vie politique active, il a continué à prétendre être un non-politicien, attitude typique chez lui pendant sa période de Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur. Au cours de la campagne pour les élections législatives de 2005, il affirme par exemple :

« Je ne fais rien de différent de ce que je faisais auparavant. Pour devenir un homme politique il faut avoir un parti politique, une stratégie, le pouvoir et les compétences pour imposer ce que tu considères comme juste. Dans ce cas, je suis en train de respecter l'engagement que j'ai devant le Premier Ministre. Est-ce que vous m'avez entendu faire des interventions politiques pour ou contre quelqu'un ? Vous m'avez entendu promettre quelque chose, promettre que si les gens votent pour moi je vais leur lâcher l'eau ou activer l'électricité ? »⁴⁴⁵

Lorsqu'on lui demande si la politique est « un travail sale », le 8 octobre 2005 il répond notamment :

« Si c'est un travail sale, il doit être pratiqué par des salauds. Pour l'instant je pense que la politique est comme n'importe quel travail. Il y a de la morale, il y a des principes, de la compréhension, de la confiance envers les gens. Comment est-ce que quelqu'un pourrait dire que c'est un travail sale et en même temps se présenter devant les gens comme quelqu'un de très bien et de très juste ? ...Ce n'est pas sérieux. La politique est faite par des hommes, et tout le monde en étant devant les yeux des gens pourrait être jugé - sur ses actes et non sur ses paroles »⁴⁴⁶.

Cette Section a mis en avant que Boyko Borissov a fait son entrée dans la vie politique à travers des réseaux de contacts qui lui ont assuré un accès à la scène politique sans qu'il ait eu besoin de développer une carrière au sein d'un parti politique.

Il peut être qualifié comme un personnage qui construit un éthos de « héros ». Le pilier principal de son éthos est centré sur l'image d'un homme héroïque, indépendant, insoumis. Il constitue aussi l'image d'un acteur fiable, qui tient sa parole et parvient à se montrer proche du peuple en partageant ses

⁴⁴⁵ Standard (2005, 2 juin). Je suis prêt de retourner dans le MVR après le vote ; « Gotov sam da se varna v MVR sled vota ».

⁴⁴⁶ Novinar (2005, 8 octobre). Le pouvoir ne m'intéresse pas à tout prix ; « Vlast na vsyaka tzena ne me interesuva ».

représentations sociales, ses intérêts, ses codes linguistiques et vestimentaires. En complément de cela, Borissov fait preuve d'un hyper activisme et d'une grande efficacité dans son travail, alimentant l'espoir qu'un progrès est possible malgré la corruption omniprésente et la faible efficacité institutionnelle. Comme on l'observe aussi chez d'autres acteurs étudiés, l'image publique de Borissov est également associée à quelqu'un qui refuse explicitement d'être étiqueté en tant qu'homme politique tout en étant candidat à des postes politiques; compte tenu au discrédit général de la classe politique, c'est une caractéristique qui plaît à l'électorat et est rassurante puisqu'elle permet d'espérer un changement.

Son charisme s'exerce pendant une période relativement plus longue que celle des autres acteurs déjà étudiés. Il est parvenu à devenir un acteur public de premier plan depuis 2001; il a mobilisé cette popularité afin d'obtenir un poste politique électif en 2005; en 2015, quatorze ans plus tard, son parti politique – le GERB - est toujours le premier parti politique du pays du point de vue de son support électoral.

Boyko Borissov a changé plusieurs fois de posture par rapport au pouvoir. A la différence de George Ganchev (qui a pratiquement toujours été un acteur d'opposition pendant l'ensemble de sa carrière politique) et de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha (qui a toujours été un acteur faisant partie du pouvoir) Boyko Borissov a traversé plusieurs périodes : de maire de Sofia (de 2005 à 2009), posture qui lui permet alors d'adopter une posture critique par rapport au gouvernement en place; il devient Premier Ministre (de 2009 à 2013), ce qui a significativement changé son positionnement sur l'axe pouvoir/opposition; à leader d'un parti d'opposition (2013-2014). Pour lui aussi le populisme représente une stratégie de première inscription sur la scène politique bulgare.

Conclusion du Chapitre 3 :

Ces quatre leaders se sont insérés dans la vie politique à travers différentes portes d'entrée : le monde artistique (George Ganchev), les réseaux aristocratiques et le monde des affaires (Siméon de Saxe Cobourg-Gotha), le secteur de la sécurité

(Boyko Borissov), le journalisme (Volen Siderov). Pourtant cela n'a jamais été un parti politique qui leur a assuré la percée initiale.

Ils se caractérisent aussi par une interaction active avec les médias, bien que de manière différente : George Ganchev et Boyko Borissov ont fait leur percée en utilisant les médias de type mainstream et pour la majorité de leur carrière politique; Siméon de Saxe Cobourg-Gotha a fait sa percée grâce à l'intérêt accentué des médias envers sa personne : Pourtant, il n'était pas à la recherche d'une présence médiatique active après avoir effectué sa percée sur le champ partisan à travers son parti le NDSV. Volen Siderov a également utilisé activement les médias afin d'imposer sa figure en tant que journaliste. Pourtant, il a fait sa percée à travers des médias marginaux en étant initialement un personnage ignoré par la presse généraliste.

Les groupes de qualités qui constituent les piliers de l'éthos des leaders démontrent l'existence d'éléments communs entre eux : le désir de se distinguer de la classe politique. Pourtant, ils construisent leurs images publiques de manière différente : dans le cas de George Ganchev, il y a un ethos dominant de réussite et de succès qui pourrait être associé avec un charisme de « prestige »; dans le cas de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, il y a un aspect basé sur son origine royale, mais aussi son savoir-faire et sa rationalité qui pourraient être associés avec un charisme de Sauveur; Volen Siderov cherche à associer son image avec celle de leader « de rupture » qui remplit une mission pour le bien commun ; tandis que dans le cas de Boyko Borissov, l'éthos de « héros » demeure dominant.

Tableau synthétique de l'évolution des carrières politiques des leaders étudiés				
	Ganchev	Cobourg-Gotha	Siderov	Borissov
Modes d'accès dans la vie politique – parti politique ou autres	Autres- Milieux artistiques	Autres- Réseaux aristocratiques, monde des affaires	Autres- Journalisme	Autres- Secteur de sécurité
Expérience politique antérieure l'adoption d'un discours populiste	Non	Non dans un régime démocratique	Tentatives ayant échoué	Non
Positions politiques occupées pouvoir/opposition	Opposition	Pouvoir	Opposition/Période support de coalitions gouvernementales informelles	Opposition/Pouvoir
Interaction avec les médias	Active	Prend rarement parole	Différentes périodes Journaliste (1990-2005), candidat ignoré par les médias de type mainstream (2005)	Active
Durée de la carrière politique	10 ans 1992-2001	10 ans 2001-2009	2005- ?	2001-?

Tableau 1 Evolution des carrières politiques des leaders

Piliers de l'éthos des leaders			
Ganchev	Cobourg-Gotha	Siderov	Borissov
<i>Charisme de prestige</i>	<i>Charisme de Sauveur</i>	<i>Charisme de rupture</i>	<i>Charisme du « héros »</i>
Reconnu par les élites étrangères	Sacrifice, obligation, désintéressé de l'acquisition de biens personnels	Identification avec l'ATAKA	Héroïsme-indépendance
Un homme aisé	Un homme rationnel, pragmatique, éduqué	Légitimité de journaliste	Un homme fiable (tient sa parole, fidèle, responsable)
Sacrifice au nom du peuple	Distance qui le sépare de la classe politique, son origine royale, acteur situé au-dessus de la classe politique	Une personne chargée d'une mission pour la société	Homme d'action ; homme de succès
Différent de la classe politique	Liens personnels et reconnaissance par les élites étrangères		Homme ordinaire, proximité avec les valeurs populaires
			Différent de la classe politique, non-politicien

Tableau 2 Piliers de l'éthos des leaders

Conclusion de la Première Partie :

L'étude du contexte dans lequel s'inscrivent les phénomènes populistes a montré certains des facteurs qui déterminent leur apparition. Elle a également isolé certaines des imaginaires sociaux qui nourrissent le contenu et conditionnent l'efficacité du message populiste articulé sous des formes variées par les leaders populistes.

Ont été reconstruites les trajectoires de constitution des nouvelles élites postcommunistes. Leur ascension sociale et l'acquisition de leur statut politique et économique sont indissociables de l'aspiration à une exercice présumée « directe » de la souveraineté populaire. La raison de cela sont notamment les difficultés de constitution d'un lien représentants/représentés légitime.

Nous avons présenté aussi les interférences difficiles majorité/minorités et national/ l'étranger. Elles démontrent les crispations identitaires qui se jouent et facilitent la constitution d'un sentiment de menace sur le peuple vu comme *ethnos* et *nation* - sur son identité culturelle, sa prospérité économique et sa souveraineté.

Nous avons aussi montré que le succès des leaders charismatiques qui cherchent à établir un lien direct avec les différentes variétés du peuple est conditionné par la perception d'un effondrement de l'ordre social et l'échec de constitution d'un lien politique institutionnalisé.

Deuxième partie : Les discours populistes

La fascination envers des leaders charismatiques coïncide avec l'affirmation des populismes dans le champ partisan. George Ganchev, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, Volen Siderov et Boyko Borissov, qui s'imposent comme des acteurs politiques de premier plan, mobilisent un discours populiste : pourtant, ils utilisent ce discours à un degré différent ; et le type de populisme auquel ils font appel est de nature variable.

Plusieurs questions de recherche ont été formulés dans le but d'analyser la logique d'inscription des discours populistes : à quel niveau ces leaders partagent-ils des caractéristiques populistes ? Quels sont les points de convergence et de divergence de leurs rhétoriques ? Quel impact produisent-ils dans le champ partisan ? Pour répondre à ces questions, nous avons procédé à une analyse qualitative et quantitative des énoncés classables dans les trois sous-catégories populistes que l'on retrouve dans leurs discours.

Tant comme nous l'avons précisé dans l'introduction, cette recherche a été effectuée à partir d'un échantillon de discours de campagnes électorales: les campagnes pour les élections présidentielles de 1992, de 1996 et de 2006, mais aussi les élections législatives de 2001 et 2005, les élections européennes et législatives de 2009 ainsi que les élections législatives de 2013. Pour étudier le discours de campagne des leaders, nous avons décompté les énoncés figurant dans les interventions réalisées au cours des trente jours précédant le scrutin. Le corpus a été enrichi avec des interventions datant de périodes non-électorales pour étudier l'évolution du discours des leaders hors campagne. Nous avons aussi recherché des

exemples de diffusion du discours populiste chez d'autres leaders politiques afin d'étudier la progression de ce type de discours dans l'ensemble de l'échiquier politique.

Le degré de populismes des leaders a été étudié à travers l'identification des énoncés classables dans les trois sous-catégories populistes présentes dans les interventions ⁴⁴⁷ des leaders dans le cadre d'une campagne électorale. Afin d'identifier la proportion du populisme dans le discours des leaders, nous avons calculé le pourcentage (mesuré en nombre de signes) que les énoncés populistes identifiés représentent par rapport à la totalité de leurs discours. Sur cette base, nous avons constaté des distinctions importantes entre les différents acteurs : les leaders ne sont pas populistes à degré égal; la proportion du populisme n'est pas constante dans la production personnelle d'un leader.

La rhétorique des leaders a été aussi étudiée à partir de l'étude de la prédominance des trois sous-types d'énoncés populistes : l'image du peuple, l'image de l'ennemi et la vision d'avenir. A la base de cela nous avons distingué trois tendances : le discours de rejet (focalisé sur l'image de l'ennemi) ; le discours complaisant (focalisé sur l'image du peuple) ; et le discours futuriste (focalisé sur la vision d'avenir).

Le contenu des discours des leaders a été aussi étudié à la base du classement de ces énoncés populistes dans les catégories des populismes protestataire et identitaire. A la base de cela nous avons aussi distingué les discours de prédominance protestataire (à cause du nombre prédominant des énoncés consacrés à l'opposition élites/peuple), et ceux de prédominance identitaire (à cause de la prédominance des énoncés consacrés à l'opposition majorité/minorité et national/étranger).

⁴⁴⁷ Une intervention peut être un appel direct au peuple, un entretien ou un article qui présente l'intervention d'un leader au cours d'un jour précis (dans ce cas nous avons pris en considération la version la plus complète possible que nous retrouvée dans la presse bulgare datant de la journée en question).

Les énoncés populistes ont été analysés aussi selon une logique qualitative qui permet d'identifier les variétés de sens au - delà de leur classement formel par genre et par l'orientation générale de leur contenu. Cette approche a permis de mettre en évidence la plasticité du sens du discours populiste et les multiples personnifications concrètes qui s'inscrivent dans une catégorie.

A la base de cette analyse, nous avons identifié des phases d'évolution du champ partisan bulgare du point de vue de la diffusion des idées populistes. Elles se manifestent au niveau du type d'acteurs qui mobilisent le discours populiste aussi bien qu'au niveau de l'intensité et de la nature de leur populisme : phase I (1992 à 2005) ; phase II (2005 à 2013).

Des distinctions existent au niveau des types d'acteurs qui formulent un message populiste. Au cours de la phase I (1992-2005) on remarque un discours persistant énoncé par Ganchev et Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, qui cherchent à se montrer différents de la classe politique « par le haut » en se montrant supérieurs à elle grâce à un éthos libéral « de prestige » dans le cas de George Ganchev, et grâce à un éthos « de sauveur » dans le cas de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha. Au cours de la phase II (2005-2013), le populisme est mobilisé par des acteurs qui cherchent à briser le monopole des élites « par le bas », en constituant un éthos de « rupture » dans le cas de Volen Siderov, et de « héros » dans le cas de Boyko Borissov.

Des distinctions existent aussi au niveau de l'intensité de leurs populismes. Au cours de la phase I (1992-2005) on observe un populisme d'intensité « faible » mobilisé par George Ganchev et Siméon de Saxe Cobourg-Gotha; Au cours de la phase II (2005 et 2013) on observe un populisme de type « intense » mobilisé par Volen Siderov et Boyko Borissov. Au cours de cette phase on observe aussi une large diffusion du discours populiste dans le champ partisan.

Les deux phases identifiées du point de vue de la manifestation quantitative des populismes coïncident avec des distinctions au niveau qualitatif. Au cours de la période 1992-2005, on observe un populisme ambivalent du point de vue de la

proportion des trois sous-catégories populistes : il s'agit d'un populisme focalisé sur l'image de l'ennemi (que l'on peut qualifier de « populisme de rejet ») mobilisé par l'un des deux acteurs agissant au cours de cette période ; mais aussi d'un populisme futuriste (focalisé sur la vision d'avenir) mobilisé par l'autre acteur. Suite à cette première phase, au cours de la période 2005-2013, l'on observe un « discours de rejet » chez l'ensemble des leaders.

Au cours de la période 1992-2005, on observe un populisme prioritairement protestataire tandis qu'au cours de la période 2005-2013 il s'agit d'un discours toujours prioritairement protestataire, mais de plus en plus imprégné par la thématique identitaire.

Pourtant, au cours de ces deux phases, on observe le rôle primordial du discours protestataire qui progresse tout en se radicalisant. Il produit une « révolution rampante » qui aboutit à un rejet total des élites politiques et économiques. L'analyse de ces deux phases distinctes démontre aussi le rôle secondaire du discours identitaire, qui ne se renforce qu'au cours de la seconde phase d'inscription des populismes. Cette radicalisation est liée à la recherche d'un « bouc émissaire » et d'une causalité externe des problèmes d'ordre politique et économique. Ce type de discours ajoute à l'instabilité générée par un anti-élitisme profond, une remise en cause des droits politiques, culturels et religieux des minorités. Certaines de ces facettes remettent aussi en cause l'interaction de la Bulgarie avec l'étranger et sa participation à des organisations supranationales en poussant le pays à un repli sur soi et à un enfermement dans un cadre national.

L'augmentation progressive de la diffusion du discours populiste ainsi que la mutation de sa nature coïncide avec un renforcement de son impact politique : au cours de la période 1992-2005 les leaders qui le mobilisent en tant qu'idéologie centrale attirent moins de 50% des votes aux différentes consultations électorales; tandis qu'au cours de la période 2005-2013 ils attirent pour la première fois plus de 50% des suffrages.

Au cours de la première phase, l'on observe le début de la croissance massive de son support électoral. Il se transforme d'un discours soutenu par 4,73% de l'électorat aux élections législatives de 1994 (si on prend en considération le résultat électoral du parti présidé par George Ganchev, le BBB), en un discours qui attire le soutien de 43% des électeurs aux élections législatives de 2001 (attirés par le mouvement formé autour de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha – le NDSV).

Au cours de la deuxième phase, les acteurs mobilisant un discours populiste sont soutenus par au moins 25% des électeurs à chaque échéance électorale. A certaines reprises, le support électoral au profit des acteurs mobilisant ce discours dépasse même 50% des suffrages (comme à titre d'exemple les élections législatives de 2009, si on prend en considération le vote cumulatif au profit du GERB, d'ATAKA et du parti RZS).

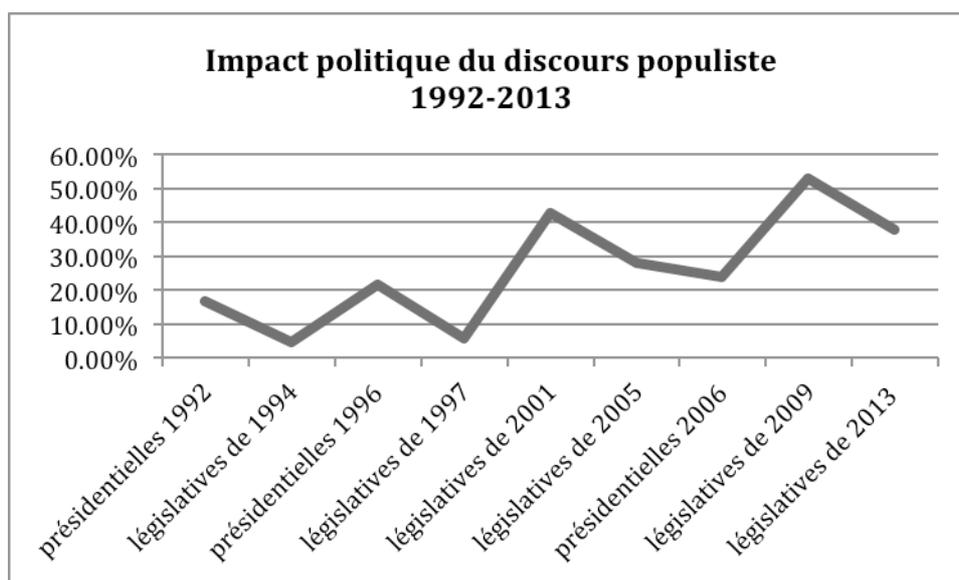


Figure 6 Impact politique du discours populiste (calculé à la base du vote cumulatif au profit des partis populistes)

Sur la base de cette évolution, on distingue une dynamique décelable au niveau de la fréquence et du contenu du discours populiste ainsi que de ce qui concerne son poids électoral: il s'agit d'un processus constant qui se développe selon deux phases graduelles et amène à la progression d'une révolution anti-élitiste rampante. Elle mûrit en se radicalisant: en commençant par la percée des

populismes (1992-2005) (**Chapitre 1**) ; suivi par la montée des populismes (2005-2013) (**Chapitre 2**).

Chapitre 1 : La percée des populismes

Au cours de cette première phase, le discours populiste conteste le système politique sans toutefois être hégémonique. Ce discours est mobilisé par des acteurs qui constituent un leadership de nature libérale : Ganchev et Siméon de Saxe Cobourg-Gotha. Ces deux acteurs s'inscrivent dans le système des partis en jouant le rôle de tribuns populaires, de porte-voix du mécontentement social. Ils mobilisent un populisme d'intensité relativement faible par rapport aux acteurs qui apparaissent au cours de la phase suivante. Au cours de cette phase l'on n'observe pas non plus une diffusion massive du discours populiste au sein de l'échiquier politique.

À ce stade, le populisme n'est pas un discours focalisé explicitement sur la stigmatisation des ennemis populaires (si on prend en considération la prédominance des trois sous-catégories populistes) : George Ganchev mobilise un discours de rejet, tandis que Siméon de Saxe Cobourg-Gotha produit un discours qui évolue entre les dimensions futuriste (focalisé sur l'image de l'avenir) et complaisante (focalisé sur l'image du peuple). Cette première phase est aussi déterminée par le contenu des énoncés populistes : il s'agit d'un populisme essentiellement protestataire, composé d'énoncés consacrés à la construction du peuple et de ses ennemis comme *dèmos* et *classe*, avec des références rares au peuple comme *ethnos* et *nation*.

Toutefois, cette phase conditionne de manière significative la période suivante durant laquelle on observe un populisme d'intensité forte, imprégné de plus en plus par des idées identitaires. Le succès électoral de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha lors des élections législatives de 2001 a un impact crucial sur

l'intensification des populismes. En dépit du fait que l'on retrouve une intensité relativement faible d'énoncés populistes dans son discours, par rapport aux acteurs de la phase suivante, son impact social est important : le mouvement formé *ad hoc* autour de l'ancien roi obtient 43% des suffrages en s'imposant comme la première force politique du pays ; il détruit le clivage entre communisme et anticommuniste qui avait structuré la vie politique depuis le début de la transition. À l'issue de cette période, le clivage entre le peuple et les élites prend le pas, repris par une multitude des acteurs qui se succèdent sur la scène politique après Siméon de Saxe Cobourg-Gotha. Au cours de cette première phase, on observe aussi la maturation des processus qui vont conduire à la diffusion du discours identitaire à partir de 2005 : en dépit de la présence faible de ce type de discours au niveau politique, il se développe sur le plan médiatique, diffusé par Volen Siderov, qui va l'introduire massivement dans le champ politique au cours de la phase suivante. Ce processus de pénétration des idées identitaires dans l'espace public à travers la presse débute à la fin de la période étudiée (à partir de l'année 2000) et conditionne la percée de ces mêmes idées au niveau politique en 2005.

Nous aborderons dans un premier temps l'intensité relativement faible, le poids électoral grandissant et la structure ambivalente des populismes qui se manifestent au cours de cette première phase de développement (**Section 1**) ; par la suite nous étudierons leur contenu, qui demeure pour l'essentiel centré sur le rejet des élites (**Section 2**).

Section 1 : Un discours à l'impact grandissant

Au cours de cette première phase, le discours populiste est un discours à intensité faible, mais dont l'impact politique est grandissant. Les populismes progressent à travers l'apparition successive de deux acteurs politiques comme tribuns populaires critiquant le système tout entier ; pourtant il s'agit d'un discours à intensité relativement faible (en termes du pourcentage d'énoncés populistes au sein de la production discursive des leaders qui le mobilisent) qui demeure un discours d'opposition, ou qui se banalise en période non-électorale. Au cours de cette phase on n'observe non plus une diffusion massive des postures populistes

sur le reste de l'échiquier politique. En dépit de la diffusion limitée du discours populiste au cours de cette première phase, son impact politique est néanmoins marqué par une évolution importante : d'un discours mobilisé par le leader d'un petit parti d'opposition (George Ganchev) il devient le moyen de faire élire Siméon de Saxe Cobourg-Gotha au poste de Premier Ministre dès sa première participation aux élections législatives. (§ 1).

Au cours de cette phase, la rhétorique n'est pas centrée uniquement sur l'image des ennemis du peuple : le discours de rejet prédomine dans les discours de campagne de George Ganchev de 1992 et 1996 ; mais dans le cas de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, on observe un discours de type futuriste (du fait de l'accent porté sur la construction de l'image de l'avenir) au cours de la campagne de 2001, qui se transforme en un discours complaisant (centré sur l'image du peuple) au cours des campagnes suivantes (§ 2).

§ 1 Un discours à intensité faible à l'impact grandissant

Les premiers signes de correspondance entre les idées populistes et les revendications sociales apparaissent au cours des élections présidentielles de 1992 et de 1996 (lorsqu'on observe la progression de George Ganchev sur la scène politique), ainsi que dans le cadre des élections législatives de 2001 (lorsque le NDSV parvient à s'imposer en tête des élections dès sa première participation). Il s'agit avant tout d'un discours de campagne électorale et d'un discours d'opposition : c'est une différence importante par rapport au stade suivant lorsqu'il sera mobilisé d'une manière permanente (en dehors de campagne électorale et lorsque les acteurs occupent un poste de gouvernement). Au cours de cette période, on observe aussi l'affirmation d'acteurs politiques faisant appel à un populisme d'intensité relativement faible (I). Cette période se caractérise par une progression significative de l'impact politique de ce discours. Il se transforme d'un discours attirant entre 4,73% - 21,87% en faveur du parti présidé par George Ganchev aux élections législatives de 1992 et présidentielles de 1996, en un discours capable d'attirer 43% des suffrages au profit du Mouvement National Siméon II formé

autour de la figure de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha aux élections législatives de 2001. (II).

I Un discours à intensité faible

George Ganchev et Siméon de Saxe Cobourg-Gotha sont les deux premiers acteurs politiques remettant en cause le clivage structurel communisme/anticommunisme. Pourtant, au cours de cette phase leur discours est soit un discours de campagne électorale (dans le cas de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha), soit un discours d'opposition (dans le cas de Ganchev). Siméon de Saxe Cobourg-Gotha en fait usage uniquement pour s'affirmer sur la scène politique, et l'abandonne presque entièrement une fois élu Premier Ministre. Chez ces deux acteurs politiques, on trouve aussi une intensité populiste relativement faible par rapport à celle que l'on trouve dans les discours de campagnes des acteurs actifs au cours de la phase suivante (Volen Siderov et Boyko Borissov).

Les énoncés populistes constituent entre 10 % et 16% au sein du discours politique de George Ganchev. Nous avons trouvé 14 énoncés populistes dans ses discours de campagne pour les élections présidentielles de 1992, et 10 dans ses discours pour les élections présidentielles de 1996. Ils consistent au total 1426 signes sur 9000 signes (16%) de texte étudié aux élections présidentielles de 1992 et 832 sur 8000 signes (10%) de texte étudié issu de la campagne pour les élections présidentielles de 1996.

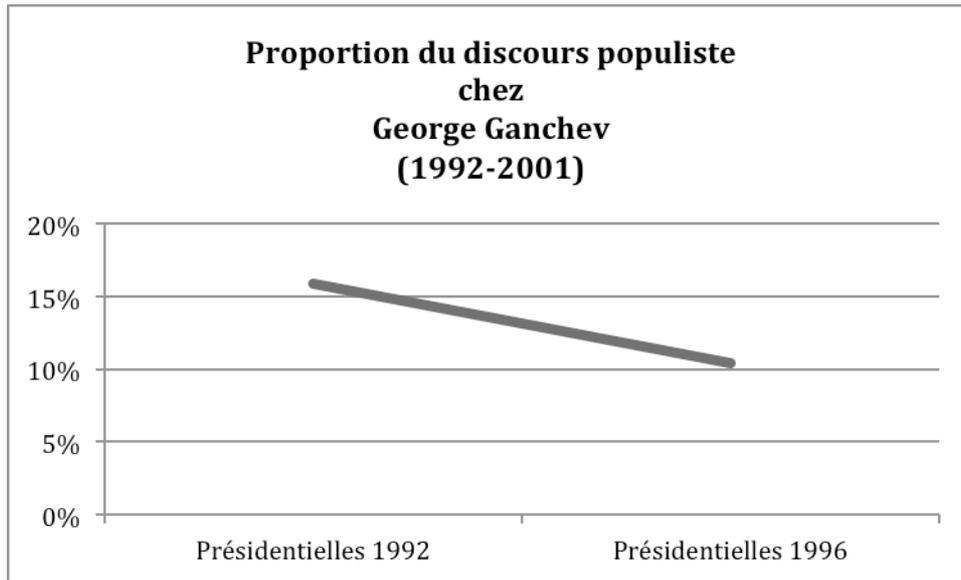


Figure 7 Proportion du discours populiste chez George Ganchev

Chez Siméon de Saxe Cobourg-Gotha les énoncés populistes constituent entre 8 % et 17 % au fil des campagnes différentes. Nous avons identifié 17 énoncés populistes dans ses discours de campagne de 2001, 7 dans ses discours de 2005 et 5 en 2009. Ils correspondent à 3323 signes sur 36 000 signes de texte étudié (9 %) aux élections législatives de 2001 (lorsqu'il fait sa percée au sein de la vie politique, ce qui démontre notamment l'efficacité des messages populiste en dépit du fait qu'ils ne sont pas majoritaires au sein de son discours), 2792 sur 16 000 signes de texte étudié (17 %) aux élections législatives de 2005 (lorsque Siméon de Saxe Cobourg-Gotha vient d'achever son mandat de Premier Ministre) et 824 sur 10 000 signes (8 %) aux élections législatives de 2009 (lorsque le NDSV vient de sortir de la coalition avec le BSP et le DPS (2005-2009)). En dépit de la variation du pourcentage que les énoncés populistes constituent dans son discours, leur nombre (en termes de nombre d'énoncés et nombre de signes) diminue d'une campagne électorale à l'autre. Ce qui démontre que Siméon de Saxe Cobourg-Gotha mobilise de moins en moins du populisme au cours de l'avancement de sa carrière. Il est surtout un instrument de sa percée politique.

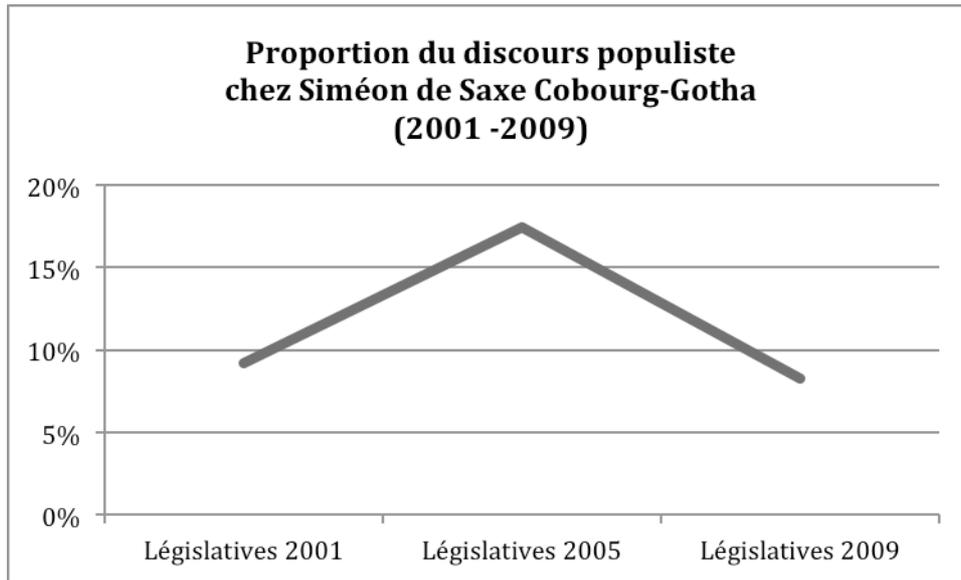


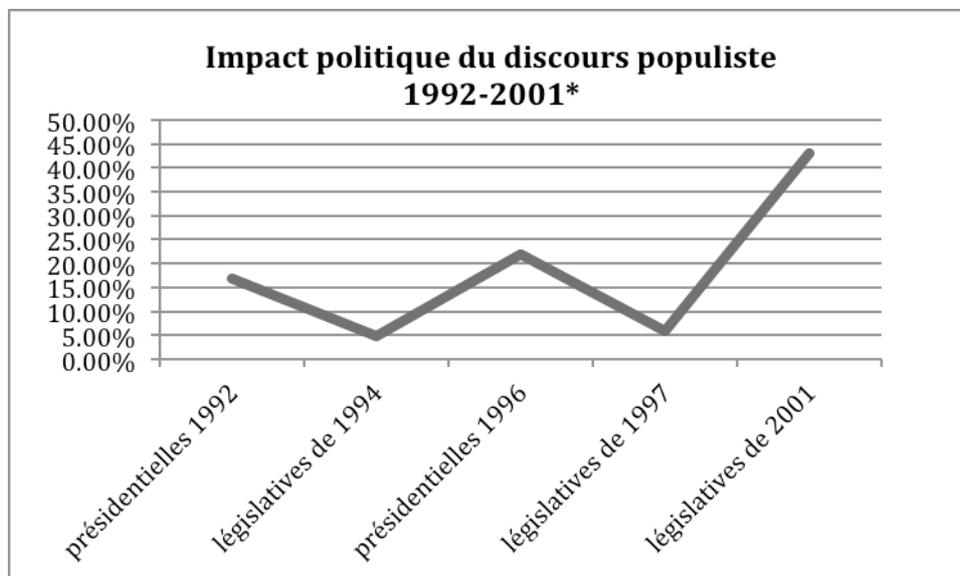
Figure 8 Proportion du discours populiste chez Siméon de Saxe Cobourg-Gotha

La proportion du populisme au sein de leur discours politique est une distinction par rapport aux acteurs de la seconde phase de diffusion des populismes. Dans le cas de Volen Siderov nous avons constaté que le discours populiste constitue entre 33% et 57% de son discours politique aux différentes consultations électorales ; tandis que dans le cas de Boyko Borissov il varie entre 18 % et 74% de son discours aux différentes campagnes électorales.

Chez Volen Siderov les énoncés populistes correspondent à 20 000 signes sur 35 000 (57 %) aux élections législatives de 2005, 20 000 sur 60 000 (33 %) aux élections présidentielles de 2006, 29 691 sur 67 000 (44 %) aux élections législatives de 2009 et 18 000 sur 41 000 (44 %) aux élections législatives de 2013. Dans le cas de Boyko Borissov la proportion relative du populisme correspond à 2561 sur 14 000 signes (18 %) de son discours de 2005, 15 584 signes sur 21 000 (74 %) en 2009 et 14 054 signes sur 23 000 (61 %) en 2013.

II La progression du vote populiste

En dépit de la faible intensité de ce discours et de son rôle de discours d'opposition ou de discours banalisé en période non-électorale, son impact politique augmente au cours de cette première phase en préparant le terrain pour une diffusion large au cours de la phase suivante. Cette évolution montre l'impact de facteurs tels que le rôle du leader qui mobilise le discours et surtout le renforcement de la déception de la transition.



* Calculé à la base du support électoral du BBB (1992-2001) et du NDSV (2001)

Figure 9 Impact politique du discours populiste 1992-2001

Ganchev demeure un pionnier de la future évolution du débat politique, qui passe du clivage communisme/anticommunisme au clivage élites/peuple. Les signes de la correspondance entre le discours protestataire et les revendications populaires deviennent évidents au cours des campagnes électorales des élections présidentielles de 1992 et 1996. Sur la base d'un discours différent de celui des acteurs de la droite et de la gauche, George Ganchev parvient à obtenir 16,78 % des voix lors des élections présidentielles de 1992 face au Jeliou Jeleu (SDS) et Velko Valkanov (supporté par le BSP) ; en 1996, il parvient même à améliorer son score

en obtenant un résultat de 21,87% des suffrages alors que les protagonistes de la campagne électorale sont Petar Stoyanov (SDS) et Ivan Marazov, (BSP). Pourtant aux élections de 2001 (lorsque le NDSV se présente pour la première fois aux élections), son parti, le BBB, n'obtient que 162 voix, ce qui correspond à 0% des suffrages.

Le renforcement de l'impact du populisme est effectif à partir de l'année 2001, lorsque le mouvement structuré autour de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha (le NDSV) parvient à attirer 43% dès sa première participation aux élections. Son succès s'explique surtout par l'évolution du contexte au cours de la première décennie post-communiste : il se produit un « jeu de ping-pong » entre les deux partis, le BSP et le SDS prenant le pouvoir deux fois alternativement durant la période allant de 1989 à 2001. Lors des quatre élections législatives qui rythment la première décennie post-communiste (1990 ; 1991; 1994 ; 1997), la majorité sortante est toujours pénalisée et les deux partis se succèdent à la tête du pays.

Le BSP prend le pouvoir à deux reprises pendant la première décennie post-communiste, engendrant deux crises importantes : durant la période 1990-1991 se produit une pénurie de produits alimentaires, puis, entre 1994-1997, on assiste à une crise économique et à une hyperinflation. Arrivé en tête des premières élections libres (10-17 juin 1990), il constitue un gouvernement avec à sa tête Andrej Loukanov⁴⁴⁸ (juin-décembre 1990). Lors de ce premier mandat, après le retour du pluralisme politique et ayant perdu ses caractéristiques totalitaires, le BSP cherche surtout à se légitimer en tant que parti démocratique. Pourtant, durant cette période, notamment à cause des réformes économiques ajournées et de la perte des marchés de l'URSS, la Bulgarie est frappée par une pénurie de produits alimentaires. Cette crise est suivie par l'abolition du contrôle étatique des prix, qui provoque une inflation importante (déjà présente sous le gouvernement provisoire de Dimitar Popov supporté par le BSP et le SDS à la fois). Lors de son retour au pouvoir entre 1994 et 1997, le BSP fait partie de la vague « rouge » commune à plusieurs pays

⁴⁴⁸ Andrej Loukanov fut l'un des initiateurs du coup d'État au sein du parti communiste. Premier Ministre avant les premières élections libres (délégué directement du Parti Communiste).

post-communistes qui fait suite aux défaites des premiers gouvernements des fronts anticommunistes. Cette politique économique entraîne une crise bancaire en Bulgarie : les économies de larges franges de la population sont perdues, des spéculations financières ont lieu. Suite à cette « catastrophe économique », le BSP perd son image de parti capable d'incarner l'espoir d'un retour à la stabilité du communisme et une transition vers le capitalisme par des politiques de gauche semble alors impossible.

Le front anticommuniste (SDS) parvient également à la tête du gouvernement à deux reprises. Pendant la première décennie post-communiste, il est au pouvoir entre 1991-1992 puis de nouveau entre 1997 et 2001. Le 13 octobre 1991, il obtient 34,6% des voix et constitue un gouvernement avec le soutien des 24 députés du DPS⁴⁴⁹. Malgré l'ambition du Premier Ministre Philip Dimitrov, le premier gouvernement du SDS ne parvient pas à réaliser les réformes nécessaires en matière de privatisation : il est renversé en décembre 1992 (il avait alors perdu le soutien parlementaire du DPS, les tensions internes au sein du SDS et les désaccords avec le Président Jeleu ayant également joué un rôle important). Le SDS parvient à reconquérir le pouvoir après la crise économique et l'hyper-inflation provoquée par le gouvernement du BSP (1994 - 1997) : entre 1997 et 2001, il compose un gouvernement présidé par Ivan Kostov. Le SDS assure la stabilité politique, la stabilisation macroéconomique, effectue des démarches importantes sur le plan extérieur, mais le coût social des réformes et la corruption engendrent un mécontentement social contre le parti.

L'inefficacité des majorités gouvernementales successives a contribué à l'épuisement de la confiance envers les deux principaux partis. Dans ce contexte, l'apparition de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha dans la vie politique bulgare contribue à la transformation du champ partisan bulgare et à la large diffusion du discours populiste à partir de 2005.

⁴⁴⁹ Le gouvernement du SDS fut élu avec le soutien parlementaire du DPS, sans toutefois que celui-ci n'ait de ministres au sein du gouvernement.

§2 Entre le discours de rejet et le mythe du changement

Au cours de cette première phase, le populisme se manifeste dans un discours à la structure ambivalente. Il ne se focalise pas uniquement sur la dénonciation des ennemis populaires et sur le ressentiment, comme ce sera le cas au cours de la phase suivante ; il porte aussi l'espoir progressiste qu'un changement profond et immédiat est possible. Nous aborderons dans un premier temps la structure de la rhétorique de George Ganchev qui mobilise un discours de rejet focalisé sur l'image de l'ennemi (I) ; puis nous examinerons la structure du discours de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, principalement centrée sur la vision de l'avenir et sur l'image du peuple (II).

I Un discours de rejet

Le discours de George Ganchev se focalise sur la dénonciation des différents ennemis du peuple, comme le montre l'étude des campagnes des élections présidentielles de 1992 et 1996. Au cours de la campagne des élections présidentielles de 1992, nous avons retrouvé au total 14 différents énoncés classables dans les diverses sous-catégories des populismes. Au total 10 énoncés (71%) sont consacrés à la description des ennemis. Au fil de cette même campagne électorale nous avons également retrouvé 4 énoncés (29%) consacrés à la description de l'image du peuple. Dans le corpus étudié nous n'avons pas identifié d'éléments relatifs à la constitution de l'image de l'avenir.

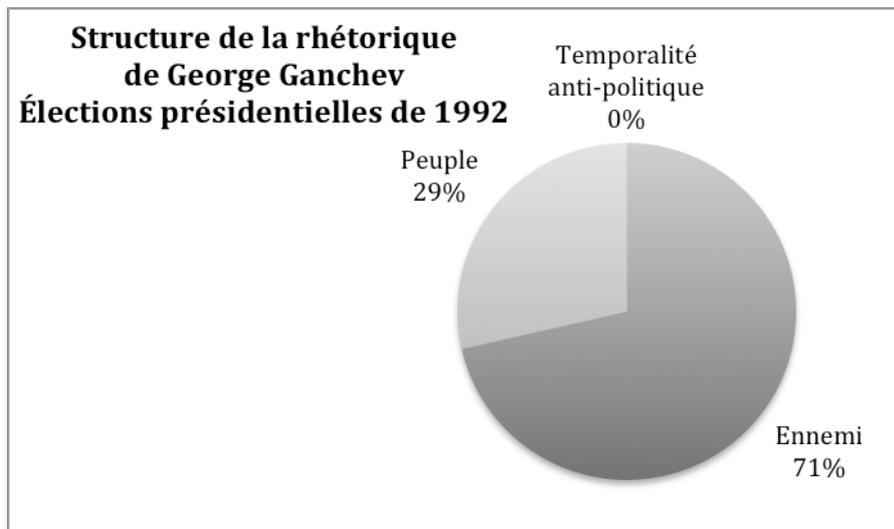


Figure 10 Structure de la rhétorique de George Ganchev, élections présidentielles de 1992

Au cours des élections présidentielles de 1996, on observe toujours la même tendance, à savoir une focalisation sur l’image de l’ennemi : 5 énoncés sur 8 sont consacrés à cette facette du discours populiste (62%). L’image du peuple représente 2 unités sur 8, c’est-à-dire à 25% des unités recensées. Un seul énoncé est consacré à l’image de l’avenir, ce qui correspond à 13% .

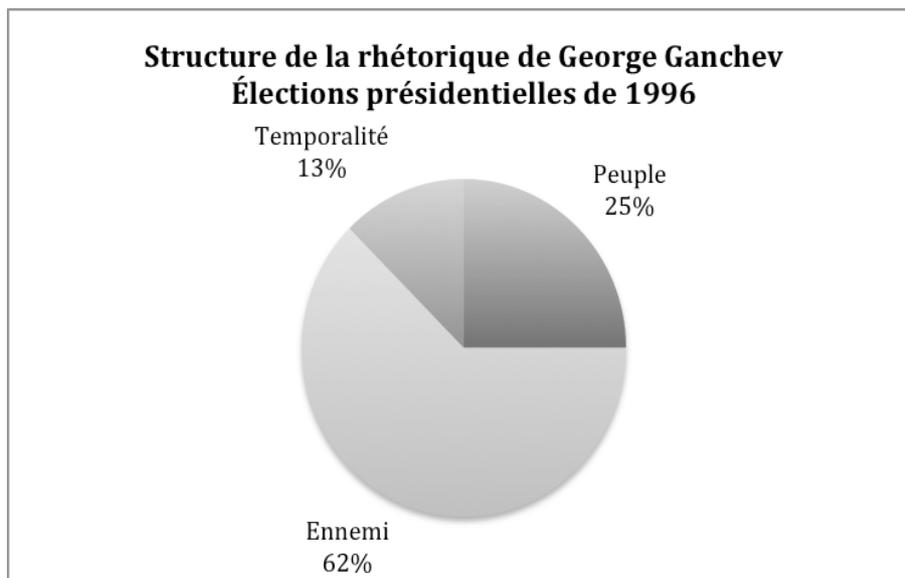


Figure 11 Structure de la rhétorique de George Ganchev, élections présidentielles de 1996

Le discours de rejet mobilisé par Ganchev se manifeste à travers des énoncés-type. Ils dénoncent les ennemis du peuple à travers des formulations différentes. On peut citer par exemple son propos dans le cadre du débat présidentiel du 10 octobre 1996 : « *La coalition rouge-bleu ne me permet pas de discuter avec vous des questions liées à la sécurité nationale* »⁴⁵⁰. On recense aussi d’autres exemples : « *Les rouges et les bleus déchirent nos affiches dans toutes les villes* »⁴⁵¹ ; ou encore « *Voyez leur façon arrogante de se comporter au tribunal, l’oligarchie et ses tentacules un peu plus petites sont toujours dans le jeu* »⁴⁵².

⁴⁵⁰ Débat présidentiel du 10 octobre 1996 : « Le Président comme garant de la sécurité nationale », disponible dans les archives de l’Agence Télégraphique Bulgare (BTA)

⁴⁵¹ *Ibid.*

⁴⁵² Obshtestvo (1991, 14 mars). Le rôle du leader est fatal ; « Roliata na lidera e fatalna ».

La deuxième composante structurelle de son discours, l'image du peuple, demeure aussi construite à la base des énoncés-type. Il s'agit notamment d'énoncés tels que : « *J'ai vécu dans d'autres pays et je peux dire qu'il n'y a pas d'autre peuple qui ait autant de talents – des médecins, des ingénieurs - dans tous les domaines* »⁴⁵³. D'autres exemples s'inscrivent dans le même registre: « *Nous sommes un peuple doué et ingénieux qui doit juste se mettre au travail* »⁴⁵⁴.

II La vision de l'avenir comme thème central

À la différence du discours de Ganchev, le discours populiste de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha est centré principalement sur la construction de l'image de l'avenir. Ceci met en relief les aspects progressistes qu'on retrouve au sein du discours populiste au cours de cette première phase d'enracinement sur la scène politique. À titre d'exemple, lors des élections législatives de 2001, lorsque le mouvement dont il est la tête fait son entrée au Parlement, les énoncés populistes utilisés dans son discours sont dominés par le mythe de l'inscription de l'action politique dans une temporalité antipolitique.

Dans le cadre de cette campagne électorale, ce type d'énoncé représente 47% des énoncés populistes trouvés (8 sur 17 énoncés recensés) : au cours de cette campagne il se réfère également de manière significative à la construction de l'image du peuple (41% des énoncés recensés soit 7 énoncés sur 17 identifiés) ; le populisme négationniste, centré sur l'image des ennemis du peuple représente un pourcentage relativement faible dans son discours (12%, 2 énoncés sur 17).

⁴⁵³ *Ibid.*

⁴⁵⁴ *Ibid.*

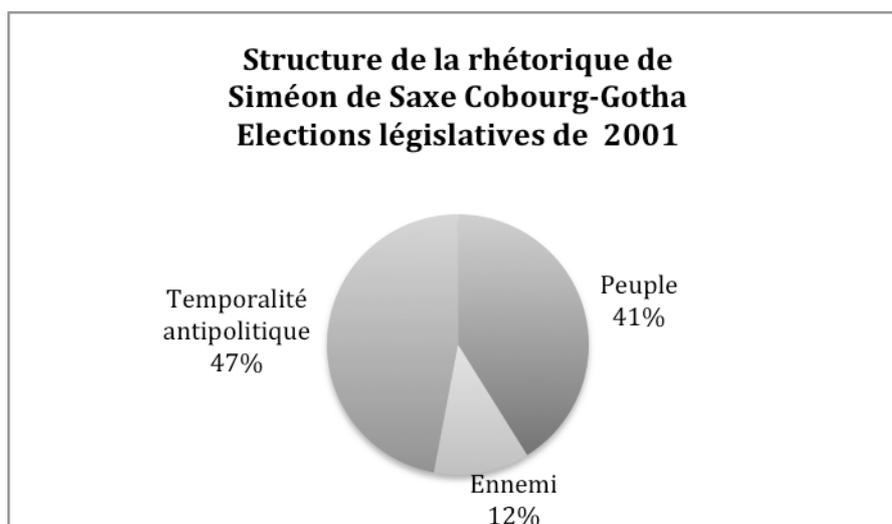


Figure 12 Structure de la rhétorique de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, élections législatives de 2001

L'aspect futuriste de son discours est présent à travers des énoncés comme celui qui fait partie de son appel au peuple du 6 avril 2001 :

« Un changement rapide et réel de notre niveau de vie est possible à travers une transformation de l'économie qui nous permettra d'accéder à notre propre économie de marché selon les critères d'adhésion à l'Union Européenne et grâce à l'augmentation des investissements en Bulgarie.

Je suis prêt à proposer une liste de mesures économiques et un partenariat socio-économique à travers lequel dans huit-cent jours la célèbre assiduité et l'esprit d'entreprise bulgares changeront votre vie. »⁴⁵⁵

L'image du peuple, qui constitue le second pilier du discours de Cobourg-Gotha, est construite sur des exemples à travers lesquels il déclare une solidarité avec le peuple en opposition aux élites. On peut citer un extrait du discours de la campagne électorale de 2001 :

« Mes compatriotes ont perdu de l'intérêt pour la politique. Comment pourrait-on ne pas les comprendre étant donné que la moitié d'entre eux doivent choisir entre se chauffer ou acheter de la nourriture. »⁴⁵⁶

Les énoncés consacrés à la constitution de l'image des ennemis du peuple, qui sont moins présents d'un point de vue quantitatif, demeurent aussi moins

⁴⁵⁵ Appel de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha au peuple bulgare, 6 avril 2001, disponible sur <http://www.kingsimeon.bg/archive/viewcategory/id/75>, visité le 3 septembre 2014.

⁴⁵⁶ 24 heures (2001, 12 mai). Regarde 2001, pense à 1901 ; « Viz 2001, misli za 1901 ».

radicaux par rapport à ceux mobilisés par d'autres acteurs, notamment ceux qui vont s'imposer sur la scène politique au cours de la deuxième phase d'affirmation des populismes. Un tel exemple est son propos à l'occasion du premier anniversaire de son accession au pouvoir au poste de Premier Ministre :

« Le message des citoyens bulgares était fondé alors sur un retour de la foi en la justice de l'État, de la recherche des responsabilités de ceux qui avaient abusé de la confiance publique, du désir d'assurer une égalité des chances aux honnêtes gens »⁴⁵⁷.

Siméon de Saxe Cobourg-Gotha évite de construire un discours centré sur le ressentiment. À titre d'exemple, la structure de son discours lors des élections législatives de 2005 qui ouvre la phase suivante d'enracinement des populismes est différente de celle de 2001. Après avoir assumé la fonction de Premier Ministre pendant quatre ans, il abandonne la composante futuriste de son discours. Les énoncés consacrés à la construction de la vision d'avenir qui constituaient le pilier de son discours en 2001 ne sont plus présents : ils ne correspondent à aucune référence dans le corpus étudié. Cette mutation démontre qu'il ne cherche plus à inspirer de manière récurrente l'espoir d'un avancement miraculeux de la société vers la stabilité et le progrès. Pourtant, même après avoir abandonné l'aspect futuriste de son discours il ne se focalise pas sur la dénonciation des ennemis du peuple. La caractéristique dominante du discours mobilisé dans le cadre de cette campagne électorale est la construction de l'image du peuple : elle représente 71% des énoncés identifiés (5 sur 7 unités retrouvées), ce qui permet de qualifier sa rhétorique de complaisante. La construction de l'image de l'ennemi demeure faiblement présente, comme c'était le cas déjà lors des élections de 2001. Ce type d'énoncés s'élèvent à 29% (2 énoncés sur 7).

⁴⁵⁷ Appel au peuple de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha à l'occasion du premier anniversaire de la constitution du gouvernement du NDSV, 23 juillet 2002, disponible dans les archives du BTA.

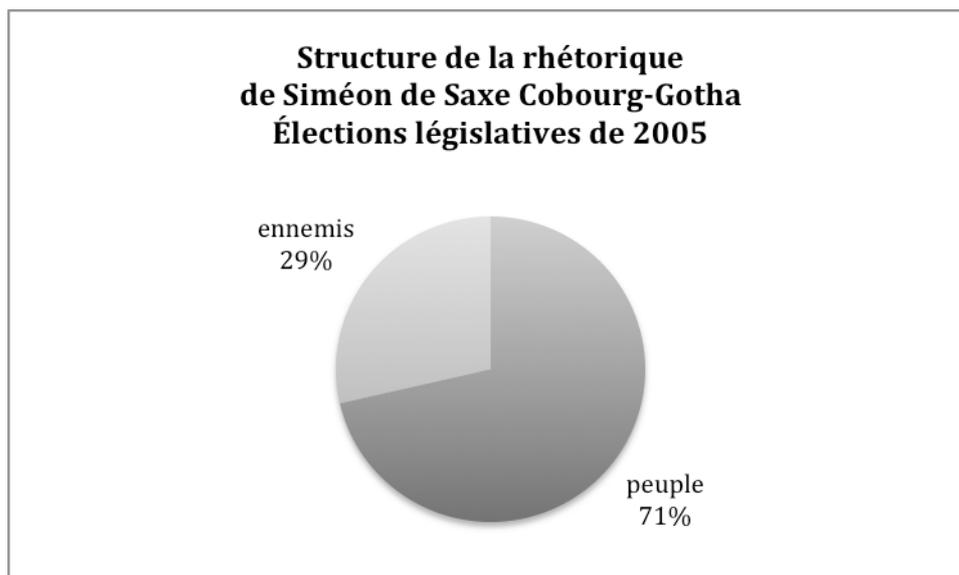


Figure 13 Structure de la rhétorique de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, élections législatives de 2005

Au cours de cette première phase d'affirmation des populismes il s'agit d'un discours de campagne ou discours d'opposition de faible intensité qui ne se diffuse pas dans le reste de l'échiquier politique. Pourtant son impact politique est marqué par une évolution importante : Il prépare le terrain pour la phase suivante lorsqu'il s'imposera comme un discours politique de premier plan bénéficiant d'un soutien électoral constamment fort.

Au cours de la phase 1992-2005, il se présente aussi comme un type de discours qui ne se focalise pas uniquement sur la dénonciation des ennemis du peuple, mais qui contient des aspects futuristes qui incarnent l'espoir d'un progrès rapide.

Section 2 : Un populisme protestataire

Le populisme au cours de cette première phase est surtout de type protestataire : il marque le passage du clivage communisme/anticommunisme à l'opposition élites/peuple. La « révolution du palais » et les forces qui en sont issues - l'ex-Parti Communiste reconverti en social-démocratie (le BSP) et le front anti-communiste (le SDS) - commencent à perdre leur légitimité. Dans ce contexte,

George Ganchev et Siméon de Saxe Cobourg-Gotha ouvrent la voie au processus de dénonciation massive des élites qui progresse à travers les discours populistes.

Le discours identitaire n'est presque pas présent au niveau politique au cours de cette période. Il se manifeste uniquement dans le discours de l'un des acteurs, George Ganchev ; Siméon de Saxe Cobourg-Gotha ne fait pas appel à ce type de propos. Ceci démontre qu'il constitue un discours d'impact minimal et de type marginal dans le champ politique.

Au cours de cette période, le populisme identitaire commence cependant à faire sa percée au niveau médiatique. C'est notamment l'époque au cours de laquelle des chaînes de télévision telles que TV SKAT, et des journaux comme *Le Moniteur*, commencent à diffuser des idées xénophobes. À travers ces médias, des leaders tels que Volen Siderov parviennent à s'imposer et contribuent ainsi à l'envahissement de ce type de discours au niveau politique à partir de l'année 2005.

Nous aborderons dans un premier temps la répartition des énoncés consacrés à la construction de l'opposition peuple/ennemis selon l'axe protestataire/identitaire ; puis nous analyserons les énoncés consacrés aux propositions d'une vision d'avenir selon ce même axe : cette analyse nous permettra de démontrer notamment la focalisation des acteurs politiques étudiés sur le conflit élites/peuple (§ 1). Puis nous examinerons la variabilité de la syntaxe du schème protestataire chez Ganchev et Cobourg-Gotha (§ 2).

Enfin nous analyserons la structure du schème identitaire corollaire du débat politique à travers le discours de George Ganchev, ainsi que le type de discours identitaire qui progresse au niveau médiatique (§ 3).

§ 1 La prédominance du populisme protestataire

Les énoncés consacrés à la dénonciation du conflit élites/peuple sont majoritaires par rapport aux énoncés consacrés aux conflits majorité/minorité et national/étranger chez Ganchev et Siméon de Saxe Cobourg-Gotha. Nous

aborderons dans un premier temps le cas de George Ganchev (I), puis nous verrons l'exemple de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha. (II).

I George Ganchev : un populisme à prédominance protestataire

Le populisme de type protestataire représente dans le discours de Ganchev plus de 50 % des énoncés à travers lesquels se construit l'opposition peuple/ennemi. Dans les discours de campagne de George Ganchev prononcés lors des élections présidentielles de 1992 et 1996, le taux du populisme politique et social varie entre 50 et 92% des énoncés consacrés à la constitution du clivage peuple/ennemis. Le populisme protestataire représente la moitié des références populistes identifiées dans son discours de campagne pour les élections présidentielles de 1992 (6 énoncés sur 12 représentant l'image du peuple et de ses ennemis sont de type protestataire contre 6 sur 12 de type identitaire).

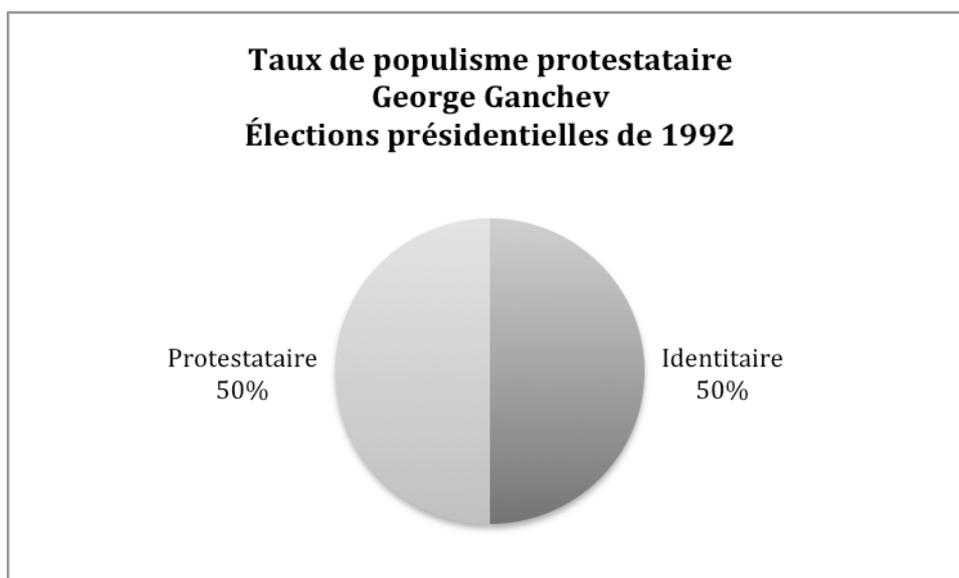


Figure 14 Taux de populisme protestataire chez George Ganchev, élections présidentielles de 1992

Le populisme politique et social est également l'une des caractéristiques essentielles de son discours de campagne prononcé à l'occasion des élections présidentielles des 27 octobre et 3 novembre 1996. On dénombre au total 11 énoncés sur 12 consacrés à la construction du peuple et de leurs ennemis, soit 92 %.

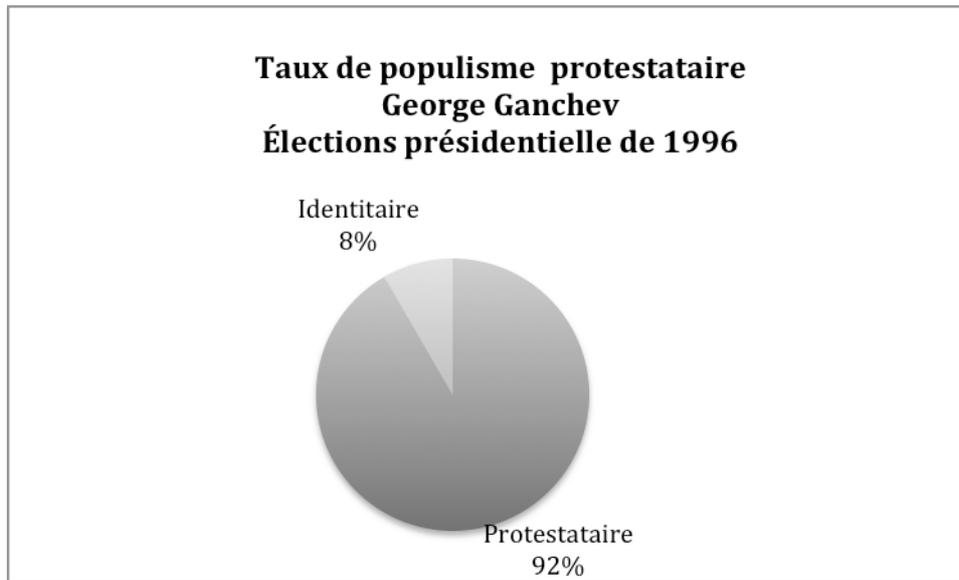


Figure 15 Taux de populisme protestataire chez George Ganchev, élections présidentielles de 1996

Ces données démontrent une hausse de ce type d'énoncés dans le discours du leader sur une longue période.

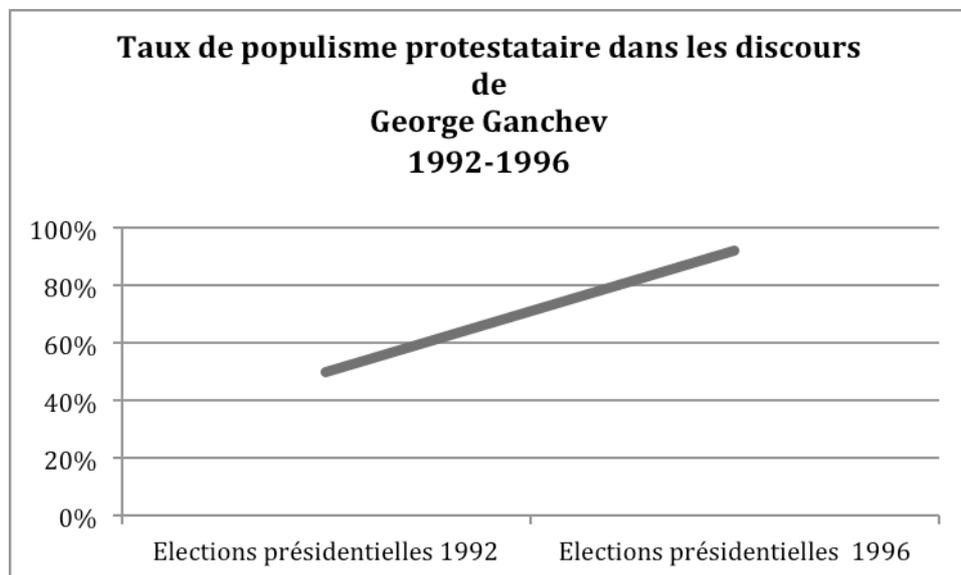


Figure 16 Taux de populisme protestataire chez George Ganchev, 1992-1996

Cette répartition montre une prédominance des énoncés dénonçant les deux partis politiques issus du clivage communisme/anticommunisme. Il s'agit des exemples comme : « *Mon objectif est de briser le modèle bipolaire pour qu'il y ait*

du leadership et un arbitre de la terrible dispute entre les rouges et les bleus »⁴⁵⁸ .
À l'inverse, les énoncés opposant le peuple à une force étrangère ou à une minorité demeurent moins exploités. Ce sont notamment des formulations comme : « *Des pouvoirs externes veulent faire du peuple bulgare une population »⁴⁵⁹ .*

À la différence de la construction de l'opposition peuple/ennemis, où Ganchev inclut aussi des énoncés identitaires rares, les promesses d'avenir sont focalisées sur des enjeux politiques et économiques. Le leader ne fait pas de promesses d'avenir de nature identitaire : il s'agit d'énoncés-types qui soulèvent la question d'un renversement de la classe politique et d'une refondation nécessaire des mœurs politiques. Ce sont des énoncés à travers lesquels le leader du BBB promet une vengeance contre ceux qui se sont enrichis au cours de la transition. Il prend pour cible l'enrichissement par le biais du pouvoir et il qualifie les personnes coupables d'« escrocs à col blanc ». Comme il le souligne dans le journal *Troud*, le 14 juillet 1996 :

« Et ensuite que va-t-il se passer avec les escrocs à col blanc qui ont exporté des millions à l'étranger ? Vous savez très bien ce qui se passera avec ces gens quand George Ganchev va prendre le gros bâton appelé loi . »⁴⁶⁰

II Siméon de Saxe Cobourg-Gotha : un populisme protestataire

Dans le cas de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, le populisme protestataire est plus central encore : les schèmes qui opposent le peuple plutôt à ceux « d'en haut » qu'à ceux « d'en face » constituent presque la totalité des énoncés identifiés ; il s'agit d'énoncés-types qui dénoncent la nature de la représentation politique de même que la position privilégiée des élites politiques :

« Les dix dernières années, qui constituent une période assez courte dans l'histoire d'un État millénaire, ont démontré à quel point le jeu de la démocratie peut être un jeu d'illusion si les élus ne réalisent pas leurs

⁴⁵⁸ Débat présidentiel du 10 octobre 1996 : « Le Président comme garant de la sécurité nationale », disponible dans les archives de l'Agence Télégraphique Bulgare (BTA)

⁴⁵⁹ Journal Macédoine, (1994, 26 avril), Le BBB ne croit pas qu'il y a des axes sur les Balkans ; « BBB ne viarva na osi na Balkanite ».

⁴⁶⁰ Troud (1996, 14 juillet) : Je sers mon peuple et je suis prêt à mourir pour lui tout de suite ; « Sluja na naroda si i sam gotov da umra na parvia agal za nego ».

promesses et ne cherchent pas des moyens pour s'éloigner de l'attachement à l'argent dans une période de transition aussi difficile . »⁴⁶¹

La vision d'avenir de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha est aussi entièrement orientée vers des enjeux politico-économiques. Il insiste notamment sur l'idée qu'un changement des mœurs politiques sera possible dans de très brefs délais en promettant qu'une « honorabilité » s'instaurera bientôt dans tous les aspects du travail public. Comme il le dit dans son discours fondateur du 6 avril 2001 :

« Des changements immédiats du système politique et de sa morale sont nécessaires. Nous avons besoin d'honorabilité. Honorabilité en tout ! C'est un temps décisif pour la Bulgarie et pour moi personnellement. Je suis guidé par la foi et les attentes de centaines de milliers de compatriotes. »⁴⁶²

§ 2 Un populisme protestataire tempéré

Le populisme protestataire mobilisé par les deux acteurs de cette première phase demeure relativement tempéré ; Pourtant, sa syntaxe est de nature différente : George Ganchev produit un populisme à déclinaisons multiples qui stigmatise plusieurs sous-groupes des élites (I) ; en dépit de son entrée dans la vie politique postérieure à George Ganchev, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha construit un populisme plus abstrait du point de vue de la structure de l'opposition élites/people sans aller vers le développement de personnifications multiples de l'image de l'ennemi. La force de son succès réside dans la construction d'un mythe futuriste puissant qui promet une évolution de la société vers la stabilité et le progrès (II).

I Ganchev : Un ennemi aux visages multiples

George Ganchev formule le premier un populisme cherchant à désigner les différentes facettes des ennemis du peuple *demos* et *classe*. Il désigne ces ennemis parmi les groupes élitaires qui se sont imposés après l'effondrement du communisme. Pourtant, sa vision de l'avenir demeure peu développée. Il n'inscrit pas l'action politique dans le temps comme Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, qui promettra quant à lui un « saut » de la société vers le progrès dans un délai de 800

⁴⁶¹ 24 heures (2001, 12 mai). Regarde 2001, pense à 1901 ; « Viz 2001, misli za 1901 ».

⁴⁶² Appel de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha au peuple bulgare, 6 avril 2001, disponible sur <http://www.kingsimeon.bg/archive/viewcategory/id/75>, visité le 3 septembre 2014.

jours ; il prend aussi peu d'engagements concrets. George Ganchev formule, avec des variantes, des messages ayant la même structure fondamentale : selon lui, il y a des pouvoirs parallèles qui gouvernent la politique bulgare en dépit du pluralisme qui vient de s'instaurer ; d'après Ganchev son parti et lui-même font aussi l'objet d'attaques constantes en raison de ses tentatives de représenter les intérêts du peuple.

Le visage des forces occultes varie : la droite et la gauche (traitées ensemble), les élites politiques et économiques post-communistes abordées d'une manière abstraite, la Sûreté d'État, la *Nomenklatura*, les médias. Elles peuvent agir séparément, en interaction hiérarchisée ou en tant que partenaires. La syntaxe du populisme protestataire de Ganchev peut être présentée de la manière suivante :

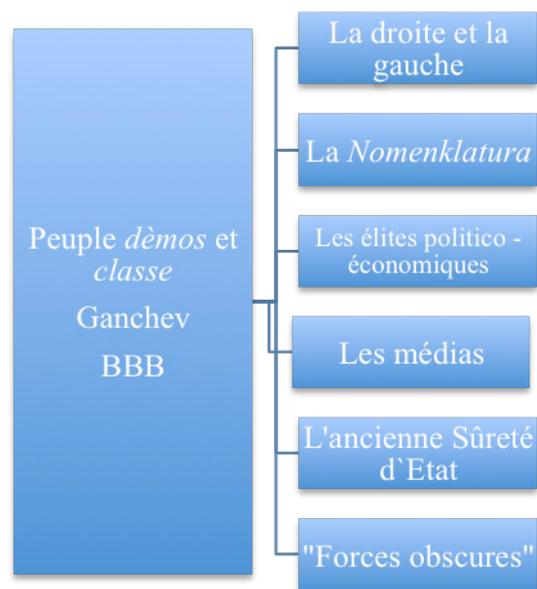


Figure 17 Syntaxe du populisme protestataire de George Ganchev

Le manque d'alternative, en dépit de l'opposition féroce entre la droite et la gauche, est présenté par cet acteur à travers des formulations différentes. Il cherche à défendre l'idée selon laquelle les deux pôles de la vie politique sont identiques et doivent être considérés comme un bloc plutôt que comme des concurrents. Cette structure est présentée, par exemple, à travers leur étiquetage en tant que « totalitarismes » ou bien par la fusion des marqueurs de différence : les couleurs bleu et rouge. Comme il le dit le 4 novembre 1991 : « *Il n'est pas possible qu'il y*

ait d'abord un totalitarisme rouge et ensuite un totalitarisme bleu et qu'on ne voie pas cela »⁴⁶³. Le 14 novembre 1991, il évoque la fusion de la droite et de la gauche en affirmant que « *La Bulgarie a besoin de personnalités et non de couleurs* »⁴⁶⁴. Au cours de la campagne pour les élections présidentielles de 1996, Ganchev utilise les mêmes schèmes en remplaçant la comparaison des « deux totalitarismes » par celle de la « coalition rouge-bleu ».

Il formule aussi d'autres déclinaisons du populisme protestataire en mettant en avant le contrôle par différentes forces occultes du processus politico-économique. Dans la plupart des cas, les forces occultes sont incarnées par l'ancienne nomenclature et par l'ancienne Sûreté d'État à travers des exemples comme celui qu'il formule en mars 1991 : « *La nomenclature politique commence à transférer ses positions dans le secteur privé. Nous sommes pour la dissolution de cette nomenclature avant qu'elle ne puisse étendre ses tentacules à travers le pays* »⁴⁶⁵ ; de même que « *La fondation de mon parti n'a pas plu à certains milieux puisque il n'y avait pas d'infiltrés* »⁴⁶⁶. En décembre 1994, juste après les élections législatives du 18 décembre 1994 remportées par le Parti Socialiste bulgare avec une majorité absolue - vague rouge post-communiste que l'on pouvait observer dans plusieurs pays post-communistes après la chute des anciens régimes - Ganchev reprend de nouveau l'une des personnifications récurrentes du mythe des pouvoirs occultes issus de l'ancien régime : l'ancienne Sûreté d'État du régime communiste. Dans son entretien publié par le journal *Le Jour (Deniat)* le 21 décembre 1994, il affirme que sa campagne a été « éclipse » par « *Certains messieurs de la Sûreté D'État de Todor Zhivkov qui sont passés du pouvoir politique au pouvoir économique* »⁴⁶⁷. Le même élément réapparaît également, sous une forme légèrement différente, dans son entretien publié par le journal *Reporter* 7, le 29 décembre 1994. Dans ce cas l'opposition binaire entre les anciennes élites à

⁴⁶³ Vecherni Novini, (1991, 4 novembre): L'attaque contre moi est une technique Giobelsovienne ; « Atakata sreshthu men e Giobelsov pohvat ».

⁴⁶⁴ Agence Fax (1991, 14 novembre): La Bulgarie a besoin de personnalités non pas de couleurs ; « Na Bulgaria i triabvat lichnosti, a ne cvetove ».

⁴⁶⁵ Obshtestvo (1991, 14 mars). Le rôle du leader est fatal ; « Roliata na lidera e fatalna ».

⁴⁶⁶ *Ibid.*

⁴⁶⁷ Deniat (1994, 21 décembre). Tout le monde peut envier nos députés ; « Vseki moje da zavidi na nashite deputati ».

travers la Sûreté d'État et la sagesse du peuple bulgare est développée consécutivement. En parlant des forces qui stoppent sa campagne électorale, il dit notamment :

« Ce sont les groupements des anciens, entre guillemets, de l'ex-Sûreté d'État qui sont passés du pouvoir politique au pouvoir économique. Parce qu'il nous discréditent et nous torturent depuis cinq ans dans leurs journaux, bloquent notre accès aux médias. Comme vous l'avez vu la radio et la télé nous ont bloqués pendant les huit derniers mois. Est-ce que ça a aidé ? La réponse est non. Notre peuple peut ressentir ce qui est vrai et ce qui est faux, qui est un vrai patriote et qui a vraiment les programmes pour devenir un facteur clé dans la vie politique bulgare. »⁴⁶⁸

Ganchev commence à construire aussi certains éléments d'un populisme économique et social en revendiquant la défense du peuple *classe* défini selon des critères économiques. En 1996, lorsqu'une crise économique profonde commence à se manifester en Bulgarie, il oppose de plus en plus fortement le peuple aux élites économiques. Comme il le dit à la radio *Horizont* le 28 janvier 1996, la transition a produit *« Une société de gens très riches et de gens très pauvres avec un vacuum au milieu. Le bloc du business veut remplir ce vacuum avec une idée socio-libérale »⁴⁶⁹*. Il formule également cette idée en octobre 1996 : *« Notre but est de les écraser par la loi, le grand bâton, liberté pour le petit peuple, les propriétaires des petites et moyennes entreprises »⁴⁷⁰*. Il met en avant les causes de la situation du peuple en présentant ce phénomène comme la conséquence de l'enrichissement excessif des élites ; il donne aussi une profondeur historique à l'image du peuple en établissant des parallèles entre les abus des élites bulgares d'après l'abolition de l'esclavage turc et ceux des élites d'aujourd'hui :

« Celui qui a lu le livre de Marko Semov La psychologie nationale des Bulgares voit qu'immédiatement après l'abolition de l'esclavage les combattants entrent dans un vacuum et les gens au pouvoir décident de qui va s'enrichir à travers des mécanismes économiques. La même chose se

⁴⁶⁸ Reporter 7 (1994, 29 décembre). La Bulgarie verra que nous ne sommes pas tous des fumistes ; *« Bulgaria shte vidi che ne vsichki sme maskari »*.

⁴⁶⁹ Intervention sur la chaîne de radio *Horizont*, émission « Dimanche 150 » 28 janvier 1996, 11 : 40.

⁴⁷⁰ Débat présidentiel du 10 octobre 1996, « Le Président comme garant de la sécurité nationale », disponible dans les archives de l'Agence Télégraphique Bulgare (BTA)

« passe aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle je me bats avec mes collègues. »⁴⁷¹

Une spécificité de son discours, qui n'est pas présente chez Siméon de Saxe Cobourg-Gotha mais se manifestera dans le discours des acteurs qui agissent au cours de la phase suivante (Borissov et Siderov), est la construction d'axes d'équivalence entre Ganchev, BBB et le peuple : Ils sont présentés comme victime de forces occultes agissant dans les coulisses du pouvoir ; la raison en est qu'ils sont du côté du peuple et représentent une menace pour le *statu quo*. Cette facette de l'idéologie apparaît à travers différents exemples concrets. À titre d'exemple, en 1991, Ganchev parle d'attaques médiatiques contre lui comme s'il s'agissait d'un complot organisé. Il fait référence aux nombreuses publications dans la presse attaquant sa personne, aux critiques formulées contre lui dans « Panorama », l'une des émissions politiques les plus regardées de l'époque mais aussi aux scènes humoristiques de l'émission « Ku-Ku » qui avait beaucoup caricaturé sa personne. Par la suite, il compare ces réactions médiatiques aux techniques utilisées dans l'Allemagne nazie en disant notamment : « *L'attaque contre moi est une technique Goebbelsovienne* »⁴⁷². Cette même idée de l'existence d'un pouvoir caché apparaît dans le constat qu'il fait des « forces obscures » qui, d'après lui, l'avaient opprimé sous le régime communiste qui vient à peine de prendre fin : « *Mon travail a été longtemps opprimé et humilié par Zhivkov et par d'autres forces obscures* »⁴⁷³.

II Siméon: la constitution d'un mythe futuriste puissant

Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, reprend certains des schèmes anti-élitistes qui ont été déjà mobilisés auparavant par George Ganchev. Néanmoins, sa rhétorique protestataire est moins développée : d'un côté, elle est composée d'un nombre limité d'ennemis qui demeurent opposés au peuple *demos* et *classe* ; d'un autre côté, l'aspect conspiratif ne figure pas dans son discours. De surcroît, il ne

⁴⁷¹ Intervention sur la chaîne de radio *Horizont*, *op.cit.*

⁴⁷² *Vecherni Novini* (1991, 4 novembre) : *L'attaque contre moi est une technique Giobelsovienne ; « Atakata sreshtu men e Giobelsov pohvat ».*

⁴⁷³ *Ikonomicheski jivot* (1991, 11 décembre) : *Je suis bulgare, je ne suis pas, rouge, bleu ou orange ; « Az sam bulgarin ne sam cherven, sin, oranjev ».*

présente pas son parti et lui-même comme les victimes des ennemis populaires. Son succès est basé surtout sur la construction d'un mythe futuriste puissant.

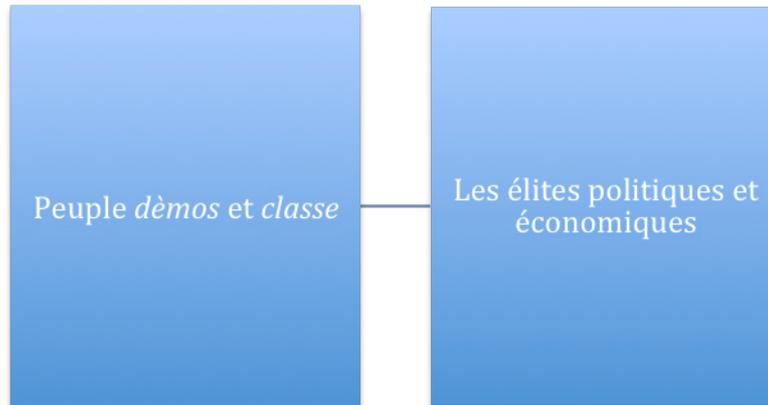


Figure 18 Syntaxe du populisme protestataire de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha

À la différence de Ganchev, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha présente l'interaction peuple/ennemis d'une manière relativement abstraite en se focalisant surtout sur les politiciens. Il ne développe pas une dénonciation et une stigmatisation des groupes sociaux comme, par exemple, la nomenclature. Il n'élargit pas non plus le groupe des ennemis populaires aux élites médiatiques et intellectuelles telles que les sociologues et les journalistes comme le font George Ganchev et aussi Volen Siderov. L'ex-roi recourt à des oppositions plus générales, comme celle formulée dans le cadre de son discours historique du 6 avril 2001 :

« Au-dessus de tout apparaissent le chagrin et la colère croissante de beaucoup de gens. Il n'est ni moral, ni justifié du point de vue politique que d'après les standards européens la plupart des gens chez nous, y compris dans les villages et les petites villes, vivent dans la misère tandis que certains politiciens ont un niveau de vie inexplicablement élevé ; que des dizaines de milliers de nos fils et filles quittent la Bulgarie chassés par le manque de

perspectives d'avenir ; que plus de la moitié des Bulgares déclarent qu'il n'y a personne pour qui voter et qu'ils n'y voient pas de sens. »⁴⁷⁴

Il fait appel au peuple souverain en mettant en avant la possibilité qui lui est offerte d'avoir un impact direct et réel sur la gouvernance du pays. De cette manière, il touche l'une des représentations les plus stables existant dans la conscience collective depuis le début de la transition : l'idée que les politiciens professionnels constituent un groupe social distinct et monolithique qui domine le peuple sans représenter ses intérêts et sans assurer l'intégration des citoyens situés en bas de l'échelle sociale. Il propose de renverser ces rapports en présentant les électeurs comme les vrais fondateurs du Mouvement National Siméon II qui est en train de se structurer autour de sa personne, ce qui est perçu comme une ouverture symbolique de l'accès aux partis politiques et aux modes d'influence sur leur action. Siméon de Saxe Cobourg-Gotha propose aussi un renversement en promettant que les députés ne seront que des « exécutants » de la volonté populaire :

« Je suis persuadé que le grand début du Mouvement National Siméon II aura lieu lors des élections parlementaires par l'exercice de votre devoir civique, en votant. Si vous votez pour le Mouvement vous serez ses propres créateurs et les députés élus seront des gens qui exécuteront vos buts et vos idéaux au Parlement. »⁴⁷⁵

Siméon de Saxe Cobourg-Gotha cherche à établir un lien avec le peuple souverain afin de légitimer sa personne, au-delà des clivages politiques. À cette fin, il fait référence à la devise nationale bulgare « L'union fait la force » afin d'inciter à un rassemblement qui dépasserait les identités politiques existantes :

« Pour moi, il n'y a de sens à être un leader dans ce moment historique que si je travaille pour tout le monde. Je serai fort si vous me soutenez ! Ensemble nous réussirons car « l'union fait la force ». »⁴⁷⁶

⁴⁷⁴ Appel au peuple de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, 6 avril 2001, disponible sur : <http://www.kingsimeon.bg/archive/viewcategory/id/75>, consulté le 10 septembre 2014.

⁴⁷⁵ *Ibid.*

⁴⁷⁶ *Ibid.*

Il promet aussi la purification des corrompus et la pénalisation de ceux qui ne sont pas dignes de confiance. Il promet d'assurer un contrôle réel du peuple sur les députés, pour qu'il devienne leur vrai juge : « *S'il s'avèrait qu'il y eût des gens qui ne soient pas dignes de ma et de votre confiance, je trouverais un moyen pour que vous soyez les vrais juges des députés bulgares* »⁴⁷⁷. Il rassure le public en affirmant connaître des façons de se protéger du clientélisme et de l'opportunisme qui font partie des traits principaux des modes de fonctionnement de la politique bulgare. En réponse à la question « *Comment allez-vous nous protéger des personnes corrompues ?* » qui lui a été posée par le journal *Le Moniteur* dans le cadre de l'entretien publié le 12 avril 2001, il affirme notamment que « *Un homme qui travaille pour le service public doit se protéger de ceux qui cherchent le pouvoir à tout prix* »⁴⁷⁸.

Dans le discours de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, on ne retrouve pas non plus l'aspect « conspiratif » ou les schèmes répétitifs d'un complot de différentes forces occultes agissant contre le peuple ou contre lui-même en tant que leader des intérêts populaires, accusations que l'on trouve chez Ganchev: « *Certains messieurs de la Sûreté d'État de Todor Zhivkov qui sont passés du pouvoir politique au pouvoir économique.* »⁴⁷⁹.

Le succès de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha est basé surtout sur le schème futuriste qu'il développe. Promettant « un saut » vers la stabilité et le progrès dans un délai de 800 jours : il produit une croyance irrationnelle au sein de la société qui participe activement à la constitution du mythe. Cette croyance partagée intervient en raison de la déception qui suit les années de bouleversements politico-économiques, d'effondrement de l'ancien ordre social hérité du communisme sans que les fruits du tournant vers la démocratie libérale et l'économie de marché soient perçus par la population. Pourtant, à la différence des schèmes qui constituent

⁴⁷⁷ 24 heures (2001, 6 juin). Des tribunaux pour ceux qui vous ont dépossédé ; « Sad za tezi, koito vi ograbiha ».

⁴⁷⁸ Moniteur (2001, 12 avril). Je ne suis pas un homme qui fait des miracles ; « Ne sam chovek, koito pravi chudesa ».

⁴⁷⁹ Deniat (1994, 21 décembre). Tout le monde peut envier nos députés ; « Vseki moje da zavidi na nashite deputati ».

l'opposition élites/people, le schème futuriste ne se manifeste pas à travers des déclinaisons qui répèteraient une structure identique.

L'image de l'avenir est un élément déterminant du discours de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha au cours de la campagne des élections législatives de 2001, au moment de sa percée dans la vie politique bulgare post-communiste. L'engagement de faire changer la situation politico-économique dans un délai proche et concret de « 800 jours » produit un « effet de tunnel » (selon l'expression de Guy Hermet) au sein de la société : Il propose une sortie de la crise profonde dans une « temporalité antipolitique »⁴⁸⁰ ; cette promesse constitue un mythe futuriste, aidé par l'imagination d'une population désespérée et éreintée par la transition. Dans son discours fondateur du 6 avril 2001, d'une grande force mobilisatrice qui bouleverse l'issue des élections du 17 juin 2001, Cobourg-Gotha dit notamment :

« Un changement rapide et réel du niveau de vie est possible chez nous à travers une transformation de l'économie qui nous permettra de créer notre propre économie de marché selon les critères d'adhésion à l'Union Européenne et d'augmentation des investissements en Bulgarie.

*« Je suis prêt à proposer une liste de mesures économiques et un partenariat socio-économique à travers lequel, dans huit-cent jours, la célèbre assiduité et l'esprit d'entreprise bulgares changeront votre vie. »*⁴⁸¹

Il construit même l'idée qu'une rupture dans l'histoire bulgare est possible, ce qui nourrit l'impression que l'élection du NDSV constitue un moment de nature presque « magique » qui va engendrer le début d'un nouveau stade de l'évolution de la Bulgarie :

*« Aujourd'hui la Bulgarie est tout près d'une nouvelle période de son histoire. Sa position en Europe, sa taille, ses ressources naturelles devraient lui permettre de devenir rapidement un point focal dans la région. »*⁴⁸²

Plus tard, durant la campagne, pour démontrer que la promesse de remettre le pays sur pied en 800 jours est une proposition basée sur des arguments de nature

⁴⁸⁰ Hermet G., *op.cit.*, 2001, p. 50.

⁴⁸¹ Appel de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha au peuple bulgare, 6 avril 2001, disponible sur <http://www.kingsimeon.bg/archive/viewcategory/id/75>, visité le 3 septembre 2014.

⁴⁸² 24 heures (2001, 12 mai). Regarde 2001, pense à 1901 ; « Viz 2001, misli za 1901 ».

rationnelle, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha explique les raisons du choix de ce chiffre précis - qui est égal à un peu plus de deux ans, soit la moitié d'un mandat de quatre ans - en comparant le fonctionnement de l'État aux modes de fonctionnement d'une petite entreprise. Comme il l'explique le 14 juin 2001, soit à trois jours du vote du 17 juin 2001, répondant à une question à propos des raisons du choix de ce délai de 800 jours devenu l'étendard de sa campagne : « *C'est comme une petite entreprise. Pendant la première année on voit ce qui ne marche pas, pendant la deuxième on essaie de résoudre des problèmes et pendant la troisième les actionnaires attendent les premiers dividendes* »⁴⁸³. Au cours de la campagne il précise également qu'il n'est pas quelqu'un qui fait des miracles : « *Je ne suis pas une personne qui fait des miracles mais je pense qu'ensemble nous pouvons faire beaucoup* »⁴⁸⁴. Pourtant, il continue à proposer « *des mesures rapides dans beaucoup de sphères concrètes* »⁴⁸⁵.

Tout en se détachant de l'espoir partagé d'un « miracle » politico-économique », Siméon de Saxe Cobourg-Gotha continue à soutenir la perspective d'une refondation au cours de son mandat de Premier Ministre (2001-2005). Il fait à plusieurs reprises des récapitulations pour démontrer le temps qu'il reste jusqu'à la fin de la période mythifiée. Le 9 février 2002, il dit dans le journal *Douma* qu'il reste 600 jours jusqu'au jour promis⁴⁸⁶. Ce décompte continue tout au long de l'année, car le 16 octobre 2002 il actualise devant le journal *Standard* le nombre de jours restant en précisant qu'il y en a 270⁴⁸⁷. Dans le cadre de cette intervention, il concrétise aussi l'idée qu'il avait donnée en s'engageant sur ce délai : ainsi, il précise qu'il visait une « orientation globale » du cours de l'évolution de la Bulgarie dans le cadre des 800 jours⁴⁸⁸. Il dit qu'au final, même si les résultats ne

⁴⁸³ Troud (2001, 14 juin). Siméon de Saxe Cobourg-Gotha : « Je ne veux pas une monarchie » ; « Siméon de Saxe Cobourg-Gotha : « Ne iskam monarhia » ».

⁴⁸⁴ Moniteur (2001, 12 avril) : Je ne suis pas un homme qui fait des miracles ; « Ne sam chovek, koito pravi chudesa ».

⁴⁸⁵ 24 heures (2001, 6 juin). Des tribunaux pour ceux qui vous ont dépossédé ; « Sad za tezi, koito vi ograbiha ».

⁴⁸⁶ Douma (2002, 9 février). Siméon : « Il restent encore 600 jours » ; « Simeon: « ima oshte 600 dni » ».

⁴⁸⁷ Standart (2002, 16 octobre) : Ce n'est pas moi, mais les gens qui vont changer la Bulgarie ; « Ne az, horata shte promeniât Bulgaria ».

⁴⁸⁸ *Ibid.*

sont pas évidents au bout de 800 jours, le succès du NDSV est devenu visible 1000 jours après les élections. Il fait aussi le commentaire suivant à propos des critiques selon lesquelles ses promesses n'ont pas été tenues :

« S'il n'était pas les huit-cent jours contre lesquels il y avait autant d'ironie... Mais soyons réalistes. Oui il y en a plus huit-cent. Mais dans le cadre du mandat, pour mille jours, la plupart des choses que j'ai dites ont été réalisées. »⁴⁸⁹

Au bout de ce mandat, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha n'a plus la légitimité pour formuler des messages de « Sauveur ». À travers son exemple, on observe l'une des contraintes de l'idéologie populiste : l'impossibilité de stabiliser dans le temps la vision, récurrente, d'un avenir miraculeux. Cette espérance est invariablement ruinée par l'épreuve du réel.

Pour développer un peu plus cette impossibilité de construction de mythes, on peut évoquer l'évolution de son discours suite à la campagne de 2001. Durant les élections de 2005 et de 2009, lorsque le NDSV n'est plus situé en dehors du système des partis, le mythe futuriste disparaît de son discours. Alors qu'il n'est plus un « nouveau venu » sur la scène politique, il ne s'appuie plus sur « l'effet de tunnel » qu'il avait produit au sein de la société en 2001. Comme le montre cet exemple qui date de la campagne pour les élections de 2005, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha produit un discours qui diverge significativement de la promesse d'un changement immédiat :

« Je peux dire catégoriquement que le gouvernement a accompli une part importante de son programme économique. Nous avons créé des dizaines de milliers de nouveaux emplois ainsi que de bonnes conditions pour attirer des investissements en un temps record. Nous avons amélioré l'efficacité de l'administration fiscale et douanière. Grâce à cela nous dépassons le budget déjà depuis plusieurs années consécutives. C'est l'argent qui nous permettra de diriger nos efforts vers le bien-être de chaque Bulgare, et de combattre le

⁴⁸⁹ 24 heures (2007, 24 octobre) Siméon de Saxe Cobourg-Gotha : « Pourquoi est-ce que je suis rentré, plusieurs n'ont pas compris. Un jour ils l'apprécieront » ; « Siméon de Saxe Cobourg-Gotha: « Zashto se varnah, mnozina ne razbraha. Niakoi den shte go oceniat » ».

*problème des pensions faibles que je considère comme étant particulièrement pénible. »*⁴⁹⁰

§ 3 L'introduction de certains thèmes identitaires

À la différence du populisme protestataire qui demeure largement présent aussi bien en tant que schème dominant dans la dichotomie peuple/ennemis qu'au niveau de la vision de l'avenir, le schème identitaire est rarement exploité au niveau politique au cours de cette première phase d'affirmation des populismes ; il ne s'inscrit pas dans une proposition d'action politique développée par les candidats.

On retrouve ce schème identitaire surtout dans le discours de George Ganchev, qui mobilise un populisme identitaire de nature non-xénophobe et culturel, ainsi qu'un populisme xénophobe national-populiste et ethno-populiste. Contrairement à ce dernier, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha ne fait que des références rares à un populisme non-xénophobe de réunification et de refondation (I). Pourtant, on observe une diffusion des idées identitaires par la voie de la presse à travers Volen Siderov, qui va introduire massivement ce type de discours au niveau politique à partir de 2005 (II).

I Des exemples ethno-populistes et national-populistes rares

En dépit de son faible poids relatif par rapport au populisme protestataire, le populisme identitaire de George Ganchev est assez développé : il s'agit d'un populisme non-xénophobe de nature culturelle, ainsi que de deux variété identitaires de nature xénophobe l'ethno-populisme et le national-populisme. Certes ce type de populisme demeure marginal au niveau politique car Siméon de Saxe Cobourg-Gotha ne reprend pas son populisme xénophobe. Il fait uniquement des références rares à un populisme culturel de nature non-xénophobe.

Le populisme culturel de Ganchev survalorise les mérites du peuple bulgare. Son populisme ethnique est fondé sur l'opposition au DPS comme symbole de

⁴⁹⁰ Intervention de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha : « Je suis prêt à prendre la tête d'un gouvernement qui continuera la politique que nous avons menée jusqu'à présent » ; « Gotov sam da oglavia pravitelstvo, koeto da prodalji vodenata do tuk politika », le 24 juin 2005, disponible sur : http://www.omda.bg/public/bulg/news/Bulgaria/Tsar_2.htm, consulté le 10 octobre 2014.

l'influence turque en Bulgarie, tandis que son national-populisme s'oppose aux « pouvoirs externes » et aux pays étrangers tels que les États-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne.

La syntaxe de son populisme identitaire est la suivante :

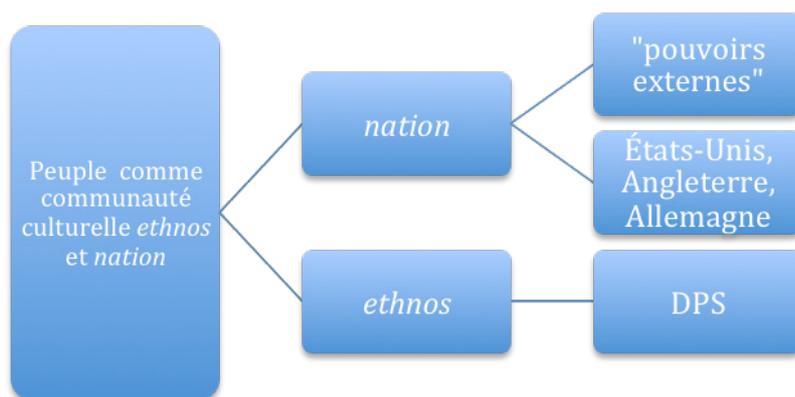


Figure 19 Syntaxe du populisme identitaire de George Ganchev

Le populisme non-xénophobe de George Ganchev consiste dans la référence à des caractéristiques culturelles profondément ancrées. Par exemple, pour faire référence aux qualités extraordinaires du peuple bulgare, il survalorise ses succès historiques. Comme le leader du BBB le dit dans le journal *Société (Obshtestvo)* le 14 mars 1991 : « *Nous sommes un peuple doué et ingénieux qui doit juste se mettre au travail* »⁴⁹¹. Afin d'illustrer les mérites de son peuple, il met aussi en avant sa supériorité par rapport aux autres nations. Le leader du BBB utilise son expérience à l'étranger, ce qui lui permet d'attester de la supériorité du peuple bulgare.

Le populisme xénophobe de George Ganchev est de nature national-populiste et ethno-populiste. Pour construire l'idée d'un peuple-nation victime de forces étrangères, il fait appel à des oppositions binaires, comme par exemple : « *L'État et le peuple n'ont pas de leader, notre État est de plus en plus dominé par des forces étrangères qui le font se tourner vers l'Asie et non vers l'Europe. C'est*

⁴⁹¹ Obshtestvo (1991, 14 mars). Le rôle du leader est fatal ; « Roliata na lidera e fatalna ».

pourquoi j'ai décidé d'intervenir. »⁴⁹². Il formule aussi des messages souverainistes : d'après lui, la vie politique bulgare est gérée de l'extérieur, ce qui transforme la Nation bulgare en nation soumise, ayant un statut inférieur à celui des autres pays dans son interaction avec l'étranger. Il met en avant la stratégie de grandes puissances qui cherchent à soumettre la Bulgarie à des fins géopolitiques : « *Les États-Unis veulent nous pousser vers l'Asie pour des raisons géopolitiques* »⁴⁹³. Le résultat, d'après lui, est la transformation de la Nation bulgare en « *une Nation dérobée, avec une main tendue pour la charité et non pas une Nation souveraine* »⁴⁹⁴.

George Ganchev se présente comme un opposant à ce processus, affirmant : « *Je n'ai pas accepté une seule invitation des leaders de partis étrangers qui se mêlent fréquemment des affaires intérieures bulgares* »⁴⁹⁵. Son parti est également présenté comme indépendant du financement étranger, c'est - à - dire une force qui n'est pas instrumentalisée par les intérêts étrangers. En parlant des sources de financement des partis en Bulgarie, il dit en particulier: « *Nous n'empruntons pas à l'Angleterre, à l'Allemagne, aux États-Unis ni à l'Institution Républicaine qui se mêle des affaires intérieures de la Bulgarie. Nous n'empruntons pas à Neftochim ni aux institutions gouvernementales* »⁴⁹⁶.

Il établit également un lien entre l'action des forces internes et externes au détriment de l'intérêt bulgare. Il signale l'existence de menaces de nature interne et externe interconnectées, en affirmant par exemple que « *Des pouvoirs externes veulent faire du peuple bulgare une population* »⁴⁹⁷. Ce schème de la menace étrangère par le truchement de l'interaction avec des forces internes est aussi présent dans son discours avec d'autres variantes, comme lorsqu'il cite le Président Petar Stoyanov, qui est l'un de ses rivaux à la présidentielle de 1996. Il le dénonce

⁴⁹² Ikonomicheski jivot (1991, 11 décembre) « Je suis Bulgare, je ne suis pas, rouge, bleu ou orange ; « Az sam bulgarin ne sam cherven, sin, oranjev ».

⁴⁹³ *Ibid.*

⁴⁹⁴ *Ibid.*

⁴⁹⁵ Débat présidentiel du 10 octobre 1996, « Le Président comme garant de la sécurité nationale », disponible dans les archives de l'Agence Télégraphique Bulgare (BTA).

⁴⁹⁶ *Ibid.*

⁴⁹⁷ Journal Macédoine, (1994, 26 avril). Le BBB ne croit pas qu'il y a des axes sur les Balkans ; « BBB ne viarva na osi na Balkanite ».

en tant qu'acteur contrôlé par les forces étrangères : « *Petar Stoyanov est le Cheval de Troie d'intérêts étrangers qui tirent les ficelles et le financent* »⁴⁹⁸.

L'idée d'un peuple ethnique construit sur l'opposition entre Bulgares, Turcs et musulmans, se retrouve aussi dans son discours. Ce n'est toutefois pas une idée dominante comme c'est le cas chez Volen Siderov. Certes, Ganchev active la xénophobie de la communauté nationale bulgare en stigmatisant le parti DPS, qui représente cette minorité au sein du Parlement et qui apparaît comme le symbole d'une force « étrangère » au sein du système politique bulgare. Ganchev établit un lien entre le DPS et l'influence turque au sein de la vie politique bulgare, qui sera repris et largement exploité ultérieurement par d'autres acteurs politiques. Il situe ce lien au tout début des années consécutives à la chute du communisme, en particulier en 1991 : « *Ainsi au Parlement on a laissé entrer une force politique qui, au lieu de l'unifier, divise la nation entre chrétiens et musulmans* »⁴⁹⁹. D'autres exemples de développement de cette même idée dans le temps peuvent être mis en avant, comme ce propos daté du 21 septembre 1993 : « *Ahmet Dogan est une personne qui sert un autre pays* »⁵⁰⁰. Il présente le DPS comme une force politique qui remet en cause la nature même de la Nation bulgare. Pour démontrer son propos, il fait référence aux mythes de refondation de la Nation bulgare médiévale à l'issue de la fin de la domination ottomane, basés notamment sur une opposition anti-turc. Comme il le formule en 1994 : « *En ce qui concerne le DPS, nos prêtres vont se retourner dans leurs tombes quand ils verront comment nous trahissons le statut mono-national de la Bulgarie* »⁵⁰¹.

Chez le deuxième acteur qui agit au cours de cette première phase d'inscription des populismes, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha au contraire, il s'agit d'un populisme de refondation et de réunification évoquant la grandeur historique du peuple bulgare. Ceci démontre notamment l'importance relativement faible de

⁴⁹⁸ Troud (1996, 14 juillet). Je sers mon peuple et je suis prêt à mourir pour lui tout de suite ; « *Sluja na naroda si i sam gotov da umra na parvia agal za nego* ».

⁴⁹⁹ Vie économique, (1991, 11 décembre) Je suis Bulgare, je ne suis pas, rouge, bleu ou orange ; « *Az sam bulgarin ne sam cherven, sin oranjev* ».

⁵⁰⁰ Douma (1993, 21 septembre) Je viens avec une main forte dans un moment fatal pour la Bulgarie ; « *Idvam sas silna raka vav fatalen za Bulgaria moment* ».

⁵⁰¹ *Ibid.*

ce type d'appels. Le leader du NDSV survalorise les mérites historiques du peuple et fait aussi l'appel à une réunification des communautés ethniques ainsi qu'à une interaction avec les nations étrangères.



Figure 20 Postures identitaires réunificatrices chez Siméon de Saxe Cobourg-Gotha

Siméon de Saxe Cobourg-Gotha lance des appels au peuple en tant que communauté capable de se mobiliser dans des périodes décisives. On trouve ainsi des énoncés tels que celui de la campagne pour les élections législatives de 2005 :

*« Notre peuple a un grand potentiel lorsque nous tous unifiés autour des valeurs nationales, et si nous travaillons assidument nous réussirons. Il reste dix-huit mois d'ici notre adhésion à l'UE. Cette période est décisive pour la Bulgarie et il faut que l'on se mobilise. »*⁵⁰²

Il fait aussi usage d'un populisme culturel de réunification au-delà des clivages ethniques et politiques. Comme il le dit dans son discours historique du 6 avril 2001: *« Rupture avec les batailles politiques personnelles et unification de la Nation bulgare autour des valeurs et idéaux traditionnels qui ont protégé sa*

⁵⁰² Intervention de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha : « Je suis prêt à prendre la tête d'un gouvernement qui continuera la politique que nous avons menée jusqu'à présent » ; « Gotov sam da oglavia pravitelstvo, koeto da prodalji vodenata do tuk politika », le 24 juin 2005, disponible sur : http://www.omda.bg/public/bulg/news/Bulgaria/Tsar_2.htm, consulté le 10 octobre 2014.

grandeur pendant son histoire millénaire. »⁵⁰³. Contrairement aux trois autres acteurs politiques étudiés qui se focalisent sur les clivages ethniques existants afin de construire le populisme ethnique et le national-populisme, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha lance des appels à l'unification dans le but de dépasser justement ces clivages. Dans son discours du 6 juin 2001, à deux mois de son discours fondateur du 6 avril et seulement à quelques jours des élections du 17 juin 2001, il lance un appel à l'unification au-delà des clivages ethniques qui sont d'habitude utilisés pour la mobilisation de la majorité bulgare en tant que *peuple-ethnos* : il émet le souhait d'une « *amélioration du standard de vie de chaque citoyen bulgare sans tenir compte de son origine ethnique* »⁵⁰⁴.

Au lieu d'opposer la Nation bulgare aux nations étrangères selon une logique national-populiste, il aspire aussi à inscrire la Bulgarie dans une logique d'interaction culturelle supranationale au niveau européen. On trouve un exemple de ce propos lors des campagnes pour les élections européennes et législatives de 2009 :

*« Il ne faut pas oublier que la Bulgarie est maintenant une partie de la grande communauté européenne et qu'elle contribue avec sa culture à l'enrichissement de la palette des valeurs de l'Europe unifiée. Cela nous rend fiers mais entraîne aussi des responsabilités. »*⁵⁰⁵.

II La progression des idées identitaires dans les médias

En dépit du fait que le populisme identitaire n'est pas largement présent au niveau politique, il commence à gagner du terrain au niveau médiatique. Ce processus est conditionné de manière significative par Volen Siderov qui diffuse le populisme identitaire au cours de la période 2000-2005: il publie des livres ayant pour objet le rejet de l'Occident et l'antisémitisme, il développe dans ses articles des idées antimondialistes, et stigmatise les minorités ethniques et religieuses.

⁵⁰³ Appel au peuple de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, le 6 avril 2001, disponible sur : <http://www.kingsimeon.bg/archive/viewcategory/id/75>, consulté le 10 septembre 2014.

⁵⁰⁴ 24 heures (2001, 6 juin) Des tribunaux pour ceux qui vous ont dépossédés ; « Sad za tezi, koito vi ograbiha ».

⁵⁰⁵ Lettre ouverte de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha à l'occasion du 24 mai 2009, disponible sur : <http://www.kingsimeon.bg/archive/viewcategory/id/104>, consulté le 10 septembre 2014.

Avant son entrée dans la vie politique, en 2005, Volen Siderov a commencé à publier des ouvrages critiquant l'Occident, glorifiant l'Est européen et qui sont imprégnés d'antisémitisme : *Le Boomerang du mal* (dont la première édition date de 2002), *Le Pouvoir du Mammon* (2003), *La Bulgarophobie* (2002). Les deux premiers livres sont structurés sous la forme d'une narration unique, tandis que la *Bulgarophobie* est un recueil d'articles de presse reprenant certaines de ses publications parues dans le journal *Le Moniteur*.

Le Boomerang du mal (2002) et *Le Pouvoir du Mammon* (2003) sont basés sur une réadaptation de la théorie du complot judéo-maçonnique ainsi que sur d'autres théories conspirationnistes qui présentent l'idée d'un complot de l'Occident contre l'Orient, plus spécifiquement contre le monde orthodoxe et surtout la Russie. Ces deux ouvrages ne sont pas explicitement consacrés à la Bulgarie ; il s'agit plutôt d'un panorama des théories conspirationnistes auxquelles s'ajoutent certains des éléments de l'histoire bulgare.

La logique générale de ces deux ouvrages est thématiquement et structurellement similaire au populisme identitaire que Siderov développera ultérieurement en tant qu'homme politique. Il dévoile une chaîne de conspirations qui construisent un récit basé sur un mélange de faits historiques de différentes époques. Siderov développe une vision du monde binaire et manichéenne en utilisant une argumentation « circulaire » tournant autour de quelques idées phares. Pourtant, l'organisation de ces deux ouvrages permet de distinguer certaines nuances.

Le Boomerang du mal est construit autour de l'idée que le supposé rôle dévastateur des États-Unis sur le reste du monde se retournera contre eux, ce qui justifie notamment le titre de l'ouvrage. Ainsi, comme le souligne Siderov :

« L'hyper-élite mène sa bataille contre l'Église chrétienne. Ses actions sont comme un boomerang du mal destiné à ruiner le monde. Mais ce boomerang a déjà balayé le pays qui l'a rejeté : les États-Unis. Ils ont besoin d'un nouvel ennemi et une nouvelle confrontation dialectique. Cette fois, le choc de la

«civilisation» et du «terrorisme» va construire une société d'hyper tolérance dans laquelle le Christianisme orthodoxe sera une religion interdite. »⁵⁰⁶

Le second livre paru un an plus tard, *Le pouvoir du Mammon*, reprend la même thématique. Il est structuré autour de l'idée d'avidité de l'homme et du rôle de la religion orthodoxe qui devrait s'y substituer. Ce livre tente de distinguer le monde orthodoxe de l'Occident, dirigé par la logique de l'argent.

Ces deux livres sont guidés par deux idées générales: d'une part, une opposition Est/Ouest qui présente l'histoire de l'Est (traitée comme équivalent du monde orthodoxe) en tant que victime générale du monde occidental (à savoir l'Europe Occidentale et les États-Unis); d'autre part, cette opposition Est/Ouest est croisée avec l'idée de complot judéo-maçonnique.

C'est dans cette structure binaire que s'inscrit l'image de l'ennemi du monde orthodoxe qui prend plusieurs visages : Juifs, Francs-maçons, Américains, élites mondiales, oligarchie et institutions supranationales. Cette perception s'oppose à l'axe positif dans lequel s'inscrivent l'Orthodoxie, la Russie, l'empire Byzantin, l'Europe de l'Est et la Bulgarie.

L'auteur établit un système qui comporte au moins trois niveaux : le premier est formé par les détenteurs du pouvoir réel (où sont d'ordinaire classés les Juifs) ; le second renvoie aux instruments utilisés par les détenteurs du pouvoir pour soumettre les victimes (les États-Unis dans la plupart des cas, pourtant l'islam est aussi présenté comme un instrument utilisé par les Juifs contre le christianisme) ; le troisième est constitué par les victimes (l'Orthodoxie, la Russie, l'Empire Byzantin, l'Europe de l'Est, la Bulgarie).

Il s'agit d'un système semi-stable car les différentes entités sont mutuellement remplaçables et peuvent réapparaître dans des combinaisons multiples. La hiérarchie entre les vrais détenteurs du pouvoir (par exemple, les Juifs) et leurs instruments (par exemple, la Russie) peut être, ou non, respectée : c'est alors que les vrais détenteurs du pouvoir peuvent agir directement sur le(s)

⁵⁰⁶ Siderov, V., *Le Boomerang du mal* ; « Bumerangat na zloto ». Boomerang BG, 2003, p. 209.

victime(s) (par exemple, les Juifs contre la Russie) ou indirectement (par exemple, les Juifs contre la Russie à travers les États-Unis).

Cette structure peut être illustrée graphiquement de la manière suivante:

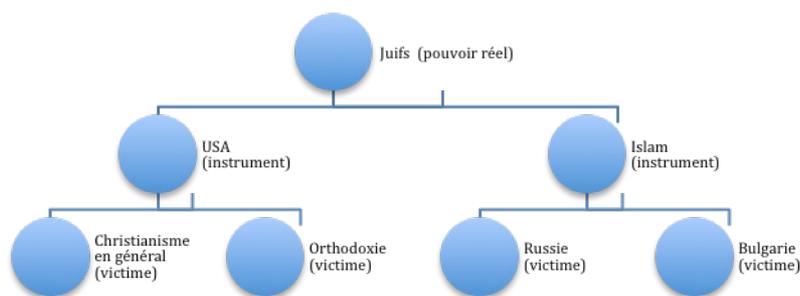


Figure 21 Structure du discours journalistique de Volen Siderov

Contrairement à l'approche historique adoptée dans ses livres, dans ses articles Siderov traite des sujets d'actualité en développant ses idées antimondialistes, anti-américaines et anti-européennes. Il présente une dénonciation à plusieurs niveaux: il dénonce la mondialisation en tant que telle, remet en cause le rôle des élites financières mondiales sur la souveraineté des États ainsi que le rôle des États-Unis sur la scène mondiale et l'impact de ces processus sur la Bulgarie.

Dans son article intitulé « Est-ce que le monde deviendra une corporation ? » daté du 28 août 1999, l'auteur s'appuie sur des propos de Noam Chomsky pour qualifier le processus de mondialisation de « retour en arrière ». Pour ce faire, Siderov compare la domination mondiale de certaines compagnies comme Microsoft à une « agression corporatiste » :

« Dans ses travaux contre la centralisation excessive du capital, le professeur américain Noam Chomsky conclut que la mondialisation est un retour en arrière. Selon lui, l'omniprésence d'Internet et de Microsoft est un exemple typique de l'agression de cette entreprise. Il y a quelques années, Internet a été créé avec 100% de fonds publics, dit Chomsky. Aujourd'hui, des gens

*comme Bill Gates essayent de dominer le réseau et d'en tirer profit avec une proportion jamais vue auparavant. »*⁵⁰⁷

Il établit une corrélation entre les élites financières mondiales et la perte de souveraineté des États. Dans son article du 8 août 1999 intitulé « Est-ce que le monde deviendra une corporation ? », il soutient l'idée qu' « *aujourd'hui, une société transnationale a un budget une dizaine de fois plus important que celui des pays européens développés* »⁵⁰⁸. Pour argumenter sa thèse d'une puissance des corporations internationales face aux États, principalement les pays d'Europe Centrale et Orientale, Siderov établit un parallèle entre le PIB de la Pologne qui s'élève à 17,5 milliards de dollars en 1992 et les capitaux de la Deutsche Bank après l'achat de Bankers Trust en 1999, qui s'élèvent à 868,2 milliards de dollars.

Il développe l'idée d'une double menace étrangère : celle des sociétés internationales sur les acteurs économiques bulgares, et celle des acteurs économiques internationaux sur les États en comparant l'invasion économique à une invasion politique :

*« La fin du siècle se caractérise par la plus grande fusion des capitaux dans le monde jamais connue. Krupp a fusionné avec Thyssen, Hoechst avec Rhône-Poulenc, Daimler Benz avec Chrysler, Boeing avec Lockheed Martin. Les nouveaux géants ont des opportunités auxquelles Napoléon ou Hitler n'avaient même pas rêvé. Il n'existe pas de frontières étatiques pour eux. Les budgets des gouvernements, c'est de l'argent de poche pour les grandes sociétés multinationales. Comment peut-on s'opposer à Coca-Cola, McDonalds ou Metro en tant que fabricant ou distributeur bulgare? C'est comme aller à l'encontre d'un fusil Kalachnikov armé d'une catapulte. »*⁵⁰⁹

Dans cette optique, il dénonce l'ouverture politique, économique et culturelle de la Bulgarie. Depuis 1998, il défend l'idée selon laquelle la Bulgarie doit être une « *société fermée pour devenir un pays prospère* »⁵¹⁰. D'après lui, l'ouverture de la Bulgarie après la chute du communisme a été à l'origine de la

⁵⁰⁷ Moniteur (1999, 28 août). Est-ce que le monde deviendra une corporation ?; « Shte stane li svetat edna korporacia ? ».

⁵⁰⁸ *Ibid.*

⁵⁰⁹ *Ibid.*

⁵¹⁰ Moniteur (1998, 10 octobre). Peut-on devenir une société fermée ?; « Losho li e da sne zatvoreno obshtestvo ? ».

transformation des Bulgares en « *travailleurs colonisés par des méga-sociétés occidentales* »⁵¹¹. Comme il a également eu l'occasion de le dire de nouveau dans son article publié le 28 août 1999:

*« L'étreinte de l'Ouest d'il y a dix ans est aujourd'hui étouffante. L'euphorie des pays de l'ancien bloc socialiste, qui a permis la chute des régimes communistes, a été remplacée par la peur. La peur de l'Ouest riche, démocratique, égoïste, qui envahit avec ses entreprises supranationales l'un après l'autre les pays d'Europe de l'Est. Aux autochtones il ne reste plus qu'à regarder les yeux écarquillés leur petite entreprise fondre comme un morceau de sucre dans un thé. »*⁵¹²

Il prône aussi un repli presque total de la Bulgarie sur le plan économique : « *L'argent des Bulgares doit générer de nouveau de l'argent pour les Bulgares et seuls les Bulgares peuvent faire cela* »⁵¹³. Il revendique l'instauration de limitations selon des critères nationaux dans la distribution de crédits, sans tenir compte des différents contextes dans lesquels travaillent les entrepreneurs des différents pays : « *Aujourd'hui l'entrepreneur bulgare prend des crédits avec un taux d'intérêt allant de 14 à 18%, et les entrepreneurs étrangers donnent des crédits à leur clients (des non- Bulgares) s'élevant à à 8% d'intérêt. Dans le même temps, l'argent bulgare est déposé dans des banques étrangères avec un taux de 2 à 3% par an* »⁵¹⁴.

Siderov dénonce aussi l'influence américaine dans le monde : il remet en cause la domination des États-Unis au niveau international et leur influence sur les processus politiques et économiques en Bulgarie. Il pose aussi la question de leur action directe et indirecte à travers des organismes tels que les ONG et les différentes fondations. Siderov dénonce le rôle des États-Unis sur la scène mondiale : il remet en cause la puissance de leur politique étrangère. Dans son article intitulé « *Brzezinski prophétise une hégémonie de l'US, notre élite appelle*

⁵¹¹ *Ibid.*

⁵¹² *Moniteur* (1999, 28 août). *Op.cit.*

⁵¹³ *Moniteur* (2002, 23 juillet). Le mythe de l'investisseur étranger est nuisible pour notre pays ; « *Mitaz chujdia investitor e vreden za stranata ni* ».

⁵¹⁴ *Ibid.*

cela un partenariat », publié dans le journal *Le Moniteur* le 18 mai 2002, il déclare notamment :

*« Ces jours-ci, Zbigniew Brzezinski, est devenu docteur honoris causa de l'Académie polonaise des sciences. À cette occasion, il a annoncé que « l'hégémonie américaine est une alternative à l'anarchie mondiale. ». Dans le monde de l'anarchie, ce coryphée a regroupé tous ceux qui vivent en dehors des États-Unis, la Terre promise. L'Europe et d'ailleurs l'ensemble du monde, à l'exception des États-Unis, vit dans l'anarchie selon le penseur Zbigi. »*⁵¹⁵

Il retrace par ailleurs le prolongement de cette influence américaine en Bulgarie : ainsi, il décrit les États-Unis comme un État se comportant comme un colonisateur envers la Bulgarie: « Les diplomates américains se sont toujours comportés avec nous comme avec une colonie »⁵¹⁶. De plus, les élites bulgares se soumettent à eux volontairement :

*« Alors que les observateurs et les politologues parlent d'une vaste conspiration, dont le résultat est que la Bulgarie n'est qu'une proie pour le sinistre KGB en matière de dialogue à Moscou, le chef de la CIA vient à Sofia. George Tenet atterrit comme commandant de la garnison qui vient vérifier l'état d'une des casernes qui lui sont confiées. Mis en rangs sur le terrain de parade, il a été attendu par le Président de la République de Bulgarie, le Premier Ministre et le président de l'Assemblée nationale. La Bulgarie n'avait jamais vécu une telle humiliation, même pendant les périodes du plus grand amour entre Jivkov et Moscou. »*⁵¹⁷

Il développe aussi ses idées anti-Union Européenne ; il se montre défavorable à l'adhésion de la Bulgarie à l'OTAN et dénonce également le rôle du FMI dans la politique financière bulgare. Siderov évoque notamment la limitation de la souveraineté et de la menace sur l'identité nationale bulgare que ces organisations internationales représentent pour la Bulgarie.

Concernant l'Union Européenne, il se focalise sur les sacrifices faits par la Bulgarie au nom de son adhésion pendant la période des négociations. Dans un

⁵¹⁵ Moniteur (2002, 18 mai). Brzezinski prévoit une hégémonie américaine, notre élite l'appelle partenariat ; « Brzeziński veshtae US-hegemonia, elitat ni go naricha partniorstvo ».

⁵¹⁶ Moniteur (2002, 1 mars). Qui veut que l'on devienne le Kosovo ? ; « Koi iska da stanem Kosovo ? ».

⁵¹⁷ Moniteur (2000, 14 août). La machine à coups d'État de la CIA est mise en marche dans les Balkans ; « Mashinata za prevrati na CRU zabramcha na Balkanite ».

article publié le 2 décembre 1999, il s'exprime en ces termes : « A-t-on besoin de l'UE sans centrale nucléaire ? ». Il met l'accent notamment sur les pertes pour l'économie bulgare que représenterait la fermeture des blocs 1, 2, 3 et 4 de la Centrale nucléaire de Kozlodouy, qui a été approuvée par la Bulgarie en tant que condition d'adhésion. D'après lui, le Premier Ministre de l'époque restera dans l'histoire en tant que «le Premier Ministre qui a trahi les intérêts nationaux bulgares »⁵¹⁸.

Il avance l'idée d'une future « discrimination » de la Bulgarie au sein de l'UE résultant d'une stratégie préalablement développée par les élites européennes: « *Ces entreprises ont un intérêt économique clair et le développement d'une économie nationale bulgare prospère et progressive n'y figure pas* »⁵¹⁹. D'après lui, il s'agit d'une stratégie discriminatoire appliquée à l'encontre des nouveaux États membres au sujet des subventions pour l'agriculture. Il parle même d'un comportement négatif de la part de l'UE qui se montre spécialement défavorable à l'encontre de « ancien bloc de l'Est ». Il oppose ce bloc aux pays « élus de Dieu » : « *Le comportement de l'UE contre l'ancien bloc de l'Est a été clairement démontré en janvier. Les élus de Dieu ont coupé les subventions agricoles pour une période de dix ans, et ce même pour les États qui se sont présentés sans faille et qui vont faire leur entrée en 2004* »⁵²⁰. Il inscrit la Bulgarie et la Roumanie dans cette même logique Est/Ouest : « Pour la Bulgarie et la Roumanie il ne faut même imaginer à quel point elles seront discriminées »⁵²¹. Pour lui, l'UE voudrait profiter de la Bulgarie au lieu de construire un partenariat gagnant-gagnant : « *Tout le monde a compris que l'UE ne veut pas d'une Bulgarie riche mais d'une main d'œuvre bon marché* »⁵²².

⁵¹⁸ Moniteur (1999, 1er décembre). Est-ce qu'on a besoin de l'UE sans centrale nucléaire ?; « Triabva li ni EU bez AEC ? ».

⁵¹⁹ Moniteur (2002, 4 septembre). Les mythes de l'UE deviennent toxiques pour nous ; « Mitovete za EU stavat veche toksichni za nas ».

⁵²⁰ *Ibid.*

⁵²¹ *Ibid.*

⁵²² *Ibid.*

Sa défiance envers l'OTAN est également basée sur l'idée que la contribution et les sacrifices faits par la Bulgarie seraient supérieurs aux bénéfices pour le pays ; son rôle serait alors comparable à celui joué par l'ex-URSS vis-à-vis de l'ancien bloc de l'Est. Il insiste sur le fait qu'il s'agit d'une institution vidée de sens depuis la fin de la Guerre Froide, d'un simple instrument de l'oligarchie financière. Dans son article intitulé « Tant qu'on n'a pas d'ennemis pourquoi est-ce qu'on a besoin de l'OTAN ? », il propose notamment :

« Au lieu d'offrir un couloir aérien aux atlantistes en échange de simples remerciements et de faire une succession de bêtises, il vaudrait mieux renforcer notre armée avec les possibilités que nous avons. Elles sont significatives. »⁵²³. [...] La Bulgarie a le statut de protectorat, territoire sur lequel tout peut être fait. Les derniers ultimatum envers le pays ont achevé de mettre un terme à la souveraineté. On nous a demandé de liquider notre dernier système de défense SS : 23 missiles qui coûtent plus de 1,5 milliard de dollars en les exploitant. Ensuite, il nous a fallu retirer les lance-roquettes anti-aériens protecteurs, et ce combiné à la fermeture de deux unités de la centrale nucléaire qui constituaient une défense naturelle contre l'axe d'attaque. Il reste une zone du Danube à Arda, qui peut être bombardée avec des avions agricoles. »⁵²⁴

Concernant le FMI, il parle d'un *diktat* imposé à la Bulgarie. Dans son article du 17 février 2002 paru sous le titre « En 1990 et en 1997, l'élite a gagné et le peuple a perdu », il insiste sur le rôle des forces étrangères dans l'évolution de la politique interne de la Bulgarie : « En 1997, après que l'essai « crise » s'est joué devant nos yeux, un *diktat* nous a été imposé par le FMI, ce qui a poussé la Bulgarie vers une privatisation téméraire, rapide et à tout prix. Bozhkov a admis plus tard que c'était ainsi que cela avait été demandé de l'extérieur »⁵²⁵.

Contrastant avec ses publications du début des années 1990, au début des années 2000 Siderov oppose la défense des droits des minorités à celle des droits de la majorité : d'après lui, l'expression des identités collectives des minorités produit un effet discriminatoire sur la majorité. À travers ce type de réflexion, il commence notamment à avancer une vision anti-démocratique et anti-libérale, qu'il développe

⁵²³ Moniteur (1999, 13 mars) Tant qu'on n'a pas d'ennemis pourquoi a-t-on besoin de l'OTAN ? ; « Shtom niamame vragove zashto ni e NATO ? ».

⁵²⁴ Moniteur (2002, 1 avril). Le nationalisme est notre immunité ; « Nacionalizmat e imunnata ni zashtita ».

⁵²⁵ Moniteur (2002, 17 février). En 1990 aussi bien qu'en 1997 l'élite a gagné et le peuple a perdu ; « Prez 1990 i 1997 elitat specheli, a narodat zagubi ».

par la suite. Comme il l'écrit dans son article « Arrêtez la discrimination raciale contre les Bulgares » paru le 21 janvier 2002:

« En Bulgarie, il y a un génocide cohérent et systématique contre la population principale du pays – l'ethnos bulgare - à la différence des minorités qui sont de plus en plus placées sous la protection de puissantes forces financières extérieures qui visent à diviser le territoire de la Bulgarie et à la convertir en un « État multi-ethnique ». »⁵²⁶

Plus concrètement, dans son discours de journaliste il commence à développer ses propres idées contre les minorités en Bulgarie, notamment dans un discours anti-turc et anti-Rom et antisémite. Il établit un lien entre les Turcs d'aujourd'hui et l'empire Ottoman dans l'histoire nationale bulgare. Il avance également l'idée selon laquelle les Turcs sont une force destructrice qui a un impact négatif sur la Bulgarie sur le plan culturel, le progrès économique et même sur la démographie de la nation : *« Contrairement aux Romains, aux Byzantins et aux Bulgares qui ont édifié une culture et un patrimoine depuis des siècles, les Ottomans ont détruit l'héritage chrétien et la culture antique et n'ont rien construit de nouveau »⁵²⁷.*

Sur le plan démographique, il réalise des calculs basés sur des estimations et des hypothèses difficiles à prouver, issues des liens mono-causaux qui victimisent la Bulgarie:

« Au XVII^{ème} siècle, les janissaires représentaient plus de 150000 personnes et recrutaient toujours de nouveaux soldats en raison des guerres menées chaque année. Même si l'on suppose que certains d'entre eux n'étaient pas Bulgares, le chiffre est énorme. Si vous multipliez par 450 années vous obtenez 135 millions. Aujourd'hui, la Bulgarie aurait une plus grande population que l'Allemagne! »⁵²⁸

Le rapport entre les Turcs et les Bulgares est également présenté selon une vision manichéenne dans laquelle les Bulgares représentent le versant positif de

⁵²⁶ Moniteur (2002, 21 janvier). Arrêtez la discrimination raciale contre les Bulgares ; « Sprete rasovata diskriminacia nad bulgarite ».

⁵²⁷ Moniteur (1999, 10 février). Pourrait-on avoir une histoire commune avec la Turquie ?; « Moje li da imame obshta istoria s Turcia ? ».

⁵²⁸ *Ibid.*

cette opposition. Les Turcs sont notamment décrits comme des profiteurs qui empêchent le développement bulgare. Siderov synthétise le rapport entre les Bulgares et les Turcs dans l'Empire Ottoman en s'appuyant sur le témoignage d'un général français qui avait visité la ville d'Opaka en 1849. Dans l'un des sous-titres intermédiaires de son article « Pourrait-on avoir une histoire commune avec la Turquie ? », paru le 10 février 1999, il cite le témoignage en question : « *Les Bulgares sont entièrement soumis à la merci des musulmans. Le Bulgare travaille, et le musulman qui a envahi sa maison peut manger tout ce que le Bulgare a pu gagner. Ces éléments sont à l'origine d'une immense pauvreté chez les Bulgares. Par exemple, si l'un de ces malheureux arrive à gagner un sou il est forcé de le cacher* »⁵²⁹. Siderov synthétise cette interaction de la manière suivante : « *Le Bulgare travaille et le Turc mange tout* »⁵³⁰.

Siderov développe aussi un discours anti-Rom. Il met en garde contre la menace séparatiste générée par les minorités turque et rom en ignorant le fait que cette menace n'est pas agitée par les représentants de ces deux groupes. Il développe l'idée d'une « tziganisation » de la Bulgarie et agite le spectre du scénario du Kosovo : « *Dans dix ans le nombre de Tziganes en Bulgarie sera supérieur à trois millions. Au nord de la Bulgarie, on observe un processus de « kosovisation » irréversible, et les Roms seront bientôt nos Albanais* »⁵³¹.

Il développe également des idées concernant la répartition des allocations étatiques entre majorité et minorités. Dans son article « Arrêtez la discrimination raciale des Bulgares » du 21 janvier 2002, il écrit notamment que : « *Selon les statistiques, les allocations de chômage en Bulgarie sont attribuées de la manière suivante : 65,2% sont attribués aux Roms, 14,6% aux Bulgares. Une fois de plus, un petit nombre de Bulgares actifs et travailleurs entretient un énorme pourcentage de Roms qui ne font que bénéficier de ces allocations, sans rien payer* ». ⁵³²

⁵²⁹ *Ibid.*

⁵³⁰ *Ibid.*

⁵³¹ Moniteur (2000, 12 avril). Est-ce que la Bulgarie se tziganise ?; « Ciganizira li se Bulgaria ? »

⁵³² Moniteur (2002, 21 janvier). Arrêtez la discrimination raciale contre les Bulgares ; « Sprete rasovata diskriminacia nad bulgarite ».

Les Roms représentent pour lui une menace démographique pour la majorité bulgare ainsi que les revendications séparatistes potentielles que cela pourrait engendrer :

« en 2040, le rapport entre la population bulgare, les Roms et les autres populations pourrait être autour de 3 par rapport à 1 ou même de 2 par rapport à 1. Le leader des Roms, Tomov, prétend que les Tziganes sont maintenant plus d'un million. Si cela est vrai, comme nous avons une population de 4,5 millions de personnes, ils seront déjà la moitié ou plus encore si l'on ne perd pas de vue la progression du taux de natalité. Quel est l'avenir ? Il y aura des revendications d'une autonomie culturelle, politique et absolue »⁵³³. D'après lui, « la démographie est la plus grande arme des Tziganes »⁵³⁴ [...] « La pyramide des âges et la reproduction des Roms sont exactement les mêmes que pour les Albanais du Kosovo et de Macédoine. À ce rythme, les Albanais du Kosovo ont triplé leur population en 90 ans. Alors que les Albanais du Kosovo représentaient une minorité, soit 30% de la population au début du siècle, aujourd'hui ils représentent une majorité de 90%. On peut s'attendre à une « tziganisation » de la Bulgarie comparable à l'« albanisation » du Kosovo »⁵³⁵.

Dans le cadre de cette Section 2 nous avons mis avant le rôle primordial du conflit peuple/élites par rapport aux clivages majorité/minorités et national/étranger au sein du discours des acteurs agissant au cours de cette première phase. Il s'agit essentiellement d'un discours qui fait état du divorce avec les élites : la recherche d'un « bouc émissaire » à travers la stigmatisation des minorités ou encore la construction d'une causalité externe des processus internes à travers la dénonciation de forces étrangères demeure peu exploitées au niveau politique.

Conclusion du Chapitre 1 :

Au cours de cette première phase de progression des populismes prévaut un discours qui conteste le système sans l'envahir entièrement. Il reste un discours de campagne électorale ou discours d'opposition, énoncé par deux acteurs qui apparaissent sur la scène politique successivement et non pas simultanément. Il s'agit aussi d'un discours d'intensité relativement faible au sein de la production discursive des acteurs qui le mobilisent et ne se diffuse pas dans le reste de

⁵³³ *Ibid.*

⁵³⁴ Moniteur (2000, 12 avril). *op.cit.*

⁵³⁵ *Ibid.*

l'échiquier politique. Certes, en dépit de sa faible intensité, on observe un renforcement de l'impact du discours populiste : on passe d'un discours mobilisé par un leader d'opposition (George Ganchev) à un discours capable de faire élire Saxe Cobourg-Gotha au poste de Premier Ministre. Cela produit une dérive protestataire qui s'avère déterminante dans l'apparition d'un populisme « intense ».

La contestation presque uniquement protestataire qui se manifeste au cours de cette première phase commence à remettre en cause le « monolithisme » des élites de la transition, et prépare le terrain de l'affirmation du populisme comme idéologie dominante. À la différence du discours protestataire, le discours identitaire est peu présent au niveau politique, mais progresse surtout au niveau médiatique. Il deviendra un discours politique à partir de 2005.

Chapitre 2: La montée des populismes

La deuxième phase d'affirmation du discours populiste se caractérise par sa mutation en discours hégémonique : les schèmes populistes se transforment en une idéologie dominante. Cette phase est déterminée par plusieurs facteurs : l'augmentation du nombre des acteurs politiques qui adoptent cette idéologie, l'intensité des énoncés populistes dans le discours des leaders qui lancent leur carrière au cours de cette période, la large diffusion du discours populiste dans le reste du champ partisan, ainsi que l'augmentation de son impact politique.

Au cours de cette deuxième phase, le type des leaders qui adoptent ce discours diffère également : Il est mobilisé par des acteurs qui s'imposent sur la base d'un *leadership* autoritaire ; Volen Siderov (qui fait sa percée dans la vie politique à partir de 2005) sur la base d'un éthos « de rupture » et Boyko Borissov (qui est présent sur la scène politique à partir de l'année 2005) en constituant un éthos de « héros ».

Cette deuxième phase est aussi caractérisée par la mutation de la structure et du contenu du discours populiste. Au cours de cette période, l'ensemble des acteurs produisent un discours de rejet centré sur l'image de l'ennemi. Au cours de la période 2005-2013, on observe aussi un discours protestataire, mais aussi de plus en plus imprégné par des enjeux identitaires.

Nous aborderons dans un premier temps l'intensité forte, l'impact politique stable et la dimension de rejet du discours populiste (**Section 1**) ; puis nous examinerons sa nature protestataire mais aussi de plus en plus identitaire (**Section 2**).

Section 1 : Un discours de rejet d'impact fort

§ 1 Un discours à forte intensité de support élevé

Au cours de cette deuxième phase d'ancrage des populismes qui s'ouvre à partir de l'année 2005, le discours populiste gagne rapidement du terrain avant d'envahir l'ensemble de l'échiquier politique (I) ; On observe aussi le renforcement significatif de son poids électoral (II).

I Un populisme à forte intensité

Au cours de cette seconde phase, on observe une augmentation du nombre d'acteurs qui le mobilisent, ainsi qu'une intensification du nombre des énoncés populistes dans leur discours. Il s'agit aussi d'un discours qui n'est pas localisé aux périodes électorales et se diffuse largement sur le reste de l'échiquier politique.

À partir des élections législatives de juin 2005 et des élections présidentielles d'octobre 2006, on observe une intensification des populismes. En dépit de leur nature différente, ces deux campagnes s'inscrivent dans un même cycle politique marqué par une forte augmentation du nombre des acteurs populistes ainsi que par une reprise des idées populistes par d'autres acteurs politiques reprennent les schèmes populistes. Lors des élections législatives de 2005, on observe notamment la percée d'acteurs politiques tels que Volen Siderov (lorsque l'ATAKA arrive au Parlement) ainsi que Boyko Borissov (qui se présente pour la première fois aux élections législatives en tant que candidat inscrit sur la liste du NDSV). Aux élections de 2006, on observe même l'émergence d'un acteur populiste aux deuxième tour du scrutin : Volen Siderov.

L'envahissement du champ partisan par ce type de discours s'intensifie aussi d'une campagne électorale à l'autre. À la différence des campagnes électorales de

2005 et 2006, à l'origine de la radicalisation des populismes par l'apparition de nouveaux acteurs populistes, le trait marquant des élections européennes et législatives du 7 juin et du 5 juillet 2009 est la reconfiguration et la diffusion massive des schèmes populistes dans le reste du champ partisan. À l'issue de ces deux consultations électorales, on observe aussi un renouvellement des partis populistes : le GERB parvient à opérer sa percée au sein du Parlement en constituant un gouvernement ; l'ATAKA confirme sa présence au sein du Parlement pour la seconde fois ; parallèlement, le NDSV, à l'origine de la dérive protestataire de 2001, perd sa représentation parlementaire au niveau national.

Au cours des élections législatives anticipées du 12 mai 2013, ce type de discours progresse plus encore. Par-delà de sa persistance chez certains acteurs comme Siderov et Borissov, les schèmes populistes sont repris par des acteurs politiques nouveaux qui cherchent à s'inscrire au sein du système des partis tel Le Front national de Sauvetage de la Bulgarie (NFSB), qui ne parvient pas à faire son entrée au sein du Parlement à l'issue de cette consultation électorale. Pourtant il prépare le terrain pour sa percée au sein du Parlement aux élections législatives anticipées de 2014.

L'augmentation de l'intensité des populismes dans le champ partisan est déterminé aussi par l'ascension de Volen Siderov et de Boyko Borissov qui mobilisent un nombre plus élevé d'énoncés populistes dans leurs discours que les acteurs politiques de la phase précédente.

Siderov est l'acteur politique chez qui l'on retrouve l'intensité populiste la plus élevée par rapport aux quatre cas étudiés. Les énoncés populistes recensés dans le discours de Siderov s'élèvent au nombre de 25 au cours des élections législatives de 2005, 61 au cours des élections présidentielles de 2006, 44 au cours des élections législatives de 2009, 41 au cours des élections de 2013. Ils atteignent leur proportion la plus élevée et constituent plus de la moitié de son discours lorsqu'il fait son entrée dans la vie politique aux élections législatives de 2005 – 20 000 signes sur une longueur totale de 35 000 signes de texte étudié (57%). Par la suite, le populisme constitue 20 000 sur 60 000 signes en 2006 (33 %) de son discours

aux élections présidentielles de 2006, 29 691 sur 67 000 signes en 2009 (44 %) aux élections législatives de 2009 et 18 000 sur 41 000 signes (44%) aux élections législatives de 2013.

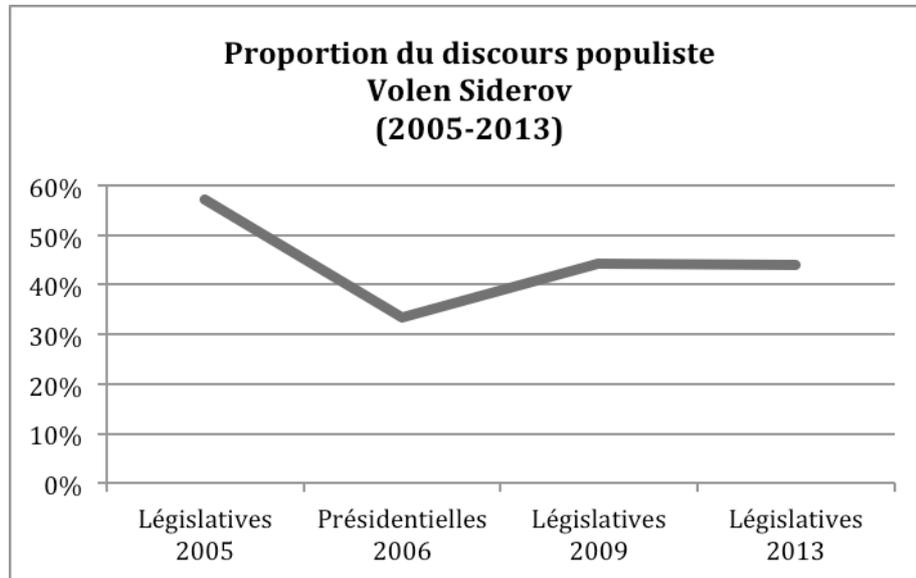


Figure 22 Proportion du discours populiste chez Volen Siderov (2005-2013)

Borissov mobilise un nombre d'énoncés populistes plus bas que le leader d'ATAKA. Les énoncés populistes recensés s'élèvent au nombre de 8 (élections législatives de 2005), 34 (élections législatives de 2009) et 29 (élections législatives de 2013). Pourtant leur taux relatif par rapport à son discours politique général dépasse à certaines reprises même la proportion relative des énoncés populistes chez Siderov. Le populisme représente 2561 signes sur un texte total de 14 000 signes étudiés (18 %) de son discours aux élections législatives de 2005 lorsqu'il se présente en tant que candidat du NDSV ; il atteint 15 584 sur 21 000 signes (74%) de son discours aux élections législatives de 2009 lorsqu'un parti politique a déjà été formé autour de sa figure (le GERB). Il conserve un taux relativement élevé de populisme dans son discours aussi dans le cadre des élections de 2013, lorsqu'il vient de démissionner du poste de Premier Ministre en raison de la pression populaire importante 14 054 sur 23 000 signes (61%).

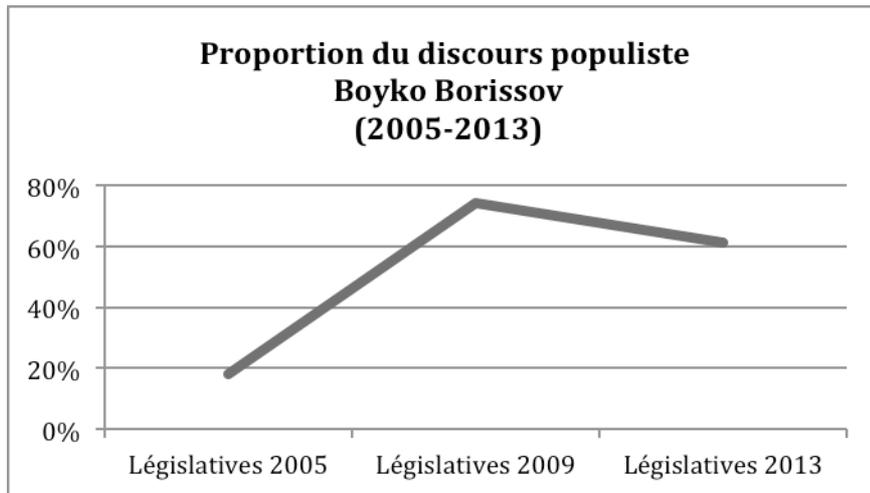
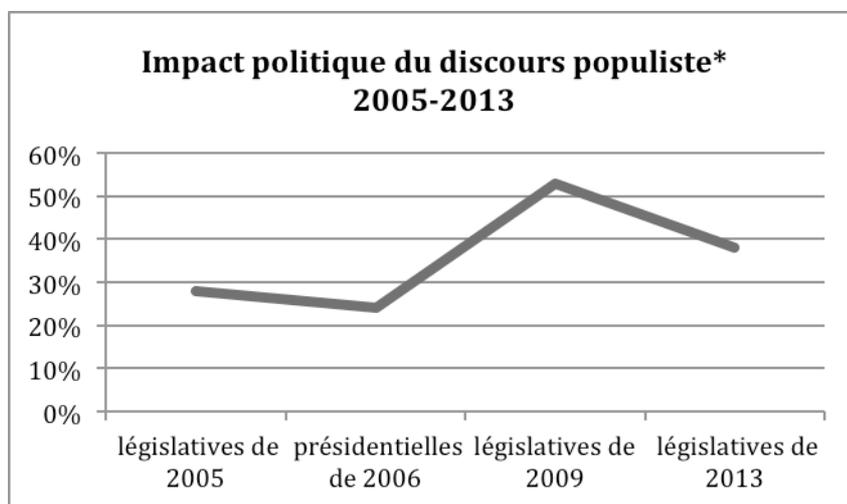


Figure 23 Proportion du discours populiste chez Boyko Borissov (2005-2013)

II Un soutien élevé

L'augmentation du nombre des acteurs politiques mobilisant un discours populiste coïncide aussi avec l'augmentation du soutien électoral dont ils bénéficient : Ceci démontre une augmentation de l'impact politique de ce type de discours dans cette seconde phase. Les acteurs mobilisant un discours populiste sont soutenus constamment par au moins 25% des électeurs. A certaines reprises, le soutien cumulatif au profit des acteurs populistes atteint même plus que 50% des suffrages.



*Calculé à la base du poids électoral cumulatif des acteurs mobilisant un discours populiste comme une idéologie centrale.

Figure 24 Impact politique du discours populiste (2005-2013)

Lors des élections législatives de 2005, le soutien des partis dont les leaders mobilisent un discours populiste s'élève à 28 % des suffrages : dans le cadre de ces élections, le NDSV parvient à attirer 19,88 % des votes ; à l'issue de ces mêmes élections, l'ATAKA parvient à faire aussi sa percée au sein du Parlement en attirant le vote de 8,14 % des électeurs. Cette même tendance à un impact politique fort du discours populiste se manifeste aussi au cours des élections présidentielles de 2006 : Volen Siderov parvient à attirer 21,48 % des suffrages au premier tour du vote, ce qui lui assure une participation au deuxième tour face au président sortant Georgi Parvanov ; au deuxième tour du vote, le soutien électoral atteint même 24 % des suffrages exprimés.

La tendance au renforcement du vote au profit des acteurs populistes se confirme lors des élections législatives de 2009 : plus de la moitié des votes exprimés sont attirés par les partis mobilisant ce type de discours ; leur poids électoral cumulatif s'élève à 53 % de la totalité des suffrages. Le GERB, qui fait son entrée au sein du Parlement à l'issue de cette campagne, attire quant à lui

39,72 % des suffrages. L'ATAKA, qui confirme sa présence au sein du Parlement pour la seconde fois, parvient à attirer 9,36 % des votes. L'augmentation de l'impact politique du discours populiste se manifeste aussi à travers l'arrivée au Parlement du petit parti Ordre Loi et Justice présidé par Yané Yanev, qui ne fait pas l'objet d'une étude spécifique au sein de notre recherche en raison de l'éclatement rapide de son groupe parlementaire : pourtant, son cas est représentatif du renforcement de l'impact du discours populiste, car à l'issue de ces élections il attire 4,13 % des suffrages sur la base d'un discours de cette nature.

Les élections de 2013 sont aussi marquées par un soutien significatif aux acteurs politiques mobilisant un discours qui s'inscrit dans ce même registre, puisque ces derniers mobilisent au total, 38 % des suffrages. Même en étant le parti sortant, le GERB parvient à attirer 30,5 % des suffrages, tandis que l'ATAKA est supporté par 7,29 % d'électeurs.

§ 2 Un discours de rejet

Le discours populiste de cette deuxième phase change aussi de structure. Les deux acteurs politiques principaux qui l'utilisent se focalisent sur l'image des ennemis populaires en mobilisant une rhétorique du rejet. Il s'agit là d'une différence notable par rapport au discours des acteurs de la première phase d'affirmation des populismes.

I Le cas de Volen Siderov

Dans le discours de Volen Siderov, on retrouve une prédominance constante des énoncés portant sur l'image des ennemis. C'est une caractéristique stable de sa rhétorique présente dans l'ensemble des campagnes étudiées. Chez lui, les énoncés négationnistes atteignent le plus haut niveau, même vis-à-vis d'autres acteurs qui se focalisent également sur cette composante, comme Ganchev et Borissov.

Dans le cadre de la campagne pour les élections présidentielles de 2006 le discours de Siderov est marqué par une focalisation sur l'image de l'ennemi. Cette sous-catégorie représente 69% de la totalité des énoncés populistes retrouvés (48

sur 61) : 26 % (16 sur 41) sont consacrés à l'image du peuple, et 5% (3 sur 61) à la vision de l'avenir.

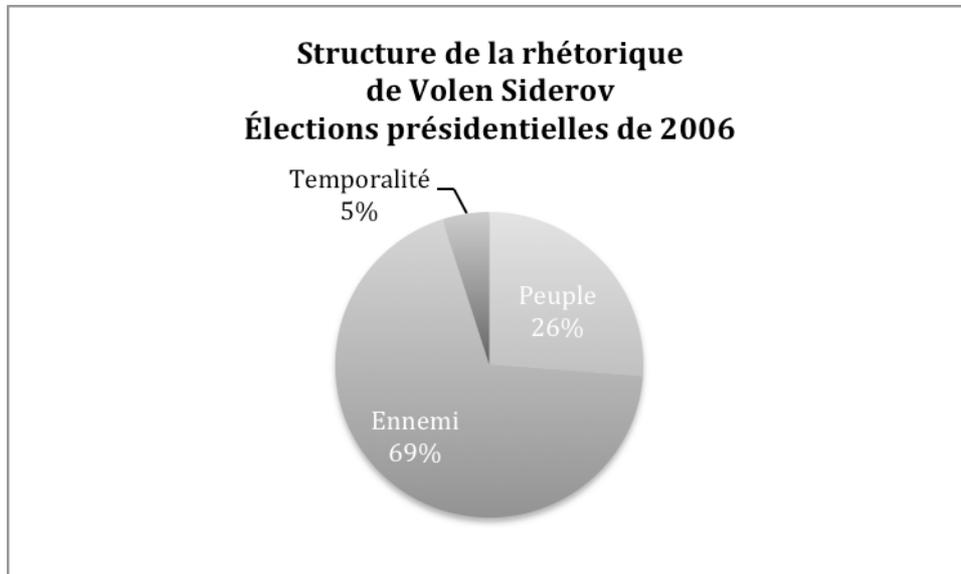


Figure 25 Structure de la rhétorique de Volen Siderov, élections présidentielles de 2006

Lors des élections législatives de 2009, Volen Siderov fait de nouveau une campagne centrée sur un discours de rejet : 75 % des énoncés recensés construisent l'image de l'ennemi (33 sur 41 énoncés identifiés). La deuxième caractéristique de son discours est la construction de l'image du peuple qui constitue 25% des énoncés (11 sur 41 énoncés recensés), tandis que sa vision de l'avenir n'est pas présente dans son discours de campagne.

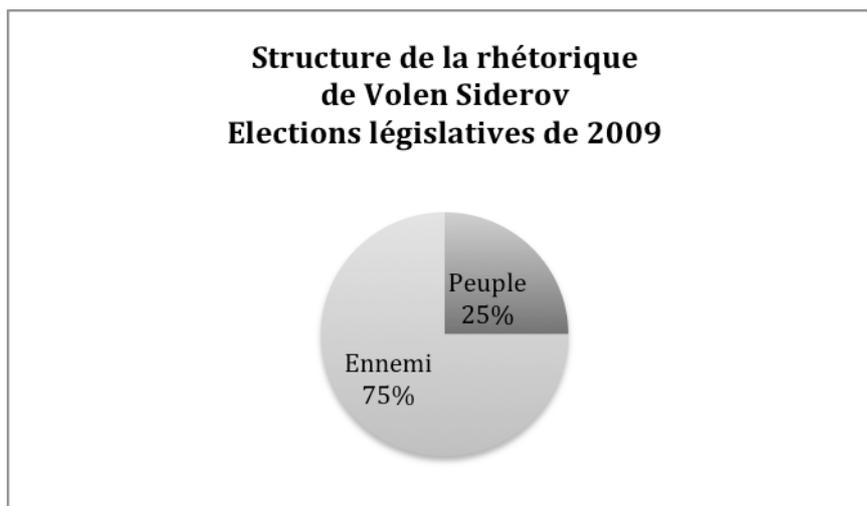


Figure 26 Structure de la rhétorique de Volen Siderov, élections législatives de 2009

Le populisme de rejet est également dominant dans son discours au cours de la campagne des élections législatives de 2013 : il représente 51% des énoncés recensés (21 sur 41). La construction de l'image du peuple fait également partie intégrante de son discours (42%, soit 17 sur 41). Seuls 7% des énoncés retrouvés (3 sur 41) sont consacrés à la construction de l'image de l'avenir.

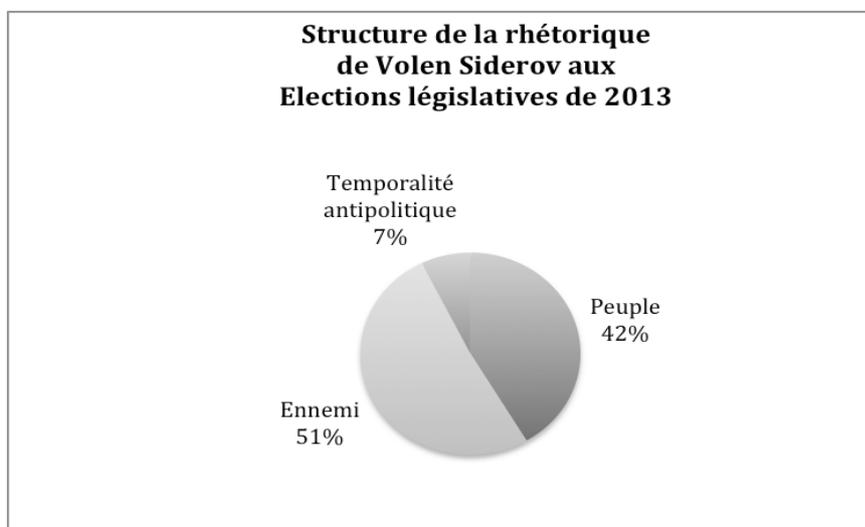


Figure 27 Structure de la rhétorique de Volen Siderov, élections législatives 2013

La récurrence de la dénonciation des ennemis du peuple dans le discours de Siderov peut être démontrée à travers une multitude d'exemples. Tous ont pour point commun une dimension de rejet qui met l'accent sur le dévoilement de

l'action des ennemis plutôt que sur une survalorisation du peuple ou sur des propositions d'actions concrètes. L'image des ennemis du peuple décrite par Siderov est développée à travers des énoncés comme, par exemple, son propos du 22 mai 2009 :

« Quand nous disons « à bas le DPS ! », nous disons « à bas ce parti anticonstitutionnel ! » puisque c'est un parti anti-bulgare. Quand nous disons « à bas le DPS ! », nous disons « à bas les vols commis par ce parti ! ». Quand nous disons « à bas le DPS ! », nous disons « à bas l'abattage des forêts bulgares ! ». Quand nous disons « à bas le DPS ! », nous disons « à bas l'humiliation du peuple bulgare par Ahmed Dogan qui se moque de nous avec ses yachts et nous dit comment il nous gouvernera encore une fois ! ». Non, on ne le laissera pas faire cela cette fois. Quand nous disons « à bas le DPS ! », nous disons « à bas tout le chagrin accumulé par le peuple bulgare ! » et en même temps nous disons « vive la Bulgarie ! » puisque « à bas le DPS ! » signifie « vive l'intérêt national bulgare ! », et puisque « non à la Turquie dans l'Union Européenne ! » signifie prospérité et longue vie au peuple bulgare. »⁵³⁶

Cette même dénonciation des ennemis populaires est aussi développée à travers des formulations comme celle du 26 juin 2009 : *« Il y a déjà plusieurs années qu'Ahmed Dogan se comporte ouvertement comme un patron de la mafia. Il affiche ce comportement avec beaucoup d'insolence »*.⁵³⁷ Il réitère lors de son allocution du 2 octobre 2006 : *« Les politiciens d'aujourd'hui font partie de la même mafia et l'ATAKA a déjà commencé à couper les nœuds de la mafia. Je peux être arrêté par une simple balle mais la vague populaire, elle, ne peut être arrêtée. »*⁵³⁸

La seconde sous-catégorie populiste du point de vue de la fréquence des énoncés retrouvés dans le discours de Siderov concerne l'image du peuple. Ces

⁵³⁶ Volen Siderov : « À bas le DPS ! » signifie « vive l'intérêt national bulgare ! ; « « Dolu DPS » oznachava da jivee bulgarskiat nacionalen interes », 22 mai 2009, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=3940&Itemid=91, consulté le 11 septembre 2014.

⁵³⁷ Volen Siderov : « Les partis bulgares doivent promettre qu'ils ne vont pas faire des coalitions avec le mafieux Dogan » ; « Bulgarskite partii da obeshtaiat che niama da se koalirat s mafiotia Dogan », 26 juin 2009, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=4285&Itemid=74, consulté le 11 septembre 2014.

⁵³⁸ ATAKA (2006, 2 octobre). Volen Siderov a dit à Tarnovo et à Gorna Oriahovitza : « Tant que les gens de la mafia sont contre moi, j'ai raison » ; « V Tarnovo i Gorna Oriahovitza Volen Siderov obiavi: « Shtom mafiotite sa sreshtu men znachi sam prav » ».

discours décrivent ses qualités extraordinaires ou bien ses conditions de vie difficiles. À titre d'exemple, citons un discours formulé lors des élections européennes de 2009 :

« Beaucoup de journalistes et commentateurs expliquent que les campagnes vont se dérouler de manière positive. Que signifie « positive » quand le peuple est opprimé comme il l'était pendant la domination turque ? Que signifie « positive » quand plus de deux millions de Bulgares vivent dans des conditions très difficiles ? Que signifie « positive » pour nos compatriotes de Kardzhali, Razgrad, Shumen, Silistra, Sliven et Batak où tu ne peux pas t'acheter du pain si tu ne parles pas turc ? »⁵³⁹

D'autres exemples de même nature de la rhétorique de Siderov peuvent être cités : Ils invoquent tous des appels au peuple au - delà d'un contenu différent. Citons par exemple des énoncés comme celui formulé au cours de la campagne électorale pour les élections législatives de juillet 2009:

« ATAKA est contre l'injustice qui fait qu'un travailleur turc est payé 2400 leva par mois alors que le professeur bulgare reçoit à peine 600 leva par mois. ATAKA est contre la pratique de la langue turque dans les institutions. Les actualités à la télévision nationale en langue turque doivent aussi disparaître. »⁵⁴⁰

L'image de l'avenir, qui demeure la composante la moins présente dans le discours de Siderov, est développée à travers des énoncés-type comme par exemple celui qu'il formule le 23 juin 2009:

« Ce n'est pas du revanchisme. Ce que nous revendiquons, la plupart des Bulgares le souhaitent. Ils ne veulent pas seulement une révision du jugement, ils veulent aussi que les coupables prennent leurs responsabilités. Il n'est pas acceptable de voler la Bulgarie et de faire des dégâts pour plusieurs millions et milliards de dollars sans que nul ne soit tenu pour responsable. Dans les lois actuelles, certains textes prévoient des sanctions en cas de mauvaise gestion de la propriété publique. »⁵⁴¹.

⁵³⁹ « À bas le DPS ! » signifie « vive l'intérêt national bulgare ! », op.cit

⁵⁴⁰ Volen Siderov : « ATAKA va doubler les pensions en privant les oligarques de leurs biens » ; « Volen Siderov: « ATAKA shte udvoi pensiieto kato otneme imushtestvoto na ologatsite » », 20 juin 2009, http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=4195&Itemid=74, consulté le 11 septembre 2014.

⁵⁴¹ Volen Siderov : « L'ATAKA va rendre les entreprises rentables dans des mains bulgares » ; « Volen Siderov : « ATAKA shte varne pechelivshite predpriatia v bulgarski

II Le cas de Boyko Borisov

Cette tendance à l'orientation du discours populiste vers la constitution de l'image de l'ennemi au cours de cette seconde phase se confirme à travers l'étude du discours de Boyko Borissov, au cours de l'ensemble des campagnes électorales étudiées.

Durant les élections législatives de 2005, Borissov se présente en tête de liste du NDSV dans deux régions (Blagoevgrad et Plovdiv) et n'a pas encore fondé son propre parti politique. Dans le cadre de cette campagne, il met l'accent surtout sur l'image de l'ennemi : 87% (7 énoncés sur 8) constituent l'image de l'ennemi et 13% (1 sur 8) sont consacrés à la construction de la temporalité antipolitique. La construction de l'image du peuple n'est pas explicitement présente.

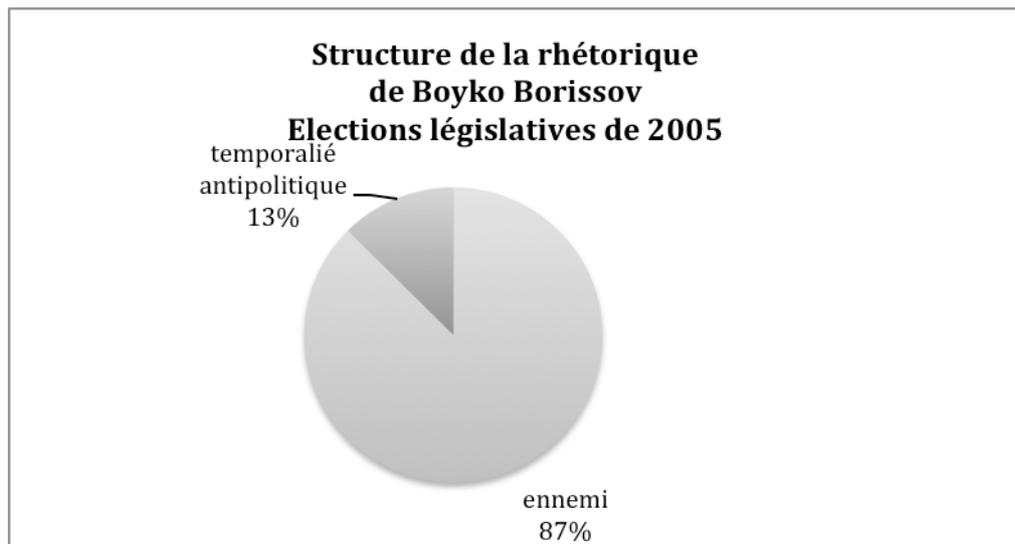


Figure 28 Structure de la rhétorique de Boyko Borissov, élections législatives 2005

Durant les élections législatives de 2009, Borissov avance un discours de rejet : 62% des énoncés (21 sur 34) sont consacrés à la construction de l'image de l'ennemi ; 20% des énoncés (7 sur 34) sont consacrés à la construction de sa vision d'avenir ; tandis que 18% (6 sur 34) sont consacrés à l'image du peuple. En dépit de la focalisation générale sur l'image de l'ennemi, on note, dans le cadre de cette

campagne, un nombre d'énoncés futuristes plus élevé par rapport aux élections législatives de 2005 et de 2013, ce qui peut s'expliquer notamment par le fait qu'à l'issue de ce scrutin le GERB fait son entrée au Parlement en tant que première force politique.

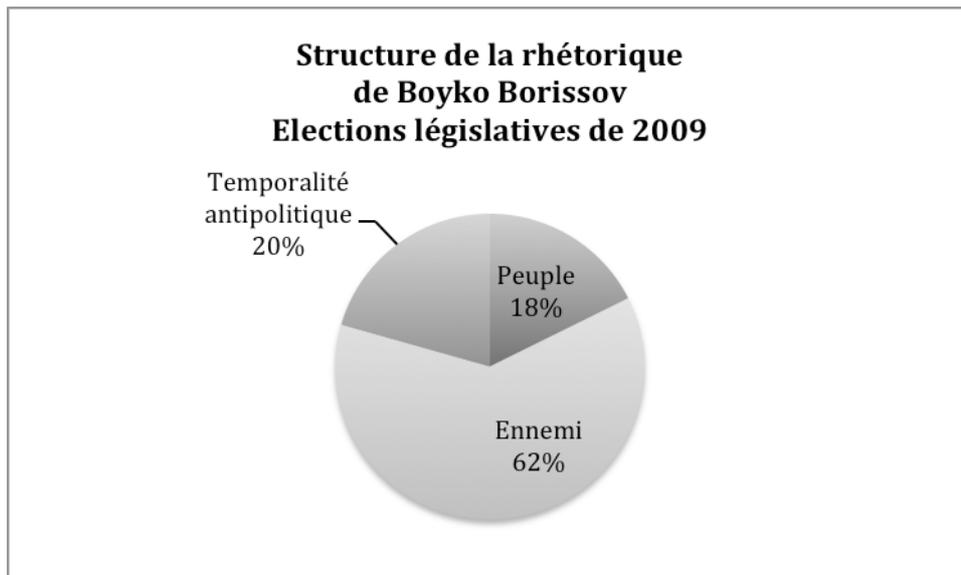


Figure 29 Structure de la rhétorique de Boyko Borisov, élections législatives 2009

Durant les élections législatives de 2013, Borissov ne modifie pas la structure de son discours. Dans le cadre de cette campagne, aussi bien que dans celui de la campagne précédente, il mobilise un discours dominé par une sous-catégorie populiste : la construction de l'image de l'ennemi 59 % (17 sur 29). La construction de l'image du peuple est, quant à elle, présente dans 41% des énoncés (12 sur 29). La différence entre la campagne électorale de 2009 (lorsque son parti fait son entrée au Parlement) et celle de 2013 (année durant laquelle son parti se porte candidat pour une réélection après avoir été chassé du pouvoir) réside dans la disparition de la perspective futuriste, puisqu'aucune référence ne correspond à cette catégorie.

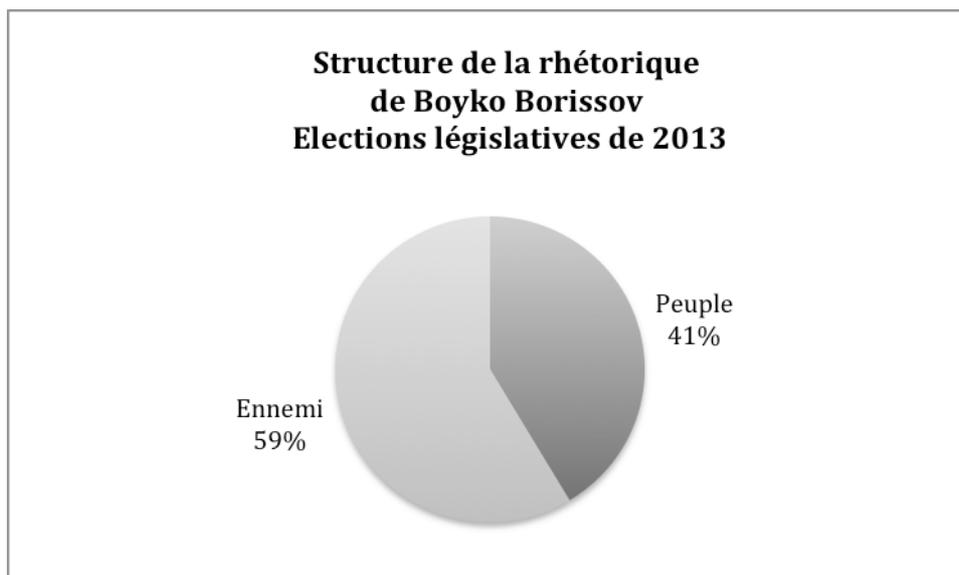


Figure 30 Structure de la rhétorique de Boyko Borissov, élections législatives 2013

À titre d'exemple, citons les propos de Borissov centrés sur l'image des ennemis qu'il exprime le 9 juin 2005 en mobilisant une représentation déjà présente dans l'imaginaire collectif basée sur le mythe de l'argent volé par la *Nomenklatura* communiste juste après la chute du régime :

*« La Nomenklatura communiste a exporté l'argent du peuple, a laissé les gens sans pensions, et si l'on permet aujourd'hui leur retour au pouvoir ce sera extrêmement injuste. Extrêmement injuste. »*⁵⁴²

L'image du peuple n'est pas très développée dans le discours de Borissov : elle y figure dans des énoncés à travers lesquels il lui attribue des fonctions qui sont généralement conférées aux partis politiques. Par exemple, il présente le peuple comme décisionnaire dans le cadre des nominations au sein du gouvernement : *« Les résultats nous donneront des informations sur ce que veulent les gens, ce sont eux qui détermineront qui mérite quel poste et non des souhaits individuels »*.⁵⁴³

⁵⁴² Novinar (2005, 9 juin). Général Boyko Borissov : « Je ne dirai jamais un mot négatif sur mes adversaires » ; « General Boyko Borissov: «Ne ochakvaite ot men da kaja losha дума за оponentite си » ».

⁵⁴³ Boyko Borissov : « L'idée de faire une coalition n'existe pas pour nous » ; Boyko Borissov : « Temata koalicia за нас не sashtestvuva », 23 juin 2009 disponible sur : <http://gerb2009.blog.bg/politika/2009/06/24/boiko-borisov-temata-koaliciia-za-nas-ne-syshtestvuva.353374>, consulté le 11 septembre 2014.

Au cours de cette seconde phase, le discours populiste s'intensifie, augmente son impact politique et se focalise sur le ressentiment: On observe l'augmentation du nombre d'acteurs politiques qui utilisent un tel discours et qui en font usage de manière plus intense ; la structure de ce discours évolue vers une utilisation majoritaire d'énoncés consacrés à l'image des ennemis ; et, il attire le soutien constant d'un nombre de plus en plus important d'électeurs.

Section 2 : Un populisme protestataire - identitaire

Au cours de cette seconde phase, le contenu du discours évolue : l'antiélitisme demeure toujours le pilier de la contestation. Toutefois, la thématique identitaire est d'avantage présente, bien qu'à un degré différent dans les discours de Siderov et Borissov. On constate également une radicalisation des deux variétés populistes : le discours populiste commence à dénoncer un groupe beaucoup plus vaste d'ennemis populaires ; on observe pour la première fois l'émergence de propositions relatives à des questions soulevées par le populisme identitaire au niveau de la vision d'avenir (notamment dans le cas de Siderov).

Les deux variétés populistes sont reprises par le reste de l'échiquier politique : le populisme protestataire est repris par l'ensemble des acteurs politiques de droite et de gauche, tandis que le populisme identitaire est adopté surtout par les acteurs de droite.

Nous aborderons dans un premier temps la proportion des deux dimensions populistes dans le discours des leaders (§ 1); puis nous nous focaliserons sur la structure du populisme protestataire (§ 2) et identitaire (§ 3).

§ 1 La répartition des variétés protestataire et identitaire

La répartition des populismes protestataire et identitaire est inégale. L'intensification du type identitaire constitue un trait caractéristique de cette seconde phase : il forme la majorité des énoncés consacrés à la construction de l'opposition peuple/ennemis chez Siderov et s'inscrit même dans la vision d'avenir

développée (I). Borissov, quant à lui, développe un discours principalement protestataire avec des éléments identitaires relativement rares (II).

I Le populisme identitaire comme discours dominant

Dans le discours de Siderov, les énoncés identitaires constituent plus de 50 % des énoncés consacrés à l'opposition peuple/ennemis. On retrouve également des énoncés de type identitaire dans la vision de l'avenir développée par cet acteur, ce qui le distingue des autres leaders faisant appel à ce registre populiste (Ganchev et Borissov). Ils opposent le peuple aux ennemis identitaires, sans pourtant aller vers des promesses d'avenir s'inscrivant dans cette logique.

Dans le cadre de la campagne électorale pour les élections présidentielles de 2006, au total 54 % des énoncés (30 sur 56) consacrés à l'opposition peuple/ennemis retrouvés dans le discours du leader d'ATAKA sont de type identitaire, tandis que 46 % (26 sur 56) sont de type protestataire.



Figure 31 Taux de populisme protestataire et identitaire chez Volen Siderov, élections présidentielles de 2006

La même tendance se confirme aussi au fil de la campagne pour les élections européennes de 2009 : le populisme identitaire constitue 57% des exemples (soit 13 sur 23) représentant l'image du peuple et de ses ennemis, tandis que 43% des énoncés (soit 10 sur 23) sont de type protestataire.

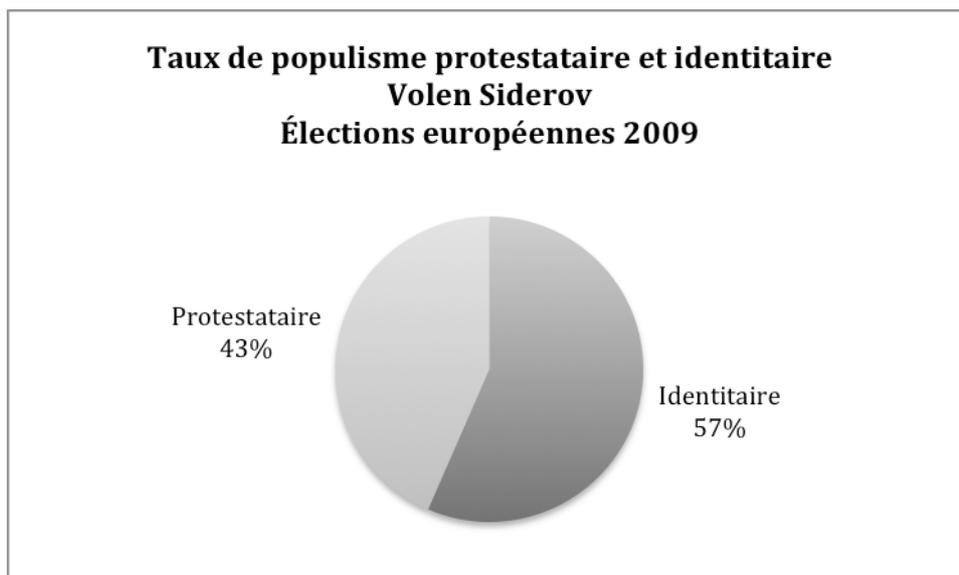


Figure 32 Taux de populisme protestataire et identitaire chez Volen Siderov, élections européennes de 2009

Lors des élections législatives de 2009, les énoncés identitaires représentent de nouveau la partie majoritaire des énoncés consacrés à l'opposition peuple/ennemis, 67% (31 énoncés sur 46) ; tandis que 33% (15 sur 46) sont de type protestataire.



Figure 33 Taux de populisme protestataire et identitaire chez Volen Siderov, élections législatives de 2009

Le discours de Volen Siderov lors des élections législatives de 2013 est de nouveau dominé par des messages identitaires : 60% des énoncés (soit 18 sur 31)

consacrés à l'opposition peuple/ennemis sont de type identitaire ; les énoncés de type protestataire ne représentent que 40% des énoncés identifiés (13 sur 31).

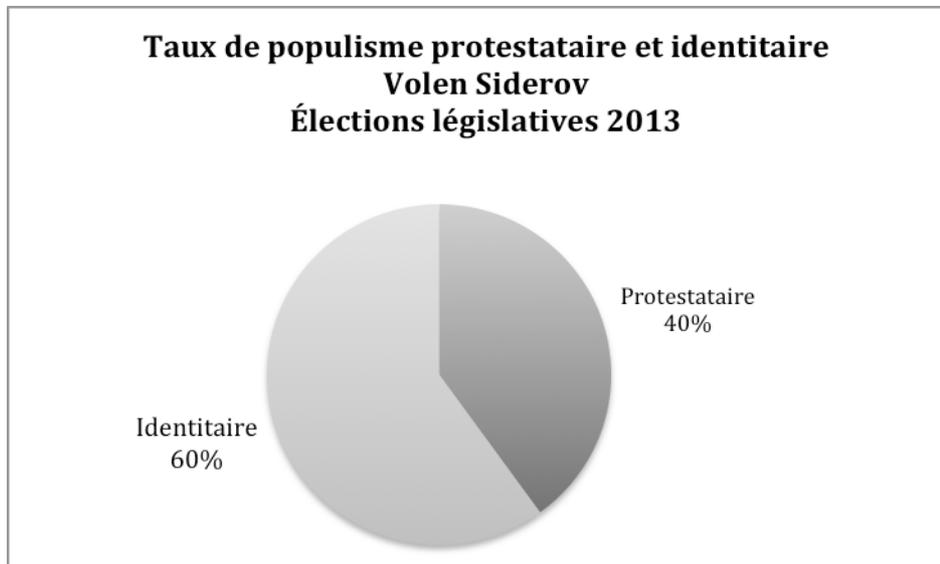


Figure 34 Taux de populisme protestataire et identitaire chez Volen Siderov, élections législatives de 2013

Sur cette base, on constate une tendance stable à la domination des énoncés identitaires dans le discours du leader d'ATAKA sur une longue période.

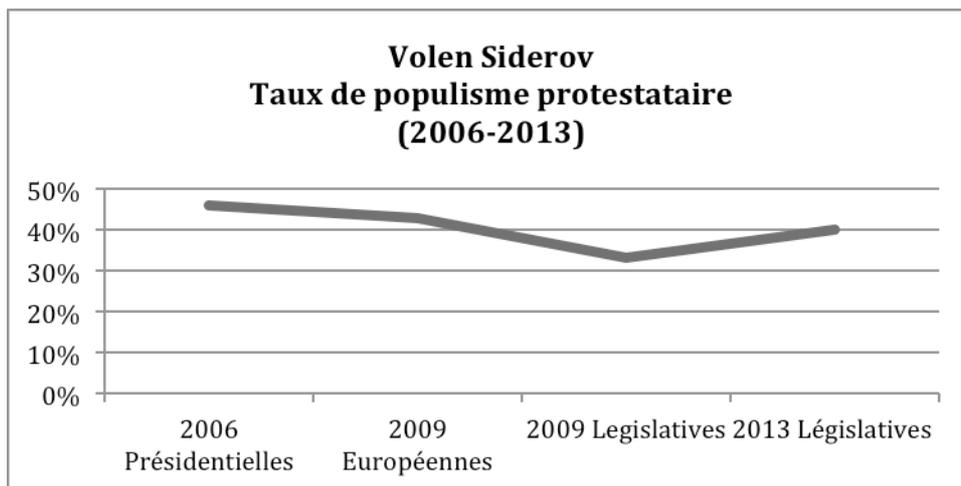


Figure 35 Taux de populisme protestataire dans le discours de Volen Siderov (2006-2013)

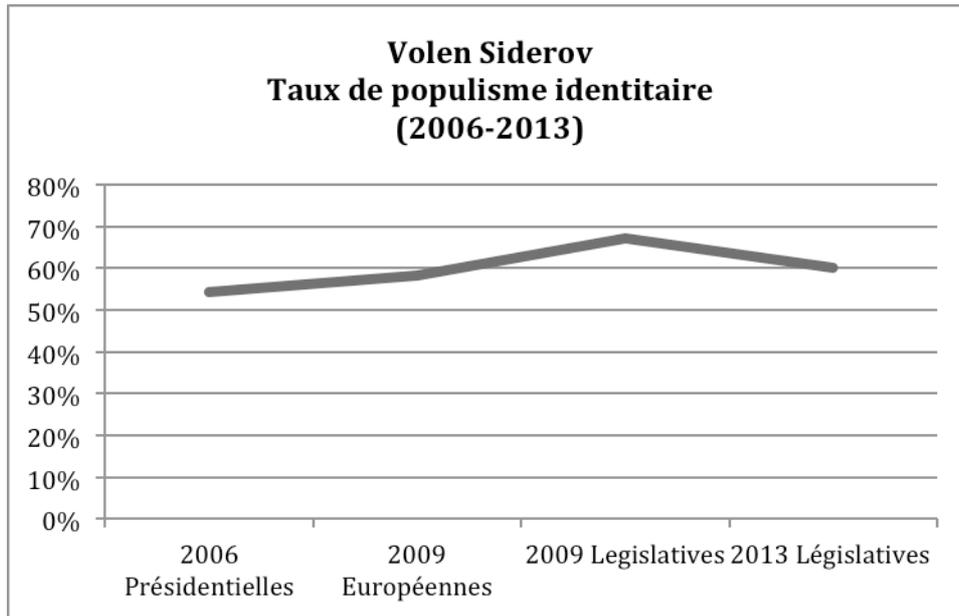


Figure 36 Taux de populisme identitaire dans le discours de Volen Siderov (2006-2013)

Ces données démontrent que, dans le discours de Siderov, les exemples qui opposent le peuple *ethnos* et *nation* aux groupes de minorités et aux forces étrangères sont plus nombreuses. Il s'agit d'énoncés tels que :

*« Enfin les Bulgares seront représentés au Parlement. Là, il n'y aura pas uniquement des pédés, des Tziganes, des Turques, des étrangers et toutes sortes d'autres gens, mais uniquement des Bulgares qui vont défendre l'honneur et la dignité des Bulgares. »*⁵⁴⁴

Les énoncés consacrés à l'opposition entre les élites et le peuple *demos* et *classe* peuvent être illustrés par cet extrait d'un discours prononcé dans le cadre de la campagne pour les élections législatives de 2009 :

*« Il n'est pas acceptable qu'il y ait une différence entre les riches et les pauvres de 10-15 fois. La Bulgarie maintenant ressemble à un pays d'Amérique Latine composé d'un petit groupe de gens super riches et d'une grande masse de gens qui vivent dans la misère. »*⁵⁴⁵

⁵⁴⁴ Discours de Volen Siderov dans le cadre du meeting de campagne dans la ville de Bourgas le 22 juin 2005, extrait disponible sur : http://www.bgpatriot.com/resources/Siderov_Isk_Omraza.pdf, consulté le 12 septembre 2014.

⁵⁴⁵ Volen Siderov : « L'ATAKA est prête à devenir constructive » ; « Volen Siderov : « ATAKA e gotova da bade konstruktivna » », 24 juin 2009, disponible sur :

Le rôle primordial du discours identitaire chez Siderov est illustré aussi par les propositions identitaires qu'il formule dans sa vision de l'avenir : ce sont des promesses dangereuses pour les droits politiques et culturels des minorités ethniques et religieuses. Il utilise la technique du « bouc émissaire » en faisant croire que la seule élimination de l'impact des minorités va assurer la transformation profonde de la société bulgare. Ainsi, il affirme que « chasser le DPS du pouvoir » est un souhait au peuple bulgare, le 23 mai 2009 : « *Je souhaite que Dogan et le DPS ne trouvent pas de place dans la vie politique en Bulgarie* »⁵⁴⁶. Il présente la criminalité rom comme le « problème numéro 1 » de la société. Ainsi, le 12 décembre 2011 il affirme que « *Nos principes sont de mettre fin à la criminalité tzigane, qui, ces derniers temps, constitue le problème numéro 1 de la Bulgarie* ».⁵⁴⁷

Certes, en dépit du fait que le populisme protestataire ne représente pas la majorité de son discours, l'analyse qualitative des énoncés démontre qu'ils sont plus radicaux que ceux prononcés par les autres acteurs étudiés. Son populisme protestataire n'est pas moins radical que son propos identitaire quoi qu'il ne soit pas majoritaire : il s'agit d'appel aux « purges », de l'usage de métaphores telles que « meute de loups » qui impliquent la mise en place de certaines mesures remettant en cause les principes mêmes de l'État de droit. C'est le cas d'énoncés comme celui qui suit :

« Ivaylo Petrov a écrit un roman intitulé Meute de loups . Chaque chasseur en Bulgarie sait ce que c'est qu'une traque. De la même façon, on doit

http://news.ibox.bg/interview/id_1628136747, consulté le 11 octobre 2014.

⁵⁴⁶ Volen Siderov à Dobritch : « L'opération 'scalpel' contre la tumeur de la 'coalition tripartite' » ; « Volen Siderov v Dobritch : « Opreatzia « scalpel » sreshtu tumora « troina koalitzia » », 23 mai 2009, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=3903&Itemid=74, consulté le 10 octobre 2014.

⁵⁴⁷ Volen Siderov : « Je vais dévoiler les tromperies des gouvernants au Parlement » ; « Volen Siderov : « Shte razoblichavam dalaverite na upravliavashtite v Parlamenta » », 23 décembre 2011, disponible sur : <http://arhiv.vestnikataka.bg/archive.php?broi=&text=В о л е н %20С и д е р о в &fromDate=2011-01-01&toDate=2013-12-31&newsID=100626>, 23, 12, 2011, consulté le 11 octobre 2014.

organiser une traque pour les prédateurs qui nuisent à notre pays. Ils ne sont pas très nombreux, mais il faut de la détermination. »⁵⁴⁸

II Le populisme protestataire comme discours dominant

Borissov est un acteur politique pour qui la composante protestataire représente une proportion dominante : il mobilise des éléments identitaires dans son discours en contribuant pour la montée générale de ce registre au cours de cette seconde phase ; mais à la différence de Siderov, cette dimension demeure peu présente et ne s'inscrit pas dans la vision d'avenir qu'il développe.

Au cours de la campagne pour les élections européennes de 2009, les énoncés populistes retrouvés dans le discours de Borissov sont dominés par un populisme de type protestataire. Il représente 83% (10 énoncés sur 12) consacrés à la présentation du peuple et des ses ennemis.

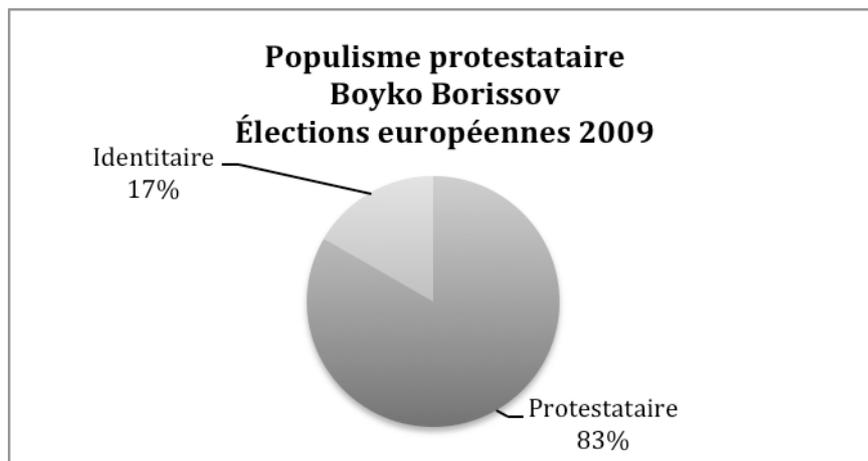


Figure 37 Boyko Borissov, taux de populisme protestataire, élections européennes de 2009

La campagne pour les élections législatives du 5 juillet 2009 s'inscrit dans la continuation logique de la campagne pour les élections européennes du 7 juin 2009. Il s'agit d'un cycle unique et fondateur pour l'implantation du GERB. Dans le cadre de cette campagne, Borissov mobilise aussi un populisme majoritairement

⁵⁴⁸ Volen Siderov : « L'ATAKA va travailler pour le consensus national au sein du parlement suivant » ; « Volen Siderov : « ATAKA shte raboti za nacionalno saglasie v sledvashtia parlament » », 19 juin 2009, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=4192&Itemid=61, visité le 1^{er} septembre 2014.

protestataire : 67 % des énoncés (18 sur 27) à travers lesquels il constitue les images du peuple et de ses ennemis sont de ce type, tandis que 33 % (9 sur 27) sont de type identitaire.

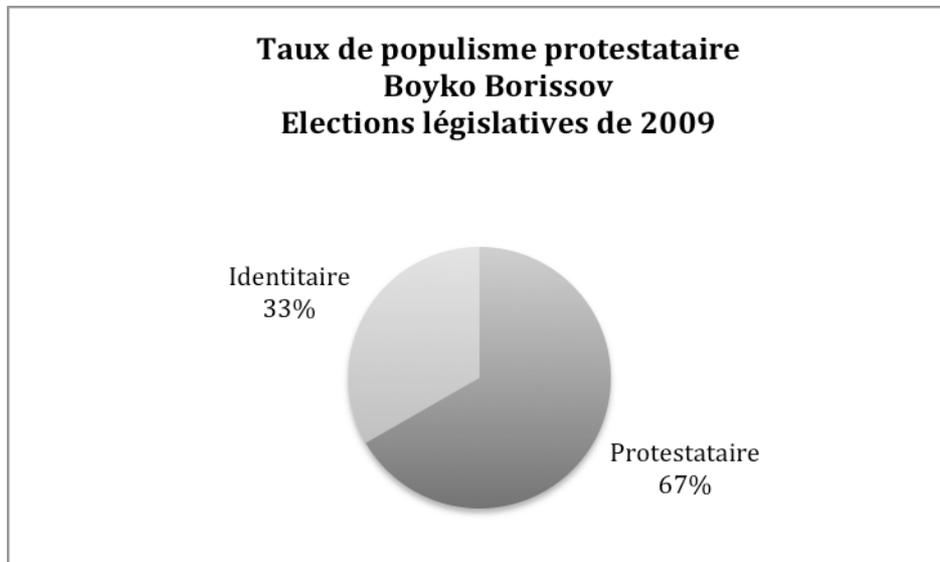


Figure 38 Taux de populisme protestataire, Boyko Borissov, élections législatives de 2009

Le populisme protestataire représente également une majorité dans le discours de Boyko Borissov au cours des élections législatives de 2013. Il représente 71% des énoncés consacrés à l'opposition élites/peuple (20 sur 28).

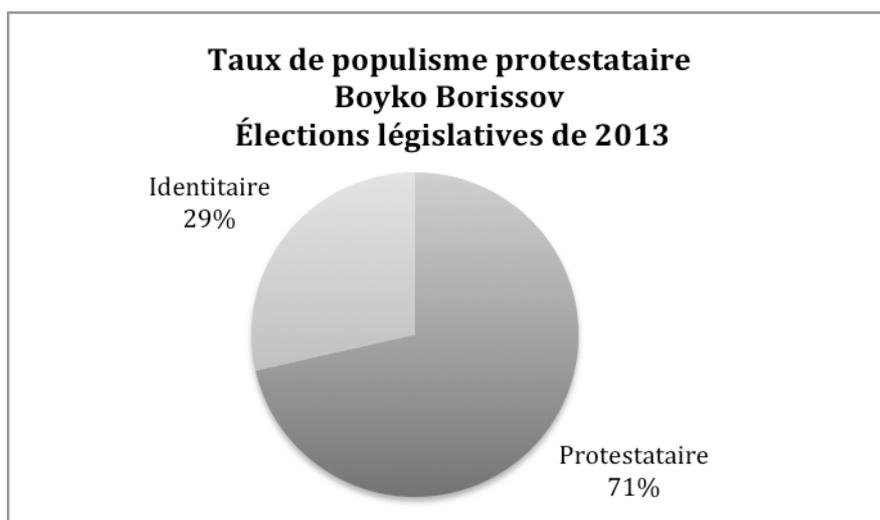


Figure 39 Taux de populisme protestataire, élections législatives de 2013, Boyko Borissov

Une vision globale démontre que cette variété populiste représente plus que 50 % des énoncés consacrés à la construction de l'image du peuple et de ses ennemis dans les campagnes étudiées : 83 % lors des élections européennes de 2009, 67 % lors des élections législatives de 2009, 71 % lors des élections législatives de 2013. La proportion dominante du populisme protestataire dans les campagnes étudiées démontre que pour cet acteur politique aussi il s'agit d'un schème populiste structurel.

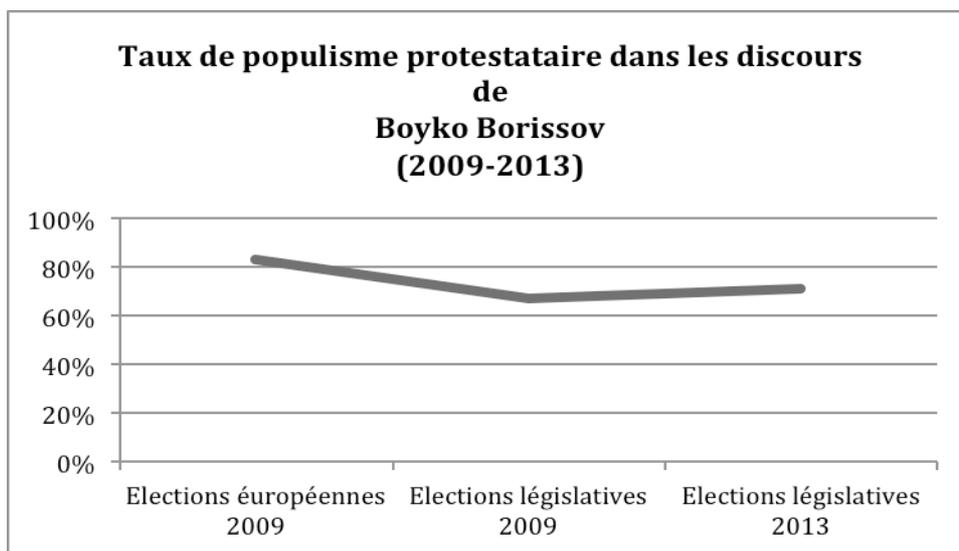


Figure 40 Taux de populisme protestataire dans le discours de Boyko Borissov (2009-2013)

Les énoncés-type que l'on classe dans la catégorie protestataires identifiables dans le discours de Borissov sont des discours comme celui formulé le 23 juin 2009 en réponse au problème d'une éventuelle punition pour les personnes responsables des inégalités issues de la transition :

« En théorie, il y a beaucoup d'options. En pratique, les électeurs veulent que les partis et les gens prennent leurs responsabilités. Personne ne supportera, et je ne parle pas d'ATAKA, un gouvernement auquel on ne participe pas, où il n'a pas de responsabilités. Et on en revient au vieux problème. Pour que l'on puisse faire des réformes, changer le statu quo, faire des changements significatifs, et avant tout, pour qu'il y ait des punitions pour toutes les

affaires de corruption qui nous ont amenées ici, il faut une majorité. Si elle n'arrive pas, il ne reste que des promesses pré-électorales. »⁵⁴⁹

Contrairement à ces derniers, les énoncés construits selon une logique identitaire demeurent relativement rares dans le discours de Borissov, et répondent à des schèmes tel que celui mobilisé le 12 mai 2009. Dans cette allocution, Borissov vise à dévoiler le contrôle caché exercé par le leader du parti de la minorité turque, le DPS, sur le Premier Ministre de l'époque, Sergei Stanishev. Cette remarque souligne un certain pouvoir des Turcs sur l'ensemble du pays : « *Quand Stanishev s'exprime c'est effectivement Dogan qui parle.* »⁵⁵⁰.

§ 2 La radicalisation du populisme protestataire

Le populisme protestataire, qui constitue la dimension structurelle du discours populiste même au cours de cette seconde phase, est marqué par une radicalisation importante.

Cette radicalisation se manifeste surtout à travers le discours de Volen Siderov. Ce dernier énonce une liste d'ennemis populaires (construite selon un principe politique et économique) beaucoup plus longue que celle des discours de Ganchev et Siméon de Saxe Cobourg-Gotha. Ses prises de positions concernant la vision d'avenir relative au populisme protestataire demeurent extrêmes, puisqu'il préconise des purges anti-élite qui remettent en cause les principes de l'État de droit (I).

Chez Borissov, on observe également des postures anti-élite de plus en plus radicalisées. En dépit de cette donnée, son style est relativement plus tempéré que le ton du leader d'ATAKA. Il fonde son populisme sur une approche spécifique que l'on peut désigner sous le nom de « populisme personnalisé », focalisé plutôt

⁵⁴⁹ Boyko Borissov : « L'idée de faire une coalition n'existe pas pour nous » ; « Boyko Borissov : « Temata koalicia za nas ne sashtestvuva », 23 juin 2009 disponible sur : <http://gerb2009.blog.bg/politika/2009/06/24/boiko-borisov-temata-koaliciia-za-nas-ne-syshtestvuva.353374>, consulté le 11 septembre 2014.

⁵⁵⁰ Boyko Borissov : « Je suis devenu leader partisan à cause de Petkov, je vais devenir Premier Ministre à cause de Stanishev » ; « Boyko Borissov : « Petkov me napravi partien lider, Stanishev shite me napravi premier », 12 mai 2009, disponible sur : <http://www.bulgaria-news.bg/category/bulgaria/politics/article/post262.html>, consulté le 14 septembre 2014.

sur la stigmatisation des individus au nom des groupes dont ils sont issus au lieu d'aborder les groupes sociaux de manière plus abstraite (II).

Au cours de cette phase, les schèmes d'opposition du peuple et des élites sont repris aussi par les acteurs politiques de tous bords (III).

I Le populisme protestataire poussé à l'extrême

Le populisme protestataire de Volen Siderov est le plus « variable » du point de vue des personnifications concrètes des deux pôles opposés : le peuple et les élites. La fonction de l'ennemi dans le schème binaire est relayée par une longue série d'acteurs. Il établit des équivalences qui permettent la formulation de multiples déclinaisons de son message : « l'élite » (terme habituellement utilisé au singulier par Siderov) mais aussi « la mafia », « l'oligarchie », la « nouvelle aristocratie », « les hommes politiques corrompus », « la *Nomenklatura* », la « Sureté d'État », « les sociologues », « les politologues », « les journalistes » .

Siderov établit une liste relativement longue de victimes : il s'agit du peuple *demos* et *classe*, mais aussi de l'ATAKA et de Siderov lui-même. Sur cet aspect, Volen Siderov se démarque de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha et est proche du Ganchev et Borissov.



Figure 41 Syntaxe du populisme protestataire de Volen Siderov

Dans certains cas, il dénonce directement les politiciens en disant qu'ils sont enfermés dans une « tour d'ivoire », soulignant ainsi l'idée qu'ils restent sourds et muets aux demandes populaires une fois élus au poste souhaité :

« La loi pour les référendums que propose ATAKA changera le mode d'adoption des lois en Bulgarie. À partir de maintenant nous ferons les lois de manière transparente et nous aurons un vrai contrôle civique puisque quelque soit la coalition au pouvoir, il y aura la garantie que les politiciens ne vont pas s'enfermer dans une tour d'ivoire et ne vont pas oublier leurs promesses et ce qu'ils doivent faire pour l'intérêt du peuple. Pour qu'ils n'oublient pas cela, il faut que le peuple soit à leur place. Comment ? À travers des référendums. »⁵⁵¹

À la différence de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha qui ne dénonce que des élites politiques et économiques, Siderov établit un groupe d'élites beaucoup plus large en incluant aussi les élites intellectuelles. Il dénonce les « politiciens, politologues, commentateurs ». Le leader d'ATAKA les présente comme un groupe qui s'est personnellement enrichi au détriment du peuple et qui par la suite est devenu aveugle à sa réalité sociale. Il formule cette idée dans le cadre de son discours de présentation du programme d'ATAKA à l'occasion des élections législatives anticipées de mai 2013:

« Je me demande : tous ces politiciens, politologues et commentateurs, sont-ils tous aveugles et ne voient-ils pas l'état dans lequel vit notre peuple ? Il s'avère qu'ils ne sont pas aveugles. Ils savent très bien que le peuple vit dans l'esclavage mais ils ont déjà obtenu un statut privilégié et se fichent de la situation des autres. Qu'est-ce que la salle plénière ? Ce sont 240 personnes assises comme vous êtes assis ici. Je leur ai parlé plusieurs fois et j'ai dit à la majorité parlementaire du GERB et à ceux qui la soutiennent la chose suivante : « vous êtes déjà des hommes riches, la plupart d'entre vous sont des multimillionnaires. Vous ne pouvez pas comprendre le problème dont je vous parle. Vous ne pouvez pas comprendre que l'on doit augmenter les revenus des gens. Le salaire minimal est très bas, c'est humiliant. Ils me regardent et ils rient. »⁵⁵²

⁵⁵¹ Présentation de la liste d'ATAKA, 7 avril 2013, vidéo disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=6551&Itemid=61, consulté le 1^{er} septembre 2014.

⁵⁵² Présentation du programme d'ATAKA, 17 avril 2013, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=6559&Itemid=61, consulté le 1^{er} septembre 2014.

Il construit aussi d'autres visages de l'ennemi, comme celui de la mafia. On le retrouve dans des personnifications comme celle du 16 octobre 2006 : « *Le but de l'ATAKA est de s'opposer à la mafia qui a volé les richesses de la Bulgarie* ». ⁵⁵³ L'omniprésence des schèmes populistes dans le discours de Siderov se manifeste aussi à travers la dénonciation métaphorique de groupes comme la « nouvelle aristocratie », décrite comme un groupe d'oligarques ayant obtenu leurs richesses en « volant » directement le peuple grâce aux politiciens. En mai 2009 Siderov met en avant le fait que les « faux socialistes » et le DPS ont volé l'État, vendu la Société nationale de l'électricité, la Société nationale des télécommunications, des fabriques et des usines aux entreprises étrangères pour satisfaire les intérêts de leurs oligarques. Il conclut :

« Maintenant des gens comme Gergov, Zlatev, Dogan, sont notre nouvelle aristocratie, qui pourtant s'appuie sur ce qu'elle a volé au peuple. Certes, ils peuvent être tous obligés à rendre ce qu'ils ont volé. » ⁵⁵⁴

Par extension de l'action des élites, Siderov présente l'ATAKA et lui-même comme victimes de nombreux scénarios qui cherchent à contrecarrer ses efforts pour la justice :

« Contre l'ATAKA travaillent la triple coalition ainsi que des groupements spécifiques qui ont pour but de détourner l'attention. Ils ne veulent pas de gouvernance responsable pour la Bulgarie, ils ne veulent pas qu'il y ait de justice pour les affaires qui ont causé des dommages pour le pays. Ils ne veulent pas l'arrêt de la turquisation ni la liquidation des classes oligarchiques dirigeantes, ils ne permettent pas l'instauration d'une justice sociale. » ⁵⁵⁵

D'autres reproductions de ce même schème peuvent également être citées :

⁵⁵³ ATAKA (2006, 16 octobre). Volen Siderov à Panaguirishte et à Pazardzhik : « Parvanov a dévasté l'industrie militaire » ; « Volen Siderov v Panaguirishte i Pazardzhik : « Parvanov sasipa voennata promishlenst » ».

⁵⁵⁴ Volen Siderov à Dobritch : « L'opération 'scalpel' contre la tumeur 'coalition tripartite' » ; « Volen Siderov v Dobritch : Opreatzia « scalpel » sreshtu tumora « troina koalitzia » », 23 mai 2009, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=3903&Itemid=74, consulté le 10 octobre 2014.

⁵⁵⁵ Volen Siderov : « Il vont attaquer l'ATAKA comme il attaquent le GERB maintenant » ; « Volen Siderov : « Shte udariat ATAKA, kakto sega udariat GERB », 2 juin 2009, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=4014&Itemid=74, consulté le 10 octobre 2014.

« Les politiciens d'aujourd'hui font partie de la même mafia et l'ATAKA a déjà commencé à couper les nœuds de la mafia. Je peux être arrêté par une seule balle mais la vague populaire, elle, ne peut pas être arrêtée. »⁵⁵⁶

On recense une autre formulation construite selon le même schème de victimisation d'ATAKA par les élites, en date du 2 juin 2009. Siderov signale l'existence de tentatives pour empêcher le succès d'ATAKA en se focalisant sur une menace différente : *« On m'a informé que l'on préparait un PR noir contre l'ATAKA comme celui qu'on mène en ce moment contre le GERB. Cela veut dire que l'ATAKA et le GERB sont en tête et qu'ATAKA sera la seconde force politique après les élections du 5 juillet, devant le BSP. »⁵⁵⁷*.

Dénonçant les multiples visages des ennemis politiques et économiques et la victimisation constante de soi-même et son parti, Siderov construit une vision basée, soit sur des revendications anti-démocratiques, soit sur des promesses de bénéfices sociaux immédiats portant certaines des caractéristiques d'un mythe futuriste de type progressiste.

L'idée de vengeance contre l'oligarchie va jusqu'à la proposition de composer une « meute » contre les personnes qui s'enrichissent sur le dos du peuple. Il développe cette idée dans le cadre d'un entretien accordé à la télévision SKAT diffusé le 19 juin 2009 :

« De la même manière que lorsque dans un village il y a un prédateur, les hommes prennent les fusils et rien ne peut les arrêter, la Bulgarie toute entière doit se révolter contre ceux qui la volent. Alors la chasse aura du succès. L'opération « meute » veut dire « écrasement de la criminalité ». C'est quelque chose que chaque pays peut faire très vite et d'une façon très

⁵⁵⁶ ATAKA (2006, 2 octobre). Volen Siderov a dit à Tarnovo et à Gorna Oriahovitza : « Tant comme les gens de la mafia sont contre moi, donc j'ai raison » ; « V Tarnovo i Gorna Oriahovitza Volen Siderov obiavi : « Shtom mafiotite sa sresh tu men znachi sam prav ».

⁵⁵⁷ Volen Siderov : « Ils vont attaquer l'ATAKA comme ils attaquent le GERB maintenant » ; « Volen Siderov : « Shte udariat ATAKA, kaktò sega udariat GERB » », 2 juin 2009, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=4014&Itemid=74, consulté le 10 octobre 2014.

efficace. Il n'y a pas de mafia qui soit plus forte que l'État. L'opération « meute » a aussi pour but d'arrêter le déluge de l'argent noir. Je pense que l'on doit durcir le système pour pouvoir se débarrasser des prédateurs et que nos vies puissent revenir à la normalité. »⁵⁵⁸

Siderov promet aussi d'imposer une certaine justice « arbitraire » basée sur les revendications présumées de la majorité. Il propose l'expropriation de groupes sociaux entiers comme les oligarques, et l'utilisation de l'argent pour augmenter les pensions des retraités. Comme il le souligne le 20 juin 2009 : « *L'argent pour les retraités peut être récolté facilement par expropriation des biens des oligarques qui se sont enrichis à travers la criminalité* »⁵⁵⁹. La promesse de vengeance soutenue par la volonté du peuple est identifiable à d'autres reprises. Comme il le dit le 23 juin 2009 :

« Ce n'est pas du revanchisme. Ce que nous revendiquons, la plupart des Bulgares le souhaitent. Ils ne veulent pas seulement un procès mais aussi que les coupables prennent leurs responsabilités. Ce n'est pas acceptable de voler la Bulgarie, de faire des dégâts pour plusieurs millions et milliards de dollars et que nul ne soit tenu pour responsable. Même dans les lois actuelles certains textes prévoient des sanctions en cas de mauvaise gestion de la propriété publique. »⁵⁶⁰.

Siderov fait aussi des propositions de type réactionnaire à travers ses appels au retour de l'État dans plusieurs secteurs. En mars 2011, il propose notamment un retour de l'État dans le domaine de l'industrie militaire, du secteur énergétique, de l'extraction d'or et des opérateurs mobiles : ce serait « *le seul moyen de garantir de gros profits à travers lesquels sera créé un fond de garantie qui servira à payer*

⁵⁵⁸ Volen Siderov : « L'ATAKA va travailler pour le consensus national au sein du Parlement suivant » ; Volen Siderov : « « ATAKA shte raboti za nacionalno saglasie v sledvashtia parlament » », 19 juin 2009, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=4192&Itemid=61, visité le 1^{er} septembre 2014.

⁵⁵⁹ Volen Siderov : « ATAKA va doubler les pensions en confisquant les biens des oligarques » ; « Volen Siderov : « ATAKA shte udvoi pensiite kato otneme imushtestvoto na oligarsite » », 20 juin 2009, disponible sur http://www.vestnikataka.com/?module=displaystory&story_id=64871&format=print&edition_id=1123, consulté le 10 octobre 2014.

⁵⁶⁰ Volen Siderov : « L'ATAKA va rendre les entreprises rentables entre des mains bulgares » ; « Volen Siderov : « ATAKA shte varne pechelivshite predpriatia v bulgarski race » », 23 juin 2009, disponible sur : http://www.vestnikataka.com/?module=displaystory&story_id=64950&format=print&edition_id=1125 consulté le 11 octobre 2014.

les aides sociales, des fonds pour l'éducation et la santé publique »⁵⁶¹.

Volen Siderov propose également des bénéfices économiques concrets si éloignés de l'état actuel de l'économie bulgare qu'ils peuvent être comparés au mythe futuriste de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha. Le statut d'ATAKA, parti au faible poids électoral qui a peu de chances d'accéder au pouvoir à la tête d'un gouvernement monocole, lui donne la possibilité de s'engager par des promesses électorales que les partis majoritaires ne peuvent pas se permettre. Au cours de la campagne électorale pour les élections de 2013, il promet ainsi un niveau de vie « européen » « maintenant » et « non dans 30 ans » : « *Politique des revenus, des standings européens, augmentation des revenus maintenant et non dans 30 ans. Des revenus européens pour activer la consommation et ainsi la production et que les Bulgares aient le sentiment de vivre dans un pays européen. La Bulgarie doit sortir de l'esclavage colonial* »⁵⁶². Siderov s'engage avec des chiffres impressionnants: il promet une hausse du SMIC jusqu'à 1000 lv (500 euros), et de la pension minimale jusqu'à 500 lv (250 euros) : le SMIC et la pension minimale auraient été multipliés par trois (par rapport au SMIC de 310 lv en 2013 et à la pension de 120 lv) ; cette hausse doit être imposée comme une exigence car la majeure partie du *business* est entre des mains étrangères et les Bulgares sont victimes de discrimination de la part des employeurs :

« Le business en Bulgarie est entièrement étranger. Les entreprises bulgares ont été tuées. Je comprends l'employeur mais que peut-on dire à propos de l'employé ? Est-il d'accord avec le fait que les salaires sont dix fois plus bas qu'en Autriche par exemple ? L'employeur est-il d'accord avec le fait que les conditions de travail des gens sont dix fois pires en Bulgarie ? J'en doute. »⁵⁶³

⁵⁶¹ Volen Siderov: « L'État doit faire son retour dans l'économie » ; « Volen Siderov: « Darjavata triabva da se varne v ikonomikata » », 29 mars 2009, disponible sur : <http://arhiv.vestnikataka.bg/archive.php?broi=&text=Волен%20Сидеров&fromDate=2011-01-01&toDate=2013-12-31&newsID=93692>, consulté le 11 octobre 2014.

⁵⁶² L'ATAKA a présenté les candidats en tête de liste pour les prochaines élections législatives, 10 avril 2013, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=6553&Itemid=91, visité le 11 septembre 2014.

⁵⁶³ Volen Siderov : « La surprise des prochaines élections peut être l'ATAKA » ; « Volen Siderov : « Iznanadata na sledvashtite izbori moje da se kazva ATAKA » », 8 mai 2013, disponible sur :

Ce type de populisme de Siderov se manifeste à travers différentes personnifications, évoluant d'une campagne électorale à l'autre et aussi en période non-électorale : cette évolution est liée aux cycles de sa carrière politique, aux exigences du contexte ainsi qu'au poids de la variable pouvoir/opposition.

Dans le cadre des campagnes électorales des élections législatives de 2005 et des présidentielles de 2006, lorsqu'il cherche à s'imposer au sein de la vie politique, Siderov mobilise un populisme poussé à l'extrême qui vise à briser le *statu quo* : le slogan du parti devient « Rendre la Bulgarie aux Bulgares ». Ce slogan évoque le rejet de toute sorte de pouvoir étranger mais aussi la possibilité d'un pouvoir réel du peuple *dèmos* et *classe* vu comme le « petit peuple » par contraste avec les élites politiques et économiques. Siderov formule ce souhait à travers des appels à l'« envahissement de la citadelle du pouvoir », et présente sa personne comme « l'arme du peuple » dans la lutte contre les élites. Comme il le dit dans le cadre du meeting de campagne à Sofia au cours de la campagne électorale de 2005 :

*« Je suis votre arme ! Rendons la Bulgarie aux Bulgares ! Rendons-nous ce qui nous appartient ! Chassons les non-Bulgares du pouvoir ! Que les fenêtres soient brisées par vos cris ! Révision ! Purge ! Tribunal ! Parquet ! Prison ! Victoire ! ATAKA ! Victoire ! ATAKA ! Victoire ! ATAKA ! »*⁵⁶⁴

Il adopte la même approche radicale dans le cadre de la campagne pour les élections présidentielles de 2006, lorsqu'il parle d'une « guerre » entre le peuple et le pouvoir. Il formule cette idée dans son discours de campagne de Silistra :

8 mai 2013,
http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=6576&Itemid=91, consulté le 11 octobre 2014.

⁵⁶⁴ Fascisme – ATAKA – le scénario de l'oligarchie ; « Fashizam – ATAKA- scenariat na oligarhiata », 27 juin 2005, disponible sur : http://novinar.bg/news/fashizam---ataka---stcenariiat-na-oligarhiata_MTY0MjsyMA===.html, consulté le 10 octobre 2014.

*« La bataille qui est menée aujourd'hui se joue entre des personnages et non pas entre des religions ou des ethnies. C'est une guerre entre les gens de pouvoir et le peuple bulgare. »*⁵⁶⁵

Lors des élections de 2009, Siderov cherche à conserver son statut de leader d'un parti radicalement protestataire dans un contexte de concurrence importante : Borissov et de petits partis comme le RZS (Ordre, Loi et Justice) cherchent à entrer au Parlement lors de cette compétition électorale. Pour discréditer les autres leaders qui adoptent un discours similaire, il cherche à les délégitimer en les présentant comme des acteurs politiques instrumentalisés par les politiciens du *statu quo* qu'ils dénoncent. Siderov cherche à dévoiler le rôle de l'oligarchie dans la constitution des partis politiques nouveaux, qui constituent une véritable concurrence pour l'ATAKA. Évoquant notamment le petit parti RZS, il remet en cause le rôle de l'oligarchie dans la formation de nouveaux partis, y compris lorsqu'ils s'articulent autour d'un discours anti-oligarchique comme c'est le cas du RZS. Il se déclare sceptique devant le fait *« que des nouvelles formations sont fondées selon un principe oligarchique »*⁵⁶⁶. Là encore, il mobilise le schème selon lequel un projet de liquidation d'ATAKA par l'oligarchie serait en marche : *« La nuit des élections, Jane Janev fut le plus virulent dans ses attaques contre l'ATAKA puisque il avait formé un projet ayant pour but de frapper les Nationalistes. Ce projet a nécessité beaucoup d'argent : plus de 5 millions de leva ont été dépensés pour la publicité et les panneaux d'affichage »*⁵⁶⁷.

On observe aussi le fort impact de la variable pouvoir/opposition dans le discours de Siderov : il peut être poursuivi à travers l'analyse de son discours avant, pendant et après qu'il a apporté son soutien au gouvernement du GERB, durant la période 2009-2011.

⁵⁶⁵ ATAKA (2006, 23 septembre). Volen Siderov dans la ville de Silistra: « Aujourd'hui on lutte de nouveau pour indépendance » ; « Volen Siderov v Silistra: » Dnes pak voivame za nezavisimost » ».

⁵⁶⁶ Volen Siderov : « Le système électoral vicieux nous a causé des pertes, il sera une force aussi lors des élections législatives » ; « Volen Siderov : « Porochnata izbiratelna sistema ni oshteti, tia shte deistva i za NS » », 10 juin 2009, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=4082&Itemid=91, consulté le 10 octobre 2014.

⁵⁶⁷ *Ibid.*

Le discours prononcé par Siderov en tant que leader d'opposition au cours de la 40^{ème} législature (2005-2009), lorsque l'ATAKA fait son entrée au Parlement, demeure aussi radical que son discours de campagne. Dès son premier jour en tant que député, il dénonce les dérives de la classe politique en la qualifiant de « troupeau de cochons qui grognent ». Dans ce cas, il résume également le peuple au seul électorat d'ATAKA en disant qu'il a mis une claque à la classe politique à travers son vote :

« Le peuple bulgare s'est réveillé et a mis une claque assourdissante à la classe politique, qui depuis longtemps est devenue un troupeau de cochons qui grognent, des boules de suif, sourds aux problèmes et aux souffrances du peuple bulgare. Cette claque, ce sont les bulletins de vote pour l'ATAKA. Le peuple bulgare a dit qu'il ne voulait pas être discriminé dans son propre pays au profit de minorités privilégiées. Le peuple bulgare veut une empreinte forte du nationalisme dans la politique bulgare. Pour cette raison il a voté pour l'ATAKA. »⁵⁶⁸

Le discours de Volen Siderov au cours de la 41^{ème} législature (2009 - 2013), deuxième mandat d'ATAKA au sein du Parlement, est marqué par une évolution. Volen Siderov devient pour la première fois le leader d'un parti qui soutient le gouvernement, celui du GERB, qui bénéficie du soutien du parti au cours de la période 2009-2011. La situation représente un défi pour Siderov: en 2005, il avait dû se distinguer des hommes politiques professionnels tout en devenant lui-même un politicien ; en 2009 il doit s'adapter à une conjoncture plus compliquée encore parce que son parti s'est implanté dans le système des partis en accordant son soutien au gouvernement du GERB (qu'il avait pourtant féroce­ment critiqué comme faisant partie de manière directe ou indirecte du bloc des élites). De plus, il accorde son soutien au GERB en même temps qu'aux partis issus de l'ancien front anticommuniste (le SDS et le DSB), qui sont la cible d'une dénonciation régulière dans son discours. Dans ce contexte, on observe une « normalisation » du discours de Volen Siderov : il ne perd pas l'ensemble de ses caractéristiques populistes, mais diminue le nombre de pôles auxquels il s'oppose ainsi que le niveau de radicalité de son discours. Il continue à affirmer régulièrement son appartenance populaire dans

⁵⁶⁸ « L'ATAKA a constitué un tournant dans notre histoire », discours de Volen Siderov le jour d'ouverture de la 40^{ème} législature, 11 juillet 2005.

ses discours et à critiquer l'ancien gouvernement du NDSV, BSP et DPS (en fonction de 2005 à 2009). Toutefois, il formule un discours positif à l'encontre de la politique gouvernementale, ce qui est une caractéristique tout à fait atypique chez lui :

« Le vote populaire a renversé la coalition tripartite du DPS. Les gens ont demandé quelque chose d'alternatif, qui n'a pas encore trouvé sa forme finale, mais les tendances sont positives : le nombre des employés de l'administration publique a été réduit, on a gagné la confiance de l'Europe et les fonds européens qui avaient été suspendus ont été autorisés, la responsabilité des ex-gouvernants est recherchée. »⁵⁶⁹

Il présente l'ATAKA et le GERB comme les deux seuls partis ne faisant pas partie du « poulpe » qui gouverne la Bulgarie. D'après lui, la garantie de cette intégrité réside dans le fait qu'ils n'avaient jamais participé auparavant au gouvernement du pays :

« Les deux partis qui n'ont rien à voir avec la domination de Bulgarie par la mafia sont l'ATAKA et le GERB, parce que ce sont de nouveaux partis qui n'ont pas participé au pouvoir. Tous ceux qui avaient gouverné pendant les années de la transition, le BSP, le NDSV, le DPS et la Coalition bleue, ont participé à la « mafiotisation » de la Bulgarie et doivent assumer leurs responsabilités désormais. »⁵⁷⁰

Toutefois, après avoir retiré son soutien au gouvernement en 2011, Siderov reprend sa rhétorique antérieure : par cette stratégie, il vise à regagner son statut de leader d'un parti antisystème en radicalisant les aspects protestataires de son discours. Il adopte cette posture après l'attentat de la mosquée de Sofia en mai 2011, au cours duquel des députés d'ATAKA ont attaqué des musulmans à l'heure de leur prière. Dans son commentaire sur les réactions du reste de la classe politique bulgare il affirme, le 26 mai 2011:

⁵⁶⁹ Volen Siderov : « L'ATAKA a rendu son image européenne » ; « Volen Siderov : « ATAKA varna evropeiskia si oblik » », 15 décembre 2009 15 12 2009, disponible sur : <http://arhiv.vestnikataka.bg/archive.php?broi=&text=Волен%20Сидеров&fromDate=2009-09-01&toDate=2010-01-01&newsID=70533>, consulté le 1^{er} septembre 2014.

⁵⁷⁰ Volen Siderov : « Seuls l'ATAKA et le GERB ne font pas partie du poulpe » ; « Volen Siderov : « Samo ATAKA i GERB ne sa chast ot oktopoda » », disponible sur : <http://arhiv.vestnikataka.bg/archive.php?broi=&text=Волен%20Сидеров&fromDate=2009-09-08&toDate=&newsID=73463>, consulté le 10 octobre 2014.

« J'étais sûr que j'allais entendre des critiques virulentes contre l'ATAKA parce que c'est l'exercice préféré de la soi-disant élite politique bulgare. Surtout de cette faction qui porte la responsabilité du pillage des Bulgares au cours de la transition. L'ATAKA est un parti détesté par ceux qui, dans le brouillard bleu-rouge, dépouillaient la Bulgarie depuis l'année 2005, quand nous sommes entrés au Parlement et que tout le monde a dit « Ah, quelle surprise ! » parce que les sociologues ne nous mentionnaient pas dans les sondages jusqu'au dernier moment. »

Le soutien de Siderov au gouvernement du GERB produit aussi un impact sur son discours au cours des élections législatives anticipées de 2013. Contrairement aux campagnes précédentes, il change le thème de sa campagne et aborde un populisme relativement plus abstrait, moins focalisé sur des acteurs politiques actuellement au pouvoir. L'un des piliers de sa rhétorique est l'appel au rejet de la médiation du pouvoir par les partis politiques et les politiciens professionnels. Il met l'accent sur les vertus d'une démocratie « directe » basée de plus en plus sur l'organisation de référendums. On observe cette mutation aussi au niveau de la structure de sa rhétorique que nous avons évoquée dans la Section 1. Tout en conservant un discours de structure négationniste, au cours de cette campagne on observe une augmentation des énoncés consacrés à la présentation de l'image du peuple. Durant cette campagne, 42% (17 sur 41) des énoncés sont consacrés à l'image du peuple, par rapport à 25% des énoncés (11 sur 41) lors des élections législatives de 2009 et 26 % (16 sur 41) lors des élections présidentielles de 2006.

Afin de proposer un nouvel élan dans l'expression de la voix directe du peuple, Siderov dénonce une logique « lobbyste » au cours du mandat 2009-2013 qui vient de s'achever. Comme il le formule lors de la présentation des listes du parti, le 7 avril 2013:

« Chaque année, de 2013 à 2019, en Bulgarie il y aura des élections. L'ATAKA propose d'organiser des référendums, de demander au peuple de se prononcer grâce aux élections. Mais il faut que ces référendums soient vrais et que l'on puisse les organiser si l'on peut collecter les 50 000 voire les 100 000 signatures maximum qui soutiennent cette initiative. Ainsi, nous allons consulter le peuple pour chaque décision importante. Si l'on adopte cette loi, et si l'ATAKA parvient au pouvoir nous l'adopterons, et la Bulgarie sera transformée de façon profonde. Il n'y aura pas de lois lobbystes comme

par exemple le scandale avec le député du GERB (le lobbyiste Dimitrov qui faisait passer des lois qui favorisaient les entreprises de sa mère). On peut mettre fin à cette perversion si c'est le peuple qui a le droit de veto et non les présidents. Les présidents, comme vous le savez, sont des gens obéissants. Si avec 50 000 voix on peut faire tomber une loi, alors les lobbyistes seront mis à mal, si toutefois il y a encore des lobbyistes. »⁵⁷¹

L'adaptation de son discours au cours de cette campagne se manifeste aussi par la souplesse de son idéologie. Il alterne les attaques contre les différents politiciens jouant, selon lui, le rôle d'ennemis du peuple en fonction de la conjoncture tout en respectant le même schème d'opposition binaire. Cet aspect s'illustre notamment dans son comportement vis-à-vis de Boyko Borissov et du GERB. Celui-ci est tour à tour identifié comme faisant partie du groupe hétérogène des ennemis du peuple, puis partenaire d'ATAKA dans la lutte antiélitiste :

« Lorsque tu accèdes au pouvoir, tu trahis les intérêts de ton peuple. Malheureusement, c'est exactement ce que Borissov a fait. Peut-être a-t-il été dubitatif. Je ne veux pas affirmer ce qui est bien ou ce qui est mal. Peut-être avait-il l'intention de faire aussi de bonnes choses. De temps en temps, comme il disait, il avait ce désir. Mais quand tu te soumetts aux maîtres tu n'as plus de choix. Il n'est pas possible d'être à la fois un esclave et un homme libre. C'est impossible : soit tu es libre, soit tu fais ce qu'on te dit. C'est le dilemme des politiciens bulgares. Pendant les années de transition, c'est-à-dire de pillage, les politiciens étaient enfermés dans ce dilemme : tu prends le pouvoir et tu peux cambrioler, on ne va pas s'en mêler, ce sont des facteurs extérieurs, les ambassades. Par contre, tu dois supporter ce modèle de cambriolage. On te laissera voler. Tu voles ton peuple, cela ne nous concerne pas, tu ne nous voles pas nous, les banquiers américains. Par contre, nous allons prendre notre part aussi. Tu nous laisseras certains secteurs, certaines raffineries ainsi que l'extraction du cuivre et de l'or. »⁵⁷²

II Le populisme personnalisé

On distingue une variété populiste spécifique à travers le discours de Boyko Borissov. S'il fait usage du même imaginaire antiélitiste que les autres acteurs étudiés il s'agit d'un acteur qui mobilise un populisme qui pourrait être qualifié de « populisme personnalisé ». Le pôle des ennemis, dans son discours, est composé

⁵⁷¹ Présentation de la liste d'ATAKA, 7 avril 2013, vidéo disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=6551&Itemid=61, consulté le 1 septembre 2014.

⁵⁷² Présentation du programme d'ATAKA, 17 avril 2013, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=6559&Itemid=61, consulté le 1 septembre 2014.

d'élites à la base de la dénonciation des figures symboliques qui en sont issues, « la mafia », « l'oligarchie », mais surtout à travers des visages concrets comme Roumen Gaitarski dit « Le loup », l'ex Premier Ministre Sergei Stanishev (présenté comme dépendant de structures mafieuses). Le pôle des victimes est développé d'une manière proche de celle utilisée par Ganchev et Siderov. Borissov et le GERB sont notamment présentés en permanence du côté des victimes des ennemis populaires.

Concernant sa vision de l'avenir, Borissov est dans un effort constant de simplification de l'action politique, qui génère l'idée, récurrente, que la résolution des problèmes complexes pourrait advenir dès à présent. Pourtant, ces solutions simplistes demeurent hétérogènes: de nature à la fois progressiste et réactionnaire. D'un côté, il partage des caractéristiques progressistes proches de celles qui s'inscrivent dans le mythe futuriste énoncé par Siméon de Saxe Cobourg-Gotha (sans que la profondeur et l'ampleur du changement attendu soient les mêmes). D'un autre côté, il sont mélangés avec des postures réactionnaire d'imposition d'une justice immédiate à travers des mesures anti-libérales.

La syntaxe de son populisme protestataire pourrait être présentée de la manière suivante :

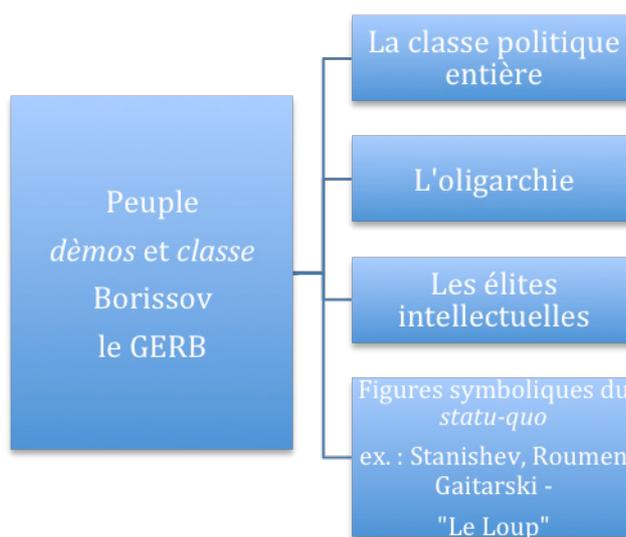


Figure 42 Syntaxe du populisme protestataire de Boyko Borissov

La dénonciation des élites à travers la stigmatisation de personnalités symboliques réside, par exemple, dans la manière dont il décrit la classe politique pour motiver son refus de participer aux débats avec les représentants des partis politiques de *l'establishment* dans le cadre des élections législatives de 2009. Répondant à la question : « Monsieur Stanishev dit qu'à la place d'un débat il n'entend de vous que des attaques personnelles. Y aura-t-il un tel débat ? », il déclare le 8 juin 2009 :

« Si l'on organise un débat, je dois d'abord lui demander pour le Loup. Cela sera un véritable spectacle. Ou je dois lui demander pourquoi il a offert à Irena Krasteva des bâtiments à Sofia. Et si je commence aussi à offrir des bâtiments ? Offrir l'État aux amis ? Le débat n'a pas de sens. Il n'est qu'en faveur du faible. Par exemple, leur plus grand leader, Parvanov, n'a pas eu de débat avec Siderov, ni auparavant avec Bonev et Stoyanov. Le politicien faible a besoin d'un débat, il peut même essayer de se battre. Et les gens se diront : « Regarde ! Ce sont ceux qui veulent nous gouverner ! » Attention, pas « celui » mais « ceux ». Ils s'attachent à toi pour que les gens puissent dire « ceux ». ⁵⁷³ »

D'autres facettes de son discours sont basées sur cette même approche. Les coulisses du pouvoir sont par exemple présentées à travers la stigmatisation des figures qui symbolisent les groupes élitaires dénoncés : de cette manière, il entend démontrer la vraie nature du pouvoir en Bulgarie. Il décrit ce pouvoir comme étant dominé par quelques personnes, en dépit du pluralisme et de la concurrence affichée entre les différentes forces politiques. Commentant les rapports de Sergei Stanishev avec le BSP, Borissov cherche à présenter ce parti comme étant contrôlé de l'intérieur par le DPS et Ahmed Dogan : « *Parce qu'il [Sergei Stanishev] veut être Premier Ministre. Mais attendez, malgré tout mon respect pour les gens qui soutiennent le BSP, c'est un grand parti... Il n'est pas possible que Dogan le gère* »⁵⁷⁴.

⁵⁷³ Boyko Borissov : « J'ai besoin d'une majorité pour qu'ils ne me mettent pas des conditions » ; « Boyko Borissov : « Triabva mi mnozinstvo, za da ne mi izvivat racete » », disponible sur : <http://www.temanews.com/index.php?p=tema&iid=553&aid=13440>, consulté le 1 septembre 2014.

⁵⁷⁴ *Ibid.*

La victimisation de Borissov et du GERB en tant que représentants du peuple demeure aussi largement présente dans son discours. Il associe l'ensemble de leurs défaites à une action de *l'establishment* politique. À l'issue des élections européennes de 2009, il fait par exemple un commentaire à propos de toutes sortes d'obstacles que le GERB a dû affronter. Ces difficultés sont dues à différents représentants des anciennes élites cherchant à empêcher l'émergence d'un nouveau parti:

*« Je pense que, vu tout ce qui avait été fait contre nous pendant cette campagne, c'est un bon résultat. On pouvait faire plus mais aussi moins. Si vous revenez à ce que disaient les sociologues nous devrions être la troisième ou quatrième force politique. C'est pourquoi je salue tous ceux qui nous ont soutenus. Je vous remercie parce que nous sommes les premiers. »*⁵⁷⁵

Pour démontrer la récurrence de ce schème, on peut prendre aussi d'autres formulations qui illustrent la victimisation de lui-même et du parti qu'il élabore :

*« Si les élections étaient comme partout en Europe le même jour pour le Parlement National et pour le Parlement Européen, le taux de participation serait beaucoup plus élevé et nos résultats seraient supérieurs. Mais nous allons dépenser au moins 70, 80, 100 millions pour organiser deux élections afin de plaire à deux hommes. »*⁵⁷⁶

Le schème répétitif à travers lequel Borissov constitue sa vision de l'avenir est fixé au concret et borné au présent. Sa vision de l'avenir se caractérise par l'immédiateté et par la simplification de la complexité de la réalité au vu des solutions proposées. Dans son discours, on ne retrouve pas la constitution d'un seul mythe futuriste puissant, comme c'est le cas chez Siméon de Saxe Cobourg-Gotha ; pourtant, ses prises de position récurrentes confortent l'idée selon laquelle les solutions aux problèmes sociaux sont simples et réalisables dans le présent. Il applique cette même logique pour des propositions à la fois progressistes et réactionnaires.

⁵⁷⁵ Borissov : « Je pense qu'au vu de tout ce qui a été fait contre nous, c'est un bon résultat » ; « Borissov : « Smiatam, che sled vsichko, koeto se napravi sreshtu nas, tova e edin dobar rezultat » » , 7 juin 2009, disponible sur : http://bnt.bg/bg/news/view/9908/bojko_borisov_mislja_che_s_vsichko_koeto_se_napravi_sreshtu_nas_v_tazi_kampanija_tova_e_edin_dobyr_rezultat, consulté le 10 octobre 2014.

⁵⁷⁶ *Ibid.*

Pour construire l'aspect progressiste, Borissov ne propose pas des projets pour la société s'inscrivant dans une perspective temporelle relativement longue (comme c'est le cas de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha qui promet un changement en 800 jours) ; il décrit plutôt les détails techniques de projets que leurs conditions de réalisation. La réaction immédiate et la présentation de solutions aux problèmes d'ordre opérationnel comme succès personnels demeurent un élément récurrent de son style depuis ses années passées en tant que Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur : il s'agit d'un hyper-activisme qui réagit à une multitudes de problèmes du contexte quotidien, sans que l'on observe le développement d'une stratégie. Un exemple de son attachement au présent daté de la campagne pour les élections législatives de 2005 est la limitation de sa vision d'action au « premier jour ouvrable du Parlement » : *« Je veux qu'à partir du premier jour ouvrable du Parlement, chaque député fasse des propositions de loi qui seront les plus proches possible de la législation de l'UE. Le but est que les services spéciaux combattent le plus efficacement possible la criminalité »*⁵⁷⁷.

Quant à l'aspect anti-libéral et réactionnaire, on retrouve dans son discours des revendications concernant l'instauration d'une justice par le biais de mesures remettant en cause les principes de l'État de droit, revendications comparables à celles grâce auxquelles il était parvenu à impressionner l'opinion au début de sa carrière publique en tant que Secrétaire général du Ministère de l'intérieur. À titre d'exemple, en tant que Premier Ministre, Borissov fait référence à une justice « naturelle », qu'il compare aux lois appliquées dans la Bulgarie médiévale et connues sous le nom de « Lois de Khan Kroum » : celles-ci sont décrites dans l'historiographie comme les premières lois écrites de l'histoire bulgare ; dans la langue courante elles sont devenues un synonyme de normes sévères mais efficaces. Aussi, comme Borissov le formule en février 2010 :

⁵⁷⁷ 24 heures (2005, 27 mai). Général Boyko Borisov lors de son premier jour en tant qu'homme politique : « Je ne vais pas brandir un ballon sur la scène, les gens savent qui je suis ! » ; « Gen. Boyko Borissov v parvia si den kato politik : « Niama da maham s balon na scenata, horata znaiat koi sam ! » ».

« On me reproche de proposer des peines trop sévères. Ils nous qualifient de « botte de police ». Chaque nation demande une approche différente. Ce n'est pas un hasard si nos ancêtres appliquaient les lois de Khan Kroum. »⁵⁷⁸

Le discours de Borissov comporte aussi des caractéristiques dynamiques : on constate des inflexions d'une campagne électorale à l'autre ; Il est aussi l'exemple le plus marquant d'un populisme au pouvoir.

Lors des élections législatives de 2005 et 2009, il accentue surtout son statut de nouveau venu sur la scène politique qui cherche à se distinguer de la classe politique en tant que telle. Lors des élections législatives de 2005, lorsque Borissov est nommé candidat du NDSV dans les villes de Plovdiv et de Blagoevgrad, il se présente comme quelqu'un qui représente une menace pour le *statu quo* politico-économique et qui a la capacité de briser la logique de fonctionnement de l'*establishment*. À titre d'exemple, il présente l'attentat qui l'a visé pendant la campagne comme quelque chose de normal, qui lui arrivait souvent lorsqu'il était Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur : ceci le légitime en tant que personne ayant mis en danger le fonctionnement des groupes criminels. En réponse à la question suivante « Général Borissov, étiez-vous informé qu'un attentat contre vous se préparait et que l'assassin était Serbe ? », il dit notamment :

Ce n'est pas la première menace que je reçois depuis les quatre années où j'ai été au Ministère de l'Intérieur. Ce n'est pas le premier attentat contre moi qui vient d'une agence de renseignements étrangère.⁵⁷⁹

Dans le cadre de cette campagne, il prend des positions en tant qu'opposant au *statu quo* politique. Il dénonce notamment les modes de financement de la vie politique, qui illustrent la fusion des élites politico-économiques. Il remet aussi en cause l'impact des intérêts économiques sur la vie politique. Selon lui, ces intérêts sont liés à l'inefficacité de l'exercice du pouvoir populaire à travers les élections :

⁵⁷⁸ Boyko a demandé des lois de Knah Kroum ; « Boyko poiska krumovi zakoni », 7 février 2010, disponible sur : <http://paper.standartnews.com/bg/article.php?d=2010-02-07&article=312537>, consulté le 11 octobre 2014.

⁵⁷⁹ 24 heures (2005, 10 juin). Le Général: « J'ai été menacé au paravent par Madrid et par Vienne » ; « Generalat : Zaplashvali sa me predi ot Madrid i Viena ».

« Maintenant, quand je vois comment les campagnes électorales sont menées je refuse que l'on subventionne les miennes. Je me demande, comme beaucoup d'autres, comment est gagné cet argent pour ces campagnes. D'où vient l'argent ? Qui paie pour ces panneaux d'affichage partout en Bulgarie qui coûtent 2000 levas chacun ? Les entreprises aiment n'importe quel parti s'il est au pouvoir. Pourquoi depuis maintenant quinze ans il n'y a pas de loi sur le financement des partis ? S'il y en avait une, on saurait qui finance tel ou tel parti. Qui est cette personne et pourquoi est-ce qu'elle le fait ? Si demain ce lobbyisme avait un effet enrichissant sur le business ne serait-ce pas étrange ? ⁵⁸⁰. »

Dans le cadre des campagnes électorales des élections européennes et législatives de 2009⁵⁸¹, Borissov poursuit la même stratégie de différenciation face à la classe politique tout entière : ces deux campagnes sont d'importance pour lui car à l'issue du scrutin le GERB parvient à faire son entrée au Parlement et à constituer un gouvernement. Pour cette raison que Borissov se fixe de nouveau sur la dénonciation de l'*establishment*.

Il cherche à se montrer différent de ses principaux rivaux (en particulier du BSP) en les décrivant comme des acteurs politiques qui appliquent les principes propres aux *establishments* : il les décrit comme aspirant au pouvoir à tout prix et comme constituant des coalitions sans principes. Il affirme, le 8 juin 2009, soit le premier jour après les élections européennes du 7 juin :

« Quand tout le monde a montré son caractère, sa vision, on sait qu'on ne va pas céder, tous se comportent comme des gentlemen envers l'État alors on peut s'asseoir et dire : « D'accord, nous ferons une coalition, soit un gouvernement d'experts ou technique. Vous, les deux, si vous ne pouvez pas vous supporter gardez vos distances, donnez-nous des experts le temps que la crise passe et ensuite on organisera des élections ». Le peuple comprendra. En même temps, la seule chose qui l'intéresse est d'être Premier Ministre. Alors soit, Premier Ministre, peu importe. »⁵⁸²

⁵⁸⁰ Novinar (2005, 9 juin). Général Boyko Borissov : « Je ne dirais jamais un mot négatif contre mes adversaires » ; « General Boyko Borissov: « Ne ochakvaite ot men da kaja losha дума за oponentite si » ».

⁵⁸¹ Les deux campagnes font partie d'un cycle politique fusionné car les consultations électorales ont lieu le 7 juin et le 5 juillet 2009.

⁵⁸² Boyko Borissov : « J'ai besoin d'une majorité pour qu'ils ne me mettent pas de conditions » ; « Boyko Borissov : « Triabva mi mnozinstvo, za da ne mi izvivat racete » », disponible sur : <http://www.temanews.com/index.php?p=tema&iid=553&aid=13440>, consulté le 1^{er} septembre

La corruption massive et le contrôle des forces économiques sur les partis du *statu quo* sont également illustrés par la présentation de leurs candidats comme des « prisonniers » qui aspirent à devenir députés pour obtenir l'immunité:

*« Nos partenaires sont l'UE, les États-Unis et toutes les personnes et les États qui supportent la démocratie, l'économie de marché et avec qui on peut travailler. Et un cinquième facteur pour la question suivante est la possibilité de faire entrer les prisonniers au Parlement, car ils sont tous des sponsors du BSP : Mario Nikolov, sponsor du BSP, les frères Galevi qui ont été arrêtés et accusés après leur rendez-vous avec le Ministre de l'Intérieur. Ce sont des faits indiscutables que tout le monde connaît. »*⁵⁸³

Borissov est aussi un exemple de populisme de pouvoir. À la différence de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, il ne banalise pas son populisme lorsqu'il accède au poste de Premier Ministre. Pour dénoncer les modes de fonctionnement de la vie politique alors qu'il occupe lui-même ce poste, il continue à évoquer des images du passé. Ainsi, par exemple, en avril 2010, soit presque un an après son entrée en fonction en tant que chef du gouvernement, il déclare :

*« Malheureusement, le potentiel des ressources humaines en Bulgarie est limité, tous ceux qui sont passés par des postes à responsabilité d'une manière ou d'une autre se sont engraisés et il n'est pas possible de trouver des gens incorruptibles. »*⁵⁸⁴

Dans la même intervention, il dénonce les schèmes selon lesquels se sont déroulées les affaires de corruption dans le passé : d'après lui, il s'agirait de chaînes de racket qui impliqueraient des hauts fonctionnaires de différents niveaux, ces opérations auraient été possibles grâce à un ministre adjoint en lien avec un chef de cabinet politique (pour effectuer un racket dans un domaine concret), ou bien grâce à un juge, un juge d'instruction, un ministre, le Secrétaire général d'un Ministère. D'après Borissov, il s'agirait d'un mode « standard » de détournement de fonds. Pour se distinguer, il promet que « *le gouvernement va arrêter tous ceux qui ont*

2014.

⁵⁸³ Boyko Borissov : « Le projet d'une coalition n'existe pas pour nous » ; « Boyko Borissov : Temata koalicia za nas ne sashtestvuva », 23 juin 2009 disponible sur : <http://gerb2009.blog.bg/politika/2009/06/24/boiko-borisov-temata-koaliciia-za-nas-ne-syshtestvuva.353374>, consulté le 11 septembre 2014.

⁵⁸⁴ Boyko Borissov : « Ca suffit avec les vols ! » ; « Boyko Borissov : « S krajbite beshe do tuk ! » », 21 avril 2010, disponible sur : <http://www.monitor.bg/article?id=241107>, consulté le 1^{er} septembre 2014.

dépensé l'argent des Bulgares pour que ces moyens retournent entre les mains du peuple »⁵⁸⁵. D'autres exemples peuvent être mis en avant également. Il présente la « mafia » comme une force dont il est victime, en dépit de l'interaction à tous les niveaux entre l'État et les cercles mafieux qu'il dénonçait avant son élection. De cette manière, il reste « en dehors » des processus dénoncés, même en tant que Premier Ministre :

*« Le problème de la liberté de la presse en Bulgarie ne découle pas du fait que le gouvernement influence les médias, mais de ses propriétaires, qui ont des obligations envers les différentes branches des mafias énergétique, criminelle, agricole, pharmaceutique, financière. »*⁵⁸⁶

Borissov continue à se présenter comme un acteur en dehors du *statu quo* même au cours des élections législatives du 12 mai 2013. Elles ont lieu à l'issue du mandat de Borissov à la tête d'un gouvernement minoritaire de 2009 à 2013. Pourtant, en raison des mobilisations sociales importantes au début de l'année 2013, Borissov présente sa démission le 20 février. En dépit du fait que son parti vient de démissionner sous la pression des mobilisations sociales, dans le cadre de cette campagne électorale, Boyko Borissov continue à se comporter comme un politicien en dehors de l'*establishment* politique.

Il continue à dénoncer toutes sortes d'obstacles créés par ses ennemis pour contrecarrer le GERB qui, selon lui, représente toujours une alternative au *statu quo*. Afin de se distinguer de la fonction gouvernementale et de se présenter de nouveau en tant que représentant des non-élites, il dénonce les élites politiques précédentes. Il parle des dommages que les hommes politiques du BSP ont causés au peuple, à travers les formulations telles que : « *Si le BSP rend tout l'argent qu'il a volé, les salaires des gens augmenteront de 5000 leva.* »⁵⁸⁷. Il continue à dénoncer

⁵⁸⁵ *Ibid.*

⁵⁸⁶ Les médias sont liés avec la mafia énergétique, criminelle, agricole, pharmaceutique ou financière ; « *Mediite sa svarzani s energiina, kriminalna, zemedelska, farmaceutichna ili finansova mafia* », 8 juillet 2012, disponible sur : <http://www.mediapool.bg/mediite-sa-svarzani-s-energiyna-kriminalna-zemedelska-farmatsevtichna-ili-finansova-mafiya-news194960.html>, consulté le 8 septembre 2014.

⁵⁸⁷ Si le BSP rend tout ce qu'il a volé, les salaires atteindront 5000 leva ; « *Ako BSP varne otkradnatite pari, zaplatite shte stanat 5000 lv.* », 17 avril 2013, disponible sur : http://www.dnevnik.bg/izbori2013/citat_na_denia/2013/04/17/2043723_citat_na_denia_ako_bsp_vurnat_otkradnatite_pari/, consulté le 10 octobre 2014.

aussi des dépendances cachées existant au sein des élites bulgares qui existaient avant la création du GERB à travers la métaphore de la marionnette et des « structures parallèles » au sein des institutions en disant : « *Stanishev lui-même a été une marionnette pendant quatre ans et maintenant quand il a peur de se promener à Sofia, il nous envoie des poupées pour nous imiter. C'est ça sa campagne positive ?* »⁵⁸⁸. Ce même pouvoir parallèle est aussi dénoncé à travers d'autres propos comme : « *Le Ministère de l'Intérieur a mis en place des écoutes dans le pays. Derrière cela se trouvent Stanishev et ses sbires* »⁵⁸⁹ Tout en étant le Premier Ministre sortant, dans le cadre de cette même campagne, il continue à présenter son parti comme étant victime des partis politiques traditionnels faisant partie de l'*establishment*. Comme il le dit le 17 avril :

*« Le jour où nous battons le BSP lors des élections, ils diront que les élections n'étaient pas honnêtes. C'est pourquoi il faut qu'on les batte avec une réelle distance. Nous les avons battu sept fois et nous les battons une huitième pour qu'on puisse dire à leurs sympathisants que nous les avons battus d'une manière malhonnête. »*⁵⁹⁰

III La diffusion massive du discours protestataire

Au cours de cette deuxième phase, on observe une véritable implantation du discours protestataire dans l'ensemble de l'échiquier politique, aussi bien à droite qu'à gauche. C'est une distinction importante par rapport au populisme de type identitaire qui se diffuse essentiellement à droite et n'est pas repris par le principal parti de gauche, le BSP. Les cycles d'avancement du populisme protestataire dans le reste de l'échiquier politique coïncident avec l'avancement des « protagonistes » populistes. La raison est que le reste des partis est en concurrence directe avec eux.

⁵⁸⁸ Boyko Borissov : « La réserve fiscale a été 'mangée' par les retraités, non pas par le GERB » ; « Boyko Borissov : « Fiskalniat rezerv e iziaden ot pensionerite , ne ot GERB », disponible sur : <http://www.mediapool.bg/boiko-borisov-fiskalniyat-rezerv-e-izyaden-ot-pensionerite-ne-ot-gerb-news205198.html>, consulté le 11 octobre 2014.

⁵⁸⁹ L'avalanche d'enregistrements scandaleux a entraîné aussi Boyko Borissov ; « Lavinata ot skandalni zapisi povleche i Boyko Borissov », 27 avril 2013, disponible sur : <http://www.segabg.com/article.php?id=646927>, consulté le 11 octobre 2014.

⁵⁹⁰ Si le BSP rend tout ce qu'il a volé, les salaires s'élèveront à 5000 leva ; « Ako BSP varne otkradnatite pari, zaplatite shte stanat 5000 lv. », 17 avril 2013, disponible sur : http://www.dnevnik.bg/izbori2013/citat_na_denia/2013/04/17/2043723_citat_na_denia_ako_b_sp_vurnat_otkradnatite_pari/, consulté le 10 octobre 2014.

La montée en puissance de Siderov et Borissov impose l'adoption de postures populistes de type protestataire par l'ensemble des acteurs politiques. On retrouve ce type d'exemple dans le discours des leaders politiques qui représentent les anciennes droite et gauche, aussi bien que chez les petits partis politiques qui cherchent à s'inscrire dans la vie politique.

L'adoption de schèmes populistes par un acteur de gauche en raison de la concurrence directe avec un acteur populiste intervient durant les élections présidentielles de 2006. Au cours de cette campagne, Volen Siderov se présente au deuxième tour face au Président sortant et ancien leader du Parti socialiste, Georgi Parvanov. Comme il le considère comme un homme politique extrémiste, Parvanov refuse d'engager un débat officiel avec Siderov ; pourtant, il est obligé d'adapter son message en formulant lui aussi des appels protestataires. À la veille du deuxième tour des élections, commentant le soutien électoral dont bénéficie Siderov, il adopte lui-même l'essence de son message anti-systémique : « *Ce sont des messages de changement, les institutions doivent entendre cette voix et proposer les paramètres de ce changement* »⁵⁹¹. Il flatte également directement le peuple en opposant les mœurs politiques à une gouvernance « *avec l'intelligence et le talent de l'ensemble de la nation* »⁵⁹² ; ce qui suppose l'exclusion de la majorité du processus décisionnel.

La concurrence directe entre le GERB et le BSP pour la place de première force politique imposera aussi une adaptation de la part du Parti Socialiste : on observe la reproduction de certains des schèmes populistes par le BSP ; cela illustre la logique d'adoption des messages populistes par les leaders de partis avec lesquels les partis populistes sont en concurrence directe. C'est une stratégie de plus en plus récurrente d'une campagne électorale à l'autre.

Des postures qui visent à opposer le peuple à l'*establishment* politique sont identifiables dans le discours du leader du Parti socialiste et Premier Ministre

⁵⁹¹ Parvanov: « Le deuxième tour est un référendum pour l'évolution de la nation » ; « Parvanov : « *Vtoriat tur e referendum za razvitiето na naciata* » », disponible sur : http://dariknews.bg/view_article.php?article_id=94047, consulté le 12 octobre 2014.

⁵⁹² *Ibid.*

sortant Sergei Stanishev (à la tête de la coalition tripartite de centre-gauche BSP-NDSV-DPS au pouvoir de 2005 à 2009) au cours des élections législatives de 2009. Comme il le souligne afin de s'aligner essentiellement sur le discours de son adversaire principal Boyko Borissov : « *L'on est du côté du peuple* »⁵⁹³, ce qui présuppose notamment l'existence d'un pôle opposé au peuple traité comme une entité indivisible.

Lors des élections législatives anticipées de mai 2013, le BSP adopte une stratégie similaire. Le slogan du parti est : « *Rendre la Bulgarie aux gens* » : ceci présuppose que le parti adopte aussi le principe d'un manque d'impact réel du peuple sur la prise de décision politique. Un discours similaire est adopté aussi par le leader du BSP Sergei Stanishev. Il dit notamment à propos du GERB : « *C'est une mafia qui a envahi le pays, une clique politique, qui fait ce qu'elle veut* »⁵⁹⁴.

Le même type de message devient récurrent aussi pour les partis issus de l'ancien front anticommuniste. L'ancien Premier Ministre Ivan Kostov (en fonction de 1997-2001, à la veille de la dérive protestataire canalisée par le NDSV en 2001) annonce par exemple « *une guerre contre la mafia, la bureaucratie et les monopoles* »⁵⁹⁵ au cours des élections législatives de 2009. Citons aussi l'exemple de Svetoslav Malinov, l'un des fondateurs du DSB et ancien député du parti (2005-2009) :

*« Je suis fier que le DSB ait commencé sa lutte contre les oligarques de manière frontale, en désignant des noms. Je suis plus fier encore qu'ils nous aient reconnus comme leur ennemi principal. Il faut que nous soyons fiers que l'oligarchie ait directement déclaré la guerre au DSB. »*⁵⁹⁶

⁵⁹³ Stanishev : « Je souffre pour Sofia » ; « Stanishev : « Boli me za Sofia » », 17 juin 2009, disponible sur : http://news.ibox.bg/news/id_430035655, consulté le 10 octobre 2014.

⁵⁹⁴ Sergei Stanishev : « La mafia a envahi le pays » ; « Sergei Stanishev : « Mafiata e prevzela darjavata » », disponible sur : <http://www.24chasa.bg/Article.asp?ArticleId=1947622>, 26 avril 2013, consulté le 10 octobre 2014.

⁵⁹⁵ Le DSB a déclaré la guerre à la mafia, aux monopoles et à la bureaucratie ; « DSB obiavi voina na mafiata, monopolite i burokraciata », disponible sur : http://offnews.bg/news/Българи_я_1/ДСБ-обяви-война-на-мафията-монополите-и-бюрократиата_179867.html, consulté le 10 octobre 2014.

⁵⁹⁶ DSB commence une lutte contre l'oligarchie d'une manière frontale en désignant des noms ; « Le DSB zapochna bitka s oligarhiata frontalno i poimenno », disponible sur : <http://dsb.bg/bg/blogs/article3313>, consulté le 8 septembre 2014.

Le populisme protestataire fait aussi partie de l'idéologie des petits partis qui cherchent une représentation parlementaire. Le parti Ordre, Loi et Justice (le RZS), issu d'une transformation du parti agrarien NS-BZNS présidé par Yane Yanev, parvient à s'assurer une représentation au Parlement en 2009 avec un score de 4,67% des suffrages ; son groupe parlementaire éclatera cependant juste après son entrée au Parlement et il ne parvient pas à y entrer une nouvelle fois lors des élections de mai 2013. Le RZS mobilise régulièrement un populisme protestataire à travers la formulation d'un complot politico-économique. L'une des propositions du parti concernant la limitation du nombre des députés au sein du Parlement bulgare est motivée par des arguments au cœur du populisme politique : sur l'idée selon laquelle la souveraineté populaire serait volée par les représentants politiques qui ne sont que des « profiteurs » du pouvoir. En proposant une limitation du nombre des députés (de 240 à 100), le leader du parti Jane Janev dit notamment le 7 octobre 2011: « *Nous proposons une clause de sauvetage pour la Bulgarie: une nouvelle constitution* »⁵⁹⁷. D'après lui, la Bulgarie n'a pas besoin de « 240 profiteurs » et si son parti était élu il y aurait une réforme de la bureaucratie lourde et l'argent irait à la santé et aux bénéfices sociaux de la population. Janev fait un pont aussi entre les élites politiques et économiques et présente l'ensemble des partis politiques comme dépendants de la mafia. Comme il le formule : « *Liquider la corruption est une priorité pour le RZS. La mafia politico-économique est infiltrée dans tous les partis en Bulgarie* »⁵⁹⁸. Il développe aussi l'idée largement présente dans le discours des autres acteurs étudiés selon laquelle une justice sociale et une vengeance pourraient s'instaurer : « *Les Bulgares doivent être persuadés que les ministres peuvent aller en prison comme cela est arrivé en Pologne, en République Tchèque et en Roumanie* »⁵⁹⁹.

⁵⁹⁷ L'adoption d'une nouvelle Constitution est une clause de sauvetage pour la Bulgarie ; « Priemaneto na nova konstitucia e spasitelna klauza za Bulgaria », 7 octobre 2011, disponible sur : <http://www.rzs.bg/index.php?t=4079>, consulté le 8 septembre 2014.

⁵⁹⁸ Le RZS veut une libération de l'esclavage du DPS ; « RZS iska osvobodjavane ot robstvoto na DPS », disponible sur : <http://www.darikfinance.bg/novini/16202/%D0%C7%D1+%E8%F1%EA%E0+%EE%F1%E2%E%E1%EE%E6%E4%E0%E2%E0%ED%E5+%EE%F2+%F0%EE%E1%F1%F2%E2%EE%F2%EE+%ED%E0+C4%CF%D1>, consulté le 8 septembre 2014.

⁵⁹⁹ *Ibid.*

§ 3 La montée du populisme identitaire

Au cours de cette période, on observe aussi une large diffusion du discours identitaire. Pourtant des distinctions existent : on observe un acteur « protagoniste » qui introduit ce type de discours au niveau politique après avoir diffusé des idées identitaires au niveau médiatique (Volen Siderov), ainsi qu'un acteur dont le discours identitaire résulte surtout de la concurrence au sein du système des partis (Boyko Borissov). Ce type de discours est également adopté aussi par des politiciens de droite, sans pourtant gagner la gauche.

Des distinctions existent aussi au niveau de la diffusion des variétés ethno-populiste et nationale-populiste du populisme identitaire de type xénophobe. Les deux types sont adoptés par Volen Siderov à travers plusieurs déclinaisons distinctes tournées contre des minorités et des forces étrangères multiples. Contrairement à lui, Boyko Borissov mobilise surtout un ethno-populisme antiturc. L'ethno-populisme anti-turc prédomine aussi dans le type de discours qui se diffuse chez les hommes politiques de droite : un lien existe entre la participation du parti qui représente la minorité musulmane, le DPS au pouvoir, et la mobilisation de ce type de discours. Il est poussé à l'extrême avant la sortie du DPS du gouvernement en 2009, au bout de neuf ans en tant que membre de la coalition gouvernementale. Son poids diminue de manière significative lorsque ce parti est chassé du pouvoir à l'issue des élections législatives de 2009.

On abordera dans un premier temps la structure de ce type de discours chez le principal protagoniste de ce processus, Volen Siderov (I), et par la suite nous verrons le discours de l'acteur mobilisant un populisme de nature plutôt « contextuelle », Boyko Borissov (II). Nous observerons également sa montée dans le discours des autres acteurs politiques de droite (III).

I Un acteur protagoniste

Dans le discours de Siderov, on retrouve l'ensemble des variétés du populisme identitaire, de nature xénophobe aussi bien que non-xénophobe. Siderov est aussi le seul acteur chez qui l'on retrouve des propositions d'action de type

identitaire au niveau de la vision d'avenir. Le leader d'ATAKA use d'un populisme identitaire culturel de nature non-xénophobe qui survalorise les qualités extraordinaires associées au peuple bulgare. En même temps, le populisme identitaire xénophobe que l'on retrouve dans son discours est le plus développé parmi les populismes des autres acteurs : il mobilise sa variété aussi bien nationale-populiste qu'ethno-populiste. Son populisme comporte une structure similaire à celle développée par George Ganchev, qui mobilisait aussi ces trois variétés populistes : culturelle, ethno-populiste et nationale-populiste; mais le nombre des ennemis qui constituent chaque catégorie, la radicalité et l'intensité de ce type de discours sont beaucoup plus développés chez Siderov.

Dans son discours d'homme politique il reprend des éléments importants de son discours journalistique, même s'il est davantage centré sur les enjeux de l'agenda politique que sur des analyses d'ordre général adoptant les schèmes identitaires comme grille de lecture de la réalité, comme c'était le cas précédemment :

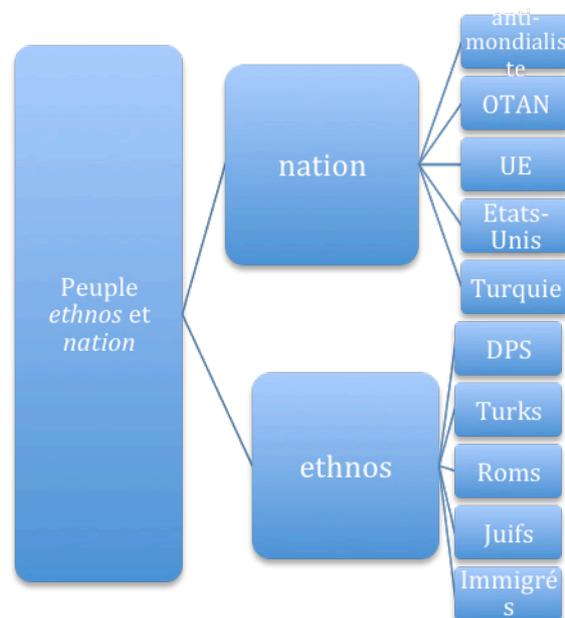


Figure 43 Syntaxe du populisme identitaire de Volen Siderov

Le populisme identitaire de nature non-xénophobe dont Siderov fait usage est basé sur un éloge du « génie » du peuple bulgare, à travers des énoncés comme celui qu'il formule le 23 avril 2013 :

« Nous avons de vrais talents, de véritables génies. Il devrait exister un programme gouvernemental qui leur offrirait la possibilité d'être sur le devant de la scène. Nous sommes très talentueux en musique et en peinture. Nous avons des artistes géniaux un peu oubliés. Nous avons besoin de montrer aux gens nos artistes talentueux. »⁶⁰⁰

Volens Serov fait aussi appel à un populisme culturel qui s'appuie sur une survalorisation de la sagesse ancestrale du peuple bulgare :

« Les gens ont compris que je suis cohérent dans mes démarches. Je me convaincs une fois de plus que le peuple bulgare est sage, intelligent et que l'on ne peut lui mentir facilement, comme certains le pensent. Je ne suis pas d'accord quand on affirme que les gens sont stupides et ignorants. Même s'ils ne sont pas très éduqués ou diplômés, les Bulgares que j'ai rencontrés pendant nos tournées dans le pays m'ont toujours impressionné par la clarté de leurs opinions. Le Bulgare est peut-être une personne simple qui ne parle pas de manière prétentieuse, mais ce qu'il dit est toujours clair et exact en termes de raisonnement, ce qui prouve que cette personne pense à ce qui se passe près d'elle et autour d'elle dans le pays. Le peuple bulgare est plus sage et plus conscient que l'élite politique. »⁶⁰¹

La dimension identitaire de nature non-xénophobe est présente dans son discours aussi à travers la référence à la religion orthodoxe ; elle est mobilisée à travers l'appel à une « Solidarité orthodoxe ». Elle trouve une assise dans l'imaginaire national, car l'identité nationale bulgare construite pendant les années de la Régénération nationale était basée sur une opposition à l'islam et à la Turquie, et sur une identification avec le monde orthodoxe. Cette « Solidarité orthodoxe »

⁶⁰⁰ Le leader d'ATAKA Volen Siderov : « On sera un facteur déterminant dans la 42^{ème} législature, on ne fera pas de coalition avec le GERB et le BSP, on va mettre fin à l'escalvage colonial qui a conduit notre peuple à la misère absolue » ; « Liderat na ATAKA Volen Siderov : « Nie shte badem opredeliasht faktor v 42 NS, niama da pravim koalicii s GERB i BSP, shte slojim kraï na kolonialnoto robstvo dovelo naroda ni do palna mizeria » », 23 avril 2013, http://www.struma.com/politika/maski-za-torbichki-pod-ochite_36954/, consulté le 13 septembre 2014.

⁶⁰¹ Présentation du programme d'ATAKA, 17 avril 2013, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=6559&Itemid=61, consulté le 1^{er} septembre 2014.

revendiquée met en avant la proximité culturelle et religieuse de la Bulgarie avec le monde slave dominé surtout par la Russie. A l'occasion d'une donation faite par l'ATAKA le dernier jour de la campagne électorale de mai 2013, Siderov dit :

« Avec cette donation, l'ATAKA conclut sa campagne électorale mais l'initiative « Solidarité orthodoxe » continuera après les élections puisqu' il y a beaucoup de gens dans le besoin. »⁶⁰²

Le populisme ethnique de Volen Siderov est caractéristique de la stigmatisation de l'ensemble des minorités historiques présentes sur le territoire bulgare : les Turcs, les Roms, les Juifs. Pourtant, la liste d'ennemis évolue, en incluant de nouveaux visages : en fonction de l'évolution du contexte, Siderov y inscrit des groupes sociaux nouveaux sur la base de leur « étrangeté » par rapport à la majorité ; Il commence aussi à dénoncer les immigrés dont la présence sur le territoire national bulgare ne s'observe qu'à partir de l'année 2013, lorsque des réfugiés syriens s'installent en Bulgarie.

Dans le cas de Siderov il s'agit d'une stigmatisation des forces politiques qui représentent et symbolisent l'impact des minorités (telles que le DPS) aussi bien que d'une stigmatisation directe des groupes minoritaires ; cela est une distinction par rapport au cas des deux autres acteurs politiques qui font également appel à un populisme ethnique : Ganchev et Borissov. Chez ces derniers, la stigmatisation directe est rarement présente.

Sidérov établit des liens entre l'ensemble des minorités présentes sur le territoire bulgare et appelle à un rejet général de leur présence en Bulgarie. D'après lui, elles constituent une menace pour l'identité et la souveraineté du peuple bulgare : « *l'on dira que la Bulgarie ne permettra pas... de devenir une province*

⁶⁰² L'ATAKA a clôturé sa campagne avec une donation pour le monastère Sv. Vaznesenie Gospodne ; « ATAKA zakri kompaniata si s darenie na manastira Sv. Vaznesenie Gospodne », 10 mai 2013, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=6580&Itemid=91, consulté le 13 septembre 2014.

*turque. Ne permettra pas de devenir un État tzigane. Ne permettra pas de devenir une colonie juive. Ou n'importe quelle autre colonie... »*⁶⁰³.

Il dénonce aussi les groupes minoritaires l'un après l'autre à travers la construction de multiples oppositions binaires. L'opposition à la minorité Rom est développée à travers des formules variées. Ainsi, comme il le dit dans sa rubrique ATAKA diffusée sur TV SKAT le 1^{er} juin 2005: « *En Bulgarie il s'opère une discrimination raciale ethnique contre les Bulgares par l'ethnos tzigane* »⁶⁰⁴.

L'opposition à la minorité musulmane demeure la plus présente dans son discours. Elle se manifeste aussi à travers des formulations nombreuses. Il s'agit soit d'une dénonciation du parti politique qui la représente (le DPS), soit d'une dénonciation directe de la minorité en question.

Le DPS est dénoncé aussi bien comme symbole de la domination des Turcs dans la vie politique bulgare que comme celui de la corruption et de la domination des élites économiques contre lesquelles le peuple bulgare doit se montrer « grand, digne et honnête », ce qui illustre les connexions établies entre les populismes de nature identitaire et protestataire :

*« Je ne me fatiguerai pas à répéter que si les Bulgares ne votent pas il y a une chance réelle pour que Dogan gagne encore une fois, particulièrement dans des régions mixtes comme par exemple Shumen. En même temps, Dogan, avec son hypocrisie typique, se vante dans les dîners en ville d'être l'homme le plus riche de Bulgarie. Montrons-lui le 5 juin⁶⁰⁵ que nous ne sommes pas des esclaves infidèles mais un peuple grand, honnête et digne. »*⁶⁰⁶

⁶⁰³ Discours de Volen Siderov dans le cadre du meeting de campagne dans la ville de Bourgas le 22 juin 2005, extrait disponible sur : http://www.bgpatriot.com/resources/Siderov_Isk_Omraza.pdf, consulté le 12 septembre 2014.

⁶⁰⁴ Émission ATAKA, diffusée le 1 juin 2006 sur la chaîne SKAT, extrait du discours disponible sur : http://www.bgpatriot.com/resources/Siderov_Isk_Omraza.pdf, consulté le 12 septembre 2014.

⁶⁰⁵ Il s'agit de la date originale citée par Siderov dans son discours.

⁶⁰⁶ Volen Siderov à Shoumen : « La chasse du DPS du pouvoir constituera une nouvelle page de notre histoire » ; « Volen Siderov à Shoumen : « Otstraniavaneto na DPS shte e nova stranica v istoriata ni » », 27 mai 2010, disponible sur : http://www.vestnikataka.com/?module=displaystory&story_id=63731&format=html, consulté le

On observe aussi une adaptation de la liste des ennemis contre lesquels se constitue l'ethno-populisme : la xénophobie est d'habitude orientée vers des minorités historiques mais l'installation d'un nombre important de réfugiés syriens sur le territoire bulgare au cours de l'année 2013 va conduire Siderov à les inclure sur la liste des minorités dénoncées. Il dénonce surtout les immigrants de religion musulmane : il les désigne comme constituant une menace engendrant un développement de réseaux terroristes. Le leader d'ATAKA utilise notamment des expressions comme : « *Les réfugiés syriens sont des terroristes potentiels, il ne faut pas les accueillir en Bulgarie* »⁶⁰⁷.

Le national-populisme qu'il mobilise est aussi plus développé par rapport à celui de George Ganchev (qui est le seul acteur parmi les cas étudiés chez qui l'on observe aussi la manifestation de cette variété populiste). Siderov mobilise un nombre plus élevé de déclinaisons concrètes de la variété nationale-populiste du populisme identitaire. Siderov dénonce les organisations internationales telles que le FMI, l'OTAN. Il est critique aussi par rapport à l'UE, et fait usage d'un discours anti-américain et antimondialiste.

Pour construire l'idée du peuple-nation, Siderov l'oppose à un nombre de forces étrangères dans des énoncés ayant une structure identique et un contenu variable. Il parle par exemple du processus d'adhésion à l'UE comme étant basé sur des mesures qui vont contribuer à la chute de niveau de vie des Bulgares :

« Le niveau de vie diminue au fur et à mesure qu'approche l'adhésion de la Bulgarie à l'UE. Si les choses continuent comme cela, après notre adhésion dans la terre promise européenne, la Nation bulgare se réveillera appauvrie,

12 septembre 2014.

⁶⁰⁷ Les réfugiés syriens sont des terroristes potentiels, il ne faut pas les accueillir en Bulgarie ; « Bejancite ot Siria sa potencialnu teroristi, ne triabva da im se dava ubejishte v Bulgaria », disponible sur : <http://pik.bg/волен-сидеров-бежанците-от-сирия-са-потенциални-терористи-не-трябва-да-им-се-дава-убежище--news98187.html>, consulté le 10 novembre 2014.

avec un pouvoir d'achat encore plus diminué face à des prix plus élevés encore. »⁶⁰⁸

Siderov assimile également l'adhésion de la Turquie à l'UE à une disparition de la Bulgarie : « *Non à la Turquie dans l'UE. Si ce pays est accepté, la Bulgarie sera rayée de la carte de l'Europe, d'un point de vue à la fois économique et démographique* »⁶⁰⁹. Il fait l'usage de cette victimisation du peuple bulgare aussi au sujet des effets de la mondialisation en évoquant l'idée d'un « *esclavage colonial* ». Au cours de la campagne pour les élections législatives de 2013, il dit notamment :

« Le taux d'approbation de l'ATAKA est le résultat d'une politique cohérente depuis 2005 de lutte contre l'esclavage colonial. Les gens ont compris que les monopoles étrangers, les factures d'électricité, le téléphone, l'eau, toutes les entreprises étrangères qui soutirent de l'argent à la Bulgarie nous colonisent. Les gens ont compris que les idées de l'ATAKA sont les vraies idées. C'est la raison de notre taux d'approbation. »⁶¹⁰

Le leader d'ATAKA développe aussi l'idée d'une perte de souveraineté sur le plan financier et sur le plan de la défense en dénonçant le rôle de FMI et de l'OTAN. Il critique le consensus néolibéral des élites de droite et de gauche et le manque d'alternatives dans le domaine de la politique économique :

« [...] que va-t-il se passer avec les soi-disant « droite », « semi-droite » ou « centre » ? Parce qu'en Bulgarie tout le monde réfléchit sur ce qui va se passer avec la gauche et la droite sans se rendre compte que, depuis 1997,

⁶⁰⁸ Zemia (2005, 13 mai). Un consensus meurtrier ; « Ubiistveno edinomislie ».

⁶⁰⁹ Visite de Volen Siderov et des candidats du parti pour les élections européennes à Varna ; « Volen Siderov i kandidati za evrodeputati na partia ATAKA posetiha Varna », 19 05 2009, disponible sur : <http://www.ataka.bg/images/gallery/v16/vgallery>, consulté le 11 septembre 2014.

⁶¹⁰ Le leader d'ATAKA Volen Siderov : « Nous serons un facteur déterminant dans la 42^{ème} législature, nous ne ferons pas de coalition avec le GERB et le BSP, nous mettrons fin à l'escalvage colonial qui a conduit notre peuple à la misère absolue » ; « Liderat na ATAKA Volen Siderov : « Nie shte badem opredeliasht faktor v 42 NS, niama da pravim koalicii s GERB i BSP, shte slojim krai na kolonialното robstvo dovelo naroda ni do palna mizeria » », 23 avril 2013, http://www.struma.com/politika/maski-za-torbichki-pod-ochite_36954/, consulté le 13 septembre 2014.

*tout en Bulgarie est dicté par le FMI, y compris le taux des impôts, le déficit budgétaire ».*⁶¹¹

L'OTAN est également dénoncé comme ayant un impact destructeur sur l'armée bulgare. Comme alternative de l'orientation internationale de Bulgarie sur le plan militaire, il propose une révision des relations avec la Russie :

*« Quelle aide nous a apporté l'OTAN ? Nous sommes membre de l'OTAN depuis 2004. Qu'est-ce que l'OTAN nous a apporté ? Notre armée est brisée, notre technique militaire est découpée en morceaux... Quand je revendique des relations normales et non-politisées avec la Russie, j'appelle cela non pas une politique de la dignité et de la gentillesse, mais une défense de l'intérêt national. Une politique plus souple, qui donnerait plus d'opportunités à la Bulgarie. »*⁶¹²

Concernant l'inscription des revendications identitaires dans la vision d'avenir de Volen Siderov, ce dernier utilise la technique du « bouc émissaire » en faisant croire que la seule élimination de l'impact des minorités va assurer la transformation profonde de la société bulgare. « Chasser le DPS du pouvoir » est ainsi formulé comme un souhait pour le peuple bulgare, le 23 mai 2009 : « *Je vous souhaite que Dogan et le DPS ne trouvent pas leur place dans la vie politique en Bulgarie* ». ⁶¹³ Une partie de la vision d'avenir qu'il propose est ciblée aussi contre les Roms. Il présente la criminalité rom comme le problème numéro 1 de la société. Ainsi, le 12 décembre 2011 il dit : « *Nos principes sont de mettre fin à la criminalité tzigane qui ces derniers temps est le problème numéro 1 de la Bulgarie.* » ⁶¹⁴.

⁶¹¹ ATAKA (2006, 25 septembre). Volen Siderov à Razgrad: « Les citadelles de Dogan chutent » ; « Volen Siderov v Razgrad : « Padat krepostite na Dogan » ».

⁶¹² ATAKA (2006, 27 octobre). Volen Siderov d'après Reuters : « Nous partageons la même opinion que Bruxelles au sujet de la corruption » ; « Volen Siderov pred Reuters : « Za korupciata sme na edno mnenie s Bruxelles » ».

⁶¹³ Volen Siderov à Dobritch : « L'opération 'scalpel' contre la tumeur 'coalition tripartite' » ; « Volen Siderov v Dobritch : Opreatzia « scalpel » sreshtu tumora « troina koalitzia » », 23 mai 2009, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=3903&Itemid=74, consulté le 10 octobre 2014.

⁶¹⁴ Volen Siderov: « Je vais dévoiler les tromperies des gouvernants au Parlement » ; « Volen Siderov : « Shte razoblichavam dalaverite na upravliavashtite v Parlamenta » », 23 décembre 2011, disponible sur : <http://arhiv.vestnikataka.bg/archive.php?broi=&text=В о л е н % 2 0 С и д е р о в &fromDate=2011-01-01&toDate=2013-12-31&newsID=100626>, 23, 12, 2011, consulté le 11 octobre 2014.

Il présente aussi l'arrêt immédiat de l'interaction avec l'étranger comme une garantie de transformation rapide. Dans le cadre de la campagne électorale de 2013, Siderov promet de sortir la Bulgarie de « l'esclavage colonial » : « *L'ATAKA sera la première force politique et elle proposera aux autres partis de participer au gouvernement. Le parti peut former un cabinet et ainsi sortir le pays de l'esclavage colonial* »⁶¹⁵.

La mobilisation des différentes variétés du populisme identitaire de Siderov ici présentée varie dans le temps. Le populisme ethnique demeure dominant dans ses discours de campagne de 2005, 2006 et 2009, tandis qu'en 2013 il mobilise prioritairement un national-populisme. Le populisme identitaire de Siderov varie aussi en fonction de la variable pouvoir/opposition. Des mutations s'observent surtout lorsque l'ATAKA appuie le gouvernement du GERB au cours de la période 2009-2011.

<p align="center">Évolution du discours identitaire de Volen Siderov (2005-2013)</p>				
Campagne électorale	Législatives 2005	Présidentielles 2006	Européennes législatives 2009	Législatives 2013
Populisme dominant	Ethno- populisme	Ethno-populisme	Ethno-populism	National- populisme

Tableau 3 Evolution du discours identitaire de Volen Siderov (2005-2013)

Les campagnes des élections législatives de 2005 et des élections présidentielles de 2006, lorsque Siderov s'impose sur la scène politique et adopte un populisme protestataire poussé à l'extrême, constituent aussi les deux campagnes les plus radicalement xénophobes. Siderov produit alors un discours de haine qui remet en cause les droits ethniques et religieux des minorités. Les deux

⁶¹⁵ L'ATAKA peut composer le gouvernement suivant » ; « ATAKA moje da sastavi sledvashtoto pravitelstvo » , 8 avril 2013, disponible sur :<http://www.novini.bg/news/130190-wolen-siderow-ataka-move-da-systawi-sledwashtoto-prawitelstwo.html>, consulté le 11 octobre 2014.

variétés du populisme identitaire de nature xénophobe (ethno-populiste et national-populiste) sont présentes dans son discours. Pourtant, leur proportion est différente car l'ethno-populisme demeure un thème central. Plus précisément, lors des élections de 2005 il est de type anti-Rom et antiturque, tandis qu' lors des élections de 2006 il est prioritairement antiturque.

Au cours des élections législatives de 2005, à travers l'émission « ATAKA » que Siderov anime sur la chaîne SKAT, il privilège un discours anti-Rom. Il érige l'idée du peuple *ethnos* contre la minorité Rom à travers multiples formulations qui dénoncent le statut de victime de la majorité bulgare : « *terreur tzigane* », « *bandes féroces des tziganes* ». Comme il le dit dans l'émission du 8 juin 2005 : « *Il n'y a pas ville ou habitat qui ne soit victime de la terreur tzigane* »⁶¹⁶. Parlant des crimes commis par des Roms, il évoque un génocide des Bulgares dans son émission du 30 mai 2005 : « *Je promets catégoriquement que je ferai des investigations car ce n'est pas simplement une terreur tzigane, comme le titre de l'émission d'aujourd'hui. C'est un génocide contre l'ethnos bulgare en Bulgarie* ».⁶¹⁷ Il promet également une vengeance contre les Roms lors de son meeting de campagne dans la ville de Bourgas qui a lieu le 22 juin 2005 : « *Toutes les bandes des Roms qui vont terroriser, maltraiter, torturer, violer et piller dans l'ensemble des villes bulgares vont être remises à leurs places* »⁶¹⁸.

Au cours de cette campagne, il oppose le peuple *ethnos* à la minorité turque. Comme il le dit également dans son discours dans le cadre du meeting dans la ville de Bourgas le 22 juin 2005 :

« Nous avons visité des régions où, dans les institutions, dans les chefs-lieux des régions, dans des municipalités on ne parle que turque ! C'est une

⁶¹⁶ Emission ATAKA, diffusée le 8 juin 2006 sur la chaîne SKAT, extrait du discours disponible sur : http://www.bgpatriot.com/resources/Siderov_Isk_Omraza.pdf, consulté le 12 septembre 2014.

⁶¹⁷ Emission ATAKA, diffusée le 30 mai 2005, extrait cité dans la requête déposée auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, en application de l'article 34 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ainsi que des articles 45 et 47 du Règlement de la Cour par Kremena Goshova Budinova et Vassil Stoyanov Chaprazov.

⁶¹⁸ Discours de Volen Siderov dans le cadre du meeting de campagne de la ville de Bourgas le 22 juin 2005, extrait disponible sur : http://www.bgpatriot.com/resources/Siderov_Isk_Omraza.pdf, consulté le 12 septembre 2014.

infamie, aujourd'hui en 2005, pour la Bulgarie qui est un État souverain. Nous sommes contre cela et nous pensons mettre fin à la turquisation de notre patrie. »⁶¹⁹

Au cours de la campagne de 2006 Siderov ne centre plus son discours sur la stigmatisation des Roms, mais se focalise surtout sur un discours antiturse. En dépit du fait que le parti qui représente la minorité turque (le DPS) ne présente pas son propre candidat, Siderov adopte un discours qui relie son ennemi principal, le Président sortant Georgi Parvanov, au DPS. Il procède de différentes manières : il dénonce le support de son électorat lors des élections présidentielles précédentes et le rôle du président pour l'interaction inter-ethnique en Bulgarie. Pour discréditer son rival, Siderov use de plusieurs techniques qui visent à établir un axe d'équivalence entre Parvanov et le DPS. Il établit un lien entre Georgi Parvanov et Ahmed Dogan en présentant le leader du DPS comme une personne ayant un pouvoir caché sur le Président à travers des allocutions comme celle qu'il prononce dans la ville de Razgrad où il y a une minorité turque importante et où la question du pouvoir réel d'Ahmed Dogan est proche de la population locale : « *Celui qui vote pour Parvanov vote pour Ahmed Dogan* »⁶²⁰. Il présente les élections présidentielles comme un effort de renversement du DPS qu'il qualifie de « tumeur » qui doit être éliminée de la vie politique bulgare par un scalpel de chirurgien. Siderov utilise différentes formulations comme : « *Le DPS est une tumeur maligne, qui doit être éliminée de la vie politique bulgare* »⁶²¹, ou encore : « *Aujourd'hui nous avons commencé l'opération de renversement du DPS. Le DPS est une tumeur maligne. Le scalpel du chirurgien est dans vos mains, la date de l'opération est le 22 octobre* »⁶²². L'opposition indirecte qu'il construit entre l'ATAKA et le DPS au fil de cette élection est présentée aussi bien à travers des constats comme « *Les citadelles de Dogan tombent* »⁶²³, qui illustre l'affrontement

⁶¹⁹ *Ibid.*

⁶²⁰ ATAKA (2006, 25 septembre). Volen Siderov à Razgrad : « Les citadelles de Dogan chutent » ; « Volen Siderov v Razgrad : « Padat krepostite na Dogan » ».

⁶²¹ ATAKA (2006, 27 septembre). Volen Siderov dans les villes de Vratza et Montana: « Il faut éliminer la tumeur DPS » ; « Volen Siderov vav Vratza i Montana: « Da izrejem tumora DPS » ».

⁶²² ATAKA (2006, 25 septembre). *Op.cit*

⁶²³ *Ibid.*

qu'il tente d'établir avec ce parti en dépit du fait qu'il n'a pas son propre candidat. Dans le cadre de cette campagne, Siderov évoque de nouveau l'idée que des séparatismes sont possibles dans les régions à population musulmane concentrée pour démontrer la menace que représente cette minorité pour l'intégralité nationale : « *des régions entières seront déchirées du corps de la patrie et une fédération sera créée* »⁶²⁴. Il dit aussi que : « *La tendance qui s'esquisse est encore plus inquiétante, parce qu'il y a déjà des formations islamiques radicales qui sont aussi sous l'égide du président actuel* »⁶²⁵ et parle d'un manque de correspondance entre les droits et les devoirs des minorités.

La montée de la rhétorique antiturque se poursuit lors des campagnes suivantes pour atteindre son apogée au cours des élections législatives de 2009 : l'opposition anti-DPS, qui était l'un des sujets-phares de Siderov, devient un sujet central adopté par l'ensemble des hommes politiques de droite. Dans ce contexte, Siderov radicalise son discours ethno-populiste. Il insiste sur le clivage ATAKA/DPS afin d'essayer d'attirer un vote basé sur l'opposition majorité ethnique/minorité et d'absorber le vote antiturc. Il présente son parti comme la seule alternative au DPS. Comme il le souligne le 2 juillet, à trois jours des élections qui ont lieu le 5 juillet : « *Seule une voix pour l'ATAKA peut arrêter Dogan.* »⁶²⁶. Il compare aussi le vote pour l'ATAKA à un sauvetage de la Bulgarie : « *Donnez votre voix à l'ATAKA. C'est un moyen sûr de soutenir la Bulgarie* »⁶²⁷. Siderov compare aussi le vote pour l'ATAKA à celui pour le DPS : « *J'ai des raisons sérieuses de penser que nous dépasserons sûrement le DPS mais nous pouvons dépasser aussi le BSP* »⁶²⁸. Cette tendance à opposer le vote sur un axe

⁶²⁴ ATAKA (2006, 27 septembre). *Op.cit.*

⁶²⁵ ATAKA (2006, 25 septembre). *Op.cit.*

⁶²⁵ ATAKA (2006, 27 septembre). *Op.cit.*

⁶²⁶ Volen Siderov : « Uniquement le vote pour l'ATAKA peut arrêter le DPS » ; « Volen Siderov : Samo glasat za ATAKA moje da preprechi patia ns DPS », 2 juillet 2009, http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=4368&Itemid=74, consulté le 11 septembre 2014.

⁶²⁷ *Ibid.*

⁶²⁸ Volen Siderov : « Je pense que nous allons trouver un moyen de nous entendre avec le GERB » ; « Volen Siderov : « Mislia che s GERB shte se razberem » », 21 juin 2009, disponible sur : <http://www.24chasa.bg/Article.asp?ArticleId=159127>, consulté le 11 septembre 2014.

« pro » et « antitunc » est présente aussi à la sortie des élections européennes de juin 2009, lorsqu'il dit notamment :

« Lors des élections européennes, l'ATAKA s'est présenté mieux que d'autres partis. Je donne immédiatement l'exemple du DPS qui a connu une chute de plus de 30 000 voix. L'ATAKA connaît une augmentation de 33 000 voix par rapport aux élections européennes précédentes. Bien sûr, le taux de participation plus élevé et le changement du système de représentation proportionnelle d'Hondt à Niemeyer ont défavorisé l'ATAKA. J'ai consulté des experts qui m'ont dit que si le système d'Hondt n'avait pas été changé, l'ATAKA aurait gagné trois mandats aux élections européennes. De manière générale, les positions de l'ATAKA ont été consolidées. »⁶²⁹.

D'autres exemples qui reprennent la même structure et démontrent la répétitivité du message peuvent être cités. Le 19 juin 2009, il dit que la Bulgarie est menacée de devenir une « *fédération bulgaro-turque* »⁶³⁰ si le DPS n'est pas arrêté. Le 2 juillet 2009, devant la plus grande chaîne de télévision, BTV, il affirme à propos des coalitions possibles que le DPS est le « *conducteur de la politique d'Ankara* » : « *Il n'est pas raisonnable de dire que tu ne négocieras pas. Je l'ai déjà annoncé, je négocierai avec tous les partis bulgares. J'exclus seulement les leaders de la politique d'Ankara, de la politique turque en Bulgarie : le DPS* »⁶³¹. Siderov développe l'idée d'un contrôle exercé de la part de la Turquie sur la Bulgarie également au niveau régional, en dénonçant la « *turquisation* » de certaines régions de Bulgarie à travers le rôle joué par le DPS. Il présente l'ATAKA comme un parti ralentissant ce processus. Dans son intervention dans la ville de Bourgas le 18 juin, il affirme : « *Nous avons empêché la construction d'une mosquée dans le quartier Rom Meden Rudnik, où habitent seulement 2000*

⁶²⁹ Volen Siderov : « L'ATAKA est prêt à devenir une force constructive » ; « Volen Soderov : « ATAKA e gotova da bade konstruktivna » », 23 juin 2009, disponible sur : http://news.ibox.bg/interview/id_1628136747, consulté le 11 septembre 2014.

⁶³⁰ Volen Siderov : « L'Ataka va travailler pour un consensus national au sein de l'assemblée suivante » ; « Volen Siderov : « ATAKA shte raboti za nacionalen consensus v sledvashtia parlament » », 19 juin 2009, http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=4192&Itemid=61, consulté le 11 septembre 2014.

⁶³¹ Volen Siderov : « La plus grande spéculation est que si le DPS reste sans pouvoir, la situation deviendra effroyable » ; « Volen Siderov : « Nai-goliamata spekulacia e, che ako DPS ostane bez vlast shte stane strashno » », 2 juillet 2009, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=4370, consulté le 11 septembre 2014.

*musulmans. Ainsi, nous avons ralenti la vitesse de turquisation de la région*⁶³². Le 20 juin il répète de nouveau cette équivalence DPS-Turquie en disant que la Bulgarie « *ne doit pas être gouvernée par le parti turc, par le DPS* »⁶³³.

En 2013, à la différence des campagnes électorales précédentes, Siderov mobilise prioritairement un national-populisme. Au sein des énoncés identitaires consacrés à l'image du peuple et de ses ennemis, le poids des différentes sous-catégories est le suivant : le national-populisme représente 63% des énoncés recensés (14 sur 22), l'ethno-populisme, 23% (5 sur 22), et les énoncés classables dans la catégorie du populisme culturel représentent 14 % (3 sur 22).

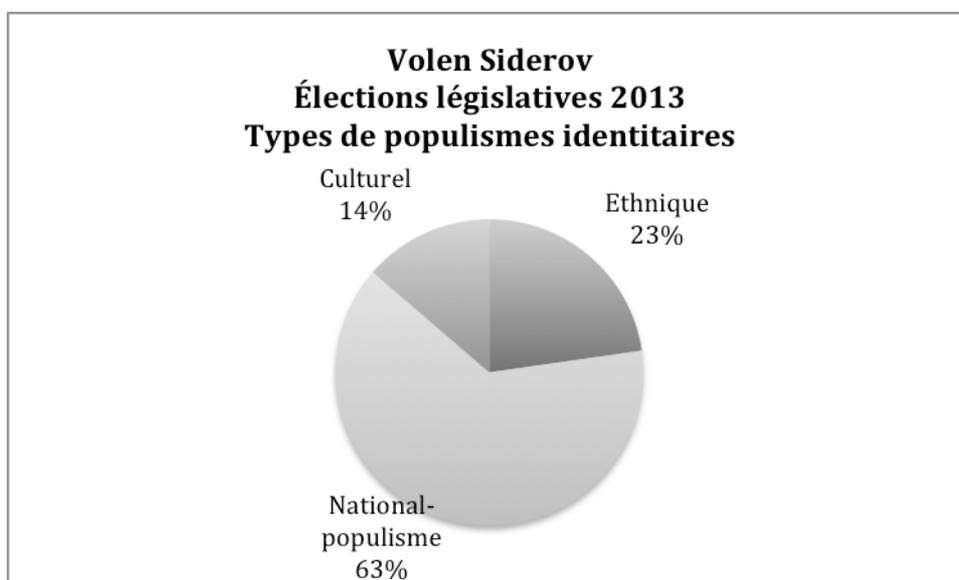


Figure 44 Types de populismes identitaires chez Volen Siderov, élections législatives de 2013

Ce tournant s'effectue au bout du mandat au cours duquel l'ATAKA soutiens le gouvernement du GERB : l'ATAKA dès lors perdu sa légitimité de parti antisystème. Dans ce contexte, le discours anti-européen et antimondialiste assure davantage de succès à Volen Siderov : la Bulgarie en effet fait partie de l'UE

⁶³² Il faut que nous nous réunissions autour de cinq priorités, sinon la Bulgarie disparaîtra ; « Da se obedinim okolo pet prioriteta inache Bulgaria zagiva », 18 juin 2009, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=4174&Itemid=91, visité le 11 septembre 2014.

⁶³³ Volen Siderov : « ATAKA va doubler les pensions en privant les oligarques de leurs biens » ; « Volen Siderov : « ATAKA shte udvoi pensiite kato otneme imushtestvoto na ologatsite » », 20 juin 2009, http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=4195&Itemid=74, consulté le 11 septembre 2014.

depuis six ans, et cet aspect des enjeux identitaires est d'actualité. Le facteur qui influence l'orientation du populisme identitaire chez Siderov est le fait qu'à la fin du mandat 2009-2013 le DPS n'est présent au sein du gouvernement pour la première fois depuis la période 2001-2009.

À la différence de la campagne de 2009 qui était dominée par le rejet d'un certain retour de « l'esclavage turc », au fil de la campagne de 2013 Siderov s'oppose surtout à « l'esclavage colonial ». Il présente cette menace comme une perte de la souveraineté politique, comme un épuisement économique et démographique. Dans la vision développée par Siderov, la Bulgarie est perdante face à toute sortes d'interactions internationales. Sur le plan économique, d'après Siderov, la Bulgarie est la victime des compagnies internationales qui profitent d'elle à travers l'extraction de ses ressources naturelles, l'exportation à l'étranger du profit des grandes surfaces, les positions stratégiques dans le domaine des services, l'attractivité du marché du travail qui constitue l'une des causes de l'émigration. Il s'agit en effet d'une reproduction de ses idées de journaliste antimondialiste qui, à ce stade, se trouvent de nouveau au premier plan. La réponse à cette situation est la constitution d'une société fermée: Siderov appelle cette alternative le « bulgarisme », et la décrit de la manière suivante :

« Bulgarisme : retour entre les mains bulgares de toutes les ressources naturelles et des secteurs économiques rentables. Ce sont les secteurs liés à l'énergétique, aux télécommunications, à l'extraction de l'or, aux ressources naturelles, aux services commerciaux et bancaires, aux grandes surfaces et stations-service. Ces secteurs sont actuellement dans des mains étrangères et la Bulgarie pauvre nourrit à travers ces entreprises des compagnies tchèques, autrichiennes et autres. »⁶³⁴

Il promet de mettre la Bulgarie sur un « piédestal » souverain qui va remettre le commerce et les services entre les mains des Bulgares, et il promet que la politique interne du pays va cesser d'être influencée par des forces étrangères :

⁶³⁴ L'ATAKA a présenté les candidats en tête de liste pour les prochaines élections législatives, 10 avril 2013, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=6553&Itemid=91, visité le 11 septembre 2014.

*S'il y a de la détermination, je suis persuadé que la Bulgarie peut être sortie de l'esclavage colonial et érigée sur un piédestal souverain d'où les choses partiront dans une autre direction. Tout ce que dont je vous ai parlé, les grandes surfaces, les compagnies d'électricité, tout cela doit être arrêté, l'extraction de l'or doit être ramenée entre des mains des Bulgares, l'extraction des ressources naturelles doit être la seule propriété de l'État et le profit doit rester en Bulgarie. Du coup, si les profits qui fuient la Bulgarie restent dans le pays nous verrons que nous avons assez d'argent pour avoir un niveau de vie moyen, comme par exemple celui de l'Autriche. Bien sûr, les ambassadeurs étrangers et les lobbyistes ne seront pas heureux.*⁶³⁵

La perte de souveraineté est dénoncée aussi d'autres manières. Il met en avant l'influence des pays étrangers sur la Bulgarie à travers des formulations multiples de cette même dépendance qui limite la souveraineté du peuple à cause d'une soumission de la Nation bulgare aux nations étrangères. Cette idée est formulée dans son discours de présentation des candidats d'ATAKA lors des élections législatives : « Une autre chose que nous pouvons dire à l'ambassade des États-Unis : 'ne vous mêlez pas de nos affaires énergétiques'. Si nous utilisons des technologies nucléaires russes, finlandaises ou d'autres, c'est à nous de décider »⁶³⁶. D'autres exemples illustrent ce même souverainisme développé par Siderov : « Je suis persuadé que d'ici quatre ou cinq ans on pourra construire une nouvelle centrale nucléaire. Il faut seulement avoir un gouvernement qui ne soit pas influencé par des coups de fil d'ambassades étrangères. »⁶³⁷.

Dans cette optique il s'oppose à l'étranger, pas uniquement au niveau de l'interaction entre les États, mais aussi entre les peuples. Il évoque l'idée d'une fausse supériorité des Européens par rapport aux Bulgares, qui doit être remise en cause en raison des nombreuses capacités des Bulgares : « Je pense qu'on entre dans un cliché assez répandu en Bulgarie, selon lequel les Européens seraient supérieurs aux Bulgares, qu'ils en sauraient plus et seraient plus capables que les Bulgares »⁶³⁸.

⁶³⁵ Présentation du programme d'ATAKA, 17 avril 2013, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=6559&Itemid=61, consulté le 1^{er} septembre 2014.

⁶³⁶ *Ibid.*

⁶³⁷ *Ibid.*

⁶³⁸ Présentation de la liste d'ATAKA, 7 avril 2013, vidéo disponible :

Dans cette lecture de la situation actuelle de la Bulgarie basée sur sa victimisation il dénonce également les élites nationales comme bien souvent dans les idéologies populistes : « *On voit qu'aujourd'hui les mafias externes et internes se soutiennent, lorsqu'on observe le colonialisme du Parti populaire européen, l'Alliance des partis populaires. Maintenant, ces mafias viennent en Bulgarie pour soutenir la politique coloniale, la politique du GERB* »⁶³⁹. Borisssov et son parti le GERB, qui bénéficiait du support d'ATAKA au début de son mandat, sont présentés comme des marionnettes de forces internationales, ce qui démontre la variabilité des acteurs politiques pouvant tenir le rôle d'ennemis dans le discours de Siderov. Il applique une technique qui consiste à les dénoncer en les associant à « l'étranger », ce qui selon lui les discrédite en tant que forces travaillant contre l'intérêt bulgare. Parlant du GERB, il dit notamment : « *Il s'est avéré que c'est le nouvel acteur qui a été appelé sur scène pour continuer la politique coloniale, la politique des bas salaires et le contrôle complet de la part des monopoles étrangers, ainsi que pour supporter une oligarchie grasement payée et extrêmement riche* »⁶⁴⁰. Le leader d'ATAKA dénonce son ancien partenaire de la manière suivante :

*« Le GERB a été créé en remplacement d'ATAKA, en remplacement de la protestation naturelle des gens contre le modèle colonial. Les gens en Bulgarie ne sont pas stupides. Malgré la manipulation médiatique, ils comprenaient très bien que la politique des revenus était coloniale, aborigène, que des usines étaient fermées, que des entreprises qui nourrissaient des centaines de milliers de Bulgares étaient fermées, que rien de mieux ne viendrait après, que la privatisation n'entraînait rien de mieux, que l'islamisation se passait avec l'accord tacite du gouvernement bulgare. Les gens y voyaient un représentant naturel. Pour remplacer cela, les marionnettistes ont créé le GERB. »*⁶⁴¹

La variabilité du populisme identitaire de type ethno-populiste et national-populiste de Volen Siderov s'observe également en dehors des discours de

sur http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=6551&Itemid=61, consulté le 1^{er} septembre 2014.

⁶³⁹ *Ibid.*

⁶⁴⁰ Présentation du programme d'ATAKA, 17 avril 2013, *op.cit.*

⁶⁴¹ *Ibid.*

campagne au cours de la période 2005-2009 de même qu'entre 2009 et 2013. Après l'entrée d'ATAKA au Parlement, Siderov continue à décliner des variantes de l'ethno-populisme dans ses discours, ce qui montre notamment la percée du populisme xénophobe au sein même du discours parlementaire. Dans son intervention prononcée au Parlement le 11 juillet 2005, juste après l'arrivée d'ATAKA au Parlement en juin 2005, il dit par exemple :

« En résultat d'une demande des forces externes hostiles à la Bulgarie, il est prévu que le peuple bulgare passe de 3,5 à 4 millions de personnes. C'est le plan des bulgarophobes. Ce plan est en train de se réaliser sous nos yeux. Si quelqu'un demande comment cela va se réaliser je vais lui dire : en privant les bulgares du droit d'être maîtres dans leur propre pays, en les laissant mourir dans la misère et manquer de médicaments, en les laissant être terrorisés par des bandes des Tziganes qui attaquent, détroussent et violent la nation bulgare. Personne ne les poursuit pour les crimes effectués, car c'est la directive donnée de l'extérieur : ne pas faire d'investigations sur les crimes réalisés par ces groupes parlementaires. »⁶⁴²

Une fois entré au Parlement, Siderov adapte ses propos en fonction de la nouvelle donne politique. Pourtant, il répète d'anciens schèmes en prenant en compte la situation nouvelle, ce qui démontre notamment la variabilité du contenu concret du message populiste. Il commence par critiquer la coalition tripartite en adaptant ses critiques à l'encontre de la soumission des élites bulgares aux forces étrangères, à la nouvelle coalition tripartite entre le BSP, le DPS et le NDSV en cours de formation. Comme il le dit le 30 novembre 2005 : *« Le marché de coalition BSP-NDSV-DPS démontre de plus en plus son caractère colonial. La souveraineté bulgare devient un facteur de plus en plus éphémère d'aujourd'hui »⁶⁴³.*

Cependant, la variable pouvoir/opposition a un impact sur la nature de son populisme identitaire. La période 2009-2011 est typique d'une transformation de ce

⁶⁴² Sténogramme de la session d'ouverture de la 40^{ème} législature, 11 juillet 2005, disponible sur : <http://www.parliament.bg/bg/plenaryst/ns/2/ID/29>, consulté le 14 septembre 2014.

⁶⁴³ Les gouvernants coloniaux ; « Kolonialnite upravnici », 30 novembre 2005, disponible sur : http://www.vestnikataka.com/?module=displaystory&story_id=3291&format=html&edition_id=42, consulté le 14 septembre 2014.

type de discours. Au cours de la période où le parti supporte le gouvernement du GERB (2009-2011), on observe une normalisation du discours du parti concernant notamment les enjeux européens, ce qui demeure important pour la légitimité du gouvernement au niveau européen. Siderov lui-même constate cette évolution du parti en soulignant qu'il s'agit d'une transformation vers un parti au visage européen et même pro-européen :

« En 2009, l'ATAKA est devenu un parti au visage européen, qui a prouvé qu'il s'est montré lors de la 41^{ème} législature comme une force constructive, pro-européenne, qui pourtant tient à l'identité nationale et à la souveraineté de la nation bulgare. »⁶⁴⁴

Certes, après le retrait de son soutien pour le GERB en 2011, l'ATAKA fait un retour vers un ethno-populisme virulent : Il se focalise de nouveau contre les groupes de Turcs et de Roms. L'une de ses manifestations les plus importantes coïncide avec des tensions anti-roms dans la ville de Katunitza. Pour regagner son électorat, Siderov reprend un discours anti-rom, en associant ses critiques à une dénonciation de la classe politique entière, ce qui démontre aussi les interférences préexistantes entre les différentes facettes du populisme :

« Tous les gouvernements jusqu'à présent n'ont pas juste fermé les yeux devant la criminalité rom, mais l'ont même facilitée par un manque de réactivité de la part de la police, du parquet, des tribunaux. Le gouvernement du GERB et le Ministère de l'Intérieur continuent de tolérer la criminalité des Tziganes. Une partie importante des Bulgares sont soumis à un véritable génocide dans certaines villes et certains villages par des bandes des Tziganes. »⁶⁴⁵

⁶⁴⁴ Déclaration de Volen Siderov au sujet de l'assassinat féroce de Katunitza ; « Deklaratzia na Volen Siderov po povod zverskoto ubiistvo v Katunitza », 24 septembre 2011, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=5971&Itemid=66, consulté le 14 septembre 2014.

⁶⁴⁵ Déclaration de Volen Siderov au sujet de l'assassinat féroce de Katunitza ; « Deklaratzia na Volen Siderov po povod zverskoto ubiistvo v Katunitza », 24 septembre 2011, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=5971&Itemid=66, consulté le 14 septembre 2014.

II Un populisme contextuel

Le populisme identitaire de Boyko Borissov est moins développé que celui invoqué par Volen Siderov ; il se caractérise par un populisme non-xénophobe et un populisme xénophobe de type ethno-populiste et surtout anti-turc. On ne retrouve pas d'exemples récurrents d'un ethno-populisme construit en opposition à la minorité rom ou juive. La branche nationale-populiste du populisme identitaire n'est pas présente non plus dans le discours de ce leader.

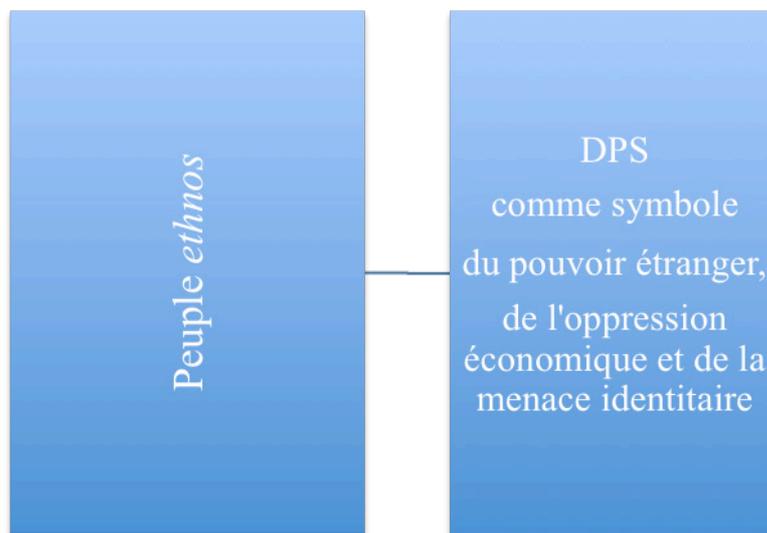


Figure 45 Syntaxe du populisme identitaire de Boyko Borissov

Son populisme culturel est de nature différente de celui de ses adversaires. Borissov ne glorifie pas les mérites du peuple comme un observateur externe. Il adopte une approche basée sur l'absorption des valeurs traditionnelles dans son propos. Il les intègre dans son propre système de valeurs. Pour illustrer les modes de construction de son populisme culturel, on peut prendre l'exemple de son comportement envers la religion. Pour montrer son respect envers la religion chrétienne, au lieu de flatter la Nation bulgare en tant que nation orthodoxe comme le fait par exemple Volen Siderov, il cite directement des passages de la Bible et se présente comme extrêmement sensible à la construction de nouvelles églises, notamment dans les régions les moins développées ou habitées par des personnes

âgées. Ainsi, en 2013, en faisant un commentaire sur l'ancien ministre de l'agriculture du gouvernement, Miroslav Naydenov (en lien avec un scandale d'écoutes dans la maison de Borissov), il intègre les valeurs populaires dans son discours en les reliant directement avec des citations de la Bible : « *aucune mauvaise action ne reste impunie* ». ⁶⁴⁶

Son populisme ethnique est focalisé surtout contre le DPS comme symbole de l'influence turque. Il dénonce le pouvoir omniprésent du DPS. D'après lui, ce parti contrôle de fait la majorité des acteurs politiques bulgares :

« [...] ni Stanishev, ni le Président, ni les partis politiques n'ont gouverné jusqu'à présent indépendamment de Dogan. Ce n'est pas un hasard si Zhelu Zhelev, Petar Stoyanov et Georgi Parvanov sont devenus présidents avec son aide. Ce n'est pas un hasard si Kostov, Siméon, Stanishev et Popov sont devenus Premiers ministres avec son support et sa bénédiction. » ⁶⁴⁷

À la différence de Siderov, Borissov stigmatise rarement le groupe des Turcs et des Bulgares musulmans directement. Certes, on retrouve des exemples rares et tempérés. C'est le cas de l'opposition aux électors ayant la double nationalité (bulgare et turque) qui votent régulièrement en Bulgarie. Comme il le souligne au cours de la campagne électorale des élections législatives de 2009 : « *Lors des élections suivantes, le taux de participation sera plus élevé et là ce sera le vote caché du DPS. Ils amèneront au moins 150 000 voix de l'extérieur et là ce sera une vraie bataille.* ». ⁶⁴⁸ Cette posture est perçue par les citoyens comme une opposition au poids des électors « étrangers » sur la souveraineté bulgare.

Le populisme identitaire invoqué par Borissov varie d'une campagne électorale à l'autre ; il s'agit d'un discours qui dépend largement de l'évolution du

⁶⁴⁶ Boyko Borissov ne va pas demander la démission de Tzvetanov ; « Boyko Borissov niama da iska ostavkata na Tzvetanov », 25 avril 2013, disponible sur : http://www.dnevnik.bg/izbori2013/2013/04/25/2048934_borisov_niama_da_iska_ostavkata_na_cv_tanov/?ref=rss&utm_source=flip.bg, consulté le 14 septembre 2014.

⁶⁴⁷ Boyko Borissov : « Aucun compromis avec Dogan ! » ; « Boyko Borissov : « Nikakav kompromis s Dogan ! » », 2 juillet 2009, disponible sur : http://gerb.log.bg/article.php?article_id=28041, consulté le 14 septembre 2014.

⁶⁴⁸ Boyko Borissov : « Nous avons promis que nous allons nous battre seuls » ; « Boyko Borissov : « Dali sme дума che shte se borim sami » », 7 juin 2009, disponible sur : <http://www.dnes.bg/izbori2009/2009/06/07/boiko-borisov-dali-sme-duma-shte-se-borim-sami.72180>, consulté le 14 septembre 2014.

contexte. Peu présent dans son discours de campagne lors des élections législatives de 2005, il augmente lorsque les enjeux identitaires deviennent un sujet central pour l'échiquier politique tout entier. On observe cette évolution au cours de la campagne des élections législatives de 2009 : la chasse du DPS du pouvoir s'impose comme l'un des enjeux de la campagne. Par la suite, au cours des élections législatives anticipées, dès lors que ce type de discours perd son statut de discours de premier plan pour l'ensemble de l'échiquier politique, on observe une nette diminution de cette composante dans le discours de Borissov. Cette évolution peut être observée dans le tableau ci-dessus, qui met en relief le fait que les énoncés identitaires constituent 33 % des énoncés identifiés (par rapport aux 17 % des élections européennes de la même année et aux 29 % des élections législatives de 2013).

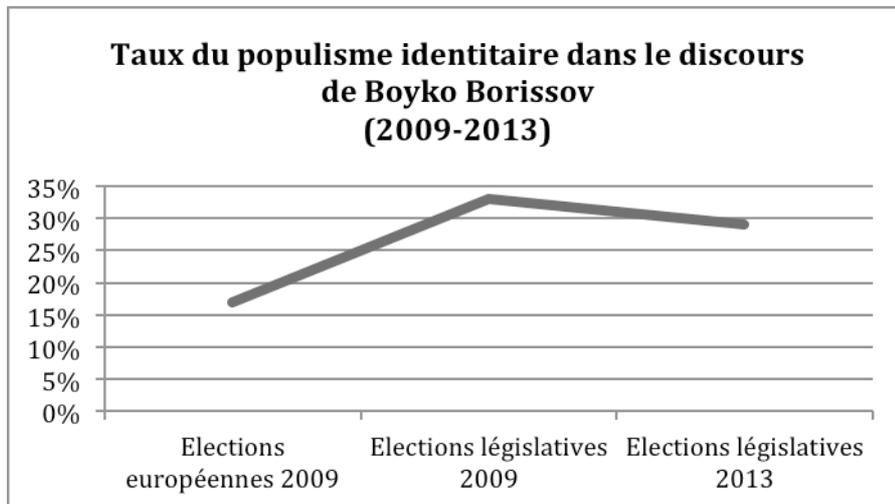


Figure 46 Taux du populisme identitaire dans le discours de Boyko Borissov (2009-2013)

Au cours de la campagne de 2009, au moment de répondre à la question : « Monsieur Borissov, comment comprenez-vous les paroles d'Ahmet Dogan prononcées devant le village de Kotchan ?⁶⁴⁹ », ce dernier répond notamment :

« Ce qu'il a dit ne fait que confirmer ce que je dis depuis des années : ni Stanishev, ni le Président, ni les partis politiques n'ont gouverné jusqu'à présent indépendamment de Dogan. Ce n'est pas par hasard que Zhelu Zhelev, Petar Stoyanov et Georgi Parvanov sont devenus Présidents grâce à son aide. Ce n'est pas par hasard que Kostov, Siméon, Stanishev et Popov sont devenus Premiers ministres avec son soutien et sa bénédiction. »⁶⁵⁰

Afin de tourner à son avantage les tensions anti-DPS qui existent dans la société, Borissov se réclame aussi comme étant le représentant d'un parti qui n'a jamais été en coalition avec le DPS, pour bien montrer qu'il se distingue des partis politiques que DPS dirige en coulisse : « *Nous sommes le seul parti qui n'a jamais été et qui ne sera jamais en coalition avec le DPS* »⁶⁵¹. Pour discréditer le DPS, il présente son principal rival, le BSP, comme travaillant de concert avec lui pour constituer un sorte de pouvoir caché. Il compare la vie politique bulgare à un théâtre en disant que ces deux forces demeurent toujours en coalition : « *ce théâtre est ridicule puisque les deux forces politiques sont toujours en coalition* »⁶⁵². Il critique aussi l'interaction des deux partis en termes d'échange des voix en disant qu'ils peuvent chercher à troubler la victoire du GERB : comme il le dit le 30 juin 2009, « *si les élections sont honnêtes et qu'il n'y a pas d'échange de voix entre le DPS et le BSP, alors nous gagnerons* »⁶⁵³. Il met en avant l'interaction du BSP

⁶⁴⁹ Il s'agit du propos du leader du DPS Ahmed Dogan dans le village de Kotchan, lorsqu'il avait avoué devant son électorat sa puissance sur l'ensemble des processus politico-économiques en Bulgarie. L'extrait de son discours avait été enregistré et diffusé largement dans les médias, ce qui avait produit une focalisation de l'ensemble des acteurs de droite contre le DPS.

⁶⁵⁰ Boyko Borissov : « Aucun compromis avec Dogan ! » ; « Boyko Borissov : « Nikakav kompromis s Dogan ! » », 2 juillet 2009, disponible sur : http://gerb.log.bg/article.php?article_id=28041, consulté le 14 septembre 2014.

⁶⁵¹ Borissov : « Je reste dans l'opposition si je dois dépendre de Dogan » ; « Borissov : « Ostavam v opozitzia, ako zavisia ot Dogan » », 26 juin 2009, disponible sur : <http://www.dnes.bg/print.php?id=73304>, consulté le 14 septembre 2014.

⁶⁵² Le BSP et le DPS mentent pour se faire plaisir ; « BSP i DPS lajat za udovolstvie, 29 juin 2009 », disponible sur : <http://www.dnes.bg/politika/2009/06/29/bsp-i-dps-lyjat-za-udovolstvie-uhili-se-borisov.73451>, consulté le 14 septembre 2014.

⁶⁵³ Boyko Borissov : « On reste dans l'opposition si on n'a pas de majorité absolue » ; « Boyko Borissov : « Ako ne spechelim palno mnozinstvo shte sme v opozitzia » », 30 juin 2009, disponible sur : http://www.dnevnik.bg/bulgaria/2009/06/30/746864_boiko_borisov_ako_ne_spechelim_pulno_m

avec le DPS au niveau régional et qualifie leur tentative de se séparer l'un de l'autre comme « ridicule » : « *Les membres du BSP sont ridicules dans leurs différenciations. Le DPS les soutient à Stara Zagora, Pleven, Silistra, Veliko Tarnovo. Ils se sont tellement habitués à mentir que personne n'y fait attention, ils mentent pour se faire plaisir* »⁶⁵⁴. La fusion du BSP avec un acteur stigmatisé – le DPS – d'après lui s'effectue aussi à travers la nomination de candidats majoritaires dans les différentes régions. Parallèlement, Borissov se présente comme étant de nouveau victime d'une campagne négative, ce qui prouve l'interaction de plusieurs tentatives de « dévoilement » des complots qui peuvent coexister dans la pensée populiste :

*« La campagne négative pour me rattacher à Kostov justifie ses actions devant ses électeurs. Les gens ne sont pas aveugles et voient ce qui se passe. Dans toutes les grandes villes, le DPS ne propose pas de candidat majoritaire mais soutient les candidats du BSP. De cette manière, les Socialistes sont rattachés au DPS pour toujours, toutes mes félicitations. »*⁶⁵⁵

La variabilité de son discours en fonction de l'évolution du contexte est illustrée par le discours qu'il prononce à l'occasion des élections anticipées de mai 2013. À ce moment-là, le DPS ne fait plus partie de la coalition gouvernementale, et les autres acteurs populistes (comme Volen Siderov par exemple) modifient aussi la nature de leur message identitaire. Au cours de cette campagne, l'ethno-populisme, qui était une composante importante dans le discours de Borissov en 2009, est de plus en plus absent ; il mobilise uniquement un populisme de type culturel. Il se présente comme respectueux des valeurs chrétiennes, de la même manière que la voix du peuple. A la question qui lui est posée sur le plateau de la chaîne Nova TV le 6 mai 2013, il répond notamment : « *Tu as dit plusieurs fois que tu demandais pardon seulement à Dieu et au peuple, est-ce vrai ? Dis-moi une*

[nozinstvo_shte/](#), consulté le 14 septembre 2014.

⁶⁵⁴ Le BSP et le DPS mentent pour se faire plaisir ; « BSP i DPS lajat za udovolstvie », 29 juin 2009, disponible sur : <http://www.dnes.bg/politika/2009/06/29/bsp-i-dps-lajat-za-udovolstvie-uhili-se-borisov.73451>, consulté le 14 septembre 2014.

⁶⁵⁵ Borissov : « Roumen Petkov n'aura plus besoin de se cacher pour rencontrer les frères Galevi » ; « Borissov : « Rumen Petkov shte ima vazmojnost da sedi otkrito s bratia Galevi » », 1^{er} juillet 2009, disponible sur : <http://www.mediapool.bg/borisov-rumen-petkov-shte-ima-vazmozhnost-da-sedi-otkrito-s-bratya-galevi-news153937.html>, consulté le 14 septembre 2014.

chose, aujourd'hui à Pâques, à qui as-tu demandé pardon ? ». Il dit également : « *Le fait est qu'on était orgueilleux, on était orgueilleux. Le peuple nous a donné autant de force que... Moi non, mais beaucoup de mes ministres l'étaient. Je n'ai jamais rien refusé à personne, j'ai essayé d'aller partout personnellement* »⁶⁵⁶. Il décrit aussi en détail sa sensibilité à propos de la construction d'églises par le biais de courtes histoires émouvantes, comme par exemple celle qu'il partage devant la chaîne de télévision Nova TV le 6 mai 2013 :

*« Je suis allé prendre mon café et j'ai regardé un reportage de la chaîne Europa montrant un village sans église. Ils ont montré le maire qui a expliqué que pour 12 000 personnes on ne pouvait construire une église, ou plutôt pour 19 000 pardon. Ils ont montré des femmes qui ont expliqué qu'elles allaient à l'église à Obrochisté, qui se trouve à 4 km »*⁶⁵⁷.

La variabilité du discours identitaire de Borissov s'observe aussi au niveau de son discours en période non-électorale. Il mobilise un discours ethno-populiste essentiellement pendant la période durant laquelle son parti est en train de se structurer et est en concurrence avec l'ATAKA. Toutefois, Borissov cherche à « normaliser » son propos identitaire lorsqu'il devient leader d'un parti de gouvernement qui aspire à se constituer une image respectable.

La dimension identitaire de son discours est surtout développée dans ses propos en tant que maire de Sofia, alors que son parti est en train de se structurer et qu'il lutte pour la constitution d'un électorat : il cherche à attirer des électeurs proches des idées d'ATAKA. Cette période coïncide aussi avec l'affirmation du DPS en tant que partenaire incontournable des coalitions gouvernementales (de 2001 à 2005 puis de 2005 à 2009), ce qui contribue à renforcer le mécontentement au sein de la société. Dans cette conjoncture, Borissov entend chasser le DPS du pouvoir et il se met à dénoncer sa présence dans de nombreuses affaires qui se déroulent dans les coulisses du pouvoir : il qualifie le leader du DPS de « véritable

⁶⁵⁶ Boyko Borissov : « La simple dignité humaine exige d'avoir le courage d'avouer que l'on a fait une erreur » ; « Boyko Borissov : « Elementarnoto dostoinstvo na chovek iziskva, kogato sgreshi da go kaje » », 6 mai 2013, disponible sur : http://www.dnevnik.bg/izbori2013/2013/05/06/2054612_boiko_borisov_elementarnoto_dostoinstvo_na_chovek/, consulté le 14 septembre 2014.

⁶⁵⁷ *Ibid.*

chef de l'État de Bulgarie », comme il le dit le 17 mai 2007⁶⁵⁸ ; comme il le fait en période de campagne électorale, il tente d'affirmer ses positions contre le DPS et sur les Bulgares musulmans. En septembre 2008, sur le plateau de la chaîne de télévision BTV, il cherche à distinguer la minorité turque de la « clique » politique que, selon lui, représente le DPS. Répondant à la question « pourquoi avez-vous fait de la lutte contre le DPS un thème central de votre parti, et votre objectif personnel ? Ces derniers temps vous voyez toujours l'ennemi nommé le DPS. Vous avez dit que votre cause personnelle était de les faire sortir de la politique, vous les voyez comme des cercles, comme des « parapluies » dans le domaine du football, vous les voyez partout, c'est un sujet central. Y a-t-il une stratégie ? », il dit : « *Il faut bien faire la distinction entre les musulmans bulgares et cette clique* ». ⁶⁵⁹

En tant que Premier Ministre, Borissov ne se focalise pas explicitement sur Ahmed Dogan. Il fait aussi des tentatives pour changer le profil ethno-populiste qu'il avait construit pendant les années de l'ascension GERB, entre 2006 et 2009 : une fois son gouvernement constitué, le GERB fait des efforts pour imposer une image respectable devant ses partenaires européens. De plus, Borissov est un acteur qui nourrit ses idées essentiellement sur la base du contexte : étant dans l'opposition pour la première fois depuis la période 2001-2009, le DPS n'incite pas à des réactions directes au cours de la période 2009-2013.

Néanmoins, comme Borissov est un homme politique qui se caractérise par un éclectisme et une variabilité de postures, on retrouve rarement dans son discours des critiques contre Ahmed Dogan : au début de son mandat de Premier Ministre, il évoque ce dernier comme étant le leader politique le plus malin et comme étant son ennemi N° 1 parmi les hommes politiques bulgares. Ainsi qu'il le dit en octobre

⁶⁵⁸ Borissov : « Dogan est le chef de l'État » ; « Borissov : « Dogan e shefat na darjavata » », 17 mai 2007, disponible sur : <http://paper.standartnews.com/bg/article.php?d=2007-05-17&article=189284>, consulté le 14 septembre 2014.

⁶⁵⁹ « Quelle sera la politique du GERB sur le sujet des coalitions ? », Boyko Borissov, leader du GERB et maire de Sofia ; « « Kakva shte bade koalicionnata politika na GERB ? » », Boyko Borissov, lider na GERB i kmet na Sofia », 11 septembre 2008, disponible sur : http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:cWr7uXdoOcUJ:www.gerb.bg/bg/events/eventsdetail/cat_id/6/from/eventsdetail/id/3988/page/152+&cd=2&hl=bg&ct=clnk&gl=bg, consulté le 14 septembre 2014.

2009 : « *Ahmed Dogan est mon plus grand concurrent en politique, les autres sont trop faibles par rapport à lui* »⁶⁶⁰.

III La diffusion du populisme identitaire : un discours de droite

Au cours de cette phase, on observe la diffusion du populisme identitaire de type xénophobe dans le reste du champ partisan : à la différence du populisme protestataire, il s'agit d'un discours dont les variétés xénophobes sont reprises surtout par les acteurs de droite. De plus, on observe surtout la diffusion de la variété identitaire ethno-populiste de type antiturc, tandis que les autres variétés de l'ethno-populisme que l'on observe surtout dans le discours de Volen Siderov (focalisés contre la minorité rom, les Juifs, les immigrés) ne sont pas largement reprises par les autres acteurs politiques.

La diffusion du discours identitaire est guidée par les acteurs « protagonistes » (notamment Volen Siderov pour le populisme identitaire). Comme le souligne Anna Krasteva à propos de la diffusion des idées identitaires une « *tendance négative est la pénétration des thèmes et des thèses d'ATAKA dans la rhétorique d'autres partis politiques* »⁶⁶¹. La même auteure cite aussi les travaux du sociologue Emil Cohen qui parle d'une « *ataquisition du système politique* »⁶⁶². Le facteur qui catalyse ce processus est la présence au pouvoir du parti qui représente la minorité turque, le DPS. La diffusion du populisme antiturc est en lien avec les périodes de sa présence au pouvoir : le DPS fait partie de la coalition gouvernementale de 2001-2009 et l'on observe la diffusion de ce type de discours au cours de la période 2005-2009 tandis qu'après 2009 il décline.

Au cours des élections législatives de 2005 et des présidentielles de 2006, le registre identitaire mobilisé par les acteurs protagonistes est surtout dominé par

⁶⁶⁰ Borissov : « *Dogan est mon plus grand concurrent en politique* » ; « Borissov : « *Dogan e nai-golemiat mi konkurent v politikata* », 18 octobre 2009, disponible sur : http://news.ibox.bg/news/id_663229875, consulté le 14 septembre 2014.

⁶⁶¹ Voir : Krasteva, A. (2013). Le populisme bulgare: des hachures du portrait « *Bulgarskiat populizam: Shtrih kam portreta* », disponible sur: <https://annakrasteva.wordpress.com/2013/12/23/bulgarian-populism/>, consulté le 11 mars 2013.

⁶⁶² *Ibid.*

l'ethno-populisme antiturc. Au cours de ces deux campagnes, on retrouve des exemples de mobilisation d'un populisme identitaire chez les hommes politiques de droite et de gauche. Cependant, la diffusion des variétés xénophobes est surtout caractéristique du discours de droite, tandis que les partis de gauche adoptent plutôt un populisme non-xénophobe.

Au cours de la campagne pour les élections de 2005, on observe l'émergence d'un populisme identitaire dans le discours des partis héritiers de la droite traditionnelle (issus de l'éclatement de l'ancien front anticommuniste, le SDS). Il s'agit du parti Démocrate pour une Bulgarie forte (le DSB) fondé en 2004 par l'ancien Premier Ministre bulgare Ivan Kostov qui fait son entrée au Parlement à l'issue des élections législatives de 2005. Lors des élections de 2001, victorieuses pour le NDSV, l'ancien front anticommuniste est déstabilisé, ce qui provoque une fragmentation du parti. L'une de ces scissions structurelles est à l'origine de la formation du DSB qui, dans un contexte de concurrence avec le NDSV, devait trouver une formule pour se distinguer et retrouver son électorat. Le DSB inscrit dans son idéologie notamment des éléments d'un national-populisme et d'un ethno-populisme modérés. Néanmoins, le discours des leaders du parti demeure beaucoup moins radical que le discours de Siderov. Le slogan choisi par le parti est « *Pour une Bulgarie forte dans l'Europe unifiée* », ce qui met en avant la posture du parti, orientée vers une défense de l'identité nationale dans le cadre de l'union européenne, ce en dépit de l'orientation pro-européenne adoptée par le parti. Le DSB se tourne vers un ethno-populisme modéré en se positionnant comme un parti anti-DPS. Le cas du DSB montre qu'une distinction doit être faite entre les politiciens qui font appel au registre identitaire en termes de radicalité et en dénonçant les minorités. Dans le cas du DSB l'on ne retrouve pas de stigmatisation directe des groupes minoritaires, ni de mobilisation d'un discours anti-rom ou antisémite, comme c'est le cas d'ATAKA.

Lors des élections de 2006, lorsque Volen Siderov est candidat face à l'ancien leader du Parti Socialiste Georgi Parvanov qui se présente comme candidat indépendant, celui-ci adopte un discours identitaire alors qu'il est issu de la gauche. Pourtant, comme il cherche à attirer surtout l'électorat traditionnel de la gauche, il

ne reprend pas la dimension ethno-populiste du discours de son adversaire principal ni même les revendications national-populistes contre l'OTAN et l'UE (comme c'est le cas de certains des aspects protestataires du discours de Siderov que Parvanov intègre dans son discours). Il fait usage d'un populisme de refondation et de réunification en se présentant comme une personnalité qui assume avec succès le rôle de « père de la Nation » tout en demeurant proche des valeurs populaires. Comme Parvanov le souligne : « *Pour être père de la Nation il faut être d'abord fils de ce peuple, il faut sentir ses angoisses et rechercher des solutions à ses problèmes* »⁶⁶³. À l'issue du premier tour des élections, il lance aussi des appels à une réunification ethnique : « *Jamais les Bulgares, les Turcs, les Juifs, les Arméniens et les autres communautés n'avaient voté de manière aussi unanime. Ces élections sont un rejet des tentatives d'ethnisation de la politique* »⁶⁶⁴. Dans le même temps, il cherche à remettre en cause les appels identitaires de Siderov en les qualifiant de « *faux patriotisme* » et de « *faux nationalisme* »⁶⁶⁵. À travers cet exemple, on observe une distinction à propos de la perméabilité du populisme identitaire xénophobe chez les hommes politiques de gauche et de droite.

Le processus de diffusion du populisme identitaire est marqué aussi par une gradation interne qui mène à une régression relative de ce type de discours ultérieurement. Ce phénomène apparaît notamment lors des élections européennes et législatives de 2009. Le populisme ethnique de type anti-Turc s'avère déterminant pour l'issue de cette campagne électorale : le DPS est un membre incontournable de la coalition gouvernementale depuis 2001 et les élections législatives sont vues comme une possibilité de son éviction du pouvoir. De plus, les sentiments anti-DPS sont catalysés par une intervention du leader du parti Ahmed Dogan qui, à dix jours du scrutin, devient décisive pour l'issue de celui-ci : il avoue son rôle de chef occulte du pouvoir en Bulgarie en dépit des députés et des ministres. Dogan tient ce discours lors d'une intervention devant son électorat dans

⁶⁶³ Parvanov : « Je ne vais pas permettre des tensions ethniques » ; « Parvanov : « Niama da pozvolia etnicesko naprejenie » », 20 septembre 2006, disponible sur : http://dariknews.bg/view_article.php?article_id=86110&mobile=0, consulté le 10 octobre 2014.

⁶⁶⁴ Parvanov : « Le deuxième tour est un référendum pour l'évolution de la nation » ; « Parvanov : « Vtoriat tur e referendum za razvitiето na naciata », disponible sur : http://dariknews.bg/view_article.php?article_id=94047, consulté le 12 octobre 2014.

⁶⁶⁵ *Ibid.*

le petit village de Kotchan. Cette intervention est filmée et largement diffusée sur les réseaux sociaux, ce qui a pour effet de radicaliser l'opinion. Dans cette optique, le système des partis se divise en deux pôles : les « pour » et les « contre » le DPS. Seuls les anciens partenaires de la coalition avec le DPS (le BSP et le NDSV) ne prennent pas position contre celui-ci, tandis que l'ensemble des partis de droite et d'extrême droite (le SDS, le DSB, l'ATAKA, le GERB) se positionnent activement contre le DPS. En réaction à l'intervention du leader du DPS Ahmed Dogan dans le village de Kotchan, l'ensemble des acteurs politiques de centre-droite (le DSB, le SDS, le RZS) adoptent une posture proche de celle du GERB et d'ATAKA. Le leader du SDS, Martin Dimitrov, qualifie le parti représentant la minorité turque et musulmane de la manière suivante : « *Le DPS est devenu un monstre pour lequel il n'y a pas de règles* ». Il dénonce également les liens de ce parti avec les principaux adversaires du SDS : le parti socialiste (le BSP) et le NDSV : « *Ce monstre a été créé d'abord par le NDSV qui l'a aidé à obtenir le pouvoir puis par le BSP qui lui a donné des pouvoirs exceptionnels* »⁶⁶⁶. Le discours du leader du parti Ordre Loi et Justice (que nous avons abordé dans la section consacrée au populisme protestataire), Jané Janev, de même que celui des candidats de ce parti, est aussi marqué par un populisme identitaire. Les exemples d'ethno-populisme sont récurrents. À l'occasion de la campagne pour les élections européennes de 2009, Dimitar Abadjiev, ancien député de droite nommé en tête de liste lors des élections européennes, formule de la manière suivante les enjeux principaux du RZS : « *Le RZS se bat pour la libération des musulmans bulgares, et les Bulgares pour la domination du DPS.* »⁶⁶⁷. Dans le cadre de cette même intervention, Abadjiev cherche à se distinguer d'une stigmatisation de la minorité musulmane en tant que telle en disant que le parti a des musulmans dans ses rangs et qu'il aimerait bien trouver un moyen de défendre leurs droits. Il définit le DPS comme le prolongement direct de la politique turque en Bulgarie, le RZS cherchant à renverser « *le diktat du DPS et l'intervention de la Turquie dans la politique interne*

⁶⁶⁶ Martin Dimitrov : « Le DPS est un monstre » ; « Martin Dimitrov : « DPS e chudovishte » , 25 juin 2009, <http://dnes.dir.bg/news/martin-dimitrov-4669773>, consulté le 14 septembre 2014.

⁶⁶⁷ Le RZS revendique une libération de l'esclavage du DPS ; « RZS iska osvobodhdavane ot robstvoto na DPS », 26 mai 2009, disponible sur : http://darikfinance.bg/view_article.php?article_id=16202&comments=1, consulté le 14 septembre 2014.

bulgare ». ⁶⁶⁸ Ce message n'est pas adopté par le NDSV ni par le principal parti de gauche, le BSP. Tous deux demeurent les partenaires de coalition du DPS au cours du mandat 2005-2009 et ne s'alignent donc pas sur la vague antiturque qui domine la campagne.

Les élections de 2013 sont différentes en ce qui concerne la nature du discours identitaire. Au cours de cette campagne, on observe la montée des petits partis populistes qui parviennent à obtenir une visibilité médiatique qui leur assurera un succès électoral lors des campagnes électorales à venir. C'est le cas par exemple du Front national de sauvetage de la Bulgarie (NFSB), fondé par le propriétaire de TV SKAT qui avait aussi significativement aidé l'implantation d'ATAKA. Lors des élections de 2013, ce parti obtient un score très proche de la barre d'entrée au Parlement fixée à 4%, soit 3,7% des suffrages, et fait son entrée au sein du Parlement lors des élections législatives anticipées d'octobre 2014. Sur le plan protestataire, il mobilise des idées identitaires très proches de celles d'ATAKA. Dans son programme apparaissent notamment des propositions qui visent à limiter l'expression des identités des minorités ethniques et qui préconisent leur alignement avec la majorité : « *l'intégration est possible uniquement dans le sens d'une intégration de la minorité dans la majorité, non pas dans le sens d'une intégration de la majorité dans la minorité* » ⁶⁶⁹. Le parti revendique également une « *opposition féroce à la construction de mosquées* » ⁶⁷⁰ en suivant l'exemple de pays tels que l'Allemagne, la Suisse, la Belgique et l'Autriche.

Au cours de cette période, on retrouve des postures populistes de type identitaire dans le discours des politiciens de droite également en période non-électorale. Ce type de discours constitue une caractéristique non permanente chez les partis politiques de droite héritiers de l'ancien système d'avant l'apparition massive du populisme. Le populisme identitaire est aussi un type de discours récurrent chez les acteurs politiques de support social mineur.

⁶⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁶⁹ Front national de sauvetage de la Bulgarie, programme électoral, élections législatives de 2013 « *Nacioanlen front za spasenie ne Bulgaria, Izborna programa 2013* », disponible sur : http://nfsb.bg/public/IZBORNA_PROGRAMA_NFSB_2013.pdf, consulté le 10 décembre 2014.

⁶⁷⁰ *Ibid.*

Le populisme identitaire devient une composante relativement stable chez DSB, qui avait mobilisé ce type de discours à partir la campagne de 2005. Comme le souligne Radan Kanev (leader du parti depuis 2013) en 2014 :

« On voit la main de la mafia bulgare, la main du DPS, la main d'Ahmed Dogan. On voit que les tensions inter-ethniques sont stimulées, ce que la mafia bulgare fait toujours lorsqu'elle s'effondre sur le plan économique et quand elle voit son pouvoir menacé. »⁶⁷¹

Le populisme identitaire est mobilisé de manière régulière aussi par des petits partis qui ne sont pas directement issus de l'ancien front anticommuniste (comme le DSB) ; tels le RZS (qui fait son entrée au Parlement en 2009 mais ne parvient pas à s'assurer une représentation au sein du Parlement à l'issue des élections suivantes de 2013) ou le NFSB (que nous avons abordé dans le cadre de l'étude de la campagne électorale de 2013), mais aussi le VMRO (qui se présente lors des élections dans des coalitions de nature différente depuis le début de la transition et, après une période extra-parlementaire, s'assure une représentation en coalition avec le NFSB sous le nom de Front Patriotique lors des élections anticipées d'octobre 2014).

Au cours de cette seconde période de diffusion des populismes, le populisme protestataire s'impose comme un discours de premier plan qui envahit l'ensemble de l'échiquier politique. Contrairement à la période 1992-2005 (lorsqu'il s'agit d'un discours divergeant de celui du reste de la classe politique), la formulation de messages anti-élitistes et la survalorisation du peuple *demos* et *classe* deviennent une nécessité aussi bien pour les acteurs politiques nouveaux que pour les partis « traditionnels ». Dans certains cas, ces derniers dénoncent le *statu quo* (incarné par eux-mêmes dans le discours des leaders populistes) ; dans d'autres, ils retournent les messages populistes contre les leaders populistes eux-mêmes.

Au cours de ce deuxième stade, on observe aussi une mobilisation beaucoup plus accentuée du populisme identitaire. Il s'agit d'une stigmatisation massive des

⁶⁷¹ Devant les provocations ethniques se cachent Dogan, le DPS et la mafia ; « Zad ethnicheskite provokacii se kriet Dogan, DPS i mafiata », disponible sur : <http://dsb.bg/bg/blogs/article/3898>, consulté le 14 septembre 2014.

minorités ainsi que d'une remise en cause de l'orientation de la Bulgarie vers l'international, y compris dans son appartenance à l'UE et à l'OTAN.

Conclusion du Chapitre 2 :

La deuxième phase d'affirmation du discours populiste met en avant le triple processus de son expansion, de l'augmentation de son impact politique et de sa radicalisation. On observe à la fois la mobilisation d'un discours de rejet de plus en plus radical soutenu par un nombre de plus en plus large d'électeurs, la reprise massive du discours anti-élite par l'ensemble de la classe politique, ainsi que la dénonciation de groupes minoritaires et de forces étrangères de plus en plus larges. Les acteurs politiques actifs au cours de cette seconde phase s'orientent aussi vers une vision de l'avenir de plus en plus réactionnaire voire anti-démocratique (surtout dans le cas de Siderov).

Conclusion de la Deuxième partie :

La Deuxième partie a permis de mettre en avant la logique de progression des discours populistes sur la scène politique bulgare au cours des deux décennies qui se sont écoulées depuis la chute du communisme. Nous avons constaté que le populisme apparaissait sur la scène politique très rapidement après la chute du communisme. Pourtant, son intensité et son support électoral avançaient graduellement : On observe un double processus d'intensification et de radicalisation des populismes qui progresse en deux phases distinctes.

Nous avons analysé d'abord une première phase (1992 à 2005) lors de laquelle apparaît un discours distinct du débat politique dominant (centré sur le clivage communisme/anticommunisme), qui critique le système sans l'envahir entièrement. Au cours de cette phase, ce type de discours est invoqué par des acteurs politiques qui s'imposent sur la base d'un *leadership* libéral. L'intensité des énoncés populistes dans leur discours est relativement faible, mais leur soutien électoral demeure grandissant. Ils dénoncent des ennemis populaires mais construisent aussi des mythes futuristes puissants et fédérateurs. Il s'agit aussi d'un discours qui introduit au sein du débat public le thème d'un rejet profond des élites,

qui fera l'objet d'un large consensus au cours de la phase suivante. Pourtant, à ce stade initial, la stigmatisation des minorités et la dénonciation de l'impact de forces étrangères sont peu mobilisés au niveau politique et il s'agit surtout d'un discours médiatique.

Par la suite, nous avons mis en avant les caractéristiques de la phase suivante au cours de laquelle on observe une intensification des processus initiés au cours de la période 1992-2005 : on assiste notamment à l'intensification et à la radicalisation des populismes qui envahissent peu à peu l'ensemble de l'échiquier politique en étant énoncés surtout par des politiciens qui s'imposent sur la base d'un *leadership* autoritaire. Ce discours change aussi de nature et se focalise sur la dénonciation des ennemis du peuple. C'est aussi un discours de plus en plus radical du point de vue de la dénonciation des élites, des minorités ethniques et de l'ouverture de la Bulgarie à l'étranger qui parvient à attirer un support électoral fort.

Dans une optique transversale, l'intensification, l'augmentation de l'impact politique ainsi que le rôle structurel du conflit élites/peuples mettent en relief la progression d'une révolution anti-élitiste rampante. Elle coïncide avec la recherche d'un « bouc émissaire » pour les problèmes de nature politico-économique et amène à l'imposition des populismes comme une idéologie dominante de lecture des rapports sociaux.

Troisième partie: L'institutionnalisation des populismes

Les schèmes populistes focalisés sur le rejet des élites ainsi que sur les enjeux identitaires comme thématique secondaire s'imposent comme grille d'analyse de la réalité qui fait l'objet d'un large consensus. Pourtant, les partis structurés autour des leaders qui en font l'usage n'arrivent pas à s'institutionnaliser durablement : éphémères, ils canalisent le mécontentement social pour une durée limitée. Ils s'avèrent incapables de réaliser la revendication centrale des populismes : la refondation du système politique.

Le BBB, le NDSV, l'ATAKA et le GERB portent des traits structurels différents des principaux partis qui structurent le premier système de partis de type bipolaire constitué après la chute du communisme : leur organisation ne correspond pas à la structure du principal parti de gauche (le BSP) qui demeure l'héritier de l'ancien État-parti et porte les caractéristiques d'un parti de masse ; elle ne correspond pas non plus à la structure du SDS issu d'une organisation-parapluie qui, à l'origine, avait unifié l'ensemble des organisations qui s'opposaient à l'ancien régime. La nature du leadership partisan, le profil idéologique et les électors des partis populistes divergent également.

Les partis populistes se constituent autour d'un leader providentiel : ils sont formés pour l'essentiel des clientèles personnelles des leaders et de leurs collaborateurs les plus proches : il s'agit de partis à faible ancrage social, ayant une structure de partis d'électeurs. Le BBB, le NDSV, l'ATAKA et le GERB ne se caractérisent pas non plus par la clarté idéologique initiale du BSP et du SDS, incarnant soit la nostalgie du communisme en adoptant un profil social-démocrate (le BSP), soit le désir de refonte du système à la base d'une idéologie libérale (le

SDS). Les partis formés autour des leaders populistes proposent des programmes éclectiques, au sein desquels les idées de droite et de gauche sont mélangées. Ils mobilisent pour l'essentiel un vote protestataire et ne parviennent pas à stabiliser un électorat propre (comme ce fut le cas pour une période relativement courte au début de la transition du BSP et du SDS).

Après leur entrée au Parlement, les partis populistes ne parviennent pas à réaliser le renouvellement des élites souhaité par l'opinion. Certains d'entre eux restent liés aux anciennes élites qu'ils rejettent pourtant dans leur discours. D'autres assurent un renouvellement initial mais leur personnel politique continue d'être rejeté par l'opinion en raison d'un anti-élitisme poussé à l'extrême. De plus, une fois élus à la tête d'un gouvernement (notamment dans le cas du NDSV et du GERB), ils ne parviennent pas à mettre en pratique des politiques publiques conformes à la volonté de refondation profonde souhaitée par la société. Par conséquent, l'activité des partis populistes a pour résultat le renforcement des causes qui sont à l'origine de leur apparition : on observe un approfondissement de l'instabilité du système politique, une radicalisation des revendications anti-élitistes et une désintégration ethnique de la nation.

Nous aborderons dans un premier temps la structure des partis populistes (**Chapitre 1**) ; par la suite nous nous focaliserons sur leur impact social (**Chapitre 2**).

Chapitre 1 : Les partis populistes comme organisations éphémères

Le BBB, le NDSV, l'ATAKA et le GERB divergent des principaux partis politiques du début de la transition (le BSP et le SDS) aussi bien du point de vue de la nature du *leadership* partisan que du point de vue de leur profil idéologique, de leur structure et de leur électorat.

Au sein du BSP et du SDS, le leader n'est pas toujours le fondateur du parti. Après la chute du communisme, quatre leaders se succèdent en tête du BSP : Alexandre Lilov (1990-1991), Jean Videnov (1994-1997), Georgi Parvanov (1997-2005), Sergei Stanishev (2005-2013), Michail Mikov (2014-) ; pourtant, le parti conserve une stabilité relative et demeure le seul parti constamment présent dans la vie politique bulgare assurant la stabilité de l'aile gauche au sein du système des partis. Le SDS a connu également plusieurs changements de leaders. De 1990 à 2001, lorsqu'on voit apparaître des processus de scission au sein de ce parti, quatre leaders se succèdent à la tête du SDS : Jeliou Jeleu 1989-1990, Petar Beron (1990), Philip Dimitrov (1990-1994), Ivan Kostov (1994-2001).

Au début de la transition, le BSP et le SDS ont également des profils idéologiques relativement clairs, issus du clivage structurel communisme/anticommunisme : le BSP incarne le pôle rouge du système bipolaire, et combine la stabilité sociale de l'ancien régime et un nouveau profil social-démocrate ; le SDS incarne le pôle bleu de cette opposition et symbolise l'alternative au BSP, étant vu comme celui qui mènerait le pays vers le libéralisme et vers les valeurs occidentales.

L'organisation interne et l'ancrage social du BSP et du SDS sont également différents de ceux des partis structurés autour d'un leader populiste. Le BSP, qui est

L'héritier de l'ancien Parti Communiste, porte les caractéristiques d'un parti de masse. Même sous le postcommunisme, il conserve la meilleure implantation sociale parmi les partis politiques bulgares : d'après les recherches effectuées par l'un des meilleurs spécialistes du système partisan bulgare, Gueorgi Karasiméonov, entre 2001 et 2009 le nombre des adhérents du parti s'élève à 2,8 % des électeurs, tandis que des partis comme le GERB et le NDSV n'arrivent à attirer que 0,3 % de l'électorat. L'autre pilier du premier système des partis qui s'est constitué après la chute du communisme, le SDS, se caractérise lui aussi par une origine, une structure et un niveau d'ancrage social qui divergent des partis populistes. Le SDS est un « parti - parapluie » issu d'une confédération de petits partis de nature hétérogène qui inclut aussi bien des organisations anti-communistes que des héritiers de partis historiques de l'époque pré-communiste ; il se caractérise par une implantation sociale relativement faible en attirant environ 0,1% de l'électorat⁶⁷².

Initialement, le BSP et le SDS étaient parvenus à construire des noyaux électoraux relativement stables à partir d'une identification politique basée pour l'essentiel sur le positionnement des électorats par rapport à l'ancien régime. Les deux partis mobilisent leur électorat sur la base d'une dénonciation réciproque : environ 2/3 de l'électorat national se reconnaissait dans cette opposition binaire, au début des années 1990, le SDS mobilisait un noyau dur d'environ 1 130 000 électeurs, tandis que le BSP avait un électorat stable d'environ 1 600 000 électeurs au cours de la première décennie post-communiste.⁶⁷³

Contrairement à eux, le BBB, le NDSV, l'ATAKA et le GERB sont formés autour d'une figure charismatique qui a une importance primordiale aussi bien dans l'interaction des partis avec la société que pour leur cohésion interne. Cette spécificité est observée aussi par Blagovesta Cholova. En parlant du fonctionnement des organes internes des partis populistes bulgares elle constate notamment :

« En effet, la plupart des partis qui correspondent à notre définition ont construit des structures similaires d'organisation partisane, avec des

⁶⁷² Pour les données consacrées à l'ancrage social des partis cités voir **Todorov, A.,** *op.cit.*, 2010, p. 350.

⁶⁷³ *Ibid.*, p. 278.

structures locales, régionales et nationales et un règlement claire du processus décisionnel. Le problème se manifeste lorsqu'on analyse le fonctionnement de ces structures car on arrive à la conclusion que même si elles existent en tant que telles, le leader prend des décisions personnelles et les impose aux autres membres du parti ainsi qu'aux activistes ...»⁶⁷⁴

Au sein des partis populistes, le poste de leader n'est pas dissociable de la figure fondatrice : les partis sont constitués autour de leur futur leader, dont l'autorité est incontestable. Formés pour canaliser l'autorité d'un leader charismatique, ils se dotent d'une étiquette politique en fonction des positions disponibles au sein du système politique au moment de leur percée (**Section 1**). Ils se caractérisent aussi par de grandes hésitations idéologiques : n'ayant pas d'idéologie propre, ils conjuguent de façon variable des idées de droite et de gauche (**Section 2**). Ils se structurent aussi comme des partis à faible ancrage social, aux structures instables, comme le montre le nombre de scissions élevé (**Section 3**). Leurs électorats sont volatiles et pratiquent surtout le vote protestataire (**Section 4**).

Section 1: Le lien leader-parti et la recherche d'une étiquette politique

Le BBB, le NDSV, l'ATAKA et le GERB se structurent autour d'un leader providentiel dont le rôle est structurel aussi bien pour la cohésion interne du parti que dans l'interaction du parti avec la société (§1). Ils cherchent à se doter postérieurement d'une étiquette politique en fonction des identifications idéologiques qui leur offrent une meilleure chance de succès au sein du système de partis (§2).

§1 La constitution des partis autour de leaders providentiels

Les quatre partis étudiés s'appuient sur le lien personnel entre leur leader et l'électorat. George Ganchev qui possède un charisme que nous avons qualifié de charisme de « prestige » parvient à assurer une grande visibilité médiatique pour le

⁶⁷⁴ **Cholova, B.**, (2010). *Populism in Bulgaria: a recent phenomenon?* Proceedings from 9th Belgian-Dutch Political science conference, 27-28 May, 2010, Leuven, Belgium
Workshop 7: The new wave- The nature, causes and impact of populist, new and niche parties on European democracies, p. 8.

BBB grâce à l'attractivité et à sa réussite sociale présumée (I). Le NDSV, se construit autour de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha qui possède un charisme de « Sauveur » (II). Siderov parvient à transformer ses lecteurs en électorat pro-ATAKA (III). La constitution du GERB repose sur le charisme de « héros » de Boyko Borissov (IV).

I Le BBB : un parti qui se résume à son leader

Le BBB se résume à son leader, par plusieurs aspects : le rôle primordial de Ganchev pour le fonctionnement du parti est mis en relief par trois tendances observables de 1990 à 2001 : personnalisation des modes de conquête du support électoral, centralisation de l'organisation interne, indissociabilité du poste de leader de la figure de Ganchev.

Le BBB est fondé par « L'Union pour l'initiative économique des citoyens » : Il s'agit d'une union de futurs entrepreneurs cherchant à se doter d'une représentation politique dans un système pluraliste après la chute de l'État-parti. Le parti est très vite fondé après la chute du communisme : sa création est annoncée le 24 novembre 1990, le Congrès Constitutif du parti a lieu le 10 décembre 1990, et le parti est enregistré officiellement le 22 janvier 1991. Par la suite, sa fondation est annoncée dans le Journal Officiel du 23 Juillet 1991.

Le BBB obtient une visibilité médiatique essentiellement grâce à l'attractivité de Ganchev. Le lien personnel entre Ganchev et l'électorat se manifeste aussi par le vote au profit de son leader : aux élections présidentielles, il obtient un score entre cinq et même douze fois supérieur à celui au profit du BBB lorsque le parti se présente aux élections législatives; George Ganchev parvient à obtenir un score de 16,78 % aux élections présidentielles de 1992, tandis qu'aux élections législatives de 1991 le parti n'obtient que 1,32 % des suffrages et n'arrive même pas à entrer au Parlement. Cette même tendance s'observe aussi en comparant le score obtenu par Ganchev aux élections présidentielles de 1996 et le vote en faveur du parti aux élections législatives de 1997 : Ganchev parvient à attirer 21,87 % des votes aux élections présidentielles de 1996 tandis que le score

obtenu par le parti aux élections législatives en 1997 s'élève à 4,93 % des suffrages.

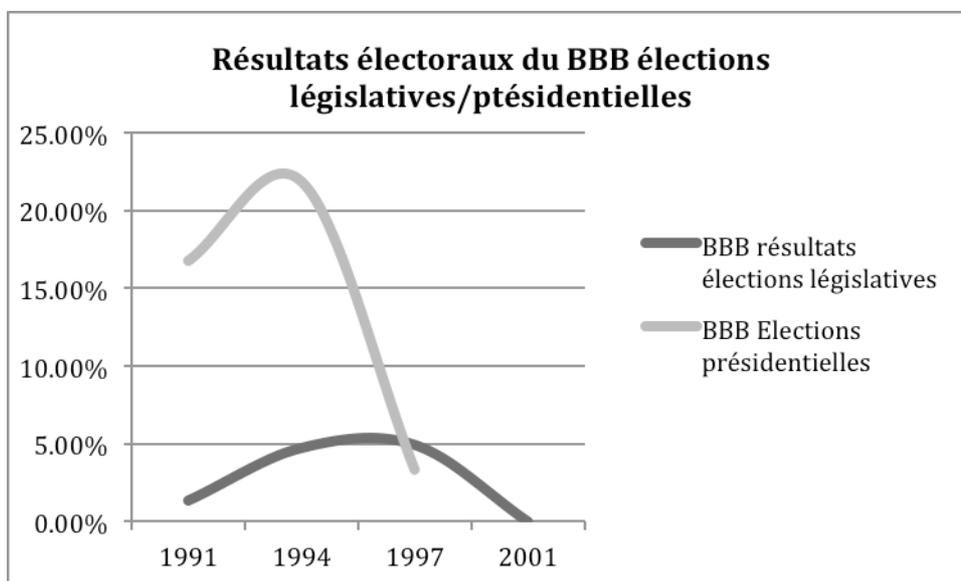


Figure 47 Résultats électoraux du BBB élections législatives/présidentielles

Le centralisme instauré par Ganchev à l'intérieur de l'organisation est attesté par les explications données en avant par les députés qui quittent le parti : ils parlent d'un centralisme imposé par le leader au niveau du règlement du parti aussi bien qu'au niveau de la prise de décision. Comme le souligne l'ancien chef de d'état-major du parti, Hristo Ivanov :

« Le règlement du BBB contient des éléments autoritaires qui ne sont pas conformes à la démocratie. Les membres du conseil politique du parti, qui est l'organe suprême du parti, peuvent être désignés uniquement sur proposition du leader. Cela déstabilise la balance dans la gouvernance du parti. »⁶⁷⁵

Le centralisme dans la prise de décision au sein du BBB est également mis en avant par Kristian Krastev, qui est lui aussi un ancien député du parti :

« Le BBB représente une partie minoritaire du business en Bulgarie. Les conclusions que j'ai tirées pour le parti politique du Bloc du Business, après

⁶⁷⁵ Troud (1997, 27 août). Hristo Ivanov: « Je veux que le BBB devienne un parti normal » ; « Hristo Ivanov: « Iskam BBB da stane normalna partia » ».

*mon inscription pour une courte période dans les milieux du BBB, sont que, là-bas, il y a George Ganchev et qu'il s'occupe de tout. »*⁶⁷⁶

Krastev témoigne également d'un *diktat* existant au sein du groupe parlementaire du parti :

*« Dans ce groupe il existe un diktat très sérieux. Au sein du groupe il y a des gens qui avaient aidé la campagne de George avec beaucoup de moyens personnels, et je pense que les mots comme « voilà que je fais entrer ces gens au Parlement » ont un impact sur leur dignité personnelle. Il y en a aussi d'autres qui dépendent de lui pour des raisons variées. Certains font confiance à ses promesses. Il promet tout ce qui lui passe par la tête. C'est de cette manière qu'est maintenu ce groupe parlementaire. »*⁶⁷⁷

Le poste de leader au sein du BBB est indissociable de la figure de Ganchev, comme le montre l'évolution du parti après le changement de leader. Le BBB subit une scission importante en novembre 1997 : il s'agit d'une tentative de changement de leader initiée par une fraction intra-partisane. Deux congrès parallèles du parti ont lieu, l'un à Sofia et l'autre à Varna : le congrès qui a lieu à Sofia choisit pour leader le député du BBB Hristo Ivanov ; celui qui se tient à Varna réélit George Ganchev à la tête du parti. Ce conflit interne entre différentes factions intra-partisanes s'avère suicidaire pour le BBB. Un procès opposera George Ganchev à Hristo Ivanov à propos de la légitimité des deux congrès parallèles durant trois ans. Le résultat est que le 9 avril 2001 Hristo Ivanov est confirmé en tant que leader. Pourtant le parti ne parvient pas à dépasser ce changement de leader et on observe un effondrement de son soutien électoral. Aux élections législatives du 17 juin 2001, lorsque le parti se présente aux élections pour la première fois sans George Ganchev, le BBB n'obtient que 162 voix, ce qui correspond à 0 % des suffrages.

⁶⁷⁶ Le groupe du BBB sera dissout malgré tout ; « Grupata na BBB vse pak shte se razpadne », disponible sur : http://www.capital.bg/politika_i_ikonomika/1995/03/27/1149337_grupata_na_biznesbloka_vse_pak_shte_se_razpadne/, consulté le 9 novembre 2014.

⁶⁷⁷ *Ibid.*

II Le NDSV : la formation d'un mouvement autour du « Sauveur »

Le NDSV est aussi fondé sur la confiance en Siméon de Saxe Cobourg-Gotha aussi bien à l'intérieur de l'organisation partisane que dans le rapport du parti avec la société : la confiance au sein du parti est ruinée après le changement de leader. Il n'existe pas de processus d'institutionnalisation durable.

Le mouvement est lancé par l'appel historique au peuple bulgare de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha prononcé le 6 avril 2001. Le 8 avril, un comité de 614 personnes se réunit à Sofia afin de créer un parti sous son égide. Pourtant, son enregistrement est refusé par le Tribunal de Sofia par une décision du 23 avril 2001 en raison de sa non-conformité avec la Loi des partis politiques ; cette décision est confirmée par la Cour Suprême de Cassation le 28 avril 2001. De ce fait, le mouvement se présente aux élections de juin 2001 à travers deux petits partis : Le Mouvement de Renaissance Nationale *Oborishte* et le Parti des femmes bulgares.

Le parti politique est officiellement enregistré un an après la victoire électorale du mouvement. Avant cette date, il fait une deuxième tentative avortée d'enregistrement officiel le 26 janvier 2002. Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, qui bénéficie de la confiance de l'électorat, renonce alors à apparaître en tant que leader du NDSV ; Il met en avant son statut de Premier Ministre, un poste qu'initialement il ne voulait pas non plus occuper. En dépit de cela, au bout de six mois, à l'occasion du premier anniversaire de l'appel historique au peuple bulgare du 6 avril 2001, le NDSV est officiellement enregistré en tant que parti politique et Siméon de Saxe Cobourg-Gotha élu leader : l'ex-roi est le seul candidat à ce poste et il n'existe pas de concurrence interne pour la gouvernance du parti. Le 14 juin 2002, l'annonce de sa fondation est publiée au Journal Officiel. Il est symbolique qu'un an plus tard, la date du premier appel direct du leader au peuple devienne l'anniversaire du parti ; le 6 avril est aussi une date de commémoration régulièrement célébrée au sein du NDSV. Le parti préfère choisir pour nom officiel « Mouvement National Siméon II » pour se distinguer des partis politiques discrédités. Le mot *mouvement* figure dans son nom aussi après que le NDSV a modifié son nom « Mouvement National de Stabilité et de Progrès », pour éviter de

fonder son support uniquement sur la confiance en Siméon de Saxe Cobourg-Gotha.

Le rôle de la confiance personnelle dans la figure du leader est également démontré à travers l'évolution du parti suite à la démission du leader autour duquel le NDSV s'est initialement structuré. À l'issue de l'effondrement électoral du NDSV aux élections législatives du 5 juillet 2009, lorsque le parti n'obtient que 3,02 % des votes et ne parvient pas à dépasser la barre des 4 % pour obtenir une représentation au sein du Parlement, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha démissionne du poste de leader du parti, le 6 juillet 2009. Deux femmes lui succèdent : lors du Vème Congrès du Parti qui a lieu le 28 novembre 2009 est élue l'ancienne ministre des Affaires sociales Hristina Hristova ; quatre ans plus tard, elle est remplacée à ce poste par l'un des noms du parti devenus populaires en tant que députés européens : Antonia Parvanova. Pourtant, les leaders qui se succèdent n'arrivent pas à remettre le parti sur pied : il perd son identité ainsi que sa visibilité médiatique et l'effondrement de son électorat se poursuit. Tant comme l'a observé aussi Daniel Smilov :

« Après avoir vécu son épanouissement populiste en 2001, le NDSV se transforme en un parti libéral de l'époque d'avant l'introduction de la démocratie de masse – on pourrait dire qu'il s'agit d'un club politique parlementaire (en ce moment même extra-parlementaire) »⁶⁷⁸

III L'ATAKA : la transformation de l'auditoire de Siderov en électorat

L'ATAKA ne fait pas exception : c'est également un parti basé sur le lien direct leader-peuple : la fondation officielle d'une structure partisane est postérieure à l'arrivée de Siderov au Parlement. Le point de départ est une émission télévisée, « ATAKA », animée par Volen Siderov : un comité d'initiative pour la création d'ATAKA se réunit le 2 avril 2005 ; l'enregistrement officiel n'est pas finalisé avant les élections du 25 juin 2005, de sorte que, comme le NDSV, cette formation fait sa percée électorale à travers un modèle original.

⁶⁷⁸ Smilov, D, Le libéralisme politique en Bulgarie: réalisations et perspectives. « Politicheskiat liberalizam v Bulgaria: postijenia i perspektivi », *Fondation Friedrich Ebert* 2011, pp. <http://www.fes.bg/?cid=78&NewsId=929>, p. 13.

Le contact direct entre Siderov et l'électorat s'effectue essentiellement à travers la chaîne TV SKAT. Il s'agit d'une chaîne de télévision créée en 1992 comme chaîne régionale, située dans la ville de Bourgas, au nord-est du pays. Elle est marginale du point de vue de sa thématique et de son mode de diffusion : SKAT couvre les actualités essentiellement dans une perspective régionale et ne respecte pas le discours politiquement correct de la majorité des chaînes nationales ; il s'agit de sujets antimondialistes et xénophobes, proches de la rhétorique d'ATAKA. Elle est diffusée par le câble et peut être suivie au niveau national à travers des abonnements spécifiques.

Initialement, la chaîne de télévision et quatre petits partis politiques servent d'infrastructure, se substituant à l'organisation partisane qui n'a pas encore été formée. Aux élections de 2005, lorsque l'ATAKA fait sa percée, quatre partis constituent la coalition qui porte le nom de Rassemblement National ATAKA, dont le leader est Volen Siderov. Du point de vue technique, deux petits partis sont utilisés pour l'enregistrement légal de la coalition : le Mouvement National de Sauvetage de la Patrie (présidé par Ilya Kirov) et le Parti National Patriotique de Bulgarie (présidé par Petar Monolov). Deux autres petits partis mobilisent des ressources organisationnelles et communicationnelles : Nova Zora (Nouvelle aube) présidé par Mintcho Mintchev, et L'union des Forces Patriotiques « Défense », présidée par Jordan Velichkov ; Il s'agit de structures relevant de l'extrême gauche nationaliste, regroupant des anciens membres de la police secrète et de l'armée qui gravitaient autour du Parti Socialiste Bulgare (le BSP). Au début des années 2000, le BSP modifie sa posture pro-russe et anti-occidentale : par conséquent, ces petits partis n'ont plus leur place en tant que courant interne au sein du BSP et commencent à se marginaliser ; leur participation influe aussi bien sur la constitution des listes d'ATAKA que sur le contenu de son programme. Le parti ATAKA est officiellement enregistré le 13 juillet 2005. Par la suite, on assistera à un processus de distinction entre le parti ATAKA dominé par Siderov et le Rassemblement National « ATAKA ». Ce processus passe par des conflits avec des partenaires et par la construction de branches régionales indépendantes du parti.

IV Le GERB : la canalisation de l'autorité de Borissov

Le cas du GERB confirme le rôle des leaders au sein des partis populistes. Le choix du leader précède là encore l'organisation : il ne s'agit pas d'un leader qui arrive à s'imposer à la tête d'un parti après avoir surmonté les obstacles de la concurrence interne; à l'inverse, autour de lui se structure une organisation qui lui permet de développer sa carrière politique.

Le GERB est fondé autour de la figure de Boyko Borissov et basé sur le contact direct avec l'électorat qu'il parvient à établir à partir de l'année 2001. Une structure commence à se constituer autour de sa personne cinq ans après sa désignation en tant que Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur. Il s'agit d'un pas en avant dans sa carrière d'homme politique : il se présente d'abord en tant que candidat d'un autre parti (candidat du NDSV aux élections législatives de 2005), puis en tant que candidat indépendant (il est élu maire de Sofia en 2005).

Le processus de structuration du parti autour de la figure de Borissov commence en mars 2006, quand est enregistré l'association Les Citoyens pour le Développement européen de la Bulgarie dont l'acronyme est GERB. Comme pour le NDSV (qui se revendique comme mouvement), le BBB (qui se désigne comme « bloc » politique), et l'ATAKA (qui cherche à s'implanter en tant que « rassemblement national »), le GERB aspire à échapper à son étiquetage en tant que parti politique : c'est pour cette raison qu'il se présente en tant qu'association. Le parti portant le nom de GERB est fondé officiellement le 3 décembre 2006. Toutefois, l'association continue à exister en parallèle en perdant de la visibilité et en fusionnant presque entièrement avec le parti. Borissov entretient un rapport spécifique avec ces deux structures : il n'est pas officiellement leur président en dépit du lien établi dans les médias entre l'association, le parti et lui-même ; Il est nommé « leader informel », car entre 2006 et 2009 il occupe le poste de maire de Sofia et il ne peut assumer de poste politique en parallèle. L'association GERB est présidée par Doushana Zdravkova, ancienne présidente de la Cour régionale de la ville de Varna. Les vice-présidents de l'association sont deux personnes du cercle de Borissov qui bénéficient de sa confiance et qui vont jouer des rôles d'importance

au sein du parti et du groupe parlementaire du GERB : Tzvetan Tzvetanov et Krassimir Veltchev.

Le parti qui est créé sept mois plus tard est présidé par Tzvetan Tzvetanov, qui devient le bras droit de Borissov au fil des années : diplômé de l'Académie Nationale des Sports de Bulgarie, il a suivi Borissov dans l'ensemble des institutions dont il fait partie depuis le début de sa carrière publique. Tzvetanov est le collaborateur opérationnel de Borissov lorsque ce dernier est Secrétaire général du Ministère de l'intérieur ; il suit aussi Borissov pendant son court passage au NDSV. Lorsque Borissov est nommé en tête de liste du NDSV à Blagoevgrad et Plovdiv aux élections législatives de 2005, Tzvetanov figure lui aussi en quatrième position dans la liste du NDSV à Blagoevgrad. Après l'élection de Borissov au poste de maire de Sofia, Tzvetanov devient adjoint au maire pour les questions de la sécurité. Il quitte ce poste pour devenir leader du GERB.

Borissov n'est officiellement élu leader du GERB que par la deuxième assemblée nationale du parti qui a lieu le 10 janvier 2010 ; à ce moment-là, il est déjà Premier Ministre. L'interaction qui s'opère entre le leader et le parti pendant les quatre premières années de son existence est représentative de la nature de l'autorité dont dispose Borissov : d'un côté au sein du parti lui-même, d'un autre côté au sein de la société. Cela lui permet de pouvoir représenter le parti devant la société et d'avoir l'autorité nécessaire au sein de l'organisation.

Le rôle joué par Borissov dans la cohésion interne du parti est aussi important que celui qu'il joue pour l'attraction du support électoral du GERB : c'est une dimension essentielle de l'organisation interne du parti, mise en avant par Borissov lui-même et confirmée par le témoignage des cadres du parti de niveau supérieur et intermédiaire. Des relations personnelles de confiance existent entre le leader et les différents échelons du parti : elles légitiment l'autorité du leader élu à l'unanimité par le vote des sections du parti. Comme dans le cas du NDSV, le poste de leader est indissociable de la figure de Borissov : Il n'y a jamais eu de concurrence interne au sein du parti pour ce poste, y compris lorsque la place était confiée de manière transitoire à son collaborateur le plus proche, Tzvetan

Tzvetanov. Comme en témoigne Krassimier Veltchev, l'une des figures proches de Borissov (qui est présent dans la gouvernance du GERB dès la phase initiale de fondation de l'association du même nom) : « *le GERB a un seul leader. Quand on dit 'il', tout le monde comprend qu'il s'agit de Boyko Borissov* »⁶⁷⁹.

Borissov lui-même témoigne de la fusion entre sa personnalité et le GERB, comme il l'a souligné dans le cadre de l'entretien mené :

« - Considérez-vous que le GERB puisse exister sans la figure centrale que vous incarnez ?

- *Non. Pas à ce stade, après ça sera possible.* »⁶⁸⁰

Cette même équivalence est aussi mise en avant publiquement à de nombreuses reprises, comme il le souligne en juin 2013 :

*« Le GERB est mon parti, c'est moi qui l'ai créé. Si je décide de créer un nouveau parti demain, il sera aussi fort que le GERB. Ne vous inquiétez pas à propos du GERB. Tant que je serai en vie et en bonne santé, le GERB sera un parti fort, monolithique. »*⁶⁸¹

La confiance personnelle est aussi mise en avant comme l'une des causes primordiales de l'engagement aux échelons intermédiaires du parti, comme le souligne Stoyko Dukov, maire de la région de Vitisha, à Sofia :

« - Pourquoi avez-vous décidé de vous engager dans un travail politique actif?

- *En raison de mes rapports très proches avec Monsieur Borissov et Monsieur Tzvetanov à MVR. J'avais d'excellentes impressions à leur sujet. Monsieur Tzvetanov m'a proposé personnellement de rejoindre l'association, puis le parti.*

⁶⁷⁹ Krassimir Veltchev : « Lorsqu' on dit 'il', on comprend qu'il s'agit de Boyko Borissov » ; « Krassimir Veltchev : « Kogato kajem Toi, razbirame Boyko Borissov » », disponible sur : <http://www.cross.bg/velchev-krasimir-gerb-1289221.html#ixzz39coyNK6q>, consulté le 9 novembre 2014.

⁶⁸⁰ Entretien avec Boyko Borissov, effectué le 27 avril 2009 à Sofia.

⁶⁸¹ Boyko Borissov : « Tant que je serai en vie et en bonne santé le GERB sera un parti fort, monolithique, robuste » ; « Boyko Borissov: « dokato az sam jiv i zdrav GERB shte bade silna, monolitna, zdrava partia » », 29 juin 2013, disponible sur : http://www.gerb.bg/bg/news/detail-boiko_borisov_dokato_az_sam_jiv_i_zdrav_gerb_shte_e_silna_monolitna_zdrava_partiya-24932.html, consulté le 9 novembre 2014.

- Bref, il s'agit de relations de confiance personnelle ?

- Oui, définitivement, il s'agit d'une confiance personnelle. Ou plutôt, il s'agit de ma confiance en eux. Initialement, l'idée était de devenir juste un membre du GERB. Par la suite, la situation a évolué dans un autre sens et j'ai été désigné comme candidat au poste de conseiller municipal par l'organisation municipale. J'ai été conseiller municipal pendant un mandat. Après, j'ai été désigné comme candidat au poste de maire de la région à l'unanimité. »⁶⁸²

Le rôle du leader demeure primordial même lorsque la question de l'idéologie du parti est posée :

« **- Quel aspect de l'idéologie du parti s'inscrit le mieux dans vos convictions politiques?**

- Si on se penche sur la période où Borissov et Tzvetanov travaillaient dans le MVR, on constate qu'à l'époque Borissov était le leader en tête de tous les sondages d'opinion. Cela était dû à sa lutte sans compromis contre le crime organisé. Moi personnellement, je travaillais sur les liens avec l'Espagne. 13 ou 14 groupes ont été écrasés. À l'époque, l'État espagnol nous avait décorés avec les médailles de la « Croix blanche ». Vous pouvez encore voir là-bas la photo de la décoration à Madrid.

- Alors, vous avez été impressionné par l'efficacité de Borissov ?

Oui, j'ai vu son efficacité et sa volonté politique. Cette énergie pourrait être canalisée vers n'importe quelle autre activité. On peut évoquer un déblocage des fonds de l'UE, la construction des autoroutes. Prenez n'importe quelle action du cabinet. Elles sont réalisées avec le même élan et la même fermeté. C'est cela qui m'a frappé dès le premier jour que j'ai passé auprès de Borissov.

- Vous avez remarqué un contraste entre lui et tous les autres ?

Oui, il a une personnalité atypique. Même lorsqu'il était Secrétaire général, j'ai vu une personne vraiment différente des autres. Ce n'était pas un administrateur, le type de personne qui occupe d'habitude ce poste, mais une personne qui a de l'élan. J'ai vu cela de mes propres yeux. Quelqu'un entre dans son cabinet pour lui donner une information, on entend du bruit et les choses se passent. J'aimerais bien travailler de la même manière. Malheureusement, dans mon cas, les ressources sont limitées. »⁶⁸³

⁶⁸² Entretien avec Stoyko Dukov, GERB, maire de la région de Vitosha, effectué le 05/04/2012 à Sofia.

⁶⁸³ *Ibid.*

§ 2 La recherche d'une étiquette politique

Formés autour d'une personne charismatique sur la base d'un discours populiste, les partis étudiés ont du mal à associer à un nom une étiquette politique légitime : ils ne peuvent pas s'autoproclamer populistes en raison de la connotation négative du terme. La définition idéologique des partis s'opère en fonction de l'état du système des partis au moment de leur arrivée sur la scène politique, à des places idéologiques « vacantes » susceptibles de leur apporter du succès. En raison de la stabilité relative du principal parti de gauche – héritier de l'ancien État-parti BSP - la majorité des acteurs politiques tentent à s'inscrire au sein du système des partis à droite. Trois des quatre partis étudiés se définissent comme des partis de centre-droit : le BBB, le NDSV, le GERB (I). L'ATAKA est le seul parti qui ne se positionne pas sur l'axe droite-gauche, mais qui se revendique comme parti « nationaliste » (II).

I Les partis de centre-droit

Trois des partis étudiés choisissent une étiquette de centre-droit en tant que partis libéraux ou conservateurs : le BBB, le NDSV et le GERB. Le BBB adopte une posture libérale sur le plan économique, qui était dans « l'esprit du temps » au début des années 1990. Dans son règlement, le Bloc Bulgare du Business se positionne idéologiquement en tant qu' « *Organisation politique de personnes libres et d'initiative, qui croient aux valeurs libérales, à la démocratie et au progrès technique* »⁶⁸⁴. Ce positionnement s'explique par un contexte spécifique : au fil de cette période on observe un processus de libéralisation du marché et de retrait de l'État de l'économie ; cela génère la formation d'un premier groupe d'entrepreneurs ayant tenté leur chance dans le monde des affaires à travers une multitude d'initiatives qui se traduisent souvent par des échecs. Il s'agissait de la phase initiale du postcommunisme lorsque l'espoir d'un succès économique rapide

⁶⁸⁴ Nikolova, T., *Dictionnaire des partis politiques en Bulgarie « Rechnik na politicheskite partii v Bulgaria »* Sofia, 2012, Paradigma., p. 17.

semblait réalisable aux yeux d'une partie importante de la population ; c'est aussi une époque où la répartition des nouveaux statuts sociaux n'était pas encore jouée.

Le BBB a également déterminé le groupe social qu'il cherchait à représenter. Dans la déclaration programmatique diffusée par le BBB en 1991, il est précisé que ce parti cherche à représenter la future classe des entrepreneurs : pourtant il s'agissait d'un groupe social dont on attendait encore l'apparition, non d'un groupe déjà constitué au sein de la société. Dans la déclaration programmatique du parti, diffusée le 30 janvier 1991 à l'occasion de l'annonce de sa fondation, ce groupe social se définit par sa détermination de s'émanciper par rapport à l'État. Toutefois, il s'agissait plutôt d'une « détermination » d'émancipation que d'un processus déjà réalisé : « *Nous sommes la première formation politique spontanée qui a pour but de représenter les intérêts d'un groupe social homogène dans la vie politique du pays : ceux qui ont le courage de renoncer à la charité de l'État-providence et de prendre le risque du succès* »⁶⁸⁵.

Paradoxalement, il existe des éléments élitistes dans l'idéologie revendiquée par le BBB. Pourtant cet élitisme doit être lu sous l'angle spécifique du début des années 1990. À ce stade de la transition, il s'agissait d'un élitisme pouvant être qualifié de populiste : la stratification sociale n'est pas encore figée et persiste l'idée utopique selon laquelle chacun a potentiellement la chance d'accéder à l'élite. Ce fantasme des élites est véhiculé à travers l'idée que l'élite est un groupe ouvert, de nature non permanente, comme l'affirme le programme du BBB : « *L'élite ne contredit pas la démocratie. Elle est susceptible de la reproduire et elle a intérêt à le faire. Pour nous, le développement futur est lié à un rôle croissant de l'élite, mais cette dernière est comprise non comme une caste fermée, non comme un groupe permanent qui concentre l'exercice du pouvoir, mais comme un contenu social, proportionnel au potentiel de chaque individu* »⁶⁸⁶. L'élite est présentée comme un groupe que chacun pourrait rejoindre : « *Pour nous, l'élite est un modèle politique, un modèle qui peut assurer de succès à tous dans un monde dynamique et*

⁶⁸⁵ Déclaration programmatique du BBB, adoptée au Congrès fondateur du parti le 10 décembre 1990, diffusée le 30 janvier 1991, disponible dans les archives du BTA, partie 1.

⁶⁸⁶ *Ibid.*

diversifié »⁶⁸⁷. Cette idée correspond à l'image de l'individu selon des traits élitaires, construite notamment par le personnage charismatique présidant le parti : George Ganchev. En développant un charisme que nous avons qualifié de « charisme de prestige », Ganchev défend l'idée qu'il serait possible d'atteindre le succès personnel.

Le deuxième parti formé autour d'un leader populiste – le NDSV – choisit également une étiquette de centre-droit. Pourtant, l'auto-identification idéologique du NDSV est moins univoque que celle du BBB : comme il s'agit d'un parti enregistré officiellement un an après avoir remporté les élections législatives de 2001, la recherche d'un profil idéologique est un processus développé alors que le parti est déjà à la tête du gouvernement (2001-2005). Après avoir gagné les élections de 2001, avec un programme éclectique mélangeant des mesures économiques de droite et des politiques sociales de gauche, le NDSV se définit par une fluidité idéologique initiale et par une hésitation sur son étiquetage idéologique. Il adopte une posture ni tout à fait à gauche, ni tout à fait à droite, légèrement teintée de références de la fierté nationale, quoique de type non-xénophobe. Cette posture montre le « bricolage » idéologique qui intervient au sein du processus de transformation d'un mouvement populiste formé autour d'un leader charismatique en parti devant s'auto-identifier idéologiquement.

Dans la déclaration sur les principales valeurs idéologiques du parti publiée en 2002, le NDSV se définit comme un parti « *conservateur mais non élitaire, libéral mais avec une orientation sociale forte ; national, mais non nationaliste* »⁶⁸⁸. Le choix d'une étiquette politique unique de la part du NDSV découle d'un facteur externe : Initialement, le NDSV s'était orienté vers le conservatisme et avait postulé en vue d'une admission au sein du Parti Populaire Européen : Il avait négocié une admission au sein du PPE entre 2001 et 2003. Mais, la candidature du parti a été bloquée par le parti issu du front anti-communiste : il s'agit de l'Union des Forces Démocratique (le SDS) qui était déjà membre du parti et qui craignait que la légitimation du NDSV de la part du PPE ne vienne menacer

⁶⁸⁷ *Ibid.*

⁶⁸⁸ Déclaration des valeurs principales du NDSV, 2002.

encore davantage sa situation au niveau national⁶⁸⁹. Une fois rejeté par le PPE, le NDSV avait déposé sa demande auprès de l'Internationale Libérale où siégeait déjà un seul parti politique bulgare, le partenaire de coalition du NDSV au sein du gouvernement représentant la minorité musulmane : le DPS ; sa demande d'adhésion sera acceptée. Le 24 octobre 2003, au moment de son congrès au Sénégal, le NDSV est admis en tant que membre associé. Les 13 et 14 mai 2005, le 53^{ème} Congrès de l'Internationale Libérale qui eut lieu à Sofia vote l'adhésion officielle du NDSV.

Cette légitimation externe du NDSV en tant que parti libéral s'est avérée décisive pour le choix d'une étiquette politique et le parti a commencé à ce moment-là à construire cette identité. Dans l'article 4 de son règlement, le NDSV se définit de la manière suivante :

« Le NDSV est un parti libéral qui fait partie de la famille des libéraux, démocrates et réformistes européens, qui adopte les documents programmatiques de l'Internationale libérale et construit ses politiques sur la base des valeurs principales suivantes :

- 1) Liberté et responsabilité*
- 2) Morale et honorabilité*
- 3) Justice et tolérance*
- 4) Droits civiques et égalité des chances*
- 5) Solidarité »*⁶⁹⁰

Un étiquetage au centre-droit s'avère attirant aussi pour le GERB. Certes, son identification est moins problématique que celui des autres cas étudiés : Il

⁶⁸⁹ Le parti avait déjà été déstabilisé par la victoire électorale du NDSV en 2001 : avant l'apparition inattendue du NDSV en 2001, le SDS avait accompli son mandat de 1997 à 2001 avec succès ; la Bulgarie sortait renforcée des années du gouvernement Kostov en dépit de la crise profonde de 1997 ; en raison de cela le SDS espérait une réélection en 2001 ; ce qui n'a pas été le cas du fait de la victoire du NDSV aux élections législatives de 2001.

⁶⁹⁰ Règlement du parti politique Mouvement national pour la Stabilité et le Progrès, NDSV, 2013.

s'effectue en fonction de l'état du système de partis au moment de sa structuration en tant que force politique à partir de décembre 2006. À ce moment-là, la droite se caractérise par une profonde instabilité : le « parti parapluie » issu de l'ancien front anticommuniste est fragmenté en plusieurs petits partis dont les principaux sont notamment le SDS, le DSB, le SSD. Le NDSV cherche à s'imposer en tant que parti de centre-droit et pourtant son score électoral subit une forte décroissance. Parallèlement, le Parti Socialiste Bulgare conserve sa stabilité au cours des années de transition sans subir de scissions importantes ni perdre le noyau dur de son électorat. Au moment de l'apparition du GERB, le BSP est également en phase relativement ascendante : en 2005 il revient au pouvoir, au sein de la coalition tripartite BSP-DPS-NDSV, pour la première fois depuis la crise de 1997.

Dans ce contexte, le GERB cherche à s'implanter en tant que parti de centre-droit dans l'espoir de s'imposer en tant que principale force de droite face au BSP. Dans son « cadre politique » il s'identifie en tant que parti qui « *croit en des valeurs chrétiennes-démocrates* »⁶⁹¹. Dans le programme du parti, publié à la veille des élections législatives de 2009, lorsqu'il fait sa percée au sein du Parlement et devient la première force politique du pays, le GERB s'identifie idéologiquement de la manière suivante :

*« Le GERB et un parti politique de centre-droit qui partage à travers sa politique les valeurs de la liberté, de la démocratie et de la suprématie de la loi. Nous allons travailler à l'instauration d'une économie de marché de type social et à une société qui assure des opportunités aux citoyens ambitieux, ayant l'esprit d'initiative et aspirant au succès. »*⁶⁹²

Comme pour le NDSV, la reconnaissance étrangère est importante dans la légitimation du GERB en tant que parti de droite : il construit en effet une partie de sa stratégie de légitimation sur la base de son admission au sein du Parti Populaire Européen. Il dépose sa demande d'adhésion au sein du PPE dès 2007 : Son adhésion s'effectue le 8 février 2008 lors de la réunion du Bureau politique du parti

⁶⁹¹ Cadre politique du GERB, disponible sur : <http://www.gerb.bg/bg/pages/Political-frame-87.html> , consulté le 9 novembre 2014.

⁶⁹² Programme pour le développement européen de Bulgarie, GERB., 1^{er} juin 2009, disponible sur : http://www.gerb.bg/uf/pages/upr_programa_gerb_1June.pdf, p. 3, consulté le 5 juillet 2014.

à Madrid. Presque tous les partis bulgares soutiennent l'adhésion du GERB au PPE. Il s'agit du SDS, du Parti Démocrate (le DP) et de l'Union Agrarienne Populaire (le ZNS) ; Seul le parti présidé par l'ancien Premier Ministre bulgare Ivan Kostov (1997-2001), le DSB, s'est abstenu de voter.

II L'ATAKA : un parti qui se revendique comme nationaliste

L'ATAKA est le seul parti parmi les quatre cas étudiés qui ne cherche pas à se positionner sur l'axe droite/gauche. Siderov et les membres du parti qualifient leur idéologie de « nationaliste », en insérant une dimension identitaire et sociale dans ce terme. Comme il est écrit dans l'article 4 du règlement du parti : « *Les principaux objectifs du parti sont : l'amélioration immédiate et ininterrompue des conditions de vie en Bulgarie, la restauration de la dignité nationale des Bulgares et du prestige international du pays* »⁶⁹³. Volen Siderov décrit le nationalisme de la manière suivante :

*« Le nationaliste est celui qui dit : « oui, il y aura toujours des différences, certains seront un peu plus riches, d'autres plus pauvres, mais il faut qu'une justice sociale s'instaure. » La nation est une chose unifiée, un organisme unique dont toutes les parties doivent être en bonne santé. La nation ne doit pas être divisée, entre ceux qui sont pour ou contre quelque chose, elle doit être unifiée sur des questions fondamentales. La question fondamentale de notre nation est de créer un État qui défendra les intérêts des Bulgares. »*⁶⁹⁴

Dans le programme du parti publié à l'occasion des élections législatives de 2009, il développe plus clairement la dimension égalitaire qu'il associe au nationalisme :

« Le nationalisme bulgare inclut obligatoirement dans ses principes la justice sociale, parce qu'une nation ne peut pas évoluer normalement si 90 % de ses habitants vivent dans la misère et 5 à 10 % vivent dans le luxe et sont hyper

⁶⁹³ Règlement du parti politique ATAKA, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=3374&Itemid=98, consulté le 29 octobre 2014.

⁶⁹⁴ Volen Siderov : « Le nationalisme est la seule clause de sauvetage de la Bulgarie » ; « Volen Siderov : « Nacionalizma e edinstvenata spasitelna klauza za Bulgaria » », 19 novembre 2012, disponible sur : <http://www.vestnikataka.bg/2012/11/волен-сидеров-национализъм-т-е-единствено/>, consulté le 30 octobre 2014.

riches, et si 80 % de la population ne peut pas accéder aux services médicaux et à une éducation normale. »⁶⁹⁵

À la différence du NDSV, dont l'appartenance à une famille politique passe surtout par une reconnaissance étrangère, l'ATAKA ne s'inscrit pas dans un groupement de partis, ce qui s'explique par la nature de son idéologie et les difficultés de formation d'une union des partis d'extrême droite au niveau international. Les députés élus sur la liste d'ATAKA n'appartiennent pas de manière permanente à un groupe parlementaire au sein du Parlement Européen. L'hétérogénéité idéologique et les postures auto-excluantes des partis de nature nationaliste et souverainiste s'avèrent décisives. Les trois députés de la liste d'ATAKA élus pour la période 2007-2009, Dimitar Stoyanov, Slavcho Binev, Desislav Chukolov, rejoignent le groupe « Identité, tradition, souveraineté » qui n'existe que de janvier à novembre 2007. Ce groupe est notamment créé après l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie au sein de l'UE en 2007, la présence d'au moins 20 députés provenant de 5 pays différents, étant une condition de constitution d'un groupe parlementaire. L'union instable qu'ils construisent inclut le Front National (France), le Parti de la Grande Roumanie (Roumanie), *Vlaams Belang* (Belgique), Alternative Sociale (Italie), *Fiamma Tricolore* (Italie), le parti autrichien de la liberté (Autriche) et un député indépendant élu par la liste du Parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni. Pourtant ce groupe éclate moins d'une année après sa formation notamment en raison du caractère des idéologies de certains des partis présents : mobilisant des xénophobies réciproques, ils apparaissent comme ennemis les uns des autres ce qui rend leur partenariat difficile à gérer. À la base de l'éclatement du groupe existant un conflit entre les représentants de l'Italie (Alternative sociale) et ceux de la Roumanie (Parti de la Grande Roumanie) sur des sujets xénophobes réciproques. Après l'éclatement du groupe parlementaire, des députés d'ATAKA figurent dans le groupe des non-inscrits jusqu'aux élections européennes de juin 2009 et pendant la période 2009-2014 ; suite aux processus internes de dissolution d'ATAKA, seul le député Slavcho Binev rejoint le groupe « Europe Libertés Démocratie » pour la période

⁶⁹⁵ Programme d'ATAKA pour les élections législatives de 2009, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=2817&Itemid=61, consulté le 30 octobre 2014.

2012-2014 : comme il ne s'identifie plus comme membre d'ATAKA, l'on ne peut pas considérer cette participation comme un alignement pouvant être associé au parti.

Cette section a mis en avant le rôle primordial des leaders providentiels dans la formation des partis populistes, qui cherchent ensuite à se doter d'une étiquette politique pour s'inscrire dans le système des partis. Au sein de ces partis, le rôle du leader est indissociable de la figure fondatrice. Ganchev, Cobourgo-Gotha, Siderov et Borissov jouent un rôle primordial aussi bien de ce qui concerne la cohérence interne des partis que le contact avec la société. Une fois fondés autour d'un leader providentiel, trois des quatre partis étudiés cherchent à s'identifier à l'axe droite-gauche en dépit du fait qu'il dénoncent l'ensemble du système politique ; l'ATAKA est le seul parti qui revendique une identification avec l'axe droite-gauche en s'étiquetant comme parti nationaliste.

Section 2 : Des programmes éclectiques

Dans le cadre de cette section il s'agit de mettre en évidence les hésitations idéologiques qui caractérisent les partis étudiés en dépit des étiquettes politiques dont ils cherchent à se doter: n'ayant pas d'idéologie propre, ils conjuguent de différentes manières des idées de droite et de gauche. Nous étudierons tout d'abord l'évolution idéologique des partis qui hésitent entre des idées de droite et de gauche au fil des différentes périodes : le BBB et le NDSV (§ 1). Puis nous étudierons l'orientation idéologique d'ATAKA qui mêle idées d'extrême gauche et d'extrême droite (§ 2). Puis, nous présenterons les programmes du GERB qui font des propositions de droite relativement cohérentes (§ 3).

§ 1 Le BBB et le NDSV : oscillation entre droite et gauche

Le BBB et le NDSV effectuent des virages entre droite et gauche au fil des différentes périodes de leur évolution. Dans le cas du BBB il s'agit d'une mutation d'idées de centre-droit vers des idées de gauche (I) ; dans le cas du NDSV on observe un changement d'orientation mélangeant des idées de droite et de gauche vers un profil de centre-droit de plus en plus clair (II).

I Le BBB: une mutation idéologique de la droite vers la gauche

L'étude des programmes du BBB démontre l'éclectisme idéologique qui caractérise ce parti formé autour d'une figure charismatique dont le succès est basé sur un discours populiste qui pourtant ne se revendique pas comme tel, mais cherche à s'identifier en tant que parti libéral. D'un côté, les idées populistes ne sont presque pas présentes au niveau programmatique, ce qui met en relief une première distinction d'importance entre le discours du leader et l'identité idéologique recherchée par le parti. Par ailleurs, on observe une transformation à l'intérieur même du profil idéologique recherché par le parti : tout en étant un parti qui se définit comme libéral sur le plan économique, au cours de l'avancement de la transition le BBB fait évoluer ses positions sur des questions-clés telles que le rôle de l'État en économie ; on passe d'un parti qui revendique le retrait de l'État-providence et prône une ouverture large de la Bulgarie vers l'étranger, à un parti qui réclame un retour de l'État dans l'économie et prône le protectionnisme économique.

Deux dimensions structurent le programme du BBB de 1990 : la dimension socio-économique et le rapport national/étranger. Dans l'esprit des premières années de la transition postcommuniste, dans le cadre de sa première déclaration programmatique adoptée en décembre 1990, le BBB adopte une posture libérale qui insiste sur la nécessité d'un retrait total de l'État de l'économie. L'un des piliers de ses propositions est la distinction propriété publique/propriété privé : il vise une abolition de la propriété étatique et réclame une « *économie avec un secteur privé fort, libérée de l'effet funeste de la gouvernance étatique et de sa base économique : la propriété publique mystique* »⁶⁹⁶.

À ce stade précoce de la transition, lorsque la structure économique future fait l'objet de plusieurs scénarios souvent difficiles à mettre en pratique, ce parti se présente comme partisan d'une économie de petits propriétaires. Conformément au programme du parti, l'économie bulgare doit être développée à partir de petites

⁶⁹⁶Déclaration programmatique du BBB, adoptée au Congrès fondateur du parti le 10 décembre 1990, diffusée le 30 janvier 1991, disponible dans les archives du BTA, partie 2.

firmes familiales, tandis que l'avenir de l'agriculture passe surtout par la mutation des grandes coopératives étatiques en petites fermes familiales.

Dans la vision du BBB de l'année 1990, le parti revendique également une ouverture de la Bulgarie vers l'étranger sur le plan économique. Il évoque le désir d'attirer des investissements étrangers aussi bien en provenance de partenaires historiques de la Bulgarie comme l'URSS que des pays d'Europe Occidentale. Dans son premier programme, le BBB réclame « *l'attraction intensive des capitaux internationaux et la transformation de la Bulgarie en un pont économique entre l'Europe, l'URSS, le Proche-Orient, le Moyen-Orient, et l'Afrique du Nord* »⁶⁹⁷.

Le programme du BBB publié en 1994 est marqué par une mutation importante par rapport à celui de 1990. Dans le contexte de dégradation de la situation sociale suite aux premiers effets du retrait de l'État, le BBB infléchit de manière significative son orientation idéologique. Publié sous le titre « Politique de dignité nationale » dans le journal *Bulgarophile*, son programme évolue vers la revendication d'un retour de l'État-providence dans le domaine social et d'un protectionnisme économique. Alors qu'en 1990 le parti revendiquait un retrait total de l'État du domaine économique, en 1994 il revendique une garantie contre les conséquences sociales des privatisations. Le BBB se revendique comme étant contre l'instauration « *d'une économie de marché de type XIX^{ème} siècle* », et demande que la politique sociale redevienne un enjeu primordial. Dans son programme sont aussi développées des propositions de stimulation de l'initiative privée par l'État : politique fiscale préférentielle comprenant l'allègement de la dette, subventions étatiques pour des groupes cibles, une protection étatique contre la concurrence déloyale, aide dans le domaine technique de la part de l'État.

Le programme du BBB de 1994 est également marqué par un tournant important concernant le rapport national/étranger sur le plan économique. Le BBB revendique une défense de la « souveraineté nationale » à travers un contrôle de l'influence des capitaux étrangers : « *Il faut que toute possibilité de liquidation du capital national aux pays étrangers au delà des limites du contrôle de conservation*

⁶⁹⁷ *Ibid.*

de la souveraineté nationale soit exclue »⁶⁹⁸. Dans l'optique d'un protectionnisme économique, le BBB propose aussi la constitution d'un « *bouclier étatique* » pour le commerce bulgare afin d'éviter la transformation de la Bulgarie en une « *république bananière* ».

II Le NDSV : cristallisation lente d'un parti de centre-droit

Les propositions du programme du NDSV sont tout aussi éclectiques. En 2001, le parti fait son entrée au Parlement avec un programme qui mélange propositions économiques de droite et engagements sociaux de gauche, avant de s'orienter de plus en plus vers un profil de centre-droit dans ses programmes de 2005 et 2009.

En 2001, le NDSV propose un programme intitulé « *La Bulgarie : une maison agréable pour ses citoyens* » qui ne peut être classé dans l'axe droite-gauche. Il associe des mesures économiques de droite à des engagements sociaux de gauche. Sur le plan économique et financier, il se réclame de la même orientation libérale que celle réalisée par le gouvernement de droite sortant présidé par Ivan Kostov, en fonction de 1997 à 2001 : il demande la conservation de la rigueur budgétaire, ainsi que le respect des accords signés avec le FMI. Il prône également la poursuite du processus de retrait de l'État de l'économie à travers des privatisations accélérées et l'abolition du rôle central de l'État dans des domaines comme celui des télécommunications, notamment par la privatisation de grosses sociétés étatiques telles que la Compagnie Bulgare des Télécommunications (BTK).

Sur le plan social, le NDSV s'engage en faveur d'un retour de l'État-providence, sacrifié par le gouvernement sortant dans un souci de stabilisation macro-économique de la Bulgarie, ce qui a provoqué une hausse importante du chômage et une dégradation de la situation de groupes sociaux. Le NDSV s'engage à honorer l'idée que la Bulgarie est un « État social »⁶⁹⁹, ce qui figure dans sa

⁶⁹⁸ Politique de dignité nationale, Programme du BBB, journal *Bulgarophile*, numéro 42, 17-23 novembre 1994.

⁶⁹⁹ Voir : *Programme du NDSV, 2001*, 1^{ère} partie, disponible sur : <http://www.investor.bg/bylgariia/5/a/ikonomicheska-programa-na-nds-ii-pyrva-chast.1376/>, consulté le 9 novembre 2014.

Constitution. Les mesures concrètes inscrites dans son programme sont : une augmentation du SMIC, des salaires des fonctionnaires de la fonction publique, de ceux du secteur privé à travers une diminution des impôts imposés aux entreprises, ainsi que la mise en place de crédits à taux d'intérêt minimal pour les petites et moyennes entreprises.

Sur le plan international, le NDSV se dit favorable à la continuation de la politique menée par le gouvernement sortant, mettant en avant que l'adhésion à l'OTAN et à l'UE demeure une priorité. Dans le texte du programme « *La Bulgarie : une maison agréable pour ses citoyens* », le NDSV affirme aussi que les États-Unis sont un partenaire stratégique de la Bulgarie sur la scène internationale. La question des relations avec la Turquie et les autres voisins balkaniques de la Bulgarie tels que la Grèce et la Roumanie figure aussi dans le document. Ce sont notamment des points de divergence avec certains des autres acteurs étudiés (notamment le cas d'ATAKA) comme nous allons le démontrer dans le cadre de cette section.

En 2005, le NDSV aborde les élections en tant qu'acteur politique de statut différent : il ne se définit plus comme un mouvement antisystème, mais comme un parti politique qui vient d'achever un mandat de quatre ans à la tête d'un gouvernement ; ses propositions sont plus modérées que celles de 2001. Elles s'orientent de plus en plus vers un profil libéral : le parti propose notamment une réforme fiscale consistant dans le remplacement de l'impôt progressif par une taxe, une diminution de la TVA, ainsi qu'une diminution des assurances de retraite ; en concurrence directe avec le Parti socialiste (BSP), avec qui il va former par la suite un gouvernement, le NDSV fait des propositions de mesures sociales comme par exemple le salaire moyen à 500 lv (pour l'année 2009).

En 2009, alors que le NDSV est présent au Parlement depuis deux législatures, on observe un tournant vers une politique de plus en plus orientée économiquement à droite. Les mesures sociales qui étaient l'un des piliers de son programme de 2001, ne sont pas inscrites dans le programme publié à l'occasion

des élections de 2009, c'est-à-dire au moment où le NDSV ne parvient pas à s'assurer une représentation au Parlement.

Dans le programme intitulé *Professionnalisme et réformes modernes en économie*⁷⁰⁰, on distingue des mesures économiques de droite qui visent une conservation de la rigueur économique, une réforme de l'administration publique qui inclut une suppression de 30 % de budget de l'administration jusqu'en 2013 par la suppression de postes, le retrait de l'État du modèle centralisé de financement de la santé publique.

§ 2 L'ATAKA : le mariage entre l'extrême gauche et l'extrême droite

Dans le cas d'ATAKA, on observe une grande correspondance entre le discours populiste du leader et les programmes du parti. Les propositions du parti peuvent être qualifiées d'assemblage d'idées d'extrême gauche et d'extrême droite. Tant comme le souligne François Frison-Roche le phénomène extrémiste qui avait été absorbé par les partis de droite et de gauche « *vient de prendre en 2005 son autonomie* »⁷⁰¹ à travers le vote pour l'ATAKA. À la différence des autres partis étudiés, on n'observe pas de tournant idéologique lorsqu'on analyse les programmes publiés à l'occasion des élections législatives de 2005, 2009 et 2013. Pourtant, dans ces programmes, on relève un tournant du point de vue du type de populisme identitaire, qui devient central et évolue de plus en plus d'un ethno-populisme et national-populisme mixte vers le national-populisme.

I Le programme de 2005

Les propositions d'ATAKA pour 2005 sont développées dans le document *Les 20 points d'ATAKA* de même que dans le programme du parti qui date de la même année. Elles englobent à la fois des idées d'extrême gauche et d'extrême

⁷⁰⁰ *Du professionnalisme et des réformes modernes en économie : programme économique du NDSV 2009-2013*, disponible sur : http://www.ndsvburgas.eu/files/1292402700_ikonomicheska_programa.pdf, consulté le 9 novembre 2014.

⁷⁰¹ **Frison-Roche, F.** (2005). *Ataka : décryptage d'un radicalisme à la bulgare*. *Le Courrier des Balkans*, <http://balkans.courriers.info/article5761.html>, consulté le 11 mai 2014.

droite. Tant comme le constate Nadège Ragaru dans son article « *L'émergence d'un parti nationaliste radical en Bulgarie : Ataka ou le mal-être du postcommunisme* » publié immédiatement après la formation d'ATAKA, il s'agit d'un parti « *qui emprunte aux extrêmes (droite et gauche)* »⁷⁰². Certaines des propositions d'ATAKA remettent en cause l'ensemble du processus de retrait de l'État du champ économique comme résultat de la transition, d'autres les principes de défense des droits de l'homme et l'État de droit. Parmi les idées d'extrême gauche, citons le retour radical de l'État dans le domaine social et économique : y figure une révision totale de la transition, y compris des mesures telles que l'organisation de purges et la confiscation des biens des couches sociales supérieures. Le parti revendique une révision de la privatisation (point 8 des *20 points d'ATAKA*). Des formules vagues de tonalité antiélitiste sont également utilisées à propos des modes de gestion du budget de l'État : l'ATAKA propose notamment une « *révision générale du schéma budgétaire et une redistribution du budget au profit des citoyens bulgares, et non au profit des classes sociales dirigeantes* ». ⁷⁰³ (point 10 des *20 points d'ATAKA*).

L'ATAKA propose aussi des « purges » contre les élites corrompues qui, selon sa vision, ont profité de la transition : il propose « *l'organisation de l'opération 'mains propres', enquêtes sur les personnes qui se sont enrichies d'une manière criminelle, sur toutes les affaires auxquelles participent des politiciens, de même que sur les affaires liées à la dette externe de l'État* » (point 18 des *20 points d'ATAKA*). Le point 19 des *20 points d'ATAKA* propose également une « *confiscation des biens obtenus de manière criminelle ainsi que la création d'un fond pour des soins médicaux gratuits. Formulation juridique pour des « traîtres nationaux ». Tribunal pour des traîtres nationaux* »⁷⁰⁴.

Parmi les mesures d'extrême droite, citons la revendication d'une interdiction de l'expression des identités collectives et des mesures de limitation

⁷⁰² Ragaru, N. (2006). L'émergence d'un parti nationaliste radical en Bulgarie : Ataka ou le mal-être du post-communisme. *Critique internationale*, 42-56. p.5.

⁷⁰³ 20 points d'ATAKA, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=13&Itemid=51, consulté le 9 novembre 2014.

⁷⁰⁴ *Ibid.*

des droits culturels des minorités ethniques et religieuses. Elles figurent dans le premier des 20 points d'ATAKA :

*« La Bulgarie est un Etat mononational, monolithique, qui ne peut pas faire l'objet de division selon aucun des principes suivants: religieux, ethnique, culturel. La distinction d'origine ou de religion ne peut être placée au-dessus de l'appartenance nationale. Celui qui le fait se sépare volontairement de la nation et l'Etat bulgare et ne peut pas avoir des revendications envers eux. »*⁷⁰⁵

Dans le point 2, l'ATAKA propose plus concrètement une interdiction de l'expression des identités collectives à travers l'usage de la langue maternelle de la minorité turque (en visant les actualités en langue turque diffusées à la Télévision Nationale Bulgare), et au niveau politique (en visant le parti représentant les Bulgares d'ethnicité turque et de religion musulmane : le DPS) :

*« La langue officielle en Bulgarie est la langue bulgare et dans les médias nationaux financés par le budget étatique on ne peut diffuser des émissions dans une autre langue. Cela doit être interdit et des sanctions doivent être prévues pour des partis ethniques et des organisations séparatistes. »*⁷⁰⁶

Dans le programme du parti paru à l'occasion des élections de 2005, figurent aussi la revendication d'une limitation des droits des citoyens par rapport à leur orientation religieuse. L'ATAKA prône notamment l'instauration de l'orthodoxie en tant que religion officielle de la Bulgarie, l'introduction de cours obligatoires de religion orthodoxe dans les lycées de même qu'un engagement stratégique de l'État envers la restauration des biens et le développement de l'Église orthodoxe bulgare.

Le rapport national/étranger est également l'un des piliers des documents du programme d'ATAKA de 2005. Le tournant de la Bulgarie vers une société de plus en plus fermée est revendiqué sur le plan politique, économique et militaire. Sur le plan politique, l'ATAKA préconise une « *réouverture des chapitres fermés des négociations avec l'UE et des négociations nouvelles sur les clauses défavorables à la Bulgarie. Rejet de l'accord de fermeture de la centrale nucléaire de*

⁷⁰⁵ *Ibid.*

⁷⁰⁶ *Ibid.*

Kozloduy »⁷⁰⁷ (point 16). Pourtant, l'ATAKA ne prône pas explicitement le rejet de l'adhésion de la Bulgarie à l'UE, dont les négociations en sont déjà à un stade avancé en 2005 et qui bénéficie d'un soutien important dans une grande partie de l'opinion publique. Sur le plan économique et financier, l'ATAKA propose un changement profond de l'orientation du pays : le parti revendique notamment la « *suspension de la dépendance de la Bulgarie au FMI et à la Banque Mondiale* »⁷⁰⁸ (point 17). Il revendique également une fermeture économique du pays à travers un protectionnisme étatique en faveur du commerce bulgare à l'intérieur comme à l'extérieur du pays (point 9). Il fait par ailleurs campagne pour l'interdiction de la vente de la terre bulgare aux étrangers (point 15). C'est sur le plan militaire que le programme d'ATAKA est le plus radical : il propose en effet « *un retrait immédiat des troupes bulgares en Irak* » (point 12), la sortie de la Bulgarie de l'OTAN, le refus de toute participation à une alliance militaire ainsi que la neutralité absolue (point 13)⁷⁰⁹.

II Le programme d'ATAKA pour 2009

Le programme d'ATAKA publié à l'occasion des élections de 2009⁷¹⁰ suit la même orientation que celui de 2005 : il est basé sur un mélange de propositions allant de l'extrême gauche à l'extrême droite. Il promet un renversement du rapport élites/peuple et une « *vengeance* » contre les nouveaux riches. Il reprend les éléments clés qui promettent une remise en cause de la transition à travers une révision de la privatisation. Dans ce programme, l'ATAKA développe aussi des propositions similaires à celles de l'opération « *mains propres* » de 2005 : Il promet de « *décapiter et liquider les groupes de bandits à travers une loi spéciale 'anti-bandits', pour une action sans merci de la part du pouvoir* »⁷¹¹. Il s'engage également à confisquer les biens des personnes qui ne peuvent pas prouver la façon

⁷⁰⁷ *Ibid.*

⁷⁰⁸ *Ibid.*

⁷⁰⁹ *Ibid.*

⁷¹⁰ *Programme d'ATAKA pour les élections législatives de 2009*, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=2817&Itemid=61, consulté le 9 novembre 2014.

⁷¹¹ *Ibid.*

dont elles les ont acquis, et promet de « *régler leur compte aux oligarques sans indulgence et de restituer l'argent volé au peuple bulgare* »⁷¹².

Des mesures d'extrême droite basées sur un ethno-populisme demeurent toujours l'un des piliers du programme d'ATAKA de 2009. Il stigmatise les minorités ethniques et religieuses en remettant en cause les bénéfices sociaux qu'elles ont obtenus de l'État. Dans son programme, le parti critique la politique démographique de l'État : « *La politique démographique de l'État d'aujourd'hui stimule l'éthnisation de la société et la désintégration des groupes sociaux* »⁷¹³. La question du rejet de l'expression de diverses identités culturelles est également mise en avant. Ainsi, l'ATAKA promet de lutter contre l'islamisation de la Bulgarie à travers une interdiction de la construction de nouvelles mosquées et de la diffusion des actualités en langue turque. Pour justifier la suppression de l'expression des identités des minorités, il développe l'idée d'une politique de promotion de la langue et de la religion de la majorité, et notamment des mesures étatiques au profit de l'Église orthodoxe ainsi que l'introduction d'une loi de protection de la langue bulgare.

Dans son programme de 2009, il répète également ses propositions de fermeture de la Bulgarie sur le plan international à travers la fin de la dépendance bulgare au FMI et à la Banque Mondiale. Ceux-ci sont définis comme des organisations internationales ayant « *limité la souveraineté de l'État bulgare et ruiné le secteur public, la santé et l'éducation* »⁷¹⁴. Il ne prône pas une sortie de l'UE mais utilise le même schéma qui présente la Bulgarie comme une victime de l'UE et revendique des mesures protectionnistes en faveur des agriculteurs bulgares : le parti réclame notamment de nouveaux quotas d'exportation de la production agricole.

⁷¹² *Ibid.*

⁷¹³ *Ibid.*

⁷¹⁴ *Ibid.*

III Le programme d'ATAKA pour 2013 : lutte contre « l'esclavage colonial »

Le programme d'ATAKA pour 2013, alors que la Bulgarie fait déjà partie de l'UE depuis cinq ans et est de plus en plus ouverte sur l'étranger au niveau politique économique et culturel, est centré sur le national-populisme. Dans le document intitulé *Le plan Siderov contre l'esclavage colonial*⁷¹⁵, la Bulgarie est présentée comme victime des corporations internationales, des pays d'Europe Occidentale, de l'UE.

Le programme du parti est davantage consacré à une présentation de la situation du pays selon une grille d'analyse de victimisation de la société bulgare qu'au développement de propositions concrètes. Dans ce document, l'accent est mis notamment sur l'impact du rôle de la Bulgarie dans les échanges internationaux, dans le contexte d'une économie mondialisée, ce qui est synthétisé à travers plusieurs formules comme par exemple : « *Du travail pas cher, le profit pour les étrangers, l'exportation de l'argent, c'est la Bulgarie d'aujourd'hui* »⁷¹⁶. Dans ce texte on propose des calculs qui présentent la consommation des produits et des services importés comme un « vol » de l'argent bulgare. Au point 8 du programme on présente notamment une estimation de l'argent dépensé par les Bulgares pour la nourriture, les vêtements, le combustible, l'électricité, l'eau et les services bancaires puis revers le des sociétés étrangères en 2011 : d'après les calculs effectués, cette somme s'élèverait à 28 257 000 000 lv.⁷¹⁷

Pour souligner la soumission des Bulgares sur le plan économique, le programme du parti fait une comparaison entre différents salaires moyens au sein de l'Union européenne : la conclusion est qu'en Bulgarie, le salaire moyen est neuf fois inférieur à la moyenne. Dans ce document on trouve également une comparaison des SMIC de neuf pays de l'UE, qui montre que le salaire du premier pays dans le classement (le Luxembourg) s'élève à 1800 euros tandis que celui du dernier (la Bulgarie) s'élève à 145 euros, ce qui est treize fois inférieur. On trouve

⁷¹⁵ Le plan Siderov contre l'esclavage colonial, in Programme d'ATAKA 2013 « Planat Siderov sreshu kolonialnoto robstvo, in Programa na ATAKA 2013 », disponible sur : http://ataka.bg/Programa_ATAKA_PLAN_full.pdf, consulté le 9 novembre 2014.

⁷¹⁶ *Ibid.*

⁷¹⁷ *Ibid.*

des appels à une xénophobie intra-européenne sur des sujets économiques. La question suivante est posée : « *Est-ce que nous les Bulgares nous sommes 9 fois inférieurs aux autres au sein de l'UE pour être payés 9 fois moins que la moyenne de l'UE?* »⁷¹⁸.

En dépit de l'accent mis sur la dépendance de la Bulgarie vis-à-vis de l'étranger dans le cadre de ce programme, l'ATAKA ne radicalise pas de manière significative son comportement envers l'UE. Il demande toujours une réouverture de la question de la fermeture des blocs numéros 3 et 4 de la centrale nucléaire de Kozloduy ainsi qu'une modification des quotas pour les agriculteurs bulgares. Dans la section consacrée à l'UE, on trouve une revendication envers l'UE qui n'est pas directement de sa compétence: il s'agit de revendications irrédentistes à propos des territoires limitrophes situés dans la Serbie contemporaine ; le parti demande que le traité de Neuilly signé le 27 novembre 1919 soit déclaré comme non valide par l'UE afin que soient restitués les territoires perdus à la Bulgarie en raison de la dissolution de l'ex-Yougoslavie⁷¹⁹.

La stigmatisation des minorités est toujours présente dans ce programme. Dans les propositions de 2013, le programme indique que l'ATAKA va lutter contre les conflits entre la police bulgare et « *toute sorte d'imbéciles, Tziganes, et autres gueules* »⁷²⁰. Le document dénonce aussi « *les agressions de Tziganes* » envers les Bulgares âgés dans les petits villages, et toutes sortes d'agressions menées par des « *bandes de Tziganes* ». Afin de garantir la sécurité de la population, le programme d'ATAKA propose des mesures allant jusqu'à la remise en cause du monopole de l'État sur la violence physique légitime : l'ATAKA évoque la constitution de détachements de bénévoles dans les petites villes afin de réagir en cas de besoin ; il propose qu'une loi spéciale soit adoptée sur ce sujet, bien que cette proposition ait déjà été faite par le groupe parlementaire d'ATAKA et n'ait pas trouvé de soutien au sein des législatures précédentes.

⁷¹⁸ *Ibid.*

⁷¹⁹ *Ibid.*

⁷²⁰ *Ibid.*

Les appels à un retour total de l'État-providence dans les domaines économique et social sont aussi présents dans le programme de 2013 : les revendications de révision des privatisations et des concessions figurant dans les programmes de 2005 et 2009 sont aussi incluses ; le parti demande que le système de santé publique soit entièrement pris en charge par l'État, d'autres propositions réclamant un retour de l'État par le biais de nationalisations, par exemple celle de la distribution de l'électricité.

§ 3 Le GERB : des propositions de centre – droite

Le programme du GERB est relativement plus cohérent par rapport aux autres cas étudiés : il contient des propositions de centre-droit sans hésiter entre des idées de droite et de gauche. À la différence d'ATAKA, les idées populistes ne sont que partiellement mentionnées.

I Le programme de 2007

Le GERB annonce des propositions économiques de droite dès la publication de son premier programme pour les élections locales de 2007. Ce programme, intitulé *Nouveau contrat de droite pour la Bulgarie*, adopte une vision libérale de l'économie. Le parti propose même un renforcement des mesures économiques de droite qui sont devenues une ligne incontournable des gouvernements bulgares au cours des dix dernières années (à partir de l'année 1997 lorsque le gouvernement Kostov s'est installé à la tête du pays).

Dans ce document, on trouve des mesures telles qu'une diminution complémentaire de l'impôt unique de 10 % (introduite par la coalition de centre-gauche du BSP, du NDSV et du DPS) à 7 % ; le GERB s'engage même à supprimer le SMIC afin de stimuler l'économie. Dans ce programme, le parti prône la suppression de postes dans l'administration publique, une diminution significative des cotisations de retraite de 23 % à 10 % des revenus, l'abolition du monopole de la Caisse nationale d'assurance de santé (*Natzionalna zdravno-osuguritelna kassa, NZOK*) et il encourage le développement de mutuelles de santé privées.

Dans ce texte, le parti estime que les mesures proposées vont entraîner une hausse significative du salaire moyen, allant jusqu'à 1500-2000 lv (750-1000 euros). À titre de comparaison, en décembre 2007 l'Institut National de Statistiques enregistre un salaire moyen de 480 lv (240 euros)⁷²¹, ce qui correspondrait donc à une multiplication par quatre. Cette vision de l'avenir pourrait être l'une des incarnations concrètes d'une vision d'avenir de nature populiste en raison de la limitation de la distance temporelle entre l'objectif fixé et le temps objectivement nécessaire pour sa réalisation.

II Le programme de 2009

Dans le programme publié à l'occasion des élections législatives de 2009, lorsque le GERB fait son entrée au sein du Parlement, il développe aussi des idées de droite. On observe par ailleurs l'apparition de certains éléments de nature populiste, quoique relativement moins présents que dans le discours de Borissov ; Ils portent davantage sur le diagnostic de la situation politique en Bulgarie. Voici ce qui figure dans le document :

« Il y a un degré élevé de corruption politique et de dépendance envers des intérêts oligarchiques. Des facteurs et des dépendances en dehors des partis élus légitimement par les électeurs bulgares sont décisifs pour les décisions d'importance sociétale et nationale. La corruption s'est instaurée comme l'un des éléments de fonctionnement de la vie politique. »⁷²²

Ce programme est plus développé que celui de 2007 du point de vue des sujets abordés. Il comporte deux piliers essentiels : le domaine économique et la sécurité. Le document est basé sur l'idée selon laquelle les modes de fonctionnement de l'État doivent être améliorés. Du point de vue économique, le programme de 2009 est plus modéré que celui de 2007. Le rôle de l'État est défini comme « *préservant les libertés économiques des citoyens tout en conservant des fonctions sociales modérées* »⁷²³ ; sont développées surtout des mesures concernant une meilleure collecte des impôts et la prévention des fraudes financières. Une

⁷²¹ Salaire moyen, données statistiques par an, disponible sur : <http://www.stat.bg/bg/indicator/401/>, consulté le 9 novembre 2014.

⁷²² *Programme pour le développement européen de la Bulgarie*, GERB, 1^{er} juin 2009, disponible sur : http://www.gerb.bg/uf/pages/upr_programa_gerb_1June.pdf, p. 3, consulté le 5 juillet 2014.

⁷²³ *Ibid.*

réforme du système judiciaire est également prévue. Parmi les critiques portant sur le fonctionnement actuel de l'Etat figurent notamment la « *léthargie, la corruption, l'influence politique, les liens avec le milieu criminel* ».

L'orientation internationale de la Bulgarie est également abordée. Le texte ne propose pas de modification significative de l'orientation géopolitique du pays. Les relations avec l'UE et l'OTAN sont mises en avant comme priorité stratégique, ce qui démontre l'existence d'un clivage entre l'ATAKA et le GERB, qui sont des partis évoluant dans un contexte de concurrence et dont les leaders se réfèrent à différentes variétés de populisme.

III Le programme de 2013

Le programme publié par le GERB à l'issue de son mandat à la tête du pays de 2009 à 2013, à l'occasion des élections anticipées du 12 mai 2013, est plutôt tourné vers un bilan du travail du gouvernement que vers l'annonce d'une stratégie fondamentalement nouvelle. Dans le cadre de ce programme, le parti continue à insister sur une intervention minimale de l'État en économie :

*« La conception de niveaux minimums de redistribution par l'État est l'un des principes essentiels adoptés par le GERB concernant les finances publiques, et que nous allons soutenir à l'avenir. »*⁷²⁴

En somme, le GERB est un parti dont les programmes présentent des revendications populistes sans que celles-ci constituent un point essentiel ; seules les revendications de nature protestataire sont présentes. Elles ne sont formulées que dans les sections des programmes consacrées au diagnostic de la situation politico-économique de la Bulgarie. À la différence du cas d'ATAKA, l'on ne trouve pas de référence au populisme de type identitaire présent dans le discours de Borissov, à savoir un populisme de type ethnique focalisé contre le DPS et la minorité turque le parti oriente son programme vers des propositions de droite sur le plan économique et dans le domaine de la sécurité.

⁷²⁴ *Programme politique du GERB 2013*, disponible sur: http://www.gerb.bg/uf/pages/GERB_Political_program.pdf, p 27, consulté le 5 juillet 2014.

La Section 2 témoigne des difficultés rencontrées par les partis étudiés dans la constitution de programmes cohérents. Trois des quatre partis adoptent des programmes qui combinent d'idées de droite et de gauche : c'est le cas du NDSV, du BBB et d'ATAKA ; c'est uniquement pour le GERB que l'on observe un programme constant, essentiellement basé sur des propositions de droite. Elle montre aussi que les postures populistes ne constituent pas une partie structurelle des programmes des partis, à la différence du discours des leaders : il n'y a que dans le cas d'ATAKA que l'on observe une correspondance forte entre les idées exprimées au niveau du discours et au niveau du programme. Dans le cas du BBB et du GERB, apparaissent de rares références aux postures populistes tandis que dans le cas du NDSV, surtout durant les périodes postérieures à sa percée de 2001, les idées populistes ne figurent pas dans ses programmes.

Section 3 Des structures légères

Le BBB, le NDSV, le GERB et l'ATAKA apparaissent comme des organisations instables : ils se caractérisent par un faible ancrage social (I) et par une grande instabilité qui débouchent sur un nombre élevé de scissions (II).

§ 1 L' ancrage social des partis

Le BBB, le NDSV, l'ATAKA et le GERB sont des partis politiques formés par le haut qui ne parviennent pas à s'enraciner dans la société. Ils s'inscrivent notamment dans la typologie des partis des PECO décrite par Sarah Birch : « *Les systèmes de partis dans ces pays ne sont pas encore institutionnalisés et des partis personnalisés émergent comme projets des élites politiques, alors que leur enracinement dans la société est faible* »⁷²⁵. Toutefois, des distinctions existent entre eux : le NDSV et le GERB, qui sont des partis à vocation majoritaire, ont tous les traits de partis clientélistes qui attirent surtout

⁷²⁵ Birch, S., (2003). *Electoral Systems and Political Transformation in Post-Communist Europe*, Palgrave MacMillan, p. 121-137 cité par Gueorguieva, P., *La nation, la citoyenneté et l'Etat à travers les interprétations des partis de la droite radicale populiste des pays d'Europe centrale et orientale*, 2011, in Rouet G., (dir.) *Nation, culture et entreprises en Europe*, Paris, l' Harmattan, pp. 49-66.

des membres intéressés par les bénéfices potentiels du pouvoir (I) ; dans le cas d'ATAKA on observe la mobilisation de militants marginalisés qui expriment plutôt un désir de vengeance sociale (II).

I Le NDSV et le GERB : des mouvements clientélistes

Le NDSV et le GERB se présentent comme des partis clientélistes qui attirent leur adhérents sur la base des opportunités potentielles qu'ils peuvent assurer. Leur implantation sociale diverge : le NDSV n'attirera qu'au maximum 30 500 adhérents ; le GERB est relativement mieux implanté avec un nombre d'adhérents dépassant 70 000.

Le NDSV s'impose comme un parti d'électeurs qui ne parvient pas à développer des racines sociales significatives. Le calcul du rapport entre les adhérents du parti et son électorat démontre qu'il mobilise l'essentiel de sa base électorale à partir d'un contact direct entre le leader et les électeurs, les intermédiaires étant plutôt les médias que les branches locales du parti. Cette tendance est mise en avant au cours des élections de 2001 lorsque Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, qui ne dispose pas encore de parti, obtient son meilleur score qui s'élève à 1 952 513 voix.

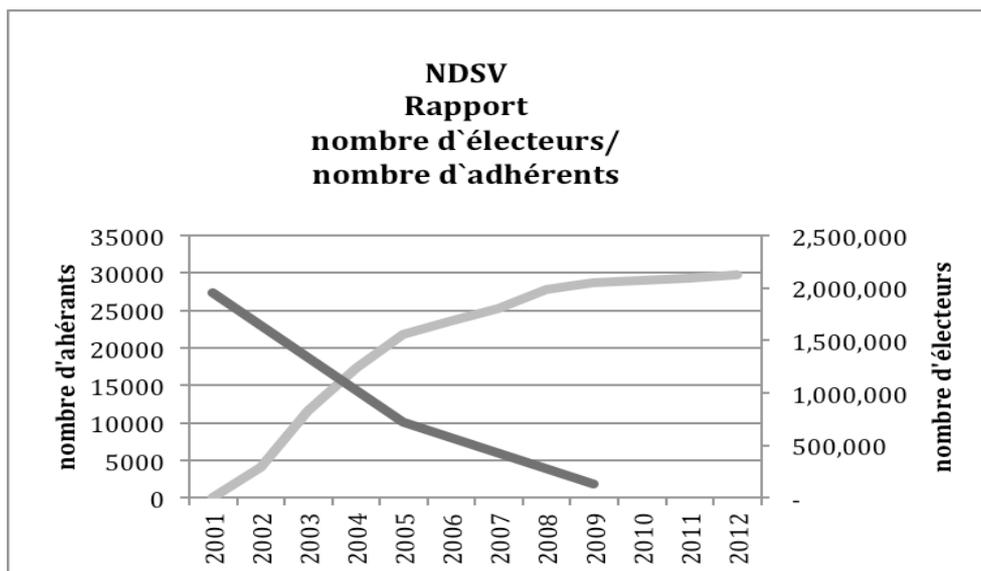


Figure 48 NDSV, Rapport nombre d'électeurs/ nombre d'adhérents (2001-2012)

Par la suite, l'écart entre le nombre d'adhérents et le poids électoral diminue en raison de l'augmentation cumulative du nombre d'adhérents et de la diminution du nombre des voix attirées. Aux élections législatives de 2005, le NDSV obtient un score de 725314 voix ; la même année, il dispose d'une base militante de 21 750 personnes et le parti mobilise 33 fois plus d'électeurs que la masse totale de militants dont il dispose. En 2009, le nombre d'électeurs est quatre fois plus élevé que le nombre des militants : la diminution de l'écart de 33 fois en 2005 à 4 fois en 2009 s'explique par l'effondrement électoral du parti, car à ces élections le NDSV n'obtient que 127470 voix et le nombre de ses adhérents, conformément aux registres du parti, s'élève à 28 650 personnes.

Le NDSV n'attire pas ses adhérents sur une base idéologique, ce qui pourrait lui assurer une stabilité relativement durable. Il s'avère attirant pour de nouveaux membres, surtout immédiatement après son apparition, lorsqu'il est au pouvoir et donc en mesure d'offrir des opportunités professionnelles. Le nombre maximal d'adhérents qu'il atteint s'élève à 30 500 personnes (2012).

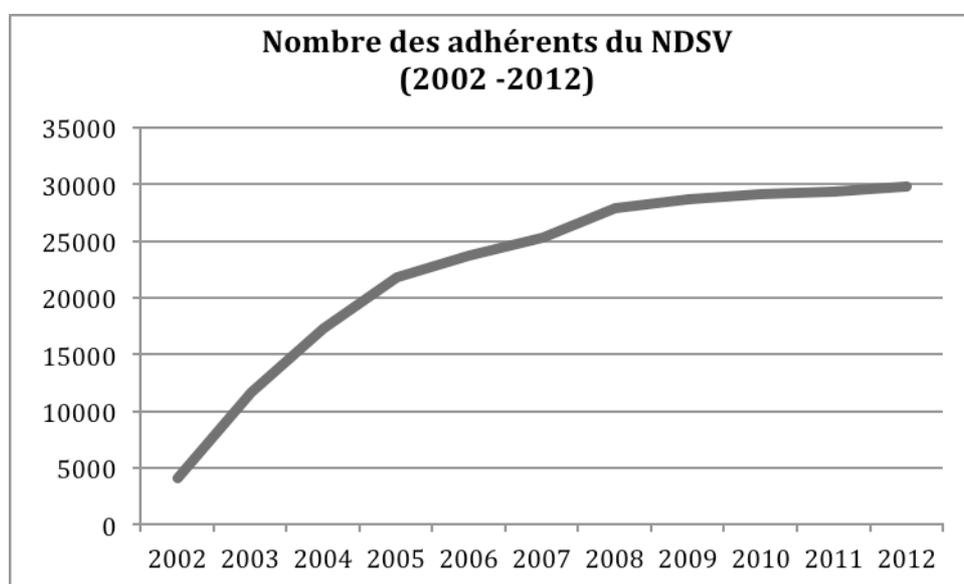


Figure 49 NDSV, nombre d'adhérents (2002-2012)

L'augmentation du nombre des membres se produit au cours de la période 2001 – 2005, lorsque le parti est au pouvoir, ce qui s'avère prometteur du point de vue des opportunités personnelles qu'il peut offrir à ses membres. En 2002, le

nombre des nouveaux adhérents s'élève à 4050 personnes ; en 2003, 7500 nouveaux membres sont inscrits dans ses registres ; mais leur nombre descend pour atteindre 5700 membres en 2004 et 4500 en 2005. Le taux de croissance des adhérents atteint son niveau le plus élevé au cours de la troisième année qui suit la création du mouvement, en 2003 : Il s'agit d'une « vague » de nouveaux membres. La croissance de la base sociale du NDSV commence à diminuer au début de son deuxième mandat, en 2005-2009. Pendant cette période, le parti forme une coalition avec le BSP et le DPS : le nombre de nouveaux membres s'élève à 1900 (2006), 1600 (2007), 2600 (2008). Le taux de croissance diminue encore plus à partir de l'année 2009, lorsque le parti n'est plus présent au sein du parlement : 800 (2009), 400 (2010), 300 (2011), 400 (2012).

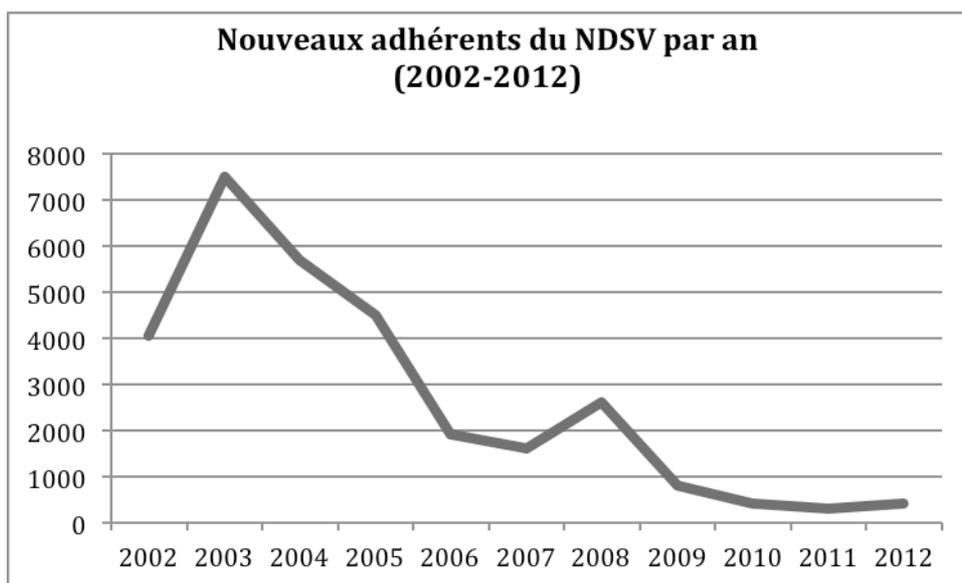


Figure 50 NDSV, nouveaux adhérents par an (2002-2012)

Le facteur qui doit être pris en considération pour expliquer la diminution du nombre des membres du parti est aussi l'apparition de nouveaux partis. On peut observer un échange d'adhérents entre le NDSV et le GERB. Les adhérents du NDSV sont aussi attirés par le Parti de la Bulgarie des Citoyens fondé par l'ancienne ministre des Affaires Européennes dans les gouvernements du NDSV et du DPS, Meglena Kouneva et par l'ancien député du NDSV et ministre de l'Éducation dans le gouvernement du BSP, du DPS et du NDSV, Daniel Valtchev. Cet échange d'adhérents est mis en avant par Galya Slavkova, Secrétaire de la

structure de Jeunesse du NDSV, dans le cadre de l'entretien que nous avons effectué :

*« Après l'année 2009, une partie des adhérents du NDSV ont rejoint le GERB. Ensuite, il y a eu une période de désillusion du gouvernement et un retour vers le NDSV. En ce moment, on observe le même scénario avec le parti de Meglena Kouneva, Le Mouvement de la Bulgarie des Citoyens ».*⁷²⁶

On observe aussi une démotivation et une diminution de l'activité des organes internes du parti. Tout comme l'a souligné Gala Slavkova:

*« Le Congrès est l'organe suprême du parti qui a des sessions régulières tous les quatre ans. Le Conseil national doit tenir des sessions au moins une fois tous les six mois. Le Conseil du parti se réunit au moins une fois par mois. Le Conseil de contrôle surveille le respect du règlement du parti et ses membres sont élus pour une durée de quatre ans. Pourtant leur intensité a changé après que le parti a cessé d'être représenté au Parlement. Pour démontrer la différence conformément au règlement précédent du parti le Congrès se réunissait au moins une fois tous les trois ans. Le Conseil national se réunissait tous les trois mois. Le conseil du parti se réunissait toutes les deux semaines, le Conseil du contrôle était élu pour un délai de 3 ans »*⁷²⁷

Le GERB est, parmi les quatre cas étudiés, le parti qui atteint la meilleure implantation sociale. Il parvient à attirer un nombre d'adhérents deux fois plus élevé que le GERB et presque dix fois plus élevé que celui d'ATAKA : en 2013, le parti compte 71 336 membres. Il a pu multiplier par trois le nombre de ses membres pendant ses années au pouvoir ; en 2009, année de son accession au pouvoir, le nombre de ses membres s'élève à 22 000 personnes.

⁷²⁶ Entretien avec Galya Slavkova, Secrétaire déléguée à la Jeunesse au NDSV, membre du Conseil National du parti, 6 février 2013.

⁷²⁷ *Ibid.*

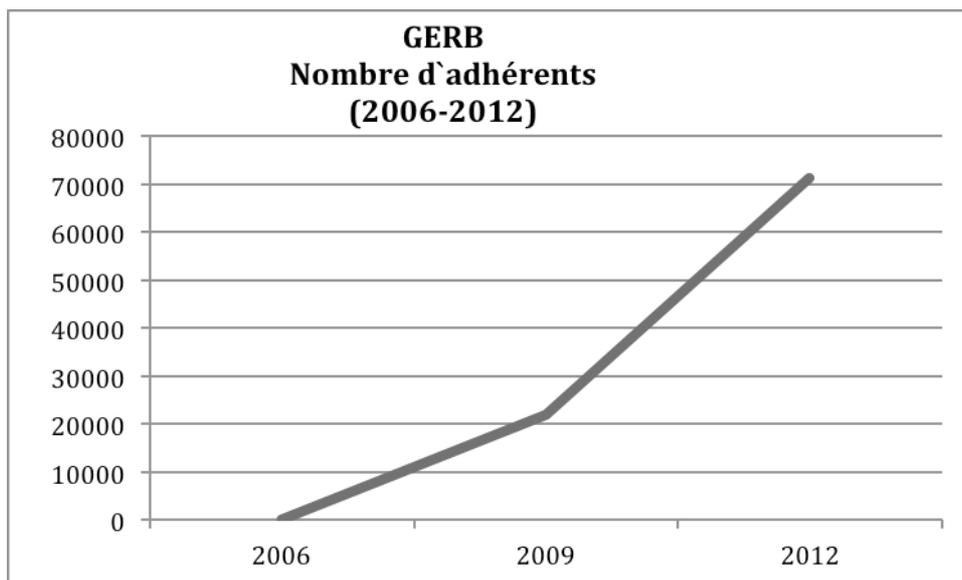


Figure 51 GERB Nombre d'adhérents (2006-2012)

L'un des facteurs qui expliquent cette tendance résident dans les nombreuses opportunités que le parti peut offrir en raison de sa bonne implantation politique au niveau local et national ; de plus, il s'agit d'un nouveau parti offrant des possibilités plus nombreuses que les « vieilles » structures partisanses. Le profil d'une partie des membres du parti appuie cette hypothèse. Selon le secrétaire du parti, Tzvetomir Paunov, la tranche d'âge la mieux représentée chez les adhérents du GERB est celle des hommes âgés de 30 à 50 ans ; 40 % des membres du GERB ont entre 30 et 50 ans, 60 % sont des hommes et 40 % des femmes : il s'agit donc d'une population active recherchant des opportunités professionnelles⁷²⁸.

Le GERB est décrit comme un nouveau parti, considéré par ses adhérents comme parti ayant le potentiel de gouverner et d'assurer des postes : tel est par exemple le point de vue de Gergi Tomov, 29 ans, diplômé en Relations économiques internationales, membre du GERB dans la circonscription de Pancharevo. Cet extrait de l'entretien que nous avons réalisé le 1^{er} avril 2011 met en avant ce qui l'a incité à rejoindre le parti :

⁷²⁸ 350 000 des bulgares adhèrent à des partis ; « 350 000 ot bulgarite sa v partiite », disponible sur : <http://www.trud.bg/Article.asp?ArticleId=1632304>, consulté le 9 novembre 2014.

« - Avez-vous participé à des partis politiques avant de rejoindre le GERB ?

J'ai un diplôme en Relations économiques internationales. Avant de rejoindre un parti je cherchais du travail dans ce domaine. Adhérer à un parti politique est le seul moyen de faire une carrière en Bulgarie et pas seulement en Bulgarie. Tel était mon raisonnement.

- Vous voulez parler de réalisation en tant que politicien ou dans un autre domaine qui nécessite des contacts politiques ?

Il faut dire la vérité : pour commencer une carrière dans un ministère il faut adhérer à un parti et plus concrètement au parti qui est au pouvoir.

- Comment avez-vous choisi précisément ce parti ?

Il était clair que le GERB serait au pouvoir et je n'avais pas un grand choix. Je ne supporte pas le BSP et le fait qu'il participe depuis plusieurs années à la gouvernance du pays. Non pas que je considère Boyko Borissov comme notre Sauveur. J'étais simplement de l'autre côté du BSP.

- Alors pourquoi vous n'avez pas choisi le SDS ?

Ils sont pareils que le BSP, les mêmes gens pendant toutes ces années. Le GERB est quelque chose de nouveau qui est apparu de la même façon qu'avant le parti du Roi. En réalité je n'avais pas d'alternative, c'était ma seule possibilité : rejoindre le GERB. »⁷²⁹

Le témoignage de Stoyko Dukov, maire de la région de Vitosha, à Sofia, fait lui aussi état du même type de motivation. Il partage les motivations des candidats à l'adhésion, qu'il expose devant la direction de la région de Vitosha :

«- Quelles sont les motivations principales qui sont mises en avant par les candidats à l'adhésion au sein du parti ?

L'une des motivations essentielles est le soutien personnel au leader. L'autre c'est qu'ils veulent participer à la vie partisane pour vivre mieux, dans un pays meilleur. Il y a bien sûr des motivations qui font rire comme par exemple : « est-ce que vous avez des places vacantes pour des ministres adjoints ? », de même que « est-ce que vous pouvez trouver une place dans une agence ? ».

- Bref, il s'agit de la recherche de postes publics ?

⁷²⁹ Entretien avec Georgi Tomov, membre du GERB pour la région de Pancharevo, effectué à Sofia le 1^{er} avril 2011.

*Oui, il y a des gens qui cherchent du boulot directement. Ils utilisent le parti comme un bureau de travail ».*⁷³⁰

En dépit de son niveau d'ancrage social relativement plus élevé que celui des autres partis étudiés, le GERB pourrait être qualifié lui aussi de parti d'électeurs, dont l'implantation électorale est largement supérieure à au nombre des adhérents. Aux élections législatives de 2009, lorsqu'il fait sa percée électorale, le parti a 22 000 membres ; pourtant il parvient à mobiliser 72 fois plus d'électeurs soit 1 678 641 voix.

Le rapport adhérents/électeurs aux élections législatives de 2013 diminue. On observe une diminution du nombre des voix ainsi qu'une augmentation des membres au bout de quatre ans passés au gouvernement. En décembre 2012, le nombre des membres du GERB s'élève à 71 336, et le parti bénéficie de 1 081 605 voix aux élections législatives du 12 mai 2013, ce qui signifie que le rapport membres/électeurs diminue en passant de 72 en 2009 à 15 en 2013.

GERB			
<i>Année</i>	<i>Nombre de votes</i>	<i>Nombre d'adhérents</i>	<i>Rapport votes/adhérents</i>
2009	1678641	22 000	72
2013	1081605	71 336	15

Tableau 4 Rapport entre les votes et les membres du GERB

II L'ATAKA : La socialisation de militants marginalisés

L'ATAKA pourrait également être qualifié de parti d'électeurs ayant le même rapport adhérents/électeurs que le NDSV et le GERB. Aux élections législatives de 2009, par exemple, il obtient un score de 395 656 voix et dispose de 6000 adhérents, ce qui signifie qu'il mobilise 65 fois plus d'électeurs que le nombre de ses membres ; le rapport adhérents/électeurs est le même que celui du GERB pour la même année qui obtient un score de 1 678641 voix et dispose de 27 000

⁷³⁰ Entretien avec Stoyko Dukov, GERB, maire de la région de Vitosha, effectué le 05/04/2012 à Sofia.

membres, soit 62 fois plus d'électeurs que de membres. L'ATAKA obtient son meilleur score alors qu'il n'a pas encore de structures à travers le pays et qu'il utilise surtout TV SKAT pour faire sa campagne électorale.

L'ATAKA est un parti politique dont le nombre d'adhérents est nettement plus bas que celui des autres partis étudiés : cette différence peut s'expliquer par la radicalité du discours du parti, orienté vers un groupe de personnes recherchant plutôt une vengeance sociale qu'une promotion professionnelle. Les partis comme le GERB et le NDSV ayant un profil de partis de pouvoir s'avèrent plus attirants pour les citoyens en termes d'opportunités professionnelles.

Une partie des membres d'ATAKA est attirée notamment par l'explication des causes de la situation économique en Bulgarie développée dans son programme. Les membres reprennent le discours du leader pour expliquer les problèmes auxquels ils doivent eux-mêmes faire face. Comme le formule Georgi Bankov, coordinateur régional d'ATAKA dans le village de Belitza, au sud-ouest de la Bulgarie, 65 ans, au chômage, lorsqu'on lui demande pourquoi il a décidé de rejoindre l'ATAKA :

« Je voulais rejoindre un autre parti parce que le BCP⁷³¹ a commencé à se taire. Jean Videnov est resté une personne très intègre. Il a retardé la fermeture des usines d'un ou deux ans, les familles n'étaient pas dans la rue, et elles avaient du pain. Pourtant, il n'arrangeait pas les autres. C'est à ce moment-là qu'est apparu le Plan Rahn- At. C'est un programme américain de destruction de la Bulgarie. Ils savaient que nous sommes un petit pays de 8 millions d'habitants, mais que nous avons une capacité énorme dans le domaine militaire, dans l'agriculture, dans l'éducation. Pourtant, ils avaient besoin d'un pays qui n'ait pas plus de 4 à 5 millions d'habitants, essentiellement composé de Turcs, de Tziganes, mais qu'en est-il des Bulgares ?... Plus un peuple est petit, plus il est facile à contrôler. »⁷³²

Dans un contexte de perte de statuts sociaux, l'ATAKA est vu comme un espoir d'insertion sociale :

⁷³¹ L'interlocuteur utilise le Parti Communiste Bulgare (BCP) comme synonyme du Parti Socialiste Bulgare (BSP), et ce même pour la période postérieure à l'année 1990.

⁷³² Georgi Bankov, coordinateur régional d'ATAKA dans la ville de Belitza, entretien effectué à Belitza le 11 mai 2011.

*« Volen est un Bulgare digne. Il est le seul, qui ouvre ses bras et fait un appel à tous – frères bulgares. C'est pas comme ceux du BSP qui sont allés dans le quartier des tziganes pour distribuer des gaufrettes. Nous d'ATAKA, l'on n'achète pas des voix. Les tziganes les vendent pour 5 lv. L'on n'est pas une marchandise. Moi, je ne suis pas une marchandise »*⁷³³

Des leaders locaux mettent également en avant le fait qu'ils veulent remettre en cause l'action des cercles politico-économiques du DPS au niveau local à travers leur soutien à l'implantation d'ATAKA dans leurs régions. Tel est le cas de Sasho Yordanov, coordinateur régional d'ATAKA dans la ville de Targovishte ; où, il existe une communauté turque importante, 18 % des citoyens se réclamant en tant que tels : dans ce contexte, il met en avant son désir de retrouver la dignité bulgare face aux Turcs et au DPS.

*« Moi j'ai jamais participé à d'autres partis. La région dans laquelle j'habite a été décisive. Je suis l'une des personnes qui ont beaucoup souffert à cause du DPS. J'ai rejoint l'ATAKA car je me sens vraiment un Bulgare et il n'est pas possible qu'un de leurs hommes de business me dise dans les yeux : « vous, les Bulgares, vous êtes des rats ». C'est ça qui m'a motivé. Dès le seul début, j'étais en train de suivre ce que Volen dit. Je suis un nationaliste, une personne qui aime son peuple et son pays. Je pense pas que quelqu'un va faire quelque chose de bon pour le pays. Ils se sont déjà tous succédé au pouvoir. Pourtant ils pensent uniquement à leurs deux poches. Ils ne pensent pas pour le peuple »*⁷³⁴

L'ATAKA confère à ses adhérents un sentiment de socialisation au sein d'un groupe « ethniquement homogène », ordonné, dont les membres partagent des valeurs qui divergent de celles de la majorité. Ce groupe est aussi doté de ses propres rites : l'ATAKA célèbre régulièrement les fêtes nationales bulgares, organise des meetings et des commémorations dans les sites historiques. Au début de la formation du parti, on observe aussi l'exigence d'une pureté ethnique et raciale des membres du parti. En 2005, ce type de données ont été collectées dans la demande d'adhésion ; y figurent des questions sur les origines ethniques et raciales, la taille et le groupe sanguin des candidats.

⁷³³ *Ibid.*

⁷³⁴ Entretien avec Sasho Yordanov, coordinateur régional d'ATAKA à Targovishte.

La référence à l'ordre demeure également l'un des signes distinctifs de l'organisation. Elle est valable aussi bien d'un point de vue interne que par rapport à la société. L'ATAKA propose à ses membres des éléments uniformes tels que des chapeaux, des chemises de style militaire marqués par des signes inspirés par la tradition graphique protobulgare. La référence à l'ordre se manifeste également par des actions directes du style paramilitaire, visant à agir contre certains des éléments dénoncés dans son idéologie : tel est le cas de l'action organisée par le parti devant la mosquée de Sofia en mai 2011 afin de s'opposer directement à l'expression de l'identité religieuse des musulmans. Ce type d'action démontre que le parti tend à remettre en cause le monopole de l'État sur la violence physique légitime et n'hésite pas à prendre lui-même des initiatives pour résoudre les problèmes inscrits dans son programme.

L'ATAKA est le seul parti parmi les quatre cas étudiés qui propose des supports médiatiques alternatifs : une source d'information alternative est proposée aux adhérents et aux sympathisants du parti, ce qui leur assure un sentiment d'appartenance sociale ; il publie son propre journal depuis octobre 2005 qui porte le nom d'ATAKA, il a sa propre radio et sa propre chaîne de télévision. Initialement, les idées d'ATAKA étaient aussi diffusées par TV SKAT ; toutefois, après un conflit entre la télévision et le parti en 2009, les idées d'ATAKA cessent d'être diffusées par SKAT. À partir de 2011, l'ATAKA commence à diffuser sa propre chaîne de télévision : TV ALFA. Il existe aussi une radio portant le nom d'ATAKA qui couvre l'action du parti. Les modes de présentation des actualités par ces médias correspondent à l'idéologie du parti. À travers cette lecture interprétative de la réalité, l'ATAKA donne l'impression de dévoiler une vérité « cachée » par les autres médias. De cette manière, l'ATAKA assure à ses adhérents l'accès aux sources d'information présumée secrète, tout comme le souligne le coordinateur d'ATAKA dans le village de Belitza, Georgi Bankov :

*« Ce qu'écrit l'ATAKA n'est pas couvert par les autres journaux. Après, Volen agit réellement au Parlement. Pourquoi ? Parce qu'il n'a rien volé. S'il avait volé, personne ne lui aurait permis de parler ».*⁷³⁵

§ 2 L'instabilité des structures partisanes

Formés *ad hoc* autour d'une figure charismatique sans avoir un profil idéologique clair, les partis populistes connaissent un nombre élevé de scissions. Ce processus affecte aussi bien les groupes parlementaires que les structures partisanes. Dans le cas du BBB, les scissions seront suscitées par le mécontentement éprouvé devant le style de direction de Ganchev (I) ; dans le cas du NDSV les scissions résultent surtout de l'émancipation des fractions intra-partisanes (II) ; l'ATAKA sera surtout déstabilisé par l'éclatement de la coalition initiale qui l'a composé (III) ; le GERB quant à lui reste relativement stable lorsqu'il demeure un parti de gouvernement avant d'être déstabilisé lui-aussi une fois passé en opposition (IV).

I Le BBB : des révoltes contre le leadership de Ganchev

Le groupe parlementaire du BBB connaîtra une grande instabilité. Sous les 37^{ème} législature (1994-1997) et 38^{ème} législatures (1997-2001), le groupe est dissous : des fractions intra - partisanes qui vont ultérieurement remettre en cause la direction du parti sont à l'origine de sa dissolution dans les deux cas. Dans le cadre de la 37^{ème} législature, Kristian Krastev (leader du BBB à partir de l'année 2007), Ivo Traikov et Orlin Draganov quittent le groupe, ce qui fait chuter le nombre de députés à 7, et le groupe doit alors être dissous avant que d'être à nouveau stabilisé par les amendements du règlement interne du Parlement adoptés à l'aide de la majorité socialiste. On observe la même instabilité de ce groupe sous la 38^{ème} législature (1997-2001), celui-ci étant de nouveau dissous en raison de conflits entre les fractions partisanes. En septembre 1997, à deux mois seulement des élections d'avril 1997, c'est Hristo Ivanov (futur leader du parti élu par le Congrès alternatif de novembre 1997 et confirmé en 2001) qui quitte le groupe ainsi que

⁷³⁵ Entretien avec Georgi Bankov, coordinateur régional d'ATAKA dans la ville de Belitza, effectué à Belitza le 11 mai 2011.

Georgi Agaphonov et Hristo Petrov, ce qui déstabilise le groupe du BBB et provoque sa dissolution.

Le même processus se produit au sein du parti. Le BBB subit de nombreuses scissions, aussi bien durant la période où il est en dehors du Parlement que quand il y est représenté. Une première scission a lieu dès son deuxième Congrès (23 février 1991), lorsqu'un groupe important de la direction du parti quitte le BBB pour fonder un nouveau parti, le Parti Bulgare de Business. Une deuxième scission a lieu en 1995 lorsqu'un groupe de députés du BBB (Ivo Traykov, Nilolay Kisiov, Orlin Draganov) crée le parti Nouvelle Bulgarie. Une autre scission a lieu aussi en novembre 1997, à l'origine du remplacement de Ganchev qui a déjà été abordée.

II Le NDSV : l'émancipation des fractions intra-partisantes

La constitution d'un mouvement *ad hoc* suscite aussi l'instabilité de la structure partisane et du groupe parlementaire du NDSV. On observe cette instabilité tout au long de la période 2001-2009, lorsque le parti est représenté au Parlement. Après sa percée en 2001, des membres du groupe commencent très vite à le quitter. Apparaissent d'abord des conflits avec les partis qui ont été utilisés pour l'enregistrement technique du parti notamment le Mouvement de Renaissance Nationale *Oborishte*, le Parti des Femmes Bulgares et le NDSV, au sujet de l'utilisation des subventions étatiques : cela démontre l'instabilité engendrée par la formation tardive du parti qui s'appuie sur des petits partis qui ne disposent pas d'un poids électoral propre. Le processus de déstabilisation du groupe est également nourri par le départ de certains députés mettant en avant l'incohérence idéologique du parti et lui demandant de mener une politique plus sociale : Il s'agit notamment des députés Stela Bankova, Elka Atanasova, Sijka Dimovska, Nadka Pangareva et Vladimir Dimitrov. Ces derniers sont à l'origine de la création du groupe parlementaire « Idéal National d'Unité (NIE) », le 10 février 2003. Le 24 mai 2003, un parti politique est enregistré sous le même nom ; pourtant, le groupe se dissout l'année suivante, et le parti subit également le même destin.

Des scissions importantes ont également lieu à la veille des consultations électorales de 2005 et 2009. Les élections s'avèrent être des catalyseurs pour les ambitions personnelles des acteurs politiques des fractions intra-partisanes. Ces fractions sont à la recherche d'autonomie politique, et aspirent à une séparation du NDSV pour se présenter de façon indépendante aux élections. Deux nouveaux partis se constituent : Nouveau Temps (enregistré en 2004) et Nouvelle Démocratie Bulgare (enregistré en 2008). L'origine de ces deux groupes est différente : dans le cas du Nouveau Temps, il s'agit d'une sorte de club politique ; la Nouvelle Démocratie Bulgare est quant à elle une fraction qui s'organise postérieurement à la création du NDSV.

Le « Nouveau temps » est un regroupement créé en 1999, qui s'auto-identifie comme un « groupe de pression », dont les objectifs principaux sont la lutte pour davantage de transparence dans les institutions publiques, contre la corruption, et pour l'encouragement de l'initiative privée. En son sein figurent des personnalités issues de milieux médiatiques et artistiques comme par exemple Tontcho Totmakchiev (comédien populaire du programme télévisé de type talk-show « Kanaletto »), Kamen Vodenicharov (lui aussi comédien jouissant d'une grande popularité en particulier dans le programme « Kanaletto »), Emil Koshloukov (personnalité déployant une grande activité citoyenne depuis les importantes mobilisations anticommunistes de 1990), et Misroslav Sevlievski. Ce groupe est notamment à l'origine de la scission du groupe parlementaire du NDSV au cours de la 39^{ème} législature (2001-2005). L'émancipation du NDSV commence en avril 2003, lorsqu'est créé un « groupe de discussion » au sein du groupe parlementaire : en mars 2004, 11 députés quittent le groupe du NDSV pour former un autre groupe parlementaire. Ce sont notamment des représentants du même cercle : Mirislav Sevlievski, Emil Koshloukov, Borislav Tzekov, Iuliana Dontcheva. Le 10 juillet 2004, le Nouveau Temps se transforme en parti politique, et 600 délégués participent à l'assemblée constitutive du parti. Pourtant, cette tentative d'émancipation d'une structure indépendante du NDSV échoue car le parti n'obtient que 2,95 % des suffrages aux élections du 25 juin 2005.

Le cas de la Nouvelle Démocratie Bulgare est différent de celui de Nouveau Temps, du point de vue de son origine : celle est postérieure à la formation du NDSV ; il s'agit d'une fraction du personnel politique du NDSV qui parvient à accumuler des ressources telles qu'une visibilité médiatique et des réseaux de contacts grâce au NDSV. Ses membres cherchent à s'émanciper à la fin du deuxième mandat, lorsque le parti perd son soutien populaire et que des conflits internes commencent à se développer. Dans ce cas également, la scission du parti commence par une scission du groupe parlementaire. Le processus d'émancipation de ce groupe de députés commence en novembre 2007 : sont en tête d'anciens ministres tels que Lidya Shouleva, Nikolay Svinarov ainsi que d'autres députés du parti comme Valentin Miltenov, Ilko Dimitrov ; le groupe parlementaire du NDSV continue à se dissoudre, le nombre de ses députés diminue, passant de 53 à 35 personnes en janvier 2008. Les 18 députés se regroupent au sein du groupe parlementaire « Nouvelle Démocratie Bulgare ». Le 11 mai 2008, ils enregistrent un parti politique portant le même nom, et l'ancien ministre de la Défense, Nikolay Svinarov est élu leader. Pourtant, cette tentative d'émancipation du NDSV échoue également : le parti se présente aux élections européennes de 2009 mais n'obtient que 11679 voix, ce qui correspond à 0,45 % des suffrages.

III L'ATAKA : la décomposition de la coalition initiale

L'ATAKA s'avère aussi un parti de faible ancrage social typique d'une instabilité organisationnelle. Dans son cas, il s'agit d'une interaction entre deux groupes sociaux spécifiques : les élites périphériques (dont une partie d'entre elles rejoint la coalition de sa formations préexistante), et des militants marginalisés qui cherchent à canaliser leur mécontentement social.

Le mode de formation d'ATAKA favorise une instabilité de la structure partisane et du groupe parlementaire. D'abord, la structure initiale de la coalition « Rassemblement national ATAKA » s'avère instable. Des scissions du groupe parlementaire commencent moins d'un mois après les élections de juin 2005 (lorsque l'ATAKA fait son entrée au sein du Parlement). Le problème provient de la structure interne de ce groupe basé sur quatre petits partis préexistants, dominés

par le leader d'un nouveau parti (l'ATAKA, qui devient une structure autonome). Le groupe parlementaire qui se forme avant les élections éclate moins d'un mois après le vote en raison de l'existence d'un conflit idéologique et de tensions interpersonnelles contre le *diktat* imposé par Siderov. Petar Manolov, leader du Parti National Patriotique de Bulgarie, quitte le groupe d'ATAKA moins d'un mois après les élections, le 21 juillet 2005 ; affirmant que son parti est discriminé au sein de la coalition et dénonçant le style autoritaire de Siderov :

*« C'est en raison du style autoritaire de Monsieur Siderov. Il n'aime pas être contredit ni recevoir des critiques. C'est aussi en raison de son désir d'être la seule personne qui articule et réalise les idées patriotiques »*⁷³⁶

Le conflit au sein de la coalition conduit aussi au départ de trois députés élus par la liste de la coalition ATAKA, nommés par l'Union des Forces Patriotiques «Défense » juste quelques jours plus tard (le 28 juillet 2005). Le leader du parti, Yordan Velichkov, de même que les députés Stantcho Todorov et Hristo Velitchkov, sont exclus du groupe parlementaire de la Coalition ATAKA en raison de leur soutien au gouvernement du leader du parti socialiste Sergei Stanishev, qui est en train de s'allier avec le NDSV et le DPS. Cela indique des liens étroits qui existent entre le BSP et certains réseaux qui jouent un rôle dans le succès d'ATAKA.

D'autres départs de députés (volontaires ou imposés) se produisent tout au long du mandat 2005-2009. Ils soulignent l'instabilité du groupe parlementaire et l'incapacité d'ATAKA à agir en tant que force politique unifiée au sein du parlement au cours de son premier mandat. Le 31 janvier 2006, le député Vladimir Kouzov est exclu du groupe parlementaire d'ATAKA, en raison du fait qu'il avait fait par le passé l'objet d'un procès pour pédophilie. Le 2 février 2006, Mincho Hristov (élu du parti Nouvelle Aube *Nova Zora*) est exclu du groupe parlementaire en raison de ses critiques à l'encontre de la gouvernance d'ATAKA. Le 15 mars 2006, Stella Bankova quitte le groupe du parti en déclarant qu'elle ne s'associe pas à la rhétorique ultra-nationaliste d'ATAKA. Le 20 avril 2006, l'une des

⁷³⁶ Petar Manolov : « Le style de Siderov est : c'est moi le chef ! » ; « Petar Manolov: « Stilat na Siderov e: Az sam shefat ! » », disponible sur : http://novinar.bg/news/petar-manolov-stilat-na-siderov-e-az-sam-shefat_MTY2NzxsOQ==.html, consulté le 9 novembre 2014.

personnalités les plus proches du leader, Pavel Tchernev, est également exclue du groupe d'ATAKA en raison du scandale lié à l'accident sur l'autoroute de Trakya que Siderov avait fait passer pour un attentat dirigé contre lui. Le 2 octobre 2006, l'une des personnalités emblématiques du parti Petar Beron, nommé par l'Union des Forces Patriotiques « Défense », quitte le parti après avoir été menacé d'exclusion à cause de sa candidature aux présidentielles de 2006, ce qui est considéré par Siderov comme une sorte de concurrence pouvant attirer des voix de son électorat potentiel. Le 7 novembre 2007, Georgi Georgiev, élu par le « quota » d'ATAKA dans la coalition, abandonne également le groupe parlementaire en invoquant la transformation du parti en « parti familial » de la famille de Siderov (les postes clés sont réservés aux membres de la famille de Siderov, notamment à sa compagne Kapka Siderova à la tête du journal du parti, et à son fils, Dimitar Stoyanov, élu député du parti).

Dans le cadre de la 41^{ème} législature (2009-2013), le groupe parlementaire d'ATAKA connaît le même processus d'éclatement. Celui-ci s'explique par des raisons différentes de celles qui sont à l'origine de l'éclatement du groupe parlementaire de la Coalition ATAKA : la majorité des députés sont attirés par un autre groupe, celui du GERB. Il s'agit d'une stratégie du GERB (disposant alors de 117 députés sur 240) qui cherche à stabiliser le soutien électoral au gouvernement minoritaire, initialement soutenu par les groupes parlementaires d'ATAKA, de la Coalition Bleue et du RZS : leur soutien étant retiré à mi-mandat, le GERB change de stratégie et commence à attirer des députés. L'impact de cette stratégie sur le groupe d'ATAKA est significatif. Le 25 mai 2011, Kiril Goumenarov, Valentin Nikolov et Ognian Penchev quittent l'ATAKA. En juillet et novembre 2011, Stoyan Ivanov, Tzveta Georgieva et Kalina Kroumova font de même. Un nombre important de députés quittent le groupe d'ATAKA le jour du Congrès du parti qui a lieu le 21 décembre 2011: il s'agit de Dimitar Karbov, Ognian Tetimov, Borislav Stoyanov et Petar Hlebarov. Ce groupe d'anciens députés d'ATAKA déclare son appartenance au groupe du GERB. Des élus d'ATAKA sont aussi attirés par d'autres partis que le GERB. C'est le cas de Kamen Petkov, qui quitte le groupe

d'ATAKA en décembre 2010 pour rejoindre le groupe des socialistes au sein du Parlement.

Le même processus peut être observé dans le groupe parlementaire d'ATAKA au cours de la 42^{ème} législature. Il se produit un transfert de députés qui se déclarent solidaires d'un nouveau parti extra-parlementaire mobilisant aussi un discours populiste : le nouveau parti fondé autour de la figure de l'ancien journaliste Nikolay Barekov La Bulgarie sans Censure qui obtient un succès aux élections européennes de 2014 en articulant lui aussi un discours de type populiste. Dans les derniers jours ayant précédé la dissolution du Parlement (août 2014), Galen Monev et Dimitar Avramov quittent le groupe d'ATAKA et déclarent leur appartenance au parti de Barekov.

Le parti se caractérise lui aussi par une grande instabilité : plusieurs scissions marquent son évolution pendant les périodes 2005-2009, 2009-2013, et 2013-2014.

Des scissions ont lieu lors de la première participation du parti au Parlement pendant la 40^{ème} législature (2005-2009). Au cours de cette période, des personnes ayant un rôle relativement important dans la mise en place de la nouvelle structure s'émancipent d'ATAKA. Tel est le cas de Pavel Tchernev, élu député de la liste d'ATAKA, désigné pour une courte période comme le numéro deux du parti : après avoir quitté le groupe parlementaire, il quitte le parti suite au conflit interne avec Volen Siderov au sujet de ses témoignages à propos de l'accident de 2006 sur l'autoroute de Trakia. Tchernev est à l'origine de la création du parti Liberté qui reprend certaines des idées d'ATAKA sans pouvoir obtenir de succès significatif ; il est aussi à l'origine de la fondation du Parti des Gens du Peuple. Un deuxième exemple est celui de l'ancien vice-président d'ATAKA Anton Sirakov : juriste, il anime, de même que Siderov, une émission sur la chaîne TV SKAT ; Il quitte l'ATAKA en 2008 en raison de conflits personnels avec le leader et en 2009, crée le parti Nouvelle Force.

L'instabilité de la structure partisane se manifeste encore durant la 41^{ème} législature (2009-2013). Dans ce cas, il s'agit de l'émancipation de personnes faisant partie du premier cercle de Volen Siderov. De nouveaux partis sont créés par sa femme Kapka Siderova, ainsi que par l'ancien député européen Slavtcho Binev qui avait également soutenu financièrement la création d'ATAKA, et par le propriétaire de TV SKAT et son ex-témoin de mariage, Valeri Siméonov. Kapka Siderova est à l'origine de la création d'un parti national-démocratique en 2012 auquel participent des représentants de l'ancien personnel politique d'ATAKA, comme son fils Dimitar Stoyanov, ancien député européen du parti, et Petar Hlebrov, ancien député d'ATAKA. Une tentative de formation d'un nouveau parti est entreprise par Slavtcho Binev, mais elle échoue. En 2012 est enregistré le parti Union des Citoyens pour une Démocratie Réelle portant l'acronyme GORD, ce qui signifie *fier*. Le parti qui parvient à obtenir une plus grande visibilité est celui créé par le propriétaire de TV SKAT, Valeri Siméonov : il s'agit du Front National de Sauvegarde de la Bulgarie. Il obtient 3,7 % des suffrages aux élections législatives de 2013, 3 % aux élections européennes de 2014. Son meilleur score est enregistré lors des élections législatives d'octobre 2014, quand il parvient à faire son entrée au sein du Parlement avec un score de 7,28 % des suffrages.

IV Le GERB : le pouvoir comme garantie de stabilité partisane

Le GERB parvient à conserver une stabilité relative au cours de son premier mandat en tant que parti parlementaire (2009-2013) alors qu'il est au pouvoir. Au cours de cette période, le groupe parlementaire de même que le parti se caractérisent par leur stabilité presque monolithique, ce qui différencie le cas du GERB du celui d'ATAKA. Cette individualité peut être expliquée par le mode de formation du parti : le GERB n'est pas issu d'une coalition de petits partis qui cherchent à s'émanciper une fois entrés au Parlement.

Pourtant, des scissions commencent à apparaître au cours de la période 2013-2014 alors que le parti est dans l'opposition : pendant cette période, il perd de son attractivité au vu des opportunités professionnelles qu'il peut offrir à ses membres. Cette tendance donne des indications à propos de la variable

pouvoir/opposition qui s'avère importante pour la stabilité et la cohésion interne de la structure partisane. On observe des processus qui permettent de qualifier le GERB de parti à vocation majoritaire pour lequel l'accès au pouvoir est la ressource essentielle d'attraction d'adhérents.

L'un des départs les plus emblématiques est celui de l'ex vice-présidente du groupe parlementaire du GERB, Iskra Fidosova : après un scandale de trafic d'influence, elle quitte le GERB en 2013. Le processus de déstabilisation du groupe devient également visible à travers les départs de députés tels que Georgi Markov, Vladimir Goranov, Yoana Kirova et Krasimir Stefanov qui mettent en avant des conflits personnels avec la gouvernance du parti : parmi les motivations mises en avant par les ex-députés on constate le plus souvent des conflits avec le bras droit de Borissov, Tzvetan Tzvetanov ; la figure de Borissov reste relativement à l'écart des critiques concernant la gouvernance interne du parti.

Le GERB ne fait donc pas exception quant au nombre élevé de scissions. Il convient de relever une tentative de création d'un nouveau parti, Bulgares pour une Alternative à la Peur, au Totalitarisme et à l'Apathie, dont le sigle en bulgare est BASTA, enregistré en 2013 : la figure la plus connue du grand public est l'ancien ministre de l'agriculture dans le gouvernement Borissov, Miroslav Naydenov. D'autres représentants de l'ancien personnel politique du GERB y participent également : Kostadin Hadjiev, ancien gouverneur de la région de Blagoevgrad ; Emil Dimitrov, ancien député du GERB lors de la 41^{ème} législature (qui n'est pourtant pas élu lors de la législature suivante) ; Maria Kunina, ancienne vice-gouverneure de la région de Sofia et l'ancien coordinateur régional de la ville de Haskovo, Ivan Petrov.

Cette section a mis en avant le faible ancrage social ainsi que l'instabilité des structures des partis formés autour des leaders mobilisant un discours populiste. Les causes résident parfois dans l'idéologie des partis: les partis à vocation majoritaire attirent des adhérents selon une logique clientéliste (notamment les cas du NDSV et du GERB) ; tandis que les partis mobilisant une idéologie radicale s'imposent comme des partis de type bastion qui recrutent des adhérents parmi les

groupes sociaux marginalisés recherchant plutôt une socialisation politique que des opportunités professionnelles directes (le cas d'ATAKA). D'autres tiennent à l'origine des partis : les partis issus d'une coalition initiale sont plus instables une fois entrés au Parlement (les cas du NDSV et d'ATAKA) ; un parti issu d'une structuration indépendante, comme le GERB, conserve une stabilité relative surtout au fil de la période lorsqu'il accède au gouvernement.

Section 4 : Des électorats volatiles

Les partis étudiés sont également caractérisés par une instabilité et une hétérogénéité des électorats qu'ils attirent. Celles-ci s'expliquent par un ensemble de facteurs : la fluidité des électorats caractéristique de la Bulgarie postcommuniste, l'incapacité des partis étudiés à assurer le changement permanent des élites souhaité par la population, la banalisation de leur discours populiste, l'accès au pouvoir qui entraîne une forte désillusion; la concurrence au sein du système des partis.

Les partis étudiés n'en ont pas moins un impact significatif sur la structure du système des partis. Le BBB et l'ATAKA s'inscrivent au sein du système des partis comme deux partis antisystème à fonction tribunitienne. Ils fonctionnent à deux moments d'évolution du système de partis : avant la déstabilisation du modèle bipolaire suscitée par la percée du NDSV en 2001 (le BBB) ; après l'effondrement du modèle bipolaire (l'ATAKA). Le NDSV et le GERB ont un impact plus important : le NDSV déstabilise le modèle bipolaire en produisant un effet négatif surtout sur son aile droite ; le GERB achève ce processus en parvenant même à se substituer aux partis de l'ancienne droite.

§ 1 Le BBB : le premier parti qui canalise le vote protestataire

Le BBB entre Parlement en tant que parti à vocation tribunitienne : il remet en cause le système bipolaire dominé par le clivage structurel communisme/anti-communiste sans toutefois le déstabiliser ; il est présent au sein du Parlement pendant les 37^{ème} et 38^{ème} législatures. Au cours de ces législatures, cinq partis sont présents au Parlement. Dans le cadre de la 37^{ème} législature (1994-1997), il s'agit de deux partis dominants (le BSP et le SDS) et de trois petits partis (le BBB, le DPS et

le petit parti agrarien BZNS). Dans le cadre de la 38^{ème} législature (1997-2001), la configuration est presque similaire : il existe deux partis dominants (le BSP et le SDS) et trois petits partis (le BBB, le DPS et le petit parti de centre-gauche *Balgarska Evrolevitsa*). Dans ce contexte, le BBB rejette les deux protagonistes : la gauche et la droite. Il se positionne lui aussi sur l'axe droite /gauche : ayant choisi une étiquette de centre-droit, il se définit en tant que parti « libéral ».

Le BBB a un ancrage électoral limité : il dépasse à peine la barre d'entrée au sein du Parlement fixée à 4 % qu'il franchit à deux reprises, en 1994 et 1997 ; Il n'atteint pas même 1 % aux élections législatives de 1991 et 2001, ce qui marque le début et la fin de sa participation active à la vie politique bulgare.

1 Les résultats électoraux

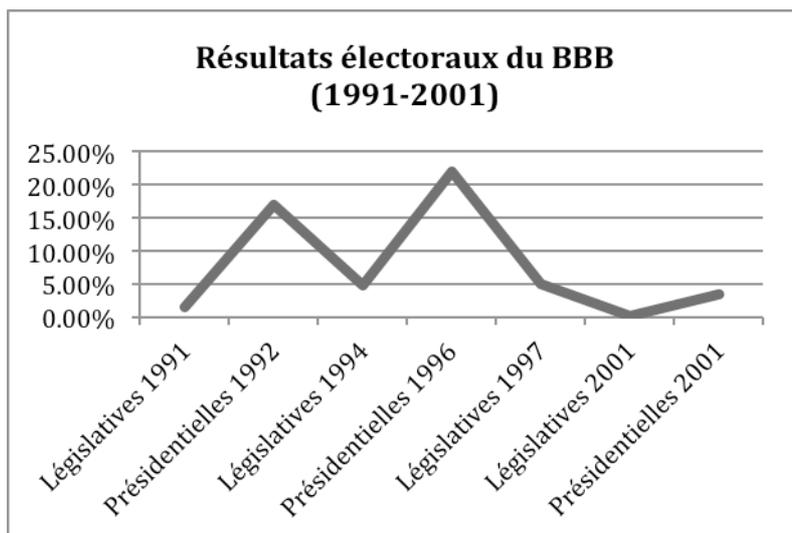


Figure 52 Résultats électoraux du BBB (1991-2001)

Lors des élections législatives de 1991, le parti obtient 1,32 % des suffrages et ne parvient pas à obtenir une représentation au sein du Parlement. Il acquiert surtout une visibilité après la participation de George Ganchev aux élections présidentielles de 1992 lorsque, comme nous l'avons vu, celui-ci parvient à obtenir 16,78 % des suffrages. Par la suite, le BBB réussit à faire son entrée au sein du Parlement aux élections législatives de 1994 avec un score de 4,73 % des voix ; il parvient presque à réitérer son score et même à légèrement l'améliorer aux

élections législatives de 1997, obtenant 4,93 % des suffrages exprimés. En revanche, dès l'apparition d'un deuxième acteur de type populiste en 2001, qui coïncide aussi avec une scission importante et avec un changement de leader au sein du BBB, le parti n'obtient pas que 162 voix, ce qui correspond à 0 % des suffrages. Après 2001, le BBB n'est plus représenté au Parlement : il ne se présente pas systématiquement aux élections et ne bénéficie pas de médiatisation. Des tentatives de renouvellement apparaissent en 2007 : le 31 mars 2007, lors du Sixième Congrès, Kristian Krastev est élu au poste de leader ; mais il s'agit d'une personnalité peu connue du grand public. Au bout de huit ans, en 2009, le BBB participe à nouveau aux élections : il s'agit des élections municipales partielles de 2009 et Krastev se présente au poste de maire de Sofia, briguant la place laissée vacante par Boyko Borissov, devenu Premier Ministre : il n'obtient alors qu'un score de 191 voix.

II Structure de l'électorat

L'électorat du BBB a une structure hétérogène. Il se présente comme un parti de type « *catch all* » avec un électorat caractérisé par une faible loyauté. Il possède un noyau dur restreint et une périphérie plus large d'électeurs qui pratiquent un vote de type « sanction », en raison de leur désillusion par rapport au reste des acteurs politiques.

Aux élections présidentielles de 1992, lorsque le parti rassemble pour la première fois un électorat, celui-ci est éclectique : 34,6% avaient également voté en faveur du parti aux élections législatives de 1991, 7,77% des personnes qui avaient voté pour le SDS aux élections législatives de 1991, 38,73% de celles qui avaient choisi le parti agrarien BZNS (unifié) en 1991, 57,4% des électeurs qui avaient voté pour le petit parti issu du SDS (SDS – centre), 55,05% qui avaient choisi un autre petit parti de ce type (SDS – libéral) ; George Ganchev parvient à attirer également un plus grand nombre d'électeurs qui en 1991 avaient voté pour la multitude de petits partis : 71,07 % ⁷³⁷.

⁷³⁷ Source: **Todorov, A.**, *op.cit*, 2010, p. 390.

Le parti ne réussit pas à construire un électorat relativement stable aux élections de 1994 et 1997, à l'issue desquelles il entre au Parlement et encore moins à le conserver aux élections de 2001, lorsque le NDSV fait son entrée au sein du Parlement. Ce deuxième acteur politique qui mobilise un discours de type populiste parvient à attirer 81,5 % de son électorat de 1997 ; 4 % de ses électeurs des élections précédentes votent pour le petit parti mobilisant aussi un discours populiste de type protestataire et identitaire (mais qui pourtant ne parvient pas à s'assurer une représentation au sein du Parlement) *Giergiovden-VMRO* ; 14,5 % de ses votes demeurent dispersés entre d'autres petits partis.⁷³⁸

§ 2 Le NDSV : un parti d'électeurs au destin « météorique »

Le NDSV est un deuxième cas du figure qui illustre les difficultés de constitution d'un électorat stable. Ce parti subit un destin météorique en perdant brusquement le poids électoral significatif qu'il était parvenu à conquérir à l'issue de sa première participation aux élections législatives de 2001.

La victoire électorale du NDSV de 2001 produit un choc sur le système des partis : il fait sa percée en tant qu'acteur politique de type antisystème en adoptant une posture initiale ni droite, ni gauche (de type « troisième voie ») et en cherchant à se positionner ultérieurement sur ce même axe. En raison de son poids électoral significatif, sa victoire est à l'origine de la transformation du système bipolaire du début de la transition en un système multipolarisé. Son apparition pourrait être analysée comme plurielle, au vu des transformations qu'il produit sur le système: il déstabilise la droite et dans le même temps se substitue au parti protestataire précédent, le BBB.

I L'effondrement électoral

Le NDSV se caractérise par un électorat instable, en chute libre depuis la création du parti jusqu'à son déclin. Il obtient son meilleur score lors de sa première participation aux élections de 2001, avec un soutien record de 1 952 513 voix, mais à l'issue de son premier mandat, le NDSV perd déjà plus d'un million d'électeurs et

⁷³⁸ Source : *Ibid*, p. 413.

n'obtient que 725 314 voix (2005). La chute de son électorat s'accroît encore lors des troisièmes élections législatives consécutives (2009), quand le parti obtient seulement 127 470 voix, soit quinze fois moins que lors des élections législatives fondatrices de 2001.

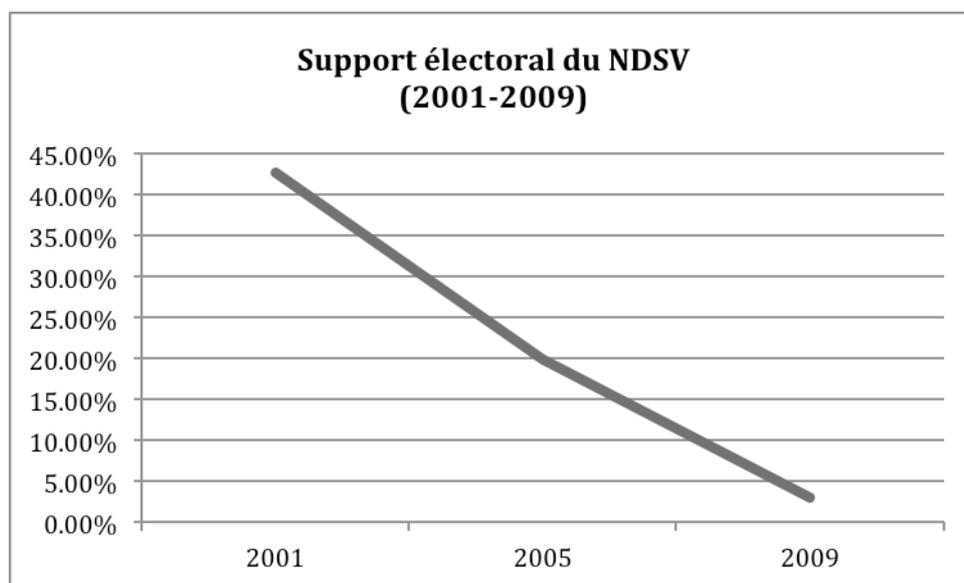


Figure 53 Support électoral du NDSV (2001-2009)

L'effondrement du NDSV constitue l'un des effets du mythe futuriste et de l'éthos de « Sauveur » constitué par Siméon de Saxe Cobourg-Gotha : celui-ci génère une confiance initiale forte qui s'effondre après l'accès du parti au pouvoir. Les résultats électoraux du parti prouvent aussi le lien qui existe entre banalisation du discours populiste de leader et perte de soutien.

II Un parti « catch all »

Du point de vue de l'électorat qu'il attire, le NDSV est un parti de type « catch all »⁷³⁹. Lors des élections de 2001, il mobilise des voix en provenance de tous les bords de l'échiquier politique : droite, gauche, centre, la quasi-totalité du BBB de même qu'une proportion importante d'abstentionnistes ; il produit aussi un

⁷³⁹ Pour le profil sociodémographique des électorats du NDSV, GERB et ATAKA nous avons utilisé les archives de l'institut de sondage « Alfa Research » qui ont été mis à notre disposition après une demande officielle.

« choc » au sein du système des partis constitué depuis l'année 1990. Le NDSV parvient à mobiliser 42 % des électeurs qui en 1997 avaient voté pour le ODS (la coalition fondée autour du principal parti issu du front anticommuniste, le SDS) ; 9 % de son électorat provient du BSP ; 19 % sont des électeurs qui avaient voté pour divers partis politique de petite taille ; 3 % sont des électeurs qui en 1997 avaient soutenu George Ganchev (ce qui correspond à 81,5 % de l'électorat de Ganchev et parvient pratiquement à l'absorber) ; 18% de son électorat sont des personnes qui s'étaient abstenues aux élections de 1997.

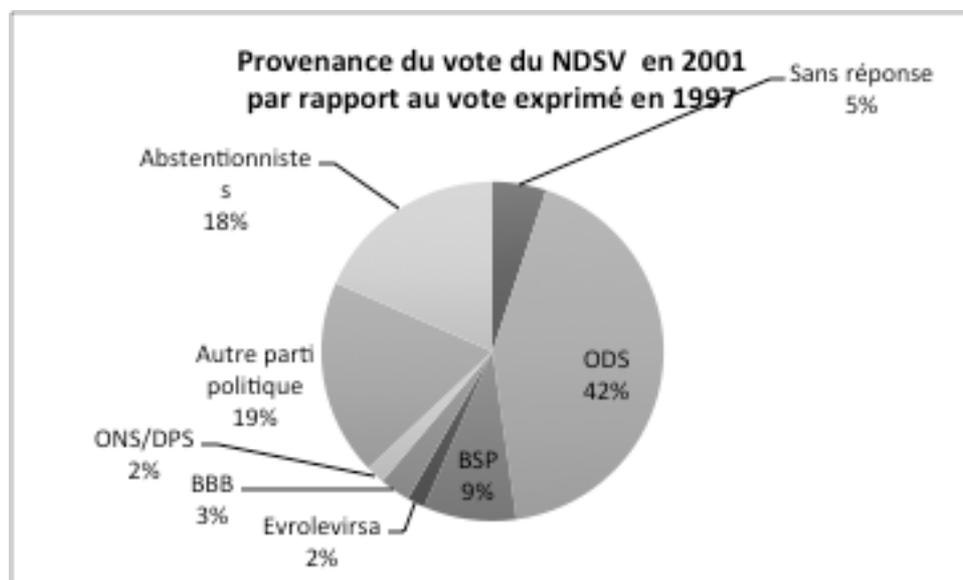


Figure 54 Provenance du vote du NDSV aux élections de 2001 par rapport au vote exprimé aux élections de 1997

L'électorat du NDSV en 2001 est également hétérogène du point de vue de sa localisation. 13 % des suffrages en faveur de ce parti proviennent de la capitale, 44 % proviennent de chefs-lieux de région, 17 % sont issus de villes de taille moyenne, et 26 % sont des citoyens habitant dans des villages.

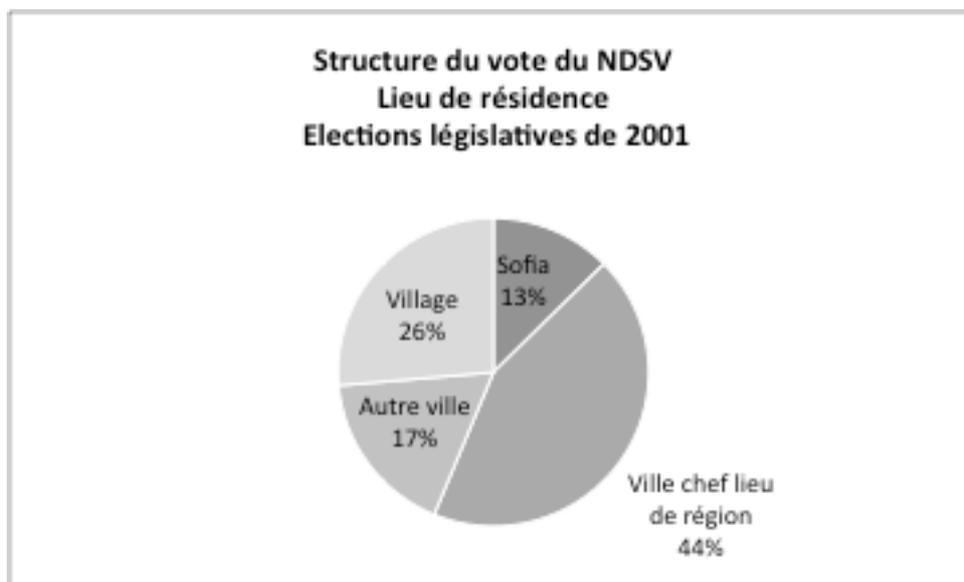


Figure 55 Structure du vote du NDSV par lieu de résidence, élections législatives de 2001

L'appel que Siméon de Saxe Cobourg-Gotha lance au peuple en 2001, et surtout sa promesse d'un redressement du pays « dans un délai de 800 jours », s'avèrent être des paroles mobilisatrices pour toutes les tranches d'âge à part pratiquement égale : 21 % de l'électorat mobilisé a entre 18 et 30 ans ; 21 % ont de 31 à 40 ans ; 23 % ont entre 41 à 50 ans ; 19% ont entre 51 et 60 ans ; 16 % sont âgés de plus de 61 ans.

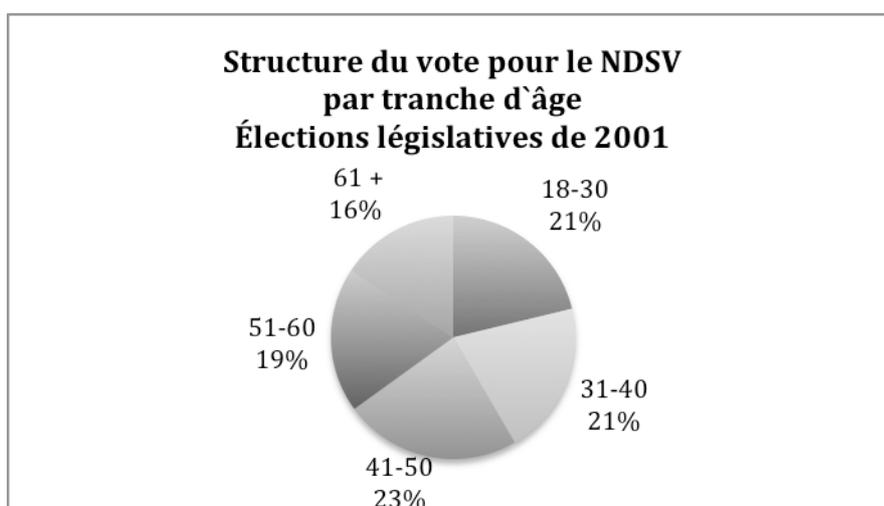


Figure 56 Structure du vote pour le NDSV par tranche d'âge, élections législatives de 2001

L'électorat que le NDSV parvient à mobiliser entraîne des conséquences. D'une part, son apparition s'avère destructrice pour le modèle bipolaire basé sur le clivage communisme/anticommunisme. Il a un effet destructeur surtout sur la droite dite « traditionnelle » en Bulgarie : le SDS perd la moitié de son électorat et subit des scissions à l'origine de sa disparition ultérieure de la scène politique bulgare. D'autre part, il montre qu'il existe des passerelles entre les différents partis populistes en raison du transfert d'un pourcentage significatif des voix du BBB vers le NDSV. Le vote pour le NDSV en 2001 montre aussi le recul de l'abstentionnisme : cela met en relief le nouvel élan que peut provoquer l'apparition d'un acteur politique de type antisystème sur la démotivation de l'électorat.

Toutefois, le NDSV ne parvient pas à stabiliser cet électorat. Aux élections législatives de 2005, comme nous l'avons montré, il perd plus d'un million de voix. Au bout de 4 ans à la tête du pays, 68 % de ses électeurs de 2001 continuent de voter pour lui. Il attire toujours un électorat qui s'était abstenu en 2001, et qui constitue 16 % de son électorat de 2005. Des groupes d'électeurs en provenance des anciens pôles droite et gauche (le BSP et le SDS) s'orientent eux aussi vers lui en 2005 : 8 % proviennent de la coalition formée autour du SDS et portent le nom d'ODS ; et 4 % proviennent de la coalition formée autour du BSP, la Coalition pour la Bulgarie.

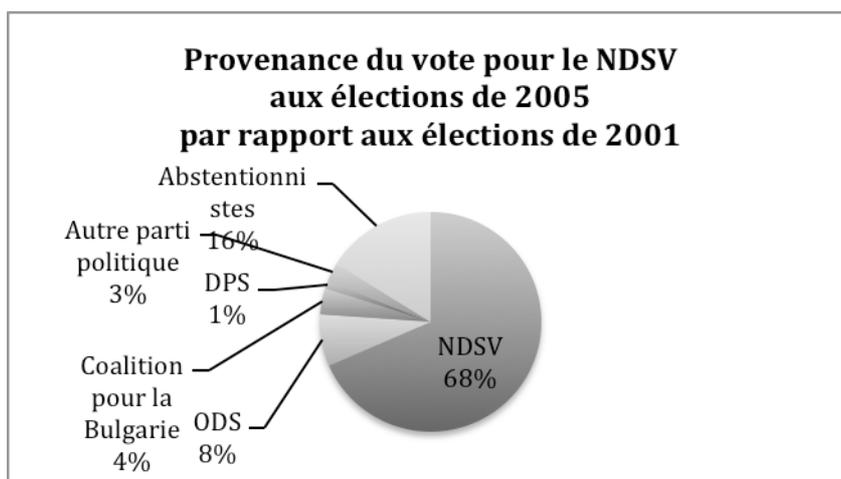


Figure 57 Provenance du vote pour le NDSV aux élections législatives de 2005 par rapport au vote de 2001

La dispersion de son électorat est liée à l'interchangeabilité des différents partis populistes. Les partis de type populiste qui font leur entrée au Parlement après le NDSV – l'ATAKA (2005) et le GERB (2009) – absorbent une partie importante de son électorat. Aux élections législatives de 2005, 34,5 % des électeurs d'ATAKA avaient voté pour le NDSV en 2001. Une partie importante de l'électorat du NDSV est attirée par le GERB dès les élections européennes de 2007, lorsque ce parti participe pour la première fois à des élections nationales. En 2007, le GERB attire essentiellement un électorat qui avait voté pour le NDSV en 2005 (43,9 %), mais il attire également 14,9 % des personnes qui avaient voté pour l'ATAKA aux élections législatives de 2005.

Aux élections législatives du 5 juillet 2009, le NDSV n'obtient que 3,2 % des suffrages et son électorat de presque 2 millions de personnes en 2001 est alors absorbé par d'autres partis. Au bout de cinq ans passés hors du Parlement, le parti s'efface même au niveau de ses membres fondateurs : en juin 2014, soit 13 ans après la fondation du parti, des figures symboliques du NDSV telles que l'ancien ministre des Affaires Étrangères Solomon Passy et l'ancien Président du Parlement (2001-2005) Ognyan Gerdjikov demandent la dissolution du parti dans une intervention officielle lors de la réunion du Conseil Politique du NDSV.

§ 3 L'ATAKA : la tentative de constitution d'un parti « bastion »

Au moment de la percée d'ATAKA lors de la 40^{ème} législature (2005-2009), le premier système de partis de type bipolaire a déjà été brisé par l'apparition du NDSV. Il s'inscrit dans le contexte d'un système multi-partisan : sept partis sont présents en tout au Parlement alors que cinq partis étaient présents au sein du Parlement de 1990 à 1991 ; trois entre 1991 et 1994 ; cinq de 1994 à 1997, cinq entre 1997 et 2001, quatre de 2001 à 2005. Dans cette conjoncture, l'ATAKA parvient à s'imposer en tant que parti basé sur le clivage élites/peuple et opposé à l'ensemble des partis présents au Parlement : il met l'accent aussi explicitement sur un deuxième clivage majorité ethnique/minorité turque (musulmane) à travers l'opposition directe ATAKA/DPS ; par ce positionnement, il adopte une posture antisystème et joue le rôle d'un parti absorbant le vote protestataire, comme c'était

le cas du BBB et du NDSV. Contrairement à ces derniers, il ne se positionne pas sur l'axe gauche-droite une fois les élections passées.

Au cours de la 41^{ème} législature (2009-2013) et de la 42^{ème} législature (2013-2014), l'ATAKA subit une profonde transformation. Son positionnement en période électorale est toujours basé sur le double clivage élites/peuple et majorité/minorité ethniques, mais au sein de ses deux législatures, il joue le rôle d'un parti « pivot » : il soutient la constitution d'un gouvernement par un parti se revendiquant de droite (le GERB) de même que la constitution d'un gouvernement dominé par le principal parti de gauche (le BSP) et par le parti constituant son principal adversaire dans le clivage Bulgares/Turcs (le DPS).

I Les résultats électoraux

Contrairement au NDSV, l'ATAKA parvient à réaliser des scores relativement identiques lors des deux premières élections législatives de 2005 et 2009. Il constitue un électorat plus au moins stabilisé avant d'entrer dans un cycle de perte de soutien électoral à partir de 2011. Une prise de vue globale de ses résultats aux élections législatives, européennes et présidentielles montre qu'il s'agit d'un parti qui a le potentiel pour devenir un parti « bastion » ayant des fonctions « tribunitiennes » (selon l'expression de Georges Lavau) : il canalise le vote protestataire des électeurs « perdants » de la transition, dont certains sont en train de se marginaliser. Ce processus apparaît comme la seule forme par laquelle un parti populiste est en mesure de s'institutionnaliser durablement.

On constate que le fait de ne pas banaliser son discours populiste en essayant de devenir un parti « ordinaire » à l'issue des premières élections lui assure une représentation au sein du Parlement et lui permet de ne pas subir un effondrement rapide de ses résultats électoraux, comme le NDSV. Dans le cas d'ATAKA, on observe un soutien électoral stable, voire croissant, lorsque le parti se positionne comme un acteur d'opposition qui ne banalise pas son profil populiste.

Cependant, on constate que la variable pouvoir/opposition a un impact pour la stabilité d'ATAKA. En effet, le parti perd sa position de parti « bastion »

lorsqu'il passe du statut de parti d'opposition au statut de parti soutenant la coalition gouvernementale. Aux élections législatives de 2005, lorsqu'ATAKA se présente en tant que coalition, le parti parvient à attirer 296 848 (8,14 %) des suffrages. Au bout de quatre ans passés au Parlement en tant que parti d'opposition, l'ATAKA parvient même à attirer presque 100 000 nouvelles voix et obtient un score de 395 656 voix, ce qui correspond à 9,36 % des suffrages. La tendance change de manière significative lorsque le parti adopte une posture différente vis-à-vis du pouvoir au cours des périodes 2009-2011 et 2013-2014 : l'ATAKA est touché par une chute importante de son support électoral après avoir accordé son soutien à la coalition gouvernementale.

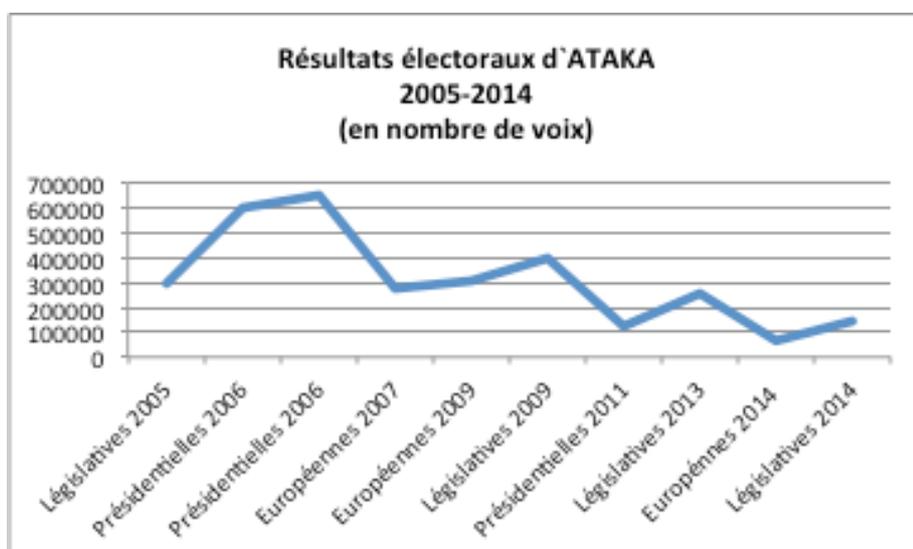


Figure 58 Résultats électoraux d'ATAKA (2005-2014)

Il s'agit des élections présidentielles de 2011 et des européennes de 2013. Lors des élections présidentielles de 2011, Volen Siderov n'obtient que 122 466 voix, ce qui représente un score de 3,64 % des suffrages : ce résultat est six fois plus bas que le score obtenu aux élections présidentielles de 2006 (597 175 voix, soit 21,5 % des suffrages), où il s'était qualifié pour le deuxième tour face au Président sortant Georgi Parvanov. Le score d'ATAKA s'effondre encore davantage après qu'il a accordé son soutien au gouvernement du BSP et du DPS (2013-2014). Ce soutien accordé à son principal ennemi, alors que le parti avait construit son idéologie en opposition à cette coalition, s'avère suicidaire. Aux

élections européennes de 2014, le soutien électoral d'ATAKA est anéanti car il ne représente plus que 66 210 voix, ce qui constitue une perte de 241 842 voix par rapport aux précédentes élections législatives de 2009, et correspond à 2,97 % des suffrages. En raison de cet effondrement électoral suscité par des causes d'origine interne, l'ATAKA ne parvient pas à envoyer de députés à Bruxelles pour la première fois depuis la création du parti et depuis l'entrée de la Bulgarie au sein du Parlement européen. Ainsi, la Bulgarie ne s'inscrit pas dans la hausse significative des votes en faveur des partis d'extrême droite populiste qui marque l'UE à l'issue des élections européennes de 2014.

L'ATAKA est aussi un parti dont le leader parvient même à doubler le score. Volen Siderov réussit à attirer 597 175 voix lors du premier tour des élections présidentielles de 2006, et 649 387 voix au deuxième tour lorsqu'il se présente face au président sortant Georgi Parvanov : ce résultat est presque deux fois supérieur à celui enregistré par l'ATAKA aux élections législatives de 2005 (296 848 suffrages, soit 8,14 %). A la différence du cas de George Ganchev par exemple, cette distance n'est pas constante : lors des élections présidentielles suivantes en 2011, Volen Siderov obtient un score presque trois fois inférieur aux résultats de son parti lors des précédentes élections législatives de 2009, enregistrant un score de 122 466 voix (3,64 %). Ce résultat démontre de nouveau la dépendance du parti à la variable pouvoir/opposition : il coïncide avec la période de soutien parlementaire au profit du GERB, ce qui s'avère démotivant pour l'électorat.

II La structure de l'électorat : le refuge des exclus

Le profil des types d'électorats attirés par l'ATAKA montre qu'il s'agit d'un parti présentant certaines caractéristiques d'un parti « bastion » avant de devenir un parti « charnière ». L'ATAKA attire surtout les « exclus » du système politique : les électeurs qui en 2001 avaient voté pour un parti antisystème, les abstentionnistes, les électeurs des partis extra-parlementaires dont le vote est d'habitude dispersé entre une multitude de petits partis marginaux. Aux élections législatives de 2005, l'ATAKA parvient à attirer trois types d'électorats. Une partie

essentielle de son électorat est constituée par les personnes qui en 2001 avaient voté pour le NDSV (35 %) : il s'agit d'un vote protestataire qui s'oriente vers un nouvel acteur sur la scène politique qui se revendique comme antisystème. Une partie de son électorat provient du groupe des abstentionnistes (24 %), ce qui illustre l'activation d'un électorat perdu confiance dans le système politique et espère un vote « sanction ». Il attire également le vote des électeurs qui en 2001 avaient choisi un petit parti qui ne faisait pas partie du Parlement et n'était pas impliqué dans les jeux des protagonistes de la vie politique bulgare (20%). Par ailleurs, de petits groupes d'électeurs déçus par les deux anciens protagonistes de la vie politique bulgare - le BSP et les héritiers du SDS - choisissent aussi de soutenir l'ATAKA alors qu'il fait campagne avec le slogan « il faut envahir la forteresse du pouvoir » : 11 % de ses électeurs avaient voté en 2001 pour la coalition formée autour de SDS (ODS) ; et 9 % avaient voté pour la coalition formée autour du BSP (Coalition pour la Bulgarie).

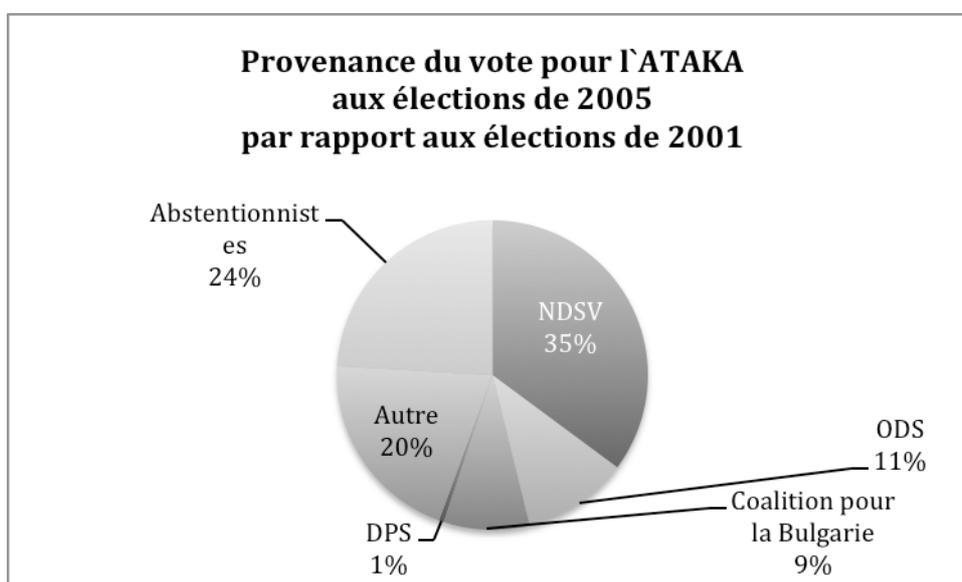


Figure 59 Provenance du vote pour l'ATAKA, élections législatives de 2005 par rapport aux élections de 2001

En 2005, l'ATAKA attire surtout une population défavorisée, les « perdants » de la transition : habitants de chefs-lieux de régions ayant en général un niveau de formation de niveau Bac, et majoritairement des hommes de plus de 50 ans.

En 2005, 38 % des électeurs d'ATAKA habitent dans un chef-lieu de région, 25 % vivent dans une petite ville, 21 % dans un village, et seulement 16 % sont des habitants de Sofia.

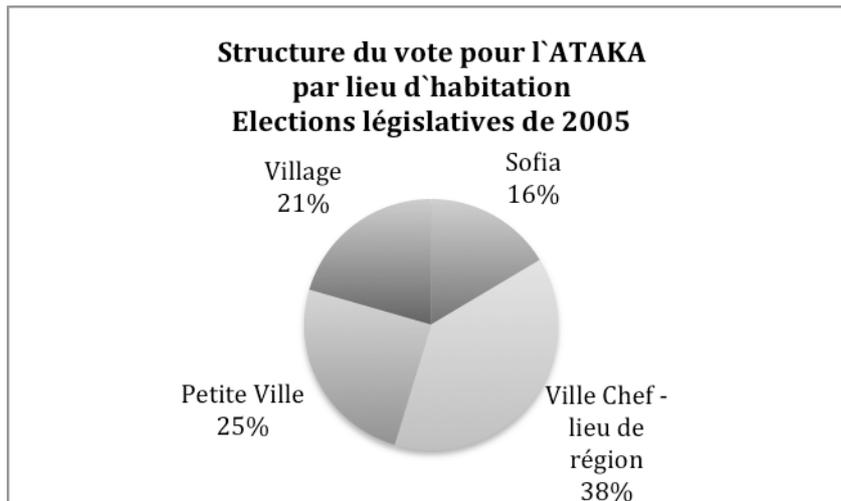


Figure 60 Structure du vote pour l'ATAKA par lieu d'habitation, élections législatives de 2005

En 2005, 24 % des électeurs ont entre 51 et 60 ans, 24 % ont plus de 60 ans, et près de la moitié des électeurs ont plus que 50 ans. Le parti est aussi représenté parmi la population d'âge moyen: 19 % de ses électeurs ont entre 41 et 50 ans, 16 % sont âgés de 31 à 40 ans. L'ATAKA obtient également une représentation dans le groupe des jeunes : 17 % de son électorat a entre 18 et 30 ans.

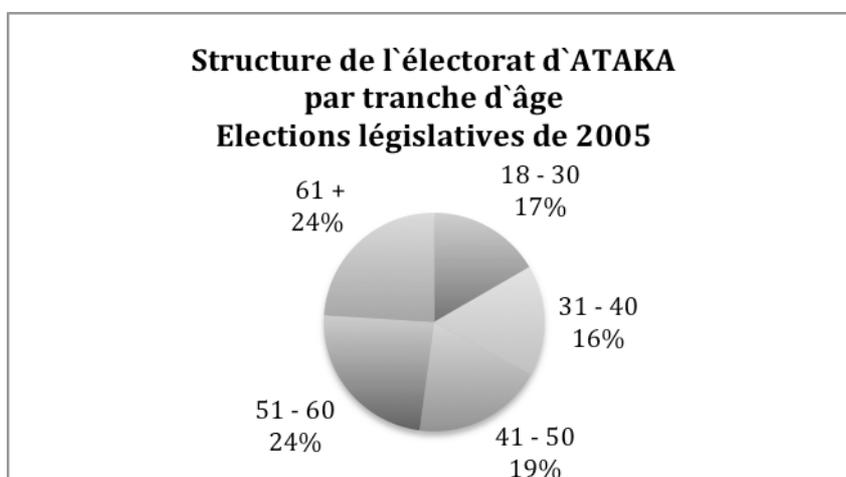


Figure 61 Structure de l'électorat d'ATAKA par tranche d'âge, élections législatives de 2005

L'ATAKA est, parmi les exemples étudiés, le seul parti au sein duquel la population masculine est dominante : 60% de ses électeurs sont des hommes, tandis que seuls 40 % sont des femmes, ce qui correspond aussi à la structure des groupes parlementaires du parti qui assurent une meilleure représentation des hommes.

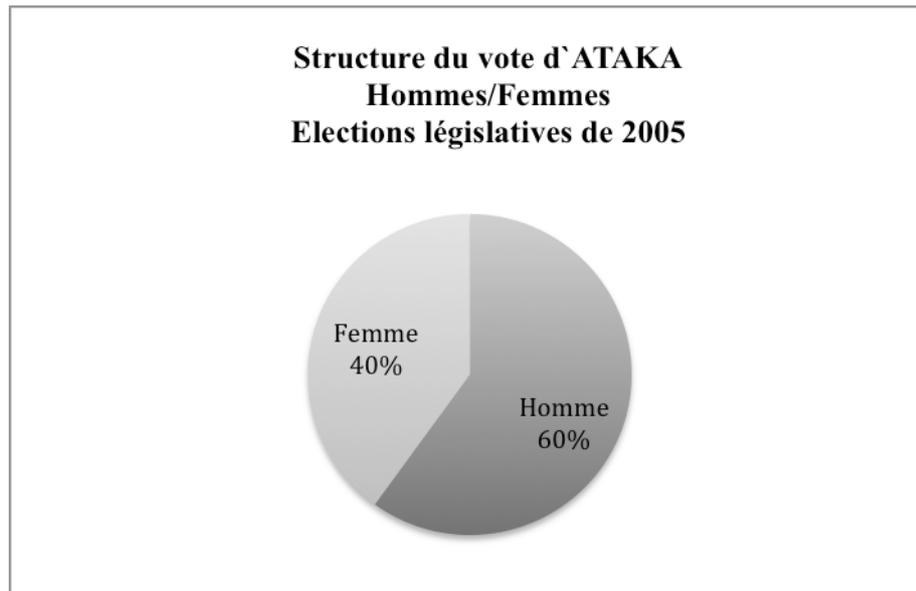


Figure 62 Structure du vote d'ATAKA, hommes/femmes, élections législatives 2005

Une majorité de ses électeurs a un niveau d'études équivalent ou inférieur au Bac. 82 % des électeurs appartiennent à cette catégorie : 58 % a un faible niveau d'études tandis que 24 % a un niveau d'études équivalent au collège (*Osnovno obrazovanie* dans le système bulgare, que l'on obtient à l'âge de 16 ans). La proportion de l'électorat ayant obtenu un diplôme d'études supérieures est de 15 % ; tandis que les électeurs ayant un niveau d'études de type Bac + 2 (*Poluvishe obrazovanie*) ne représentent que 3 %.

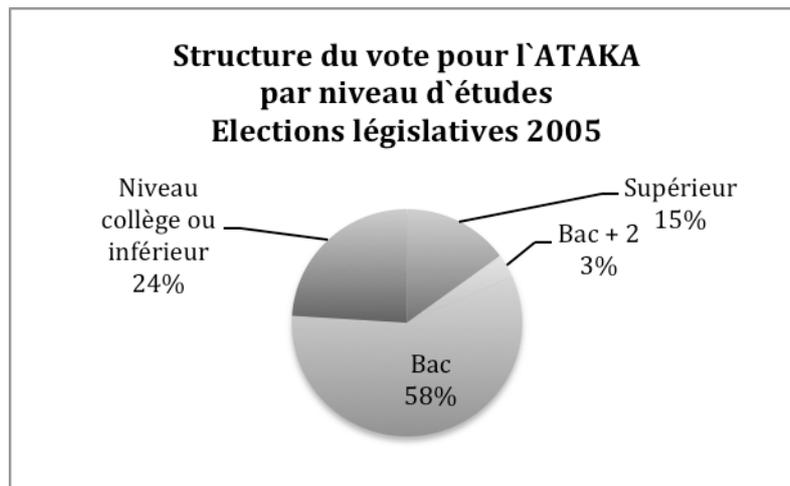


Figure 63 Structure du vote pour l'ATAKA par niveau d'études, élections législatives de 2005

Une structure comparable au vote de 2005 peut également être observée lors des élections présidentielles du 22 octobre 2006 (premier tour) et du 29 octobre (deuxième tour). On observe au moins trois tendances: une stabilisation relative de l'électorat du parti par la « loyauté » d'un certain nombre d'électeurs ayant déjà voté pour le parti en 2005 ; un transfert des voix entre les différents partis populistes ; la mobilisation d'un électorat hétérogène en provenance aussi bien de gauche que de droite. Lors du premier tour, on retrouve 90 % de l'électorat d'ATAKA aux élections législatives de 2005 soit 260 000 voix. 26 % des personnes qui avaient voté pour le NDSV en 2005 donnent leur vote à Siderov en 2006, ce qui lui rapporte 180 000 voix. Ces données illustrent de nouveau le transfert des suffrages entre les différents partis populistes. Dans le cas présent, il faut tenir compte du fait que, comme souvent, le NDSV ne présente pas son propre candidat aux élections présidentielles. Une partie importante des voix en faveur de Volen Siderov provient d'électeurs qui en 2005 avaient voté pour le BSP, soit 90 000 voix, ce qui correspond à 8 % des suffrages recueillis par le Parti Socialiste aux élections de l'année précédente. Ce soutien confirme l'influence de certains éléments de l'idéologie de Volen Siderov sur l'électorat de gauche ainsi que sa fonction de leader absorbant un électorat protestataire, bien que l'ancien leader du parti Georgi Parvanov soit l'un des candidats dominants des élections, qui va même les remporter. Des votes provenant des deux principaux partis de droite (le SDS et le DSB): parmi les soutiens de Siderov en 2006, 35 000 avaient voté pour le SDS

en 2005 et 25 000 avaient voté pour le DSB. Lors du deuxième tour du vote, de nouvelles facettes apparaissent : l'électorat d'ATAKA de 2005 se mobilise encore plus, et 94 % des personnes qui avaient voté pour le parti un an plus tôt soutiennent alors Siderov (280 000 voix au total), et les 180 000 voix en faveur du NDSV en 2001 votent pour Siderov. Dans le cadre de ce deuxième tour décisif pour l'issue de la compétition, on retrouve le vieux clivage droite/gauche : dans le cadre de ce deuxième tour, Siderov perd une partie importante de l'électorat de gauche qui l'avait soutenu au premier tour du vote : les voix qui avaient choisi le BSP en 2005 et Siderov en 2006 chutent de 90 000 (premier tour) à 30 000 (deuxième tour), tandis que des votes « bleus » qui en 2005 avaient choisi les deux partis de droite augmentent significativement, car il s'agit d'un vote anti-rouge qui s'effectue à travers Siderov ; les voix en provenance du SDS augmentent, passant de 35 000 (premier tour) à 90 000 (deuxième tour), et les voix en provenance du DSB augmentent également passant de 25 000 (premier tour) à 70 000 (deuxième tour)⁷⁴⁰.

En 2009, l'ATAKA parvient même à améliorer son score par rapport à celui des précédentes élections législatives de 2005. Il obtient 395 707 voix, ce qui correspond à 98 859 voix de plus par rapport aux élections précédentes, et à 9,4 % des suffrages. Le parti conserve la même structure de son électorat, à prédominance masculine ; il est également identique en ce qui concerne la répartition des différentes tranches d'âge et du niveau d'études. L'ATAKA reste essentiellement ancré dans les communes rurales : il perd encore davantage son électorat au sein de la ville de Sofia, qui chute de 16 % en 2005 à 7 % en 2009 ; parallèlement, on observe une hausse des votes recueillis dans les villages, passant de 21 % en 2005 à 33 % en 2009. Dans les petites villes et dans les chefs-lieux de région, le parti conserve presque la même proportion de votes qu'en 2005 : 26 % et 34 %.

⁷⁴⁰ Source pour la répartition des votes au cours des deux tours des élections : Alfa Research cité par: **TODOROV A.**, 2012. *L'extrême droite en Bulgarie*. <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/sofia/09691.pdf>, p. 19.

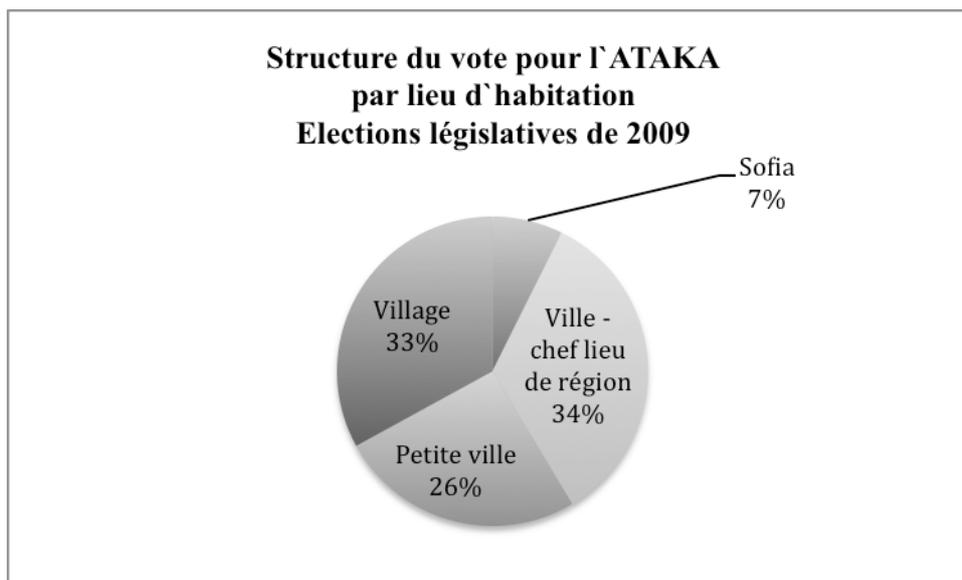


Figure 64 Structure du vote pour l'ATAKA par lieu d'habitation, élections législatives de 2009

Aux élections de 2013, l'ATAKA obtient 258 481 voix, ce qui correspond à 7,27 % des votes. Le parti perd 137 226 voix par rapport aux élections de 2009 en raison du soutien qu'il apporte au gouvernement du GERB au début de son mandat (de 2009 à 2011). Ces élections démontrent qu'en raison de la proximité idéologique et de la fluidité des électors, des transferts d'électeurs ont lieu entre les différents partis populistes. En 2013, l'ATAKA retrouve 53 % des électeurs qui avaient également voté pour lui en 2009 : un deuxième groupe important est représenté par les électeurs qui en 2009 avaient choisi le GERB (25 %) ; l'ATAKA continue à attirer aussi des électeurs qui s'étaient abstenus aux précédentes élections (14 % de son électorat).

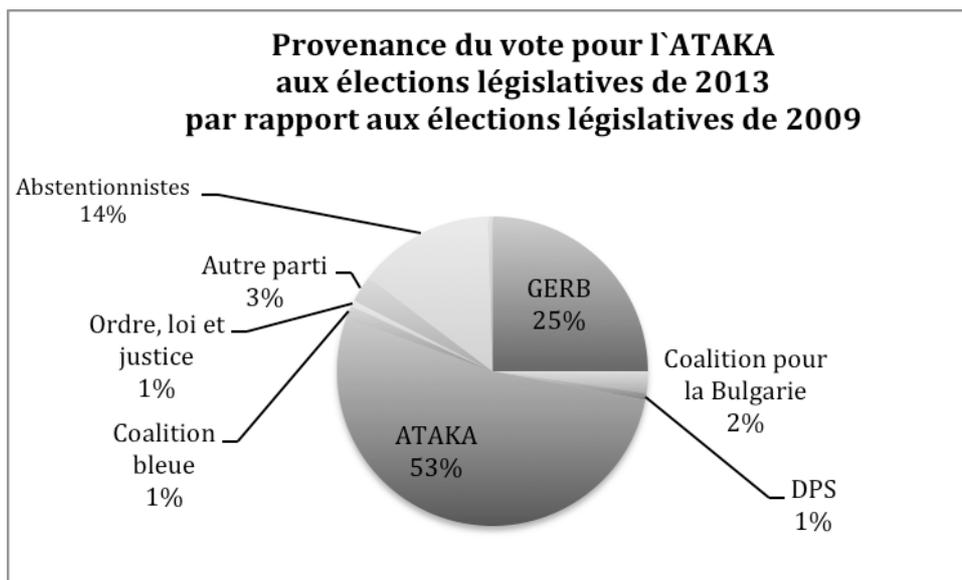


Figure 65 Provenance du vote pour l'ATAKA aux élections législatives de 2013 par rapport aux élections législatives de 2009

§4 Le GERB : un électorat relativement fidèle

En 2009, le GERB entre dans le système des partis comme le nouveau parti antisystème qui s'oppose à la classe politique. Son élection est de nouveau basée sur le clivage élites/peuple qui est également à l'origine du succès électoraux du BBB, du NDSV et d'ATAKA. Pourtant, à la différence d'ATAKA comme pour le cas du NDSV, le GERB cherche un deuxième niveau d'identification sur l'axe droite-gauche, ce qui est un facteur de transformation de la droite bulgare. Sa présence au sein du Parlement coïncide avec un effondrement du vote en faveur des partis issus de l'ancien front anticommuniste, dont les principaux acteurs réunis sous le nom de Coalition Bleue parviennent à peine à dépasser la barre des 4% d'entrée au Parlement (avec un score de 6,8% des suffrages). Elle coïncide également avec la disparition du NDSV, qui avait joué le rôle de parti antisystème avant d'essayer de se transformer en un parti de centre-droit. Dans le cadre de la 42^{ème} législature (2013-2014), le GERB s'impose même comme le seul parti de droite, car les petits partis issus de l'ancien front anticommuniste ne parviennent plus à s'assurer une représentation au sein du Parlement.

L'implantation électorale du GERB diverge de celle des autres partis étudiés comme par exemple le NDSV. Le GERB s'implante d'une manière plus graduelle au cours des élections. Il n'obtient pas son meilleur score lors des premières élections auxquelles il se présente ; et sa chute n'est pas de type « météorique ».

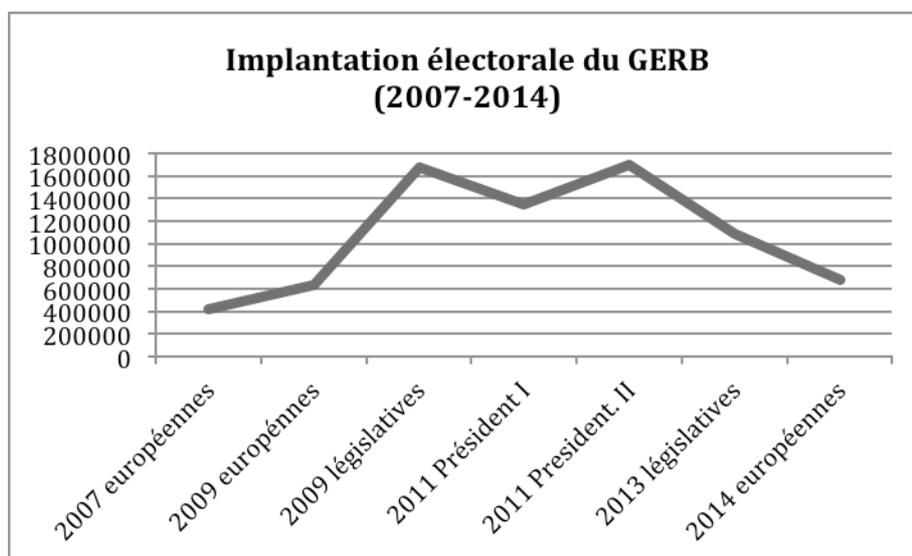


Figure 66 Implantation électorale du GERB (2007-2014)

1 L'implantation électorale

Le GERB se présente pour la première fois à une élection nationale lors des élections européennes de 2007 : il obtient un score de 420 001 voix, soit 30,402 % des suffrages, ce qui lui assure la première place en nombre de voix et 5 mandats sur 18 au sein du Parlement européen ; il se positionne en tant que première force politique du pays, devant le BSP qui ne recueille que 414 786 voix, soit 21,41 % des suffrages. Le résultat du GERB à cette première consultation électorale depuis la fondation du parti est inférieur à son score maximal de 1 698 136 voix qu'il obtiendra aux élections législatives de 2009 (plus de 1 000 000 de suffrages) ; cependant il faut tenir compte de la nature des suffrages : le taux de participation aux élections européennes est traditionnellement moins élevé que celui aux élections législatives, ce qui explique aussi les résultats relativement plus bas en nombre de voix.

Afin d'analyser l'implantation graduelle du GERB, il faut relativiser ses résultats avec le score du parti aux élections européennes du 7 juin 2009. Elles ont lieu un mois avant les élections du 5 juillet 2009 qui sont d'une importance majeure pour ce parti puisqu'il parvient alors à faire sa percée au Parlement. Le résultat du GERB aux élections européennes de 2009 atteint 627 693 voix, ce qui correspond à 24,36 % des suffrages exprimés. Le GERB obtient 207 692 voix de plus par rapport aux élections européennes de 2007.

Il convient également d'examiner avec attention le contexte dans lequel le parti parvient à réaliser son meilleur score, lors des élections législatives de 2009, troisième élection nationale à laquelle il se présente. À l'issue du vote, le GERB est confirmé pour la troisième fois (2007 et 2009) en tant que première force politique du pays. Le GERB obtient alors un résultat de 1 698 136 voix, ce qui correspond à 39,7 % des suffrages et lui assure 117 mandats. À l'issue de ce vote, le parti parvient à constituer un gouvernement minoritaire avec l'appui d'un certain nombre de petits partis représentés au Parlement, notamment la Coalition Bleue, (héritiers de l'ancien front anticommuniste, SDS et du DSB), le RZS, et l'ATAKA.

Le GERB obtient un résultat relativement stable également aux élections présidentielles de 2011. Elles ont lieu à mi-mandat, depuis sa montée au pouvoir en 2009. Il s'agit de la première participation du parti aux élections présidentielles et pourtant, ce n'est pas le leader Boyko Borissov (actuellement Premier Ministre en fonction) qui se présente, mais le ministre du Développement régional, Rossen Plevneliev. Il parvient à obtenir un score de 1 349 380 voix soit 40,11 % des suffrages, se qualifiant ainsi pour le deuxième tour du vote face au candidat socialiste et ancien ministre des Affaires Étrangères Ivaylo Kalfin, qui obtient un score de 974 300 voix, soit 28,96 % au premier tour. Le candidat du GERB, Rossen Plevneliev, parvient à s'imposer avec un score de 1 698 136 voix soit 52,58% des suffrages. Ainsi, le GERB confirme sa place de première force politique du pays, obtenant un score (1 698 136 voix) un peu meilleur que celui de 2009 (1 678 641 voix).

Cette implantation graduelle du GERB est suivie d'une phase descendante à l'issue de son mandat à la tête du gouvernement, qui se termine par la démission du Premier Ministre Boyko Borissov en février 2013. Cette courbe descendante s'effectue de manière graduelle. Aux élections législatives de mai 2013, le GERB obtient un score de 1 081 605 voix qui correspond à 30,535 % des votes et 97 mandats sur 240. Il perd 597 000 voix par rapport aux élections législatives de 2009 ; il reste la première force politique du pays devant le BSP, classé au deuxième rang avec un score de 942 541 voix et 26,609 % des suffrages. En dépit de cela, le GERB ne constitue pas de gouvernement faute de partenaires de coalition convenables au sein du Parlement ; un gouvernement est alors formé par le BSP avec le soutien parlementaire des deux principaux antagonistes : le DPS et l'ATAKA.

Une diminution importante du nombre de voix par rapport à son score de 2013 est constatée aux élections européennes de 2014 : le GERB obtient 680 838 voix, ce qui représente une chute significative par rapport aux élections législatives de l'année précédente, pour lesquelles il avait obtenu 1 081 605 voix. Pourtant, le GERB demeure la première force politique de Bulgarie avec 30,402 % des suffrages ; de plus, il faut tenir compte du type d'élection : le résultat obtenu est comparable à celui des précédentes élections européennes de 2009 lorsqu'il avait recueilli, rappelons-le, les voix de 627 693 personnes.

II Un électorat à la recherche du progrès

L'électorat du GERB se caractérise par une structure hétérogène qui permet de qualifier le parti comme appartenant au type « *catch all* », puisqu'il parvient à attirer des représentants de groupes sociaux différentes. On observe cependant une forte progression de la population jeune et active, ne recherchant pas uniquement la vengeance sociale, mais aussi le développement et le progrès.

Aux élections européennes de 2007⁷⁴¹, lorsque le parti rassemble pour la première fois un électorat, le GERB est géographiquement bien implanté : Il a reçu presque le même soutien de la part des citoyens résidant dans la capitale (22,6 % des suffrages enregistrés à Sofia), que chez les habitants des chefs-lieux de régions (32,1 % des votes en provenance des villes moyennes) et ceux des petites villes (22,4%). En revanche, le GERB n'a pas un bon niveau d'implantation dans les villages : seuls 10,3 % des votes des villages sont en faveur du GERB. Dans le cadre de ces mêmes élections, le GERB obtient une proportion presque égale de votes provenant de toutes les tranches d'âge, à l'exception des personnes de plus de 60 ans : 27,9 % de personnes de 18 à 30 ans, 28,9% de celles de 31 à 40 ans, 25,9 % de personnes âgées de 41 à 50 ans, et 21,9% de celles de 51 à 60 ans. Dans le groupe des personnes de plus de 60 ans seuls 10,8 % votent pour lui. Ce premier électorat du GERB est également soutenu d'une manière égale par les personnes ayant un niveau d'études supérieur (26,6 %) ou de niveau Bac (23,9%) ; pourtant, seuls 6,3 % des personnes de niveau collège ont voté en faveur du GERB. La répartition des votes exprimés selon le genre est presque semblable : 20,1 % des hommes ont choisi le GERB, contre 22,5 % de femmes. Le parti parvient à attirer les votes de presque tous les autres partis, mais séduit essentiellement un électorat qui avait voté pour le NDSV en 2005, puisque 43,9 % des personnes qui avaient voté pour le NDSV en 2005 choisissent le GERB en 2007. Le parti attire également 14,9 % des personnes ayant voté pour l'ATAKA aux élections législatives de 2005, ce qui démontre un transfert massif de voix entre les différents partis populistes. Ce transfert de voix a déjà été mis en avant aussi bien entre le BBB et le NDSV qu'entre le NDSV et l'ATAKA : il s'agit d'un vote protestataire, attiré par les nouveaux partis qui apparaissent dans la compétition électorale : jouant le rôle de partis antisystème, ils sont perçus comme une alternative au *statu quo*. Le poids du vote protestataire attiré par le GERB est illustré aussi bien par la présence des abstentionnistes de 2005 qui ont décidé de voter pour le GERB aux élections européennes (45,6% des abstentionnistes de 2005). Le caractère

⁷⁴¹ Source pour le profil de l'électorat du GERB en 2007 : Alfa Research : *Profil socio-démographique des électeurs aux élections européennes de 2007*, disponible sur http://alpharesearch.bg/bg/socialni_izsledvania/socialni_publicacii/socialno-demografski-profil-na-glasualite-v-izborite-za-evropevski-parlament.659.html, consulté le 5 août 2014.

hétérogène de l'électorat du GERB est également mis en avant par les votes en provenance des deux pôles de l'échiquier politique : le GERB parvient à attirer 29,5 % de l'électorat qui avait voté pour le SDS en 2005, et 12,6 % des votes des citoyens qui avaient voté pour le DSB. Bien que le GERB s'auto-identifie comme un parti de droite, en 2007 il attire également des électeurs de gauche : 9,3 % des personnes ayant voté pour le BSP en 2005 choisissent le GERB en 2007.

Lors des élections législatives de 2009⁷⁴², alors que le GERB réalise une mobilisation électorale maximale, il attire toujours des électeurs ayant le même profil. Pourtant, il approfondit son implantation au sein de ces groupes sociaux. Conformément aux résultats des élections législatives de 2009, le parti est bien implanté à Sofia et dans les grandes villes : il attire 47,5 % des votes à Sofia, 48,5 % des votes dans les chefs-lieux de région, 39,1 % des votes dans les petites villes. Pourtant, en 2009 comme en 2007, le parti n'est toujours pas très bien implanté dans les villages, avec seulement 26,6 % des votes. Concernant la structure de son électorat, 39 % des voix proviennent d'un ville chef-lieu de campagne, 23 % d'une petite ville, 21 % d'un village et 17 % de Sofia.

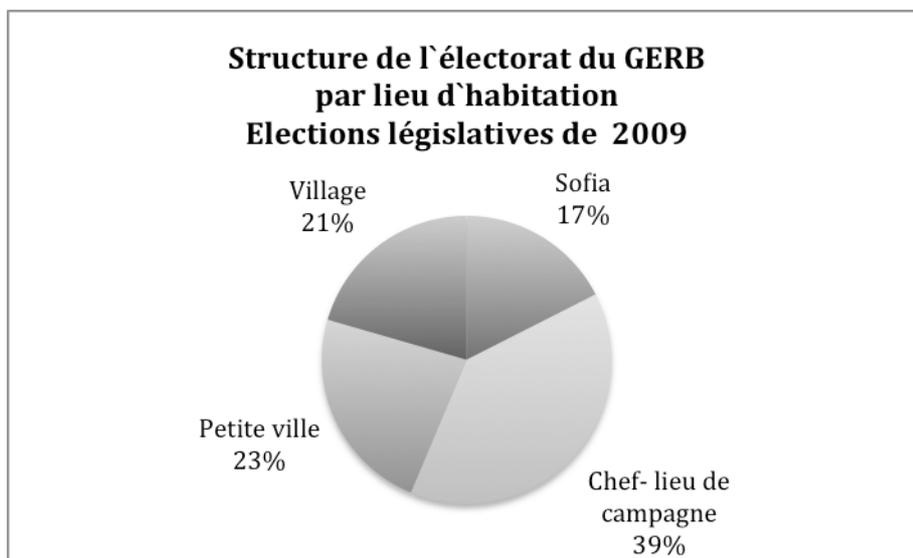


Figure 67 Structure de l'électorat du GERB par lieu d'habitation, élections législatives de 2009

⁷⁴² Source pour le profil des électeurs du GERB en 2009 : *Profil socio-démographique des électeurs aux élections législatives de 2009*, disponible sur : http://alpharesearch.bg/bg/socialni_izsledvania/political_and_economic_monitoring/general_election.html, consulté le 8 septembre 2014.

Les résultats de cette consultation électorale démontrent également une meilleure implantation du GERB dans les strates socio-professionnelles relativement éduquées que dans les catégories au niveau d'études bas: 38% des personnes ayant un niveau d'études supérieur et 54% des personnes de niveau Bac ont choisi de voter pour le GERB ; alors que seuls 8% des électeurs ayant un niveau d'études égal à collège ont choisi ce parti.

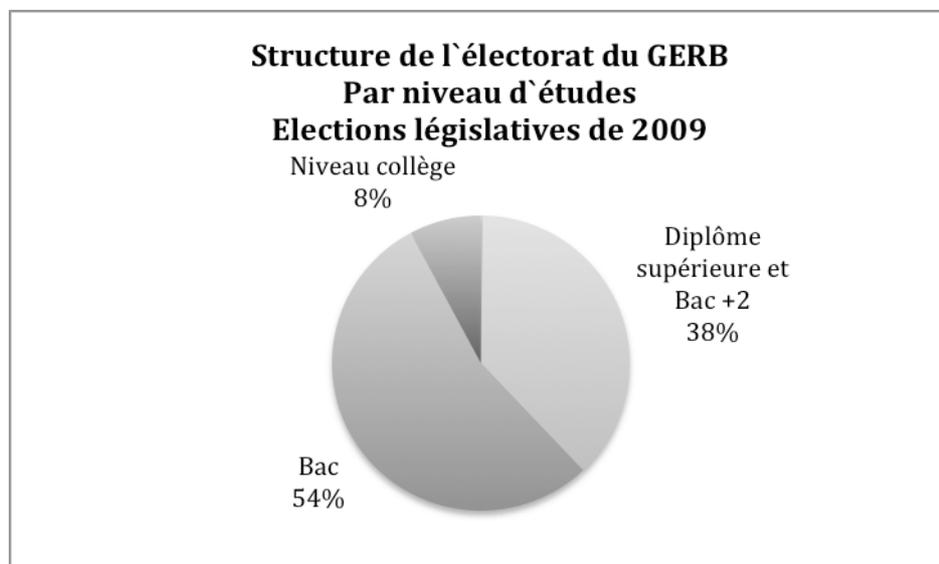


Figure 68 Structure de l'électorat du GERB par niveau d'études, élections législatives de 2009

Du point de vue de la répartition du vote des hommes et des femmes, le GERB a reçu un nombre de voix égal : 46% d'hommes et 54% de femmes.



Figure 69 Structure de l'électorat du GERB hommes/femmes, élections législatives de 2009

Le GERB s'impose également comme le parti le mieux représenté chez les jeunes : 22% des électeurs de 18 à 30 ans ont choisi ce parti contre 22% parmi ceux âgés de 31 à 40 ans ; 20% ont entre 41 et 50 ans et 19% sont âgés de 51 à 60 ans. Une proportion plus faible (17%) de personnes de plus de 60 ans a voté pour le parti de Boyko Borissov en 2009.

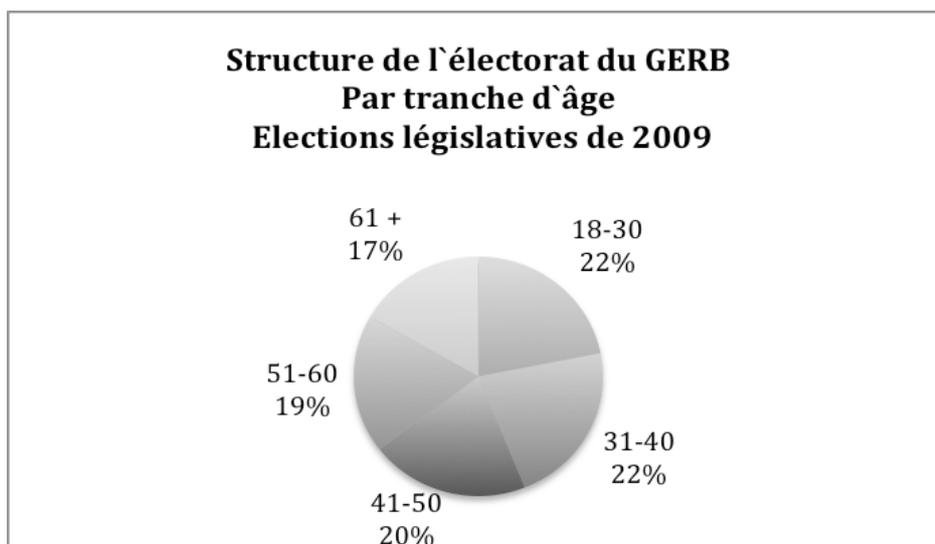


Figure 70 Structure de l'électorat du GERB par tranche d'âge, élections législatives de 2009

En 2013, au bout de quatre ans passés à la tête du gouvernement, le GERB conserve le même type d'électorat mais son implantation diminue au sein de ces groupes. Le GERB reste toujours le parti le mieux implanté à Sofia et dans les grandes villes : il attire 32 % des votes à Sofia, 36 % des votes dans les chefs-lieux de régions, et 22 % des votes dans les villages. La répartition des votes hommes/femmes est semblable à celle de 2009 : 29 % des hommes et 31% des femmes votent en sa faveur. On observe toutefois une mutation légère au niveau de la répartition des différentes tranches d'âge : concernant la population de 18 à 30 ans, 31 % des représentants de ce groupe qui se sont présentés aux urnes ont choisi le GERB ; 32 % des personnes avaient entre 32 et 60 ans ; et 25 % avaient plus de 60 ans.

L'étude du support électoral des partis montré des tendances significatives. D'abord on constate un transfert d'électorats entre les différents partis. De plus, ce transfert dépend significativement de la variable pouvoir/opposition.

Pourtant, des différences existent entre les partis : le NDSV et le BBB ne parviennent pas à constituer un électorat stable et clairement défini, tandis que dans le cas d'ATAKA et du GERB on observe une stabilisation relative des scores et la constitution d'électorats plus au moins distincts. L'ATAKA s'impose comme le parti « des perdants » de la transition ; pour le GERB, on constate la présence d'une proportion importante d'électeurs présents dans la vie active et ayant un niveau d'études relativement élevé.

Quant à l'impact de l'apparition des partis populistes sur le système des partis, celle-ci a abouti à un remplacement des partis issus de l'ancien front anticommuniste par des partis de nature populiste ayant aussi adopté une identification partisane de centre-droit : le NDSV et le GERB, qui se succèdent au sein du Parlement.

Conclusion du Chapitre 1 :

Les partis populistes se structurent comme des organisations éphémères qui se différencient des partis politiques qui constituaient les piliers du système des partis du début de la transition : le BSP et le SDS. La typologie des partis populistes tel qu'ils se manifestent sur le sol bulgare montre combien une institutionnalisation durable demeure difficile, en raison de la nature de l'idéologie populiste. L'ensemble des partis étudiés partagent un trait essentiel : ils sont indissociables de la personnalité de leurs leaders : Ganchev, Cobour-Gotha, Siderov et Borissov. Ainsi, ces organisations ne parviennent pas à s'institutionnaliser durablement en dépassant leurs figures fondatrices.

En ce qui concerne les étiquettes politiques revendiquées par les partis : trois des quatre partis étudiés cherchent à s'identifier en tant que partis de centre-droit (le BBB et le NDSV se revendiquent comme des partis libéraux, le GERB qui s'auto-identifie en tant que parti chrétien-démocrate), ce qui démontre que ces partis cherchent à s'implanter au sein du système des partis en choisissant une étiquette qui les positionne sur l'axe droite-gauche. Seul l'ATAKA se revendique comme parti « nationaliste » et ne se positionne donc pas sur ce même axe.

En dépit des étiquettes, les partis faisant l'objet de notre recherche ont du mal à proposer une idéologie cohérente. Dans leurs programmes éclectiques se mêlent des idées de droite et de gauche. C'est le cas notamment du BBB et du NDSV : tous deux se qualifient de partis libéraux, et pourtant on observe chez eux une hésitation dans leurs programmes. Ce même mariage des idées de droite et de gauche s'observe dans le cas d'ATAKA ; dans son cas il s'agit d'un assemblage constant des idées d'extrême droite et d'extrême gauche. Ce n'est que chez le GERB que l'on observe une correspondance relative entre l'étiquette choisie et les propositions développées dans le programme.

Les quatre partis se caractérisent aussi par leur grande instabilité. Elle est suscitée par le manque de cohérence idéologique et par la mobilisation de réseaux hétérogènes. Le GERB est le seul parti chez qui l'on observe une stabilité

relativement plus élevée par rapport aux trois autres acteurs ; mais, cette stabilité commence à être remise en question lorsque les opportunités offertes à ses adhérents diminuent.

Les quatre partis étudiés se développent aussi comme des partis d'électeurs, à faible ancrage social. Le NDSV et l'ATAKA obtiennent leurs meilleurs scores alors qu'il n'ont pas encore de structures partisanes (en 2001 et 2005). Le GERB obtient également son meilleur score alors que sa base sociale est moins développée.

Des distinctions peuvent être faites au niveau du type d'adhérents et des élites intermédiaires qu'ils attirent. Lorsqu'il s'agit de partis majoritaires (le NDSV et le GERB), on observe la constitution de partis clientélistes qui se dissolvent lorsque le parti cesse de distribuer des fonctions politiques et administratives. Dans le cas des partis de type protestataire, on constate une forte mobilisation d'adhérents qui cherchent à se socialiser au sein d'un groupe social ayant ses propres rituels politiques, qui leur assure une fonction dans une organisation protestataire (notamment dans le cas d'ATAKA).

Cette analyse montre que l'idéologie populiste entraîne surtout une institutionnalisation en tant que parti de type « bastion », qui ne participe pas au pouvoir : l'accès au pouvoir est déstabilisateur et mène à l'affaiblissement ou à la disparition du parti. De ce fait, les partis étudiés canalisent temporairement le mécontentement anti-élitiste mais ne s'avèrent pas capables d'effectuer le changement revendiqué par les électeurs.

L'accès au pouvoir constitue la cause essentielle du déclin de leur soutien électoral. On observe un ralentissement de ce phénomène seulement lorsque les leaders font appel à un discours de type populiste de manière relativement durable. A la base de ce discours, les quatre partis mobilisent un électorat hétérogène. On observe également un transfert d'électorats entre eux. Cela démontre qu'il existe un remplacement fonctionnel au sein du système des partis pour la fonction initiale protestataire. Pourtant seuls le GERB et l'ATAKA parviennent à mobiliser un

électorat ayant un profil relativement stable. Certes, il s'agit toujours d'un électorat revendiquant une refondation profonde du système.

	Rapport leader/ organisation	Espérance de vie	Ancrage social	Type d'électorat	Stabilité de la structure partisane	Étiquette politique revendiquée
BBB	Le leader devient populaire simultanément avec la création du parti	Ne dépasse pas un changement de leader	Parti d'électeurs	Grandes hésitations, « <i>catch all</i> »	Grand nombre de scissions	Libéral
NDSV	L'imposition du leader précède la constitution du parti	Ne dépasse pas la durée d'activité politique du leader	Parti d'électeurs	Grandes hésitations électorales, hétérogène, en chute permanente	Grand nombre de scissions	Libéral
ATAKA	L'imposition du leader précède la constitution du parti	Toujours actif	Parti d'électeurs	Stabilisation relative, dépendance de la variable pouvoir/opposition, électorat masculin, relativement âgé habitant en dehors de la capitale	Grand nombre de scissions	Nationaliste
GERB	L'imposition du leader précède la constitution du parti	Toujours actif	Parti d'électeurs	Stabilisation relative, Electorat relativement jeune et progressiste	Stabilité relative lorsque le parti peut offrir des dépouilles politiques et administratives	Chrétien-démocrate

Tableau 5 Structure des partis populistes

Chapitre 2: L'impact des populismes

L'impact social des populismes est controversé : ils ne parviennent pas à assurer la refondation politique et sociale dont ils parlent ; au contraire, ils contribuent au final au renforcement des causes qui étaient à l'origine de leur apparition.

Les populismes ne parviennent pas à assurer le renouvellement des élites souhaité par l'opinion et à transformer les idées populistes en politiques publiques (**Section 1**). Au lieu de résoudre les problèmes soulevés, ils suscitent leur aggravation : on observe un approfondissement de la crise de confiance dans les institutions et la multiplication des épisodes de protestations antisystème basés sur une reprise des idées populistes par des manifestants. Ces derniers produisent une instabilité politique et sociale (**Section 2**).

Section 1: Les populismes au pouvoir

Une fois élus au Parlement, les partis populistes ne parviennent pas à assurer le renouveau des élus souhaité par l'opinion (§ 1) ; ils ne mettent pas non plus en place les politiques publiques issues de leurs promesses électorales (§ 2).

§ 1 L'impossibilité d'assurer une circulation permanente des élites

Les partis populistes n'assurent qu'un renouvellement relatif des élites. D'une part, si certains de leurs élus sont de nouveaux venus dans la vie politique ils font partie des anciennes élites dénoncées par les populismes. D'autre part, même si les listes des partis comprennent essentiellement des novices en politique, à partir de leur première élection, en commencent à se professionnaliser, ils n'apparaissent plus dès lors comme un vecteur de renouvellement du personnel politique.

1 Le BBB : une représentation politique des nouvelles élites postcommunistes

Le groupe parlementaire du BBB dans la 37^{ème} législature (1994-1997), lorsque le parti fait sa percée au sein du Parlement, témoigne d'un renouveau significatif du personnel politique : un seul député⁷⁴³ sur douze a déjà été député pour un autre parti ; ce qui correspond à un taux de renouvellement du personnel politique relativement élevé de 83% ; Certes, à ce stade initial de la transition, peu de personnes ayant acquis une expérience politique sous le postcommunisme, l'appartenance au monde des élites politico-économiques doit être mesurée autrement : plutôt à travers la proximité avec des groupes sociaux tels que l'ex-collaborateurs de l'ancienne Sûreté d'Etat et les nouveaux groupes qui viennent d'émerger après la chute du communisme à travers une accumulation accélérée des capitaux.

Les deux groupes parlementaires du BBB possèdent le plus fort taux de représentants des membres de l'ancienne Sûreté d'Etat parmi les partis étudiés : au sein de la 37^{ème} législature, 25 % des députés du BBB (3 députés sur 12) sont des anciens collaborateurs de la Sûreté d'Etat, tandis que dans la 38^{ème} législature 46 % des élus du parti (6 députés sur 13) ont collaboré à la Sûreté d'Etat sous le communisme.

En dépit de ses revendications anti-élitistes, le BBB est un parti proche des élites économiques du début de la transition : il compte un grand nombre de « millionnaires à crédit » dans ses rangs, bénéficiant de crédits sans garantie dans des banques déclarées en faillite par la Banque Nationale Bulgare (BNB) lors de la crise bancaire de 1996-1997 (dont la liste des noms a été rendue publique en 1998). Le cas de Georgi Agaphonov est emblématique : le chef du conseil d'administration de la Banque Slaviani, il a lui-même bénéficié d'un crédit non restitué d'un montant de 1 281 000 lv (reçu par la Balkanbank). D'autres noms peuvent être cités: Hristo Smolenov (député dans les 37^{ème} et 38^{ème} législatures), Dontcho Dimitrov et Diliansa Dimitrova (élue par la liste du BBB dans la 37^{ème} législature).

⁷⁴³ Il s'agit de Hristo Ivanov, député de l'Union des Forces Démocratiques (le SDS) dans la 36^{ème} législature (1991 - 1994)

II Le NDSV : entre renouvellement et professionnalisation du personnel politique

Le NDSV contribue au renouvellement du personnel politique. Le premier groupe parlementaire du NDSV au sein de la 39^{ème} législature (2001-2005) est constitué de personnes presque inconnues du grand public, ce qui est perçu comme un signe d'ouverture : à l'époque, le pouvoir est considéré comme réservé à une classe politique monolithique, en dépit de l'antagonisme entre l'ancien parti communiste transformé en social-démocratie (le BSP) et l'héritier du front anticommuniste (le SDS). Les nouveaux élus sont considérés comme potentiellement non impliqués dans des affaires de corruption omniprésente et leur désignation fait naître l'espoir que de nouveaux visages peuvent imposer une nouvelle morale, ce qui constitue l'un des principaux messages de la campagne de 2001. Tant comme l'observe aussi Nadège Ragaru en invitant un personnel politique nouveau, le NDSV « *a su miser sur le désir de renouveau de la classe politique* »⁷⁴⁴. Toutefois, ce renouveau des représentants politiques ne peut perdurer dès lors que le parti tend à se stabiliser et que son personnel politique commence à se professionnaliser.

Au sein de la 39^{ème} législature, le NDSV a pu s'assurer 120 mandats. 144 personnes en tout se sont succédées sur la base des mandats obtenus. 99 % d'entre elles (142 sur 144) n'ont pas participé aux législatures précédentes. On compte quelques exceptions : Solomon Passy (futur ministre des Affaires étrangères qui a déjà été député dans l'Assemblée constituante (1990-1991), et Valentin Tzerovski, lui aussi ancien député de l'Assemblée constituante qui deviendra ultérieurement ministre du Développement régional (2003-2005).

⁷⁴⁴ **Ragaru, N. (2001).** Entre roi premier-ministre et président socialiste. *Transitions, I*, 57-71, p. 63.

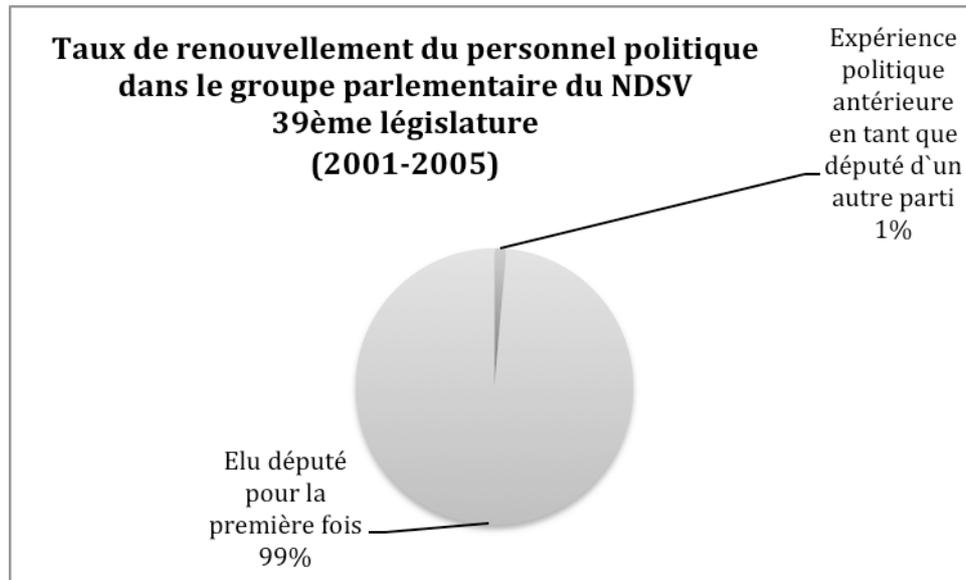


Figure 71 Taux de renouvellement du personnel politique dans le groupe parlementaire du NDSV, 39^{ème} législature (2001-2005)

Pourtant, ce personnel politique nouveau n'est pas issu d'une sélection impliquant des groupes sociaux relativement larges. Le mouvement formé autour de la figure de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha est constitué de personnalités qui bénéficient de la confiance personnelle du leader et de ses collaborateurs les plus proches ; elles sont recrutées par la mobilisation de réseaux personnels. Parmi les candidats, on distingue des sous-groupes qui illustrent les différents types de réseaux qui ont été mobilisés. La composition du mouvement explique en partie son instabilité et la désillusion rapide qu'il provoque en ce qui concerne l'accès au pouvoir.

Un groupe de députés provient des enseignants-chercheurs de la faculté de droit de l'Université de Sofia S^t Clément d'Ohrid. Certains des représentants de ce groupe de personnes d'ordinaire qualifié de « lobby juridique » au sein du NDSV, sont par exemple : Plamen Panayotov, maître de conférences en droit nommé en tête du groupe parlementaire du NDSV ; Ognyan Gerdzhikov, Professeur de droit, désigné Président de l'Assemblée nationale une fois le mouvement élu ; Kameliya Kasabova, Professeure de droit, vice-présidente de l'Assemblée nationale ; Plamen Panajotov ; Daniel Valtchev, docteur en droit (maître de Conférences depuis 2004) et futur ministre de l'Éducation dans le gouvernement tripartite NDSV-DPS-BSP (en fonction de 2005 à 2009) ; Georgi Petkanov, ancien doyen de la faculté de droit de l'Université de Sofia (1991-1995), nommé ministre de l'Intérieur.

Un groupe d'élus font partie du club politique « Nouveau temps » qui s'auto-identifie comme « un groupe de pression » pour une lutte contre la corruption. Il est constitué de jeunes diplômés ambitieux tels que par exemple Emil Koshlukov (connu depuis les grandes mobilisations anticommunistes de 1990, gravitant initialement autour du

parti issu du front anticommuniste, le SDS), mais aussi Borislav Tzekov, Miroslav Sevlievsky.

Un autre groupe, les « *Yuppies* », terme issu de l'anglais qui signifie « *young urban professional* ». Il est constitué de jeunes diplômés issus de la diaspora bulgare à l'étranger, comme par exemple Nilolaj Vasilev diplômé revenu des États-Unis et travaillant au sein de la banque Lazard Capital Markets à Londres avant d'être nommé député sur la liste du NDSV dans la circonscription de Varna puis ministre de l'Économie dans le gouvernement de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha. Il en va de même pour Milen Velchev, qui lui aussi a fait une partie de ses études aux États-Unis et est économiste pour l'agence Merrill Lynch à Londres de 1995 à 2001 avant d'être nommé en tête de liste du NDSV à Plovdiv puis ministre des Finances.

Les listes du NDSV font également entrer dans la vie politique bulgare des représentants des milieux artistiques et médiatiques : un acteur très populaire, Kosta Tzonev, est ainsi élu député dans la 39^{ème} législature (2001-2005) puis dans la 40^{ème} législature (2005-2009). Yavor Milushev, a été quant à lui élu ministre adjoint à la Culture, tout comme Milena Milotinoва, journaliste de la Télévision Nationale Bulgare.

En dépit du fait que la sélection du personnel politique du NDSV n'est pas issue d'une sélection allant du bas vers le haut, le NDSV assure une meilleure représentation des différents groupes sociaux à travers un rajeunissement du personnel politique, ce qui est rassurant pour l'opinion. Au total, 76 % des élus du parti ont moins de 50 ans. Au sein de ce groupe de personnes qui viennent de faire leur entrée dans la vie politique, 9 % ont moins de 30 ans, 29 % ont entre 30 et 40 ans et 38 % ont entre 40 et 50 ans. Le groupe des personnes de plus de 50 ans représente 24 % des élus du NDSV en 2001 : 16 % ont entre 50 et 60 ans au moment de leur élection, 7 % ont entre 60 et 70 ans et 1 % a plus de 70 ans.

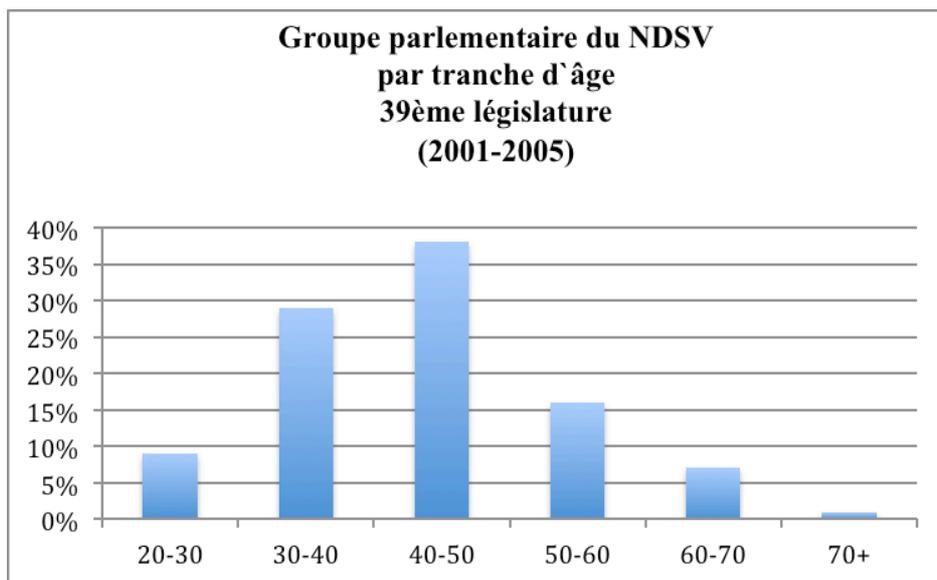


Figure 72 Groupe parlementaire du NDSV, 39^{ème} législature par tranche d'âge (2001-2005)

Le premier groupe d'élus de la 39^{ème} législature (2001-2005) est caractérisé par une participation féminine importante : 38 % des députés élus sont des femmes, et 62 % sont des hommes, ce qui représente un taux important au vu du caractère majoritairement masculin de la classe politique bulgare. Dans le cas présent, il faut prendre en considération le rôle joué par le Parti des Femmes Bulgares qui est l'un des deux partis utilisés pour l'enregistrement technique du NDSV à la veille des élections.

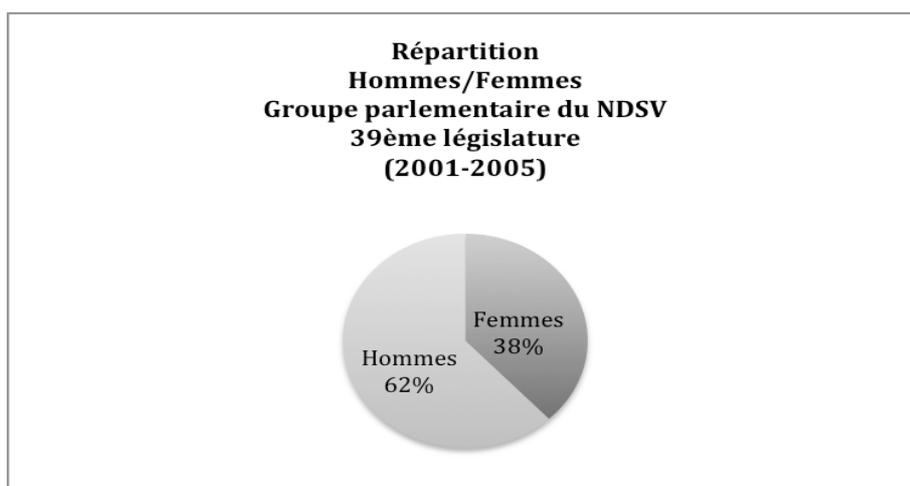


Figure 73 Répartition hommes/femmes, groupe parlementaire du NDSV, 39^{ème} législature (2001-2005)

Le groupe parlementaire du NDSV dans la 40^{ème} législature (2005-2009), alors que le parti vient de passer quatre ans à la tête du pays, a déjà une structure différente ; il ne propose pas de renouvellement absolu du personnel politique. Le NDSV ne parvient plus à jouer le rôle de parti antisystème qui pourrait favoriser un bouleversement des élites, comme c'était le cas en 2001. Le groupe est formé principalement de députés en fonction de 2001 à 2005 : 69 % des députés élus avaient fait partie de ce groupe lors de la 39^{ème} législature, tandis que 31 % sont nouveaux, ce qui compromet le renouvellement des élites.

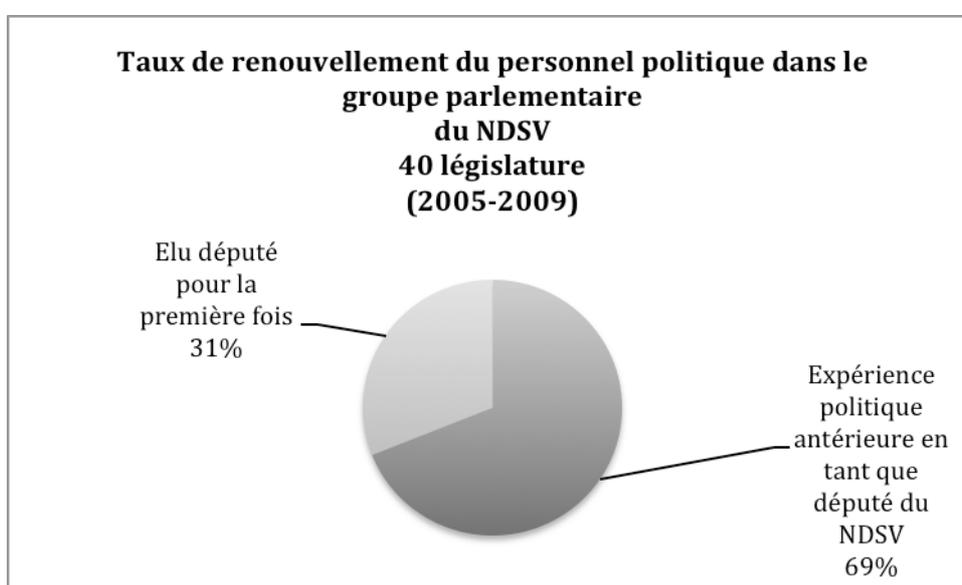


Figure 74 Taux de renouvellement du personnel politique dans le groupe parlementaire du NDSV 40^{ème} législature (2005-2009)

Le cas du NDSV montre que si les partis populistes offrent un espoir de renouvellement des élites, c'est immédiatement après leur apparition. Par la suite, leurs élus commencent à être considérés eux-mêmes comme faisant partie des élites, tandis que les tensions anti-élitistes restent bien présentes. On observe donc une incompatibilité entre l'idéologie populiste et l'objectif de renouvellement des élites.

III L'ATAKA : un parti dominé par les anciens de Sûreté d'État

L'ATAKA propose le plus faible taux de renouvellement des élites si l'on prend pour critères l'expérience politique au sein d'un autre parti et la collaboration à l'ancienne Sûreté d'État. Certes, on observe au sein de ce parti le plus faible taux de professionnalisation du personnel politique au vu de la conservation des postes dans les groupes parlementaires successifs formés par le parti ; cela s'explique surtout par l'instabilité du parti et par les nombreux conflits internes.

En dépit de ses revendications antiélitistes plus radicales, l'ATAKA offre un taux relativement bas de renouvellement des anciennes élites et reste conservateur du point de vue du personnel politique : les réseaux des anciens collaborateurs de la Sûreté d'État (devenu le symbole condensé du pouvoir « parallèle ») sont très présents au sein d'ATAKA. La proportion des députés élus auparavant sur les listes d'autres partis politiques demeure aussi la plus élevée. L'ATAKA est aussi le groupe le plus conservateur du point de vue de l'inscription des femmes au sein de la vie politique : les élus du parti sont presque uniquement des hommes.

Le groupe parlementaire d'ATAKA dans la 40^{ème} législature fait partie des groupes les plus dominés par les collaborateurs de l'ancienne Sûreté d'État (comme c'était aussi le cas du BBB). Conformément aux listes des députés de ces anciens collaborateurs, 7 députés élus sur les listes d'ATAKA ont collaboré aux anciens services secrets, ce qui correspond à un taux de 29 % des élus du parti. Il s'agit surtout des représentants de l'Union des Forces Démocratiques « Défense » : Yordan Velichkov, Petar Beron, Stancho Todorov ; ainsi que des anciens collaborateurs qui figurent aussi parmi les noms proposés par le quota d'ATAKA lui-même : les députés Georgi Georgiev, Todor Batilov, Vanio Harkov, Stanislav Stanilov.

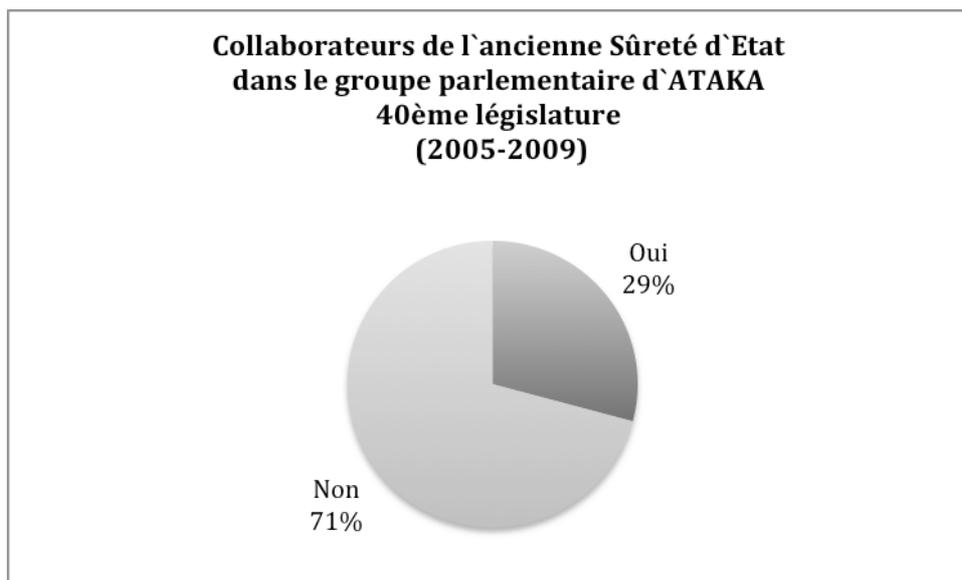


Figure 75 Collaborateurs de l'ancienne Sûreté d'Etat dans le groupe parlementaire d'ATAKA, 40^{ème} législature (2005-2009)

Le nombre des députés ayant une expérience politique antérieure au moment de leur élection au sein d'ATAKA est aussi relativement élevé. En tout 13 % des députés élus dans le premier groupe parlementaire d'ATAKA avaient déjà été élus lors d'une législature précédente, ce qui représente un pourcentage élevé par rapport aux 2 % que l'on observe par exemple dans le cas du NDSV. Tel est le cas de Petar Beron, ancien député du SDS dans l'Assemblée constituante, également de Pavel Shopov, député du SDS de la période 1991-1997. Il existe aussi un transfert de personnel politique entre les partis étudiés. Tel est le cas de Stella Bankova, qui est élue par la liste du NDSV au sein de la 39^{ème} législature.

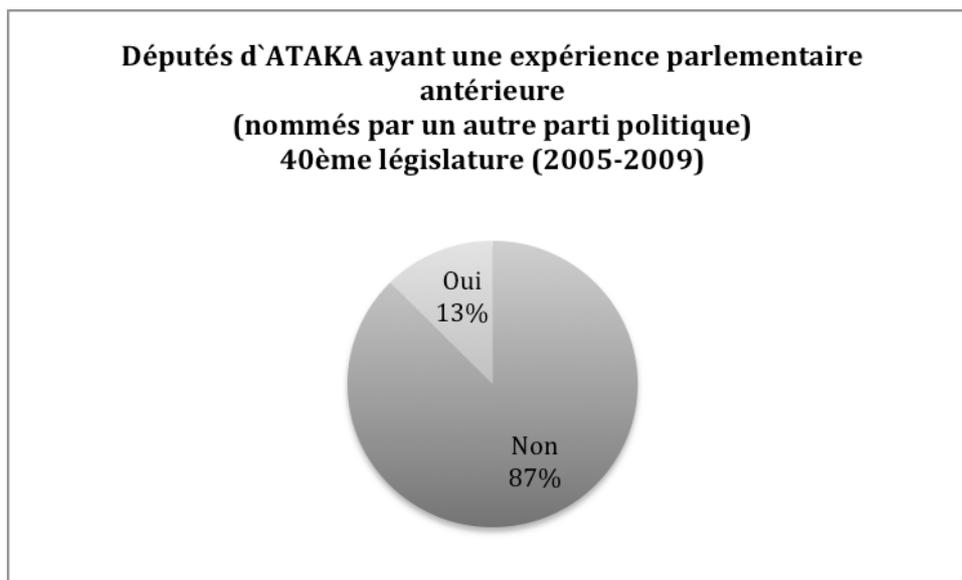


Figure 76 Députés d'ATAKA ayant une expérience parlementaire antérieure, nommés par un autre parti politique dans le groupe parlementaire d'ATAKA, 40^{ème} législature (2005-2009)

Le premier groupe parlementaire d'ATAKA est un groupe essentiellement masculin, ce qui n'est pas le cas par exemple du NDSV : où 87 % des députés élus sont des hommes et seulement 13 % des députés élus sont des femmes.

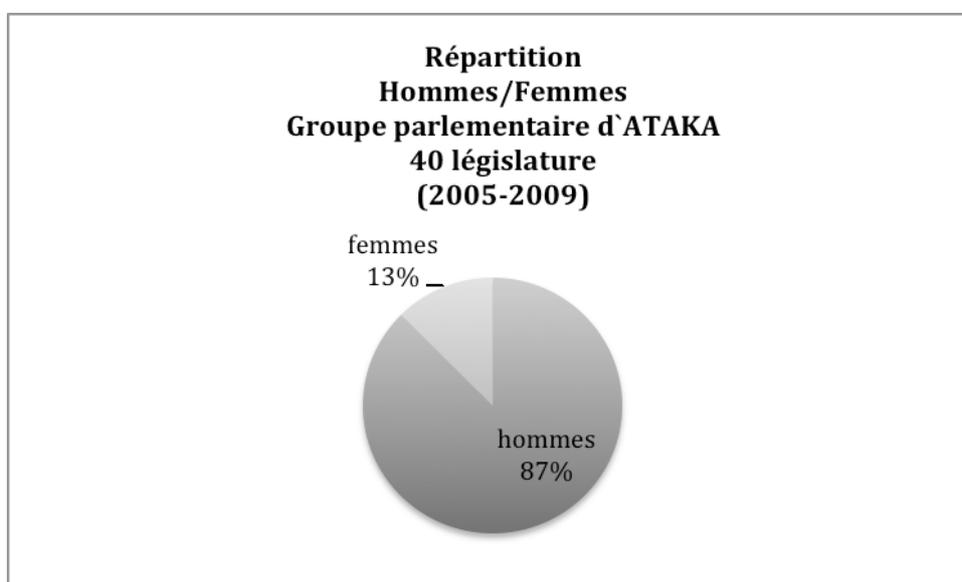


Figure 77 Répartition hommes/femmes dans le groupe parlementaire d'ATAKA, 40^{ème} législature (2005-2009)

Le deuxième groupe parlementaire d'ATAKA au sein de la 41^{ème} législature est marqué par un changement significatif en raison de l'éclatement de la coalition qui était composée *ad hoc* pour les élections de 2005. Le personnel politique élu sur

la liste du parti reproduit seulement 24 % du groupe de la législature précédente. Il s'agit de Siderov lui-même et d'un cercle relativement proche du leader composé de Pavel Shopov, Denitza Gadjeva, Desislav Tchukolov, Stanislav Stanilov.

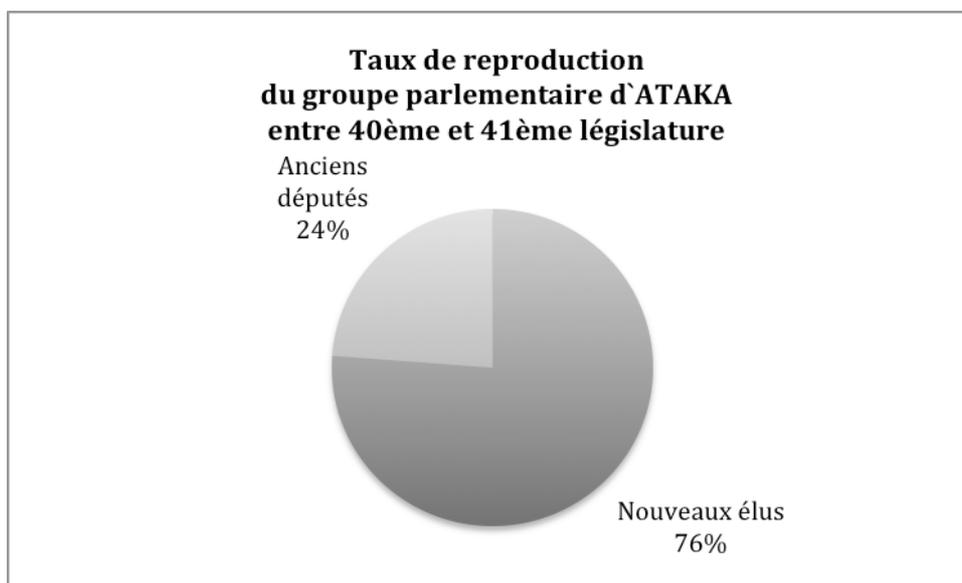


Figure 78 Taux de reproduction du groupe parlementaire d'ATAKA entre 40^{ème} et 41^{ème} législature

En dépit du renouvellement du personnel politique qui se produit entre la 40^{ème} et la 41^{ème} législature, un taux important de nouveaux élus proviennent à nouveau des milieux de l'ancienne Sûreté d'État. La proportion de députés faisant partie des réseaux de l'ancienne Sûreté d'État demeure presque la même. En tout, 33 % des élus y ont collaboré.

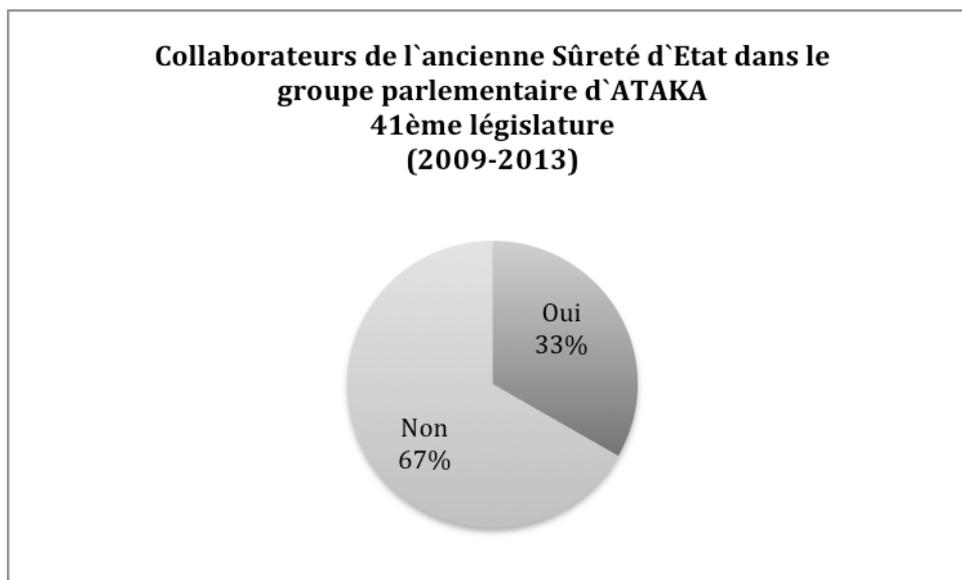


Figure 79 Collaborateurs de l'ancienne Sûreté d'Etat dans le groupe parlementaire d'ATAKA, 41^{ème} législature (2009-2013)

Le groupe reste dominé par des hommes puisque 86 % des élus sont des hommes contre seulement 14 % des femmes.

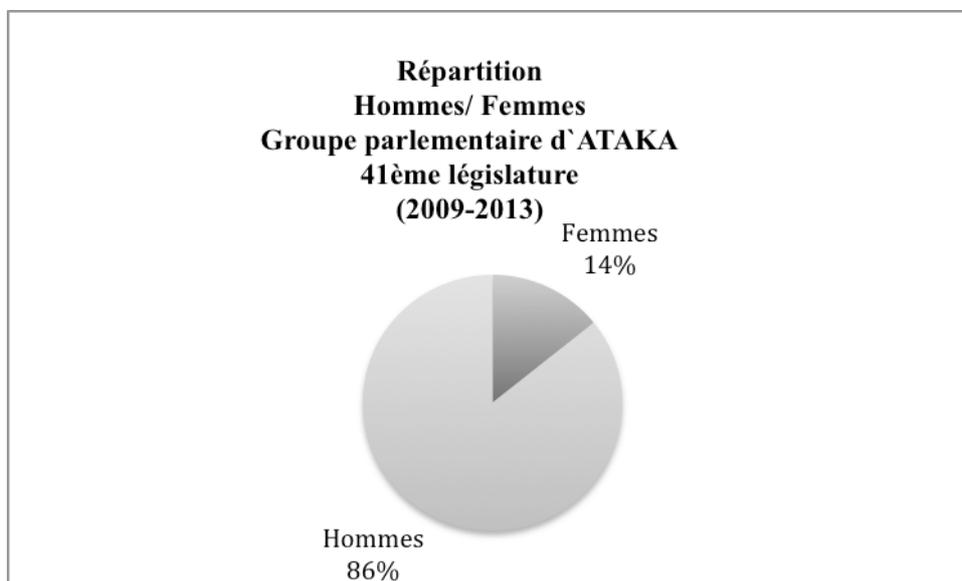


Figure 80 Répartition hommes/femmes dans le groupe parlementaire d'ATAKA, 41^{ème} législature (2009-2013)

Le groupe parlementaire d'ATAKA au sein de la 42^{ème} législature (2013-2014) est marqué par un taux de reproduction du personnel politique relativement bas : 35 % des élus du parti faisaient déjà partie du groupe parlementaire d'ATAKA sous la législature précédente. Suite aux conflits internes qui ont conduit à

l'éclatement du groupe dans la législature précédente, seul le groupe des acteurs politiques les plus proches du leader est reconduit : Il s'agit des députés Pavel Shopov, Denitza Gadjeva, Desislav Tchukolov, Stanislav Stanilov, qui font partie du groupe parlementaire d'ATAKA depuis sa percée en 2005 et restent inchangés en dépit des scissions au sein de la coalition (sous la 40^{ème} législature entre 2005 et 2009) ; et au sein du parti (sous la 41^{ème} législature entre 2009 et 2013).



Figure 81 Taux de reproduction du groupe parlementaire d'ATAKA entre la 41^{ème} et la 42^{ème} législature

Au sein de ce troisième groupe parlementaire d'ATAKA il y a également un nombre relativement plus élevé de femmes. Elles sont désormais 22 % des élus, par rapport à 13 % en 2005 et 14 % en 2009.



Figure 82 Répartition hommes/femmes dans le groupe parlementaire d'ATAKA dans la 42^{ème} législature (2013-2014)

Le changement décisif que l'on observe au sein du personnel politique d'ATAKA dans son troisième groupe parlementaire est la diminution du nombre des anciens collaborateurs de la Sûreté d'État. Contrairement à la composition du groupe pendant les deux législatures précédentes, il n'y a qu'un seul collaborateur de la Sûreté d'État au sein du groupe d'ATAKA.

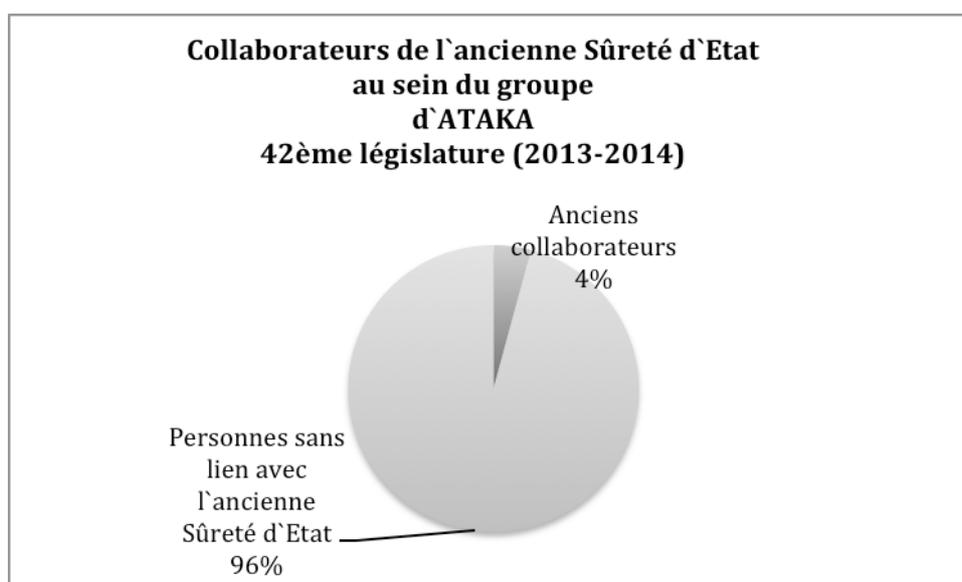


Figure 83 Collaborateurs de l'ancienne Sûreté d'Etat au sein du groupe parlementaire d'ATAKA, 42^{ème} législature (2013-2014)

IV Le GERB : la stabilisation des nouveaux réseaux au pouvoir

Dès sa formation, le GERB met en avant son désir d'assurer un renouvellement du personnel politique, considéré comme nécessaire dans la mesure où un groupe fermé domine la vie politique et économique depuis le début de la transition postcommuniste. L'exigence d'un renouveau du personnel politique afin d'écarter « les communistes », symbole des élites intouchables, a été mise en avant par Borissov également dans le cadre d'un entretien. Il souligne l'omniprésence des communistes qui, selon lui, ont imprégné l'ensemble de la classe politique.

« -Selon vous, à quelle partie de la société bulgare étiez-vous censé vous rallier pour fonder votre propre parti ?

-À tous ceux qui souhaitaient le départ définitif des communistes.

- Que voulez-vous dire par « départ définitif » ? Quelles seraient vos démarches concrètes dans ce sens ? Cela fait 20 ans que le régime communiste s'est écroulé.

-Le communisme est toujours là. Ils sont partout. Il faut les expulser.

- Comment le parti va-t-il se construire ? Dans quels milieux recruterez-vous des cadres totalement étrangers au régime communiste ?

- Il y en a. On peut en trouver. »⁷⁴⁵

Dans le cas du NDSV comme dans celui du GERB, on constate une mobilisation des réseaux personnels selon un effet « boule de neige » à partir des relations personnelles de Borissov, de ses collaborateurs les plus proches et des réseaux de clientèles régionales. Il existe plusieurs types de réseaux mobilisés : des cercles proches de l'association Bulgarie Globale, fondée en 2002 avec la participation de l'ex-compagne de Boyko Borissov, Tzvetelina Borislavova, du président de Lukoil-Bulgarie Valentin Zlatev, du rédacteur en chef du groupe de médias Kapital, Ivo Prokopiev. On identifie également des connaissances faites par Borissov et Tzvetanov au sein du système de Ministère de l'intérieur à partir duquel ils avaient démarré leurs carrières ; ainsi que des notables locaux recherchant une représentation politique.

⁷⁴⁵ Entretien avec Boyko Borissov, effectué le 27 avril 2009 à Sofia.

Le processus de recrutement des cadres du parti passe parfois par des sollicitations personnelles sur la base d'une vague connaissance. Comme l'a souligné l'ancien ministre des Finances Siméon Diankov dans son discours devant l'Institut d'Économie Internationale Peter G Peterson, le 14 février 2013 :

*« Je suis devenu ministre par chance. A ce moment-là un nouveau parti de droite était en train de se structurer en Bulgarie. Je ne connaissais pas sa plate-forme ni son programme, une émotion m'a poussé à devenir ministre. J'ai toujours détesté les communistes. En Bulgarie à ce moment-là les socialistes gouvernaient. Moi j'ai vu mon rôle de la manière suivante – il ne faut pas que les communistes sous leur forme actuelle en tant que socialistes parviennent à prendre le pouvoir en Bulgarie et aussi en Europe. »*⁷⁴⁶

Le même mécanisme de recrutement d'experts externes pour des postes ministériels sur recommandation est décrit par Borissov lui-même à propos de la désignation de l'un des ministres de la Santé parmi ceux qui se sont succédés au cours de son mandat. Il s'agit d'Ana-Maria Borissova, qui assume cette fonction entre avril et septembre 2010 : *« J'ai connu le nouveau ministre de la Santé à un carrefour près de Tarnovo »*⁷⁴⁷.

En recrutant au sein de réseaux variés, lors des élections législatives de 2009, alors qu'il se présente aux élections pour la première fois, le parti parvient à satisfaire l'une des demandes de l'opinion, celle d'un renouveau du personnel politique. Dans ce premier groupe la quasi-totalité des élus n'avaient pas d'expérience politique antérieure (99 %). Lachezar Ivanov est une exception, puisqu'il avait déjà été député du NDSV durant la législature précédente. Il y a aussi le cas de députés qui avaient une expérience politique différente, comme par exemple Bojidar Dimitrov, ancien conseiller municipal de la ville de Sofia désigné par le BSP, ainsi que Liuben Tatarski, ancien maire de la ville de Razlog désigné par le SDS.

⁷⁴⁶ Il y a cinq jours Siméon Diankov s'est moqué de la lourdeur de l'UE à Washington « Predi pet dni Simeon Diankov se podigra vav Vashigton na tromavia ES », disponible sur : <http://www.segabg.com/article.php?id=637252>, 19 février 2013, consulté le 9 novembre 2014.

⁷⁴⁷ L'État s'est transformé en un schéma et il n'y a pas presque personne qui ne soit impliqué « Darjavata e prevarnata v shema i pochti niama neocapani hora », 20 avril 2010, disponible sur : <http://www.zona-news.com/displaynews/7377>, consulté le 9 novembre 2014.

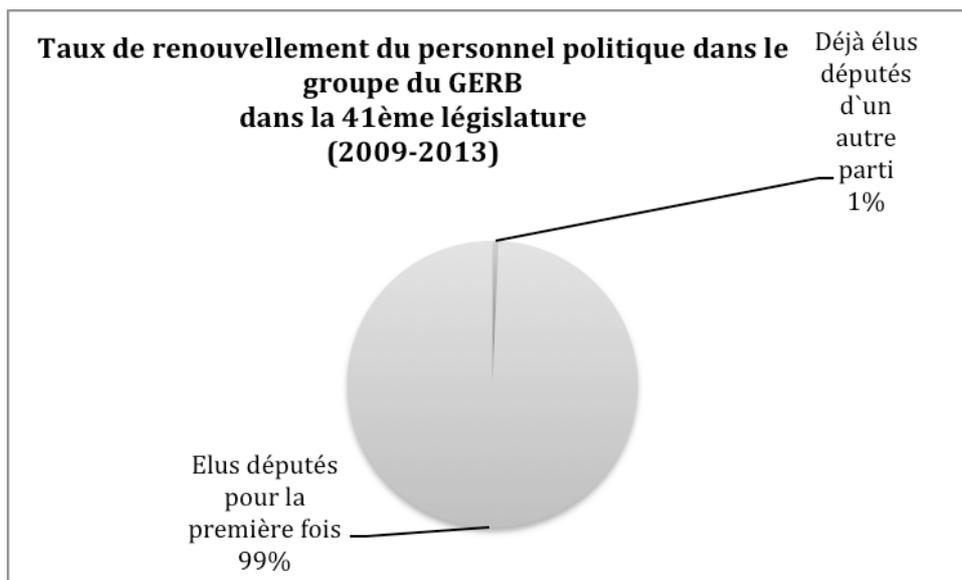


Figure 84 Taux de renouvellement du personnel politique dans le groupe du GERB, 41^{ème} législature (2009-2013)

Le groupe du GERB recrute très peu d'anciens collaborateurs de l'ancienne Sûreté d'État. Seuls 2 % des élus du parti y ont collaboré. Il s'agit de Roumen Ivanov qui avait été désigné comme vice-président du groupe parlementaire du parti lors de la 41^{ème} législature, ainsi que Stephan Dadev, et Bojidar Dimitrov, ancien ministre des Bulgares à l'étranger (obligé par la suite de démissionner notamment en raison de son appartenance à l'ancienne Sûreté d'État).

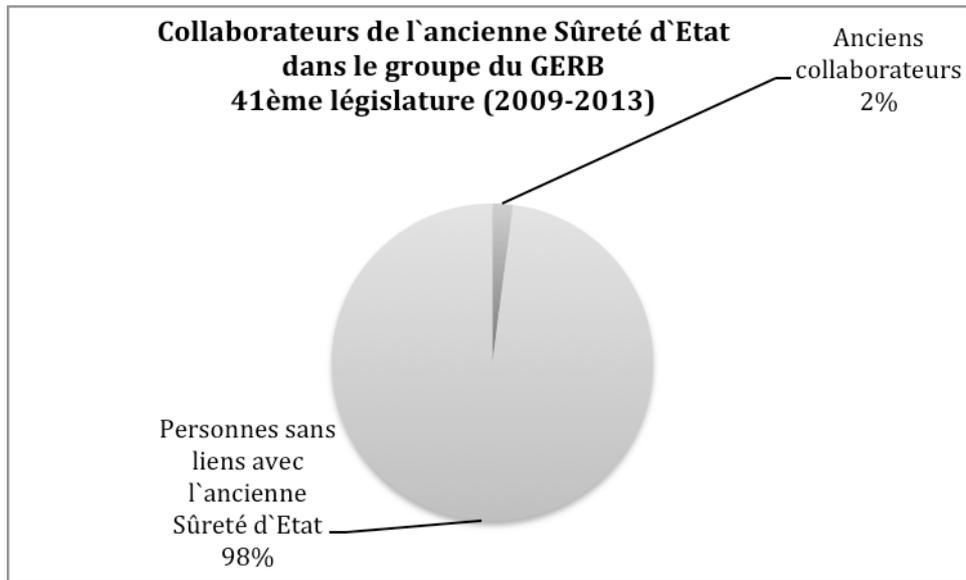


Figure 85 Collaborateurs de l'ancienne Sûreté d'Etat dans le groupe parlementaire du GERB, 41^{ème} législature (2009-2013)

Le groupe des députés du GERB est composé d'un personnel politique relativement jeune. Au total, 73 % des élus ont moins de 50 ans au moment de leur élection : 5 % des députés ont entre 20 et 30 ans, 27 % sont âgés de 30 à 40 ans, 41 % ont entre 40 et 50 ans. Le nombre des élus de plus de 50 ans est mineur : 22 % ont entre 50 et 60 ans ; 5 % ont entre 60 et 70 ans.

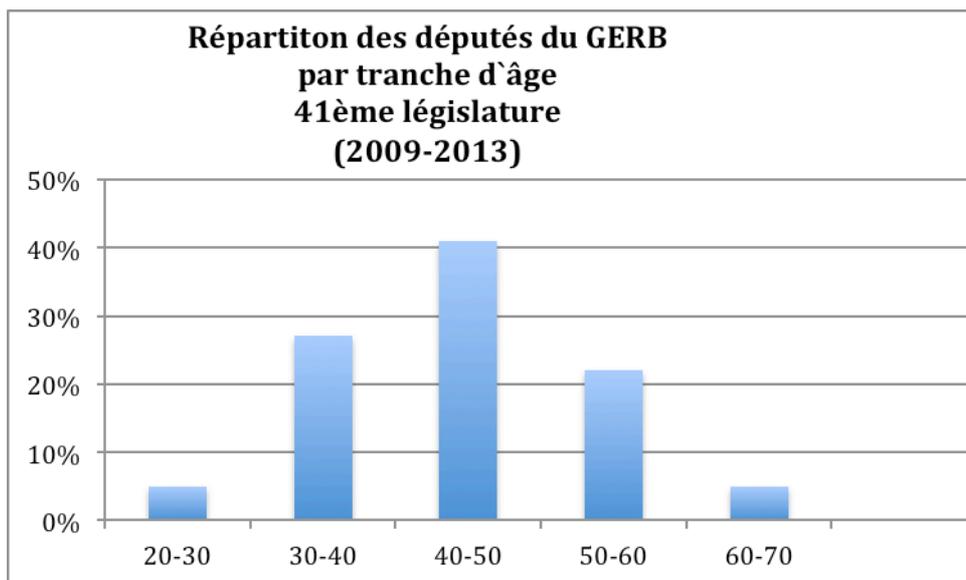


Figure 86 Répartition des députés du GERB par tranche d'âge, 41^{ème} législature (2009-2013)

Ce premier groupe parlementaire assure aussi une bonne représentation des femmes. En tout, 30 % des élus du parti sont des femmes tandis que 70 % sont des hommes.

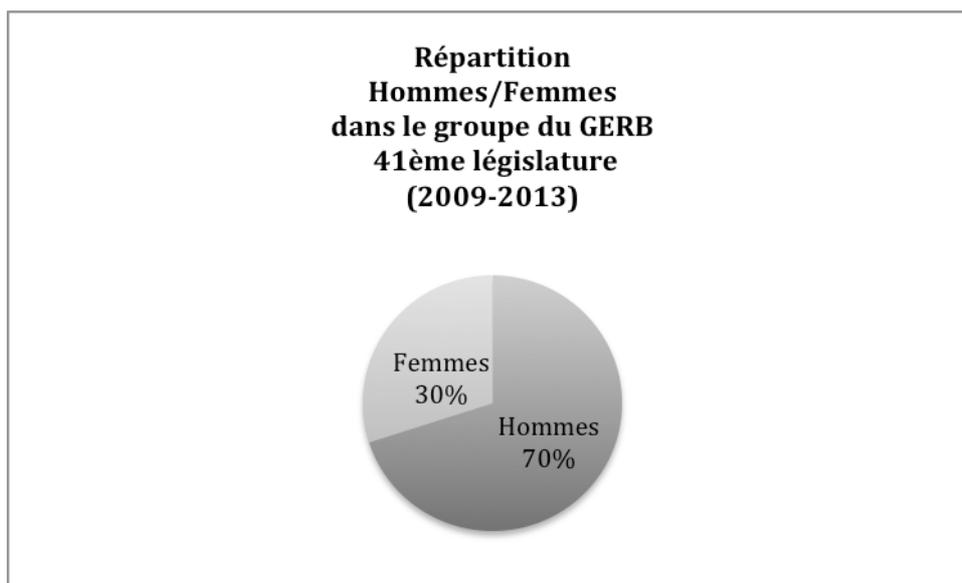


Figure 87 Répartition hommes/femmes dans le groupe parlementaire du GERB, 41^{ème} législature (2009-2013)

Le groupe parlementaire du GERB lors de la 42^{ème} législature reproduit à 52 % le groupe parlementaire du parti durant la législature précédente ; tandis que 48 % des élus sont de nouvelles personnes.

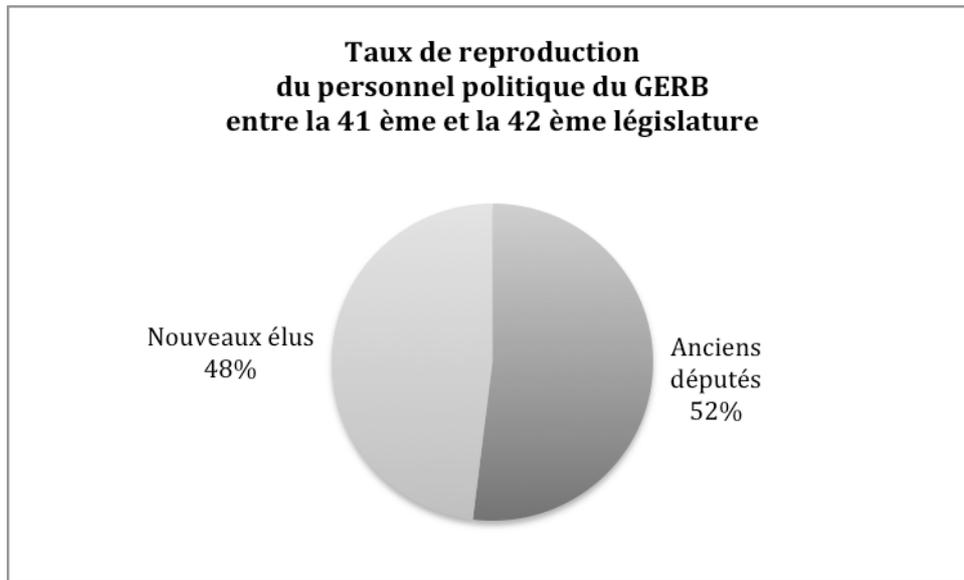


Figure 88 Taux de reproduction du personnel politique du GERB entre la 41^{ème} et la 42^{ème} législature

Les collaborateurs de l'ancienne Sûreté d'État ne sont presque pas présents au sein de ce deuxième groupe parlementaire. Seuls 3% des députés sont d'anciens collaborateurs. De plus il s'agit des mêmes personnes déjà dévoilées pendant la législature précédente et qui ont gardé leurs places au sein du groupe parlementaire.

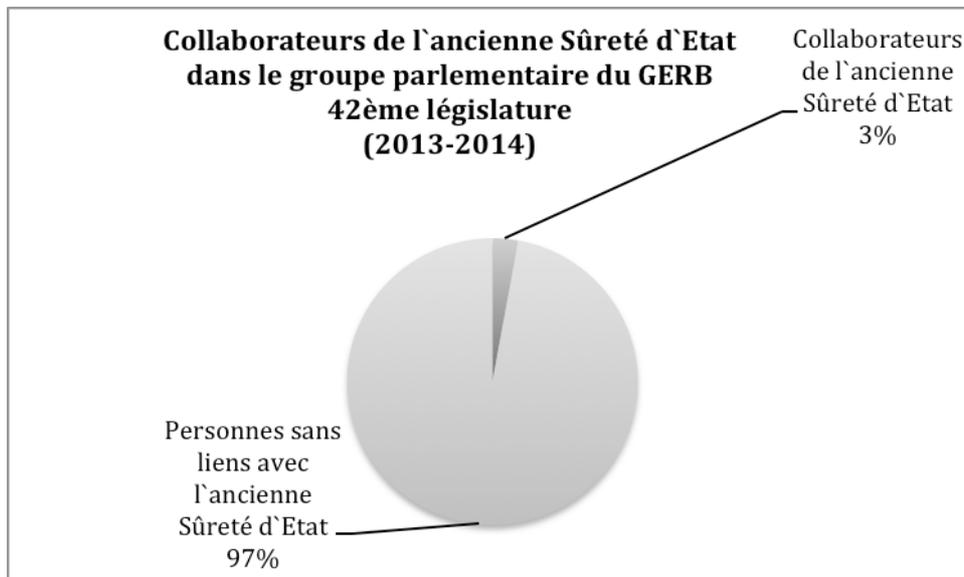


Figure 89 Collaborateurs de l'ancienne Sûreté d'Etat dans le groupe parlementaire du GERB, 42^{ème} législature (2013-2014)

Les femmes restent présentes dans ce deuxième groupe parlementaire du GERB. On observe même une légère hausse : elles représentent en effet 34 % des élus, par rapport à une proportion de 30 % durant la législature précédente.

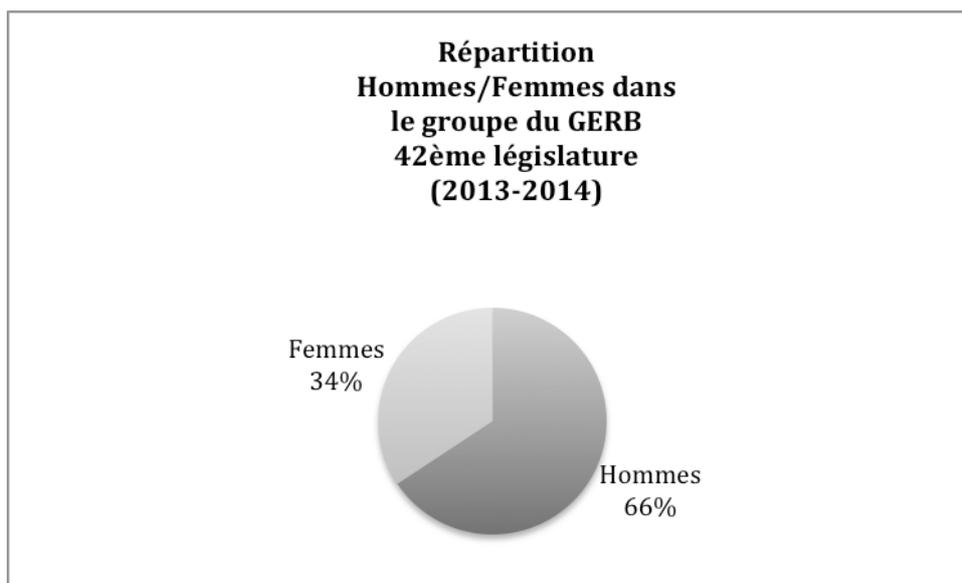


Figure 90 Répartition hommes/femmes dans le groupe parlementaire du GERB, 42^{ème} législature (2013-2014)

Les partis populistes assurent un taux élevé de renouvellement du personnel politique, ce qui constitue l'un des points essentiels de leur programme. Dans le cas du BBB, on observe un personnel politique nouveau à 83 % ; dans le cas du NDSV l'on observe un taux de renouvellement du personnel politique qui atteint 99 % des élus du parti lors de son entrée au Parlement en 2001 ; c'est aussi le cas du GERB où le taux de renouvellement est de 99 % et les anciens collaborateurs de la Sûreté d'État n'étant que 2 %. L'ATAKA assure aussi un taux important de renouvellement du personnel politique. Certes son cas est légèrement différent : on observe un taux initial de renouvellement du personnel politique relativement plus bas (87 % lors de sa première élection de 2005), mais on constate une circulation relative des élus dans les législatures suivantes. C'est aussi un parti dans lequel la

proportion d'anciens collaborateurs de la police secrète du régime communiste est élevée (29 %).

Pourtant les élus en viennent rapidement à être considérés comme des élites, ce qui empêche les partis de satisfaire le désir populaire d'un renouvellement des élites sur une longue durée.

Parti politique	Taux de renouvellement du personnel politique
BBB	Modéré 83% (nouveaux élus au moment de sa percée) 25% de collaborateurs de la Sûreté d'Etat
NDSV	Elevé 99% (nouveaux élus au moment de sa percée)
ATAKA	Modéré 87% (nouveaux élus au moment de sa percée) 29 % de collaborateurs de la Sûreté d'Etat au moment de sa percée
GERB	Elevé 99% (nouveaux élus au moment de sa percée)

Tableau 6 Taux de renouvellement du personnel politique.

§ 2 Les difficultés de transformation des promesses en actions

Comme pour le renouvellement des élus, les partis populistes ne parviennent pas à mettre en pratique leur programme en adoptant des politiques spécifiquement populistes : dans certains cas les idées populistes sont abandonnées ; dans d'autres, les tentatives d'action sont stoppées en raison de leur nature anti-démocratique. L'approche des différents acteurs sur ce sujet coïncide avec les différents phases de diffusion du discours populiste : les partis qui apparaissent sur la scène politique pendant la période 1992-2005 (le BBB et le

NDSV) ont tendance à abandonner leurs promesses populistes une fois élus (I) ; ceux étant sur l'arène politique au cours de la période 2005-2013, lorsqu'on observe un populisme d'intensité forte de nature protestataire et identitaire (l'ATAKA et le GERB) essaient de traduire leurs idées en politiques publiques mais les projets de loi n'arrivent pas à voir le jour surtout en raison de leur nature anti-libérale. Dans ce contexte, le contrôle de l'UE joue un rôle stabilisateur et freine des dérives anti-démocratiques (II).

I Des promesses populistes abandonnées

Le BBB et le NDSV ont un poids électoral différent : le BBB est un petit parti d'opposition, tandis que le NDSV est un grand parti, à la tête d'un gouvernement de coalition avec le DPS (de 2001 à 2005) et faisant partie de la coalition tripartite BSP-NDSV-DPS de 2005 à 2009; les deux sont cependant exemplaires de l'action politique mise en oeuvre par les partis se réclamant du populisme au cours de la première phase d'affirmation de ce type de discours.

Les deux renoncent progressivement à leur programme, au lieu de présenter des propositions menaçant les principes démocratiques comme ce sera le cas plus tard. En tant que parti d'opposition présent au Parlement de 1994 à 2001, le BBB n'est pas à l'origine de projets de lois populistes. Après avoir accédé au pouvoir, le NDSV n'initie pas non plus de textes qui auraient donné suite à des promesses populistes. Le parti élabore un état des lieux des processus politico-économiques qui sont à l'origine du mécontentement mais il ne procède pas à une révision de l'héritage des premières années postcommunistes. Dans le même temps, le NDSV réalise une partie importante de ses promesses sur les plans économique et social, et une hausse du niveau de vie se produit. Néanmoins, en raison des attentes démesurées d'un « miracle » politico-économique le progrès réalisé n'est pas perçu par la société comme un saut vers la stabilité et le progrès.

En dépit des revendications anti-élitistes mobilisées par le leader du BBB, on ne trouve pas de traduction directe de ses idées sous la forme de projets de lois pendant ses années au Parlement en tant que parti de l'opposition. Au contraire, il propose des textes visant à empêcher le dévoilement des noms des personnes liées à

l'un des symboles du pouvoir parallèle : la Sureté d'État. Le 1^{er} juillet 1997, le BBB dépose ainsi une proposition d'interdiction de dévoilement des dossiers des collaborateurs de l'ancienne police secrète dans un délai de 40 ans suivant leur création : le texte constitue davantage une tentative de protection des intérêts de groupes sociaux représentés au sein du groupe parlementaire du BBB (qui demeure l'un des plus investis par des collaborateurs de l'ancienne Sureté d'État) qu'une mise en pratique des idées avancées par le leader ; le projet démontre également les contradictions qui existent entre les intérêts des députés élus grâce à la mobilisation du discours populiste, et le groupe social visé dans ce discours.

Ayant un pouvoir supérieur au BBB, le NDSV ne traduit pas non plus ses idées populistes en action. Dès son accession au pouvoir, il fait une tentative de révision du bilan de la transition, qui se traduit par l'élaboration d'un « état des lieux » de la situation en Bulgarie centré sur le processus de privatisation ; il ne s'agit en aucun cas d'une action politique de révision de ce processus. En décembre 2001, seulement quelques mois après son élection de juin 2001, le gouvernement du NDSV publie un *Livre blanc de la privatisation*. C'est un document qui vise à examiner le processus de privatisation mis en place depuis la chute du communisme, dont les étapes les plus importantes ont eu lieu sous le gouvernement précédent de centre-droit présidé par Ivan Kostov. Il s'agit d'un texte de 63 pages qui propose des données statistiques et des jugements de valeur, présentés comme une tentative d'éclairage des causes de la situation politico-économique qui a conduit à une crise de confiance dans les élites politiques et économiques. Les titres des chapitres de ce document sont évocateurs : « Erosion de l'État », « Consommer la privatisation », « Miner le budget », « Le niveau de vie promis », « Morale et politique ».

Dans ce texte, on retrouve notamment des révélations à propos des modes de privatisation :

« Le manque de règles précises dans les procédures de privatisation des biens étatiques peut être illustré clairement à travers l'exemple de la vente des hôtels de Slatchev Briag. La vente de ces hôtels par le ministre du Tourisme au cours de la période 1998-1999 à un prix moyen de 4586 lv. Des

*ventes réalisées aux enchères par L'Agence de la privatisation en septembre 2001 ont atteint le prix de vente moyen de 29 154 lv. Il s'agit d'une différence de 6,4 fois supérieure. »*⁷⁴⁸

Des révélations sont faites aussi bien à propos de la gestion des finances publiques:

*« Les réserves monétaires et la dette extérieure n'ont pas été gérés d'une manière efficace. Les bénéfices manqués et les pertes directes de la l'inefficacité de la gestion des finances du pays s'élèvent à entre 1 et 2 milliards d'euros pour la période 1998-2000. Pour les 8 mois de cette année les pertes en raison des échanges monétaires sont presque 30 millions de dollars . »*⁷⁴⁹

Néanmoins, les données révélées par le gouvernement de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha n'auront pas eu de suite, sous forme de projets de loi qui auraient proposé une révision des modes de transformation de la propriété publique en propriété privée ainsi que des instruments de remise en cause de la stratification sociale. Les deux font une partie centrale des attentes sociales conjointement avec le renouvellement des élites politiques revendiqué par le biais du vote pour les partis populistes.

Bien que le gouvernement du NDSV ne procède pas à une révision totale du processus de transition, au cours de ses années à la tête du pays il met en pratique certains de ses engagements dans le domaine économique et social, inclus dans réalisation du « miracle économique » que Siméon de Saxe Cobourg-Gotha avait promis aux Bulgares. Le gouvernement du NDSV réalise des réformes provoquant une diminution significative des impôts : l'impôt sur le profit chute de 28 % en 2001 lorsque le gouvernement NDSV-DPS entre en fonction à 19,5 % en 2004. L'impôt sur le revenu diminue également de manière significative : d'un impôt progressif de 20 à 38 % en 2001 il chute à 15-29% en 2003⁷⁵⁰. Parallèlement, une hausse d'environ 20 % du salaire moyen est enregistrée au cours des années de son gouvernement : il s'élève à 239 lv en 2001 et à 292 lv en 2005. Comme résultat de

⁷⁴⁸ Disponible sur : <http://www.temanews.com/index.php?p=tema&iid=289&aid=6993>, consulté le 14 mai 2014.

⁷⁴⁹ *Ibid.*

⁷⁵⁰ Disponible sur : <http://mediatimesreview.com/june04/SimeonGovernment.php>, consulté le 14 mai 2014.

la politique menée, une hausse du PIB moyenne de 4,4% par an pour les quatre ans du gouvernement du NDSV a été enregistrée également⁷⁵¹. Toutefois, en dépit du progrès réalisé, le « saut » vers la stabilité et le progrès n'est pas ressentie par la société en raison des attentes démesurées envers le parti formé autour de l'ex-roi.

II Des projets anti-démocratiques stoppés

Les acteurs agissant au cours de la période 2005-2013 adoptent une approche plus radicale une fois élus au Parlement. Au lieu d'abandonner les promesses populistes, ils cherchent à leur donner le jour à travers des projets de loi qui mettent en pratique certains éléments de leur discours. Si l'on observe pour la première fois des tentatives de mesures se réclamant du populisme, ces initiatives ne parviennent pas à se transformer en politiques concrètes. Dans certains cas, il s'agit d'une simple « théâtralisation » de l'action publique à travers une hyper médiatisation de l'action de la Police. Dans d'autres cas, les tentatives de réalisation des projets populistes passent par des projets de loi menaçants pour les droits de l'homme et pour les principes de l'État de droit qui sont stoppés soit en raison du poids électoral minimal du parti (dans le cas d'ATAKA), soit en raison d'une pression externe de la part de l'UE (dans le cas d'ATAKA mais aussi du GERB). Pourtant l'on constate le renforcement de la démocratie directe sous le gouvernement du GERB. En janvier 2013 est organisé le premier référendum dans l'histoire de la Bulgarie postcommuniste sur la question de la construction d'une nouvelle centrale nucléaire près de la ville de Béléné.

Concernant les tentatives, une distinction doit être opérée entre ces deux partis : dans le cas d'ATAKA, on retrouve des tentatives constantes de réalisation d'idées relevant du populisme tant protestataire qu'identitaire ; dans le cas du GERB, on trouve quelques tentatives de mise en pratique de certains éléments du populisme protestataire. Si le populisme identitaire est présent en tant que discours minoritaire chez le leader du GERB Boyko Borissov, il ne figure pas dans son

⁷⁵¹ Disponible sur : <http://www.dw.de/review.com/june04/SimeonGovernment.php93cbhttp://www>, consulté le 14 mai 2014.

programme et dans ses propositions d'action politique, comme c'est le cas pour l'ATAKA.

L'ATAKA est le seul parti qui fait des tentatives de mise en pratique des idées populistes dans un registre aussi bien protestataire qu'identitaire. Représenté au Parlement en tant que parti d'opposition, il a aussi soutenu le gouvernement sans être un partenaire officiel de la coalition au pouvoir (avec le GERB, mais aussi avec le BSP et le DPS) et sans avoir de ministres, mais même pendant ces périodes, ses propositions clés n'ont pas été votées par ses partenaires. Ainsi, l'on n'observe pas d'influence directe de son idéologie sur le cadre législatif et sur les décisions du pouvoir exécutif.

Nous avons suivi les propositions phares du parti au cours de trois législatures consécutives (40^{ème}, 41^{ème} et 42^{ème}) : le projet de suspension des actualités en langue turque sur la chaîne nationale bulgare (traduction des idées ethno-populistes à travers une limitation de l'expression des marques identitaires linguistiques de cette minorité) ; le projet de nationalisation des biens étatiques privatisés (projet le plus radical qui vise à remettre en cause les inégalités de la transition à travers la révision de l'un des modes d'enrichissement les plus douloureux aux yeux du public) ; les propositions d'utilisation active de la démocratie à travers un usage facilité du référendum (projet central pour le populisme de type politique mobilisé par le parti).

Les actualités en langue turque diffusées sur la chaîne nationale bulgare (la BNT) sont un problème social sensible, que l'ATAKA reprend dès son apparition en raison de l'effet symbolique qu'aurait leur suspension potentielle. L'émission a été intégrée dans le programme de la télévision nationale en 2000 : elle constitue une légitimation symbolique de cette minorité, dont l'expression de l'identité collective était soumise pendant le communisme au processus de Régénération nationale ; après l'intégration de cette minorité dans la vie politique bulgare à travers le DPS, les actualités en langue turque constituent une véritable légitimation culturelle. Dans ce contexte, l'ATAKA se focalise sur le problème en refusant la légitimation d'une identité turque par le biais de la télévision nationale. Le parti

transforme cet enjeu en lutte symbolique. Pourtant, toutes ses tentatives restent sans succès.

L'ATAKA dépose un projet d'amendement de la Loi pour la radio et la télévision dès son premier jour au Parlement, c'est-à-dire le 11 juillet 2005 (jour de la première session de la 40^{ème} législature). Il propose que l'article 49 alinéa 1 de la loi soit supprimé. Ce texte vise notamment la diffusion par la télévision publique « d'émissions destinées aux citoyens bulgares pour lesquels la langue bulgare n'est pas la langue maternelle, y compris dans leur propre langue ». Parmi les motifs de la loi est invoquée la prévention d'une division de la nation bulgare selon un principe ethnique et racial à travers la limitation de l'expression des identités minoritaires :

*« À travers l'article 49, alinéa 1 de la Loi pour la radio et la télévision actuellement en vigueur se constitue la possibilité de la constitution d'une position privilégiée des groupes de la population qui développent des tensions séparatistes. La Bulgarie est un État mono-national, où n'importe quelle forme d'exclusion sur des critères religieux, ethniques et raciaux ne peut être faite. Le sens de l'article 3 de la Constitution est clair. Il dit que la langue officielle est la langue bulgare. La diffusion de l'information à la télévision et la radio nationale est acceptable uniquement dans la langue officielle qu'est la langue bulgare. »*⁷⁵²

La proposition est rejetée dès la première lecture en salle plénière le 13 septembre 2006⁷⁵³. Elle est à nouveau déposée avec exactement le même texte par les députés d'ATAKA dès la constitution de la 41^{ème} législature en novembre 2009. À ce moment, l'ATAKA profite de son soutien en faveur du gouvernement minoritaire du GERB pour lancer l'idée d'un référendum sur le sujet. L'idée est initialement approuvée par le Premier Ministre : le 15 décembre 2009, Borissov affirme soutenir la proposition d'ATAKA, classable en tant qu'idée phare du populisme identitaire de type ethnique. Toutefois, quelques jours plus tard, le 18 décembre 2009, il change d'avis. L'explication qu'il met en avant est qu'un tel

⁷⁵² Projet d'amendement de la Loi sur la radio et sur la télévision, déposé par l' ATAKA le 11 juillet 2005, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=82&Itemid=57, consulté le 9 novembre 2014.

⁷⁵³ Résultats du vote du Projet d'amendement de la Loi sur la radio et sur la télévision, disponible sur : <http://www.parliament.bg/bg/bills/ID/9286/>, consulté le 9 novembre 2014.

référendum aurait un impact négatif sur l'image de la Bulgarie au sein de l'UE :
*« Le référendum ne sera pas accueilli positivement en Europe : la majorité ne peut pas imposer à la minorité des décisions liées à ses droits »*⁷⁵⁴.

Le changement de position de Borisssov et le motif qu'il met en avant montrent deux aspects d'importance pour l'étude de la réalisation de propositions de mise en œuvre du populisme identitaire. D'une part, tous les partis ne cherchent pas à traduire celui-ci dans des politiques publiques : le populisme du GERB est un populisme de discours, qui est exclu de ses priorités une fois arrivé au pouvoir. D'autre part, les idées des partis qui font des propositions de loi allant dans ce sens, comme c'est le cas d'ATAKA, ne parviennent pas à trouver un appui parlementaire, alors même le parti assure un soutien parlementaire au parti au pouvoir. Par ailleurs, l'UE joue un rôle stabilisateur qui évite les dérives identitaires anti-démocratiques menaçant les droits des minorités. L'évolution de ce débat démontre aussi qu'en dépit du soutien de l'opinion publique, certaines des mesures s'inscrivant dans la logique populiste ne peuvent être considérées comme démocratiques.

Après le retrait du soutien parlementaire d'ATAKA au gouvernement minoritaire du GERB, le projet de modification de la Loi de la radio et de la télévision est de nouveau rejeté par le Parlement le 3 octobre 2012⁷⁵⁵. Dans le cadre du débat parlementaire qui a lieu sur ce sujet, Siderov s'appuie de nouveau sur l'idée d'une domination de la minorité ethnique sur la majorité et sur la menace que représenterait pour l'intégralité de l'identité nationale une telle émission en langue turque :

« [...] la télévision publique, qui est financée grâce aux contribuables, ne doit pas diffuser d'actualités dans une langue autre que la langue bulgare. De nos jours, ce n'est pas le cas. Comme vous le savez, chaque jour à 16h10 sur la

⁷⁵⁴ Le Premier Ministre a renoncé à organiser un référendum pour les actualités en langue turque, 19 décembre 2009, disponible sur : <http://www.mediapool.bg/premierat-se-otkaza-ot-referenduma-za-novinite-na-turski-ezik-news160016.html>, consulté le 9 novembre 2009.

⁷⁵⁵ Projet d'amendement de la Loi sur la radio et sur la télévision, déposé par l'ATAKA le 3 octobre 2012, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=82&Itemid=57, consulté le 9 novembre 2014.

*BNT, Canal 1, la télévision étatique, la télévision publique, la télévision nationale diffusent des actualités dans une autre langue, qui n'est pas la langue bulgare. De cette manière la Constitution est violée, en la Constituant l'article 3. Cela amène les spectateurs à penser, de me s que le monde entier, que la Bulgarie est un pays divise, un pays « bi-national », non « mono-national », comme il est dans la Constitution ».*⁷⁵⁶

La même proposition de loi est de nouveau déposée par le parti dans le cadre de la 42^{ème} législature en février 2014, mais elle n'est pas incluse dans l'ordre de jour. À ce moment, l'ATAKA soutient le gouvernement de Plamen Oresharski conjointement au BSP et au DPS, ce qui met en avant le manque de cohérence qui existe entre le discours, le soutien parlementaire du pouvoir exécutif et les propositions de lois faites par le parti. Pour la seconde fois, les députés d'ATAKA appuient un gouvernement en place et pourtant la majorité parlementaire ne les soutient pas dans leurs propositions législatives. Dans ce cas, il s'agit d'un partenariat contre-nature qui aurait amené le DPS à voter une loi contre les droits de la minorité turque. Ainsi, le sujet de l'émission en langue turque s'avère un instrument de mobilisation de l'électorat qui ne débouche pas sur une action politique.

L'ATAKA fait également d'autres propositions de lois qui visent une conservation des marqueurs identitaires de la nation bulgare. Les propositions d'amendements de la Loi sur la Citoyenneté bulgare ainsi que la proposition d'une Loi sur la langue bulgare s'inscrivent dans cette logique : l'une interdirait tout métissage de la Nation bulgare abordé selon une acceptation ethnique ; l'autre vise une réglementation stricte du contrôle étatique sur l'usage de la langue bulgare.

La loi sur la Citoyenneté bulgare est déposée dans le cadre de la 40^{ème} législature, le 5 décembre 2006, mais elle est rejetée le 4 avril 2007. Par la suite, cette même loi est de nouveau déposée le 12 juillet 2011, au cours de la législature suivante. Elle prévoit que la double nationalité est supprimée pour l'ensemble des citoyens bulgares, hormis pour les populations revendiquant une nationalité bulgare dans les pays balkaniques limitrophes (à l'exception de la Turquie). Tous les pays

⁷⁵⁶ Extrait du débat parlementaire du 3 octobre 2012, disponible sur <http://staging.parlament.obshtestvo.bg/sessions/332>, consulté le 1^{er} octobre 2014.

marqués par des aspirations historiques irrédentistes sont inscrits dans la liste prévue par la loi. Comme il est prévu dans ce projet :

*« Font exception à la règle prévue à l'alinéa 1 uniquement les citoyens d'origine ethnique et de conscience bulgares qui vivent d'une manière permanente dans les régions limitrophes de la République de Bulgarie : la Grèce, la Macédoine, la Serbie, la Roumanie, la Bésarabie et la Thrace. »*⁷⁵⁷

La proposition de loi sur la langue bulgare constitue également une tentative de conservation des marqueurs identitaires à travers la législation : déposée au cours de la 41^{ème} législature, le 4 août 2011, elle est rejetée le 2 mai 2012. Elle prévoyait une réglementation des conditions d'usage et de conservation de l'authenticité de la langue bulgare. La nécessité d'adoption d'une telle loi est décrite de la manière suivante : *« N'est pas défini au niveau législatif le contrôle de la réalisation de la politique étatique d'apprentissage, d'usage et enrichissement de la langue bulgare »*⁷⁵⁸.

Dès son entrée au Parlement dans le cadre de la 40^{ème} législature (2005-2009), l'ATAKA dépose aussi un projet radical de nationalisation de tous les biens privatisés depuis le début de la transition : le projet s'inscrit directement dans un populisme économique défendant les droits d'un peuple-classe opprimé par le nouvel ordre social postcommuniste ; Il propose une révision totale de la transition et le retour de l'État dans l'économie. Ces propositions se distinguent de l'approche adoptée par les partis au pouvoir, notamment le NDSV, qui se bornait à dresser des lieux de la privatisation sans faire de proposition radicale comme la nationalisation. L'article 1 du projet de loi déposé par l'ATAKA le 29 mai 2006 prévoit une nationalisation « massive » de l'ensemble des biens étatiques privatisés après l'année 1992 :

⁷⁵⁷ Projet d'amendement de la Loi sur la nationalité bulgare, déposé le 5 décembre 2006, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=1425&Itemid=57, consulté le 9 novembre 2014.

⁷⁵⁸ Liste des projets de loi déposés par l'ATAKA dans le cadre de la 41^{ème} législature, disponible sur : http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=5699&Itemid=56, consulté le 9 novembre 2014.

« Toutes les entreprises, parties d'entreprises, propriétés privatisées après le 11 mai 1992, seront nationalisées et deviendront une propriété publique, y compris si la privatisation a été effectuée à travers la vente d'actions, qui ont été une propriété de l'État ou bien des communes. »⁷⁵⁹

Le texte développe l'idée d'un retour du contrôle étatique sur l'économie et d'un non-respect de la propriété privée : il s'agit d'une proposition rompant avec le consensus néolibéral du reste des forces politiques qui veillent aussi au respect de l'État de droit. C'est pour cette raison que cette proposition est rejetée par le Parlement le 6 mars 2008.

« Pour que la Bulgarie existe, elle a besoin d'une économie réelle, fonctionnant activement, ce qui - du moins pour l'instant - exige le retour du contrôle de l'État sur les différents domaines de cette économie. »⁷⁶⁰

Aux défenseurs acharnés de la « propriété privée » je vais rappeler qu'elle est « sacrée » et inviolable uniquement si elle est acquise de manière légale et par un travail honnête. En rn dis , la privatisation est un pillage sans scrupules rlbien sur le dos du peuple bulgare et à son détriment, qui représente un risque gigantesque pour l'avenir de la Bulgarie.⁷⁶¹ »

L'ATAKA fait également des propositions liées à l'application d'une démocratie directe qui correspond à une certaine dimension du populisme politique qui cherche à faire prévaloir la volonté du peuple *dèmos* sans la médiation des partis. Dans le cadre de la 40^{ème} législature, le parti fait une proposition d'amendement de la Loi des référendums afin de faciliter leur organisation et diminuer le rôle du Parlement dans l'autorisation d'organisation de référendums. Dans le projet déposé par l'ATAKA, le 4 décembre 2007, on propose qu'un référendum soit désormais organisé si 200 000 signatures sont collectées ; il est proposé que la question soit formulée par les citoyens qui collectent des signatures et non par le Parlement. Le texte est lui aussi rejeté le 3 juillet 2008. Le projet avait été justifié par un « abus de la démocratie représentative » et par un retour au peuple comme source de pouvoir :

⁷⁵⁹ *Ibid.*

⁷⁶⁰ *Ibid.*

⁷⁶¹ *Ibid.*

« Au cours des dernières années nous avons été témoins d'une tendance croissante à un abus de la « démocratie représentative ». Plusieurs personnes ont tendance à oublier que la Loi Suprême bulgare (la Constitution de la République de Bulgarie) privilégie la démocratie dite directe : dans ce texte, elle est présentée avant la démocratie représentative : « La totalité du pouvoir étatique émane du peuple. Il s'effectue par lui directement et à travers les organes prévus dans cette Constitution. »⁷⁶²

« La réalisation de la démocratie directe est possible uniquement lorsque son souverain – le peuple – a la possibilité directe de dire quels sont les problèmes qu'il veut résoudre seul. »⁷⁶³

Pour le GERB, qui est au pouvoir entre 2009 et 2013, les initiatives populistes relèvent uniquement du type protestataire : On ne trouve pas d'exemple de tentative de limitation des droits politiques ou culturels des minorités ethniques et religieuses, comme c'est le cas de l'ATAKA. Mais les initiations n'auront pas d'impact direct : il s'agit soit d'une « théâtralisation » du travail du pouvoir exécutif à travers une hyper médiatisation de l'action du Ministère de l'Intérieur visant à faciliter la perception de la réalisation d'une justice immédiate, soit de projets de lois anti-démocratiques sanctionnés par l'UE.

Le GERB est à l'origine de projets qui accordent la priorité à l'ordre et à l'action du Ministère de l'Intérieur. Au début de son mandat en tant que parti gouvernemental, le GERB adopte une stratégie d'hyper médiatisation, voire même de « théâtralisation » des actions de la Police : chaque jour sont résumées les actions de la Police faisant partie de son travail de routine, qui auparavant n'étaient pas mis en exergue ; on cherche à donner l'impression qu'il s'agit d'une action plus résolue contre la criminalité, qui amènera un retour à l'ordre, et qu'une action immédiate est entreprise pour résoudre les problèmes sociaux. Ces actions sont présentées d'une manière accessible pour le public, ce qui réduit la distance entre les procédures complexes de décision et les effets immédiats attendus par le public ; elles sont présentées comme un cycle achevé, sans insister sur le rôle du système judiciaire dans le processus final de condamnation des coupables. Cela pourrait être considéré comme une reproduction du style de Boyko Borissov en tant que

⁷⁶² *Ibid.*

⁷⁶³ *Ibid.*

Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur au niveau de l'approche gouvernementale.

Les actions hyper médiatisées concernent le domaine de la criminalité organisée, des affaires de corruption, de la fraude fiscale. Des noms évocateurs provenant de la langue courante sont donnés à ces actions. Il s'agit d'actions telles que le Poulpe contre un groupe de criminels perpétrant des fraudes fiscales, des rackets, de la contrebande (février 2010). Un autre exemple qui pourrait être mis en avant est celui de l'action les Insolents (décembre 2009) visant un groupe de criminels organisant des prises d'otages contre rançon. Il s'agit également d'actions telles que *Dedesarite* (provenant de DDS, abréviation de TVA en bulgare) : ce mot évoque l'idée de fraudes fiscales liées à l'abus des demandes de remboursement par l'État (27 août 2010). On peut citer aussi les *Killers* (24 août 2010), les Escrocs (appropriation illégale d'investissements faits en Bulgarie par la société allemande Koller). L'hyper médiatisation de ce type d'actions portant des noms qui catalysent le ressentiment, cherchent à convaincre l'opinion qu'une lutte contre le pouvoir caché est mise en place.

Les tentatives de mise en pratique des idées populistes à travers des mesures réelles demeurent cependant peu nombreuses ; elles sont aussi stoppées en raison de la menace anti-démocratique qu'elles représentent. Dès sa montée au pouvoir le GERB a initié des réformes du système judiciaire : certaines de ces réformes seront par la suite sanctionnées par des organismes européens, comme par exemple le projet de Loi relatif à la confiscation en faveur de l'État de biens acquis illégalement. Celui-ci prévoyait la création d'une Commission d'Identification des biens acquis illégalement⁷⁶⁴ ayant la capacité de contrôler les biens de hauts fonctionnaires et d'hommes politiques et de demander la confiscation d'un bien même en l'absence de condamnation pénale. Dans le texte de la loi déposée par le Conseil des Ministres, celle-ci est présentée comme une lutte contre la « richesse inexplicable » favorisant le retour de la justice dans la société :

*« L'acquisition rapide de ces biens a donné la possibilité aux groupes criminels organisés d'empêcher le fonctionnement démocratique de la société et a eu une influence négative sur les différents milieux sociaux en imposant des pratiques corrompues qui ne correspondent pas aux principes de la suprématie de la loi. Ces biens sont vus par la société comme une « richesse inexplicable ».*⁷⁶⁵

⁷⁶⁴ Il s'agissait d'un changement du statut de la Commission d'Identification des Biens acquis comme résultat d'une action illégale à partir de l'année 2005.

⁷⁶⁵ Loi de confiscation des biens acquis illégalement « Zakon za otnemane na imushtestvoto pridobito po prestapen nachin ». Disponible sur : <http://parliament.bg/bills/41/102-01-34.pdf>, consulté le 10 octobre 2014.

Le projet a été stoppé initialement par la Commission Européenne pour la Démocratie et pour le Droit (La Commission de Venise) en raison des risques de violation de la Constitution bulgare et de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, et la création de la Commission n'a pas été autorisée avant l'introduction de garanties significatives à propos de sa conformité avec les principes de l'État de droit. Dans son avis intérimaire au sujet de cette création, du 12-13 mars 2010, la commission dit notamment :

*« Dans son libellé actuel, le projet de loi présente un certain nombre de lacunes et sa mise en œuvre pourrait porter atteinte aux droits fondamentaux garantis par la Constitution bulgare et par la Convention Européenne des Droits de l'Homme ».*⁷⁶⁶

En dépit de l'échec des tentatives d'adoption de lois remettant en cause le pouvoir des élites, la démocratie directe se renforce sous le gouvernement du GERB. En janvier 2013 est organisé le premier référendum depuis la chute du communisme : il n'est pas initié par le GERB, mais par le principal parti d'opposition (le BSP)⁷⁶⁷ ; instrumentalisé par la concurrence entre les partis politiques, il n'entend pas substituer aux institutions représentatives le vote direct du peuple.

Le peuple est invité à répondre à la question suivante : « La production de l'énergie nucléaire doit-elle être développée en Bulgarie par le biais de la construction d'une nouvelle centrale nucléaire ? ». La question ne fait pas référence à un projet précis, mais il s'agirait de construire une deuxième centrale nucléaire à Béléné. Ce projet, en partenariat avec la Russie, date des années 1980 ; sa réalisation a été stoppée pendant les années 1990. Il est revenu à l'ordre du jour sous Siméon de Saxe Cobourg-Gotha (2001-2005), puis sous le gouvernement de

⁷⁶⁶ Avis intérimaire sur le projet de loi relatif à la confiscation en faveur de l'État des biens acquis illégalement par la Bulgarie, adopté par la Commission de Venise lors de sa 82^{ème} session plénière (Venise, 12-13 mars 2010), disponible sur : [http://www.venice.coe.int/webforms/documents/?pdf=CDL-AD\(2010\)010-f](http://www.venice.coe.int/webforms/documents/?pdf=CDL-AD(2010)010-f), consulté le 10 octobre 2014.

⁷⁶⁷ Le BSP a notamment collecté 770 000 signatures de citoyens bulgares pour appuyer son organisation.

Sergei Stanishev (2005-2009) ; des démarches en vue de sa réalisation ont été également entreprises par le gouvernement Borissov. Toutefois, en mars 2012, le gouvernement du GERB renonce à la réalisation de ce projet, décision approuvée par le Parlement. Le rejet du projet est alors soutenu par les députés du parti au pouvoir : le GERB, mais également par les partis traditionnellement antirusse et pro-occidentaux, issus du front anticommuniste du début de la transition réunis sous le nom de Coalition bleue. Des forces traditionnellement pro-russes, notamment le Parti Socialiste Bulgare (BSP) et le parti extrémiste ATAKA, ont voté en faveur de la réalisation du projet.

Les résultats du référendum qui a eu lieu le 27 janvier 2013 sont les suivants : 60,6 % des personnes s'étant déplacées aux urnes ont voté « oui », tandis que 37,96 % ont répondu négativement à la question posée ; 1,4% des votes étaient invalides⁷⁶⁸. Pourtant l'appui populaire n'a pas été pris en considération pour l'avancement du projet en raison de l'exigence d'une participation supérieure à celle des dernières élections pour qu'une décision issue de référendum soit contraignante. Lors de ce premier référendum, le taux de participation s'élevait à 1 405 463 personnes, tandis qu'aux dernières élections législatives 4 345 450 individus s'étaient présentées aux urnes. Le projet retourne donc au Parlement pour un nouvel examen. Ceci a pour effet de limiter l'impact de la tentative d'un exercice direct de la souveraineté populaire et d'un remplacement du Parlement par le vote direct des citoyens.

Les initiatives législatives du GERB et d'ATAKA ont mis en avant deux éléments relatifs aux contraintes de réalisation des idées populistes, quand ces projets ne sont pas abandonnés comme c'est le cas chez le NDSV et le BBB : le danger anti-démocratique que des projets de lois se réclamant du populisme peuvent représenter ; le rôle des instances européennes de contrôle dans la préservation des « *check and balances* » démocratiques qui parviennent à empêcher des dérives anti-démocratiques.

⁷⁶⁸ Source: Commission centrale électorale: <http://results.cik.bg/referendum/rezultati/index.html>, consulté le 8 août 2014.

Cette Section 1 a mis en avant les difficultés de réalisation des programmes populistes : D'une part, la circulation des élites souhaitée par l'opinion ne peut pas être réalisée; même en assurant un renouveau initial des élus, les partis populistes ne parviennent pas à satisfaire les revendications de l'opinion sur ce sujet en raison de la professionnalisation de leurs élus et de leur discrédit une fois accédés au pouvoir. D'autre part, les partis populistes ne parviennent pas à transformer les idées populistes en actions à travers des politiques publiques : soit les promesses électorales sont abandonnées par les partis populistes, soit elle sont stoppées en raison de leur nature anti-démocratique.

Section 2: D'une société anomique à une société anarchique

L'imprégnation de la société par les idées populistes et l'incapacité des partis de les mettre en pratique produisent un renforcement des causes qui ont suscité l'apparition du phénomène populiste. Au lieu de réaliser une refondation du lien politique, ils produisent une dissolution du lien social. Cela se traduit dans la Bulgarie postcommuniste par l'apparition de phénomènes nouveaux qui se manifestent d'une manière de plus en plus forte à partir de 2011, soit une décennie après la dérive protestataire de 2001 : on assiste à l'organisation de protestations massives qui dénoncent le système politique, en reprenant l'essence des messages populistes. Pourtant, à la différence des manifestations populistes, on observe un rejet du *leadership* charismatique, typique des populismes. Dans une perspective longue, ceci pose des problèmes profonds de canalisation et d'agrégation des revendications populaires en raison de l'effondrement de la confiance dans le système politique et du rejet des formes institutionnalisées de l'action politique. Nous aborderons dans un premier temps la reprise des schèmes populistes comme messages collectifs (§ 1); puis dans un second temps le blocage du système politique qui apparaît au bout de vingt ans d'implantation des populismes sur la scène politique bulgare (§ 2).

§ 1 Les schèmes populistes comme messages collectifs

L'imprégnation de la société par les idées populistes et le rejet de la médiation de la contestation populaire par les partis populistes se traduisent par l'éclatement de protestations populaires qui mûrissent au cours de la période 2011-2013 (I). Ces contestations reprennent les idées populistes en tant que messages collectifs (II).

I La maturation des mobilisations sociales (2011-2013)

Le mécontentement social exprimé contre la classe politique, qui avait été canalisé notamment par les partis populistes, commence à être exprimé aussi à travers des mobilisations sociales. Néanmoins, les protestations antisystème portent des traits distinctifs par rapport aux mobilisations populistes, ce qui montre l'aggravation de la crise de légitimité que subit le système politique. Le populisme se caractérise par l'expression d'un désir de transformation profonde du système par l'intermédiaire de partis protestataires : les mobilisations sociales rejettent au contraire le parrainage de n'importe quel parti politique ; ce rejet de la médiation du pouvoir va jusqu'à un rejet de nouvelles formes de *leadership* au sein des rangs des manifestants. Ainsi, même la désignation de porte-paroles devient illégitime aux yeux des citoyens révoltés. Tant comme le soulignent Daniel Smilov et Lea Voynova à propos des protestes de 2013 : « *On n'est pas à la recherche d'un nouveau Boyko Borissov ou d'un nouveau roi, qui pourrait symboliser les protestes. On cherche un nouveau moyen d'organisation de l'espace politique* »⁷⁶⁹. Tatyana Burudjieva parle même d'un rejet général des partis politiques et des politiciens professionnels. D'après elle, le message des protestants est que la vie politique bulgare pourrait être organisée « *sans des partis politiques et des politiciens* »⁷⁷⁰.

Ces mobilisations sociales se développent au cours de la période 2011-2013 : on observe l'organisation de mobilisations cycliques autour d'enjeux d'ordre

⁷⁶⁹ Smilov, D., Voynova, L. (2013). *Le Proteste, analyses et positions dans la presse bulgare - été 2013* « *Protestat, analizi i pozicii v bulgarskata presa - lyato 2013* ». Sofia: Iztok-Zapad.

⁷⁷⁰ Disponible sur : http://clubz.bg/9699-skoro_shte_ima_protesti_predvijda_haralan_aleksandrov, consulté le 11 Juillet 2015.

socio-économique et également, quoique de manière non récurrente, l'éclatement de mobilisations sur une base à la fois ethnique et anti-élite. Par la suite, les messages collectifs de protestation commencent à accumuler une liste de problèmes de plus en plus longue et formulent des revendications anti-élitistes et anti-systémiques. D'après Evgueni Daynov dès le début, il s'agit des protestes de nature civique : « *Il s'agit d'une proteste civique. Il a débuté contre des enjeux écologiques, mais a vite évolué vers ce que l'Etat utilise ses droits pour servir personnellement aux certains de ses amis, et non pas aux citoyens. C'est une proteste contre le fait que notre Etat est devenu un cartel* »⁷⁷¹. Ceci est une évolution importante au regard de l'incivilité qui marque la société bulgare depuis la chute du communisme. Tant comme le souligne Nadège Ragaru, la Bulgarie « *tente de redéfinir la façon dont elle veut faire de la politique, pour changer l'art de gouverner* »⁷⁷². Le sociologue Peter-Emil Mitev parle même de la production d'une « *situation révolutionnaire* »⁷⁷³.

En 2011, apparaissent une série de mobilisations sociales contre la hausse des prix du carburant, contre la réforme de la Société des Chemins de Fer Bulgare (BDZ), ou encore contre les permis de recherche de gaz de schiste. Les mesures du gouvernement face à la crise économique mais aussi le montant des subventions aux agriculteurs sont également remis en cause. L'année 2011 est aussi marquée par des mobilisations identitaires focalisées contre la minorité des Roms. La mort d'Angel Petrov, âgé de 19 ans, dans la ville de Katunitza située au sud de la Bulgarie, joue un rôle déclencheur dans ces mobilisations : le 23 septembre il est renversé par un véhicule conduit par des proches du chef régional informel des Roms, Kiril Rashkov, plus connu localement sous le pseudonyme de Roi Kiro et soupçonné par la justice de contrebande et de financement occulte de partis politiques ; cela provoque une mobilisation contre la figure du « roi » des Roms perçu comme le représentant d'élites intouchables et, de surcroît, issu de cette minorité traditionnellement dotée d'une image négative dans la conscience collective bulgare.

Le processus progresse au cours de l'année 2012. C'est également une année de mouvements sociaux contre les politiques gouvernementales et contre des structures censées jouer un rôle de contre-pouvoir dans la société : les médias. On constate alors de nouveau un transfert d'idées de nature populiste, de rejet de toutes sortes d'élites ou bien des instances qui légitiment et participent à l'imposition de nouvelles élites au sein des médias. Parmi les enjeux de 2012, signalons les protestations à l'encontre de la ratification du projet de loi visant à réguler Internet, ACTA (janvier 2012). Il y a aussi d'importantes mobilisations portant sur des enjeux écologiques : au début de l'année, des milliers de Bulgares

⁷⁷¹ Daynov, E., Il commence un changement profond dans la société «V obshtestvoto zapochva golyama promyana », disponible sur: <http://bnr.bg/post/100049749/evgenii-dainov-v-obshtestvoto-zapochva-golyama-promyana>, consulté le 11 Juillet 2015.

⁷⁷² La démocratie passe (aussi) par la rue, Le Mirroir, 15 Mai 2014, disponible sur: <http://www.miroir-mag.fr/59741-la-democratie-passe-aussi-par-la-rue/>, consulté le 11 juillet 2015.

⁷⁷³ Mitev, P-E., On renversera le Cabinet ? « Shte svalim kabineta ? », in Smilov, D., Voynova, L., *Op. cit.*, p. 428.

s'organisent pour protester contre l'autorisation de l'extraction du gaz de schiste par fracturation hydraulique. Les protestations de juillet qui débutent par des manifestations concernant les enjeux écologiques avant de s'orienter contre le traitement des protestations dans les médias, sont plus symptomatiques de la transformation des messages populistes en messages collectifs formulés dans le cadre de mobilisations sociales. Le problème est posé en particulier par la couverture assurée par la principale chaîne de télévision privée, la BTV : la raison réside dans un conflit d'intérêts au sein de la direction qui a influencé le mode de présentation du problème ; cela aboutit à des manifestations contre la fusion des intérêts publics et privés dans les groupes d'intérêt oligarchiques. Ces derniers sont critiqués du fait de l'instrumentalisation des institutions publiques et des médias à leur profit.

Ce processus de réveil de la société civile et de reprise des messages anti-élitistes par la rue se développe plus clairement en 2013. Des protestations massives débutent dès janvier 2013 : elles apparaissent comme une conséquence de la dégradation de la situation économique, le facteur déclenchant ayant été la hausse des factures d'électricité ; elles soulèvent des questions plus générales concernant les liens qu'entretiennent les milieux politiques et économiques. La crise politique et sociale, qui en résulte n'est pas localisée uniquement dans la capitale Sofia mais se développe dans tout le pays. Elle ne vise pas uniquement le renversement du gouvernement en place, mais rejette aussi les partis politiques en tant que tels en dénonçant leurs liens avec les milieux économiques et certains médias, ainsi que les pouvoirs politiques locaux dans plusieurs villes, ce qui marque le rejet du système politique tout entier. Il ne s'agit pas d'une demande de remplacement d'un parti dirigeant par un autre parti. La situation qui se produit est de nature quasi-révolutionnaire, puisqu'elle comporte certaines revendications anarchiques, en raison du rejet de la médiation du pouvoir par les partis politiques existants et de l'incapacité de structuration d'un ou de plusieurs acteur(s) politiques nouveaux.

Les protestations aboutissent à une instabilité politique qui provoque la démission de gouvernement du GERB (février 2013), mais qui est également à l'origine de mobilisations continues contre le gouvernement formé autour du BSP, constitué à partir d'une coalition contre nature entre le BSP et le DPS avec le support parlementaire d'ATAKA.

Des manifestations éclatent le 28 janvier dans les villes de Sandanski et de Blagoevgrad au sud de la Bulgarie. Le message principal formulé par les citoyens est le rejet des monopoles des sociétés en charge de la redistribution de l'électricité (notamment les sociétés Cez, EVN, Energo-pro) : celles-ci sont désignées comme responsables de factures démesurées. A travers une mobilisation rapide sur les réseaux sociaux, le 10 février des manifestations ont lieu dans la plupart des grandes villes : dans la capitale Sofia, mais aussi à Plovdiv, Veliko, Tarnovo, Rousse, Montana, Dobritch, Blagoevgrad. Durant les jours suivants, la vague de protestations augmente et la nature des revendications évolue de

manière significative. En plus du refus des monopoles, les manifestants commencent à formuler des revendications antisystème. Le 17 février, 35 villes bulgares sont déjà associées aux mouvements : Plovdiv, Varna, Burgas, Ruse, Veliko Tarnovo, Shumen, Blagoevgrad, Sandanski, Samokov, Lovech, Vratsa, Vidin, Sliven, Pazardzhik, Silistra, Yambol, Gotse Delchev, Kardzhali, Pernik, Petrich, Kyustendil etc. La situation explose les 19 et 20 février, ce qui provoque la démission du gouvernement minoritaire du GERB. Le 19 février, le Parlement est encerclé par les manifestants et des altercations importantes éclatent avec la Police. Le 20 février au matin, l'un des leaders informels du mouvement de la ville de Varna, Plamen Georgiev, bouleverse le pays en s'immolant par le feu afin d'obtenir la démission du maire de Varna (ville située au bord de la mer Noire, une des villes les plus envahies par des structures de type mafieux), Kiril Yordanov, ainsi que le retrait de l'oligarchie de la gouvernance de la ville. Il se sacrifie afin de protester non seulement contre le maire, mais aussi contre l'ensemble de la classe politique. Ses motifs prouvent le caractère antisystème des mobilisations qui visent toutes sortes de pouvoirs, y compris les pouvoirs locaux et leur interaction avec des forces politico-économiques. La conséquence est que les mobilisations se radicalisent et la pression sur le gouvernement s'accroît. Le même jour, Boyko Borissov démissionne de son poste de Premier Ministre.

À l'issue des élections anticipées de 2013, lorsqu'un nouveau gouvernement est formé avec le soutien parlementaire du BSP, d'ATAKA et du DPS, présidé par l'ancien ministre des Finances dans le gouvernement de centre-gauche (au pouvoir de 2005 à 2009), Plamen Oresharski, la légitimité de cette majorité contre-nature est de nouveau contestée. Tout de suite après la constitution de ce gouvernement, de nouvelles manifestations éclatent. Cette fois, le facteur déclencheur est la nomination d'une des personnalités symboliques des structures oligarchiques, Delyan Peevski (propriétaire d'un groupe médiatique proche du DPS), à la tête de l'Agence nationale de Sécurité nationale. Cette décision engendre une réaction massive : le 14 juin, à quelques heures de son annonce, plus de 10 000 personnes se rassemblent pour protester devant le bâtiment du Conseil des ministres. En raison de la pression, Delyan Peevski dépose sa démission le même jour. Pourtant, le mécontentement social à l'encontre du gouvernement et de la domination des cercles oligarchiques à travers lui ne cesse pas jusqu'à la fin de l'année. Le Parlement est occupé en permanence ; et l'une des actions phares est également l'occupation de l'Université de Sofia. Cette évolution démontre le caractère massif des mouvements et leur impact sur une multitude de groupes sociaux, y compris les étudiants et certains représentants des élites intellectuelles. En dépit de la pression constante, le gouvernement Oresharski résiste jusqu'aux élections européennes de mai 2014. Cette résistance dénoncée a surtout renforcé le critique de la classe politique, contribuant à son tour au renforcement de la défiance envers les représentants politiques et les institutions démocratiques.

II Des messages collectifs de protestation

Le corpus des messages de meetings que nous avons collectés démontre que les revendications sociales qu'ils contiennent sont similaires à celles des acteurs politiques populistes. Pourtant, leur forme est différente car il s'agit de messages dits collectifs, tandis que dans le cas des populismes, le leader formule seul un discours au nom de « ce que le peuple veut dire ». Tels sont notamment les messages qui visent une réforme générale du système : « *Le problème ce n'est pas les personnes, mais le système* », ainsi que « *People against mafia* », « *État de voleurs en costumes* », « *il faut balayer les voleurs de Bulgarie* », « *faillite de la*

mutrocratie » (du substantif bulgare *mutra* qui signifie *gueule*), « *a system faild, old softwere, v. 13 07 1991, you need upgrade* », « *oligarchie non-autorisée* ».

Des messages préconisant une démocratie présumée directe, abolissant le rôle des partis dans le domaine politique ainsi que les monopoles en économie, sont aussi présents. Ce sont notamment des revendications tels que « *sans partis et sans monopoles* », ainsi que des slogans qui vont jusqu'à suggérer l'idée qu'une révolution est en train de se produire, tels que « *révolution populaire massive* »; « *il faut chasser l'oligarchie du pouvoir* » ; « *les citoyens répondent à l'attaque* ».

Parmi les messages l'on retrouve aussi des revendications de changement des élites, ce qui est l'une des idées phares des populismes. Il s'agit de slogans comme : « *Dehors, l'on ne supporte plus de vous supporter* »; « *Ils sont toujours les mêmes* »; aussi bien que d'autres qui visent un changement dans le comportement des élites : « *Arrêtez de voler* ». Des messages entendant dévoiler la dépendance des institutions représentatives, ainsi que des médias, vis-à-vis d'un oligarque comme par exemple Ceko Minev, propriétaire de « *First Investment Bank* » et qui a aussi des intérêts dans le domaine du tourisme : « *Gouvernement+Parlement+Médias = serviteurs de Ceko* ».

L'on retrouve aussi des messages plus concrets qui revendiquent un changement de la coalition entre le BSP et le DPS, soutenue par l'ATAKA comme par exemple : « *démission de la coalition salie* ». Il existe également des messages qui dénoncent des partis de tous bords, y compris le GERB et l'ATAKA qui avaient été élus notamment en tant que partis dénonçant eux aussi l'ensemble des partis existants. Le Parlement bulgare est même comparé par les protestataires à une « *maison de porc* » : « *Il faut débarrasser la maison des porcs : GERB, DPS, BSP, ATAKA* ».

Ces protestations sont considérées comme une révolte réclamant une refondation de la Bulgarie, dont le caractère « révolutionnaire » progresse au sein des populismes protestataires présents depuis le début des années 1990 :

« Aujourd'hui nous avons créé une nouvelle Bulgarie :

Parlement Bulgare,

Politique Bulgare,

Police Bulgare,

Culture Bulgare »

§ 2 Le blocage du système politique

Les résultats de l'approfondissement de la crise de confiance dans le système politique apparaissent à partir de l'année 2013. On observe alors un rejet des mécanismes de représentation politique (I) ainsi que l'apparition d'une génération de nouveaux partis politiques mobilisant eux aussi un discours de type populiste (II).

I Le rejet de la représentation politique

La Bulgarie est entrée dans une période d'instabilité politique qui s'est traduite par l'incapacité de formation d'une majorité stable et le rejet des mécanismes de représentation politique qui se traduisent par l'enregistrement des plus hauts niveaux d'abstentionnisme depuis le retour de la démocratie.

Un indicateur à propos de l'incapacité du système de désigner un gouvernement stable est la succession de quatre gouvernements pour la période 2013-2014 et l'organisation de deux élections législatives anticipées (en mai 2013 et octobre 2014). D'après Antony Galabov « *le système politique tel quel il existait est déjà en faillite* », d'après lui la raison de cela réside notamment dans le fait que « *il n'y a pas une compréhension efficace que l'objectif des partis politiques est de représenter les intérêts des citoyens* »⁷⁷⁴. Anna Krasteva parle même d'une instabilité de longue durée : « *Il nous attend une longue période de mandats*

⁷⁷⁴ Galabov, A. Les protestes ne conduisent obligatoirement vers l'instabilité, la silence et le manque de gouvernance sont plus dangereux « *Protestite ne vodiat zadaljitelno do nestabilnost, po-strashno e malchanieto i lipsata na upravlenie* », disponible sur: <http://www.focus-news.net/opinion/2014/10/29/30527/dots-antony-galabov-politolog-protestite-ne-vodyat-zadalzhitelno-do-destabilnost-po-strashno-e-malchanieto-i-lipsata-na-upravlenie.html>, consulté le 11 juillet 2015.

inachevés. Les liens entre la politique et l'oligarchie se sont développés pendant 23 ans, il ne peuvent pas être coupés en 2-3 mois, ni en 2-3 ans »⁷⁷⁵.

L'approfondissement de la crise de la médiation partisane, qui était l'un des facteurs ayant suscité l'apparition des populismes, se manifeste aussi par la méfiance envers des chefs de gouvernement partisans. Des Premiers - Ministres ayant un profil extra – partisan commencent à être désignés, obtenant une légitimité pour une période courte afin d'assurer une stabilité relative dans le contexte de rejet des politiciens professionnels et des partis politiques.

Suite à la pression populaire qui aboutit à la démission du gouvernement Borissov en février 2013, se succèdent le gouvernement technique de l'ancien ambassadeur de Bulgarie à Paris Marin Raykov (mars – mai 2013); le gouvernement de l'ancien ministre des finances dans le gouvernement de la coalition tripartite (BSP, NDSV, DPS, au pouvoir de 2005 à 2009) Plamen Oresharski soutenu par le BSP, le DPS et l'ATAKA (mai 2013 – juillet 2014) ; le gouvernement technique du professeur de droit constitutionnel Georgi Bliznashki (juillet – octobre 2014).

La pression populaire exprimée par les protestations massives, montre que les consultations électorales ne sont plus considérées comme un mécanisme légitime de représentation politique. Cette méfiance s'exprime par une hausse de l'abstentionnisme. Les élections anticipées de mai 2013 et d'octobre 2014 n'ont pas permis de traduire le désir de refondation du lien politique dans le cadre des organes de la démocratie représentative et la constitution d'une majorité stable. En dépit de la pression citoyenne pour la démission des gouvernements de Boyko Borissov (2009-2013) et Plamen Oresharski (2013-2014) les élections anticipées de 2013 et 2014 ont été marquées par une hausse de l'abstentionnisme: 51,33% du corps électoral s'est rendu aux urnes en mai 2013 et 48,66 % en octobre ; ce qui constitue même une diminution de la participation électorale qui s'élevait à 66% aux élections législatives de 2001, 55,7% en 2005 et 60% en 2009. La hausse de l'abstentionnisme montre l'approfondissement de la crise de confiance dans le système politique. Celle-ci est renforcée par la diffusion large des populismes et la banalisation rapide des partis populistes qui étaient apparus comme réaction au dysfonctionnement du système représentatif.

⁷⁷⁵ **Krasteva, A.** Il arrive une période longue de mandats inachevés « Idva dalag period na nepalni mandati », Frognews, 25/07/2013, disponible sur : http://frognews.bg/news_56967/Anna-Krasteva-Idva-dalag-period-na-nepalni-mandati/, consulté le 12 juillet 2015.

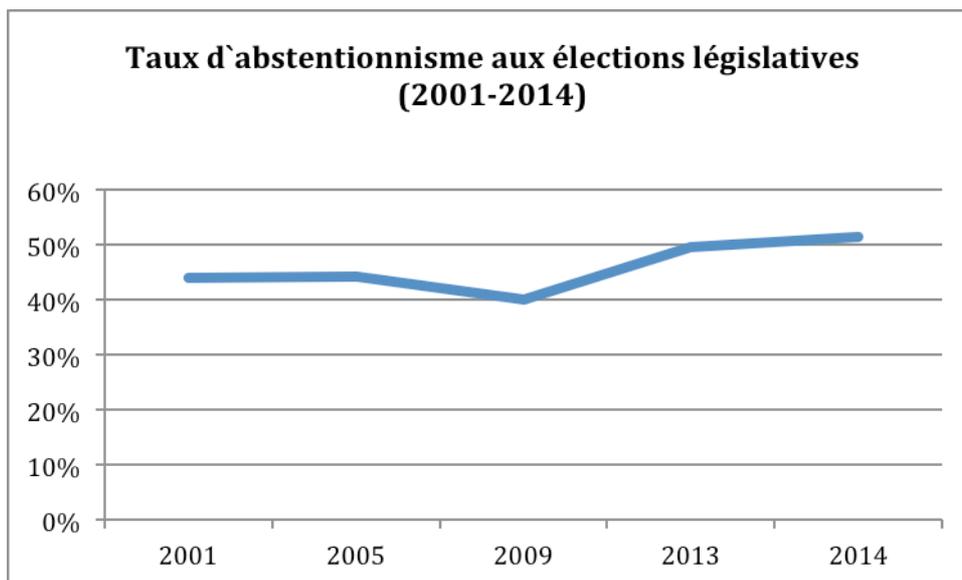


Figure 91 Taux d'abstentionnisme aux élections législatives (2001-2014)

II Le renouveau des acteurs populistes

Dans un contexte de blocage du système politique, le populisme apparaît comme un socle idéologique sur lequel les acteurs politiques nouveaux sont tenus s'aligner. Cette tendance confirme le phénomène d'institutionnalisation du discours populiste au sein du champ politique bulgare, qui pourtant ne coïncide pas avec l'institutionnalisation des partis qui le formulent : l'interchangeabilité des partis populistes se double d'une permanence du discours populiste.

Cette tendance se manifeste à travers l'imposition des partis comme La Bulgarie sans censure, et le « Front Patriotique ». Aux élections législatives anticipées de 2014 « La Bulgarie sans censure » présidé par le journaliste Nikolai Barekov obtient 5,69 % des votes, et le « Front Patriotique » formé par le Front National de Sauvetage de la Bulgarie en coalition avec le petit parti nationaliste VMRO, obtient 7,28 % des suffrages. Ces deux derniers groupes parlementaires reprennent eux aussi une idéologie dominée par des messages populistes.

Le système politique est aussi imprégné d'un populisme qui est dans le même temps désillusionné et contesté par des mobilisations sociales formulant des appels classables dans le même registre entant que des messages collectifs : Les partis populistes ne se sont pas montrés capables de réaliser la transformation profonde qu'ils revendiquent ; les mobilisations sociales renoncent à toute sorte de

leadership qui pourrait amener à une canalisation des revendications populaires dans les limites d'un système représentatif légitime.

Les mobilisations sociales et les dysfonctionnements du système politique ont provoqué la diffusion des messages populistes, dans une forme quasi-révolutionnaire. Ces mobilisations témoignent d'un rejet de la légitimité des partis dits populistes à partir d'idées issues du populisme anti-élite et anti-institutionnel. Elles montrent aussi qu'aux yeux des citoyens les partis populistes sont confondus avec le reste de la classe politique ; et leur incapacité à canaliser des revendications anti-élitistes est elle aussi dénoncée.

En somme, les manifestations populistes ont contribué à l'approfondissement des causes qui les avaient générées : suscitées par une crise du lien politique, elles ont eu pour effet une radicalisation de la crise de confiance envers les élites politiques et les partis. La société bulgare s'est transformée d'une société aux traits anormaux vers une société aux traits anarchiques.

Conclusion du Chapitre 2 :

Le Chapitre 2 s'est attaché aux effets des populismes. Nous avons tout d'abord montré que les populismes ne parviennent pas à réaliser le renouvellement permanent des élites revendiqué par l'opinion et à mettre en œuvre les idées populistes à travers des politiques publiques spécifiques. Nous avons également mis en avant le fait que l'un des effets essentiels des populismes était le renforcement des causes qui étaient à l'origine de leur apparition : en raison de la non-réalisation des idées populistes par les partis populistes, il se produit un effet inverse qui aggrave la crise de légitimité du système politique. Cette crise a pour conséquence une désagrégation sociale, qui renforce les difficultés de canalisation des aspirations populaires.

Conclusion de la Troisième partie :

La Troisième partie a montré que les partis formés autour des leaders mobilisant un discours populiste ne parvenaient pas à s'institutionnaliser

durablement. Ils se structurent comme des organisations éphémères autour d'un leader providentiel qui est irremplaçable. Ils s'organisent comme des partis clientélistes du point de vue du personnel politique et comme des partis d'électeurs incapables de rassembler un électorat stable.

Les populismes ne parviennent pas à réaliser la refondation sociale qu'ils promettent. Ils n'assurent pas le renouvellement des élites revendiqué par l'opinion, ni même la transformation des idées populistes en actions à travers des politiques publiques spécifiques : le personnel politique populiste est discrédité dès son accès au pouvoir ; et les politiques publiques initiées sont, soit abandonnées par les partis une fois élus, soit stoppées en raison des risques anti-démocratiques qu'elles comportent.

Pourtant, les idées populistes s'enracinent dans la société et sont à l'origine d'un renforcement des causes qui avait suscité l'apparition de ce phénomène sur la scène politique bulgare. Ainsi apparaît un approfondissement de la crise de légitimité du système politique et une radicalisation de l'anti-élitisme. Il en résulte une transformation de la société bulgare qui, de société anémique, devient une société aux traits anarchiques.

Conclusion générale

Dans le cadre de cette thèse nous avons analysé les causes de l'apparition, la nature des discours populistes, les modes d'institutionnalisation et les effets sociaux produits par les populismes bulgares pendant une période de plus de vingt ans : de 1992 à 2013.

Ils se manifestent au cours d'une période de mutation profonde à plusieurs niveaux : politique, économique, social et identitaire. Ils sont une conséquence de la transition politique, économique, sociale et culturelle qui se produit en tant que résultat des processus de la transition postcommuniste, de mondialisation et d'adhésion du pays à l'UE. La transition postcommuniste a engendré des transformations significatives de la stratification sociale, en ce qui concerne la constitution des élites et la légitimité des institutions. Sur le plan identitaire sont également apparues des transformations importantes suscitées par la libéralisation de l'expression des identités collectives des minorités ethniques et religieuses. Elles coïncident avec des processus complexes liés à la crise démographique qui est devenue de plus en plus profonde, à l'émigration massive et l'inscription de la Bulgarie dans un nouveau contexte au cours de son intégration accélérée à l'échelle européenne et mondiale.

Ces processus ont débouché sur la délégitimation du pouvoir et favorisé l'apparition de leaders charismatiques en tant qu'alternative à l'inefficacité institutionnelle : George Ganchev, Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, Volen Siderov et Boyko Borissov. Tout en s'appuyant sur un charisme de nature différente, charisme de « prestige » (dans le cas de George Ganchev), de « Sauveur » (dans le cas de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha), de « rupture » (dans le cas de Volen

Siderov) et de « héros » (dans le cas de Boyko Borissov), ces quatre leaders ont mobilisé à des degrés différents un discours de nature populiste.

Le discours populiste en Bulgarie a été étudié à partir de ces quatre leaders, en tenant compte de sa diffusion dans le reste du champ partisan. En utilisant une méthodologie basée sur l'analyse de contenu du discours politique, nous avons développé une grille d'analyse des populismes basée sur un comptage des énoncés classables dans les trois sous-catégories qui composent le discours populiste (l'image du peuple, l'image des ennemis, et la vision d'avenir). Elle a permis d'identifier à quel degré le discours d'un leader est empreint de ces caractéristiques. Cette approche a conduit à analyser aussi la structure du discours des leaders en distinguant trois types de discours à la base de la prédominance des trois types d'énoncés populistes : un discours pouvant être qualifié de discours de rejet (en raison de la prédominance des énoncés consacrés à l'image de l'ennemi) ; un discours complaisant (du fait de la prédominance des énoncés consacrés à l'image du peuple), un type de discours futuriste (à cause de la prédominance des énoncés consacrés à l'image de l'avenir). L'analyse des énoncés populistes que l'on retrouve dans les discours des leaders a permis d'analyser également leur inscription dans les catégories du discours protestataire et identitaire afin d'examiner le processus d'inscription des sujets anti-élitistes et ceux de nature ethno-populiste et national-populiste dans le discours des leaders, ainsi que dans le champ politique en général.

A la base d'un décompte des énoncés populistes présents dans le camp partisan, ainsi que de leur nature et de leur contenu, nous avons constaté que le discours antiélitiste gagne du terrain en se radicalisant lors de deux phases distinctes qui aboutissent à son adoption comme grille d'analyse dominante de lecture des rapports sociaux. Parallèlement, le populisme identitaire apparaît comme une thématique secondaire liée à la recherche d'un bouc émissaire et d'une causalité externe des problèmes d'ordre politique et économique : ce type de discours ajoute à l'instabilité générée par l'antiélitisme profond une remise en cause des droits politiques, culturels et religieux des minorités ; certaines de ces facettes incriminent également l'interaction de la Bulgarie avec l'étranger et son

inscription dans les organisations supranationales, poussant le pays vers un repli sur soi et un enfermement dans le cadre national.

Les phases que nous nous avons discerné sont les suivantes: une 1ère phase (1992 - 2005), caractérisée par un populisme d'intensité « faible »; une 2ème phase (2005 - 2013), caractérisée par un populisme de type « intense », au cours de laquelle on constate une large diffusion du discours populiste dans le reste du champ partisan. A la base d'une analyse des types de leaders qui ont recours à ce type de discours, ainsi que de l'intensité relative et de la typologie des énoncés populistes qu'on retrouve dans leurs discours nous avons souligné que les phases différentes correspondent à différentes étapes de l'évolution du populisme.

Nous avons montré également, qu'en dépit de l'imposition des idées populistes en tant que grille d'analyse des processus politico-économiques faisant l'objet d'un large consensus, les partis formés autour des leaders qui les mobilisent ne parviennent pas à s'institutionnaliser durablement. Le BBB, le NDSV, l'ATAKA et le GERB font partie d'une nouvelle génération de partis qui opèrent un mélange d'idées de droite et de gauche au niveau programmatique. Les partis populistes ont aussi une structure distincte par rapport aux principaux partis du début de la transition (le BSP et le SDS) : partis politiques créés autour d'un leader providentiel, ils sont formés pour l'essentiel par des clientèles personnelles des leaders et leurs collaborateurs les plus proches et ne parviennent pas à s'enraciner ni à stabiliser un électorat. L'accès au pouvoir et le remplacement fonctionnel qui s'opère entre ces partis en vue de canaliser le vote protestataire contribuent à leur déstabilisation.

Nous avons également étudié les effets sociaux produits par la diffusion massive des discours populistes et l'apparition de nouveaux partis attirant un vote populaire sur la base de ce discours, produisant un approfondissement des causes qui étaient à l'origine de l'apparition des partis populistes. Les partis populistes ne parviennent pas à produire le changement social profond dont ils parlent ni en termes de renouvellement du personnel politique, ni en termes de politiques publiques. Même s'ils sont à l'origine d'un renouvellement initial du personnel

politique, ils n'en sont pas moins rapidement discrédités aux yeux des citoyens en raison de leurs liens avec les anciennes élites et de leur accès aux postes de pouvoir. Ils ne réussissent pas non plus à mettre en pratique des politiques satisfaisantes des revendications sociales radicalisées, qui sont soit abandonnées, soit stoppées en raison de la menace anti-démocratique qu'ils représentent.

En raison de l'imprégnation de la société par les idées populistes à travers le discours et de l'impossibilité pour les partis de leur donner une suite en termes d'action réelle, ils produisent un effet inverse de désintégration sociale. Elle se manifeste aussi bien au niveau du rejet de la médiation du pouvoir et de l'agrégation des intérêts sociaux à travers des partis politiques que par la désintégration identitaire de la nation bulgare. Le résultat est que l'on observe la transformation de la société bulgare qui, de société anomique pendant la période de la percée des populismes, devient une société au sein de laquelle s'observent des traits anarchiques au bout de vingt ans de manifestation du phénomène.

A l'issue de cette recherche les questions qui émergent s'inscrivent dans deux axes de nature interne et externe : quel est l'impact de cette montée des populismes sur l'évolution de la Bulgarie au niveau culturel, politique et social ? Quelle est la spécificité des populismes bulgares dans le contexte d'une large diffusion de ce phénomène aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest du continent européen et en dehors de ses limites ?

Quant à l'impact des populismes sur une perspective longue, il a au moins deux aspects : politique et identitaire. En ce qui concerne l'aspect politique, la nature du lien politique qui va se construire après une crise de confiance à l'égard des institutions de la démocratie représentative qui va jusqu'au point d'un risque d'effondrement de l'ordre social mériterait d'être observée. Sur le plan identitaire, la politisation des identités posera aussi des problèmes qui perdureront pour ce qui est de la cohésion interne de la nation.

Concernant l'inscription du cas bulgare dans une optique comparative, deux spécificités bulgares cristallisent:

Premièrement, l'impossible stabilisation des partis populistes bulgares, ce même en tant que partis d'opposition à vocation tribunitienne, pourrait être considérée comme une spécificité par rapport à certains exemples populistes Ouest Européens. La comparaison entre des partis tels que le Front National en France, l'ATAKA et le BBB en Bulgarie, met en relief cette distinction. A la différence de ceux bulgares, le FN en France est parvenu à s'institutionnaliser au sein du système des partis comme un parti antisystème pendant plus que trois décennies. Ainsi que le souligne Pascal Perronneau en 2011 : « *Grâce au FN, l'extrême droite est sortie, en 1984, de la marginalité et de l'anonymat et elle n'a toujours pas, vingt-six années plus tard, quitté la scène politique.* ».⁷⁷⁶

Deuxièmement, le fait que les populismes bulgares n'aient pas d'impact réel sur l'action politique est une originalité bulgare par rapport à certains cas d'Europe Centrale et d'Europe du Sud-Est : ceux de la Hongrie et de la Grèce. Sur le terrain hongrois, en guise de résultat de la politique menée par le parti FIDESZ, on observe une dérive anti-libérale. Les réformes initiées par le gouvernement de Victor Orban ont introduit des mesures dangereuses pour les principes démocratiques telles qu'une remise en cause de l'Indépendance du système judiciaire, de l'Indépendance de la Banque Nationale, ainsi que de la défense des droits des minorités. Comme le souligne Antonella Capelle-Pogacean : « *Alors qu'entre en vigueur une nouvelle Constitution le 1er janvier 2012, des réformes législatives – plus de 350 lois votées en 18 mois – étendent les pouvoirs d'un Etat contrôlé par le FIDESZ et facilitent l'hypercentralisation des décisions et des ressources entre les mains d'un Premier Ministre, Viktor Orban, volontiers messianique.* »⁷⁷⁷. En Grèce, on observe également des tentatives de réalisation des promesses populistes suite à la montée au pouvoir du populisme de gauche grâce à la victoire de la Coalition de la gauche radicale SYRIZA en janvier 2015. Pour satisfaire les revendications du peuple,

⁷⁷⁶ Perrineau, P., (2011). *L'extrême droite en France. Le retour du Front National*. Proceedings from LES EXTRÊMES DROITES EN EUROPE : LE RETOUR, p. 5.

⁷⁷⁷ Capelle-Pogacean, A., Triste Hongrie au miroir de l'Europe, Le Monde, 12 janvier 2012.

le gouvernement d'Alexis Tsipras a notamment menacé la stabilité financière de la Grèce en s'opposant aux mesures d'austérité imposées par l'UE et le FMI.

Par contraste, en Bulgarie au cours de la période étudiée, l'impact des populismes se situe surtout au niveau des représentations sociales sans passer par les stades d'institutionnalisation durable des partis ou de réalisation des politiques publiques populistes.

Bibliographie

I. Généralités et cadre méthodologique

Ouvrages :

- Anderson, B.** (1996). *L'imaginaire national*. Paris : Editions de la Découverte.
- Angenot, M.** (2008). *Dialogues de sourds. Traité de rhétorique antilogique*. Paris : Mille et une nuits.
- Bardin, L.** (2003). *L'analyse de contenu*. Paris : PUF.
- Barthes, R.** (1957). *Mythologies*. Paris : Edition du Seuil.
- Bonafous, S. Temmaret, M.** (dir de). (1997). *Analyse du discours et sciences humaines et sociales*. Paris : Editions Ophrys.
- Bourdieu, P.** (2011). *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris : Fayard
- Boyer, H.** (dir.), *Stéréotypage, stéréotypes : fonctionnements ordinaires et mises en scène*. Paris : L'Harmattan.
- Braud, P.** (1996). *L'émotion en politique*. Paris : Presses de la FNSP.
- Braud, P.** (2007). *Petit traité des émotions, sentiments et passions politiques*. Paris : Armand Collin.
- Cefai, D.** (2001). *Cultures politiques*. Paris : PUF.
- Charaudeau, P.** (2005). *Le discours politique. Les masques du pouvoir*. Paris : Vuibert.
- Dominique, L.** (1977). *Le discours communiste*. Paris: Presse de la FNSP.
- Girardet, R.** (1986). *Mythes et mythologies politiques*. Paris : Seuil.
- Glucksmann, A.** (2004). *Le discours de la haine*. Paris : Plon.
- Grawitz, M.** (2001). *Méthodes des sciences sociales*. Paris : Dalloz.
- Grosser, A.** (1984). *L'explication politique*. Bruxelles : Editions complexe.
- Hartog, F.** (2001). *Les usages politiques du passé*. Paris : EHESS.
- Hartog, F.** (2003). *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*.

Paris : Seuil.

Hermet, G. (1996). *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*. Paris : Editions du Seuil.

Lamizet, B. (2011). *Le langage politique. Discours, Images, Pratiques*. Paris : Ellipses Editions.

Le Bart, C. (1998). *Le discours politique*. Paris : PUF.

Leray, C. (2008). *L'analyse de contenu. De la théorie à la pratique. La méthode Morin-Chartier*. Presses de l'Université de Québec.

Maingueneau, D. (1997). *L'analyse du discours*. Paris : Hachette.

Mazière, F. (2005). *L'analyse du discours*. Paris: PUF.

Monneyron, F., Mouchtouris, A. (2010). *Des mythes politiques*. Paris: Imago.

Nora, P. (1984). *Lieux de Mémoire Tome 1: La République (1984), Tome 2: La Nation (1987), Tome 3 : Les France (1992)*. Paris: Gallimard.

Offerlé, M. (2010). *Les partis politiques (7e ed.)*. Paris : PUF.

Plasseraud, Y. (2000). *L'identité*. Paris : Montchrestien.

Renner, K. (1998). *La nation, mythe et réalité*. Nancy: Presse universitaire de Nancy.

Ringoot R., Robert-Demontrond P. (2004). *L'analyse de discours*. Paris: Editions apogée.

Sarfati, G.-E. (2005). *Eléments d'analyse du discours*. Paris : Armand Colin.

Sartori, G. (2005) *Parties and party systems : a framework for analysis* . Oxford: ECPR Press.

Schnapper, D. (1992). *L'Europe des immigrés*. Paris : Editions François Bourin.

Seiler, D.-L. (2000). *Les partis politiques*. Paris : A. Colin.

Taguieff, P.-A. (2007). *L'Imaginaire du complot mondial. Aspects d'un mythe moderne*. Paris : Mille et une nuits.

Varenne, F. (2011). *Modéliser le social. Méthodes fondatrices et évolutions récentes*. Paris : Dunod.

Vigour, C. (2005). *La comparaison dans les sciences sociales*. Paris : Editions de la découverte.

Wagner, P. (2011). *La logique*. Paris : PUF.

Articles :

Amossy, R. (2008). Argumentation et Analyse du discours : perspectives théoriques et découpages disciplinaires. *Argumentation et Analyse du Discours [En ligne]*, 1/ 2008.

Amossy, R., Koren, R. (2010). Argumentation et discours politique. *Mots Les langages du politique*, 94, 13-21.

Charaudeau, P. Dis-moi quel est ton corpus, je te dirai quelle est ta problématique. *Revue Corpus*, n°8.

Cislaru, G. Le nom de pays comme outil de représentation sociale, *Mots. Les langages du politique [En ligne]*, 86 | 2008, mis en ligne le 30 mars 2010, disponible sur : <http://mots.revues.org/13452>, consulté le 22 avril 2015.

Hasting, M. (2011). Les grands courants idéologiques. Droites, gauches: quels clivages? *Cahiers français*, 364, 59-63.

Herman, T. Angenot, M. (2008) Dialogues de sourds. Traité de rhétorique antilogique , *Mots. Les langages du politique [En ligne]*, 88/ 2008, mis en ligne le 01 novembre 2010, consulté le 14 février 2012. URL : <http://mots.revues.org/14463>. *Mots. Les langages du politique [En ligne]*, 88 2008.

Imbert, P. (1990). Le « d'où venez-vous? » importe peu. Le « où allez-vous? » est plus significatif . *Liaison*, n° 59, 4.

Lasswell, H., D. (1952). Analyse de contenu. *Revue française de science politique*, 505-520.

Le Bart, C. (2005). Les métaphores en politique. In *Philippe Robert-Demontrond (dir.), L'importation de concepts* (p. 269-287). Rennes: Apogée.

Plantin, C. (2010). Argumentation-rhétorique. Les eaux mêlées. *Mots. Les langages du politique*, n° 94), p. 23-30.

Rastier, F. (2006). Sémiotique des sites racistes. *Mots. Les langages du politique*, 80, 73-85.

Van Dijk, T. (2006). Politique, Idéologie et Discours. *Semen [En ligne]*, disponible sur: <http://semen.revues.org/1970>, consulté le 11 mai 2013.

Vassy, S. (2005). Ethos des femmes ministres. Recherche d'indices quantifiables. *Mots. Les langages du politique*, 78, 105-114.

Yack, B. (2001). Popular sovereignty and nationalism. *Political theory*, 29, 517-536.

Zweigenbaum, P., Habert, B. (2004). Accès mesurés aux sens. *Mots. Les langages du politique*, 74.

II Les PECO

Ouvrages :

Andreeff, W. (2006). *La transition vers le marché et la démocratie : Europe de l'Est, Europe centrale et Afrique du Sud*. Paris : La Découverte.

Bafoil, F. (1999). *Le postcommunisme en Europe*. Paris : La Découverte.

Befoil, F. (2002). *Après le communisme*. Paris : Armand Colin.

Bougarel, X. Clayer N., (2001). *Le Nouvel islam balkanique: les musulmans, acteurs du postcommunisme, 1990-2000*. Paris : Maisonneuve et Larose.

Colas, D. dir. (2002). *L'Europe postcommuniste*. Paris : PUF.

Fejto, F. (1969). *Histoire des démocraties populaires 2. Après Staline*. Paris: Seuil.

Fejto, F. (1997). *La fin des démocraties populaires. Les chemins du postcommunisme*. Paris : Seuil.

Frison-Roche, F. (2005). *Le « Modèle semi-présidentiel » comme instrument de la transition en Europe post-communiste*. Bruxelles : Brylant.

Georges, C. (1994). *Le monde des Balkans. Poudrière ou zone de paix?* Paris : Librairie Vuibert.

Georges, M. (1999). *La grande conversion : le destin des communistes en Europe de l'Est*. Paris: Éd. du Seuil, 1999.

Ghodsee, K. (2011). *Lost in Transition: Ethnographies of Everyday Life After Communism*. Durham: Duke University Press.

Hermet, G. (2008). *Exporter la démocratie?* Paris : Presses de Sciences po.

Heurtaux, J., Zalewski, F. (2012). *Introduction à l'Europe Postcommuniste*. Bruxelles: De Boeck.

Karnoouh, C. (2004). *L'Europe postcommuniste : essais sur la globalisation*. Paris : l'Harmattan.

Marcou, L. (1997). *Le crépuscule du communisme*. Paris : Presses de Sciences po.

- Milacic, S.** (dir. de) (1998). *La démocratie constitutionnelle en Europe centrale et orientale : bilan et perspectives*. Bruxelles : Bruylant.
- Milacic, S.** (2010). *De l'âge idéologique à l'âge politique. L'Europe post-communiste vers la démocratie pluraliste*. Bruxelles : Bruylant.
- Petithomme, M.** (2011). *L'eupéanisation de la compétition politique nationale. Adaptations et résistances en perspective comparée*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Plasseraud, Y.** (1991). *Les nouvelles démocraties d'Europe Centrale : Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie*. Paris : Montchrestien.
- Rupnik, J.** (2004). *Les Européens face à l'élargissement : perceptions, acteurs, enjeux*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Znepoliski Ivailo dir.** (2010). *Les totalitarismes du XX s. dans une perspective comparatiste « Totalitarizmite na XXv. V sravnitelna perspektiva »*. Sofia : IIBM

Articles/Actes de colloques :

- De Waele, J.-M.** (2003). L'émergence, l'organisation et les spécificités des partis politiques dans les pays candidats. *Pouvoirs*, n° 106, p. 85-98.
- De Waele, J.-M., Ionascu, A.** (2008). Les élites intermédiaires dans les partis politiques d'Europe centrale et orientale. *Transitions*, vol. 48-1 (9/2008).
- Higley, J.** (2008). *Elite Theory in Political Sociology*. Proceedings from Montreal 2008 International Political Science: New Theoretical and Regional Perspectives.
- Jaffrelot, C.** (2011). La compétition électorale et la fabrique des identités. *Critique internationale*, n° 51, pp. 9-15.
- Mink, G., Szurek, J-C.** (1998). L'ancienne élite communiste en Europe centrale : stratégies, ressources et reconstructions identitaires. *Revue française de science politique*, n°1, 1998, pp. 3-41.
- Plasseraud, Y.** (2005). Minorités et nouvelle Europe, *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1052, pp. 4-18.
- Ray, L.** (2009). At the End of the Post-Communist Transformation? Normalization or Imagining Utopia? *European Journal of Social Theory*, 12,3, 321-336.

Rupnik, J., Zielonka, J. (2013). Introduction: The State of Democracy 20 Years on : Domestic and External Factors. *East European Politics and Societies*, 27, pp. 3-25.

Tavis, M. (2005). The Developpement of Stable Party Support: Electoral dynamics in Post-communist Europe. *American Journal of Political Science*, 2, 283.

III. Les Populismes

A) Etudes théoriques

Ouvrages :

Angenot, M. (1996). *Les idéologies du ressentiment*. Montréal: XYZ.

Birnbaum, P. (1979). *Le peuple et les « gros » Histoire d'un mythe*. Paris : Bernard Grasset.

Bouvet, L. (2012). *Le Sens du peuple. La gauche, la démocratie, le populisme*. Paris : collection « Le Débat » Gallimard.

Canovan, M. (1981). *Populism*. New York and London : Harcourt Brace Jovanovich.

Canovan, M. (2005). *The people*. Cambridge: Polity press.

Cohen, D. (2010). *La nature du peuple : Les formes de l'imaginaire social (XVIIIe-XXIe siècles)*. Seyssel: Champ Vallon.

Delsol, C. (2008). *La nature du populisme ou les figures de l'idiot*. Paris : Les éditions Ovidia.

Dorna, A. (1998). *Le leader charismatique*. Paris : Desclée de Brouwer.

Dorna, A. (1999). *Le populisme*. Paris : PUF.

Esposito, M-C, Manigand, C. dir. de. (2012). *Populisme : l'envers de la démocratie*. Paris: Vendémiaire.

Hermet, G. (1998). *La trahison démocratique. Populistes, républicains et démocrates*. Paris : Flammarion.

Hermet, G. (2001). *Les populismes dans le monde : une histoire sociologique*,

XIXe-XXe siècle. Paris: Fayard.

Ionescu, G. Gellner., E. (dir.). (1969). *Populism : Its meanings and National Characteristics*. London: Weidenfeld & Nicolson.

Laclau, E. (2008). *La raison populiste*. Paris: Seuil.

Leconte, C. (2005). *L'Europe face au défi populiste*. Paris: Presses Universitaires de France.

Lits, M., (dir.). (2009). *Populaire et populisme*. Paris: CNRS Editions.

Lukas, J. (2005). *Démocratie et populisme « Democratzija i populizam »*, Sofia: Obsidian.

MacGuigan, J. (1991). *Cultural Populism*. EBook.

Meny, I., Surel, I. (2002). *Democracies and the populist challenge*. London : Palgrave.

Meny, Y., Surel, Y. (2000). *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*. Paris : Fayard.

Miscoiu, S. (2011). *Au pouvoir par le « Peuple ». Le populisme saisi par la théorie du discours*. Paris : Université Paris-Est Marne-la-Valée.

Mudde, C. (2000). *The ideology of extreme right*. Manchester : Manchester university press.

Panizza, F. d. (2005). *Populism and the mirror of democracy*. London : Verso.

Perrineau, P. (2003). *Le désenchantement démocratique*. Paris : Ed. de l'Aube.

Reynié, D. (2011). *L'avenir du populisme*. Paris : Institut Diderot.

Reynié, D. (2011). *Populismes : la pente fatale*. Paris : Plon.

Rioux, J.-P. (2007). *Les Populismes*. Paris : Perrin.

Schneckenburger, B. (2012). *Populisme : le fantasme des élites*. Paris: B.Leprince.

Souchar, M. (2007). *Le populisme aujourd'hui*. Paris : M-Editions.

Taguieff, P.-A. (2002). *L'illusion populiste*. Paris : Berg International.

Taguieff, P.-A. (2004). *Le retour du populisme: un défi pour les démocraties européennes*. Paris : Universalis.

Todorov, T. (2012). *Les ennemis intimes de la démocratie*. Paris : Robert Laffont.

Wieviorka, M. dir. (2012). *Le peuple existe-t-il ?* Coll. « Les Entretiens d'Auxerre ». Paris : Editions Sciences humaines.

Articles :

Abts, K., Rummens, S. (2007). Populism versus Democracy. *Political Studies*, vol. 55 Issue 2, 405-424.

Akkerman, A., Mudde, C, Zaslove, A. How Populist are the People? Measuring Populist Attitudes in Voters *Comparative Political Studies* 47.9 (2014): 1324-1353. Disponible sur: http://works.bepress.com/cas_mudde/95, consulté le 15 mars 2015.

Arénilla, L. (1993). Michel Wieviorka. La démocratie à l'épreuve. Nationalisme, populisme, ethnicité. *Politique Etrangère*, 58(4), 1100-1101.

Arénilla, L. (2001). Guy Hermet. Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique. XIXe-XXe siècle. *Politique étrangère*, vol. 66, n° 3, 730-731.

Bouillaud, C. (2001). Yves Mény, Yves Surel, Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties. *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, 298-301.

Canovan, M. (1998). Trust the people ! Populism and the two faces of democracy. *Political Studies* <P 8° 1174>, vol.47: n°1, p.2-16.

Canovan, M. (2000). Patriotism is not enough. *British Journal of Political Science* <P 8° 2873>, 2000-07, 413-432.

Canovan, M. (2002). The people, the masses, and the mobilisation of power: the paradox of Hannah Arend's « populism ». *Social Research*, 69, 187-206.

Canovan, M. (2002). Taking politics of the people: populism as the ideology of democracy. In Y. Meny, Surel, Yves (Ed.), *Democraties and the Populist Challenge* (pp. 25-44). London: Basingstoke: Palgrave.

Canovan, M. (2004). Populism for political theorists? *Journal of political ideologies*, 9, 241-252.

Canovan, M. Nationhood and Political Theory, disponible sur :

<http://www.flint.umich.edu/~simoncu/385/Canovan.htm>, consulté le 11 mars 2013.

Charaudeau, P. (2011). Réflexions pour l'analyse du discours populiste. *Mots. Les langages du politique*, 97, 101-116.

- Deiwiks, C.** (2009). Populism. *Living Reviews in Democracy, Vol. 1*, p. 1-9.
- Deramaix, P.** (2002). Le peuple contre la démocratie : le populisme, disponible sur: <http://membres.multimania.fr/patderam/textes/populisme.htm>, consulté le 10 octobre 2013.
- Dézél, A.** (2004). Le populisme ou l'introuvable Cendrillon. Autour de quelques ouvrages récents « Lectures critiques », *Revue française de science politique* 1/2004 (Vol. 54), 179-199.
- Dorna, A.** (2005). Quand la démocratie s'assoit sur des volcans : l'émergence des populismes charismatiques. *Amnis*, disponible sur : <http://amnis.revues.org/969>, consulté le 6 mars 2013.
- Dorna, A.** (2006). Le populisme : un concept sans théorie, disponible sur: http://liberalisme-democraties-debat-public.com/article.php3?id_article=53, consulté le 10 octobre 2013.
- Dorna, A.** (2007). Vérités et mensonges du populisme, *Manière de voir*, 92, 38-38.
- Gispert, N., Fabien., N.** (2006). La mutation du vote protestataire : partis tribuniens, partis de gouvernement et sentiment antiparti. *Pôle Sud*, n° 24, 139-154.
- Grunberg, G.** (1998). La mesure du populisme. Sur quelques questions de méthode. *Mots*, 55, 122-127.
- Hermet, G.** (2012). Permanences et mutations du populisme. *Critique*, 776-777, 62-74.
- Ivekovic, R.** (2009). Populisme et politique. *Cultures & Conflits*, 73, 125-133.
- Jagres, J.A.N., Walgrave, S.** (2007). Populism as political communication style: An empirical study of political parties' discourse in Belgium. *European Journal of Political Research, Vol. 46 Issue 3*, 319-345.
- Jansen, R. S.** (2011). Populist Mobilization : A New Theoretical Approach to Populism. *Sociological Theory, vol. 29, 2*, 75-96.
- Jean-Louis., M.** (1997). Les quasi-populismes d'Asie du Sud-est. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, N°56, 201-213.
- Joffres, A.** Le populisme d'Amérique latine en Europe : chronique d'un concept populaire. *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, disponible sur : <http://nuevomundo.revues.org/3628>, consulté le 5 mars 2013.

- Karasiméonov, G.** (2008). A-t-elle la notion du populisme une valeur scientifique ? « Ima li poniatieto populizam nauchna stoinist? ». *Politicheski izsledvania*, 1, 3-13.
- Landi, S. e. T., Ilaria dir.** (2001). Le peuple. Formation d'un sujet politique. *Laboratoire italien. Politique et société*, 210.
- Laurent, B.** (2011). Le sens du peuple. *Le Débat*, 164, 136-143.
- Mastropaolo, A.** (2001). Populisme du peuple ou populisme des élites ? *Critique internationale*, 4/2001(n 13), 61-67.
- Mens, Y.** (2009). Débat : « Aucun critère ne définit un peuple ». *Alternatives Internationales*, n°45, p. 57-57.
- Mouffe, C.** (2002). La « fin du politique » et le défi du populisme de droite. *Revue du MAUSS*, 20, 178-194.
- Mudde, C.** (1996). The paradox of the anti-party party : insights from the extreme-right. *Party Politics* <P 8° 6135>, 1996-04, 265-276.
- Mudde, C.** (2004). The populist Zeitgeist. *Government and Opposition*, vol.39 : n°4, 541-563.
- Mudde, C.** (2010). The populist radical Right: A pathological normalcy, disponible sur: <http://www.eurozine.com/articles/2010-08-31-mudde-en.html>, consulté le 6 mars 2011.
- Oudenampsen, M.** (2011). Le populisme comme modulation du commun. *Multitudes*, 45, 170-173.
- Paolo, P.** (1997). Typologie des populismes en Europe (19e-20e siècles). *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, N°56, 48-76.
- Pascal, B.** (1991). Winock Michel, Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 29(1), 111-111.
- Patrick, H.** (1991). Hassenteufel Patrick. Structures de représentation et « appel au peuple ». Le populisme en Autriche. *Politix*, Vol. 4, N°14. Deuxième trimestre, 95-101.
- Paveau, M.-A.** (2012). Populisme : itinéraires discursifs d'un mot voyageur. *Critique*, n° 776-777, 75-84.
- Peñafiel, R.** (2011). L'image du peuple. Construction de l'ethos plébéen de Hugo Chávez dans l'émission Aló Presidente. *Mots. Les langages du politique*, n° 96, 29-

44.

Rémy, L. (1997). Islamisme et populisme. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire.*, N°56, octobre-décembre 1997, 214-223.

Seiler, D.-L. (2008). Populistes, extrémistes et ultras: une relecture de Political Man. *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 15, n°3, 411-443.

Senellart, M. (2003). Michel Foucault : plèbe, peuple, population. In *La tentation populiste au coeur de l'Europe* (pp. 301-313.). Paris: La Découverte.

Slama, A.-G. Au nom du peuple : de « populaire » à « populiste ». *Le Débat*, n° 166, 63-70.

Stanley, B. (2008). The thin ideology of populism. *Journal of Political Ideologies*, Vol. 13 Issue 1, 95-110.

Surel, Y. (2011). L'union européenne face aux populismes. *Les brefs de Notre Europe*, 27, 8 p.

Surel, Y. (2011). Qu'est-ce que le populisme ? *Cahiers français*, n°364, disponible sur: <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/revues/cahiers-francais/2011/364/rub275/qu-est-ce-que-populisme.shtml>, consulté le 11 mai 2012.

Taggart, P. (2004). Populism and representative politics in contemporary Europe. *Journal of Political Ideologies*, Vol. 9 Issue 3, 269-288.

Taguieff, P.-A. (1984). La rhétorique du national-populisme. *Mots*, 9 (1), 113-139.

Taguieff, P.-A. (1997). Le populisme et la science politique. Du mirage conceptuel aux vraies problèmes. *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 56.

Tizziani, A. (2007). Du péronisme au populisme : la conquête conceptuelle du « gros animal » populaire. *Revue Tiers Monde*, 189, 175-193.

Viltard, Y. (1999). Archéologie du populisme. Les intellectuels libéraux américains saisis par le maccarthysme. *Genèses*, 37, 1999, 44-69.

B) Les populismes en Europe Occidentale

Ouvrages :

Albertazzi, D., McDonnel Duncan (Dir. de). (2007). *Twenty-First Century*

- Populism: The Spectre of Western European Democracy*. Palgrave Macmillan.
- Balent, M.** (2011). *Le malaise identitaire en Europe : comment répondre au défi lancé par le national-populisme ?* *Question d'Europe* Fondation Robert Schuman, n°205.
- Blaise, P., Moreau, P.** (2004). *Extrême droite et national-populisme en Europe de l'Ouest : analyse par pays et approches transversales*. Bruxelles: CRISP.
- Chebel d'Appolonia, A.** (1992). Les partis d'extrême droite et l'Europe. *Cultures & Conflits*, 17-30.
- Deleersnijder, H.** (2006). *Populisme : vieilles pratiques, nouveaux visages*. Waterloo : La Renaissance du livre.
- Eatwell, R., Mudde, C.** (2003). *Western democracies and the new extreme right challenge*. London : Routledge.
- Jamin, J.** (2009). *L'imaginaire du complot: Discours d'extrême droite en France et aux Etats-Unis*. Amsterdam University Press.
- Mayer, N., Perrineau, P.** (1996). *Le Front national à découvert*. Presses de Sciences Po.
- Mudde, C.** (2007). *Populist radical right parties in Europe*. Cambridge University Press.
- Neumayer, L.** (2008). *L'Europe contestée : espaces et enjeux des positionnements contre l'intégration européenne*. Paris : M. Houdiard.
- Parquet, J.-L.** (2006). *Le petit démagogue : Nicolas Sarkozy et les neuf règles de base de la démagogie efficace*. Paris: la Découverte.
- Perrineau, P.** (2001). *Les croisés de la société fermée : l'Europe des extrêmes droites*. Paris : Ed. de l'Aube.
- Perrineau, P.** (2002). *Le vote de tous les refus : les élections présidentielles et législatives de 2002*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Perrineau, P.** (2008). *Le vote de rupture : les élections présidentielle et législatives d'avril-juin 2007*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Pessin, A.** (1992). *Le mythe du peuple et la société française du XIXe siècle*. Paris : PUF.
- Taguieff, P.-A.** (2012). *Le nouveau national-populisme*. CNRS Editions.
- Werner, T. Bauer.** (2011). *Populisme de droite en Europe: Phénomène passager ou*

transition vers un courant politique dominant? *Friedrich Ebert Stiftung, bureau de Paris.*

Articles :

Alain, P. (1994). Le mythe du peuple et la société française du XIXe siècle. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 49(6), 1461-1463.

Alonso, S., Kaltwasser, Cristóbal Rovira (2012). *The Spanish Exseption in Western Europe: no country for the populist radical right?* Proceedings from XXII IPSA Congress of Political Science, Madrid.

Balmand, P. (1991). Winock Michel, Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 29(1), 111-111.

Bastien, N. (2011). Union européenne : une dépolitisation propice au populisme. *Revue internationale et stratégique*, n° 84, 16-27.

Boily, F. (2005). Aux sources idéologiques du Front national : le mariage du traditionalisme et du populisme. *Politique et Sociétés, Volume 24, numéro 1*, 23-47.

Bornschier, S. (2005). Unis contre la mondialisation ? *Revue internationale de politique comparée, Vol. 12*, 415-432.

Boudillon, J. (2005). Une femme d'extrême droite dans les médias. Le cas de Marine Le Pen. *Mots. Les langages du politique [En ligne]*, 78 2005.

Camus, J.-Y. (1998). Une avant-garde populiste : peuple et nation dans le discours de Nouvelle Résistance. *Mots*, 55, 128-138.

Charaudeau, P. Entre populisme et peopolisme. Comment Sarkozy a gagné, disponible sur: <http://www.patrick-charaudeau.com/Entre-populisme-et-peopolisme.html>, consulté le 24 mars 2012.

Ennsner, L. (2012). The homogeneity of West European party families : The radical right in comparative perspective. *Party Politics*, 18,2, 151-171.

Gaubert, J. (2012). Malaise populiste dans la démocratie contemporaine. *Cités*, n° 49, 27-36.

Godin, C. (2012). Qu'est-ce que le populisme ? *Cités*, n° 49, p. 11-25.

Grjebine, A. (2011). La société du ressentiment. *Le Débat*, n° 164), p. 113-123.

Koukoutsaki-Monnier, A. (2011). La construction symbolique de l'identité

nationale française dans les discours de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy. *Communication, Vol. 28/1 2011*, disponible sur :

<http://communication.revues.org/index2010.html>, consulté le 17 mai 2014.

Marc-Vincent, H. (2012). En attendant le peuple. *Cités, n° 49*, 79-95.

Mélandri, P. (1997). La rhétorique populiste aux États-Unis. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire, N°56*, 184-200.

Michelot, V. (2011). Les Tea Parties : entre populisme et conservatisme. *Cités, 45*, 147-152.

Mouffe, C. (2002). La « fin du politique » et le défi du populisme de droite. *Revue du MAUSS*, no 20, p. 178-194.

Mudde, C. (1995). Right-wing extremism analysed : a comparative analysis of the ideologies of three alleged right-wing extremist parties (NPD, NDP, CP'86). *European Journal of Political Research <P 8° 3313>*, 27(2), 203-224.

Mudde, C. (1999). The Single-Issue Party Thesis : Extreme Right Parties and the Immigration Issue. *West European Politics*, 22.3, 182-197.

Mudde, C. (2011). Radical Right Parties in Europe : What, Who, Why? *Participation*, 35 n°1, 12-16.

Nivet, B. (2011). Union européenne : une dépolitisation propice au populisme. *Revue internationale et stratégique*, 84, 16-27.

Oudenampsen, M. (2011). Le populisme comme modulation du commun. *Multitudes*, 45, 170-173.

Patrick, H. (1991). Hassenteufel Patrick. Structures de représentation et « appel au peuple » ». Le populisme en Autriche. *Politix, Vol. 4, N°14. Deuxième trimestre*, 95-101.

Perrineau, P. (2010). « Freiner l'extrême-droite passe par des politiques sociales, économiques et culturelles ». *Toute l'Europe*, disponible sur:

<http://www.touteleurope.eu/fr/de/analysen-und-meinungen/analyse-vue-detaillée/afficher/fiche/4373/t/87209/from/4553/breve/pascal-perrineau-freiner-l'extreme-droite-passe-par-des-politiques-sociales-economiques-et-cultu.html?cHash=e78d71bb2>., consulté le 16 avril 2013.

Perrineau, P. (2011). *L'extrême droite en France. Le retour du Front National*.

Proceedings from LES EXTRÊMES DROITES EN EUROPE : LE RETOUR

- Ravaz, B.** (2009). Le populisme de Berlusconi ou les recettes de la popularité durable. *Pouvoirs*, p. 149-161.
- Reynié, D.** (2011). Le tournant ethno-socialiste du Front national. *Études, Tome 415*, 463-472.
- Rosenberger, S. K.** (2003). Le populisme au pouvoir : le cas de l'Autriche. In *La tentation populiste au coeur de l'Europe* (pp. 173-183). La Découverte.
- Surel, Y.** (2003). « 8. Berlusconi, leader populiste ? ». In *La tentation populiste au coeur de l'Europe* (pp. 111-129.). La Découverte.
- Taggart, P.** (2006). Populism and representative politics in contemporary Europe. *Journal of Political Ideologies*, 9:3, 269-288.
- Tismaneanu, V., Morjé, M., Mudde, C.** (2001). Post-Cold War populism in Europe : a threat to liberal democracy ? *East European Politics and Societies* <P 8° 5034>, 2001, Spring), p.10-63.

C) Les populismes dans les PECO

Ouvrages :

- Mudde, C.** (2005). *Racist extremism in Central and Eastern Europe*. London New York: Routledge.
- Pankowski, R.** (2010). *The Populist Radical Right in Poland. The patriots*. London ; New York: Routledge, 2010.
- Ramet, S.** (Ed.). (1999). *The Radical Right in Central and Eastern Europe Since 1989*. The Pennsylvania State University Press.
- Tupy, M.** (2006). *The Rise of Populist Parties in Central Europe Center for Global Liberty & Prosperity*. Washington : The Cato institute.

Articles/actes de colloques :

- Batory, A.** (2002). Attitudes to Europe : Ideology, Strategy and the Issue of European Union Membership in Hungarian Party Politics. *Party Politics*, 8,5, 525-539.

- Bayou, C.** (2006). Populisme et extrémisme en Europe Centrale et Balte. *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1054, 27-43.
- Bustikova, L., Kitschelt, H.** (2009). The radical right in post-communist Europe. Comparative Perspectives on legacies and party competition. *Communist and post-communist studies*, v. 42, 459-483.
- Capelle-Pogacean, A., Ragaru, N.** (2006). La dérive contestataire en Roumanie et en Bulgarie. *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1054, <http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2006-2-page-44.htm>.
- Carothers, T.** (2007). Populism in a Comparative Light : Western Europe, Central and Eastern Europe, and South America. *Critique and Humanism Journal*, 23, 121-127.
- Czernicka, K.** (2004). La Ligue des familles polonaises. *Le Courrier des pays de l'Est*, 1045, 85-94.
- Deleersnijder, H.** (2005). La dérive populiste en Europe centrale et orientale. *Hermès*, 42.
- Dimitrov, P.** (2009). Does populism in Europe's New democracies really matter? *Demokratizatsiya*, Vol. 17 Issue 4, 310-323.
- Gueorgieva, P.** (2011). La nation, la citoyenneté et l'Etat à travers l'interprétations des partis de la droite radicale populiste des pays d'Europe Centrale et Orientale. In **Rouet G. (dir.)** Nation, culture et entreprises en Europe, Paris, l' Harmattan, pp. 49-66.
- Guillemoles, A.** (2006). Le populisme se lève à l'Est. *Politique internationale*, n°114, 329-342.
- Havlik, V.** (2012). *How to grasp the opportunity? The rise of party populism and the state of democracy in the Czech Republic*. Proceedings from 22nd World Congress of Political Science Madrid, July 8-12, 2012.
- Hockenos, P.** (2010). Central Europe's Right-Wing Populism. *Nation*, Vol. 290 Issue 20, 18-21.
- Jones, E.** (2007). Populism in Europe. *SAIS Review*, 27:1, 37-47.
- Kalinowski, W.** (2005). Pologne, le poison populiste. *Alternatives Internationales*, n°28, p. 35-35.
- Kende, P.** (2012). Orban Viktor, Portrait historique d'un populiste. *L'histoire*, 379.

- Kochanowicz, J.** (2007). Right Turn. The Landscape of Polish Politics in the First Decade of the Twenty-First Century. *Critique and Humanism Journal*, 23.
- Krastev, I.** (2007). The populist moment. *Eurozine (en ligne)*, disponible sur: <http://www.eurozine.com/articles/2007-09-18-krastev-en.html>, consulté le 3 octobre 2011.
- Krastev, I.** (2008). Two cheers for populism. *Prospect Magazine*, 142, 42-47.
- Krulic, J.** (1991). Les populismes d'Europe de l'Est. *Le Débat*, 1991/5 n° 67, 75-82.
- Laran, M.** (1959). James H. Billington, Mikhailovsky and Russian Populism. *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 14 (4), 813-816.
- Linden, R.** (2008). The New Populism in Central and Southeastern Europe. *Problems of Post-Communism, Vol. 55 Issue 3*, 3-6.
- Mink, N. L.** Contagion anti-européenne en Europe centrale. *Politique étrangère*, 3/2002, 665-681.
- Minkenberg, M.** (2002). The Radical Right in Postsocialist Central and Eastern Europe: Comparative Observations and Interpretations. *East European Politics and Societies*, 16:2, 335-362.
- Mudde C.** (2012). Hungary's Illiberal Turn: Can Outsiders Help? *Journal of Democracy*, 23.3, 147-155.
- Mudde, C.** (2000). In the Name of the Peasantry, the Proletariat, and the People: Populisms in Eastern Europe. *East European Politics and Societies*, 15: 33, 33-53.
- Mudde, C.** (2005). Racist Extremism in Central and Eastern Europe. *East European Politics and Societies*, 19, 161-184.
- Panov, A.** (2012). Le précurseur de la nouvelle droite. La Hongrie de Victor Orban. « Predvestniakat na novoto diasno. Ungaria na Victor Orban ». *Cultura*, 18/2680.
- Rajacic, A.** (2007). Populist Construction of the Past and Future: Emotional Campaigning in Hungary between 2002 and 2006. *Agnes Rajacic, vol.21 : n°4*, 639-660.
- Smolar, A.** (2006). Les radicaux au pouvoir et la transformation de la Pologne. *Pouvoirs*, 118, 101-112.
- Soare, S.** (2005). Le national-populisme roumain aux portes de Bruxelles. *Amnis*, 5 2005, disponible sur : <http://amnis.revues.org/973>, consulté le 16 avril 2012.

Stanley, B. (2012). *Down With the Pseudo-Elite! Populism as a Strategy for Elite Replacement in Post-Communist Poland*. Proceedings from XXII IPSA Congress of Political Science, Madrid.

Tamás, P. (2011). Hongrie : A défaut d'immigrés, on vise les Roms. *Alternatives Internationales*, n° 52, p. 40- 40.

Tismaneanu, V. (2000). Hypotheses on Populism : the Politics of Charismatic Protest. *East European Politics and Societies*, 15, 10-17.

Vujačić, V. (2003). From Class to Nation : Left, Right, and the Ideological and Institutional Roots of Post-Communist « National Socialism ». *East European Politics & Societies*, vol. 17, 3: 359-392.

Zawadzki, P. (1998). Entre ethnos et dèmos : les populismes en Pologne. *Mots*, N°55, pp. 27-44.

IV. Le système politique bulgare

A) Généralités

Ouvrages

- Chalakov, I. dir.** (2008). *Les réseaux de la transition, qu' est - ce que c' est passé en Bulgarie après 1989* « *Mrežite na prehoda, kakvo vsashnost se sluchi v Bulgaria sled 1989* ». Sofia : Iztok - Zapad.
- Draganova, E.** (2004). *La Bulgarie face à l'Europe : de la transition à l'intégration*. Paris: l'Harmattan.
- Gancheva, V.** (2008). *Société civile et médias participatives en Bulgarie* « *Grajdansko obshtestvo i grajdanska jurnalistika v Bulgaria* » Veliko Tarnovo: FEBER.
- Jdrebev, A.** (2011). *La dissolution du système politique en Bulgarie* « *Razpadaneto na politicheskata sistema v Bulgarija* ». Sofia : Iztok-Zapad.
- Kalinova, E., Baeva, I.** (2006). *Les transitions en Bulgarie (1939-2005)* « *Bulgarskite prehodi (1939-2005)* ». Sofia : Paradigma.
- Lavergne, D.** (2010). *Les experts de la transition, les think-tanks bulgare et les réseaux d'influence globaux* « *Expertite na prehoda. Bulgarskite think-thank i globalnite mreji za vlijanie* ». Sofia : Iztok-Zapad.
- Ludjev, D.** (2009). *La révolution en Bulgarie 1989-1990* « *Revoliutziata v Bulgaria 1989-1990* ». Sofia : d-r Ivan Bogorov.
- Mizov, M. dir.** (2008). *Stratification sociale et conflits sociaux dans la Bulgarie contemporaine* « *Sotzialna stratifikatzia i socialni konflikti v savremenna Bulgaria* ». Sofia : Fondation « Friedrich Ebert ».
- Pachkova, P.** (2003). *L'élite de la transition* « *Elitat na prehoda* ». Sofia : M-8-M.
- Popivanov, B.** (2007). *Le nouvel électeur* « *Novijat izbiratel* ». Sofia: Iztok - Zapad.
- Prodanov, V.** (1999). *Les problèmes globaux et le destin de la Bulgarie* « *Globalnite problemi i sadbata na Bulgaria* ». Sofia : Hristo Botev.

- Prodanov, V.** (2012). *Théorie de la transition en Bulgarie* « Teoria na Bulgarskija prehod ». Sofia : Zahari Stoyanov.
- Ragaru, N.** (2010). *Les temps feuilletés des changements. Essais sur la Bulgarie post-communiste* « Prepletinite vremena na nastojashteto. Bulgaria 20 godini sled 1989 ». Sofia : Kritika i Humanizam.
- Raichev, A. dir.** (2000). *La stratification sociale en Bulgarie* « Sotzialnata stratifikatzija v Bulgaria ». Sofia : LIK.
- Raichev, A., Stoichev K.** (2004). *Qu'est-ce que c'est passé? Récit pour la transition en Bulgarie (1989-2004)* « Kakvo se slutchi ? Razkaz za prehoda v Bulgarija (1989-2004) ». Sofia : Iztok-Zapad.
- Simeonov, P.** (2005). *Le grand changement 1989-1990* « Golijamata promjana 1989-1990 ». Sofia : Balgarski pisatel.
- Smilov, D., Voynova, L.** (2013). *Le Proteste, analyses et positions dans la presse bulgare - été 2013* « Protestat, analizi i pozicii v bulgarskata presa - lyato 2013 ». Sofia : Iztok-Zapad.
- Tilkidjiev, N.** (1998). *Stratification sociale et inégalités* « Sotzialnata i neraventstvo ». Sofia : M-8-M.
- Tilkidjiev, N.** (2002). *Classe moyenne et stratification sociale* « Sredna klasa i sotzialna klasifikatzia ». Sofia : LIK.
- Todorov, A.** (1997). *Les élections en Bulgarie 1990-1997, Résultats, Analyses, Tendances* « Bulgarskite izbori 1990-2007. Rezultati, Analizi, Tendenzii ». Sofia : Iztok-Zapad.
- Todorov, A.** (2005). *La vie politique bulgare 1990-2005* « Politicheskiat jivot v Bulgarija 1990-2005 ». Sofia : Iztok-Zapad.
- Todorov, A.** (2010). *Citoyens, partis, élections : La Bulgarie 1879-2009* « Grajdani, Partii, Izbori : Bulgarija 1879-2009 ». Sofia : Iztok-Zapad.
- Znepolski, I.** (2008). *Le communisme en Bulgarie* « Bulgarskiyat Komunizam ». Sofia : Ciela.

Thèses et mémoires

- Nedelcheva, D.** (2008). *La Bulgarie, la transition démocratique vue sous le prisme des interférences entre les élites médiatiques et politiques*. Mémoire de Master 2. Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris.
- Ragaru, N.** (2005). *Apprivoiser les transformations postcommunistes en Bulgarie : La Fabrique du politique (1989-2004)*. Thèse de doctorat. Sciences Po Paris, Paris.
- Wagenstein, J.** (2012) *Mutations de l'eupéanisation en Bulgarie à travers le discours des intellectuels durant les époques transitoires du XXème siècle*. Thèse de Doctorat. INALCO, Paris.

Articles/actes de colloques

- Badjakov, M.** (2007). Eléments de la démocratie de façade en Bulgarie « Elementi na facadnata demokratsija v Bulgaria ». *Media Times Review*, disponible sur : http://mediatimesreview.com/march2007/fasade_democracy2.php, consulté le 24 mars 2013.
- Dimitrova, B.** (1996). La transition bulgare à la démocratie. *Revue internationale de politique comparée* <P 8° 6039>, vol.3: n°1, 107-119.
- Michonova, R.** (2009). *Le processus de changement sociopolitique en Bulgarie (1989-2007)*. Papier présenté au Congrès AFSP 2009 Section thématique 46 Sociologie historique des « changements de régimes ».
- Mirchev, M.** (2009). Reproduction de la population, ressources humaines et main d'oeuvre en Bulgarie « Vazproizvodstvo na naseenieto, choveshki kapital i trudovi resursi v Bulgaria ». In *Dynamique sociale et stratification civilisationnelle « Socialna dinamika i civilisacionno razsloenje »* (pp. 111-150). Sofia : M-8-M.
- Popov, M., Todorova, E.** (1997). Privatisation, démocratisation ou oligarchisation de la Bulgarie postcommuniste. *Balkanologie*, vol.1: n°2, 71-84.
- Ragaru, N.** *Bulgarie: les couleurs de la différence*, in : Patrick Michel (dir.), Europe centrale : la mélancolie du réel, Paris : CERI/Autrement, 2004, p.118-135.
- Ragaru, N.** (1998). Démocratie et représentation politique en Bulgarie. *Cahiers du*

CERI, 19.

Ragaru, N. (2003). La Bulgarie et la Roumanie aux portes de l'Union européenne : un si long espoir. *Pouvoirs, 106*, 99-113.

Ragaru, N. (2003). *La corruption en Bulgarie : construction et usages d'un problème social*. In Gilles Favarel-Garrigues (dir.), *Criminalité, police et gouvernement : trajectoires post-communistes* (pp. 41-82). Paris: L'Harmattan.

Ragaru, N. (2004). En quête de notabilité : vivre et survivre en politique dans la Bulgarie post-communiste. *Politix, 17* (67), 71-100.

Ragaru, N. (2007). Le jour d'après. *Le courrier des pays de l'Est, N°1062*, 138-153.

Ragaru, N. (2008) *Multigroup, une trajectoire entrepreneuriale dans la construction du capitalisme bulgare*. In Milieux criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'Etat, Paris: Karthala & CERI, collection Recherches internationales, 149-186.

Stoichev, S. Des caractéristiques dynamiques des élites parlementaires en Bulgarie : 1990-2010 : Européanisation et régionalisation « Dinamichni harakteristiki na parlamentarnija elit v Bulgaria 1990-2010 : evropeiztia i regionalizatzia ». Disponible sur :

<http://www.stoychev.eu/attachments/section/1/Dynamic%20Characteristics%20of%20the%20Parliamentary%20Elite%20in%20Bulgaria%201990-2012.pdf>,

consulté le 12 mars 2013.

Todorov, A. (2007). Les élections présidentielles en Bulgarie en 2006 « Prezidentskite izbori v Bulgarija 2006 ». *Etudes politiques*, 65-84.

Todorov, A. Les élections législatives bulgares de 2005. *La Nouvelle Alternative, vol.21, no.68*.

B) La culture politique bulgare

Ouvrages :

Genov, Y. (2004). *Pourquoi est-ce qu'on réussit si peu? « Zashto tolkova malko uspiavame »* Sofia : Abagar.

Georgiev, P. (2007). *The Bulgarian political culture*. Göttingen : V&R Unipress.

Georgiev, P. (2000). *La culture politique bulgare « Bulgarskata politicheska kultura »*. Sofia : « K&M ».

Hagjiiski, I. (2002). *Mode de vie et spiritualité de notre peuple « Bit i dushevnost na na nashia narod »*. Sofia: Iztok-Zapad.

Krasteva, A., Todorov, A. (dir.de). (2009). *Engagement citoyen*. Veliko Tarnovo : FABER.

Petrov, P. (dir.de) (2011). *Notre Europe, les représentations bulgares de ce qui leur appartient et ce qui est étranger « Nashata Evropa. Balgarskite predstavi za svoeto i chujдото 1870-1945 »*. Sofia : Ciela.

Ragaru, N. Imaginaires et itinéraires migratoires bulgares en Europe. Une introduction. *Balkanologie, XI, n° 1-2*, disponible sur :

<http://balkanologie.revues.org/index873.html>. Consulté le 12 mars 2013.

Semov, M. (1999). *La psychologie nationale des bulgares « Bulgarska narodopsihologia »*. Sofia : Université de Sofia St. Clément d'Ohrid.

Svitila, V. (2012). L'idée d'égalité parmi les bulgares « Idejata za ravenstvo sred bulgarite », disponible sur : <http://www.slovo.bg/old/litvestnik/115/lv0115023.htm>, consulté le 16 mai 2013.

Tanev, T. (2001). *La culture politique « Politicheskata kultura »*. Sofia : Université de Sofia St. Clément d'Ohrid.

Taneva, B. (2002). *La culture politique bulgare « Balgarskata politicheska kultura »*. Sofia : Zahari Stoyanov.

Articles/Actes de colloques :

Avramov, R. (2012). Notes sur la (soc) nostalgie « Belejki varhu (soc) nostalgjata ». *Cultura*, 9(2671).

Deyanova, L. *Des condamnations locales du communisme à la condamnation internationale de janvier 2006. Les guerres des élites bulgares pour le monopole de la mémoire du communisme.* Proceedings from Colloque « Expériences et mémoire : partager en français la diversité du monde » Bucarest, septembre 2006.

Todorov, A. (1993). Des cultures politique dans la Bulgarie moderne « Politicheski kulturi v moderna Bulgaria », *Etudes Politiques*, 3/1993.

Todorov, A. (1993). La relecture de l'histoire nationale. « *La Nouvelle Alternative* », 32.

Todorov, A. *Discontinuités de la mémoire générationnelle : Diverses images du communisme.* Proceedings from Colloque « Expériences et mémoire : partager en français la diversité du monde » Bucarest, septembre 2006.

Todorov, A. *Le complexe culture-institutions, ou bien la liaison entre les institutions politiques et le milieu culturel* « *Institutzionalno-kulturen complex ili vrazkata mejdu politicheski institucii i kulturna sreda* », *Etudes politiques*, n° 1-2 2009, 17-37.

Todorova, E. (1991). Le comportement ambivalent des bulgares « Ambivalentnoto povedenie na bulgariana ». *Sociologicheski pregled*, 1.

C) Minorités

Ouvrages :

Krispin, A. (dir de) (2004). *L'antisémitisme en Bulgarie aujourd'hui. Y-a-t-il? «Antisemitizma v Balgaria dnes. Ima li? ».* Sofia : Colibri.

Thèses :

Karabancheva-Lévy, K. (2010). *POLITIQUES PUBLIQUES A L'EGARD DES MINORITES ETHNIQUES ET RELIGIEUSES. Etude comparative entre la Roumanie et la Bulgarie*. Thèse de doctorat. ENS Cachan, Paris.

Articles/actes de colloques:

Brustein, I., King, R. (2004). Balkan Anti-Semitism: The Cases of Bulgaria and Romania before the Holocaust. *East European Politics and Societies*, 18, 430-454.

Frison-Roche, F. (2008). Le DPS « parti charnière » sur la scène politique bulgare. *Hommes et migration*, N°1275, 52-63.

Ghodsee, K. (2010). Minarets after Marx : Islam, Communist Nostalgia, and the Common Good in Postsocialist Bulgaria. *East European Politics and Societies*, 24: 520.

Gradeva, R. (2011). Les Turcs dans la littérature bulgare XV-XVIII « Turtzite v bulgarskata knijnina », *Liberalen pregled*, disponible sur :

<http://balkansbg.eu/bg/content/b-identichnosti/140-turtzite-v-balgarskata-knizhnina-hv-hviii-v.html>, consulté le 15 mars 2013.

Guest, M., Nacu, A. (2008). Roms en Bulgarie, Roms en Roumanie - quelle intégration ? *Méditerranée*, 110, 105-115.

Marushiakova, E., Popov, V. (1997). Les représentations pour des tziganes dans la conscience collective bulgare « Predstavite za tziganite v bulgarskoto kolektivno saznanie », in *Les minorités dans les médias: réalités et préjugés. Projet « Les droits de l'homme » Sofia*, 18-23.

Marushiakova, E., Popov, V. (2004). *Muslim Minorities in Bulgaria*. Proceedings from Berlin : Europäisches Migrationszentrum.

Nacu, A. (2009). L'émergence de la « question rom » en Roumanie et en Bulgarie Du consensus au stigmat ? *Tumultes*, n° 32-33, p. 195-216.

Orhan, T. (2012). L'effet Katunitza – la transition du populisme vers le nationalisme « Efektat Katunitza – prehod ot populizam kam natzionalizam »,

disponible sur : <https://etnosi.files.wordpress.com/2012/11/doklad-sivil-society-in-action.pdf>, consulté le 16 avril 2013.

Pamparov, A. (2009). Distance sociale et stéréotypes pour les minorités en Bulgarie « Sotzialna distancija i etnicheski stereotipi za maltzinstvata v Bulgaria », *disponible sur :*

http://ethnos.bg/data/file/Documents/Researches/July_2009_SocialDistancesReport.pdf, consulté le 18 mars 2013.

Pamparov, A. (2009). Mythes et préjugés des minorités ethniques en Bulgarie « Mitove i predrazsadactzi za etnichesките maltzinstva v Bulgaria »

<http://old.bghelsinki.org/index.php?module=pages&lg=bg&page=obektiv16609>.

Ragaru, N. (1999). « Recompositions identitaires chez les musulmans de Bulgarie : entre marqueurs ethniques et religieux ». *Balkanologie*, 3(1), 121-146.

Ragaru, N. (2001). « Islam in Post-communist Bulgaria : An Aborted « Clash of Civilizations » ? ». *Nationalities Papers*, 29(2), p.293-324.

Ragaru, N. (2001). Quel islam en Bulgarie post-communiste ? *Archives de sciences sociales des religions*, 115/2001, 125-159.

Ragaru, N. (2003). Les visages de l'islam en Bulgarie in Dossier « Musulmans des Balkans, Musulmans d'Europe ». *Regard sur l'Est*, disponible sur :

http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=404, consulté le 18 avril 2013.

Ragaru, N. (2008). Imaginaires et itinéraires migratoires bulgares en Europe. Une introduction *Balkanologie*. *Balkanologie*, Vol. XI, n° 1-2, disponible sur :

<http://balkanologie.revues.org/873>. Consulté le 22 août 2013.

Ragaru, N. (2010) Etre rom en Bulgarie : les dangers d'une essentialisation des différences. *Grande Europe*, n°. 26.

Ragaru, N. Islam et coexistence intercommunautaire en Bulgarie post-communiste. In N. C. Xavier Bougarel (Ed.), *Le Nouvel islam balkanique: les musulmans, acteurs du post-communisme, 1990-2000* (pp. 241 - 189 pp). Paris : Maisonneuve et Larose.

Ragaru, N., Capelle-Pogăcean, A. (2011). Les voix de l'appartenance : interpréter les votes « ethniques » en Bulgarie et en Roumanie. *Critique internationale*, n° 53, p. 119-144.

Vrinat-Nikolov, M. L'image du « Turc » dans la prose bulgare des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles : Thème et variations sur un mythe identitaire balkanique. *Article en ligne sur le site de l'Académie Bulgare des Sciences.*

D) Les partis politiques bulgares

Ouvrages :

Curakov, A. (2010). *Les partis politiques bulgares de gouvernement (1879-2010)* « *Upravliavashtite politicheski partii v Bulgaria 1879-2010* ». Sofia: Iztok-Zapad.

Karasimeonov, G. (2010). *Le système des partis en Bulgarie* « *Partiinata sistema v Bulgaria* » (3^{ème} édition ed.). Sofia : NIK.

Liubenov, M. (2011). *Le système des partis en Bulgarie : Regroupement et structuration des préférences partisans* « *Bulgarskata partiina sistema : grupirane i strukturirane na partiinite predpochitania 1990-2009* » Sofia: SU « Kliment Ohridski », University Press.

Nikolova, T. (2012). *Dictionnaire des partis politiques en Bulgarie* « *Rechnik na politicheskite partii v Bulgaria* ». Sofia : Paradigma.

Todorov, A. (2010). *Citoyens, partis, élections : La Bulgarie 1879-2009* « *Grajdani, partii, izbori : Bulgaria 1879-2009* ». Sofia : Iztok-Zapad.

Articles :

Cholova, B. (2011). Les partis dans l'opposition en Europe centrale et orientale : un déclin inévitable ?, *Revue internationale de politique comparée*, 2011/2 Vol. 18, 59-78.

Liubenov, M. (2008). Le système des partis en Bulgarie: l'apparition du nouveau clivage socio-politique de centre-périphérie « *Bulgarskata partiina sistema: vaznikvane na nov socialno-politicheski clividj* » Centar-Periferia. *Etudes Politiques*, 1/2008, 45-71.

Spirova, M. (2005). Political Parties in Bulgaria : Organizational Trends in Comparative Perspective. *Party Politics*, vol. 11 n. 5, p. 605 – 622.

Todorov, A. (2001). Politique étrangère et culture politique. Le cas du système des clivages en Bulgarie. *Transitions, 1*, 41-56.

Todorov, A. (2010). Où en est la droite? La Bulgarie. Fondapol, 2010, 32 p.

Todorov, A. Politique internationale et culture politique : Une dimension des clivages en Bulgarie « Vanshna politika i politicheska kultura : edno izmerenie na klividjite v Bulgaria ». *Etudes Politiques, 3/2007*, 3-27.

Touyкова, M. (2007). Redécouverte d'une filiation et reconstruction de la social-démocratie en Bulgarie. *Pôle Sud, n° 27*, p. 105-119.

Vachudova, M. A. (2008). Tempered by the EU? Political Parties and Party Systems Before and After Accession. *Journal of European Public Policy, Vol. 15, No. 6*.

V. Les populismes en Bulgarie

Andreev, A. (2007). Populism Has No Home Country. *Critique and Humanism Journal, 23*, 165-168.

Andreev, S. (2007). Types de partis populistes et l'avenir de la démocratie en Bulgarie « Vidove populistki partii i badeshteto na demokratiata v Bulgaria ». *Etudes Politiques, 4*, 3-31.

Bárány, Z. D. (2002). Bulgaria's royal elections. *Journal of Democracy, <P 8° 5641>vol.13: n°2*, 141-155.

Bell, J. D. (1999). The Radical Right in Bulgaria, in : S. P. Ramet (ed.): The Radical Right in Central and Eastern Europe since 1989. In *The Radical Right in Central and Eastern Europe since 1989* (pp. 233-254). Pennsylvania : The Pennsylvania State University Press.

Capelle-Pogacean, A. e. Răgaru., N. (2006). La dérive contestataire en Roumanie et en Bulgarie. *Le Courrier des pays de l'Est, n° 1054*, disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2006-2-page-44.htm>, consulté le 8 mars 2013.

Cholova, B. (2010). *Populism in Bulgaria: a recent phenomenon?* Proceedings from 9th Belgian-Dutch Political science conference, 27-28 May, 2010, Leuven, Belgium.

- Christova, C.** (2010). Populism: The Bulgarian Case. *Sociedade e cultura*, vol. 13, núm. 2, 221-232.
- Detchev, S.** (2007). « The People » in the Bulgarian Press and Politics in the 1880s and 1890s. *Critique and Humanism Journal*, 23, 9-32.
- Deyanova, L.** (2005). Le triomphe du style « Volen Siderov « Triumphant na Volenshtinata ». *Cultura*, 26, juillet, disponible sur: http://www.kultura.bg/media/my_html/2376/volen.htm, consulté le 16 mars 2013.
- Dimitrov, P.** (2009). Does populism in Europe's New democracies really matter? *Demokratizatsiya*, Vol. 17 Issue 4, 310-323.
- Ditchev, I.** (2010). Le grand frère Boyko, tel qu'on le souhaitait « Bate Boyko, takav, kakavto si go pojelahme ». *Cultura*, 7/2579.
- Elenkov, I.** (2007). « The Second Golden Age ». Historicisation of Official Culture in the Context of Bulgaria's 1,300th Anniversary Celebrations (1976–1981). *Critique and Humanism Journal*, 23, 33-62.
- Frison-Roche, F.** (2005). Ataka : décryptage d'un radicalisme à la bulgare. *Le Courrier des Balkans*, disponible sur: <http://balkans.courriers.info/article5761.html>, consulté le 11 mars 2013.
- Frison-Roche, F.** (2005). Bulgarie : sociologie électorale d'Ataka, nouveau parti dans l'arène politique bulgare, disponible sur: http://www.colisee.org/article.php?id_article=1935, consulté le 11 mars 2013.
- Ganev, G.** (2003). Bulgarie : économie politique du retour d'un roi. *Critique internationale*, 2003/01.
- Genov, N.** (2010). Radical Nationalism in Contemporary Bulgaria. *Review of European Studies*, Vol. 2, No. 2, 35-53.
- Georgieva, P.** (2011). La nation, la citoyenneté et l'Etat à travers l'interprétations des partis de la droite radicale populiste des pays d'Europe Centrale et Orientale. In *Collection Local et Global dirigée par Gilles Rouet & François Soulages* (pp. 49-66). L'Harmattan.
- Ghodsee, K.** (2008). Left Wing, Right Wing, Everything : Xenophobia, Neo-totalitarianism, and Populist Politics in Bulgaria. *Problems of Post-Communism*, Vol. 55 Issue 3, 26-39.
- Ivanov, C., Ilieva, M.** (2005). « Bulgaria », in C. Mudde (ed.) *Racist Extremism in*

Central and Eastern Europe, London-New York, Routledge.

Ivanova, E. (1994). Populisme et légitimité « Populizam i legitimnost ». *Etudes Politiques*, n° 2.

Ivanova, E. (2007). Ataka, peur et désir de récompense, « Ataka, strah i jajada za vazmezdie ». Sofia: NBU.

Jecheva, C. (2007). L'Ataka – entre le nationalisme et le populisme « Ataka mejdu nacionalizma i populizma ». *Etudes Politiques*, 3, 49-69.

Jecheva, C. (2008). Populistkiat diskurs na Ataka « Le discours populiste d'ATAKA ». *Etudes Politiques*, 1, 71-81.

Karasiméonov, G. (2008). Ima li poniatieto populizam nauchna stoinist? « A-t-elle la notion du populisme une valeur scientifique ? » *Politicheski izsledvania*, 1, 3-13.

Krastev, I. (2006). Que cache la vague populiste? *Le Monde*, numéro de 21 juin.

Krastev, I. (2007). The populist moment. *Eurozine*, disponible sur: <http://www.cls-sofia.org/en/papers/the-populist-moment-175.html>, consulté le 11 mars 2011.

Krasteva, A. (2013). Le populisme bulgare: des hachures du portrait « Bulgarskiat populizam : Shtrihi kam portreta », disponible sur: <https://annakrasteva.wordpress.com/2013/12/23/bulgraian-populism/>, consulté le 11 mars 2013.

Lasserre, I., Mink, S. (2008). L'homme fort de Sofia. *Politique internationale*, <P 8° 4086>, 169-176.

Malinov, S. (2007). Reflections on Bulgarian Populism. *Critique and Humanism Journal*, 23, 71-84.

Minchev, B. (2010). Le peuple devient sauvage. Un opium pour les masses ou une démocratie sans compromis « Podiviavaneto na naroda, opium za masite ili demokracia bez compromis ». *Cultura*, 26/2599.

Panov, A. (2012). Du populisme après le libéralisme « Populizam sled liberalizma ». *Cultura*, 25 (2687), disponible sur: <http://www.kultura.bg/bg/article/view/19914>, consulté le 11 mars 2013.

Penchev, B. (2007). The National Populist Legacy of Socialism. *Critique and Humanism Journal*, 23, 63-69.

Petkov, K. (2005). Le retour du monarque « Zavrashtaneto na monarha ». Sofia: Hristo Botev.

- Ragaru, N.** (1999). Un nationalisme sans parti nationaliste : paradoxe de la transition bulgare. *Cahiers Anatole Leroy Beaulieu*, 4, p. 99-110.
- Ragaru, N.** (2001). Entre roi premier-ministre et président socialiste. *Transitions*, 1, 57-71.
- Ragaru, N.** (2006). L'émergence d'un parti nationaliste radical en Bulgarie : Ataka ou le mal-être du post-communisme. *Critique internationale*, 42-56.
- Simeonov, P.** (2010). Les partis populistes au-delà du populisme « Populistkite partii otvad populizma ». *Etudes Politiques*, 1-2, 43-63.
- Smilov, D.** (2007). The Banality and Extremism of Populism: Analysis of Dangers. *Critique and Humanism Journal*, 23, 161-164.
- Smilov, D.** (2008). Le populisme comme idéologie « Populizmat kato ideologia ». *Etudes politiques*, 1, 21-45.
- Smilov, D.** (2011). Le libéralisme politique en Bulgarie: réalisations et perspectives « Politicheskiat liberalizam v Bulgaria: postijenja i perspektivi ». *Fondation Fridrich Ebert*, disponible sur: <http://www.fes.bg/?cid=78&NewsId=929>, consulté le 11 mars 2012.
- Smrčkova, M.** (2009). Comparison of Radical Right-Wing Parties in Bulgaria and Romania: The National Movement of Ataka and the Great Romania Party. *Central European Political Studies Review (CEPSR)*, 1, 48-65.
- Stanchev, K.** (1994). Le populisme économique en Bulgarie « Ikonomocheskiat populizam v Bulgaria ». « *Politicheski izsledvania* », 2.
- Todorov, A.** (2007). Le national-populisme contre la démocratie. « Natzional-populizmat sreshtu demokratsijata ». *Kritika i Humanizam*, 23, 85-101.
- Todorov, A.** (2008). Le populisme pour et contre la démocratie « Populizmat za i sreshtu demokratsiata », *Etudes Politiques*, 1, 13-21.
- Todorov, A.** (2012). L'extrême droite en Bulgarie « Krajnata desniza v Bulgaria », disponible sur: <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/sofia/09691.pdf>, consulté le 13 mars 2013.
- Vassilev, R.** (2010). Why Was the Monarchy Not Restored in Post-Communist Bulgaria? *EEPS*, 24, 503-519.
- Włodarczyk, M.** (2002). Une étrange cohabitation en Bulgarie. *Courrier des pays de l'Est*, n°1021, 70-74.

Znepolski, B. (2012). A bas la démocratie. Vive le peuple « Dolu demokraciata, da jivee narodat ». *Cultura*, 3/2665.

Znepolski, B. Les scénarios du hasard : le populisme dans la presse bulgare « Stzenarii na poizvola : Populizmat v bulgarskata presa ». *Comité de Helsinki de Bulgarie*, disponible sur :

<http://old.bghelsinki.org/index.php?module=pages&lg=bg&page=obektiv13215>,

consulté le 14 mars 2013.

Annexes

Table des annexes

ANNEXE 1 : LISTE DES ENTRETIENS EFFECTUES.....	527
ANNEXE 2 :ENTRETIEN AVEC BOYKO BORISSOV	529
ANNEXE 3 : ENTRETIEN AVEC IVA NIKOLOVA.....	531
ANNEXE 4 : ENTRETIEN AVEC JELIOU JELEV.....	537
ANNEXE 5 : DISCOURS DE SIMEON DE SAXE-COBOURG-GOTHA A L'OCCASION DE L'INAUGURATION DU « MOUVEMENT NATIONAL SIMEON II » (NDSV)	545
ANNEXE 6 : FAC-SIMILE DE L'ENTRETIEN DE GEORGE GANCHEV : « CHACUN PEUT ENVIER NOS DEPUTES », DENIAT, 21 DECEMBRE 1994.....	548
ANNEXE 7 : FAC-SIMILE DE L'ENTRETIEN DE SIMEON DE SAXE COBOURG- GOTHA : « PAS MOI, LES GENS VONT CHANGER LA BULGARIE », STANDART, LE 16 OCTOBRE 2002.	549

Annexe 1 : Liste des entretiens effectués

1. Anton SIRAKOV	Leader du parti « Nouvelle force »
2. Boiko BORISSOV	Leader du GERB, maire de Sofia (2005-2009), Premier Ministre (2009-2013, 2014-)
3. Dessislava RIZOVA	Journaliste, quotidien « Moniteur »
4. Dimitar LUDJEV	Ancien vice - Premier Ministre, l'un des fondateurs du SDS
5. Donka ALEXANDROVA	Professeur de rhétorique à l'Université de Sofia
6. Djema GROZANOVA	Député du GERB (2009-2013)
7. Galya SLAVKOVA	Secrétaire de la structure de jeunesse du NDSV, membre du Conseil National du parti
8. George GANCHEV	Leader du BBB
9. Georgi BANKOV	Coordinateur régional d'ATAKA, ville de Belitza
10. Georgi BLIZNASHKI	Maître de conférences à L'Université de Sofia « St. Klément d'Ohrid », ancien député du BSP (1991-1994 et 2005-2009), Premier Ministre (Août-Octobre 2014)
11. Georgi GEORGIEV	Membre d'ATAKA
12. Georgi TOMOV	Membre du GERB de la région de Pancharevo
13. Haralan ALEXANDROV	Anthropologue social
14. Iva NIKOLOVA	Journaliste, rédacteur en chef du site politique Bulgaria-News.bg
15. Ivan SOTIROV	Député du SDS (2005-2009)
16. Ivo HRISTOV	Analyste politique chez les journaux « Sega », « TEMA », « L'Europeo »
17. Jean-Yves CAMUS	Chercheur associé à L'institut de recherches internationales et stratégiques (IRIS), spécialiste de l'extrême droite
18. Jeliou JELEV	Président bulgare (1990-1997)
19. Kolio KOLEV	Sociologue politique, Institut de sondage « MEDIANA »
20. Konstantin TRENCEV	Président du syndicat « PODKREPA »
21. Maria PIRGOVA	Maître de conférences à L'Université de Sofia « St. Klément d'Ohrid » et vice-président du parti « LIDER »

22. Mihail IVANOV	Chercheur, spécialiste des minorités
23. Mincho MINCHEV	Rédacteur en chef du journal « Nova Zora »
24. Mira RADEVA	Sociologue politique, Institut de sondage « MBMD »
25. Mita GEORGIEVA	Conseillère municipale, GERB ville de Sofia
26. Ognian MINCHEV	Politiste, Maître de conférences, Université de Sofia « St. Klément d'Ohrid »
27. Pavel SHOPOV	Vice-président d'ATAKA
28. Petko SIMEONOV	Sociologue, l'un des fondateurs du SDS
29. Plamen NIKOLOV	Ancien secrétaire parlementaire du gouvernement de Jean Videnov (1994-1997)
30. Rumiana KOLAROVA	Politiste, Maître de conférences, Université de Sofia « St. Klément d'Ohrid »
31. Sasho YORDANOV	Coordinateur régional d'ATAKA à Targovishte
32. Siméon DE SAXE - COBOURG-GOTHA	Leader du NDSV, Premier Ministre (2001-2005)
33. Stoiko TONEV	Sociologue, Université de Sofia
34. Stoyko DUKOV	Maire de la région de Vitosha, Sofia, GERB
35. Tzviatko TZVETKOV	Expert de Sécurité nationale, ancien Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur (1994-1997)
36. Velislava KRASTEVA	Attaché de presse chez le DPS
37. Volen SIDEROV	Leader d'ATAKA

Annexe 2 :Entretien avec Boyko BORISSOV

Maire de Sofia (2005-2009), Premier Ministre (2009 - 2013), (2014-).

Réalisé par Maria Mateeva, le 27 avril 2009 à Sofia

- **Monsieur Borissov, pour quelle raison vous êtes-vous émancipé du NDSV ? Celui-ci, n'était-il pas précisément l'expression de la volonté de changement, la nouvelle morale en politique, ce dont vous-même et votre propre parti GERB combattez actuellement ? Vous-même, vous devez votre popularité à Siméon Saxe-Cobourg-Gotta et à son mouvement.**
- C'est évident, la coalition avec le BSP.
- **D'après votre intuition, quelle partie de la société bulgare vous étiez censé vous rallier pour vous décider donc à fonder votre propre parti ?**
- Tous ceux, qui souhaitent le départ définitif des communistes.
- **Qu'est-ce que vous voulez dire par le départ définitif ? Quelles seraient vos démarches concrètes dans ce sens ? Cela fait 20 ans que le régime communiste s'est écroulé.**
- Le communisme est toujours là. Ils sont partout. Il faut les expulser.
- **Considérez-vous que GERB puisse exister sans la figure centrale que vous y occupez ?**
- Non. Pas à ce stade, après ça sera possible.
- **Comment le parti va-t-il se construire ? De quels milieux recruterez-vous des cadres totalement étrangers au régime communiste ?**
- Il y en a. On peut en trouver.

- **Dans votre plan de relance, vous misez sur un programme économique de droite comme sur des engagements à l'égard de la société tels que la hausse des pensions de retraite. Comment procurerez-vous les fonds nécessaires ?**
- C'est bien facile. Réduire la corruption.

- **Quelles sont notamment les mesures à prendre pour réduire la corruption ?**
- Transparence. Concours.

- **Dans le langage public en politique la notion de « populiste » est d'actualité. Pratiquement tout le monde s'en sert contre tout le monde. Vous vous en êtes servi souvent pour qualifier la politique du Premier Ministre Sergueï Stanichev. Quelle est la signification que vous y mettez ?**
- Eh bien, ce que fait Stanichev, c'est justement ça le populisme. Pas une seule promesse tenue, pas une.

- **Vous engageriez-vous de passer en revue les actes du gouvernement, si vous êtes à la tête du gouvernement suivant ? Est-ce que vous procéderez à des enquêtes sur des contrats, lesquels précisément ?**
- Sur tous.

- **Réclamerez-vous que les politiciens compromis soient emprisonnés ?**
- Naturellement.

Annexe 3 : Entretien avec Iva NIKOLOVA

Journaliste politique

Réalisé par Maria Mateeva, le 23 avril 2009 à Sofia

- **D'après vous, qu'est-ce que la notion de populisme signifie et quel est le sens qu'on y implique dans l'espace public en Bulgarie ?**
- Le populisme, c'est dire à haute voix ce que les gens souhaitent entendre, en discuter, et partager dans un milieu informel. Cependant, c'est un débat dépourvu d'information, sans qu'il soit clair pourquoi l'on discute sur des propositions ou l'on revient sur des décisions, sans savoir si un acteur politique concret en est coupable, ou c'est un simple concours de circonstance. Il existe de différentes espèces de populistes, ceux, qui parlent à bon escient, et qui savent que ce qu'ils disent est impossible, et d'autres qui sont tout simplement ignorants, mal informés. La démonstration la plus flagrante de populisme conscient et impudent à souhait, c'est celui de Siméon Saxe-Cobourg-Gotta avec son appel du 6 avril. C'est alors qu'il a été repris dans sa forme la plus déplaisante. Vu qu'avant, au cours du mandat du gouvernement d'Ivan Kostov, il était atténué.
- **Atténué, dites-vous. Et avant, où est-ce qu'il se manifestait ?**
- Au fil des années, de l'avènement de la démocratie en 1989 jusqu'à 1997, il n'y avait presque pas de politicien qui n'en ait pas recouru. Mettre les communistes derrière les barreaux, par exemple, c'est des théories populistes, quelque chose d'impossible. C'est cela, le populisme. En 1997 le populisme a été rembarré pour un certain temps avec le discours de Pétrar Stoïanov : Que la fabrique d'illusions ferme ses portes. Celle-ci est d'esprit sentencieux, or, on a commencé à parler au niveau du possible, le SDS au pouvoir comme le BSP en opposition se comportaient de cette façon. Mais avec l'arrivée du Roi le populisme s'est déchaîné avec une

envergure effroyable. Le roi-populiste a frayé le chemin à un populisme encore plus déplaisant, populisme grossier, et qui s'appuie sur un manque total d'information, une ignorance terrible. C'est le populisme de Boïko Borissov. Il a débuté par la phrase : « les politiciens, c'est de la merde en cellophane » (sic). Ce qui a réjoui le grand public qui pense ainsi. Peu importe l'image que nous nous faisons d'eux, ce sont les personnes qui donnent le ton dans la vie sociale, c'est là le mal. Ensuite, Boïko Borissov a vitupéré avec beaucoup de véhémence contre les partis, il a déclaré que c'est ce qu'il y a de pire dans l'État. Conception qu'il a démenti par la suite en fondant son propre parti. Là justement, je voudrais à ce propos rajouter quelque chose relatif au roi. Encore une thèse repoussante du populisme. Il a dit qu'il trouverait le moyen de contrôler ses députés et les destituer s'ils venaient à se compromettre. C'est un exemple de populisme flagrant, non que ce soit légalement impossible, mais du fait qu'un leader de parti politique se permet de contrôler des représentants du peuple élus par suffrage universel, et qui sur le plan de l'hierarchie sont beaucoup plus haut placés que leur leader, surtout s'il ne s'est pas présenté aux élections comme c'était le cas de Siméon. Boïko Borissov, voyons ce qu'il a fait – sa destinée, c'est une émanation de ce qu'il advient du populisme. L'écroulement est terrible. Le NDSV en ce moment en est la parfaite illustration, qui au bout de 8 ans seulement ne peut gagner même pas un pour cent de soutien. Dans son cas, la décadence du crédit dans le parti a commencé 6 mois seulement après qu'on l'a élu. En revanche, c'est Boyko qui a gagné du crédit. En Bulgarie, jamais auparavant un Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur n'avait eu une notoriété pareille. C'est un personnage d'une production hollywoodienne à budget limité. On en fait un bilan affligeant du niveau de la culture des citoyens bulgares. Je vais donc prendre la liberté de lui demander en public s'il se sent maintenant comme « de la merde en cellophane » puisque maintenant c'est un homme politique qui a son parti et désire même gouverner le pays. Il s'est désavoué. Alors que le roi ne s'est pas démenti, il a cherché à se justifier, à expliquer pourquoi ce qu'il avait promis ne s'est pas réalisé.

Quant à Boïko, c'est un phénomène particulier sur le plan de la politique, qui mérite une étude détaillée. Chez lui tout est à fleur de peau, sans second ni troisième plan. Pas de nuances.

- **Est-ce la déception d'un leader populiste qui engendre un nouveau ?**
- Bien sûr. L'un a donné naissance à l'autre. Cet écroulement a donné lieu à ATAKA de paraître – c'est le parti le plus populiste. Un homme y est présent, Volen Sidérov, qui ne croit pas un traître mot de ce qu'il dit, cependant il le fait en bon comédien. Ce n'est pas par hasard que c'est le parti des marginaux, des personnes qui ne se sont intégrées nulle part. Ils ne sont ni simples d'esprit, ni imbéciles, bien que peu cultivés pour la plupart. C'étaient des créatures du BSP, plus précisément du mouvement des généraux au sein de lui, qui aurait collecté un tel vote de gauche.

- **Si le PSB ne s'était pas réformé dans ses conceptions sur la politique interne, se proclamant comme parti social-démocrate, comme sur la politique externe se déclarant pour l'intégration de la Bulgarie à l'UE et à l'OTAN, il y aurait-il une niche libre pour ATAKA ?**
- Non, évidemment pas, or le BSP ne subsisterait non plus. Eux, ils se sauvaient la peau. C'étaient les slogans du BSP. N'oublions pas que le président bulgare en fonction présidait les meetings contre l'OTAN et pour la cause de Milosevic. Pourtant la métamorphose du BSP n'est pas populiste. C'était par la force des circonstances. Ou bien l'on s'adapte aux dispositions prédominantes dans la société, ou bien on est rayé de la carte politique. Ça a été l'unique démarche rentable. Le cas échéant, le BSP serait devenu ATAKA.

- **Le populisme serait-il contagieux ? Son déploiement dans le langage politique exige-t-il que la majorité des acteurs politiques s'en servent ?**
- Précisons d'abord quelle est la dernière manifestation du populisme chez nous. C'est l'RZS de Yani Yanev. Un mélange de démence, de flicaille, de bavardages anti-DPS. Le populisme doit être toujours désigné. Il faut dire :

toi, camarade, tu mens. Cependant ce n'est pas la peine de lui livrer une bataille acharnée. Il fait vite tomber dans le discrédit. Si l'on parle stratégie, en ce qui me concerne, j'aurais laissé un tel parti s'autodétruire ; le fait est que privé de combats, sans l'effigie de l'adversaire, il se dégrade très rapidement.

- **Alors, considérons la question dans l'autre sens. Est-ce qu'en général un parti non populiste serait contraint à lancer des messages populistes pour garder le ton du protagoniste. N'est-ce pas le cas du BSP et du GERB en ce moment ?**
- Non, je ne pense pas. En ce moment, le PSB est au pouvoir, et pour un parti qui participe au gouvernement il est difficile de lancer des messages populistes.

- **Il y a-t-il des politiques populistes, en plus des promesses populistes ?**
- Ben oui, les « fontaines royales » du NDSV qui sont bien connues, par exemple. Elles ont été mises en pratique – dit en passant – parce que le NDSV a eu de bons résultats aux élections de 2005, après 4 ans déjà au pouvoir. On considère ces fontaines comme un résultat palpable dans l'intérêt commun. Actuellement, c'est l'augmentation des pensions de retraite, réalisée par le BSP, qui a le même effet dans les derniers mois avant les élections.

- **Comment voyez-vous le populisme et les médias ? Est-ce qu'un leader charismatique réussit grâce à des messages simplistes à attirer aisément l'attention des médias, qu'il soit présenté sous un jour favorable ou en caricature ?**
- Naturellement. Par ailleurs, je peux vous affirmer de façon catégorique que nos médias sont particulièrement corrompus. Payants sont justement les articles doucereux consacrés à de chefs du genre « le meilleur homme que je connaisse ». Ceci ne représente pas une garantie jusqu'au bout de 10 jours la même rédaction pourrait être soudoyée par quelqu'un d'autre.

Un autre problème, c'est que les médias de chez nous, à la différence de celles en Occident, nous sommes en quête du sensationnel, toujours et rien que du sensationnel. Dans ce sens, des thèses simplistes et populistes s'y insinuent très facilement.

- **Voyez-vous une sortie de ce cycle du populisme, si vous considérez que nous y sommes pris depuis 2001 jusqu'à présent ?**

- Nous y sommes pris, c'est incontestable. Mais quels partis avons-nous en place actuellement : le BSP qui quitte le pouvoir, le DPS qui n'est pas un véritable parti mais en pratique une compagnie, alors que tous les autres sont d'inspiration populiste. Si l'un d'eux vient au pouvoir, la tour du populisme s'écroulera de nouveau d'elle-même. Une solution existe, c'est je suppose la stratégie du BSP – signer le présumé accord avec GERB pour une coalition de pouvoir. Ainsi, GERB ira au suicide parce que son dirigeant Boïko Borissov a signé lui-même une déclaration qu'il ne s'allierait pas au BSP. Si un tel accord existe, le populisme disparaîtra sans laisser de traces. Il l'a signé dans le studio de Nova télévizia. ATAKA lui aussi s'est déjà rallié au vote des partis au pouvoir, ce qui pour lui équivaut à un suicide.

- **Si nous admettons que les acteurs populistes concrets échouent, mais que la répulsion à l'égard des politiciens, le mécontentement de « la merde en cellophane » demeure, la place vacante ne serait-elle pas remplie par un nouveau visage ?**

- Non, le populisme s'est épuisé. Ce qu'il a du bon, c'est qu'il échoue par lui-même. Son non-sens est ostensible, un mensonge ne peut être repris. Il faudra chercher un nouveau segment. La Bulgarie devrait servir aux autres États d'un mémoire du populisme, pour qu'on suive l'évolution des messages populistes. Chez nous, ils prennent racine strictement grâce à l'ethnopsychologie. Nous sommes perpétuellement en quête de sauveurs, de messies qui vont venir pour sauver la nation, lui faire traverser le désert comme Moïse. Ce qui est positif, c'est que nous avons expérimenté avec

tout. On observe chez nous des phénomènes uniques. Un roi Premier Ministre, cela mérite d'être analysé ; on a eu droit à la première dans tous les médias internationaux, non parce que nous avons un nouveau gouvernement, mais parce que nous avons nous-mêmes élu un monarque, viré par notre propre volonté cinquante ans plus tôt. Et par référendum avec ça.

Annexe 4 : Entretien avec Jeliou JELEV

Président de la Bulgarie (1992-1997)

Réalisé par Maria Mateeva, le 24 avril 2009 à Sofia

- Monsieur le Président, quelle est la signification attribuée à la notion de populisme dans la langue politique bulgare ?

- Dans son acception traditionnelle, le populisme, c'est faire des promesses bien qu'on ne puisse pas les tenir, ceci dans le seul objectif de plaire aux électeurs. Vouloir acquérir du renom et par conséquent, plus de sièges au parlement. C'est une maladie inhérente aux mouvements de masse car leurs meneurs ne disposent pas d'assez de ressources pour persuader l'électorat de se remettre à eux. C'est lors des campagnes électorales que le populisme prolifère.

Il y a une vieille anecdote de l'époque avant le communisme, celle du l'ancien parlementarisme. Un député va à la campagne et déclare : Mes chers paysans, si vous votez pour moi, je vais faire construire un pont au village. Ils lui répondent : Mais il n'y a pas de rivière par là ! Lui de répliquer : Alors, je vais faire y couler une.

Cependant, c'est le peuple lui-même qui en est la source, moins il est cultivé, plus le populisme gagne du terrain. C'est de la manipulation par excellence, non pas une falsification. Prenons, si vous voulez, les grandes démocraties telles que les U.S.A. où les deux grands partis – les démocrates et les républicains, ont souvent recours au populisme.

- **Quelle est votre vision du populisme, présent sur la scène politique bulgare dans les premières années après 1989 ?**
- Il y était, bien sûr. Chez ceux de l' SDS qui voulaient s'imposer comme des politiciens intrépides et décidés. Ils se déclaraient pour un changement immédiat du système ! Immédiatement ! Ceci, bien entendu, était impossible, et la période transitoire nous a pris 20 longues années, ce n'est pas si simple. La transition, chez nous comme dans les autres États qui devaient transiter du communisme à la démocratie et à l'économie du marché, suit trois étapes. Le premier, on peut le définir en gros comme chaotique. Il consiste dans la destruction du système totalitaire et le monopole du parti socialiste. Ce qui était en rapport avec la révision de la constitution, l'expropriation des biens du PCB, les palais, construits avec l'argent de la nation. Cette première étape a duré quelques mois, jusqu'aux législatives. C'est l'étape de recouvrement de toutes les libertés civiques. Les gens faisaient tout ce qui leur était interdit avant. C'est pourquoi ils se sont lancés à fonder des partis – de gauche, de droite, du centre, comme le cœur leur en disait. Ce sont les acquisitions, produits des meetings mais de la Table ronde aussi. On peut dire qu'elle a deux pieds – la pression des rues, et les négociations, incarnées par les forces de l'opposition. Ce n'étaient pas que des exercices oratoires, mais des négociations importantes au cours desquelles les paramètres du nouveau système furent fixés. Il y a été décidé dans quelle mesure le système totalitaire serait aboli et dans quel échelonnement. Au grand déplaisir du parti au pouvoir : le PCB, ses représentants étaient forcés à faire adopter les décisions prises au parlement demeurant des communistes. Tout ce que nous avons décidé entrainait directement au parlement et prenait force de loi. Autour de notre Table ronde, des décisions cruciales ont été prises : l'abrogation de l'article 1 de l'ancienne Constitution de 1971 en vertu duquel le PCB et l'État fusionnaient, ainsi que tous les articles qui en découlaient. Notamment, postulant que la jeunesse étudiante doit être éduquée dans un esprit d'affection pour le Parti communiste bulgare et l'Union soviétique, l'obligation d'étudier la dialectique, le matérialisme de

l'histoire. C'était valable aussi pour les écoles, qui se pliaient aux mêmes règles. On a rasé tout ça grâce à la Table ronde. Néanmoins, c'est devenu possible suite à la pression sociale venant du dehors, et qui nous délégua le droit de négocier. Nous avons par ailleurs imposé que la radio et la télévision transmettent les débats en direct. Le peuple apprenait les nouvelles de vive voix, elle suscitaient tellement l'intérêt que les gens s'arrêtaient de travailler, ateliers, usines, écoles, tout fermait à 3 heures, quand commençait la Table ronde. Même qu'on a dû rapporter légèrement l'heure de son ouverture à plus tard dans la journée.

C'est précisément l'action conjuguée de ces deux leviers – les meetings, les réunions, avec la Table ronde, qui a rendu possible cette première étape chaotique de la transition. La contrainte de l'incessante pression sociale faisait respecter les décisions, prises à la Table ronde ; à défaut de cela, nous - les négociateurs, n'aurions aucun mandat. En effet, c'est ainsi qu'on a dissout les structures du PCB de premier échelon dans les entreprises. Toujours à la Table ronde, il a été décidé d'affranchir l'armée, la police, le tribunal et le corps diplomatique, du parti. Par la suite, cela a été codifié par la loi : de quel droit un parti aurait-il une position prédominante au sein des institutions principales de l'État, qui sont au service de toute la nation. A la base de cela, nous avons construit un ministère civil de la Défense; ce que nous avons encore fait, c'est la dissolution de la Centrale politique du PCB dans l'armée – un organisme qu'on a totalement rayé. Le VI-e Centrale de la Sûreté de l'État – la police politique en fait, celle qui emprisonnait les libres-penseurs – fut elle aussi dissoute. Une autre nouvelle loi levait les restrictions sur la résidence dans les grandes villes. Une variété du servage qu'on copiait sur celui d'URSS.

Voilà donc, c'était la première étape de la transition dont le mot clé, c'est la liberté, la restitution des libertés civiques aux gens qui peuvent fonder des partis, organiser des meetings, recourir à la désobéissance civile.

La deuxième étape de l'époque transitoire est marquée par la constitution des nouvelles institutions de la démocratie.

Elle commence par des élections parlementaires. Par conséquent, le parlement se met à remplir le rôle qui lui est propre, à adopter la nouvelle constitution avant toute chose. Elle réglemente la séparation des pouvoirs : le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Ceux-ci existaient déjà, or, ils étaient dominés par le Bureau politique du Comité central du PCB, qui en gardait le contrôle sur tout chacun et sur tous. On a investi donc un nouveau contenu dans les anciennes institutions mais avec cela on en a créé de nouvelles, propres aux régimes démocratiques. L'institution présidentielle était tout nouvelle. Jusqu'alors la Bulgarie n'en possédait pas de pareille. Il y avait un Président du Conseil de l'État qui était aussi nommé par le Comité central. Un autre précédent, c'était la mise en place d'une Cour constitutionnelle jouant la fonction d'arbitre. Celui-ci a joué un rôle majeur durant le mandat de Jean Vidénoy (Le gouvernement de PSB de 1994-1996), quand il y eut des tentatives de restituer plusieurs dispositifs révolus, datant de l'époque communiste.

La troisième étape de la transition, c'est celle des réformes économiques, quand toute l'économie doit passer entre les mains de propriétaires privés, c'est-à-dire, la restitution qui fait recouvrer ce qui a été exproprié. La privatisation ensuite – c'est la réforme la plus décisive – la dénationalisation de tout ce qu'on a produit pendant l'époque du communisme, au cours d'un demi-siècle. Justement, on a procédé par la privatisation de masse, l'entreprise revient à ceux qui y travaillent, et c'est une méthode vicieuse de privatisation puisque les titres remis à la population sont intégralement achetés par la « nomenclature » qui du jour au lendemain s'approprie l'entreprise alors que ceux qui y travaillent réellement se transforment en des salariés. Une autre voie commune, c'est la restitution de terrains ; ces étapes sont identiques pour tous les pays ex-communistes : la Pologne, la Tchéquie, la Hongrie, la Slovaquie. Ces trois étapes ne sont évidemment pas nettement distinctes, elles s'entremêlent. Il

est possible que l'une ne soit pas encore terminée que l'autre se soit déjà déclenchée.

- **Selon vous, quand est-ce que l'époque de transition en Bulgarie s'est terminée, sa troisième partie notamment ?**
- Cela s'est passé pendant la période 1997-2001, le mandat d'Ivan Kostov, qui a effectué la plus grosse étape de la privatisation, la privatisation d'encaissement. La privatisation de masse a commencé plus tôt, durant le mandat du gouvernement du PSB de 1994 à 1996.

- **Comment interprétez-vous le large crédit pour le mouvement de Siméon Saxe-Cobourg-Gotta, qui a promis un progrès rapide et palpable dans la qualité de vie, et cela, à la clôture de cette dernière étape de la transition que vous venez d'esquisser ?**
- La raison principale en était la perte du crédit pour le SDS au cours du mandat d'Ivan Kostov et son gouvernement. Bien qu'il ait réalisé la plus importante partie de la privatisation, il l'a aussi profanée, minée de corruption. De fait, la privatisation s'effectuait sous le régime de la corruption. En 2001 le PSB lui aussi s'état profané et corrompu, totalement aliéné du peuple. Kostov pratiquait la privatisation soi-disant « du parti », il distribuait des usines, des fabriques aux membres du SDS, mais voyons, personne n'est tellement con, on ne peut pas abuser les gens. Et tout le monde voit bien que les démocrates et les communistes s'enrichissent pareil.

- **Le programme du NDSV était-il populiste, Siméon ayant mis ensemble tous les politiciens discrédités en promettant une nouvelle morale en politique ?**
- Le Roi est arrivé avec mille promesses. Une bonne dose de populisme figurait dans ces interventions publiques. Remettre tout sur pied en 800

jours, etc. Il a promis les éléments que l'époque de transition ne nous a pas apportés. La transition s'est terminée en définitive avec l'intégration de la Bulgarie à l'Union Européenne et l'OTAN. On n'y accepte pas des États qui n'ont pas réalisé les réformes démocratiques. C'est pourquoi une certaine hiérarchie existe lors de l'intégration. Nous avons été admis d'abord au Conseil de l'Europe, en 1992, c'était le premier à laisser passer, pour ainsi dire, attestant que des transformations démocratiques sont réalisées en Bulgarie et qu'on y prend le pouvoir par voie électorale, non par quelconques putschs ou usurpations. Ce n'est que plus tard qu'on nous a admis à l'OTAN, et finalement à l'UE. C'est l'identification du niveau des réformes dans le pays. Mais, franchement dit, ils ont multiplié les exigences à l'excès, ont monté la barre de plus en plus haut ; ce n'était pas pareil avec la Turquie candidate à l'OTAN, par exemple, qui a été hâtivement admise à l'époque de la Guerre froide, ou bien la Grèce concernant son admission et à l'OTAN et à l'UE.

- **Comment se fait-il que des partis comme GERB ou ATAKA font leur apparition après le détronement du NDSV, comment expliquez-vous leur succès ?**
- Effectivement, c'est là que nous sombrons dans le populisme. L'ATAKA est apparu comme un parti foncièrement populiste. Qui promettait n'importe quoi cependant que son programme était radicalement négatif, contre l'OTAN, contre l'UE, contre les bases américaines. A mon avis, les personnes qui s'accrochent au nationalisme, ils sont bornés. Le nationalisme, d'après moi, c'est quelque chose de stérile. Des différences existent entre patriotisme et nationalisme. De Gaulle l'a déjà dit : le patriotisme, ça veut dire aimer sa patrie, sa nation, alors que le nationalisme – détester les autres, ses voisins. Dans une grande mesure GERB a débuté de la même manière mais eux, ils ont réalisé qu'ils seraient désapprouvés par l'UE et le Parti populaire européen auquel ils voulaient adhérer, et finalement y viennent d'être admis.

- **Comment voyez-vous l'avenir du GERB et d'ATAKA. Est-ce qu'ils partageront le sort du NDSV qui a pris rapidement de la vitesse mais s'est vite éclipsé ? GERB aura-t-il la même destinée, vu qu'il a des tendances moins extrêmes et qu'il va probablement remporter les prochaines législatives ? N'est-il pas prédestiné à servir une ou deux fois seulement comme s'est montré juste capable le mouvement du roi ?**
- La politique cache des écueils surtout au moment des élections, c'est en fait que les promesses qu'on a faites, il faut les mettre en pratique, ce n'est pas suffisant d'en parler – alors que les promesses d'ATAKA sont fantaisies : la Bulgarie – aux Bulgares, les Turcs s'en iront en Turquie, le Tsiganes – en Inde. C'est impossible pour le moins. Nulle part n'existe un pays ethniquement pur. Prenons l'Allemagne de l'époque d'Hitler et de nos jours. Celui-ci se serait tourné à la tombe, s'il voyait combien est pure la race allemande, au contraire, les Turcs y abondent. Ça n'existe pas, le monde se globalise, le brassage des nations est intégral et elles s'enrichissent mutuellement. La différence doit être tolérée, puisqu'elle n'est pas ennemie à la démocratie, au contraire.

- **En quoi voyez-vous l'issue de ce cycle du populisme, où la Bulgarie se trouve incontestablement prise ?**
- Voyons, le temps est bon guérisseur, et comme un individu se défait des marques laissées sur sa conscience, le même devrait advenir des représentants politiques bulgares. On constate que les populistes de tous les genres, quelque point de départ qu'ils choisissent, ne sont pas rentables. Cela ne mène à rien. La vie dénonce leur nature de démagogues, même si en leur for intérieur ils ne se considèrent pas tels, ils le sont objectivement.

- **En quoi est-ce que vous voyez une alternative de la rhétorique populiste en tant que mécanisme d'essor pour de nouvelles formations politiques ? Si au début des années 1990 le pari, l'objectif du pays, c'était la démocratisation, la décommunisation, on dirait que depuis 2001 la révision de cette décommunisation sort au premier plan. Quel doit être le point de départ pour le pays qui puisse supplanter ce thème dans le débat dans la société ?**
- C'est, hors de doute, l'intégration définitive à l'UE. La Bulgarie doit trouver sa propre aire, sa place. Alors, dignes d'intérêt seront ces partis qui trouveront les voies d'une telle intégration effective. Nous sommes déjà admis à l'UE, et c'est très bien ; pourtant, c'est plutôt une perspective. C'est à présent que nous devons nous y intégrer institutionnellement, économiquement, culturellement, tout en conservant évidemment notre propre culture. Quand même il n'y aura pas de garanties contre le populisme. Il y aura toujours des partis qui y auront recours.

Annexe 5 : Discours de Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha à l'occasion de l'inauguration du
« Mouvement national Simeon II » (NDSV)

Des changements immédiats s'imposent dans le système politique et la morale en politique

Appel au peuple

le 6 avril 2001

Mes compatriotes !

Ce jour-ci marque un tournant dans ma vie. Des dizaines d'années j'ai vécu avec le devoir de vous servir. Des dizaines d'années j'ai porté avec vous la souffrance de notre malheureux destin. Cependant jamais la foi ne m'a quitté et je crois toujours en Bulgarie libre et puissante. J'ai été heureux en 1989 quand la dictature s'est écroulée et que la perspective s'ouvrait d'une vie digne et heureuse dans toute l'Europe de l'Est. Je me tourmentais plus tard, voyant que les rêves cèdent la place à la misère et au désespoir. Pendant cette période, rien ne m'était plus pénible que les cris de détresse de centaines de mes compatriotes, acculés aux limites de la subsistance. J'y répondais selon mes moyens et d'autant qu'on me le permettait.

Je ne voudrais pas négliger plusieurs acquisitions de la politique extérieure de Bulgarie ou les tendances positives dans le développement économique en 1999 et jusqu'à l'automne de l'année passée. Pourtant, c'est le chagrin et la colère croissante de beaucoup de gens qui l'emporte. Ce n'est ni moral ni politiquement justifiable, que conformément aux standards européens la majorité de nos habitants, y compris ceux des villages et des petites villes, vivent dans la misère, alors que certains politiciens croupissent dans une opulence déconcertante ; que des dizaines de milliers de nos fils et nos filles quittent la Bulgarie, chassés par l'absence de perspectives ; que presque la moitié des citoyens bulgares ne trouvent pas de candidat digne de crédit ni de sens aux élections. Des changements immédiats s'imposent dans le système politique et la morale en politique. L'honnêteté est de rigueur. L'honnêteté en toute chose ! Le moment est fatidique pour la Bulgarie, et moi personnellement. Je suis guidé par la foi et les attentes de centaines de milliers de mes concitoyens.

Je suis plus que jamais décidé de remplir mon devoir historique vis-à-vis de Bulgarie, si aux prochaines élections parlementaires j'obtiens votre soutien catégorique.

Chers concitoyens,

En ce jour, je déclare mon intention de fonder et guider un mouvement social pour une nouvelle morale en politique, de nouvelles formules économiques avec des idées neuves pour la Bulgarie et de nouvelles personnes qui en seront le force motrice.

Avec cet appel que je vous adresse, j'inaugure le « Mouvement National Siméon II » qui se pose trois principaux objectifs :

Premièrement : une transformation rapide et réelle du niveau de vie chez nous par voie de réalisation d'une économie du marché fonctionnelle en accord avec les critères d'intégration à l'Union Européenne et par l'accroissement des investissements en Bulgarie de la part du capital mondial majeur.

Je suis capable de proposer un schéma de mesures économiques et un partenariat socio-économique, grâce auquel pas plus tard qu'au bout de 800 jours le proverbial esprit travailleur et d'entreprise des Bulgares va vous faire changer la vie.

Deuxièmement : la révocation du particularisme politique et l'unification de la nation bulgare à la base de nos idéaux et valeurs traditionnelles, et qui ont sauvegardé la grandeur nationale à travers son histoire millénaire.

Troisièmement : mise en pratique de principes et d'organismes, destinés à stopper la corruption, celle-ci s'étant transformée en le plus grand péril pour la Bulgarie, cause de la misère du peuple et entrave aux indispensables investissements étrangers.

J'ai la conviction qu'aux législatives, par l'exercice de votre devoir de citoyens et vos scrutins, le « Mouvement National Siméon II » aura sa première lancée, son inauguration. En votant pour le Mouvement, c'est vous qui serez ses réels fondateurs, tandis que les députés élus vont mettre à l'œuvre au Parlement ses objectifs et ses idéaux.

Le mouvement, tel que je le propose ne représente pas une coalition de partis en place ni de dirigeants politiques. La visée de ce mouvement, ce ne sont pas les partis ou les personnes distinctes, puisque je ne cherche pas la confrontation avec quiconque, or, ce sont les problèmes vitaux de Bulgarie. Le « Mouvement National Siméon II » suggérera de nouvelles idées et aspirera à un large soutien et au consensus afin de les réaliser au nom d'une vie meilleure pour chacun de nos compatriotes sans égard de son adhésion politique ou son origine ethnique. Je compte sur l'appui désintéressé de chacun qui n'a cessé de me croire. Je compte particulièrement sur les jeunes gens hautement qualifiés qui constituent mon plus puissant allié dans la réalisation des changements que je propose. Je compte aussi sur les milliers des Bulgares vivant à l'étranger, qui chérissent la patrie et souhaitent lui être utiles.

Je désire ardemment inciter à voter ceux de vous, qui déclarent maintenant qu'ils n'iraient pas aux urnes, ou dont le vote ne sera pas guidé par le désir du renouveau mais par des stéréotypes et la peur même du passé. Mon vœu n'est pas une fin en soi, c'est l'expression de ma conviction intime qu'un meilleur avenir pour la Bulgarie, le 17 juin passé, est possible en fonction de votre participation aux

élections en nombre impressionnant. C'est là-dedans qu'on peut découvrir mon rôle social comme celui du Mouvement, qui est en train de naître aujourd'hui.

Après mes rencontres avec vous à travers le pays et s'inspirant par certains critères, j'inviterai un nombre suffisant de citoyens bulgares pour compléter les listes électorales du Mouvement et se consacrer à la mission de représentant du peuple au sens propre du mot. Je tâcherai à ce que la majorité des candidats soient des personnes qui ont tout simplement travaillé, souffert et espéré un meilleur avenir pour notre peuple. Évidemment, j'inviterai aussi des gens qui ont déjà pris part à la vie politique, en raison de leur expérience, leur professionnalisme, me rendant bien compte que peu de réputations seraient épargnées par les orages en politique. Je voudrais encore qu'un nombre important des députés soient des femmes, comme j'ai toujours pensé que grâce à elles la politique devient plus humaine, donc plus efficace ! J'ai toujours tenu et je tiens à ce que les personnes soient estimées en fonction de leurs compétences, ça ne me dit rien de distribuer des postes sur des critères comme la parenté ou l'adhésion à un parti.

Je voudrais vous assurer que le « Mouvement National Siméon II » disposera de mécanismes qui feront que les députés rendent directement compte de leurs actes à leurs électeurs. Chacun qui acceptera mon invitation aura la responsabilité de se consacrer aux objectifs du Mouvement et à ses fortes exigences de morale, et devra se tenir prêt à se retirer, s'il a failli à la confiance.

Chers concitoyens,

Je suis tout à fait conscient de la responsabilité que j'assume avec l'appel que je vous adresse. J'ai choisi cette voie qui est la plus difficile, car je suis certain que c'est la seule qui conduit à une nouvelle Renaissance spirituelle et économique. On prétend que la loi sur les partis, qui a été récemment votée, serait destinée à vous empêcher de me suivre dans le changement, que je vous propose aujourd'hui. Je crains de croire en une pareille éventualité dans une jeune démocratie européenne.

J'attends avec impatience nos nouveaux rendez-vous. Dorénavant, ce ne seront pas que des rendez-vous de l'espérance, mais aussi marqués par la résolution et la mobilisation pour le changement.

En ce moment historique, pour moi, être leader, ça aurait du sens, uniquement si je travaille pour tous. C'est de votre soutien que je puise ma force ! Nous réussirons ensemble, tout comme « C'est l'Union qui fait la force ».

Que Dieu nous aide !

Siméon II

Sofia, le 6 avril 2001

Annexe 6 : Fac-similé de l'entretien de George Ganchev : « Chacun peut envier nos députés », Deniat, 21 décembre 1994



БТА - Справочна редакция
 Вестник "ДЕНЯТ"
 285 21 XI 1994

Денят
 СЪБЕСЕДНИК

6 СТРАНИЦА
 21 декември 1994 г.

„ВСЕКИ МОЖЕ ДА ЗАВЪДНА СЪВЪЩОМЪ ДЪЛЪЖНОСТТА“

Твърди **ЖОРЖ ГАНЧЕВ**, председател на Българския бизнесблок

Иван Топалов

Г-н Ганчев, чух възрастни хора да казват: а бе кой ги пусна тези чужденци - Мозер и Жорж, в парламента. Вие като граждани имате същност?

- Има някои господа от бившата Държавна сигурност на Годор Живков, които минаха от политическата в икономическата власт. Днес те искат да купят България за жълти стотинки. И затова през всичките тези пет години се опитваха да ме смаят. Но ние устояхме на натиска, на пловните им, на „активните“ им мероприятия. Безиснените от нашите братства бяха заплахвани, че няма да получат заплати от банките, че колкото им ще бъдат вдигнати във въздуха. Но никога от нас не се подаде.

Мисля, че законът е най-голямата свобода. Ние доказваме, че сме хора, които ще се борят за неговото въвеждане да има равнина на идеята, да има средна класа. Средната класа ще я има, докато има хора като нас, защото сме подкрепени от дребния, средния и среден бизнес. И най-вече сме подкрепени от младата хора на България, защото те искат да имат бъдеще тук, а не да мият чинии в Канада или в дипломатията си да висят в Штите по бизнеснастанциите. Ние действително желаем да работят чужди инвестиции, а някои от сегашните величия нямат полза от това, те искат да разпродадат банката, да установят сферата на влияние, да узурпират всичко, да приватизират всичко под маската с фиктивни търгове, да ангажират професионалистите по места и да си спомат подставени лица, и прочие, и прочие... Оттук нататък мисля, че ще докажем нашата кауза със законодателството си в новия парламент.

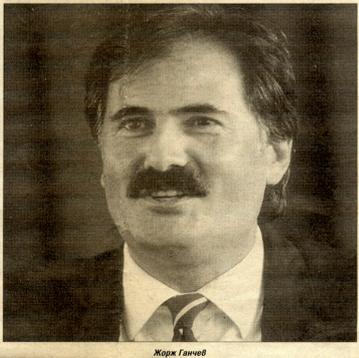
Ние също така ще се борим за програмна президентска република, в която се знае, че един човек носи отговорността. Да се знае, че технократите управяват в бъдеще. Да се знае, че има умни хора и в СДС, и в БЗНС, и в БСП, и в бизнесблока. И тези умни хора да се върнат в полза на роду, а не в полза на лични и партийни интереси.

Ще търсите ли сътрудничество с президента и с лидерите на големите партии?

- Аз не съм свикнал с „човек от Веселиново“, откакто пусна Указ 272 от 9.IX.1991 година и смени двама души от ЦИК, които отказва да регистрират ДПС - една партия на етническа и верска основа, която нарушава българската конституция. Аз не уважавам хора, които показват конституцията, а същевременно претендират, че служат на нея или чрез нея на народа си. И не сметам да имам делови с него, докато не освободи този стоп на някой по-достойн, по патриот и технократ, който като влезе в ерата става, ще привлече вниманието в полза на България.

А с кои други партии ще ползвате сътрудничество в парламента?

- В изборната нощ заявих, че гласоподаателите на БСП, Лицево, Паринския и тем подобни трябва да се оттепят от ръководството на БСП, да може ние да преговаряме с тях. Същото се отнася и за СДС. Това са



George Ganchev

Филип Димитров, Куртев, члени Костов и тем подобни, които трябва да поемат отговорността за това, че дядоха властта без бой преди две години и половина и за сегашния провал на синята идея, която аз и Беркова изрешихме с още 22-ма души. Аз никога не съм предил синята идея. И те работят срещу мен за това, защото в България не са си изградили личности с положението на шлепа народа от дълго време. Сега обаче ние трябва да подем на този процес и да изтласкаме натрети тези хора, без личности едно стадо не може да намери вярна, умора от жажда или бива изкаждано от по-големите животни.

А какви са отношенията ви с Народния съюз?

- Мисля, че с тях можем да говорим, тъй като техникът тон е по-друг. Аз трябва да кажа, че не намирам съюз с Мозер, тъй като сметнах, че не мога републиканци да се съюзват с монархисти. Но мисля, че те могат да разчитат на нас. И много хора може би ще повярват, че в бъдещия парламент ще има „център-дясно“, който да спомогне икономиката да започне да команева политиката.

Второ, нашата програма накарва и Савов-Мозер да размислят, че номер едно трябва да бъде борбата за закон за фалитите, закон за предпазния коридор. Сметам палата - да се знае кой кой, кой плаща, да се премахне двойното облагане, да се привлекат чужди инвестиции чрез данъчни преференции три години. (Няма да плаща три години, ако вквара 100 милиона марку, а ако ги дивенствира в България - да не плаща пет години.) Нашата програма изисква те да докарат освен парите и маркетинг, мениджмънт, ноу-хау, чужди пазари и рекламни мрежи от трите отиди, за да може нашият общ продукт да различа за продажба навън. И колективизат, който ще вземе 20% от акциите, изплащайки ги 25 години с преференциална лихва, да се научи, че в съобщественик, и да промени работните си навици. Това е бъдещето.

Искам да ви попитам за настъпи ли промяна на отношението ви към ДПС след влизането в парламента. Вие като бизнесмен вероятно сте праг-

матичен човек и в парламента сигурно ще се ръководите от интереси, а не от емоции?

- При нас няма емоции. Аз съм патриот и много от моите колеги са закърмени с народолюбие. Не може прощите да се обръщат в гроба, като ни гледат как предаваме етнонационалният статут на България - та е записана в ООН като етнонационална неделима държава с българския флаг, с българските химни, с официална българска православна църква. Ако ние не доживим на това, ние сме загубили. Генетичната банка се съхранява божие - повече съмъртност от раждаемост, имаме 85 000 стертни семейства - това значи лоша храна, лош въздух, стрес и неигруност. И след 25 години ние ще бъдем в съюзението на Южна Африка между бели и черни. Така не може. Аз имам огромно уважение към синята партия на вероите, към джамията на мисомаманите, за мене е герой Мохамед - члн сам Корана два пъти, за мене е герой Мойсей, герои са и Кришна, Буда и Бахаула. Аз им се покланям на тези пророци, аз немам врагове. Извинявайте, мога призив в - членувайте в българския парти и спазвайте българската конституция, така, както в Штите 120 етноциста ще релуват за синята идея. Никога не се е отказал от синята идея и най-малко нашият екип.

Ако все пак в СДС дойдат нови лица, вие ще говорите ли с тях?

- Ние желаем тези нови лица, които да бъдат хора, изтласкани отолду, и конституция ще релуват за синята идея. Никога не се е отказал от синята идея и най-малко нашият екип.

Казете нещо по-конкретно и за отношението на БББ към Балканите?

- Балканската ни политика в „лр“, за не „анти“. Думата „анти“ идеята от СДС прекалено натрапчиво и затова те заукача избирате. Мисля, че пробалканската политика е тоничият ни ход. Ние няма да влезем в никакви екип например Анкара-София - Скопие-Ирвана-Сараево или Атина-София-Букурещ-Белград-Москва, тъй като и славянската, и мюсюлманската ос са грешни. Двустранните договори са бъдещето.

Казете нещо по-конкретно и за отношението на БББ към Балканите?

- Балканската ни политика в „лр“, за не „анти“. Думата „анти“ идеята от СДС прекалено натрапчиво и затова те заукача избирате. Мисля, че пробалканската политика е тоничият ни ход. Ние няма да влезем в никакви екип например Анкара-София - Скопие-Ирвана-Сараево или Атина-София-Букурещ-Белград-Москва, тъй като и славянската, и мюсюлманската ос са грешни. Двустранните договори са бъдещето.

„Грешно е понятието Изток-Запад. България по времето на Стефан Стамболов е водила само една политика, наречена пробългарска. Тя е изправяла всичките сили една срещу друга в полза на българските интереси. БББ ще прогледат тази политика на държавни реформи и рано при формални ситуации. Само така България може да бъде добър съсед и да бъде поощрявана във всички посоки.“

Annexe 7 : Fac-similé de l'entretien de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha : « Pas moi, les gens vont changer la Bulgarie », Standart, le 16 octobre 2002.

Америка е основна сила, нелепо е да ѝ се противопоставяме

Не аз, хората ще променят България

След напрегатен живот перспективата за оттегляне е интересна, казва Симеон Саксбургготски

- Симеон Саксбургготски, сега сте сред членовете на Съвета за сигурност (СС) на ООН. САЩ прикляват за дадено, че България ще следва пътята си за Ирак. Това е вярно, нали?

- Не бих могъл да зная дали наистина е така. Ние сме кандидат за членство в НАТО и това е едно съображение. Нашият спътник в СС показва ясно, че ние всички се опитваме да изчерпим

всички мерки за диалог

и дипломация, преди да обмислим нещо близко до военни действия. Така че аз бих погледнал от тази гледна точка.

- Но всичкият външен министър даде да се разбере, че следващия път, когато САЩ поискат подкрепа или се нуждаят от подкрепа, България ще бъде отключен съюзник. Това прилича много на изпитание на САЩ на подясан чек с непълнена сума.

- Аз мисля, че от това да си съюзник проитичат и много други неща - да бъдеш лоялен, да показваш разбиране.

- Да следваш линията...

- О, не, не. Да действате, както се означава в съгласие с картата на ООН. Не бих поставил ударение върху това, че ни тласкат напред-назад.

- До какво се свежда позицията на България? Ще подкрепите ли одената от САЩ инавия на Ирак без изрично решение на ООН?

- Ще отговоря, че на този етап не е време да говорим за това. Ние все още се опитваме да минем през различни резолюции и други средства. Не е дошло времето за това.

- Но вие имате място в Съвета за сигурност и хората биха искали да знаят каква е вашата позиция, точно както искат да знаят каква е позицията на британското правителство. Така че аз ви питам каква е вашата позиция по този въпрос.

- Нашата позиция е, че сега е желателно мирно решение, но

това не зависи от мен

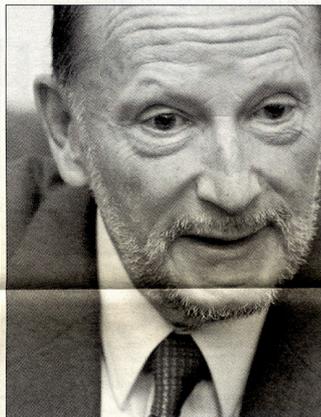
и малка България.

- Но както знаете, САЩ казва пред ООН: Ако вие не направите това, ние ще поведем коалиция и ще го направим сами. Това е извънземно от позиция на силата, нали? Ще го приемете ли?

Българският премиер Симеон Саксбургготски бе гост в студиото на BBC Hardtalk по време на официалното си посещение в Лондон от 7 до 9 октомври.

Водещият на предаването Тим Себастиан заявя: "България, някога здраво прикрепена

към съветския блок, сега е твърдо решена да се присъедини към ЕС и НАТО. Но цената за това е висока. Моят гост бе провъзгласен за цар на България на 6-годишна възраст. Изгонен от комунистите, сега той се върна като избран премиер."



Симеон Саксбурготски

ФОТО СТОЯН НЕВОВ

- САЩ са основна световна сила и имат привилегията да изразят на висок глас мнението си. Но ситуацията още не е стигнала дотам и доказателството е, че САЩ преговарят, сондират мненията. Мисля, че това е правилният подход.

- Но да се върнем към въпроса. Ако САЩ решат да действат сами, ще ги подкрепите ли?

- Трябва да стигнем до момента, когато нещата стоят така.

- Знаяте ли какво ще правите при тези обстоятелства? Имате ли политическа целесъобразност?

- Мисля, че нашето правителство ще и трябва да се консултира с другите съюзници. Винаги е възможно да се постигне някакъв консенсус, без да се стигна до крайности.

- Реалността е, че България и другите малки страни в Източна Европа просто не са достатъчно силни, за да се върнат назад в Америка. Ако САЩ искат нещо, вие в крайна сметка ще го направите, нали, просто нямате избор.

- Америка е основна сила, а ние сме потенциален съюзник, защото се наяд-

ваме в скоро време да бъдем покрити за членство в НАТО. Така че бих почти донкихотско и нелепо да се каже, че няма да направим или ще се противопоставим и този род неща.

- Значи вие следате на това като на цената, която трябва да платите, за да влезете в НАТО.

- Не бих казал така, защото бих звучало много грозно.

- Реалността понижав е много грозна.

- Но не мисля, че не мога да говоря от името на САЩ, но от наша страна ние не гледаме на това като на крайния вариант за издестване на членство в НАТО.

- Чувствате ли се необходими в НАТО? Смятате ли, че имате нужда от НАТО?

- Аз наистина мисля, че НАТО, създадена първоначално като пакт, насочен срещу нещо, вече е по-скоро периметър на сигурност, където също може да се борим срещу неща като организираната престъпност и тероризъм.

- НАТО не се занимава с борба срещу организираната престъпност.

- Е, страните, които ще бъдат поканени за членство, бяха помолени да рабо-

тат върху това. И именно това се опитваме да направим.

- Хората в България стават по-бедни.

- Слава богу, не ставаме по-бедни. Ако не получим дата за ЕС, хората ще бъдат уморени и ще се питат за какво е всичко това, ако дори не знаем кога. Ако ни кажат дата, това ще е нещо като цел и път, който трябва да изминем, и това е много важно.

- Но дори след присъединяването в ЕС още ще бъдете третирани като оторокласни граждани. След влизането в ЕС още ще получавате 114 долара на човек за изграждане на инфраструктура, докато сегашните стари членки получават средно 241 долара на човек за тази цел. Какво мислите за това, че може да бъдете третирани като отора хора?

- Мисля, че има нещо друго, което се нарича преговори и време. А фактът време е нещо, в което винаги съм вярвал много.

- Но има и нещо, което се нарича добра сделка и лоша сделка. И на вас явно ви предлагиха лоша сделка, поне проучавахта на общественото мнение съчат това.

- Не искам да дебатiram с вас, но мисля, че

истински добрата сделка е, когато и двете страни останат по спомну доволни. Ако само едната страна е изцяло доволна, това означава, че другата е останала излъгана.

- Преди да станете премиер, по време на изборната си кампания направихте много голямо обещание. Казахте, че ще трансформирате икономиката за 800 дни. Вече е изтекло половина време, но вие сте оалече от целта си.

- Може ли да ви коригирам, не вас, а може би това, което сте прочели. Казах, че съм обещал по време на кампанията си, че за 800 дни ще се опитам да задвижа и да оправа нещата. Никога не съм дръзвал да кажа, че за 800 дни ще промена нещата, защото за 12 години различни правителства не успяха да постигнат това. Кой съм аз да направя това?

- Бихте ли посочили какво точно сте казали тогава?

- Че

за 800 дни ще задвижим нещата

в правилната посока.

- Благодарение на нашата служба за мониторинг имаме пълния запис на това, което сте казали. Не казахте ли, че сте готови да предложите план за икономически мерки и социалноикономическо партньорство, чрез които известният български индустриализъм и предприемачески дух ще променят живота ни за 800 дни?

- Хората, а не аз, ще постигнат това. Това са хората и аз разчитам на тях. Имаме този предприемачески дух и той все повече се проявява. Все повече малки и средни предприятия започват работа. Ние все още имаме около 370-ина дни, което е цяла година.

- Повече от 10 на сто от българите живеят с по-малко от 2 долара на ден.

- Има много бедност, за която ние не сме отговорни.

- И 90 на сто живеят със 125 долара на месец.

- Опасвам се, че разполагате с доста стари дан-

ни.

- Значи положението се е подобрило?

- Именно. Ние достигаме скорост и височина на детене.

- Скорост на летене, та вие имате въоръжени схватки на мафията по улиците на София.

- Престрелките бяха много прекъснати. За съжаление има мафия. Това е още една причина да влезем в НАТО.

- А корупцията - в държавните предприятия, полицията, съдебната система, местните органи на властта. Тя наистина е голям проблем, не е ли така?

- Не може да се каже, че има място без корупция, без да се опитвам да търся извинения. Опитвам се да бъда реалист и

да видя къде има корупция и да я докажа

Не просто слушаме. - Все още ли мислите за себе си като за цар?

- Не. Въпросът е да се служи, да се върши работата. Под какво название или форма мисля, че е много второстепенно.

- Каково беше за вас да се върнете в двораца 35 години по-късно, след като бихте излъгали?

- Беше нещо уникално. Но човек просто благодарни на Бога за това и продължава напред.

- Какви спомени се върнаха във вас през първата нощ в двораца?

- Това беше много необичайна нощ, спях със всекима малко. Първо, защото внезапно се замислих за всички хора, които вече не са там. А след това и колко е странно да напуснеш някакво място малък и да се върнеш, когато вече си остарял, и да се видиш на същите места след 50 години. Налягам се няколко пъти докато да ми го обясня, за да мога да го напиша и моите деца да научат какво съм преживял.

- Сега по-добре ли се чувствате за това, което народът ви направи с вас и вашето семейство?

- Не.

не могат народ да направят това

а политическите обстоя-

телства.

- Но хората правят политиката.

- Да, но става въпрос за един, двама, трима, четирима души.

- Как виждате бъдещето си? Ако не бъдете преизбран за премиер, ще станете ли отново цар? Вие не сте абдицирали, все още сте цар, нали?

- Да, но човек трябва да направи място на младите. Мисля, че след няколко години такъв интензивен, напрегнат живот, перспективата за оттегляне е много интересна.

- Дори нещо, което ще очаквате с нетърпение. Симеон Саксбурготски, за мен бе голямо удоволствие да участвам в предаването ни.

(Съе скъращения)

INDEX

A

ATAKA, 9, 15, 16, 49, 50, 53, 55, 56, 59, 60, 64, 65, 88, 168, 172, 176, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 192, 220, 226, 276, 277, 278, 280, 281, 284, 285, 286, 290, 292, 294, 295, 297, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 349, 351, 352, 353, 355, 359, 361, 362, 363, 364, 368, 369, 370, 374, 378, 379, 381, 385, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 395, 396, 397, 401, 404, 405, 406, 407, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 437, 438, 439, 443, 444, 445, 446, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 467, 468, 469, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 482, 486, 487, 488, 490, 496, 528, 533, 534, 539, 541, 548, 549

B

BBB, 7, 9, 15, 59, 60, 64, 65, 142, 149, 226, 245, 250, 259, 260, 359, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 370, 374, 375, 376, 381, 382, 383, 396, 397, 407, 408, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 424, 426, 435, 439, 443, 444, 446, 448, 454, 467, 468, 469, 470, 482, 496, 533

Boyko Borissov, 9, 59, 61, 62, 146, 147, 187, 192, 194, 195, 196, 198, 199, 200, 201, 202, 204, 205, 206, 207, 209, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 221, 222, 224, 230, 232, 275, 276, 277, 279, 286, 288, 295, 296, 297, 298, 310, 311, 312, 314, 316, 317, 318, 319, 320, 322, 324, 325, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 350, 364, 370, 372, 402, 418, 437, 438, 442, 461, 472, 479, 484, 487, 490, 494

BSP, 7, 9, 54, 60, 73, 95, 97, 98, 99, 124, 138, 142, 159, 167, 177, 179, 180, 187, 191, 192, 200, 204, 207, 212, 217, 231, 233, 234, 235, 241, 256, 303, 308, 309, 313, 317, 318, 320, 321, 322, 326, 330, 336, 342, 347, 348, 353, 359, 361, 362, 369, 374, 378, 385, 394, 399, 400, 402, 403, 405, 412, 417, 421, 424, 426, 428, 429, 432, 436, 438, 440, 443, 449, 450, 462, 469, 473, 476, 481, 482, 486, 487, 488, 490, 496, 533, 535, 537, 539, 540, 541

D

DPS, 7, 66, 96, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 141, 159, 167, 171, 179, 180, 185, 187, 191, 198, 204, 207, 217, 231, 235, 256, 258, 260, 284, 285, 294, 298, 301, 308, 309, 313, 322,

324, 328, 329, 331, 334, 335, 336, 337, 338, 342, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 377, 378, 389, 394, 396, 399, 400, 405, 412, 417, 426, 428, 438, 450, 469, 471, 473, 476, 486, 487, 488, 490, 505, 534, 540, 541

G

George Ganchev, 59, 60, 61, 62, 90, 146, 147, 148, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 167, 212, 215, 216, 217, 221, 222, 224, 226, 227, 229, 230, 231, 233, 236, 237, 242, 243, 244, 246, 247, 250, 251, 257, 258, 259, 274, 325, 329, 363, 364, 366, 375, 419, 494, 554

Georgi Parvanov, 180, 190, 280, 321, 334, 345, 346, 352, 428, 433

GERB, 7, 9, 15, 53, 59, 60, 64, 65, 97, 179, 180, 191, 192, 199, 204, 207, 215, 217, 226, 277, 278, 280, 281, 287, 296, 301, 302, 303, 307, 308, 309, 310, 311, 313, 317, 319, 320, 322, 326, 330, 332, 336, 338, 340, 341, 342, 343, 347, 350, 353, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 377, 378, 381, 393, 394, 395, 396, 397, 400, 401, 402, 403, 404, 407, 412, 414, 415, 416, 417, 425, 426, 428, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 461, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 472, 473, 474, 475, 479, 480, 481, 482, 486, 487, 488, 496, 533, 534, 535, 540, 541, 548, 549

I

Ivan Kostov, 197, 199, 235, 322, 352, 361, 378, 384, 470, 537, 547

J

Jeliou Jeleu, 98, 169, 170, 233

N

NDSV, 7, 9, 15, 52, 55, 57, 59, 60, 64, 65, 81, 97, 138, 142, 159, 163, 164, 165, 167, 178, 188, 190, 191, 196, 198, 201, 202, 203, 206, 208, 212, 216, 226, 229, 231, 234, 240, 254, 256, 276, 277, 278, 280, 286, 308, 309, 316, 322, 342, 352, 353, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 366, 367, 368, 370, 371, 374, 376, 377, 378, 379, 381, 384, 385, 386, 394, 396, 397, 398, 399, 400, 404, 407, 408, 409, 410, 412, 416, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 429, 432, 435, 436, 439, 443, 444, 445, 446, 449, 450, 451, 452, 453, 455, 461, 462, 467, 468,

469, 470, 471, 477, 482, 490, 496, 533, 534,
535, 538, 540, 547, 548, 549, 551

P

parti, 9, 15, 16, 21, 26, 28, 31, 32, 33, 41, 50,
54, 56, 57, 58, 59, 60, 66, 72, 73, 77, 94, 95,
97, 98, 99, 108, 109, 113, 116, 117, 124,
133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 141, 149,
153, 155, 159, 164, 166, 167, 168, 169, 171,
172, 174, 176, 177, 179, 180, 181, 182, 183,
184, 185, 186, 188, 191, 193, 199, 200, 201,
203, 204, 207, 208, 209, 211, 212, 214, 215,
216, 219, 226, 229, 234, 235, 247, 248, 251,
259, 260, 278, 281, 284, 286, 287, 298, 303,
304, 305, 306, 308, 309, 310, 313, 317, 319,
320, 321, 322, 323, 324, 328, 330, 332, 334,
336, 337, 338, 340, 342, 345, 347, 349, 351,
352, 353, 355, 359, 361, 362, 363, 364, 365,
366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374,
375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383,
384, 385, 387, 389, 390, 391, 392, 393, 394,
396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404,
405, 406, 407, 408, 410, 411, 412, 413, 414,
415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 425,
426, 427, 428, 430, 431, 432, 433, 434, 435,
436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444,
445, 446, 448, 449, 451, 452, 453, 454, 455,
456, 458, 461, 462, 463, 465, 467, 469, 472,
473, 475, 476, 478, 479, 481, 482, 484, 486,
491, 505, 528, 529, 533, 535, 538, 539, 540,
541, 544, 545, 547, 548, 550, 553
party, 382
populisme, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19,
20, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 34,
35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46,
47, 48, 49, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 58, 59, 60,
70, 92, 117, 118, 166, 170, 215, 217, 222,
223, 224, 225, 227, 229, 232, 234, 236, 238,
241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249,
251, 257, 258, 259, 261, 262, 263, 274, 276,
277, 278, 283, 289, 290, 291, 292, 293, 294,
295, 296, 297, 299, 300, 305, 309, 311, 312,
318, 321, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329,
332, 333, 337, 338, 341, 342, 343, 344, 345,
346, 348, 350, 351, 352, 353, 355, 356, 357,

387, 390, 391, 395, 396, 469, 472, 473, 474,
475, 477, 478, 482, 484, 491, 492, 495, 496,
501, 506, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520,
521, 522, 523, 525, 526, 528, 529, 530, 536,
537, 540, 541, 542, 543, 544, 547, 548, 549,
550

R

RZS, 7, 60, 192, 226, 306, 323, 324, 354, 356,
413, 437, 540

S

SDS, 7, 9, 52, 60, 73, 95, 97, 98, 99, 100, 124,
138, 142, 168, 177, 178, 192, 233, 234, 235,
241, 308, 351, 353, 359, 361, 362, 376, 377,
378, 402, 417, 419, 421, 424, 429, 433, 437,
440, 443, 448, 449, 451, 455, 462, 496, 533,
534, 537, 544, 547
Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, 52, 57, 59, 61,
66, 146, 147, 156, 157, 158, 159, 160, 161,
162, 163, 164, 165, 166, 167, 178, 186, 190,
195, 206, 208, 212, 215, 216, 217, 221, 222,
224, 226, 227, 229, 230, 231, 232, 233, 234,
235, 236, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 245,
246, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257,
258, 261, 262, 263, 299, 300, 301, 304, 311,
314, 318, 364, 367, 368, 398, 421, 423, 450,
451, 471, 481, 494, 555

V

Volen Siderov, 9, 56, 57, 62, 66, 88, 146, 147,
167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 178,
179, 180, 181, 182, 183, 186, 195, 216, 217,
221, 222, 224, 228, 230, 232, 242, 251, 257,
260, 263, 265, 275, 276, 277, 278, 280, 281,
282, 283, 284, 285, 286, 290, 291, 292, 293,
294, 295, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305,
306, 307, 308, 309, 321, 323, 324, 325, 326,
327, 328, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336,
337, 338, 341, 342, 343, 344, 348, 351, 352,
368, 369, 379, 414, 427, 428, 432, 494, 527

Liste des figures et des tableaux

Figure 1 Types d'acteurs qui diffusent l'étiquette « populiste », élections européennes et législatives de 2009.....	22
Figure 2 Piliers de l'éthos de George Ganchev.....	152
Figure 3 Piliers de l'éthos de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha.....	161
Figure 4 Sources de l'idéologie de Volen Siderov.....	171
Figure 5 Piliers de l'éthos de Boyko Borissov.....	193
Figure 6 Impact politique du discours populiste (calculé à la base du vote cumulatif au profit des partis populistes).....	221
Figure 7 Proportion du discours populiste chez George Ganchev.....	227
Figure 8 Proportion du discours populiste chez Siméon de Saxe Cobourg-Gotha.....	228
Figure 9 Impact politique du discours populiste 1992-2001.....	229
Figure 10 Structure de la rhétorique de George Ganchev, élections présidentielles de 1992.....	233
Figure 11 Structure de la rhétorique de George Ganchev, élections présidentielles de 1996.....	233
Figure 12 Structure de la rhétorique de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, élections législatives de 2001.....	235
Figure 13 Structure de la rhétorique de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha, élections législatives de 2005.....	237
Figure 14 Taux de populisme protestataire chez George Ganchev, élections présidentielles de 1992.....	239
Figure 15 Taux de populisme protestataire chez George Ganchev, élections présidentielles de 1996.....	240
Figure 16 Taux de populisme protestataire chez George Ganchev, 1992-1996.....	240
Figure 17 Syntaxe du populisme protestataire de George Ganchev.....	243
Figure 18 Syntaxe du populisme protestataire de Siméon de Saxe Cobourg-Gotha.....	247
Figure 19 Syntaxe du populisme identitaire de George Ganchev.....	254
Figure 20 Postures identitaires réunificatrices chez Siméon de Saxe Cobourg-Gotha.....	257
Figure 21 Structure du discours journalistique de Volen Siderov.....	261
Figure 22 Proportion du discours populiste chez Volen Siderov (2005-2013).....	274
Figure 23 Proportion du discours populiste chez Boyko Borissov (2005-2013).....	275
Figure 24 Impact politique du discours populiste (2005-2013).....	276
Figure 25 Structure de la rhétorique de Volen Siderov, élections présidentielles de 2006.....	278

Figure 26 Structure de la rhétorique de Volen Siderov, élections législatives de 2009.....	279
Figure 27 Structure de la rhétorique de Volen Siderov, élections législatives 2013	279
Figure 28 Structure de la rhétorique de Boyko Borissov, élections législatives 2005.....	282
Figure 29 Structure de la rhétorique de Boyko Borisov, élections législatives 2009	283
Figure 30 Structure de la rhétorique de Boyko Borissov, élections législatives 2013.....	284
Figure 31 Taux de populisme protestataire et identitaire chez Volen Siderov, élections présidentielles de 2006.....	286
Figure 32 Taux de populisme protestataire et identitaire chez Volen Siderov, élections européennes de 2009.....	287
Figure 33 Taux de populisme protestataire et identitaire chez Volen Siderov, élections législatives de 2009.....	287
Figure 34 Taux de populisme protestataire et identitaire chez Volen Siderov, élections législatives de 2013.....	288
Figure 35 Taux de populisme protestataire dans le discours de Volen Siderov (2006-2013).....	288
Figure 36 Taux de populisme identitaire dans le discours de Volen Siderov (2006-2013).....	289
Figure 37 Boyko Borissov, taux de populisme protestataire, élections européennes de 2009.....	291
Figure 38 Taux de populisme protestataire, Boyko Borissov, élections législatives de 2009.....	292
Figure 39 Taux de populisme protestataire, élections législatives de 2013, Boyko Borissov	292
Figure 40 Taux de populisme protestataire dans le discours de Boyko Borissov (2009-2013).....	293
Figure 41 Syntaxe du populisme protestataire de Volen Siderov.....	295
Figure 42 Syntaxe du populisme protestataire de Boyko Borissov.....	307
Figure 43 Syntaxe du populisme identitaire de Volen Siderov.....	320
Figure 44 Types de populismes identitaires chez Volen Siderov, élections législatives de 2013	332
Figure 45 Syntaxe du populisme identitaire de Boyko Borissov.....	338
Figure 46 Taux du populisme identitaire dans le discours de Boyko Borissov (2009-2013).....	340
Figure 47 Résultats électoraux du BBB élections législatives/présidentielles ...	359
Figure 48 NDSV, Rapport nombre d'électeurs/ nombre d'adhérents (2001-2012)	391
Figure 49 NDSV, nombre d'adhérents (2002-2012).....	392
Figure 50 NDSV, nouveaux adhérents par an (2002-2012).....	393
Figure 51 GERB Nombre d'adhérents (2006-2012).....	395
Figure 52 Résultats électoraux du BBB (1991-2001).....	411
Figure 53 Support électoral du NDSV (2001-2009).....	414
Figure 54 Provenance du vote du NDSV aux élections de 2001 par rapport au vote exprimé aux élections de 1997.....	415

Figure 55 Structure du vote du NDSV par lieu de résidence, élections législatives de 2001	416
Figure 56 Structure du vote pour le NDSV par tranche d'âge, élections législatives de 2001	416
Figure 57 Provenance du vote pour le NDSV aux élections législatives de 2005 par rapport au vote de 2001.....	417
Figure 58 Résultats électoraux d'ATAKA (2005-2014).....	420
Figure 59 Provenance du vote pour l'ATAKA, élections législatives de 2005 par rapport aux élections de 2001	422
Figure 60 Structure du vote pour l'ATAKA par lieu d'habitation, élections législatives de 2005	423
Figure 61 Structure de l'électorat d'ATAKA par tranche d'âge, élections législatives de 2005	424
Figure 62 Structure du vote d'ATAKA, homme/femme, élections législatives 2005.....	424
Figure 63 Structure du vote pour l'ATAKA par niveau d'études, élections législatives de 2005	425
Figure 64 Structure du vote pour l'ATAKA par lieu d'habitation, élections législatives de 2009	427
Figure 65 Provenance du vote pour l'ATAKA aux élections législatives de 2013 par rapport aux élections législatives de 2009	428
Figure 66 Implantation électorale du GERB (2007-2014).....	429
Figure 67 Structure de l'électorat du GERB par lieu d'habitation, élections législatives de 2009	433
Figure 68 Structure de l'électorat du GERB par niveau d'études, élections législatives de 2009	434
Figure 69 Structure de l'électorat du GERB hommes/femmes, élections législatives de 2009	435
Figure 70 Structure de l'électorat du GERB par tranche d'âge, élections législatives de 2009	435
Figure 71 Taux de renouvellement du personnel politique dans le groupe parlementaire du NDSV, 39 ^{ème} législature (2001-2005).....	444
Figure 72 Groupe parlementaire du NDSV, 39 ^{ème} législature par tranche d'âge (2001-2005).....	446
Figure 73 Répartition hommes/femmes, groupe parlementaire du NDSV, 39 ^{ème} législature (2001-2005)	446
Figure 74 Taux de renouvellement du personnel politique dans le groupe parlementaire du NDSV 40 ^{ème} législature (2005-2009).....	447
Figure 75 Collaborateurs de l'ancienne Sûreté d'Etat dans le groupe parlementaire d'ATAKA, 40 ^{ème} législature (2005-2009)	449
Figure 76 Députés d'ATAKA ayant une expérience parlementaire antérieure, nommés par un autre parti politique dans le groupe parlementaire d'ATAKA, 40 ^{ème} législature (2005-2009).....	450
Figure 77 Répartition hommes/femmes dans le groupe parlementaire d'ATAKA, 40 ^{ème} législature (2005-2009).....	450
Figure 78 Taux de reproduction du groupe parlementaire d'ATAKA entre 40 ^{ème} et 41 ^{ème} législature.....	451

Figure 79 Collaborateurs de l'ancienne Sûreté d'Etat dans le groupe parlementaire d'ATAKA, 41 ^{ème} législature (2009-2013)	452
Figure 80 Répartition hommes/femmes dans le groupe parlementaire d'ATAKA, 41 ^{ème} législature (2009-2013).....	452
Figure 81 Taux de reproduction du groupe parlementaire d'ATAKA entre la 41 ^{ème} et la 42 ^{ème} législature	453
Figure 82 Répartition hommes/femmes dans le groupe parlementaire d'ATAKA dans la 42 ^{ème} législature (2013-2014)	454
Figure 83 Collaborateurs de l'ancienne Sûreté d'Etat au sein du groupe parlementaire d'ATAKA, 42 ^{ème} législature (2013-2014)	454
Figure 84 Taux de renouvellement du personnel politique dans le groupe du GERB, 41 ^{ème} législature (2009-2013).....	457
Figure 85 Collaborateurs de l'ancienne Sûreté d'Etat dans le groupe parlementaire du GERB, 41 ^{ème} législature (2009-2013).....	458
Figure 86 Répartition des députés du GERB par tranche d'âge, 41 ^{ème} législature (2009-2013).....	458
Figure 87 Répartition hommes/femmes dans le groupe parlementaire du GERB, 41 ^{ème} législature (2009-2013).....	459
Figure 88 Taux de reproduction du personnel politique du GERB entre la 41 ^{ème} et la 42 ^{ème} législature.....	460
Figure 89 Collaborateurs de l'ancienne Sûreté d'Etat dans le groupe parlementaire du GERB, 42 ^{ème} législature (2013-2014).....	460
Figure 90 Répartition hommes/femmes dans le groupe parlementaire du GERB, 42 ^{ème} législature (2013-2014).....	461
Figure 91 Taux d'abstentionnisme aux élections législatives (2001-2014).....	485
Tableau 1 Evolution des carrières politiques des leaders.....	214
Tableau 2 Piliers de l'éthos des leaders	215
Tableau 3 Evolution du discours identitaire de Volen Siderov (2005-2013).....	327
Tableau 4 Rapport entre les votes et les membres du GERB	397
Tableau 5 Structure des partis populistes.....	439
Tableau 6 Taux de renouvellement du personnel politique.	462

Table des matières

INTRODUCTION	9
<i>I. Contexte et état des lieux.....</i>	<i>12</i>
A. Le Contexte	12
B. Diversité des acteurs rangés sous l'étiquette « populiste »	14
<i>II. Cadre théorique</i>	<i>16</i>
A. Le populisme, un « mot-valise » utilisé comme label.....	17
B. La diversité des formes.....	22
C. Le défi d'une définition.....	35
D. Le populisme contre la démocratie ?	43
<i>III. Etat de l'art et présentation de la thèse.....</i>	<i>47</i>
A. Etat de l'art.....	47
B. Objet de recherche	57
C. Méthode de la recherche.....	61
D. Hypothèse et plan de la thèse.....	68
PREMIERE PARTIE : LES RACINES DES POPULISMES.....	71
CHAPITRE 1 : UNE SOCIETE ANOMIQUE	72
<i>Section 1: Un système ploutocratique.....</i>	<i>72</i>
§1 Conversion des élites.....	72
I Une révolution de palais	73
II Les trajectoires élitistes.....	74
III La captation des ressources étatiques	77
§ 2 La stratification sociale: polarisation des groupes sociaux et paupérisation	79
I Stratification poussée à l'extrême	79
II Fluidité des statuts sociaux.....	82
<i>Section 2 : Désagrégation sociale et blocage de la représentation politique.....</i>	<i>84</i>
§ 1 Désintégration sociale et désengagement des citoyens	84
I Les ONG et les syndicats.....	85
II Les médias – contrôle politique et l'adoption d'un style « people »	87
III Le désengagement politique	90
§2 Le rejet de la médiation du pouvoir	92
I La perte de confiance dans les institutions.....	92
II L'utopie de la démocratie directe	93
III Le discrédit des partis politiques	94
IV Le rapprochement idéologique des principaux partis	99
<i>Section 3 : Les racines de l'idéologie populiste dans la culture politique bulgare</i>	<i>101</i>
§1 L'habitus politique	103
I L'individu entre collectivisme et individualisme.....	104
II Une vision politique inscrite dans un temps court.....	106
III Une culture politique portée aux extrêmes.....	107
§ 2 La représentation du pouvoir	108
I Le pouvoir vu comme extérieure au corps social	108
III Le complotisme	111
§3 Le rejet des hiérarchies sociales	112
I L'antiélitisme.....	112
II L'égalitarisme	113
III Le manichéisme et le ressentiment.....	114
§4 Paternalisme et personnification du pouvoir.....	116
I La personnification du pouvoir	116
II Paternalisme et « machisme »	116
Conclusion du Chapitre 1	117
CHAPITRE 2 : UNE SOCIETE EN CRISE IDENTITAIRE	119
<i>Section 1 : Le rapport national/étranger</i>	<i>119</i>
§1 La Bulgarie, un pays charnière.....	119

I La Russie, le grand frère qui « surveille » la Bulgarie	121
II L'Europe comme modèle et identité aspirée.....	122
§2 La Bulgarie, entre l'adhésion à l'UE et la mondialisation.....	124
I L'inscription de la Bulgarie dans la nouvelle situation géopolitique	124
II La Bulgarie et la mondialisation.....	128
§3 Emigration et crise démographique : le sentiment d'effondrement de la nation	129
I Une nation qui s'effondre	129
II Une émigration massive	131
<i>Section 2 : Les tentions majorité /minorité(s).....</i>	<i>133</i>
§1 Les Turcs – ennemi historique perçu comme minorité dominante.....	134
I Les Turcs – un ennemi historique.....	134
II Le poids politique de la minorité turque.....	135
III L'islamophobie mondiale et la Bulgarie.....	140
§2 Les Roms – d'une minorité dominée vers une minorité perçue comme dominante.....	141
I Le renversement des droits et des devoirs.....	142
II Une minorité stigmatisée.....	143
§ 3 Les Juifs – minorité peu nombreuse et anti-sémitisme modéré.....	144
I Une minorité peu nombreuse.....	144
II Un anti-sémitisme modéré.....	144
Conclusion du Chapitre 2.....	145
CHAPITRE 3 : LA FASCINATION ENVERS DES LEADERS PROVIDENTIELS	147
<i>Section 1 : George Ganchev : un charisme de prestige.....</i>	<i>148</i>
§1 Parcours biographique : un comédien qui s'inscrit dans la vie politique.....	148
I Les années à l'étranger.....	149
II La trajectoire politique.....	150
§ 2 L'éthos de prestige.....	151
I George Ganchev, un homme qui a réussi et est reconnu à l'étranger.....	152
II Un homme au-dessus de la classe politique qui sert le peuple	155
<i>Section 2 : Siméon de Saxe Cobourg-Gotha : l'ex roi doté d'un charisme de</i>	
<i>« Sauveur ».....</i>	<i>157</i>
§1 Parcours biographique	157
I Enfance et années en exil.....	157
II Dynamique de la carrière politique	158
§ 2 L'éthos de Sauveur	160
I Un homme politique placé au-dessus de la classe politique qui se sacrifie au nom du	
peuple	161
II Un homme rationnel et éduqué qui possède des contacts à l'étranger.....	164
<i>Section 3 : Volen Siderov : le journaliste qui constitue un charisme de « rupture »</i>	
.....	<i>166</i>
§ 1 Parcours biographique	166
I Biographie générale.....	166
II Carrière journalistique.....	167
III Activité politique	175
IV Un acteur qui aime le goût du scandale.....	178
§ 2 L'éthos de rupture	180
I La recherche d'une institutionnalisation de sa figure à travers le parti.....	181
II Légitimité de journaliste et personne ayant une mission envers la société	182
<i>Section 4 : Boyko Borissov : un personnage hyper - médiatique pourvu d'un</i>	
<i>charisme de « héros ».....</i>	<i>184</i>
§1 Parcours biographique	185
I Années avant l'entrée dans la vie politique	185
II Dynamique de sa carrière politique	187
§ 2 L'éthos du héros	192
I Borissov, le héros indépendant	193
II Borissov, un homme fiable, responsable, qui tient à sa parole.....	203
III Un homme ordinaire dont la source de pouvoir réside dans le peuple.....	206
IV Homme d'action et de succès qui est différent de la classe politique	209
Conclusion du Chapitre 3 :	212
Conclusion de la Première Partie :	216
DEUXIEME PARTIE : LES DISCOURS POPULISTES.....	217

CHAPITRE 1 : LA PERCEE DES POPULISMES.....	223
<i>Section 1 : Un discours à l'impact grandissant.....</i>	224
§ 1 Un discours à intensité faible à l'impact grandissant.....	225
I Un discours à intensité faible	226
II La progression du vote populiste.....	229
§ 2 Entre le discours de rejet et le mythe du changement.....	232
I Un discours de rejet	232
II La vision de l'avenir comme thème central	234
<i>Section 2 : Un populisme protestataire.....</i>	237
§ 1 La prédominance du populisme protestataire.....	238
I George Ganchev : un populisme à prédominance protestataire	239
II Siméon de Saxe Cobourg-Gotha : un populisme protestataire	241
§ 2 Un populisme protestataire tempéré	242
I Ganchev : Un ennemi aux visages multiples.....	242
II Siméon: la constitution d'un mythe futuriste puissant	246
§ 3 L'introduction de certaines thèmes identitaires.....	253
I Des exemples ethno-populistes et national-populistes rares.....	253
II La progression des idées identitaires dans les médias	258
Conclusion du Chapitre 1 :	269
CHAPITRE 2: LA MONTEE DES POPULISMES	271
<i>Section 1 : Un discours de rejet d'impact fort</i>	272
§ 1 Un discours à forte intensité de support élevé	272
I Un populisme à forte intensité.....	272
II Un soutien élevé	275
§ 2 Un discours de rejet	277
I Le cas de Volen Siderov	277
II Le cas de Boyko Borisov	282
<i>Section 2 : Un populisme protestataire - identitaire.....</i>	285
§ 1 La répartition des variétés protestataire et identitaire.....	285
I Le populisme identitaire comme discours dominant	286
II Le populisme protestataire comme discours dominant.....	291
§ 2 La radicalisation du populisme protestataire	294
I Le populisme protestataire poussé à l'extrême.....	295
II Le populisme personnalisé	306
III La diffusion massive du discours protestataire	315
§ 3 La montée du populisme identitaire.....	319
I Un acteur protagoniste	319
II Un populisme contextuel	338
III La diffusion du populisme identitaire : un discours de droite.....	345
Conclusion du Chapitre 2 :	351
Conclusion de la Deuxième partie :	351
TROISIEME PARTIE: L'INSTITUTIONNALISATION DES POPULISMES	353
CHAPITRE 1 : LES PARTIS POPULISTES COMME ORGANISATIONS EPHEMERES.....	355
<i>Section 1: Le lien leader-parti et la recherche d'une étiquette politique.....</i>	357
§ 1 La constitution des partis autour de leaders providentiels.....	357
I Le BBB : un parti qui se résume à son leader.....	358
II Le NDSV : la formation d'un mouvement autour du « Sauveur »	361
III L'ATAKA : la transformation de l'auditoire de Siderov en électorat	362
IV Le GERB : la canalisation de l'autorité de Borissov.....	364
§ 2 La recherche d'une étiquette politique.....	368
I Les partis de centre-droit.....	368
II L'ATAKA : un parti qui se revendique comme nationaliste	373
<i>Section 2 : Des programmes éclectiques.....</i>	375
§ 1 Le BBB et le NDSV : oscillation entre droite et gauche.....	375
I Le BBB: une mutation idéologique de la droite vers la gauche.....	376
II Le NDSV : cristallisation lente d'un parti de centre-droit	378
§ 2 L'ATAKA : le mariage entre l'extrême gauche et l'extrême droite	380
I Le programme de 2005	380
II Le programme d'ATAKA pour 2009	383
III Le programme d'ATAKA pour 2013 : lutte contre « l'esclavage colonial ».....	385

§ 3 Le GERB : des propositions de centre – droite.....	387
I Le programme de 2007.....	387
II Le programme de 2009.....	388
III Le programme de 2013.....	389
Section 3 <i>Des structures légères</i>	390
§ 1 L' ancrage social des partis.....	390
I Le NDSV et le GERB : des mouvements clientélistes.....	391
II L'ATAKA : La socialisation de militants marginalisés.....	397
§ 2 L'instabilité des structures partisans.....	401
I Le BBB : des révoltes contre le leadership de Ganchev.....	401
II Le NDSV : l'émancipation des fractions intra-partisanes.....	402
III L'ATAKA : la décomposition de la coalition initiale.....	404
IV Le GERB : le pouvoir comme garantie de stabilité partisane.....	408
Section 4 : <i>Des électorats volatiles</i>	410
§ 1 Le BBB : le premier parti qui canalise le vote protestataire.....	410
I Les résultats électoraux.....	411
II Structure de l'électorat.....	412
§ 2 Le NDSV : un parti d'électeurs au destin « météorique ».....	413
I L'effondrement électoral.....	413
II Un parti « catch all ».....	414
§ 3 L'ATAKA : la tentative de constitution d'un parti « bastion ».....	418
I Les résultats électoraux.....	419
II La structure de l'électorat : le refuge des exclus.....	421
§4 Le GERB : un électorat relativement fidèle.....	428
I L'implantation électorale.....	429
II Un électorat à la recherche du progrès.....	431
Conclusion du Chapitre 1 :.....	437
CHAPITRE 2: L'IMPACT DES POPULISMES.....	441
Section 1: <i>Les populismes au pouvoir</i>	441
§ 1 L'impossibilité d'assurer une circulation permanente des élites.....	441
I Le BBB : une représentation politique des nouvelles élites postcommunistes.....	442
II Le NDSV : entre renouvellement et professionnalisation du personnel politique.....	443
III L'ATAKA : un parti dominé par les anciens de Sûreté d'État.....	448
IV Le GERB : la stabilisation des nouveaux réseaux au pouvoir.....	455
§ 2 Les difficultés de transformation des promesses en actions.....	462
I Des promesses populistes abandonnées.....	463
II Des projets anti-démocratiques stoppés.....	466
Section 2: <i>D'une société anomique à une société anarchique</i>	477
§ 1 Les schèmes populistes comme messages collectifs.....	478
I La maturation des mobilisations sociales (2011-2013).....	478
II Des messages collectifs de protestation.....	481
§ 2 Le blocage du système politique.....	483
I Le rejet de la représentation politique.....	483
II Le renouveau des acteurs populistes.....	485
Conclusion du Chapitre 2 :.....	486
Conclusion de la Troisième partie :.....	486
CONCLUSION GENERALE.....	488
BIBLIOGRAPHIE.....	494
ANNEXES.....	526
INDEX.....	550
Liste des figures et des tableaux.....	552
TABLE DES MATIERES.....	556

Résumé

Cette thèse analyse les causes de l'apparition, la nature des discours, les modes d'institutionnalisation et les effets sociaux produits par les populismes bulgares pendant une période de plus de vingt ans : de 1992 à 2013.

On soutient notamment l'hypothèse que les populismes bulgares catalysent une « révolution rampante » qui remet en cause les hiérarchies sociales et les canaux de représentation politique émanant de la « révolution du palais » de 1989. Elle résulte de la dialectique entre l'institutionnalisation de l'idéologie populiste en tant que grille d'analyse de la réalité et de l'impossibilité de sa réalisation par les partis formés autour des leaders qui la mobilisent.

Descripteurs : Bulgarie - populisme - discours politique - partis politiques - postcommunisme - élites - minorités.

Резюме

Дисертацията анализира причините за появата, природата на дискурса, типове институционализация и социалните ефекти, породени от популизмите в България през период от повече от двадесет години: от 1992 г. до 2013 г.

Защитава се хипотезата, че популизмите в България катализират “пълзяща революция”. Тя поставя под съмнение социалните йерархии и каналите за политическо представителство, произтичащи от “дворцовия преврат” от 1989 г. Причина за това е диалектиката между институционализацията на популистката идеология като аналитична рамка за разбиране на политическите и икономически процеси и невъзможността за нейната реализация от партиите, формирани около лидерите, които я изповядват.

Ключови думи - България - популизъм - политически дискурс - политически партии - посткомунизъм - елити - малцинства.

Abstract

This thesis analyses the reasons of the appearance, the type of discourse, the modes of institutionalization and the social effects generated by the Bulgarian populisms over a period of more than twenty years: from 1992 to 2013.

We argue that Bulgarian populism catalyses a "creeping revolution": it questions the social hierarchies and the channels of political representation that results from the "palace revolution" of 1989; it is a consequence of the dialectic between the institutionalization of the populist ideology as an analytical framework and the impossibility of its implementation by the parties formed around the leaders who mobilize it.

Keywords: Bulgaria - populism-political discourse - political parties - post - communism - elites - minorities.

**Centre d'Etudes et de Recherches de Sciences Administratives et Politiques (CERSA)
UMR 7106
10, rue Thénard 75005 PARIS**